

Wall Street et Wim Duisenberg font plonger brutalement l'euro

LA DEVISE européenne a brutalement décroché, mercredi 18 octobre, au moment où les marchés d'actions aux Etats-Unis chutaient violemment. Tombé à un nouveau plancher historique face au dollar (0,8330), l'euro se reprenait légèrement jeudi matin. L'inflation américaine en septembre (une hausse de 0,5 %, supérieure aux prévisions) a fragilisé Wall Street, comme l'annonce par un certain nombre d'entreprises de performances inférieures à ce qui était attendu. La « gaffe » commise par Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, qui avait démenti dans le *Times* un projet d'intervention des banques centrales, pèse aussi sur la devise européenne.

Lire page 21
et notre éditorial page 19

Les parents d'élèves aux urnes

NEUF MILLIONS de familles sont appelées à élire, vendredi 20 et samedi 21 octobre, leurs 273 000 représentants dans les établissements scolaires. En 1999, 42 % des parents d'élèves avaient participé à ces élections. Depuis vingt ans, les textes officiels insistent sur l'importance de la participation des familles à la « communauté éducative ». Mais, sur le terrain, les relations entre les parents et l'école ne s'améliorent pas. Selon le sociologue Robert Ballion, « la situation s'est considérablement aggravée », en raison d'un consumérisme scolaire de plus en plus individualiste et d'une défiance de l'expression collective des familles. Les fédérations de parents d'élèves de l'enseignement public peinent à trouver des militants et à s'ouvrir aux milieux modestes.

Lire page 13

Musique gratuite



SHAWN FANNING

INVENTÉ en 1999 par un étudiant de dix-huit ans, Shawn Fanning, pour que les internautes échangent gratuitement des morceaux de musique, le système Napster revendique aujourd'hui 30 millions d'utilisateurs. De quoi inquiéter les industriels du disque, qui intensifient leur combat pour la protection des droits d'auteur.

Lire pages 32 et 33

Allemagne, 3,50 DM ; Antilles-Guyane, 12 F ; Autriche, 30 ATS ; Belgique, 60 FB ; Canada, 3 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 1100 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 300 PTA ; Gabon, 1100 F CFA ; Grande-Bretagne, 1,25 £ ; Grèce, 600 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3500 L ; Luxembourg, 60 FL ; Maroc, 12 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 4 FL ; Portugal CON., 300 PTE ; Réunion, 12 F ; Sénégal, 1100 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,90 FS ; Tunisie, 1,7 Din ; USA (NY), 2,50 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1020 - 10,00 F



Arafat-Barak : tout à refaire

● Israéliens et Palestiniens s'efforcent d'appliquer l'accord de Charm el-Cheikh ● La violence avait diminué, mercredi, dans les territoires ● Ehoud Barak et Yasser Arafat doivent retrouver le fil d'un processus de paix en lambeaux ● Notre enquête sur une « Palestine en miettes »

LE PREMIER ministre israélien, Ehoud Barak, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, se sont efforcés, mercredi 18 octobre, de faire baisser la tension sur le terrain comme ils s'y étaient engagés la veille lors du sommet de Charm el-Cheikh. Les Israéliens ont retiré leurs chars des alentours de certaines grandes villes palestiniennes, levant partiellement le blocus des territoires ; ils ont laissé rouvrir l'aéroport de Gaza ; enfin, les responsables de la sécurité ont repris les conversations avec leurs homologues palestiniens. Les dirigeants de l'Autorité ont, semble-t-il, fait remettre en prison certains des dirigeants du mouvement islamiste Hamas qu'ils avaient libérés durant les deux semaines d'affrontements sanglants avec les Israéliens ; ça et là, mais pas toujours, les forces de sécurité palestiniennes se sont interposées entre jeunes lanceurs de pierres et soldats israéliens.

La journée de mercredi a été,



dans l'ensemble, beaucoup plus calme que les précédentes, même si nombre de proches de M. Arafat disent se refuser à appliquer l'accord de Charm el-Cheikh. Des unités de la police israélienne auraient arrêté certains des auteurs du lynchage de deux réservistes le 12 octobre à Ramallah, en Cisjordanie. A deux semaines de la rentrée parlementaire, M. Barak se retrouve très affaibli sur le front politique israélien ; à deux jours d'un sommet arabe au Caire, M. Arafat reste sur une ligne dure face à l'Etat hébreu. L'un et l'autre ont une négociation à reprendre après sept ans de pourparlers qui, comme le raconte notre enquête, n'ont, sur le terrain, pas apporté de soulagement aux Palestiniens. De Gaza à Bethléem, c'est une population parquée, appauvrie, malmenée aussi bien par Israël que par l'Autorité palestinienne qui se révolte.

Lire pages 2 et 3
et notre enquête page 16

Lionel qui pense de la main droite et Jospin qui parle de la main gauche

TRONC, tête, épaules, mains, doigts, mouvements de sourcils, mimiques labiales, mécanique du globe oculaire : rien de tout ce qui constitue la moitié supérieure de Lionel Jospin n'est étranger à Geneviève Calbris. Depuis la campagne présidentielle de 1995, cette femme, chercheur à l'Ecole normale supérieure d'ex-Fontenay-Saint-Cloud (devenue de Lyon), consacre une partie de son temps à étudier le « corpus kynésique » de M. Jospin tel qu'il apparaît dans ses prestations télévisées. Son travail a intéressé le Service d'information gouvernementale (SIG) et deux conseillers du premier ministre, Manuel Valls, responsable de la communication, et Aquilino Morelle, en charge des discours, qui ont discrètement commandé une étude au très sérieux laboratoire de lexicométrie de l'ENS, sur trois thèmes : la « gestuelle implicite de Lionel Jospin », par M^{me} Calbris ; la « lexicométrie » de ses discours, par Maurice Tournier ; l'analyse de son « argumentation », confiée à Simone Bonnafous.

Sur la base de six interventions du premier ministre dans les journaux de 20 heures de TF 1 et de France 2, entre juillet 1997 et avril 1998, ces trois chercheurs ont donc disséqué

les mots et les gestes de M. Jospin. De ces derniers, il ressort que le premier ministre est « ambidextre et droitier ». « L'homme privé s'exprime de la main droite et l'homme public de la main gauche », écrit M^{me} Calbris, ce qui complique singulièrement sa tâche lorsqu'il est amené à intervenir à la fois comme individu et comme responsable du gouvernement. La prise de décision, marquée par « l'abaissement du tranchant de la main en équerre », les engagements pris par le gouvernement, accompagnés du geste de la « paume à plat » sur la table, l'affichage du programme, ponctué par la « paume en avant haut levée », se font de la main gauche. Mais c'est la main droite qui scande la quasi-totalité des expressions de « l'individu pensant », avec deux gestes très personnels du premier ministre, la « pince onguilaire » - pouce et index réunis en rond par leurs ongles - en signe d'extrême précision et la « pince digitale » - pouce et index réunis en pointe par leur pulpe - pour signifier la « finesse ». Illustration : « Nous augmentons légèrement les dépenses publiques » disent les lèvres, « pince digitale » précisent les mains.

Décidément très « kynésiquement » bavard,

M. Jospin présente une autre spécificité. Il se révèle très « autocentré », appuyant ses « moi, je » de multiples gestes d'« auto-contact », doigts ou paume sur la poitrine ou les deux mains « tel un livre entrouvert, paumes obliques rapprochées » en signe d'offrande lorsqu'il veut insister sur sa « sincérité ». Enfin, le chef d'équipe apparaît dans une autre gestuelle originale, les deux paumes rassemblées à l'équerre glissant sur la table pour « pousser tout le groupe en avant » et le chef tout court, matérialisé par le tranchant de la main qui avance, « telle la proue d'un bateau » dont il veut être le capitaine.

Les conseillers en communication du premier ministre ont sans doute retenu un enseignement très utile de ce travail : « La gestuelle de Lionel Jospin, ample, symétrique, vivante et créative, est indispensable au portrait de lui que se fait le téléspectateur. Elle apporte à un personnage réservé, sérieux, raide et plutôt froid, les notes de cordialité, d'expansivité, de souplesse et d'inventivité », écrit M^{me} Calbris. Démonstration « live » par le sujet, jeudi 19 octobre, 20 heures, sur TF 1.

Pascal Robert-Diard

Musique gratuite

JANE AUSTEN

Œuvres romanesques complètes

I

SOUS LA DIRECTION DE PIERRE COUBERT

L'ABBAYE DE NORTHANGER

LE CŒUR ET LA RAISON

ORGUEIL ET PRÉJUGÉ

Appendices

LADY SUSAN

LES WATSON

Œuvres de jeunesse

AMOUR ET AMITIÉ

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE

LA PLÉIADE

GALLIMARD

Calligramme - 772 206 734 B.S. Paris-B.

Chirac-Jospin : le double affaiblissement

LA BAISSÉ de popularité des deux têtes de l'exécutif marque la fin d'une période unitaire et euphorique, ouverte au moment du Mondial de football et qui se referme symboliquement au lendemain de la victoire française au championnat d'Europe. Les enquêtes d'opinion, réalisées avec un laps de temps suffisant après le conflit des routiers et la publication de la cassette Méry, confirment bel et bien la brutalité du recul. Selon BVA, entre juillet et octobre, Jacques Chirac a perdu treize points de « bonnes opinions » et Lionel Jospin douze.

Pour sa part, Lionel Jospin peut plaider le retour aux normes. Aucun premier ministre n'est resté aussi longtemps à l'Hôtel Matignon depuis Raymond Barre, il y a vingt ans. Aucun n'aura été aussi durablement populaire depuis Jacques Chaban-Delmas, il y a trente ans. Selon la Sofres, M. Jospin enregistre une cote de confiance positive (de peu, de deux points) pour le quarante et unième mois consécutif, alors qu'Alain Juppé ne l'avait obtenue que quatre mois, Edouard Balladur vingt-quatre, Pierre Bérégovoy six et Edith Cresson, record à l'envers, un. Malgré la baisse subie, les mesures de confiance et de bonnes opinions restent positives, comme le bilan de

l'action menée. Rien apparemment de très préoccupant, d'autant que la droite n'en profite pas.

Cependant, c'est le lien entre les Français et le premier ministre, dont Lionel Jospin était si fier, qui est écorné. L'attitude d'écoute et de dialogue social, posture indispensable aux gouvernants, s'est trouvée atteinte dans le conflit des routiers. Au-delà, le doute s'installe sur ce que les citoyens peuvent attendre du gouvernement. Jusqu'à la mi-septembre, le pays a baigné dans une certaine euphorie. Selon le baromètre européen d'Ipsos, 64 % des Français interrogés à ce moment-là estimaient que la situation du pays était « plutôt bonne », score exceptionnel, de vingt-six points supérieur à celui enregistré en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Espagne ! En agitant les thèmes du plein emploi, de la cagnotte, du « retour des dividendes fiscaux de la croissance » ou du plan de baisse d'impôts le plus ample depuis un demi-siècle, les socialistes ont eux-mêmes contribué à faire monter les attentes.

Jérôme Jaffré pour Le Monde

Lire la suite page 19
et nos informations page 12



Les bonheurs de l'Amérique

■ Le « New York Times » et « Le Monde » racontent les Etats-Unis

■ Les clés du duel « W. » Bush-Al Gore

■ Woody Allen : « Je vote pour le falot »

■ Nos reportages, enquêtes et analyses

Un cahier spécial de 36 pages



LE MONDE DES LIVRES

Marilyn autopsiée

Dans son roman, *Blonde*, l'Américaine Joyce Carol Oates fait de Marilyn Monroe (photo) l'héroïne d'un conte de fées qui vire au cauchemar. A côté, *Marilyn, une femme*, de Barbara Leaming, se veut une biographie sérieuse de celle qui fut l'icône et la martyre d'une nouvelle religion : le cinéma.

Lire notre supplément



FRANCE-TAÏWAN

L'argent des frégates

Les enquêteurs de la brigade financière chargés de l'affaire de la vente des frégates françaises à Taïwan (photo), en 1991, ont entendu, lundi 16 octobre, le docteur Laurent Raillard. Cet ancien radiologue, intime de François Mitterrand, est soupçonné d'être intervenu auprès de l'Elysée, en 1992, pour favoriser le versement de francs destinée, en partie, à Christine Deviers-Joncour.

Nos informations p. 14
et l'appel européen de magistrats anticorruption p. 18

International.....	2	Carnet.....	27
France.....	8	Aujourd'hui.....	28
Société.....	13	Météorologie, jeux.....	30
Régions.....	15	Culture.....	32
Horizons.....	16	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	21	Kiosque.....	36
Communication.....	23	Abonnements.....	36
Tableau de bord.....	24	Radio-Télévision.....	37

PROCHE-ORIENT Les arrangements de sécurité convenus à Charm el-Cheikh par Israël et les Palestiniens sont officiellement entrés en vigueur mercredi 18 octobre à la mi-

journée. L'arrêt des hostilités était supposé devenir total vendredi en milieu d'après-midi. ● **DES PALESTINIENS** qui ont participé au lynchage de deux soldats israéliens le 12 octo-

bre à Ramallah auraient été arrêtés par des forces spéciales de l'armée israélienne. ● **À GAZA**, la police palestinienne s'est interposée entre les lanceurs de pierres et les soldats is-

raéliens dès que des ordres en ce sens lui furent donnés par l'Autorité. ● **EN ISRAËL**, les partis d'opposition hésitent à entrer dans un nouveau gouvernement d'Ehoud Barak, si le

pays n'est pas vraiment en péril. ● **LES INVESTISSEURS** internationaux ne nourrissent pas d'inquiétude pour l'économie israélienne si la région ne connaît pas une nouvelle escalade.

48 heures pour faire cesser les hostilités entre Israéliens et Palestiniens

L'arrêt des hostilités est supposé devenir total vendredi 20 octobre en milieu d'après-midi. Ehoud Barak fait face aux réserves des partis de l'opposition, peu enclins à entrer au gouvernement

JÉRUSALEM

correspondance

Au lieu de signer un accord « gagnant-gagnant » avec les Palestiniens, le premier ministre israélien, Ehoud Barak pourrait bientôt se retrouver dans une situation « perdant-perdant », pour reprendre la formule utilisée mercredi 18 octobre par un éditorialiste israélienne. Si le calme est rétabli avec les Palestiniens, M. Barak risque d'en perdre le bénéfice pour cause d'élections, dans quelques semaines, une échéance qu'il aborde en position défavorable. Si la violence subsiste, le premier ministre sera contraint de constituer un gouvernement d'urgence ou d'union nationale avec Ariel Sharon, et le processus de paix avec les Palestiniens, qui constituait la priorité politique de M. Barak, sera reporté sine die.

Il est encore trop tôt pour savoir quel scénario l'emportera, le bilan de la première journée suivant la déclaration d'intention commune de Charm el-Cheikh étant mitigé. Les combats entre Palestiniens et Is-

raéliens, moins nombreux, n'ont fait que des blessés. Ici et là, les Palestiniens ont continué à manifester en tirant des coups de feu en l'air, à brûler des drapeaux israéliens et à jeter des pierres. La police palestinienne s'est parfois interposée entre protestataires et postes militaires israéliens, afin de limiter les dégâts.

GESTES SIGNIFICATIFS

Plusieurs militants du Hamas, libérés la semaine dernière, auraient été remis sous les verrous par l'Autorité palestinienne. De leur côté, les Israéliens ont fait un certain nombre de gestes significatifs, retirant leurs chars de Naplouse et de Ramallah, levant le bouclage des villes et villages à l'intérieur des territoires, autorisant le fonctionnement de l'aéroport de Gaza, arrêtant deux colons d'Itamar responsables de la mort d'un Palestinien mardi. Enfin, les rencontres techniques entre les responsables de sécurité israélien et palestinien, qui se sont tenues mercredi à un très haut niveau, ont été fructueuses.

En fin d'après-midi toutefois, un attentat à la bombe a été perpétré contre un bus transportant une quarantaine de civils israéliens, des femmes et des enfants, près de la colonie de Goush Katif, dans la bande de Gaza. Le véhicule étant blindé, aucun blessé n'est à déplorer.

Dans la soirée, plusieurs responsables de partis de l'opposition, hésitant encore à entrer dans le gouvernement de M. Barak, s'interrogeaient sur la définition de l'état d'urgence. Aucun de ces partis n'est prêt à soutenir M. Barak si le pays n'est pas en « état d'urgence » et si les négociations de paix avec les Palestiniens sur la base des conclusions du sommet de Camp David (juillet) ne sont pas suspendues. « M. Barak doit décider qui est son partenaire, Arafat ou le Likoud », a déclaré Reuven Rivlin, député du Likoud.

Dans moins de quinze jours, la rentrée parlementaire permettra aux députés de voter pour des élections anticipées – la proposition de

loi a été adoptée en lecture préliminaire fin juillet – ou d'adopter une motion de censure si M. Barak se risque à reprendre les pourparlers de paix avec Yasser Arafat, pour autant qu'un calme durable ait été rétabli. Les quelques deux ou trois voix qui, cet été, semblaient faire défaut à l'opposition pour renverser le gouvernement ne devraient plus, dans ce cas, manquer à l'appel.

Tous attendent donc de voir

quelle sera l'évolution de la situation sur le terrain dans les jours à venir. Officiellement, il existe un compte à rebours de 48 heures, qui s'achève vendredi à 16 heures, au-delà duquel l'arrêt des hostilités devra être total. En réalité, beaucoup, en Israël, pensent qu'il n'en sera rien avant la tenue du sommet arabe samedi, au Caire. D'autres pensent que la violence reprendra aux alentours du 15 novembre, date à la-

quelle l'Autorité palestinienne pourrait proclamer un Etat palestinien.

Le chef du Likoud, Ariel Sharon, intéressé à participer au gouvernement, afin d'éviter la concurrence de Benyamin Nétanyahou, qui prépare son retour à la vie politique, ne peut néanmoins s'engager aux côtés d'Ehoud Barak à n'importe quelles conditions. Or, il semble que M. Barak réclame son soutien, sans promettre de portefeuille ministériel et sans définir clairement ses objectifs. « On ne peut pas se joindre à un gouvernement comme on fait du stop, sans savoir où va le chauffeur », disait mardi soir Avigdor Lieberman, chef du parti russe de droite « Israël notre maison », et proche de M. Nétanyahou.

M. Sharon, qui brigue le ministère de la défense ou celui des affaires étrangères, affirme que M. Barak a refusé de lui montrer les cartes du plan de « séparation unilatérale » d'avec les Palestiniens, conçu par Ephraïm Sneh, ministre adjoint de la défense, et révélé le 18 octobre par le quotidien *Haaretz*. Il s'agirait, en cas d'échec des négociations de paix, de se retirer des territoires palestiniens et d'établir des frontières physiques et économiques entre Israël et les territoires palestiniens, mais sans évacuer les colonies, a souligné M. Sneh.

Le Likoud se faisant désirer, M. Barak consulte ses alliés d'hier, le Meretz et le Shass notamment. Le premier, qui avait quitté le gouvernement en juin en raison d'un désaccord avec le Shass, parti ultra-orthodoxe sépharade, serait maintenant prêt à la coexistence. Quant au Shass, il dit préférer des élections anticipées, mais réserve sa réponse quant à son retour au gouvernement de M. Barak. En cas d'état d'urgence, même le Shinoui, parti de la laïcité pure et dure, pourrait participer à un gouvernement aux côtés de son pire ennemi, le Shass !

Georges Marion

Catherine Dupeyron

Plusieurs auteurs du lynchage de Ramallah auraient été arrêtés par l'armée israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les autorités israéliennes refusent encore de le confirmer officiellement, mais des fuites répétées indiquent que plusieurs des Palestiniens qui ont pris part au lynchage, le 12 octobre, à Ramallah, de deux soldats israéliens qui entraient de permission auraient été arrêtés par des unités spéciales de l'armée israélienne infiltrées en milieu arabe. Les deux permissionnaires, qui s'étaient trompés de route en tentant de rejoindre leur unité, près de Ramallah, avaient été contrôlés à un barrage de la police palestinienne, puis avaient été emmenés dans un commissariat, où ils avaient été lynchés par la foule.

Deux à dix Palestiniens, selon les sources, auraient été interpellés il y a plusieurs jours. Parmi eux figurait le jeune homme exalté qui exhibe ses mains ensanglantées à la fenêtre du commissariat et dont la photo a fait

le tour du monde. Les suspects, un instant détenus dans les locaux du commandement israélien à Beit El, au nord de Ramallah, ont été identifiés à partir du film tourné par une équipe d'une station privée italienne, la RTI, présente sur les lieux lors du lynchage.

La diffusion internationale de ce film, sorti discrètement de Ramallah, n'a pas facilité le travail des équipes de télévision opérant en territoire sous autorité palestinienne. Plusieurs d'entre elles se plaignent des contrôles auxquels elles sont désormais soumises, alors qu'avant les événements de Ramallah elles travaillaient en totale liberté. Elles étaient d'ailleurs plusieurs, y compris palestiniennes, à filmer le lynchage, mais, hormis la RTI, aucune n'a diffusé ses images après les mises en garde, voire les menaces, dont elles assurent avoir été l'objet.

Le correspondant d'une télévision étrangère, qui, comme plusieurs de ses confrères, a

demandé que son nom et sa nationalité ne soient pas révélés, a raconté à *Monde* qu'une de ses équipes avait été interpellée sur les lieux du lynchage par la police de Ramallah qui avait détruit le film. La peur de menaces ou de mesures d'intimidation similaires sont à l'origine du retour précipité en Italie du cameraman de la RTI.

LE RAPPEL DU CORRESPONDANT DE LA RAI

C'est dans ce climat de crainte que le correspondant italien de la RAI en Israël et dans les territoires palestiniens, Riccardo Cristiano, vient d'être rappelé à Rome. Le 16 octobre, il avait fait paraître en première page du quotidien de Ramallah, *Al Hayat al Jadida*, un encart dans lequel il affirme que sa chaîne n'est pour rien dans le film du lynchage. « Chers amis de Palestine, écrit-il, en évitant soigneusement le mot de lynchage, nous vous bénissons et pensons devoir vous préciser que le

film de ces événements n'a pas été tourné par la télévision officielle italienne [la RAI] mais par une chaîne rivale [la RTI] dont les images ont été reprises par la télévision israélienne. » La RAI, assure le journaliste, « obéit aux justes procédures de travail édictées par l'Autorité palestinienne et fait son travail fidèlement (...). Avec nos remerciements, soyez assurés que nous ne travaillons pas [comme la RTI] et que nous n'avons jamais accompli un tel acte ».

Mercredi, les autorités israéliennes ont temporairement suspendu l'accréditation de Riccardo Cristiano et l'ont convoqué pour explications. Le même jour, le directeur général de la RAI, Pier Luigi Celli, annonçait le rappel « immédiat » du journaliste à Rome. « La RAI, écrit M. Celli dans un communiqué, n'avait pas connaissance de cette lettre » dont elle « désapprouve le contenu ».

Les ordres sont les ordres, la police palestinienne renvoie chez eux les manifestants

GAZA

de notre envoyé spécial

Treize heures, mercredi, devant la colonie juive de Kfar Darom, au sud de Gaza. Depuis le

REPORTAGE

L'accord de Charm el-Cheikh a contribué à un certain retour au calme à Gaza

début de la matinée, la guerre des pierres – et des balles – bat son plein. Sur la scène tragiquement répétitive de l'Intifada, les Palestiniens lanceurs de cailloux se confrontent aux soldats israéliens retranchés dans leurs forêts et derrière leurs sacs de sable. Les jeunes se lancent à l'assaut à travers la fumée des pneus qui brûlent, les soldats répliquent à coups de grenades lacrymogènes et, quelquefois, à balles réelles. En cette fin de ma-

tinée, au lendemain de l'accord de Charm el-Cheikh, on dénombre déjà ici plusieurs dizaines de blessés, « dont six touchés par balle à la tête », d'après l'officier du poste de police, le commandant Abou Tamer. De source hospitalière, on parle de trois personnes grièvement atteintes. Les policiers laissent faire les manifestants, observant avec nonchalance, le fusil à l'épaule, le ballet des ambulances et l'évolution des hostilités.

A 13 h 30, la radio palestinienne diffuse le communiqué émanant de Yasser Arafat, qui exige le retour au calme et enjoint aux forces de sécurité de prendre des mesures en ce sens. Quelques minutes plus tard, le colonel Abou Takya, de la sûreté nationale – sorte d'embryon d'armée palestinienne – donne à ses hommes l'ordre de disperser les manifestants. Sitôt dit sitôt fait : en quelques instants, les

policiers en tenue camouflée et en treillis kaki commencent à ramener la foule des « combattants ». « *Yallah habibi, allez les enfants, on y va* », commandent gentiment les policiers en prenant les adolescents par le bras pour les éloigner du lieu des affrontements, le long de la route qui longe la colonie juive.

Côté israélien, tout est calme. Les armes se sont tuées parce que les pierres ne volent plus. Le colonel Takya met la main à la pâte et repousse brutalement un des manifestants, un peu interloqué de se voir rabroué par cet officier moustachu, béret noir et insigne de parachutiste étincelant sur la poitrine. Quelques minutes plus tôt, le même colonel remarquait devant plusieurs journalistes : « *Que voulez-vous faire ? Les gens sont tellement en colère...* » Maintenant, il explique : « *On obéit aux consignes de nos chefs. On fait ce que l'on a promis de faire.* »

A 14 heures, après une san-

glante matinée de plus, tout est fini. Pour aujourd'hui en tout cas. En une demi-heure, après le message du président de la Palestine autonome, les policiers ont fait ici la preuve de leur capacité à contrôler les émeutiers. Avec une surprenante rapidité. Mais la décision est loin de faire l'unanimité : « *On va pas s'arrêter comme ça, grince Ahmed, un chômeur de vingt ans. On va essayer de se regrouper. On est prêt à aller jusqu'au bout. Prêt à mourir.* »

AÉROPORT ROUVERT

Plus loin, aux abords de la colonie de Goush Katif, qui avait également été le théâtre d'incidents dans la matinée, des escarmouches ont eu lieu jusqu'à la fin de l'après-midi. Un peu plus tôt, non loin de là, une voiture de colon juif était attaquée à l'arme automatique par des tireurs inconnus. Le service arabe de la Voix d'Israël a rapporté qu'une

femme avait été blessée. A la tombée de la nuit, une bombe aurait par ailleurs explosé dans le même secteur au passage d'un bus de colons. Comme le remarque à Gaza un observateur pointu des questions palestiniennes, « *contrôler des jeunes c'est facile, mais des groupes armés qui peuvent échapper à tout contrôle, c'est autre chose...* ».

Les accords de Charm el-Cheikh auront néanmoins contribué à un certain retour au calme dans la bande de Gaza, où l'aéroport a été rouvert même si l'unique vol prévu durant la journée, un avion de la Palestinian Airlines à destination d'Amman, a été annulé. Au poste frontière égyptien de Rafah, contrôlé par l'armée israélienne, les soldats de Tsahal ne laissent encore passer que les Palestiniens possédant un titre de séjour permanent en Egypte, ou les titulaires de passeport étranger.

Les Israéliens, de leur côté, ont

également pris des mesures favorisant une désescalade de la tension. Ils ont annoncé la levée du blocus qui commence à étrangler Gaza. Et au carrefour de Netzarim, autre colonie juive, en face de laquelle fut tué, il y a une quinzaine de jours, le petit Mohamad, devenu depuis figure emblématique du « martyr » de la Palestine, les deux chars qui étaient en position sont partis. Et au point de passage d'Erez, principal poste frontière vers l'Etat hébreu, des responsables des services de sécurité de l'armée israélienne et leurs collègues palestiniens se sont rencontrés pour coordonner leurs efforts. Certes, sur fond d'affrontements entre militaires de Tsahal et manifestants, aux abords de la zone industrielle avoisinante... A Gaza, comme ailleurs dans les territoires occupés, l'accalmie reste une notion toute relative.

Bruno Philip

CRÉATEUR D'AUTOMOBILES

Nouveau moteur 2.2 dCi
Common Rail* 130 Ch

RENAULT Espace

Bienvenue à bord de la nouvelle gamme Espace.

www.renault.fr

Modèle présenté : Espace 2.2 dCi Common Rail* 130 Ch 16V. Consommation en l/100 km : urbain 8,8 - extra urbain 6,1 - mixte 7,1. Valeur d'émission en CO₂ : 189g/km. *Rampe commune d'injection.



L'économie israélienne est à la merci d'une escalade

LONDRES

de notre correspondant à la City
Les experts des investissements en Israël trouvent à travers l'actuelle crise au Proche-Orient aussi bien des puissants motifs d'espérance que de profondes raisons d'angoisse quant à l'avenir de l'économie israélienne.

« La reprise de la confiance n'est pas liée à un accord de cessez-le-feu style Charm el-Cheikh, mais à une paix globale. Si la poursuite de la violence crée chez les investisseurs un sentiment pessimiste envers l'économie israélienne, le secteur porteur, la haute technologie tournée vers l'exportation, reste un sanctuaire, protégé jusqu'à nouvel ordre des soubresauts de l'actualité proche-orientale », souligne Victor Helpert, analyste de Schroder Salomon Smith Barney, à propos de la forte chute des valeurs de haute technologie israéliennes sur le marché new-yorkais du Nasdaq.

Le déclenchement de la nouvelle Intifada a accentué, en effet, la chute des valeurs technologiques déjà « plombées » par la mauvaise tenue des valeurs Internet. Ainsi, l'annonce, mardi 17 octobre, du rachat de la firme israélienne de semi-conducteurs Galileo par Maxwell Technology Group a entraîné la dégringolade de 40 % du titre de la compagnie américaine en une seule séance, et ce malgré la conclusion de l'accord de Charm el-Cheikh.

Les milieux financiers redoutent la mobilisation des réservistes qui créerait des problèmes de main-d'œuvre qualifiée

Loin des clichés touristique-bibliques collant au pays, Israël concentre toutes les industries de pointe, informatique, électronique, télécommunications et recherche. La clef du succès de cette Silicon Valley du Proche-Orient : l'exploitation de la matière grise générée par l'arrivée massive de l'ex-Union soviétique d'informaticiens de bon niveau et ceux formés par Tsahal, l'armée israélienne, des salaires inférieurs à ceux de Californie, les massifs investissements étrangers, surtout américains, comme ceux de Motorola ou de Microsoft, et la politique économique relativement libérale des gouvernements de coalition. Grâce à l'indice Tel-Tec regroupant les sociétés de haute technologie, la Bourse de Tel Aviv est la plus importante de la région, loin devant les principales corbeilles du monde arabe, Riyad, Bahreïn et Le Caire.

A priori, la secousse de la révolte palestinienne est rude pour la nouvelle économie israélienne. Les milieux financiers redoutent d'abord, en cas d'escalade, la mobilisation des réservistes qui créerait des problèmes de main-d'œuvre qualifiée dans certains créneaux du marché.

Ensuite, les multinationales américaines pourraient être amenées à réduire leurs investissements dans les laboratoires de recherche ou les start-up israéliennes. Les banques d'affaires, de surcroît, ont noté une

baisse de l'activité fusion-acquisition de la part d'investisseurs potentiels, rétifs à s'engager plus avant. La préférence donnée par Intel, fabricant américain de puces informatiques, à l'Irlande au détriment d'Israël jusque-là favori, pour accueillir de nouvelles installations, témoigne de cette attitude désormais pétrée de prudence.

Autre signe inquiétant, ces rumeurs courant des deux côtés de l'Atlantique, d'une accentuation des pressions de la part des sociétés mères ou des partenaires américains sur les sociétés israéliennes, pour qu'elles transfèrent leurs laboratoires aux Etats-Unis, où ces dernières disposent déjà de leurs services de vente et de marketing. Aussi, les usines de production de software de Tel-Aviv-Herzlia ne sont pas très éloignées des « zones sensibles »...

La communauté financière londonienne et new-yorkaise est unanime : l'aggravation du conflit pourrait porter un coup au « miracle économique » de l'Israélienne ». Jusqu'au déclenchement de la violence, ce pays sans matières premières avait très bien réussi sa reconversion économique, en jouant sur les nouvelles technologies : croissance élevée, faible inflation, taux d'intérêt bas, budget équilibré, excédent de la balance commerciale et bonne tenue du shekel. Or, selon le patronat, la croissance du PIB pourrait perdre un point en cas de poursuite des troubles.

Pourtant, dans la City comme à Wall Street, les difficultés de l'heure n'ont pas entamé le formidable optimisme à long terme pour les « technos » israéliennes. Et ce ne sont pas seulement les fonds américains ou européens qui s'intéressent à de tels placements. Selon le directeur d'une filiale de banque arabe de Londres, ses clients proche-orientaux continuent d'investir, malgré les « troubles », dans des fonds de haute technologie diversifiés sur le plan géographique ou sectoriel, comprenant des valeurs... israéliennes.

« Les marchés ont réagi de manière extrême aux derniers événements. Le secteur high-tech constitue une économie dans l'économie entièrement tournée vers les Etats-Unis, dont l'essor ne dépend en rien du marché intérieur ou des liens avec les pays arabes voisins », affirme Cliff Goldstein, président d'Amedex Fund, un fonds américain de gestion de fortune, spécialisé dans les sociétés israéliennes les plus performantes. « Il n'existe pas de risques graves, car les données de base de l'économie sont bonnes. A court terme, cette violence entretient certes la nervosité des opérateurs à l'égard d'un secteur déjà en proie à une grande volatilité. Mais la baisse actuelle permet aux investisseurs d'acheter à bas prix de solides compagnies dans les métiers de l'avenir dont les perspectives à long terme sont excellentes », insiste, optimiste, un analyste de Goldman Sachs.

Enfin, au niveau des marchés émergents, le risque politique en Israël est jugé « faible » par les agences de notation financière chargées d'évaluer le retour sur investissements dans les points chauds de la planète. « Il n'y a aucune inquiétude à avoir tant que la violence est limitée à Gaza et aux territoires » palestiniens, insiste, par exemple, Josh Mandel, du bureau de consultants londonien Control Risks.

Marc Roche

Les défis de la télévision du Hezbollah libanais

La chaîne el-Manar marie militantisme et professionnalisme, divertissement et embrigadement

BEYROUTH

de notre envoyé spécial
Ici, tout respire le calme, l'ordre et la sérénité. Pourtant, ces bureaux aseptisés du quartier chiite de Beyrouth abritent une des armes considérées comme parmi les plus efficaces du combat contre Israël : el-Manar (Le Phare), la télévision du Hezbollah. Qui aurait pu penser que cette chaîne qui, lors de sa création, en 1991, ne touchait que certains quartiers excentrés de Beyrouth, allait être regardée, neuf ans plus tard, par près de 20 % des Libanais ? Autorisée depuis le mois de mai à diffuser sur satellite, el-Manar est maintenant regardée dans tout le monde arabe et dans une partie de l'Europe. Certains indices monteraient qu'elle serait déjà une des chaînes favorites des Palestiniens. Forts des échos favorables venus de la communauté musulmane d'Europe, les dirigeants réfléchissent à des versions anglaise et française.

Comment expliquer ce succès ? « Nous nous adressons directement aux personnes du monde arabe, sans pression, et nous leur permettons de s'exprimer », répond Nayef Krayem, le jeune (36 ans) directeur général du groupe. Reconnaissable, comme tous les cadres du Hezbollah, à sa barbe soigneusement taillée, ses vêtements élégants et son calme apparent, cet ingénieur agronome

converti au journalisme en 1993 ajoute : « La victoire écrasante que nous avons remportée au Liban-sud est aussi une des raisons de notre succès. » Les événements de ces dernières semaines ont aussi dopé l'audience d'el-Manar, qui émet désormais dix-huit heures par jour sur satellite, au lieu des cinq initialement prévues.

« PUBLICITÉ PRIVÉE »

Regarder ne serait-ce que quelques heures les programmes de la télévision hezbollahie permet de saisir le subtil mélange des genres qui en fait l'originalité. Ainsi, mardi 17 octobre, en fin de matinée, comme font les télévisions du monde entier, el-Manar donne les résultats du sommet de Charm el-Cheikh. La présentatrice du journal, enveloppée dans son voile islamique, donne le ton : « Un accord qui a pour but d'arrêter l'Intifada », et poursuit par une présentation, comme toute « objective », des déclarations des participants. Suit un entretien avec un responsable du Hamas palestinien, qui insiste sur le « flou » de l'accord intervenu.

Après un reportage sur le voyage du président syrien en Arabie saoudite, une courte plage de publicité vante les mérites d'une maison d'édition et les qualités de conserves de légumes. La publicité est une des cinq sources de financement d'el-Manar, avec

la vente de programmes pour enfants aux pays du Golfe, la location de studios à différentes chaînes, la vente de programmes en Iran et, selon les propres mots de Nayef Krayem, « la publicité privée du Hezbollah ».

N'était l'annonce d'un affrontement à Bethléem entre des militants palestiniens et « les forces d'occupation », le reste du journal est anodin : séance au Parlement, rapport de la banque centrale... Puis le ton change brutalement. Sur une musique funèbre, un spot montre une étoile de David se couvrir du sang des corps suppliciés de jeunes Palestiniens. Ce sera en revanche sur une musique techno que l'on annoncera ensuite une future table ronde sur « la religion et la vie ».

BEAUX COUPS MÉDIATIQUES

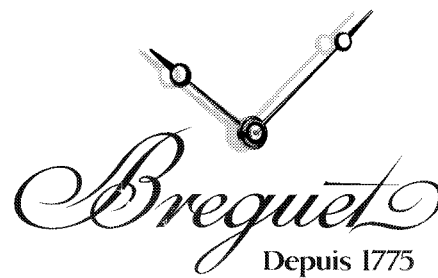
Ce passage permanent entre militantisme, voire fanatisme, et professionnalisme, entre divertissement et embrigadement, est sans doute la recette magique d'el-Manar. Celle-ci a aussi réussi quelques beaux coups médiatiques, comme de filmer en direct certaines actions des militants du Hezbollah contre les forces israéliennes. « Ces reportages ont accru en même temps le prestige du Hezbollah et la crédibilité de la chaîne, considérée comme celle qui montre et ne ment pas », commente une journaliste libanaise. Autre spécia-

lité : les « débats ». Même si Nayef Krayem affirme que « tout le monde peut venir sur notre plateau, à l'exception des seuls Israéliens », il est clair que l'éventail des opinions représentées n'est pas très large. Les questions des auditeurs permettent toutefois de donner une apparence de confrontation d'idées.

Professionnels ou militants ? Nayef Krayem répond par une pirouette : « Nous essayons d'être professionnels dans notre engagement. Mais il est clair que nous sommes d'abord engagés dans une cause : la résistance contre l'occupant israélien. Si professionnalisme veut dire neutralité, nous n'en voulons pas, nous sommes clairement partie dans une bataille. » La composition des programmes est symptomatique : 30 % du temps d'antenne sont consacrés à la politique, 20 % à la culture et à la religion, 10 % aux enfants, 10 % au sport, 20 % aux films, et 10 % à la publicité. Les téléfilms ne font pas toujours dans la nuance. Les deux derniers racontent l'un la lutte syrienne contre les Français en 1940, l'autre la révolte des Libanais, toujours contre les Français en 1920.

Seul instant de « pure » objectivité : le documentaire animalier. Mardi, il évoquait la vie dans le grand nord des Etats-Unis. Son titre : « Sauvage Amérique » !

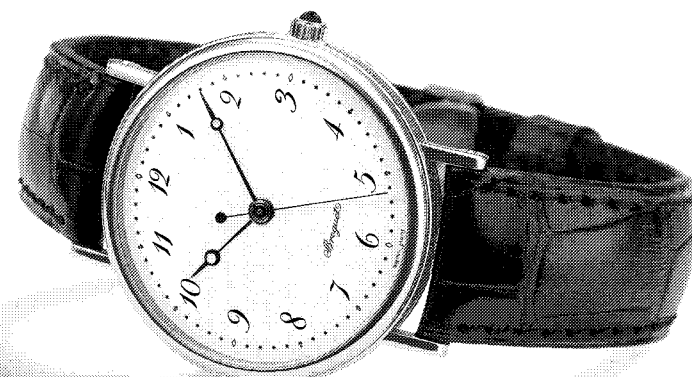
José-Alain Fralon



Atous les connaisseurs de la haute horlogerie et de la culture européenne, détenteurs d'un de ses précieux garde-temps, Breguet accorde une option d'achat sur une pièce unique en série limitée célébrant le 225ème anniversaire de la fondation de la marque.

Depuis sa fondation en 1775, Breguet a précieusement conservé et perpétué les valeurs insufflées par son fondateur, Abraham-Louis Breguet, que sont l'esthétique, l'élégance, la pureté des lignes, la maîtrise des complications et de la technique supérieure. Ainsi, en 225 ans d'histoire, ses précieux garde-temps ont exercé une véritable fascination auprès de nombreux grands écrivains (dont Honoré de Balzac, Stendhal et Pouchkine), connaisseurs et collectionneurs parmi lesquels on peut citer :

- Marie-Antoinette, Reine de France (1782)
- Le Général Napoléon Bonaparte (1798)
- L'Impératrice Joséphine (1806)
- Le Tsar Alexandre I de Russie (1809)
- Arthur Rubinstein (1930)
- Ettore Bugatti (1931)
- Sir Winston Churchill (1946)



En cette année anniversaire, Nicolas G. Hayek et Breguet désirent honorer les membres de leur cercle de collectionneurs et connaisseurs en leur proposant une montre commémorative, réalisée en série limitée numérotée de 225 pièces en platine, qui rend hommage au savoir-faire exceptionnel de Breguet.

Cette montre poignet automatique est inspirée d'une célèbre montre de poche que Breguet a créée pour le Maréchal Ney en 1815. Elle met à l'honneur les matériaux nobles utilisés à l'époque : cadran bombé en émail "grand feu", chiffres arabes Breguet peints à la main, aiguilles Breguet en or 18 carats, signature secrète, mouvement avec une finition haut de gamme et masse oscillante ciselée, boîtier en platine à carrure cannelée, gravure commémorative "Breguet 225ème anniversaire 1775-2000".

Si vous désirez devenir le détenteur de ce précieux garde-temps, nous vous invitons à prendre contact jusqu'au 31 décembre 2000, avec la société Breguet afin de l'informer du ou des modèles Breguet en votre possession.

La priorité sera donnée aux détenteurs des montres les plus anciennes.

Breguet aimerait profiter de cette annonce pour remercier tous les amoureux de la marque de leur fidélité et de leur confiance, qui lui permettent de perpétuer aujourd'hui comme demain son art inégalé depuis 1775 et qui appartient au patrimoine culturel européen.

N. G. Hayek

Nicolas G. Hayek
Président et CEO de Montres Breguet SA

MONTRES BREGUET SA - CH-1344 L'ABBAYE
Tél. 41 21/841 90 90 - Fax 41 21/841 90 84
Internet : www.breguet.com

BOUTIQUE BREGUET - F-75001 PARIS
20, Place Vendôme
Tél. 33/147 03 65 00 - Fax 33/147 03 65 05

“Vous aurez le plaisir de découvrir cette montre exceptionnelle, durant le mois d'octobre, à la Boutique Breguet.”

Vladimir Poutine tente d'installer son pouvoir dans les régions

La « révolution administrative » annoncée se transforme en un long marchandage dont le Kremlin n'est pas assuré de sortir vainqueur. Les gouverneurs disposent toujours de prérogatives importantes, mais seront désormais révocables par le « centre »

Vladimir Poutine, soucieux de rétablir l'autorité du centre sur les quatre-vingt-neuf sujets de la Fédération, s'est attaché à rogner les pouvoirs, jugés exorbitants, des gouverneurs de régions. Les barons régionaux, qui ne siègeront plus au Conseil de

fédération, la Chambre haute du Parlement russe, sont désormais révocables par Moscou aux termes d'une nouvelle loi. Le Kremlin, engagé dans un marchandage poli-

litico-financier avec quelques potentats locaux rétifs à toute reprise en main, parviendra-t-il à imposer sa « dictature de la loi » ? Les pouvoirs locaux n'entendent pas céder sur des législations censées traduire

la souveraineté gagnée depuis dix ans. Dans l'enclave de Kaliningrad, le gouverneur, un « monarque » régnant sur une région gangrenée par l'affairisme et la corruption sur fond de crise sociale, remettra,

le 5 novembre, son mandat en jeu contre un candidat du Kremlin. Au Bachkortostan, le « sultan » Rakhimov, qui tient fermement sa région depuis l'époque soviétique, ne semble pas décidé à plier.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce doit être la « marque » de la présidence Poutine, dit-on au Kremlin : la reconstruction d'un Etat central, d'« une verticale du pouvoir » pour que partout en Russie s'applique la « dictature de la loi ». Ce grand projet avait donné lieu, le 17 mai, à l'annonce d'une « révolution administrative », lors d'une adresse à la nation faite par le président : « Le temps des compromis est révolu, nous allons vivre dans un Etat unifié et fort, l'Etat de Russie », annonçait-il.

Cinq mois plus tard, le temps des compromis est revenu. Le Kremlin a pris la mesure de la difficulté à mener à bien son opération de reprise en main des régions. Le socle législatif est certes là. A la mi-juillet, le Parlement adoptait la réforme demandée par M. Poutine : s'ils

contreviennent à la loi fédérale ou à la Constitution russe, les dirigeants régionaux – qui ne siègeront plus au Conseil de la fédération, chambre haute du Parlement – peuvent être limogés, et les assemblées locales dissoutes. Par ailleurs, aussitôt investi président, M. Poutine créait sept districts fédéraux regroupant chacun plusieurs régions avec, à leur tête, un super-préfet chargé de « coordonner l'action des organes fédéraux ».

Plus de la moitié des régions ont des législations locales qui contredisent les lois ou la Constitution fédérales. Elles diffèrent sur des questions-clés : procédures électorales, fiscalité, investissements économiques, justice, liberté de circulation (des visas intérieurs ont parfois été rétablis), langue officielle locale, éducation, santé, droit des médias. « Sans un espace juridique et écono-

mique unifié », les grandes réformes économiques ne pourront être menées à bien, ont souligné les ministres chargés de ce secteur. Sans cette reprise en main, la présidence Poutine ne se distinguera pas du règne d'Eltsine : un Etat impotent face à des dirigeants régionaux qui, élus au suffrage universel depuis 1995, bénéficient bien souvent de pleins pouvoirs.

Mais ceux qui, au printemps, plaidaient pour des actes spectaculaires – croisades anticorruption, limogeage de gouverneurs – n'ont pas été entendus. C'est en fait un vaste marchandage politique et financier entre le « centre » et les quatre-vingt-neuf « sujets » de la Fédération de Russie – régions ou républiques autonomes – qui est aujourd'hui engagé. Et, dans ce bras de fer, le Kremlin n'apparaît aucunement assuré de la victoire. Les

conflits se développent sur deux fronts. Le premier est celui d'une remise aux normes fédérales des législations locales. Le second est celui d'une implication directe du Kremlin dans les élections régionales.

« Sur quatre-vingt-sept lois du Tatarstan qui posent problème, plus de quarante ont été changées », se félicitait, au début du mois, Sergueï Kirienko, super-préfet de la région de la Volga. Le Tatarstan est la plus puissante république autonome de Russie et son président, Mintimir Chamiev, ancien dirigeant communiste, un des potentats locaux les plus redoutés. A Kazan, comme dans le Bachkortostan voisin, en Bouriatie et dans d'autres républiques, des « commissions d'harmonisation » ont été créées. Il leur fut d'abord donné un mois pour aligner les lois locales sur l'échelon fé-

déral. Le délai a été repoussé au 1^{er} janvier 2001 et, pour certaines, au 1^{er} octobre 2001.

Car les pouvoirs locaux n'entendent pas céder sur des législations censées traduire la souveraineté gagnée depuis dix ans. « Nos lois sont meilleures que les lois fédérales », affirme le président de l'assemblée bouriate. Des négociations sont menées avec, pour toutes, un point commun qui touche au processus d'élection des pouvoirs locaux. La loi fédérale interdit, par exemple, d'exercer plus de deux mandats consécutifs. Plusieurs dirigeants régionaux devraient donc, dans les mois qui viennent, se retirer. C'est le cas de Mintimir Chamiev : son deuxième mandat expire en mars 2001, mais il entend se représenter puisque la loi électorale tatar ne prévoit pas une telle limitation. Le marchandage est en cours. Le Kremlin pourrait autoriser l'exercice d'un troisième mandat. En échange de nouveaux accords financiers et d'une remise en ordre des commissions électorales locales.

verneurs ou de présidents d'ici à la fin de l'année, plus d'un tiers des exécutifs régionaux vont être renouvelés. « Nous manquons cruellement de cadres », a reconnu Sergueï Shoïgou, dirigeant du parti du président, Unité. Le Kremlin a donc choisi d'envoyer à la bataille plusieurs candidats qui sont des militaires ou des responsables du FSB

Des candidats de l'armée et des services

Dans la région d'Oulianovsk, le Kremlin a demandé au général Chamanov, surnommé le « boucher de Grozny », de se présenter contre le gouverneur sortant. Dans la République de Marii-El, Moscou soutient deux généraux (du ministère de l'intérieur et du ministère des situations d'urgence) contre l'élu sortant. A Koursk, l'ancien chef du FSB (ex-KGB) de Volgograd, Viktor Sourguikov, affronte le gouverneur sortant, Alexandre Routskoï. A Voronej, le chef du FSB de la région, Vladimir Koulakov, se présente contre le gouverneur sortant. A Tchéliabinsk, Mikhaïl Grichankov, proche de M. Poutine, député fédéral et ancien du FSB, est candidat. Au Kamtchatka se présente, avec le soutien du Kremlin, un général de la police fiscale et à Tchita un général des douanes. A Riazan, le maire local est soutenu par le FSB de la région. – (Corresp.)

(ex-KGB) (lire ci-contre). Cinq des sept super-préfets nommés en mai sont déjà issus des ministères de force. Ce nouveau recours aux « organes de sûreté » vient une fois de plus souligner la fragilité de la base politique du président Poutine.

François Bonnet

Moscou tente de prendre au piège le « sultan »

OUFA (Bachkortostan)

de notre envoyé spécial

C'est un cas d'école. Comment entamer le régime de Mourtaza Rakhimov, président de la république autonome du Bachkortostan, surnommé par ses rares opposants le « sultan » ? A 1 500 kilomètres à l'est de Moscou, l'ancienne Bachkirie – quatre millions d'habitants – célèbre, cet automne, les dix ans de sa « déclaration de souveraineté ».

Le Bachkortostan est une république extravagante, mélange d'Ubu roi et de soviétisme mutant, où le nationalisme bachkire a remplacé l'idéologie communiste. M. Rakhimov, qui dirigeait cette région du temps de l'URSS, a construit en dix ans un système clos, où pas une voix discordante n'est en mesure de peser. Par nominations essentiellement, ou par de rares élections qui donnent lieu à des fraudes massives, la présidence contrôle les parlementaires, les maires, les juges, la Cour constitutionnelle, la commission électorale, les organes fédéraux (impôts police, FSB, parquet) et jusqu'aux présidents de kolkhozes, jamais démantelés depuis la fin

de l'URSS. La présidence a aussi la haute main sur l'économie de la région, qui repose sur le pétrole, le raffinage et la chimie : « Bien sûr, l'Etat contrôle tout le secteur énergétique, soit les deux tiers de nos recettes fiscales ; la présidence intervient dans les nominations des dirigeants d'entreprise », explique le ministre des finances, Foat Khantimirov.

Le Kremlin a donc cherché la faille et l'a trouvée dans la législation locale, qui viole les lois fédérales et la Constitution russe – au moins cinquante-sept lois de la république contredisent la législation fédérale. M. Rakhimov a été prié par M. Poutine, le 6 mai, de mettre au plus vite la Constitution et les lois locales en conformité avec l'échelon fédéral. Président de l'Assemblée régionale, Constantin Tolkatchov avance : « L'objectif pour nous est d'arriver à un minimum de pertes. » Première visée, la loi électorale locale : la limite d'âge de soixante-cinq ans, prévue au niveau fédéral, a été supprimée – M. Rakhimov a soixante-six ans –, tout comme la limitation à deux mandats consécutifs. Les maires ne sont pas élus mais nommés par le président, et le

pouvoir local musèle toute opposition. « Nos maires sont nommés après une analyse approfondie des candidatures, assure M. Tolkatchov. Vous comprenez, il n'y a pas véritablement d'espace pour une opposition. »

Le Kremlin ira-t-il jusqu'au conflit ouvert ? En avril, Moscou promettait des poursuites judiciaires à « au moins seize » grands barons régionaux. Le nom de M. Rakhimov était évoqué. Le climat a changé et Sergueï Kirienko, ancien premier ministre devenu super-préfet du président pour cette région, est prudent. Car le pouvoir à Oufa n'est pas décidé à plier. Les soutiens les plus enthousiastes à la réforme de M. Poutine sont ici les quelques opposants, journalistes réduits au silence, militants libéraux et démocrates. « L'ère Rakhimov est finie, assure l'un d'eux, Viktor Chmakov. Nous sommes obligés de mettre tous nos espoirs dans les initiatives de M. Poutine, c'est le seul moyen pour que la démocratie ait une chance dans notre république. »

Fr. Bt

A Kaliningrad, le Kremlin propulse l'amiral de la flotte baltique

KALININGRAD

de notre envoyé spécial

Le Kremlin a choisi, à Kaliningrad, de se jeter dans la mêlée électorale. L'élection au poste de gou-

REPORTAGE

Cette enclave présente tous les symptômes, affairisme, corruption, du féodalisme régional

verneur de la région doit se tenir le 5 novembre, et Moscou tente d'imposer « son » candidat face au dirigeant sortant, Leonid Gorbenko. Du coup, ce scrutin prend une importance inhabituelle en Russie ; son issue permettra de mesurer la capacité du « centre » à peser dans les élections régionales.

La situation particulière de Kaliningrad rend l'élection plus intéressante encore. Cet oblast, grand comme un département français et comptant près d'un million d'habitants, est une poussière d'empire soviétique en pleine Europe. Au bord de la mer Baltique, l'« enclave » a pour voisins la Pologne et la Lituanie, mais la première frontière russe est à 500 kilomètres. Cette discontinuité territoriale a fait longtemps négliger ce territoire, annexé par Staline au lendemain de la seconde guerre mondiale et transformé en une forteresse militaire interdite aux étrangers jusqu'en 1990.

« Moscou n'a pas trouvé de leviers assez longs pour venir jusqu'ici, et le gouverneur s'est fait monarque », constate Igor Rostov. Directeur de Kaskad, seule télévision locale indépendante, M. Rostov résume ainsi l'évolution de l'enclave, ces dernières années. En 1992, le territoire obtenait un statut spécial, une zone économique franche, des exemptions fiscales et douanières. Certains, alors, se prenaient à rêver d'un Hongkong en Europe, attirant industriels et financements étrangers. Rien de tout cela ne s'est pro-

duit, et Kaliningrad présente aujourd'hui les symptômes du féodalisme régional à la russe : la fusion de la politique, de la corruption et de l'affairisme sur fond de crise sociale. En 1996, Leonid Gorbenko, alors patron du port de pêche, était élu avec le soutien de démocrates et de libéraux. « Oui, nous l'avons aidé, avant de comprendre quelques mois plus tard que l'ours voulait tout le pot de miel », regrette Nikolai Touliaïev, député libéral à l'Assemblée régionale.

Taillé comme une armoire normande, ne supportant pas la contradiction, M. Gorbenko va gé-

rer la région comme son bien personnel. « De quel fédéralisme peut-on parler quand tous les instruments du pouvoir demeurent à Moscou ? », s'insurge-t-il. Progressivement, le gouverneur place ses hommes aux postes-clés, noyauté les « organes » fédéraux (police, FSB, impôts) et laisse ses proches faire main basse sur l'économie locale. « Cette administration est une des plus corrompues de Russie, constate Alexandre Khmourchik, directeur du quotidien Kaliningradskaja Pravda, et nous avons à plusieurs reprises expliqué comment le gouverneur est lié au business des

importations d'alcool et de cigarettes », un trafic lucratif, les produits importés détaxés étant ensuite revendus dans toute la Russie.

« ADMINISTRATION DE BANDITS »

Des enquêtes judiciaires menacent M. Gorbenko. Aucune n'a abouti à ce jour, ce qui permet au gouverneur de poursuivre télévisions et journaux. « Il a tenté de fermer notre journal puis m'a fait quatre procès », confie M. Khmourchik. Après plusieurs poursuites judiciaires, Igor Rostov, lui, a été agressé à la barre de fer

en novembre 1999 : sa télévision avait diffusé une longue enquête sur la « guerre des cigarettes » et son cortège de morts. Le gouverneur n'a pu empêcher un autre scandale d'éclater : un prêt de 10 millions de dollars, consenti par la DresnerBank, englouti dans un élevage de volailles que tentait en sous-main de racheter un conseiller de M. Gorbenko et qui fut opportunément mis en faillite.

« Nous avons une administration de bandits », estimait, il y a quelques mois, le président de l'Assemblée régionale et ancien procureur, Valeri Oustiougov. M. Touliaïev ex-

plique avoir chaque année transmis le budget à la justice « pour violations flagrantes de la loi ». « En réponse, l'an dernier, le gouverneur a cessé pendant huit mois de payer nos salaires, l'électricité, le téléphone, et jusqu'aux femmes de ménage de la douma régionale », raconte-t-il.


Le 30 juillet, Vladimir Poutine officialisait le lâchage du gouverneur Gorbenko – qui fut pourtant un des fondateurs du parti du président, Unité – en se montrant, lors de la parade de la flotte militaire de la mer Baltique, aux côtés de son candidat, l'amiral Vladimir Egorov.

A soixante-deux ans, l'uniforme bardé de médailles, l'amiral Egorov explique fièrement avoir été nommé à la tête de la flotte baltique à l'époque soviétique, « en septembre 1991, par oukaze du président de l'URSS ». « Sans l'accord du Kremlin, je n'aurais pas choisi de me présenter, cela a été décidé au plus haut niveau et je suis fier d'avoir le soutien de notre commandant en chef [M. Poutine] », affirme l'amiral, qui fait figure de grand favori. « Je crois logique qu'un militaire prenne en main la gestion de l'oblast, ajoute-t-il. Après dix ans de pillages et de gestion catastrophique, nous vivons ici comme en état d'après guerre. » Son programme est simple : « Retrouver le niveau de 1990. »

Et il est soutenu par la plupart des formations « démocrates » et « libérales », comme par le principal industriel de la région, le groupe pétrolier Loukoil.

« Bien sûr, si on appelait tous les militaires au pouvoir, je serais content, commente M. Touliaïev, mais Egorov est une figure de compromis, il saura redéfinir nos relations avec Moscou, qui sont aujourd'hui dans une confusion totale. » Le 4 octobre, une bombe artisanale explosait à 10 mètres du quartier général de la flotte baltique. La campagne électorale démarrait véritablement.

Fr. Bt



Résultats du troisième trimestre 2000

Chiffres clés (en milliers, sauf pour les montants par action)	2000	1999 ¹
Troisième trimestre	\$ 2 447 272	\$ 2 086 512
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 2 044 598	\$ 1 110 679
Bénéfice net, activités en exploitation	-	\$ 28 302
Bénéfice net	\$ 204 598	\$ 138 981
Bénéfice de base par action, activités en exploitation	\$ 0,36	\$ 0,20
Bénéfice de base par action, activités interrompues	-	\$ 0,05
Bénéfice net	\$ 0,36	\$ 0,25
Bénéfice dilué par action, activités en exploitation	\$ 0,35	\$ 0,20
Bénéfice dilué par action, activités interrompues	-	\$ 0,05
Bénéfice net	\$ 0,35	\$ 0,25
Nombre moyen d'actions en circulation	571 351	548 671
Ce nombre, compte tenu de la dilution	581 737	565 551

¹ Chiffres retraités pour comparaison.

Schlumberger annonce pour le troisième trimestre de 2000 un chiffre d'affaires d'exploitation de 2,45 milliards de dollars, en hausse de 17 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Le bénéfice net des activités en exploitation a progressé de 85 % pour s'établir à 205 millions de dollars, contre 111 millions de dollars l'année dernière. Le bénéfice net par action a augmenté, atteignant 0,35 dollar (après dilution) contre 0,20 dollar (après dilution).

Le bénéfice net, si l'on exclut l'amortissement de l'écart d'acquisition, est de 0,39 dollar (après dilution), contre 0,23 dollar (après dilution) pour le trimestre correspondant de 1999.

Le chiffre d'affaires d'exploitation des Services pétroliers a augmenté de 7 % par rapport au deuxième trimestre, le nombre d'appareils de forage de M-I en activité dans le monde progressant de 13 %. Par rapport au troisième trimestre de l'année dernière, le chiffre d'affaires a augmenté de 25 %, le nombre d'appareils de forage de M-I en activité dans le monde progressant de 34 %.

Le chiffre d'affaires d'exploitation de Resource Management Services a diminué de 7 % par rapport au troisième trimestre de 1999. Si l'on exclut l'incidence défavorable des taux de change, le chiffre d'affaires est resté inchangé. Le chiffre d'affaires d'exploitation de Test et Transactions a progressé de 6 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « Même si l'instabilité actuelle au Moyen-Orient ne suscite pas de problèmes d'approvisionnement, il apparaît de plus en plus clairement cependant que les marchés du pétrole et du gaz resteront tendus tant que de nouvelles capacités de production ne seront pas développées. Partant de là, nos clients procèdent actuellement à une augmentation progressive de leurs dépenses globales d'exploration-production. Après un premier trimestre ralenti, le nombre d'appareils de forage en activité en dehors de l'Amérique du Nord a augmenté de 14 % depuis avril. Cet environnement vigoureux offrira de nombreuses occasions d'exceller à nos organisations GeoMarket, fortes des dernières technologies des réservoirs. »

LES RESULTATS TRIMESTRIELS DE SCHLUMBERGER ET DES INFORMATIONS SUR LE GROUPE SONT DISPONIBLES SUR NUMERO VERT AU 0800 04 17 60. ET, EN ANGLAIS, SUR INTERNET PAR HTTP://WWW.SLB.COM

Le procès d'un Américain accusé d'espionnage s'est ouvert à Moscou

L'affaire empoisonne les relations avec Washington

L'affaire, exceptionnelle, empoisonne depuis des mois les relations entre la Russie et les Etats-Unis. Mercredi 18 octobre s'est ouvert devant un tribunal de Moscou

le procès d'Edmund Pope, un homme d'affaires américain, un ancien colonel âgé de 53 ans, malade, accusé par le FSB (ex-KGB) d'espionnage.

MOSCOU

de notre correspondant

Edmund Pope, 53 ans, ancien colonel des services de renseignements de la marine américaine, aurait tenté de mettre la main sur un des secrets les mieux gardés de l'armée russe : les plans du missile sous-marin Skhval et de son système de propulsion, considéré comme le plus performant au monde. Arrêté le 4 avril par le FSB, M. Pope est depuis incarcéré à la prison de Lefortovo, à Moscou, malgré les incessantes protestations des autorités américaines.

Ce procès d'un Américain pour espionnage est le premier depuis quarante ans en Russie. Le précédent remonte à 1961, lorsque Francis Power, pilote d'un avion-espion U2, avait été condamné à dix ans de prison par les Soviétiques avant d'être échangé l'année suivante contre un espion russe. Depuis, ce type d'affaires se régalait dans la discrétion, par expulsion, rappel de « diplomates », versement de « compensations ». Cette fois, le FSB a choisi de faire un exemple. Et là commencent les problèmes.

Car, tout comme dans l'affaire Alexandre Nikitine, cet ancien officier de marine travaillant avec l'organisation écologiste Bellona, les services secrets apparaissent avoir pris toutes les libertés possibles avec le code de procédure pénale dans la conduite de leur enquête. M. Nikitine fut emprisonné et poursuivi durant quatre ans, avant de voir son innocence reconnue. M. Pope risque, lui, dix à vingt ans de prison

alors que ses avocats dénoncent l'« arbitraire » des enquêteurs et les « violations grossières et répétées » des droits de la défense.

La bataille procédurale a commencé devant un tribunal qui devrait siéger au moins quatre semaines. M. Pope souffre d'une forme rare de cancer des os. En six mois et demi de détention, il n'a pu être examiné que par des médecins accrédités auprès du FSB. Le 14 septembre, l'un d'eux répétait qu'il « ne nécessitait pas de traitement particulier », ce qui permettait de rejeter une nouvelle demande de mise en liberté. Mercredi, le juge a en partie accédé à la demande de la défense de procéder à une expertise médicale indépendante.

UN ÉTRANGE REFUS

Mais, pour le reste, les avocats de M. Pope ont vu rejeter toutes leurs demandes. Le procès se déroule à huis-clos, et les juges sont indirectement sélectionnés par les services puisqu'ils doivent être habilités à prendre connaissance d'informations classées secret-défense. Le consul américain n'a pas été autorisé à assister à l'audience. La demande des avocats de changer l'interprète de M. Pope a été écartée : il sera assisté par un traducteur employé du FSB. Enfin, la cour n'a pas accordé de délai supplémentaire à M. Pope, qui n'a disposé que de deux heures pour prendre connaissance des vingt-six pages de l'acte d'accusation.

Plus étrange encore est le refus opposé aux avocats de citer comme

témoin Anatoli Babkin, professeur à l'institut technologique Bauman de Moscou. Arrêté en avril, les poursuites à son encontre ont été abandonnées, mais, selon les avocats de M. Pope, l'essentiel de l'accusation « repose sur le témoignage qu'il a fait aux enquêteurs ». M. Babkin, lui aussi très malade, pourrait décéder avant la fin du procès, a-t-il été expliqué mercredi. « Un procès à huis clos et dans ces conditions peut-il être juste ? Je ne crois pas et mon client ne crois pas non plus à un verdict favorable », a estimé l'avocat Pavel Astakhov.

Depuis des mois, cette affaire est évoquée dans les rencontres au sommet entre Russes et Américains. Début septembre, Vladimir Poutine avait laissé entendre à Bill Clinton qu'une libération conditionnelle allait être décidée, ce qui ne fut pas fait. Au début du mois, le département d'Etat américain adressait une mise en garde aux hommes d'affaires travaillant dans les secteurs de haute technologie sur les « dangers » de se rendre en Russie. Le 10 octobre, la chambre des Représentants prenait le relais, votant une résolution demandant de conditionner toute l'aide américaine à la libération d'Edmund Pope. « Il faisait des affaires absolument légales et a, malgré tout, été jeté en prison », s'est indigné dans la presse russe, le secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbott. Les autorités russes ont réagi en dénonçant « une grossière interférence dans notre justice ».

François Bonnet

Une victoire du parti d'Emma Bonino contre Moscou

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

La Russie a été mise en échec, mercredi 18 octobre à New York, après avoir tenté de priver le Parti radical transnational, que dirige Emma Bonino, de son statut consultatif d'ONG à l'ONU. La majorité des 52 pays membres du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) ont rejeté la demande de Moscou.

Lors de la dernière réunion de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, le Parti radical transnational (PRT) - l'une des 2 000 ONG qui jouissent de ce statut consultatif - avait cédé une partie de son temps de parole à un représentant du Parlement tchétchène, Ikhiaïd Idi-gov. La Russie réclame depuis l'expulsion du PRT de l'Ecosoc, dont dépendent les ONG. Elle a fait circuler un dossier accusant le parti italien non seulement d'avoir soutenu une « organisation terroriste », mais aussi d'être impliqué dans la prostitution, la pédophilie, voire le trafic international de stupéfiants.

Malgré « l'absurdité » de telles accusations, le comité des ONG avait recommandé, en juillet, la suspension du PRT pour trois ans. Devant les réserves exprimées par

un grand nombre de pays, il avait cependant été décidé d'accorder au PRT un délai de deux mois pour apporter des compléments d'explications. Le 16 septembre, certains pays, parmi lesquels la France et les Etats-Unis, avaient demandé au comité de reconsidérer sa décision.

À LA MÉMOIRE D'ANTONIO RUSSO

Lors du débat de mercredi au sein de l'Ecosoc, le représentant de la France s'exprimant au nom de l'Union européenne a déclaré que la sanction demandée par la Russie est « sans commune mesure avec la réalité des faits qui sont reprochés au PRT » et qu'« aucun abus manifeste n'a été commis ». Estimant que le représentant tchétchène n'avait fait que « décrire la situation humanitaire préoccupante en Tchétchénie, et appeler à la paix et à la recherche d'une solution politique négociée », il a conclu que l'UE s'opposait à la demande de Moscou.

Le représentant du PRT à l'ONU,

Marco PerDuca, s'est félicité de cette « grande victoire des ONG aux Nations unies » et a remercié la France pour ses efforts. Le PRT, a-t-il poursuivi, dédie cette « victoire » à la mémoire d'Antonio Russo, un journaliste de la radio du Parti radical qui a été trouvé mort, apparemment assassiné, lundi, en Géorgie d'où il couvrait la guerre en Tchétchénie.

L'année dernière déjà, une ONG suisse, Solidarité chrétienne internationale, avait été exclue de l'ONU à la demande du Soudan pour avoir invité le chef de la rébellion du sud John Garang à prendre la parole devant la Commission des droits de l'homme (Le Monde du 18 août). Cuba et la Chine ont aussi porté plainte contre l'ONG américaine Freedom House pour des raisons similaires. La Chine, Cuba et le Soudan sont parmi les vingt pays qui, lors du vote de mercredi, se sont prononcés pour l'exclusion du Parti radical.

Afsané Bassir Pour

La France veut « un cadre » pour les services publics en Europe

BRUXELLES

de notre bureau européen

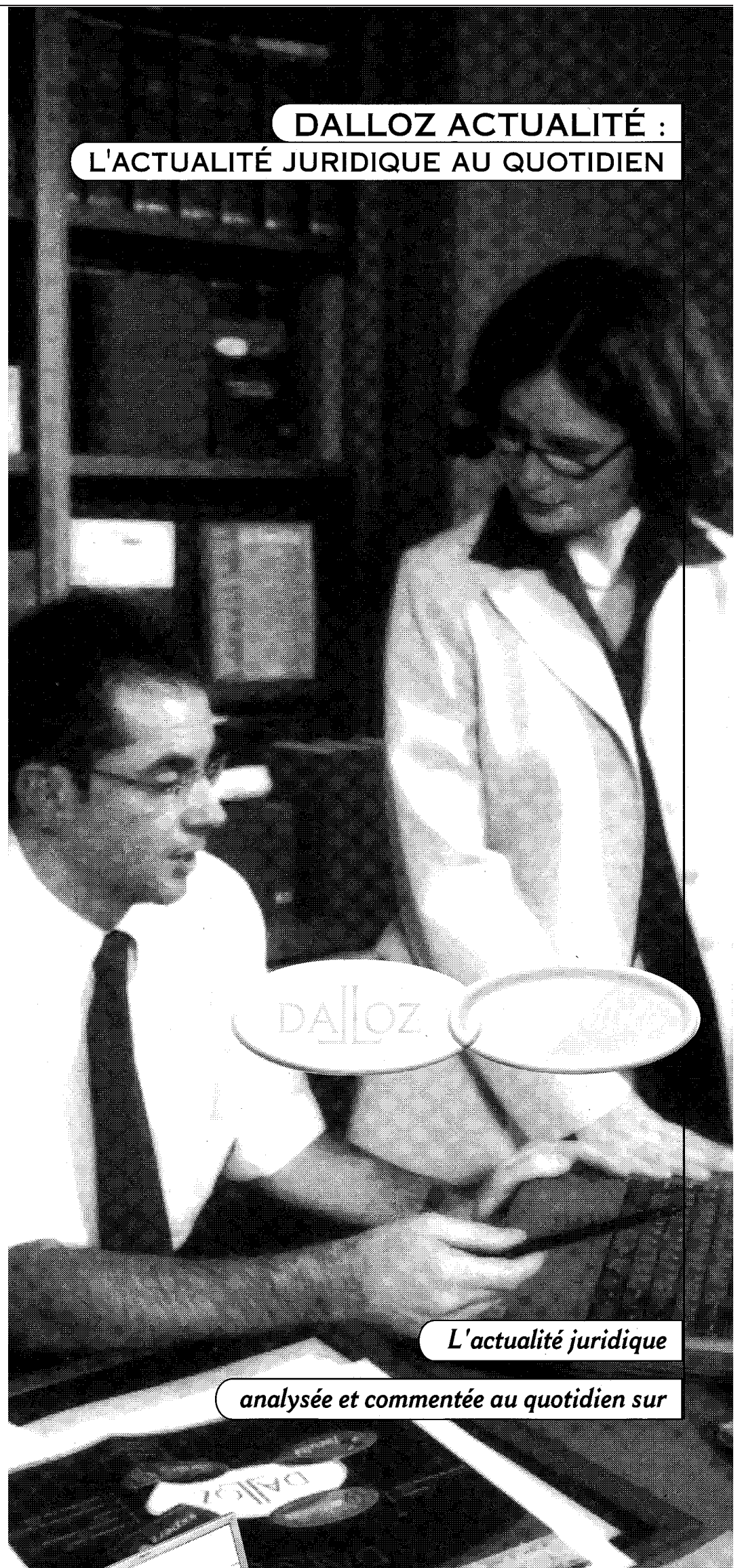
La France prendra une initiative lors du sommet de Nice, en décembre, pour défendre la notion de service public en Europe. En réponse à un député communiste, qui s'inquiétait que les dérégulations en cours aillent trop loin, Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, a confirmé mercredi 18 octobre devant l'Assemblée nationale qu'il fallait trouver « un cadre permettant un meilleur équilibre entre services publics et marché ».

Cette initiative devrait consister à demander à la Commission de préparer une directive-cadre qui formalise de façon contraignante les principes devant régir ces services et dresse la liste des secteurs devant être soustraits au droit de la concurrence. Selon le socialiste belge francophone Claude Desama, président du groupe de travail sur les services publics du Parlement européen, le processus amorcé sous la présidence française pourrait s'achever pendant la présidence belge, au second se-

mestre 2001. La charte des droits fondamentaux de l'Union, qui sera proclamée en décembre, « reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général », mais cette notion reste très controversée, comme on le constate dans les négociations en cours sur la libéralisation des services postaux. A la demande du Conseil, la Commission s'est efforcée, dans une nouvelle communication, de concilier son approche libérale du marché intérieur et la notion d'intérêt général.

Les socialistes français au Parlement européen estiment qu'il s'agit d'une « avancée », mais, à l'instar de Gilles Savary, la jugent « insuffisante » et demandent d'introduire la notion de péréquation (« que les services rentables financent les services non rentables »). Le groupe GUE (communiste) réclame, de son côté, un « moratoire sur les textes libéralisant les services publics », jusqu'à ce que soit établie une évaluation de ce qui a déjà été fait.

Rafaële Rivais



DALLOZ ACTUALITÉ :

L'ACTUALITÉ JURIDIQUE AU QUOTIDIEN

L'actualité juridique

analysée et commentée au quotidien sur

www.dalloz.fr

Nouveautés législatives et réglementaires, dernières décisions jurisprudentielles :

chaque jour, retrouvez sur le site Dalloz Actualité les faits marquants de l'actualité juridique, dans toutes les matières du droit, commentés et accompagnés du texte intégral des éléments présentés.

Grâce à une lettre d'information, vous pouvez recevoir par e-mail toute

l'actualité de la semaine dans les matières qui vous intéressent.

Vous disposez également de services complémentaires (revue de presse juridique, agenda, indices et taux, dossiers), et prochainement, d'un espace d'échanges et de débats, un forum animé par des spécialistes autour d'un thème nouveau chaque mois. Dalloz.fr, le réflexe quotidien de tous les juristes.

DALLOZ

DALLOZ, TOUT DROIT

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

MATELAS • SOMMIERS
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Duvivier - Coulon - Sufren etc...

5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe

• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie

01.42.08.71.00
7 jours sur 7

A Séoul, Jacques Chirac salue le rapprochement des deux Corées

La Grande-Bretagne va établir des relations avec Pyongyang

Le président Jacques Chirac est arrivé, jeudi 19 octobre, à Séoul, première étape d'un voyage en Corée et en Chine. Après une brève visite d'Etat dans la capitale

sud-coréenne, il devait participer, les 20 et 21 octobre, au troisième sommet de l'ASEM, le forum de dialogue réunissant les Quinze européens et dix pays asiatiques.

SÉOUL

de nos envoyés spéciaux

C'est dans une ville pavée de drapeaux européens et asiatiques et quadrillée par des policiers anti-émeute et des chiens leur reniflant les bottes que le président Jacques Chirac est arrivé à Séoul, jeudi 19 octobre au matin. Ce déploiement policier n'a pas été organisé pour le chef de l'Etat français : la capitale coréenne recevra les 20 et 21 octobre le troisième sommet de l'ASEM, forum de dialogue informel réunissant quinze pays européens et dix pays asiatiques, et les 30 000 policiers sont déployés pour contenir les quelque 60 000 manifestants « anti-mondialisation » attendus. Le sommet de l'ASEM est la plus importante manifestation internationale en Corée depuis les Jeux olympiques de 1988. Il est placé sous le signe d'un rapprochement historique entre les deux Corées, couronné par le prix Nobel de la paix qui vient d'être attribué au président de la Corée du Sud, Kim Dae-jung, et d'un réchauffement, non moins spectaculaire, des liens entre la Corée du Nord et Washington. Comme pour rappeler le poids des Etats-Unis en Asie du Nord-Est, à peine les Européens auront-ils fini de congratuler le président Kim Dae-jung pour sa politique d'ouverture en direction de la Corée du Nord que la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, s'envolera, dimanche 22 octobre, pour sa capitale, Pyongyang, où elle aura des entretiens avec le dirigeant suprême du dernier régime stalinien de la planète, Kim Jong-il, en vue d'une éventuelle visite du président Clinton.

Jacques Chirac, dont c'est le premier voyage en Corée du Sud en

tant que président de la République, a effectué, avant le sommet de l'ASEM, une visite d'Etat de quelques heures à Séoul, marquée par un entretien puis un déjeuner avec le président Kim Dae-jung, avant de participer, le soir, au dîner en l'honneur des membres de l'ASEM.

Le chef de l'Etat français a voulu apporter le soutien de l'Union européenne à un pays qui est l'une des clefs de la stabilité en Asie. Il a renouvelé au président Kim l'appui de la France, présidente en exercice de l'UE, à sa politique de réconciliation entre les deux Corées. M. Chirac a qualifié de « spectaculaire » le rapprochement entre les deux pays, interrogé Kim Dae-jung sur la volonté politique de la Corée du Nord d'évoluer, faisant valoir que l'Europe reste prudente dans l'attente de signes concrets de changement. M. Kim lui a dit percevoir des signes supplémentaires d'évolution de Pyongyang.

« CHEMIN COURAGEUX »

Dans une allocution chaleureuse, le président français a exprimé son « admiration » à son « ami, homme d'Etat et de vision », dont il a salué la « volonté historique de réconciliation ». « Sur ce chemin courageux de l'unité retrouvée, la Corée peut compter sur l'amitié et l'appui de la France », a-t-il poursuivi. M. Chirac, qui a bien senti qu'à l'étranger la France incarne encore bien souvent le pays des droits de l'homme, a particulièrement insisté sur les attentes de Paris et de l'Europe en ce domaine, alors même que la Corée du Nord reste un régime dictatorial : « Dans l'avenir, les Européens pourront, je l'espère, renforcer leur dialogue avec Pyongyang

[...] Au-delà, les relations de l'Union évolueront en fonction des progrès accomplis en matière de droits de l'homme et de non-prolifération », a-t-il lancé, faisant allusion à la réponse, pour l'instant dilatoire, de certains pays de l'Union européenne, dont la France, aux demandes de Pyongyang d'établir des relations diplomatiques. Toutefois, après l'Italie, la Grande-Bretagne va elle aussi franchir le pas de l'ouverture de relations diplomatiques avec Pyongyang, a annoncé, jeudi, le Foreign Office à Londres.

Les entretiens ont également porté sur des questions économiques. Le président a inauguré une exposition, « France-Corée 2000 », qui réunit 140 entreprises françaises dans le domaine des technologies, des services et du luxe. Bien que des séquelles de la crise subsistent, l'économie coréenne a opéré un « rebond » spectaculaire. La Corée est le troisième client de la France en Asie et celle-ci est son cinquième partenaire en matière d'investissements, grâce notamment au rachat de Samsung Motor par Renault. Le chef de l'Etat était d'ailleurs accompagné d'une petite délégation de chefs d'entreprise français intéressés par les perspectives qu'offre la restructuration des conglomerats. Après avoir vendu à la Corée des Airbus et un TGV, la France négocie la fourniture de trois sous-marins de type Scorpene (en concurrence avec les Allemands) et une participation (de 3,5 milliards de francs) dans la construction d'un pont-tunnel qui doit relier le port de Pusan à l'île de Kojke au sud de la péninsule.

Raphaëlle Bacqué et Philippe Pons

La communauté internationale renouvelle ses crédits à l'Indonésie

Les donateurs, malgré leurs réserves devant la lenteur des réformes économiques, sont soucieux de ne pas déstabiliser davantage un gouvernement confronté à des désordres croissants

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La communauté internationale n'a guère de prise sur l'évolution de l'Indonésie. Organismes et pays donateurs l'ont admis, mercredi 18 octobre à Tokyo, en s'engageant à reconduire une assistance annuelle de quelque 37 milliards de francs (6 milliards d'euros), sans compter 4 milliards de francs d'aide technique. Le facteur-clé a été la peur d'affaiblir

Djakarta a, depuis, amorcé le désarmement de ces milices et placé en détention préventive l'un de leurs chefs, Eurico Gutierrez. Le gouvernement indonésien a également accepté l'envoi sur place, à la mi-novembre - avec deux mois de retard - d'une mission de l'ONU. Mais Djakarta a annoncé mardi que le délai accordé aux miliciens pour rendre leurs armes était étendu et, de dissolution des milices, il n'est toujours pas question. Mercredi, alors qu'un diplomate indonésien

préoccupations à l'égard de l'incertitude politique, des désordres dans les régions, des flambées périodiques de violence et du dérapage du calendrier des réformes structurelles.

Mais que faire ? La seule évocation de sanctions économiques, en septembre, a provoqué un tollé à Djakarta. La vice-présidente Megawati Sukarnoputri estime que les « pays amis » de l'Indonésie « sont insensibles à nos difficultés » et tendent à « compliquer la situation de notre pays, laquelle est déjà assez difficile ».

FACTIONS MILITAIRES

Simultanément, les factions militaires commencent à redresser la tête face à ce qu'elles considèrent comme l'ingérence du pouvoir civil dans leurs affaires. Tout en demeurant divisés, les généraux semblent s'être entendus pour neutraliser le petit noyau d'officiers réformistes dont les deux membres les plus connus pourraient être prochainement convoqués devant un jury d'honneur.

Alors que des parlementaires tentent de plus en plus ouvertement d'écarter du pouvoir le président Abdurrahman Wahid, qu'ils ont élu voilà exactement un an, les trente-cinq membres du Groupe consultatif sur l'Indonésie (GCI) ont décidé, à Tokyo, de ne pas attiser le feu. Il est vrai que le cabinet mis en place fin août est nettement plus cohérent que le précédent et que, sans pour autant faire oublier le cauchemar d'une dette extérieure supérieure à 1 000 milliards de francs, l'expansion économique reprend à un taux évalué dans une fourchette de 3 % à 4 %.

Jean-Claude Pomonti

Pause dans la guerre des drapeaux en Papouasie

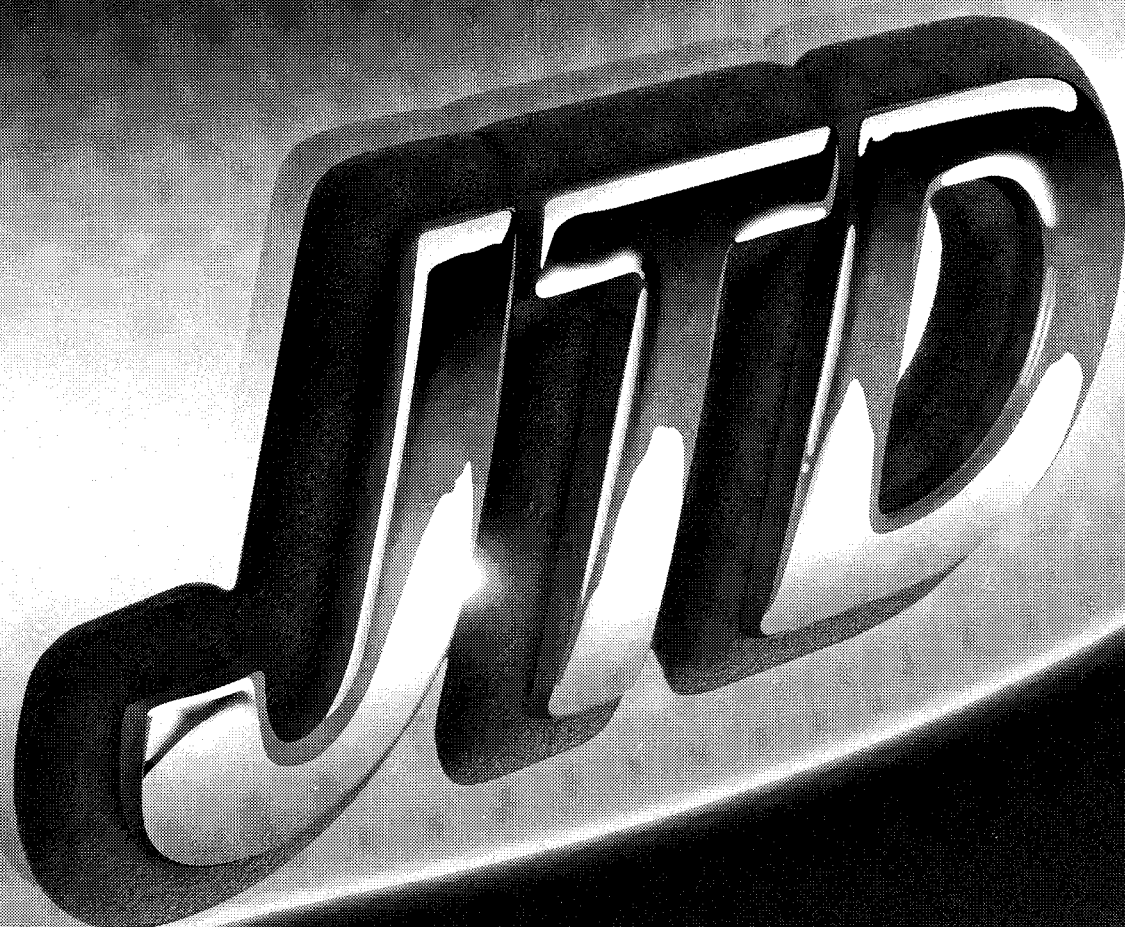
Le déploiement de l'« Etoile du matin », drapeau de l'indépendance et de l'identité papoues, est autorisé sous conditions en Irian Jaya (Papouasie-Occidentale, rattachée à l'Indonésie en 1969) et peuplée pour moitié de Papous) en attendant une rencontre entre le président du Conseil papou (indépendantiste) et le président Abdurrahman Wahid, lequel participe au sommet euro-asiatique de Séoul. Ainsi en ont décidé, mercredi 18 octobre, les autorités de la province à la suite d'affrontements qui ont fait trente morts, le 6 octobre, dans la localité de Wamena, quand la police avait amené le drapeau papou. En juin, le chef de l'Etat avait autorisé les Papous à hisser leur emblème aux côtés du drapeau indonésien. La police a ensuite donné l'ordre de l'amener.

davantage un gouvernement confronté à des désordres croissants.

En septembre, à la suite de l'assassinat de trois fonctionnaires de l'ONU par des miliciens au Timor-Occidental, une province indonésienne, l'ONU et Washington avaient exigé le désarmement et la dissolution des milices qui avaient détruit en septembre 1999 le Timor-Oriental, aujourd'hui sous administration onusienne. Le FMI et la Banque mondiale avaient laissé entendre que leur aide était liée à ces demandes.

estimait la sécurité rétablie au Timor-Occidental, M^{me} Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, de passage à Bangkok, jugeait que cette province demeurait « un no man's land virtuel » où quelque cent mille « réfugiés » estimerait la sécurité rétablie au Timor-Occidental, M^{me} Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, de passage à Bangkok, jugeait que cette province demeurait « un no man's land virtuel » où quelque cent mille « réfugiés » estimerait la sécurité rétablie au Timor-Occidental, M^{me} Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, de passage à Bangkok, jugeait que cette province demeurait « un no man's land virtuel » où quelque cent mille « réfugiés »

Certes, les donateurs ont accompagné leurs nouveaux crédits de quelques avertissements. Comme le résume jeudi le *Jakarta Post*, « les créanciers ont exprimé leur déception face à la lenteur des réformes économiques [...]. Ils ont dit leurs graves



Trois lettres qui vous donneront une autre idée du Diesel.

www.fiat.fr

JUSQU'AU 31 OCTOBRE CHEZ FIAT

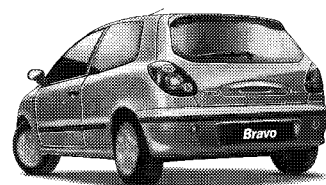
Les Journées JTD Common Rail.

Venez découvrir les qualités des moteurs Turbo Diesel à injection directe alliant performance, silence et souci de l'environnement. Profitez en plus des prix exceptionnels sur la gamme Fiat JTD.



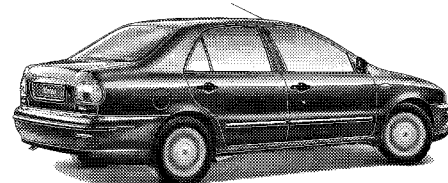
FIAT PUNTO JTD
A PARTIR DE 73 800F*
Grâce à l'offre Fiat de 8 200F

Double Airbag Fiat®, ABS, direction assistée Dualdrive™, vitres AV électriques, autoradio K7 RDS EON 4 HP... de série.



FIAT BRAVO JTD
A PARTIR DE 95 000F*
Grâce à l'offre Fiat de 10 000F

4 Airbags Fiat®, ABS, direction assistée, vitres AV électriques, autoradio K7 RDS EON 4 HP... de série.



FIAT MAREA JTD
A PARTIR DE 106 000F*
Grâce à l'offre Fiat de 10 000F

4 Airbags Fiat®, ABS, direction assistée, climatisation, vitres AV électriques, autoradio K7 RDS 4 HP... de série.

* Tarif conseillé hors options au 28.09.2000. Offres non cumulables réservées aux particuliers dans la limite des stocks disponibles, valables jusqu'au 31 octobre 2000 dans les points de vente participants.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

FIAT

Le Congrès américain souhaite alléger l'embargo contre Cuba

WASHINGTON. Le sénat américain a approuvé mercredi 18 octobre un projet de loi autorisant l'exportation, sous conditions, de produits alimentaires et médicaux vers Cuba. Si la vente de denrées alimentaires, de médicaments et d'équipement médical à Cuba est autorisée, le texte interdit le financement de telles ventes par des organismes gouvernementaux ou des banques privées américaines. Le projet, approuvé mercredi dernier par la Chambre des représentants, doit encore être signé par le président Bill Clinton, qui a déjà annoncé son accord. La législation adoptée conduira aussi à des allègements de l'embargo unilatéral imposé par les Etats-Unis à la Libye, l'Iran, le Soudan et la Corée du Nord. Toutefois, l'interdiction de recours à des financements publics ou privés américains dont est assorti le texte en ce qui concerne Cuba rend les achats très difficiles. Selon des sources cubaines, près de 80 % des achats de denrées alimentaires de l'île se font en effet grâce à des lignes de crédit. Par ailleurs, cette législation donnera aussi force de loi à des restrictions actuellement en vigueur ayant trait aux voyages d'Américains à Cuba, ce qui empêcherait la Maison Blanche de lever ces restrictions sans l'aval du Congrès. La loi maintient par ailleurs l'interdiction des achats de produits à Cuba, qu'ils soient agricoles ou d'une autre nature. Au Congrès, le texte était jugé satisfaisant par les partisans d'une ligne anticastriste dure. - (AFP)

La justice au Kosovo ne répond pas aux critères internationaux (OSCE)

PRISTINA. Détentions arbitraires, traitement discriminatoire des prisonniers en fonction de leur ethnicité, violation des droits de l'homme... : un rapport de l'OSCE, paru mercredi 18 octobre, dénonce les défaillances du système judiciaire au Kosovo, mis en place par l'ONU. Le document de 89 pages, intitulé « Kosovo : un bilan du système criminel judiciaire », couvre la période du 1^{er} février au 31 juillet 2000, durant laquelle l'ONU, qui administre la province yougoslave, s'est battue pour mettre en place une justice équitable sur un territoire ravagé par la haine ethnique. « Des personnes ont été détenues par la KFOR (Force multinationale de paix de l'OTAN) et la MINUK (Mission de l'ONU au Kosovo) plus de soixante-douze heures en violation de la loi domestique et de la loi des droits de l'homme », souligne le rapport. Le Kosovo est administré par l'ONU depuis juin 1999, depuis la fin des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie. - (AFP)

La « Marguerite », une confédération du centre-gauche en Italie

ROME. Les partis modérés du centre-gauche italien se sont regroupés, mercredi 18 octobre, dans une nouvelle formation politique appelée la « Marguerite ». Ce rassemblement comprend le PPI (Parti populaire) et l'UDEUR, deux partis issus de l'ancienne Démocratie chrétienne, le Renouveau italien (RI) du ministre des affaires étrangères Lamberto Dini, et les Démocrates, le mouvement fondé en 1999 par l'ancien président du conseil Romano Prodi et auquel appartient le maire de Rome, Francesco Rutelli, lequel conduira le centre-gauche lors des élections générales prévues au printemps prochain. Les quatre partis, qui comptent une centaine de députés, ont décidé de coordonner leurs groupes au Parlement. La « Marguerite » est une « initiative qui entend réunir les traditions et les cultures politiques catholico-démocratique-libérales, libérales-démocrates et laïques-réformistes ». Ce rassemblement présentera des candidats uniques lors des prochaines législatives et ambitionne d'atteindre au moins 20 % des suffrages, a indiqué M. Rutelli. Chaque parti conservera néanmoins son autonomie. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **GRANDE-BRETAGNE : le directeur de la société privée chargée de l'infrastructure des chemins de fer britanniques, Gerald Corbett, a démissionné** mercredi 18 octobre. L'enquête sur l'accident de train ayant fait 4 morts la veille près de Londres, mettait en cause sa compagnie, en évoquant une rupture de rail. Railtrack a reconnu que la portion de voie où circulait le train à grande vitesse était en mauvais état. - (AFP)

■ **ITALIE : le nombre d'immigrés en situation régulière en Italie a augmenté** de 19,2 % entre 1998 et 1999, s'établissant à 1 489 873 au 31 décembre, selon l'étude annuelle de Caritas présentée, mercredi 18 octobre, à Rome. Selon ce rapport présenté par le cardinal Roger Etchegaray, 86,3 % d'entre eux proviennent de pays hors Union européenne. « Il faut réapprendre à vivre ensemble, non par nécessité ou résignation mais par conviction et par passion d'une fraternité universelle », a commenté le cardinal. Le rapport précise que les Marocains constituent la première communauté étrangère avec un peu plus de 174 000 personnes. Arrivent ensuite les Albanais (137 000), les Philippines (72 000), les Yougoslaves (65 000), les Roumains (61 000) et les Américains (56 000). - (AFP)

■ **Les corps de six immigrés clandestins ont été trouvés**, mercredi 18 octobre, sur le bord d'une route du sud-est de l'Italie près de Foggia. Les six personnes, tous des hommes, probablement d'origine kurde selon la police, sont mortes par asphyxie après avoir séjourné dans un lieu restreint, sans doute un camion, a indiqué un médecin. Les victimes pourraient venir de Grèce. - (AFP)

■ **RUSSIE : le Tchétchène pro-russe Bislan Gantamirov, un ex-repris de justice, a été nommé** à titre temporaire maire de Grozny, a annoncé mercredi 18 octobre le général Viktor Kazantsev. Il a été nommé jusqu'à la prochaine élection du maire, dont la date n'est pas connue. Nommé par les Russes vice-premier ministre du gouvernement tchétchène pro-russe lors de la première guerre (1994-1996), il fut arrêté en mai 1996 pour avoir détourné des fonds destinés à reconstruire la capitale de la Tchétchénie. Grâcié par Boris Eltsine en novembre 1999, peu après le début de la deuxième guerre, il a alors formé sa propre milice, participant aux côtés des Russes aux combats contre les indépendantistes. - (AFP)

■ **ÉGYPTE : quelques incidents ont marqué la première journée des élections législatives en Egypte**, notamment à Alexandrie et dans la région de Quena. Des bagarres ont eu lieu mercredi dans plusieurs bureaux de vote, attribuées par les candidats du mouvement interdit des Frères musulmans, principale force d'opposition, aux militants du Parti national démocrate (PND) au pouvoir. - (AFP)

■ **SRI-LANKA : Une attaque suicide lancée jeudi 19 octobre à Colombo a fait quinze blessés**. Un homme a fait sauter les explosifs qu'il portait sur lui en sautant devant une jeep de la police. Si cet attentat n'a pas été revendiqué, trois attaques similaires, faisant 41 morts, ont été attribuées aux Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) depuis le 15 septembre, dans le pays déchiré depuis trente ans par la guerre civile avec les rebelles tamouls. - (AFP)

■ **YÉMEN : les deux auteurs de l'attentat contre le destroyer Cole ont trouvé la mort** dans l'explosion, le 12 octobre, du canot pneumatique bourré d'explosifs lancé contre le navire américain. Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, l'a annoncé, mercredi 18 octobre, à la télévision locale et précisé que les papiers officiels de l'un des auteurs de l'attentat - un Yéménite - avaient été découverts. - (AFP)

Le porte-avions « Charles-de-Gaulle » commence un voyage de dix semaines en Atlantique

Une étape transitoire avant l'entrée en service du bâtiment, prévue fin décembre

Après bien des problèmes techniques durant ses premiers essais, le porte-avions nucléaire français Charles-de-Gaulle va tester, au cours d'une croi-

sière dite d'endurance de dix semaines en Atlantique, la réalité des missions opérationnelles qui l'attendent à partir de fin décembre. La question

se pose de la construction d'un second bâtiment du même type, qui coûterait 20 milliards de francs, ou 71 milliards avec ses armes.

DIX SEMAINES durant, le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle subira le chaud et le froid des eaux tropicales, puis nordiques lors de sa traversée de longue durée (TLD) en Atlantique. Une étape classique, mais cruciale avant l'entrée en service d'un bâtiment qui aura connu des déboires pendant ses essais. Parti de Toulon le mardi 24 octobre, il doit regagner son port d'attache le samedi 16 décembre. Il aura affronté les 24 degrés, en moyenne, des eaux chaudes au large de Fort-de-France, en Martinique, et devant Norfolk (Etats-Unis), où il fera escale. Il aura subi les rigueurs des eaux froides, autour de 6 degrés, à la pointe sud du Groenland. Si tout va bien, le Charles-de-Gaulle sera déclaré bon pour le service, à la veille de Noël, vingt ans après la décision de remplacer le Clemenceau et le Foch, en principe par deux porte-avions nucléaires.

La TLD est une opération capitale dans la mise en œuvre d'un bateau de guerre. Escorté de la frégate Jean-Bart, le Charles-de-Gaulle devra se mettre en situa-

tion de remplir sa mission en résistant à tous les temps et les climats de la planète. Embarquant un groupe aérien modeste, soit quelques avions d'attaque Super-Etendard et avions-radars Hawkeye, il testera ses installations du bord lors d'essais de la dernière chance.

Après quoi, sur le chemin du retour vers Toulon, le porte-avions fera escale à Casablanca (Maroc) début décembre. Puis, il fera son entrée en Méditerranée, où l'attend une force navale française dont la tâche est de parfaire sa mise en condition opérationnelle (MECO) dans le but d'en évaluer les performances maximales avec, à bord du Charles-de-Gaulle, un état-major de force. Le porte-avions en profitera pour faire une escale à Naples et manœuvrer avec la flotte italienne, puisqu'il sera un des fleurons potentiels de l'Euromarfor, cette force navale et aéronavale que la France, l'Italie et l'Espagne ont créée pour l'Union européenne.

Dès le printemps 2001, le Charles-de-Gaulle devrait déjà

participer à un exercice franco-italien, baptisé « Trident d'or », en Méditerranée.

Les semaines qui viennent, avant le vendredi 22 décembre, date à laquelle le bâtiment sera déclaré opérationnel, seront déterminantes pour la marine nationale. La France aligne son premier porte-avions nucléaire au coût de 20 milliards de francs (3,05 milliards d'euros), pour le seul navire, et de 71 milliards de francs (10,8 milliards d'euros), si l'on inclut les dépenses pour l'aviation embarquée et ses armements adaptés.

DÉBAT RELANCÉ

Cette croisière d'endurance du Charles-de-Gaulle va relancer le débat, au Parlement comme dans les milieux spécialisés, sur la nécessité, pour la France, de disposer ou non d'un second porte-avions au motif qu'un seul navire de cette catégorie peut être immobilisé jusqu'à 40 % de son temps global par les contraintes de son entretien et de ses révisions. Au sein de l'Alliance atlantique, la

marine des Etats-Unis aligne douze porte-avions, qui ne sont pas tous à propulsion nucléaire ; la Royal Navy britannique, trois ; mais l'Espagne et l'Italie, une chacune. A ce jour, ni Jacques Chirac ni le gouvernement de Lionel Jospin ne se sont dits formellement opposés au projet d'un second porte-avions, la décision finale relevant de l'examen par le Parlement, au printemps 2001, de la nouvelle programmation militaire qui couvre les années 2003 à 2008.

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, il y a quelques jours, le chef d'état-major de la marine, l'amiral Jean-Luc Delaunay, s'est déclaré partisan de la mise en chantier d'un second porte-avions sans trancher le choix de son mode de propulsion, nucléaire ou classique. Il a seulement noté que la « logique financière » plaide en faveur d'un second porte-avions nucléaire, le gros des investissements ayant déjà été fait avec le Charles-de-Gaulle et n'étant plus à faire.

Jacques Isnard

www.airfrance.fr

Encore plus de lignes dans le ciel.
9 vols* par jour sur Paris - Montpellier.
6 vols* par jour sur Paris - Biarritz.

*A partir du 29 octobre.

faire du ciel le plus bel endroit de la terre

OPPOSITION Les négociations entre le RPR, l'UDF et Démocratie libérale pour la préparation des élections municipales sont perturbées par l'ambition présidentielle de Fran-

çois Bayrou. Le RPR et DL accusent le président de l'UDF de miser sur une défaite de la droite aux municipales pour affaiblir Jacques Chirac et imposer sa candidature. Les experts élec-

toraux des trois partis se sont accordés sur le choix de têtes de liste dans quelque cent cinquante villes de plus de 30 000 habitants, mais l'UDF a refusé de rendre public cet accord.

● **LES VILLES** considérées comme gagnables par l'opposition sont très peu nombreuses. Parmi elles figurent essentiellement Le Mans, Tours, Toulon, Quimper, Besançon et

Mâcon. ● **A LYON**, l'union n'est toujours pas conclue entre l'UDF Michel Mercier, qui devrait confirmer prochainement sa candidature, et le RPR Jean-Michel Dubernard.

L'élection présidentielle complique la préparation des municipales à droite

Le RPR et Alain Madelin accusent François Bayrou de miser sur une défaite de l'opposition pour imposer sa candidature en 2002. La droite s'attend à perdre davantage de villes qu'elle n'espère en gagner en mars 2001

L'OPTIMISME à droite est très relatif. Interrogé sur le nombre de villes que l'opposition compte pouvoir faire « basculer » en mars 2001, Bernard Accoyer, député de Haute-Savoie et délégué général du RPR chargé des élections, a cette réponse, lapidaire : « *Le Mans*. » Son homologue de Démocratie libérale, Xavier Chanaud, n'est même pas sûr, loin de là, que la droite puisse l'emporter dans le chef-lieu de la Sarthe (*lire ci-dessous*). Il estime, en revanche, que l'opposition a ses chances dans une petite quinzaine de villes de plus de 30 000 habitants, parmi lesquelles Tours, Mâcon, Quimper et Besançon, ou encore Toulon, actuellement aux mains de l'ancien Front national Jean-Marie Le Chevallier. Globalement, indique-t-il, l'opposition risque d'en perdre deux fois plus qu'elle ne peut espérer en gagner. De longue date, la présidente du RPR, Michèle Alliot-

Marie, sait que la cuvée 2001 des municipales ne sera pas bonne. Il est vrai que l'élection de référence, celle de 1995, qui avait suivi l'élection présidentielle, avait été profitable pour son parti. Le RPR avait été, avec le FN, le seul parti à bénéficier d'un solde positif - 11 mairies supplémentaires - dans les trois cent quatre-vingt-huit villes de plus de 20 000 habitants. Il avait notamment conquis dix villes sur le PCF et treize autres sur le PS, parmi lesquelles Le Havre, Bourges et Avignon.

Les trois responsables des élections au sein des partis de la droite - outre MM. Accoyer et Chanaud, Hervé Marseille pour l'UDF - se sont mis d'accord sur le nom des têtes de liste dans quelque cent cinquante villes de plus de 30 000 habitants. Contrairement au vœu du RPR et de DL, l'UDF a refusé, le 12 octobre, la publication de cette première liste de candidats, afin de

mieux peser sur la suite de la négociation, qui porte encore sur une centaine d'autres villes (*Le Monde* du 14 octobre). Une nouvelle réunion, mercredi 18 octobre au soir, n'a guère donné de résultats. Après trois heures de discussions, M. Chanaud a claqué la porte : l'UDF venait de refuser le principe d'un sondage - sur lequel s'étaient mis d'accord le président RPR de la région Bretagne, Josselin de Rohan, et le président de DL, Alain Madelin - pour départager, à Rennes, l'ancien député RPR Yvon Jacob et le candidat UDF Loïc Lebrun.

Menacée à Lyon, l'UDF regrette que la direction du RPR, sous la pression de sa fédération du Rhône, tarde à se ranger en bon ordre derrière son candidat, le sénateur et président du conseil général Michel Mercier, tout en briguant la présidence de la communauté urbaine (*lire page 9*). M. Marseille évoque

également la situation à Nice. L'UDF, explique-t-il en substance, a accepté sans barguigner de soutenir les différents prétendants de droite qui lui ont été imposés par le RPR depuis le départ de Jacques Médecin. Mais le parcours du maire sortant et candidat à sa propre succession, Jacques Peyrat - ancien député du FN passé au RPR en juin 1996 -, ainsi que ses récents propos antimusulmans (*Le Monde* du 12 septembre) susciteraient, selon M. Marseille, de légitimes interrogations au plan local.

Cette analyse au cas par cas est réfutée au RPR comme à DL, où l'on estime que l'attitude de l'UDF est dictée par la stratégie personnelle de son président, François Bayrou, dont M. Accoyer déplore les « *atermolements* ». Le député européen, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles, est régulièrement accusé - ce dont il se défend - de miser sur la

défaite de la droite dans la mesure où elle pourrait être imputée à Jacques Chirac. « *Manifestement, l'UDF ne joue pas le jeu de l'union* », a affirmé M. Madelin, mercredi, devant quelques journalistes. Sans évoquer explicitement son homologue de l'UDF, le président de DL, lui aussi intéressé par l'élection présidentielle, a ajouté que « *l'idée d'aller perdre pour gagner après [lui] paraît surréaliste* ». Selon le RPR et DL, la tactique de M. Bayrou pour 2002 se doublerait d'une démarche « *identitaire* » de l'UDF à l'approche de son congrès, qui aura lieu du 1^{er} au 3 décembre, à Angers.

Les trois partis de la droite se sont mis d'accord sur le nom des têtes de liste dans cent cinquante villes de plus de 30 000 habitants

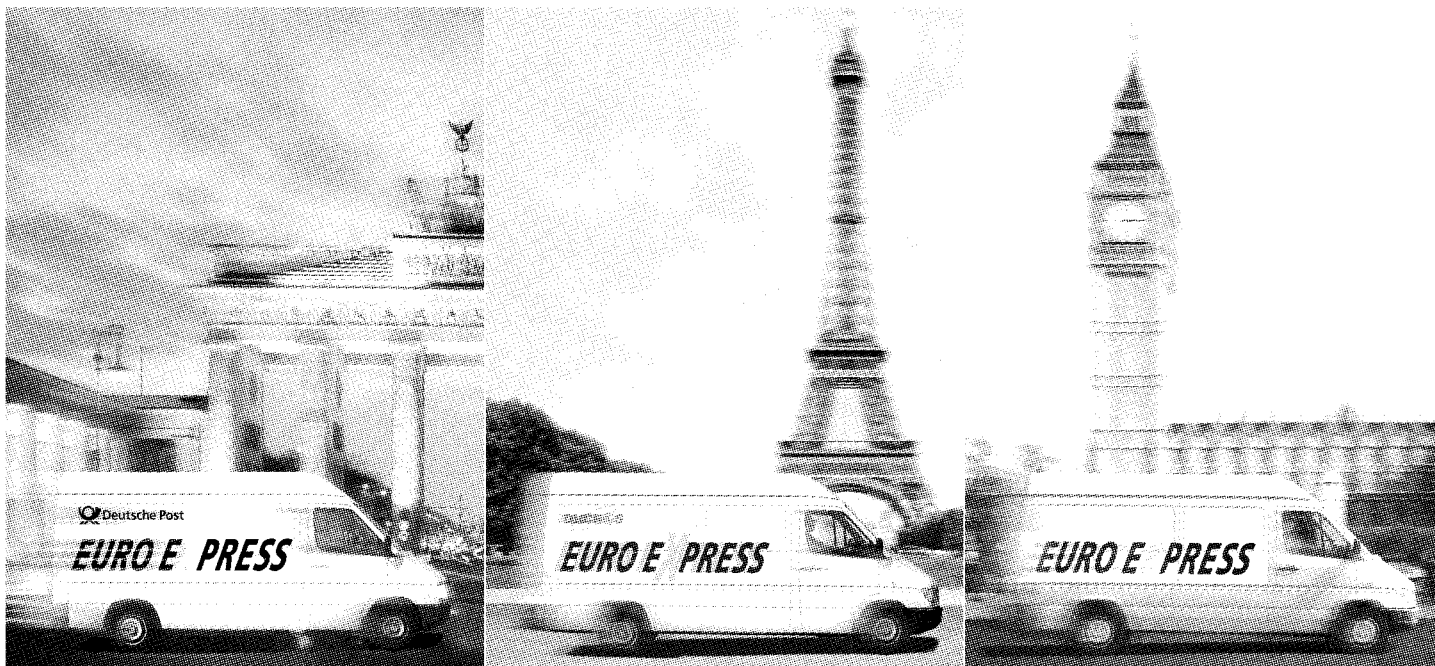
Plus faiblement implantée et donc moins directement concernée par les négociations en cours, DL renvoie ses partenaires dos à dos. Déplorant l'attitude du parti centriste comme l'intransigeance du mouvement gaulliste qui, selon lui, « *jouent au coq* », M. Chanaud affirme ainsi que la droite se dirige vers une vingtaine de primaires « *provoquées*

sciemment par l'UDF et inconsciemment par le RPR ». Interrogé sur l'absence de réunion des trois chefs de parti sur les municipales, M. Madelin rétorque, dans le même esprit, qu'« *il est difficile de faire se parler des gens qui ne veulent pas se parler* ».

Outre Lyon et Nice, et même si le RPR semble disposé à accepter les candidatures de Michel Thiollière, maire sortant UDF de Saint-Etienne, ainsi que du député centriste Pierre Albertini à Rouen, il reste, à l'instar de Metz (*lire page 9*), de nombreux points de désaccord à droite. A Reims, le RPR entend également soutenir la candidature de son député, Jean-Claude Thomas, face au maire sortant UDF, Jean-Louis Schneider, qui avait succédé, le 17 mai 1999, à Jean Falala (RPR), démissionnaire pour raisons de santé. A Grenoble, le RPR conteste la désignation par l'UDF de Françoise Paramelle, qui a déjà échoué à plusieurs reprises. Pour les mêmes raisons, à Rennes, l'UDF répugne à apporter son soutien à l'ancien député RPR Yvon Jacob, dont les chances de succès face à l'ancien ministre PS et maire sortant, Edmond Hervé, apparaissent bien minces. La situation est également tendue dans les Bouches-du-Rhône : le RPR n'entend soutenir le député UDF Christian Kert, qui brigue la succession du sénateur centriste André Vallet à Salon-de-Provence, que dans la mesure où un accord serait trouvé à La Ciotat en faveur de Patrick Bore, suppléant RPR du député DL Bernard Deflesselles.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

Deutsche Post World Net
MAIL EXPRESS LOGISTICS FINANCE



Nous livrons vos colis dans plus de 20 pays d'Europe, comme le prouvent ces 3 exemples.

Euro Express : le nouveau réseau de messagerie en Europe. Euro Express, le réseau européen créé par Deutsche Post, réunit des partenaires professionnels reconnus pour leur compétence locale dans plus de 20 pays. Tout est mis en œuvre pour vous offrir un service personnalisé de la plus haute qualité s'appuyant sur un prestataire unique à travers toute l'Europe. En France, votre partenaire est Ducros Euro Express. Pour plus d'information : www.ducros-euroexpress.com

DUCROS

EURO EXPRESS

La mission Douste-Blazy-Fillon dans les villes « gagnables »

LE MANS

de notre envoyé spécial

Ces deux-là sont de mèche. Alors qu'ils accompagnaient, un jour, Jacques Chirac lors d'une vi-

REPORTAGE

Les deux dirigeants de l'opposition font campagne commune pour les municipales

site officielle au Japon, l'un comme ministre de la culture, l'autre en tant que ministre délégué à la poste et aux télécommunications, l'impératrice les avait confondus, précisément en cause de leurs longues mèches brunes. La ressemblance s'arrête là entre le vibrant président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, et le placide conseiller politique du RPR, François Fillon, entre le libéral européen et le républicain national. Cet été, passant outre les habituelles querelles entre leurs partis respectifs, les deux hommes ont cependant décidé de s'associer pour aller prêcher l'union là où on les réclame et indiquer au passage qu'une nouvelle génération est prête à prendre la relève.

En deux mois, les deux quadragénaires ont lancé, à Nantes, la campagne municipale de l'UDF Jean-Luc Harousseau, premier vice-président du conseil régional des Pays de la Loire, que préside M. Fillon. Le tandem a encore animé des réunions publiques pour le référendum sur le quinquennat dans la Creuse, l'Oise et l'Aube. Mercredi 18 octobre, ils étaient encore ensemble au Mans pour soutenir le candidat d'union de la droite, le député RPR Jean-Marie Geveaux. « *On fait un tour avec François des villes que l'on peut gagner, parce que, si l'on perd les municipales, on ne pourra pas gagner les autres élections* », a expliqué M. Douste-Blazy. Et ces villes susceptibles d'être conquises sur la

gauche ne sont pas nombreuses. « *Le Mans, Tours...* », peine à énumérer le prétendant à la succession de Dominique Baudis à Toulouse.

Déjà candidat à la mairie du Mans en 1995, M. Geveaux a retrouvé au printemps son siège de député, perdu en 1997, à la faveur de la nomination du socialiste Raymond Douyère au conseil politique de la Banque de France et de l'élection législative partielle qui s'en est suivie. Il compte à présent sur le retrait de l'ex-communiste Robert Jarry, maire depuis 1977 et désormais âgé de soixante-quinze ans, auquel le député socialiste Jean-Claude Boulard, déjà président de la communauté urbaine du Mans, prétend succéder. A la tête d'une liste rassemblant le RPR, l'UDF, DL, le MPF, le CNI, voire Génération Ecologie, M. Geveaux ne craint pas de reprendre le slogan du Parti socialiste des années 70, « *changer la vie, changer la ville* » pour « *changer Le Mans* ».

« **MARATHON ÉLECTORAL** »

Pour M. Fillon, adepte de l'union la plus large, « *des souverainistes aux centristes* », dans sa région, les élections municipales constituent la « *première étape d'un marathon électoral, au terme duquel tout sera joué pour longtemps* ». Pour M. Douste-Blazy, en aidant « *ceux qui nous paraissent être la relève* », on peut « *peut-être aider ceux qui sont au-dessus de nous* ». Ce sera la seule référence de la soirée à Jacques Chirac. Dans un théâtre archicomble (973 places), le tandem RPR-UDF aura pu remarquer qu'« *hormis un hommage appuyé à la mise en place, le matin même, d'un comité de liaison des trois groupes de l'opposition à l'Assemblée nationale, les Manceaux ont surtout applaudi l'hostilité du candidat de la droite locale à un projet de multiplexe et sa promesse de créer une police municipale de proximité* ».

J.-L. S.



Les tractations se poursuivent au sein de la droite lyonnaise

LYON

de notre correspondante

Après moult péripéties, Michel Mercier, sénateur, président du conseil général et de la fédération UDF du Rhône, devrait confirmer sa candidature à la mairie de Lyon. L'annonce de sa décision est imminente. Depuis un mois, la droite lyonnaise attendait sa réponse. Le sénateur du Rhône avait été officiellement investi, avant l'été, par la direction de son parti et par celle du RPR. Mais, contraint de subir une intervention chirurgicale liée à un cancer de la prostate, il avait, le 5 septembre, suspendu son engagement dans la campagne. Puis, malgré le feu vert de ses médecins, M. Mercier a longuement hésité devant les difficultés à rassembler toute l'opposition. Mercredi 18 octobre, encore, une ultime réunion a eu lieu à Paris avec le médiateur désigné par le RPR, Jean Besson, pour tenter de sceller un accord définitif.

M. Mercier a dû d'abord convaincre son rival UDF Christian Philip de rentrer dans le rang. Le premier adjoint de Raymond Barre s'était, le premier, lancé dans la compétition, en mars, en tandem avec le député RPR Jean-Michel Dubernard. Contestant les conditions de désignation de M. Mercier, M. Philip avait maintenu sa candidature contre la volonté de François Bayrou. Bien qu'il considère que son tandem était « le plus crédible pour emporter la bataille face au candidat socialiste Gérard Collomb », M. Philip a finalement décidé de se ranger derrière M. Mercier. Reste le cas de son colistier.

M. Dubernard réclame, en échange de son ralliement, un partage des responsabilités, estimant que les récents résultats électoraux ne permettent plus à l'UDF de revendiquer à la fois la gestion de Lyon, de la communauté urbaine, du département et de la région. En fait, M. Dubernard souhaiterait que le contrat passé avec M. Philip soit reconduit : à l'UDF la mairie, au RPR la communauté urbaine. Mais M. Mercier refuse ce partage. « Dans le mandat prochain, avec l'application de la loi Chevènement sur l'intercommunalité, il ne peut pas y avoir de découplage entre mairie et agglomération », fait valoir son équipe. Surtout, la direction de la communauté urbaine a déjà été promise à... M. Philip.

« QU'ILS SE DÉBROUILLENT »

Las des exigences du RPR, M. Mercier a fait savoir qu'il n'accepterait plus aucune condition et il a brandi la menace de son retrait. Le 9 octobre, il avait fait part de sa lassitude, laissant penser qu'il jetait l'éponge. « Qu'ils se débrouillent, j'en ai assez », avait-il lâché. Deux jours plus tard, il affirmait devant le conseil départemental de l'UDF qu'il était candidat. D'entrevues en entrevues, sous les auspices de M. Besson, M. Mercier a fini par accorder quelques gages : il a notamment proposé de réserver une place privilégiée à la RPR Marie-Thérèse Geffroy, maire du 5^e arrondissement de Lyon, qui, comme les UDF Fabienne Lévy et Anne-Marie Comparini, présidente du conseil régional, sur lesquelles il s'appuie, s'était opposée à la réélection de Charles Millon. M. Dubernard acceptera-t-il le marché ? Son ancien mentor Michel Noir, qu'il a discrètement rencontré le 15 septembre, le lui déconseillerait.

L'ancien maire, reclus dans sa maison de la Croix-Rousse, reste silencieux mais pas inactif. Quelques-uns de ses amis, comme le maire du 4^e arrondissement, Gabriel Caillet, et la maire du 7^e, Marie-Chantal Desbazeille, ou encore Jean-Marc Chavent, adjoint à la politique urbaine, qui soutenaient la candidature du RPR Henry Chabert, s'interrogent sur leur stratégie depuis que l'on sait que M. Chabert sera jugé en décembre pour recel d'abus de biens sociaux. « Dans deux ans, le grand aura purgé son inéligibilité. N'oubliez pas que sa circonscription législative, il l'a laissée à Henry Chabert ! », note-t-on à l'UDF et au RPR. De son côté, M. Chabert affirme qu'aucun soutien ne lui fait défaut et poursuit sa campagne, persuadé que la justice lui donnera raison. Malgré la décision de Michèle-Alliot Marie de soutenir l'union autour de M. Mercier, la fédération départementale du RPR suit M. Chabert sans états d'âme, prête à reprendre la flamme s'il était finalement empêché. Samedi,

La difficile fin de l'ère Rausch à Metz

Jean-Marie Rausch (div. d.), maire de Metz depuis 1971, a annoncé officiellement, au printemps, qu'il briguerait un sixième mandat. Sa position n'a pas vraiment surpris, bien qu'il ait déclaré, en 1995, vouloir se retirer de la politique en 2001. Elle a cependant agacé ses amis à droite en raison du motif invoqué : « Personne n'émerge aujourd'hui pour prendre ma succession. » La position de M. Rausch est-elle définitive ? Tout en affirmant vouloir être le rassembleur de toute la droite, à l'exception de l'extrême droite et de Jean-Louis Masson, ancien député RPR, il n'écarte plus l'hypothèse de ne pas se représenter. Mais au profit de qui ? Une liste réunissant sa première adjointe, Nathalie Griesbeck, le député UDF Denis Jacquat et Marie-Jo Zimmermann, chef de file du RPR messin, aurait sa préférence. Mme Zimmermann exclut cette hypothèse. Aussi les états-majors nationaux envisagent-ils une primaire à Metz. - (Corresp.)

M. Chabert tiendra sa première grande réunion de campagne.

Même si M. Mercier réussit à rallier M. Dubernard, la droite pourrait donc être divisée en trois listes, si l'on ajoute à celles de MM. Mercier et Chabert celle de Charles Millon. C'est une de plus qu'en 1995, où la gauche avait réussi à enlever trois des neuf arrondissements. Raymond Barre, dans *Paris-Match* (daté 26 octobre), se dit certes « beaucoup plus inquiet des prochaines élections municipales à Paris que de celles à Lyon », où « un bon candidat de centre-droit devrait pouvoir l'emporter ». Il ne cache pas, cependant, qu'une alternance est possible. Pour l'heure, l'ancien premier ministre effectue un voyage à Alep, en Syrie, accompagné d'André Soulier. L'ancien premier adjoint de l'ancien maire Francisque Collomb a toujours rêvé de jouer le premier rôle et, depuis un mois, il se tient prêt... en cas de défection de M. Mercier !

Sophie Landrin

Le PC parisien ne retient pas la candidature de Pierre Bergé à Saint-Germain-des-Prés

Le PDG d'Yves Saint Laurent s'était proposé comme chef de file dans le 6^e arrondissement

Le comité fédéral parisien du PCF, réuni mercredi 18 octobre, a écarté l'hypothèse, évoquée par la direction à la demande de Robert Hue, de sou-

nir, dans le 6^e arrondissement, la candidature de Pierre Bergé. Le PDG d'Yves Saint Laurent haute couture, qui est membre de l'Association des

amis de *L'Humanité*, s'était proposé à M. Hue pour conduire la gauche « plurielle » dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés.

SERAIT-CE le premier contre-effet de la soirée du couturier italien Prada, le 12 octobre, dans la « bulle » blanche de la place du Colonel-Fabien, où la présence de Robert Hue au milieu du tout-Paris de la mode et du show-biz (*Le Monde* daté 15-16 octobre) a suscité émoi et incompréhension chez bon nombre de communistes parisiens ? Le même jour, pourtant, flanqué de son fidèle mentor Pierre Blotin, le numéro un du PCF déjeunait avec une autre figure de la mode parisienne : le PDG d'Yves Saint Laurent haute couture, Pierre Bergé, dans un restaurant de la capitale où François Mitterrand avait autrefois ses habitudes. Au menu, les municipales à Paris.

Habitant de toujours du 6^e arrondissement de Paris, animateur-bailleur de la sporadique *Gazette de Saint-Germain-des-Prés*, M. Bergé se serait bien vu jouer un rôle de chef d'orchestre de la gauche « plurielle » dans ce quartier-poupon de la vie artistique et culturelle. Adhérent, dès sa création, de l'Association des amis de

L'Humanité et membre du comité de soutien de la liste conduite par M. Hue aux élections européennes de juin 1999, M. Bergé a le cœur à gauche. Toutefois, il avait fait le choix de Jacques Chirac contre Lionel Jospin en 1995, et il a plus d'affinités avec les communistes version Hue qu'avec les socialistes tendance Delanoë.

Sans prendre d'engagement ferme ni définitif, ce qu'il n'est pas

en mesure de faire, M. Hue s'est montré vivement intéressé par la proposition de M. Bergé. Avec une moyenne de 5 % des voix dans la capitale et 2 % dans le 6^e arrondissement, le PCF est toujours à la recherche de l'oiseau rare qui lui permettrait d'améliorer un peu sa position face à un PS dominateur à Paris. Dans l'accord conclu, en mars, sur le plan national, il est écrit que « le PCF a vocation à diri-

ger » à Paris, comme à Lyon et à Marseille, « une mairie en cas de victoire », ce qui ne veut pas forcément dire qu'il a vocation à avoir une tête de liste pour mener campagne.

PAS D'« ULTIMATUM »

Las ! Outre sa faiblesse électorale, le PC parisien est, selon un membre de sa direction, « une petite fédération qui a des ambitions de village ». Si sa direction est acquise à M. Hue, la fédération abrite le principal mouvement de contestation du secrétaire national, l'Appel des 700. Aussi M. Hue avait-il prévu de parler avec Martine Durlach, première secrétaire fédérale, de l'hypothèse d'une candidature de M. Bergé soutenue par le PCF. Au comité fédéral, réuni mercredi 18 octobre, l'idée a été aussi rapidement rejetée qu'évoquée. « Je transmets [à M. Bergé] les amitiés du PC parisien, mais en aucun cas l'investiture », a expliqué Mme Durlach, qui précise qu'elle « ne fonctionne pas à l'ultimatum ».

Alain Beuve-Méry

COMMENT UN INTERNAUTE NOUS RAPPORTE-T-IL DE L'ARGENT ?

Où comment gagne-t-on de l'argent quand on se dit gratuit. Simplement, en étant un média.

La rentabilité d'une radio, d'une chaîne de télévision, ce n'est pas le coût de leur accès, mais bien leurs contenus, leurs programmes, leur audience et les revenus qu'ils permettent de générer. Liberty Surf Group a construit son développement sur ces règles simples et avérées.

Grâce à sa stratégie très offensive sur l'Internet gratuit, Liberty Surf a conquis 2,5 millions d'abonnés en Europe. Il est devenu une marque leader du Net avec un taux de notoriété de plus de 80 %. Grâce à ses contenus et à ses services, le Groupe-média Liberty Surf ne cesse de renforcer son audience. Grâce à cette audience, il bénéficie de revenus de publicité, d'e-commerce et d'interconnexion. Et grâce à ce modèle, le Groupe est en train de s'imposer comme un leader de l'Internet d'aujourd'hui et de demain.

Contenus et services : Le média Liberty Surf Group, c'est à la fois des portails généralistes (LibertySurf.fr, Hispavista.com), des sites de communautés et de pages persos (Respublica.fr, Chez.com), un moteur de recherche (Nomade.fr), un bouquet de chaînes

cinéma (MonsieurCinéma.com), un comparateur de prix (Toobo.com).

Audience : 2,4 millions de visiteurs uniques², 200 millions de pages vues³, 35,2 % de taux de pénétration³ : le Groupe Liberty Surf est dans le Top 5 de l'audience des médias Internet français.

Publicité et e-commerce : Les sites du Groupe accueillent plus de 200 campagnes par mois⁴. Les revenus de publicité et d'e-commerce ont doublé entre le 1^{er} et le 2nd trimestre 2000.

Revenus télécom : Chaque connexion télécom rapporte à Liberty Surf Group plus de 2 centimes par minute. Avec Liberty Surf Télécom, le Groupe dispose en outre de son propre réseau. Au total, avec plus de 320 millions de minutes consommées, les connexions sont devenues une source de profit en France depuis le mois d'août 2000.

Grâce à ce modèle et à la poursuite de sa croissance, le Groupe tiendra ses objectifs de rentabilité à fin 2002.

L'Internaute est encore et toujours la véritable valeur du média Liberty Surf Group.

BREF, UN PEU COMME UN TELESPECTATEUR DEVANT SON ECRAN.

Liberty

Group

Lionel Jospin défend le bilan de la présidence française de l'UE

Le premier ministre, interpellé par l'opposition à l'Assemblée nationale, a fait valoir que l'agenda des Quinze ne se limite pas à la laborieuse réforme des institutions

CONSCRÉE aux affaires européennes, la séance de questions du mercredi 19 octobre, à l'Assemblée nationale, a permis à Lionel Jospin de dresser, après le sommet de Biarritz, un premier bilan de la présidence française de l'Union. Bien que cette présidence soit dominée par la réforme des institutions, objet de négociations difficiles entre les Quinze, le premier ministre a plaidé pour qu'on la juge aussi sur les dossiers qui intéressent directement les citoyens, comme la sécurité alimentaire, celle des transports maritimes après le naufrage du pétrolier *Erika* ou, encore, l'agenda social que la France entend faire adopter au sommet de Nice, en décembre.

« C'est dans la capacité de faire avancer les grandes questions qui préoccupent les Européens et les Français dans leur vie quotidienne qu'on devrait aussi juger les présidences. Et, à cet égard, je pense que la présidence française sera un bon cru », a déclaré le premier ministre en réponse à une question de Pierre Lequiller (DL, Yvelines). L'opposition a surtout profité de

ce débat pour dénoncer les incohérences qu'elle croit déceler entre la politique du gouvernement et ses ambitions européennes. Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne) a mis en cause la politique budgétaire de Laurent Fabius, lui reprochant de ne pas profiter suffisamment des bénéfices de la croissance pour réduire le déficit budgétaire, conformément aux engagements pris pour l'euro. Le ministre de l'économie et des finances s'en est vivement défendu, dans un beau tumulte. Dominique Voynet s'est entendu reprocher par Didier Quentin (RPR, Charente-Maritime) de vouloir faire passer par ordonnance certaines dispositions controversées de la directive Habitat 2000 sur l'environnement.

« DYNAMIQUE DE NÉGOCIATIONS »

A propos de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions, qui doit être conclue à Nice, M. Jospin a déclaré que le sommet de Biarritz avait permis aux Quinze d'entrer « dans une dynamique de négociations ». Il estime que les problèmes

ont été « bien posés » sur les deux questions plus difficiles, la restructuration de la Commission et la pondération des voix au sein du Conseil pour mieux tenir compte du poids démographique des pays. Il a réaffirmé qu'un non-accord à Nice serait « un échec », mais aussi qu'« un accord a minima, qui ne permettrait pas l'élargissement dans de bonnes conditions, ne serait pas un succès ».

Devant les représentants des Parlements nationaux des pays membres et des pays candidats, venus à Versailles débattre des négociations en cours dans le cadre de leur organisation commune, la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (Cosac), M. Jospin avait appelé, le 16 octobre, les petits pays à ne pas s'opposer aux réformes radicales voulues par les grands pays pour rendre la commission plus efficace. « La construction européenne leur a beaucoup apporté en termes de respect dû aux Etats », avait-il plaidé.

Henri de Bresson

Le PCF et les Verts rejettent la baisse de l'impôt sur le revenu

La droite s'est partagée sur ce volet du budget 2001

Les députés ont adopté, mercredi 18 octobre, l'article 2 du projet de loi de finances, qui prévoit un allègement de l'impôt sur le revenu pour 2001 et 2002, et notam-

ment la baisse du taux marginal de 54 %. Les Verts et les communistes ont voté contre. La droite s'est partagée entre le vote « pour » et l'abstention.

Lionel Jospin avait pris soin de déjeuner en tête à tête la semaine précédente -, Augustin Bonrepaux, porte-parole des commissaires socialistes aux finances, ou Jean-Marc Ayrault, président du groupe, qui s'étaient tous opposés au projet gouvernemental de toucher au taux marginal, ont finalement ravalé leur hostilité.

En échange, le gouvernement a étendu l'allègement de la CSG aux salariés qui gagnent jusqu'à 1,4 fois le SMIC, contre 1,3 dans son projet initial, et pris deux mesures défavorables aux hauts revenus : la suppression de l'abattement de 8 000 francs (16 000 francs pour un couple) sur les revenus de valeurs mobilières des contribuables imposés à 54 % et la désindexation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune. La rentrée difficile de M. Jospin a probablement, aussi, renforcé leur devoir de solidarité à l'égard du gouvernement. Toujours est-il que, mercredi soir, on n'a pas entendu les députés socialistes, à l'exception du très fabiusien Didier Migaud, que ses fonctions de rapporteur général obligent à se prononcer sur tous les sujets discutés. A défaut de s'exprimer, les députés socialistes étaient venus plus nombreux que d'habitude pour voter.

« VERNIS À ONGLE »

Le gouvernement avait contre lui la droite, qui, elle, estime insuffisante la baisse proposée. « Vous ne pouvez pas demander à la fois une baisse des déficits plus importante et des allègements d'impôts plus forts », a répondu M. Migaud. Il y avait aussi, et surtout, les communistes et les Verts, qui ont voté contre l'article 2 du projet de budget. Cette mesure « n'est pas acceptée par ceux qui forment le socle du peuple de gauche », a déclaré Christian Cuvilliez (PCF, Seine-Maritime), fustigeant des allègements trop élevés pour les « riches ». Le PCF demandait que l'allègement de la CSG soit étendu aux revenus allant jusqu'à

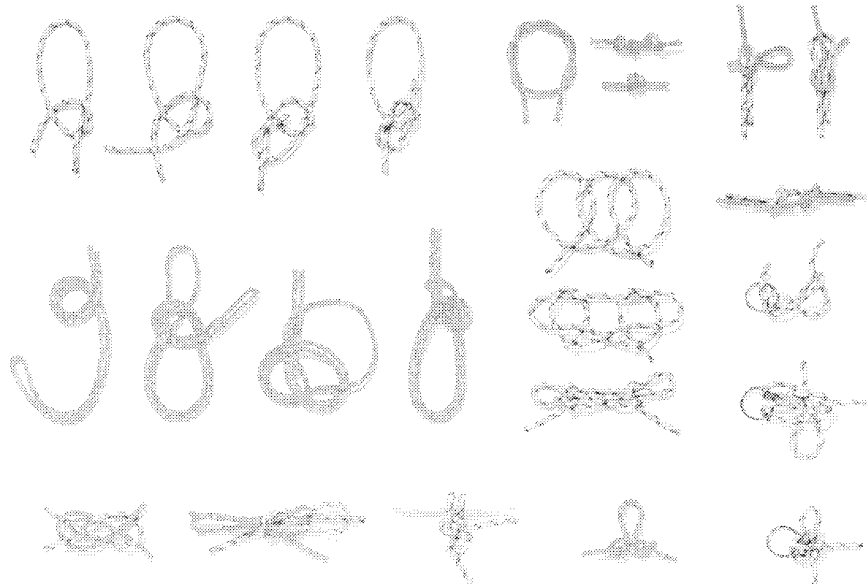
1,8 fois le SMIC. « On a eu un peu de vernis à ongle, mais même pas rouge », confiait, rigolard, M. Cuvilliez à Michel Bouvard (RPR, Savoie), dans la salle des Quatre-Colonnes, en référence à la suppression de la vignette pour les associations loi 1901.

Pour les Verts, Yves Cochet (Val-d'Oise) a expliqué qu'il ne voit « aucune raison économique ou sociale qui justifie la baisse des taux des deux tranches supérieures du barème », jugeant marginale l'évasion fiscale. « Nous comprenons vos préoccupations de justice fiscale. La mesure sur l'IR ne peut être isolée de la mesure sur la CSG », qui vise justement ceux qui ne paient pas d'IR, a répondu M. Migaud à ses collègues. « Il est légitime que la baisse de l'IR concerne tous les taux à partir du moment où la baisse des taux est plus importante pour les tranches inférieures que pour les tranches supérieures. Le plan Juppé, en 1997, lui, était injuste, car il prévoyait la même baisse pour tous », a-t-il ajouté.

Pour M. Pierret, « le gouvernement a voulu assurer un équilibre entre efficacité économique et justice fiscale ». Sur le fond de sa démonstration, le secrétaire d'Etat s'est un peu emmêlé les pinceaux. « Plus de la moitié des ménages ne sont pas imposables. Les 10 % de Français les plus riches paient 64 % de cet impôt. Le pourcent le plus riche en paye 27 % », a-t-il rappelé. Or, pour M. Pierret, c'est « cette très forte concentration » qui « aiguise la contestation de l'impôt de la part des principaux contribuables ». Cependant, a-t-il continué, la réforme aboutira à ce que « les 10 % des Français les plus riches paieront 67 % de l'impôt sur le revenu », soit... davantage qu'aujourd'hui. Pour retomber sur ses pieds, il a souligné que « la dynamique est bien celle d'une justice fiscale réaffirmée », renonçant par là-même à invoquer l'« efficacité économique ».

Virginie Malingre

Face à la multiplicité des réponses standard, la solution personnalisée sera toujours la plus pertinente.



Certains vous font croire qu'il n'y a aucun choix possible. Et que la solution toute faite sera LA solution. Chez Unilog, nous pensons que ce qui est bon pour votre concurrent ne l'est pas nécessairement pour vous.

Nos 5 500 collaborateurs considèrent que vos spécificités sont essentielles car elles vous permettent de faire la différence.

Unilog Management

met l'esprit de progrès et l'engagement de ses 500 consultants en management au service de la performance de votre activité. Conduite du changement, intégration de progiciels, stratégie e-business... nous ne vous imposons pas des solutions, nous construisons la vôtre.

A problèmes uniques, solutions uniques.

Jean-Claude Gayssot ménage les élus au sujet du transport ferroviaire

LES PRÉSIDENTS de région de l'opposition ne décollèrent pas, leurs collègues de la majorité oscillent entre irritation et inquiétude... Ni les uns, ni les autres ne veulent que le transfert à ces collectivités de la gestion des trains express régionaux (TER) de voyageurs - jusqu'à présent assurés par la SNCF - se fasse à leurs frais. Le sujet va revenir sur le tapis, le 24 octobre, à la fin de l'examen au Sénat, en deuxième lecture, du projet de loi sur la solidarité et le renouvellement urbains (SRU), qui doit être définitivement adopté par l'Assemblée nationale le 21 novembre.

Au moment où les élus de droite dénoncent une « mise en cause de l'autonomie fiscale » des collectivités locales - baisse de la taxe professionnelle, suppression de la vignette -, cette réforme alourdit leur contentieux avec le gouvernement. Même si ce sont les présidents de régions qui réclament la responsabilité de l'exploitation des trains régionaux et le renouvellement de matériels roulants vieillissants. En mai, Jean-Pierre Raffarin (DL), président de l'Association des régions de France, avait déjà dénoncé un gouvernement coupable, selon lui, de refuser une compensation intégrale de ces charges nouvelles.

Reçu le 12 octobre par le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, M. Raffarin lui avait demandé un report d'un an - au 1^{er} janvier 2003 - de la réforme. Il est revenu à la charge, mercredi 18 octobre, en accusant l'Etat de « garder les bénéfices du TGV » et de « redonner aux régions les déficits des TER ». M. Gayssot souhaite l'apaisement et reconnaît que les inquiétudes des élus locaux, de droite comme de gauche, sont en partie fondées. « Il faut garantir aux régions que les déficits réels seront bien intégralement compensés,

confie-t-il au Monde. Je fais pression pour cela, y compris sur la SNCF. » Mais celle-ci n'est toujours pas en mesure de fournir des comptes certifiés, région par région, donnant le montant précis de son déficit d'exploitation sur les lignes régionales.

CONFLIT SUR LE LOGEMENT SOCIAL

La solution ? M. Gayssot, qui ne semble pas disposé à repousser la réforme d'un an, devrait proposer, au cours des débats, une « clause de revoyure », afin que, sur la base de comptes précis arrêtés dans les prochains mois, l'Etat définisse le niveau optimum des transferts financiers en faveur des vingt-deux régions métropolitaines. Le ministre des transports souligne qu'il ne faut pas compromettre cette réforme déjà expérimentée dans six régions (Alsace, Limousin, Nord - Pas-de-Calais, Pays de la Loire, PACA et Rhône-Alpes), alors qu'« il existe une attractivité pour ce mode de déplacement ».

Les divergences entre le gouvernement et le Sénat persistent sur un autre volet essentiel du « projet SRU » : l'obligation pour les villes d'avoir, d'ici à 2020, au moins 20 % de logements sociaux. M. Gayssot a rappelé, mercredi, que les modifications apportées par les sénateurs en première lecture « n'auraient pas permis d'atteindre les objectifs » du gouvernement en matière de mixité sociale. « Est-ce trop demander que de faire en sorte que, dans chaque commune, un logement sur cinq permette de répondre à leur demande ? », a-t-il lancé à la droite. Celle-ci est revenue à la charge, jeudi, en réintroduisant un amendement prévoyant que ces 20 % seront calculés au niveau de l'agglomération et intégreront notamment l'accession sociale à la propriété.

Jean-Michel Bezat

Lionel Jospin dessine l'avenir de son gouvernement

Invité de TF1, jeudi soir, le premier ministre devait évoquer la question du cumul des mandats et des fonctions. L'interdiction qu'il avait imposée aux ministres pourrait être assouplie entre les municipales de 2001 et les législatives de 2002

Marylise Lebranchu, nommée ministre de la justice, a été la vedette du remaniement rendu public, mercredi 18 octobre, avant le conseil des ministres. Lionel Jospin a insisté sur la place des femmes dans son gouverne-

ment et particulièrement au poste « symbolique » de garde des sceaux. Il a banalisé le départ de Martine Aubry en soulignant que « quand une équipe a du fond de jeu, (...) on peut changer des joueurs pour un temps et

elle continue à bien fonctionner ». Le premier ministre a également vanté les qualités de « contact et de dialogue » du nouveau secrétaire d'Etat aux PME et à la consommation, François Patriat. Pour le RPR, ce hui-

tième remaniement depuis 1997 « accentue un peu plus l'isolement du premier ministre », qui a successivement vu partir Dominique Strauss-Kahn, Claude Allègre, Jean-Pierre Chevènement et M^{me} Aubry.

ILS SE SONT approprié la cour de l'Élysée, pas mécontents de leur sans-gêne. Certes, les gardes républicains avaient un peu « gâfé » en arrêtant, à l'entrée du pa-

RÉCIT

A Matignon, les conseillers répètent à l'envi le mot du jour : la « fraîcheur »

lais, la voiture du tout nouveau secrétaire d'Etat aux PME et à la consommation, François Patriat, qu'ils ne connaissaient pas. Lionel

Jospin lui a donné sa revanche, en le laissant, une heure plus tard, affronter seul et en premier la masse de caméras et de micros qui guettait la sortie du conseil des ministres. Puis M. Jospin s'est avancé à son tour, entouré de sa nouvelle ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, et de la vedette du jour, Marylise Lebranchu, nommée garde des sceaux.

Il a toutefois attendu d'être revenu dans sa cour à lui, celle de Matignon, pour assurer son autopromotion et livrer son commentaire du remaniement. Il a souhaité que le gouvernement « garde son caractère féminin » et

il a, en particulier, voulu maintenir le « symbole » d'une femme à la justice, parce que « c'est un regard parfois plus humain, plus concret, plus précis sur les grands principes de la justice, mais aussi sur les problèmes de la justice au quotidien », a déclaré M. Jospin. Ce qui m'importait, c'était aussi le choix de la personnalité, quelqu'un qui soit équilibré, humain (...) et qui partage la philosophie qui est la mienne depuis le début, à savoir pas d'interventionnisme dans les affaires de la justice ». Quant à François Patriat, c'est « un homme qui vient du monde rural, qui a le sens du concret, du contact, du dialogue »,

a-t-il dit. Le départ de Martine Aubry ? C'est déjà du passé. « Quand une équipe a du fond de jeu, un système de jeu, on peut changer des joueurs pour un temps et elle continue à bien fonctionner », a précisé M. Jospin.

« MADAME LA GARDE ! »

Le RPR, lui, a vu la faille et s'y engouffre. Ce départ, insiste-t-il, « accentue un peu plus l'isolement du premier ministre ». Patrick Devedjian, porte-parole du RPR, ironise sur la nomination de M^{me} Lebranchu qui « a sans doute été choisie parce qu'elle n'y connaît rien », tandis que Claude Goas-

guen, son homologue de Démocratie libérale, juge « surprenant » de voir nommer « dans un poste extrêmement fragilisé, une personnalité qui n'est pas connue pour ses compétences sur le plan juridique ».

Dans l'après-midi, chacun est parti assurer le « service après-vente » du remaniement. A Matignon, les conseillers répètent à l'envi le mot du jour, la « fraîcheur », comme une réponse lointaine à l'image de déjà vu du précédent remaniement, marqué par l'entrée de Laurent Fabius et de Jack Lang. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, M^{me} Lebranchu se prête sans rechigner aux questions. « Cela a été une surprise totale », confie-t-elle. Tout est allé très vite. « On m'a sollicitée mardi vers 11 heures et j'ai eu confirmation de ma nomination vers 16 heures ». « Mon premier sentiment, c'est la confiance que me fait Lionel Jospin. Il y a aussi une certaine forme d'anxiété », ajoute-t-elle. François Hollande, premier secrétaire du PS, se précipite : « Je te fais la bise, madame la garde ! » Le choix de « Marylise », comme celui de M. Patriat, c'est « une prime au sérieux, au travail et à la proximité », souligne de son côté Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS de l'Assemblée. Dans l'entourage de Dominique Voynet, on se félicite de la nomination de M. Patriat, « crédit d'une bonne éco-compatibilité ». Bernard Roman (PS), président de la commission des lois, qui va beaucoup travailler avec la nouvelle garde des sceaux, a des mots moins choisis : « Il fallait oser. C'est un choix couillu de la part de Jospin ! »

A Sciences-Po, la leçon magistrale du professeur Strauss-Kahn

ON NE VOIT qu'elles. Des affichettes en noir et blanc ont envahi la « péniche », le hall de Sciences-Po, auquel un long banc de bois ovale donne son nom. Elles annoncent pour le jeudi 19 octobre, à 19 heures, un « cours facultatif pour tous les étudiants », dispensé par les constitutionnalistes Guy Carcassonne et Olivier Duhamel. Sujet : « La responsabilité du président de la République ». Mais ce n'est pas pour eux que la foule se presse, mercredi matin, vers le grand amphithéâtre Emile-Boutmy. Ce jour-là, le professeur s'appelle Dominique Strauss-Kahn.

L'ancien ministre des finances, revenu dans l'actualité après sa démission liée à l'affaire de la MNEF, pour avoir détenu la cassette vidéo de la confession de Jean-Claude Méry sur le financement du RPR, inaugure un cours magistral en quatorze leçons, « Concepts fondamentaux de l'analyse économique ». Sur les panneaux réservés aux syndicats d'étudiants, l'Union nationale universitaire (UNI), proche du RPR, étale ses slogans en lettres blanches et rouges « MNEF-PS, rendez l'argent des étudiants ». Simon, Maxime, Adrien et Héloïse

n'en ont cure. « Pour une fois on est très impatient d'aller en cours », s'amuse-t-ils. Par curiosité ? « Non, parce que c'est obligatoire et qu'on aura un contrôle dessus ! », répliquent ces étudiants de deuxième année.

Détendu, souriant, gagnant la chaire avec un quart d'heure d'avance devant un amphithéâtre à moitié plein – un exploit en soi – « DSK » avoue qu'il ne « s'attendait pas » à ce que Richard Descoings, le directeur de l'Institut d'études politiques, lui confie ce cours. Ce sera « le » grand cours d'économie de l'année, une sorte de produit d'appel, pour un cursus entièrement rénové qui s'étale désormais sur cinq ans.

« NI DE LA MICRO NI DE LA MACRO »

« Cela me fait plaisir de retrouver des étudiants, c'est mon métier de base. Ce cours est un exercice sur le fil, ni de la micro ni de la macro », explique en aparté M. Strauss-Kahn. Une jeune fille passe, qu'il embrasse. Marine, étudiante en psychopathologie à Nanterre, veut « écouter la leçon inaugurale » de son père. Pour le reste, il ne redoute aucune question

liée à son autre vie, celle du politique, pas de l'universitaire. « Ces questions ne viendront pas, assure-t-il, l'université est un lieu protégé. »

L'amphi déborde à présent. Tant pis pour les retardataires. Une salve d'applaudissements accueille le professeur. C'est parti pour deux heures brillantes, solides, conceptuelles et concrètes, qui voient défiler comme des amis éclairants les grands noms de l'économie. La courbe de Pareto et l'utilité marginale deviennent quasiment un jeu d'enfant. « Des questions ? », demande sans cesse l'orateur à un auditoire qui rit des bons mots, savoure les anecdotes et gratte du papier à n'en plus finir. Alexandre, catrien et étudiant de cinquième année, est « bluffé » de la facilité avec laquelle le professeur a fait passer « la philosophie de l'économie qui ne se conçoit habituellement qu'avec des mathématiques ». « Génial, clair, plein d'humour ! », s'enthousiasme Aude et Laura. « Il a tout repris à la base, et j'ai enfin compris », s'étonne Maxime. Deux heures sereines dans la bulle du savoir.

Béatrice Gurrey

Service France

Cumul des mandats : M. Jospin entre efficacité et vertu

NUL N'IMAGINE, et sans doute pas l'intéressée, qu'Elisabeth Guigou occupe les fonctions de ministre de l'emploi et de la solidarité pour cinq mois. C'est pourtant ce qui se produirait si la ministre emportait la mairie d'Avignon lors des municipales de mars 2001 et si Lionel Jospin maintenait la règle, instituée en juin 1997, empêchant le cumul des fonctions de ministre et de maire d'une ville de plus de 20 000 habitants. Bon gré mal gré, tous les ministres ont dû s'y plier, à l'exception de Daniel Vaillant, arguant qu'il n'était que maire

d'arrondissement et, bien sûr, les maires de petites communes, comme Michel Sapin ou Christian Paul. Maire de Chailly-sur-Armançon (Côte-d'Or), qui ne compte que 193 habitants, François Patriat, le nouveau secrétaire d'Etat aux PME, ne court ainsi pas le risque de se voir appliquer la jurisprudence Jospin.

Pour avoir été la plus zélée, ou la plus exemplaire, dans l'application de cette règle, Catherine Trautmann, seule à être redevenue simple conseillère municipale, a eu le plus grand mal, lors de son départ du

gouvernement en mars, à reprendre à Roland Ries son fauteuil de maire de Strasbourg. En mars 2001, dans les villes de plus de 20 000 habitants, six ministres socialistes prétendent au fauteuil de maire : Pierre Moscovici à Montbéliard (Doubs), Jack Lang à Blois (Loir-et-Cher), Jean-Jack Queyranne à Bron (Rhône), Louis Besson à Chambéry (Savoie), M^{me} Guigou à Avignon (Vaucluse) et Christian Pierret à Saint-Dié (Vosges). Quant à M. Vaillant, devenu ministre de l'intérieur, il compte bien défendre son XVIII^e arrondissement de Paris contre les éventuels assauts de Philippe Séguin. Nouvelle ministre de la justice, Marylise Lebranchu conduit la liste socialiste à Morlaix (Finistère), en dessous du seuil des 20 000, mais sans vouloir redevenir maire. Il en est de même pour Claude Bartolone au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis).

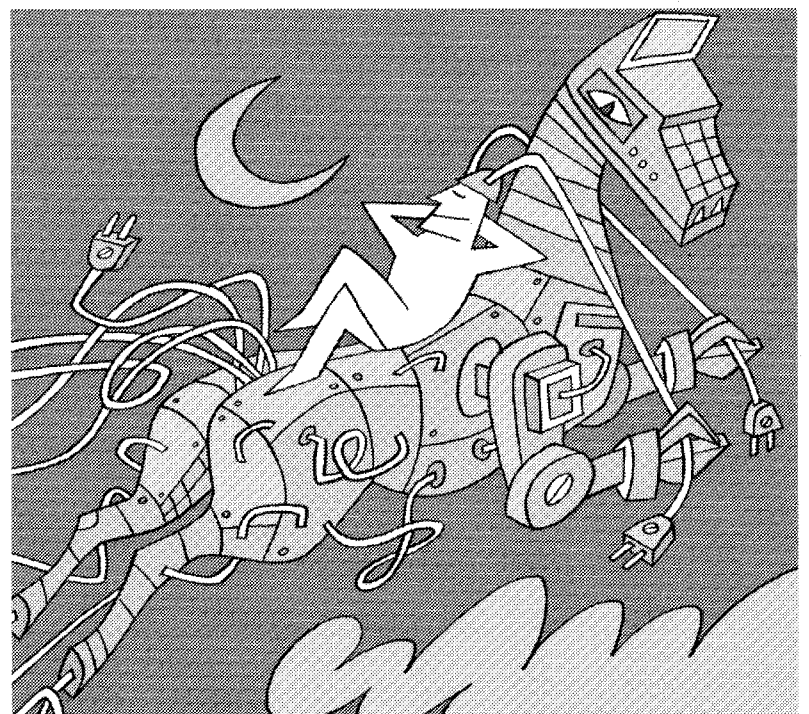
ÉQUIPE DE COMBAT

Pour les trois autres partis de la gauche « plurielle », Dominique Voynet défendra les couleurs des Verts à Dole (Jura), Roger-Gérard Schwartzberg celles du PRG à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) et Jean-Claude Gayssot celles du PCF à Béziers (Hérault). M. Schwartzberg, ministre de la recherche, ne s'est pas privé, le 17 octobre, de souhaiter « un assouplissement de la règle ».

Dans son scénario le plus optimiste, M. Jospin peut-il se résigner à voir partir sept ou huit ministres ayant conquis une mairie à un an des élections législatives de 2002 ? Se posant en contre-modèle par rapport à Martine Aubry, qui a quitté le gouvernement pour être élue maire de Lille, M^{me} Guigou répète à l'envi que les fonctions de ministre de l'emploi et de maire d'Avignon sont conciliables et que M. Jospin tranchera. Déjà, le premier secrétaire du PS, François Hollande, plaide pour un assouplissement et laisse entendre que le premier ministre devrait se ranger à son avis. M. Jospin pourrait entretenir le flou jusqu'en mars 2001. A ce moment-là, il sera probablement obligé de transformer son gouvernement en équipe de combat pour 2002, l'efficacité prenant le pas sur la vertu.

Michel Noblecourt

12^e FORUM Le Monde LE MANS



OÙ NOUS EMPORTENT LES TECHNIQUES ?

VENDREDI 27, SAMEDI 28 et
DIMANCHE 29 OCTOBRE 2000

Le Monde



PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE DU MANS

Daniel d'ADAMO - Dominique BOURG - Luc FERRY - Hélène FRAPPAT - Pierre GERVASONI - Pierre GUERLAIN - François GUERY - Marie-Angèle HERMITTE - Gilbert HOTTOIS - Julien HUSSON - Dominique JANICAUD - Axel KAHN - Catherine LARRERE - Dominique LECOULT - Jean-Yves LE DÉAUT - Philippe LHERMINIER - Catherine PERRET - Joël de ROSNAY - Jean-Jacques SALOMON - Lucien SFEZ - Peter SLOTERDIJK - Jacques TESTART - Dominique THOUVENIN - Monette VACQUIN.

Renseignements : DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE
Service CULTURE

Téléphone : 02 43 47 38 60 - Fax : 02 43 47 49 04 - Internet : m-tremblais.culture@ville-lemans.fr



magazine littéraire

HORS-SÉRIE N° 2

Le siècle de PROUST
de la Belle Époque à l'an 2000

En vente chez votre marchand de journaux à partir du 14 octobre : 38 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss	<input type="checkbox"/> Cioran
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> Jean Genet	<input type="checkbox"/> Schopenhauer
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> Roland Barthes	<input type="checkbox"/> Jean Giono
<input type="checkbox"/> Marguerite Duras	<input type="checkbox"/> Georges Perec	<input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Céline, le Voyage	<input type="checkbox"/> Les Exclus
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> Hermann Hesse	<input type="checkbox"/> Ionesco
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Rabelais	<input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald
<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> L'existentialisme	<input type="checkbox"/> Descartes
<input type="checkbox"/> George Sand	<input type="checkbox"/> Paul Verlaine	<input type="checkbox"/> Oscar Wilde
<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> Aragon	<input type="checkbox"/> Le souci, éthique de l'individualisme
<input type="checkbox"/> Tchekhov	<input type="checkbox"/> La Haine	<input type="checkbox"/> Thomas Mann
<input type="checkbox"/> André Gide	<input type="checkbox"/> Marx	<input type="checkbox"/> André Malraux
<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke	<input type="checkbox"/> Michel Foucault	<input type="checkbox"/> Apollinaire
<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant	<input type="checkbox"/> Ernst Jünger	

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36
www.magazine-litteraire.com

ÉDUCATION Neuf millions de familles sont appelées à élire, vendredi 20 et samedi 21 octobre, leurs 273 000 représentants dans les établissements scolaires. Tout indique

que les rapports entre les parents d'élèves et l'institution scolaire ne sont pas en voie d'amélioration. ● SELON les spécialistes, jamais le consumérisme scolaire n'a été aussi

virulent et l'expression collective des parents aussi déficiente. ● LES FÉDÉRATIONS de parents d'élèves, sur lesquelles Claude Allègre s'était appuyé, peinent à répondre aux

attentes contradictoires des familles et à s'ouvrir aux milieux modestes. ● ROBERT BALLION, sociologue, s'inquiète des inégalités croissantes parmi les parents ; il décrit la

montée de comportements individualistes de la part de ces derniers et la difficulté des enseignants à prendre en compte le contexte social dans lequel vivent les élèves.

Les relations entre les parents et l'école restent marquées par la méfiance

Neuf millions de familles sont appelées, vendredi 20 et samedi 21 octobre, à désigner leurs représentants dans les établissements scolaires. En dépit de l'extension de leurs droits, les parents, de plus en plus individualistes, ont bien du mal à faire entendre leurs voix

MESSAGE adressé par une « ancienne » institutrice à ses collègues débutants : « *Tout comme avec leurs enfants en début d'année, fais savoir aux parents qui est le maître.* » Ce conseil figure dans un numéro spécial de la revue du principal syndicat d'enseignants des écoles, le SNUipp-FSU, vendu en kiosque à la rentrée. S'il a dû en heurter plus d'un, il résume néanmoins parfaitement l'état des relations parents-école. Au moment où neuf millions de familles élisent leurs 273 000 représentants dans les établissements scolaires, vendredi 20 et samedi 21 octobre, rien n'indique que les rapports entre l'institution et ses usagers soient en voie d'amélioration. « *Ils ne nous veulent que pour les kermesses de fin d'année* », résume, à sa manière, Corinne Tapiéro, présidente de la PEEP-Paris.

Pour les chercheurs spécialistes de la question, jamais le consumérisme scolaire n'a été aussi virulent, et l'expression collective des parents aussi déficiente (lire ci-dessous). « *Le mouvement des parents d'élèves n'a guère profité de l'évolution très favorable de la législation en matière de reconnaissance de droits* » depuis 1989, relève Yves Dutercoq, chercheur à l'Institut national de la recherche pédagogique. La loi de 1989 désigne pourtant les parents comme « *partenaires permanents des établissements scolaires* ». Pis, la méfiance persistante manifestée par l'école devant

des propositions, voire un éventuel contrôle des parents, a pour conséquence de limiter l'expression de ces derniers. « *Ils sont conduits à se censurer eux-mêmes et à n'exprimer que les demandes qu'ils supposent recevables*, poursuit M. Dutercoq. *La participation des parents n'est souhaitée que lorsqu'elle s'inscrit dans le projet défini par le personnel.* »

DES MALENTENDUS À LEVER

Cette attitude, estime ce chercheur, encourage la défection (ou l'absence) des parents, qui, finalement, ne sont jamais aussi forts que lorsqu'ils menacent de retirer leur enfant de leur établissement. Elle laisse aussi toute sa place au consumérisme « *individualiste* » des parents. Ainsi, une famille « *peut très bien s'accommoder d'un établissement qui fonctionne mal pourvu qu'une classe d'excellence tenue par une équipe pédagogique fiable subsiste* ». Le rapport de forces existant permet au bout du compte « *que les choses se passent sans trop de heurts, le plus habile s'en sortant le mieux sans que cela fasse de bruit* », conclut Yves Dutercoq.

Le malentendu serait-il impossible à lever ? Vocabulaire abscons de l'administration, instances réunies à des horaires incompatibles avec le quotidien des familles, convocations pour ne parler que de ce qui va mal... Marylène Couffin, responsable départementale de la PEEP dans le Rhône et militante

depuis dix-neuf ans au sein de cette fédération, s'interroge aussi sur la dimension « *affective* » de la relation adulte-enfant. « *Mes enfants* », d'un côté, « *mes élèves* », de l'autre, renvoient chaque partie « *à son métier* ». « *Les parents attendent qu'on leur parle de la vie de l'enfant et pas seulement de la vie de l'établissement* », note M^{me} Couffin.

Apprendre « un langage commun »

L'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Créteil a inauguré en 1999, avec le soutien de la délégation interministérielle à la famille, un module de formation aux relations avec les parents, coanimé par des universitaires et des représentants de fédérations de parents d'élèves. Découverte de leurs associations, observation *in situ* d'expériences dans des collèges, travail sur les bulletins scolaires, la formation basique vise d'abord à ce qu'enseignants et parents parlent « *un langage commun* », explique Jean-Louis Auduc, directeur adjoint de cet IUFM. Ressenti dans l'académie de Créteil comme « *une nécessité pour que les jeunes enseignants ne se retrouvent pas en difficulté* », notamment face aux parents issus de l'immigration ou de milieux défavorisés, le module a attiré quarante stagiaires. Il devrait en accueillir deux cents cette année. L'éducation nationale étudie la possibilité d'étendre ce module à d'autres IUFM.

Parents et enseignants parviennent pourtant à s'associer quand il s'agit de défendre les moyens accordés au système éducatif : les conflits de la carte scolaire, avec leur lot d'occupation d'écoles, la question de la violence, ou encore les batailles des deux dernières années liées à la refonte de la carte des zones d'éducation prioritaire

(ZEP), font prendre conscience à chaque camp qu'ils ont besoin les uns des autres et leur permettent de mieux se connaître. Outre ces alliances, nouées dans et par les crises, Yves Dutercoq relève « *l'apparition de représentants de parents d'élèves étrangers, d'un militantisme de quartier, animé par des "autodidactes", qui s'associent au*

aux parents à un travail approfondi avec le quartier.

Avec ses 41 familles, Rémi Casteres, directeur de l'école de Saint-Didier-sous-Riverie, dans les environs de Lyon, tente ainsi de « *professionnaliser* » la relation avec les parents : à eux tout le périscolaire, géré par une association, aux enseignants la pédagogie. Chacun rencontre toutes les familles de sa classe, et quand les parents ont un problème, Rémi Casteres demande à l'élève, à ses parents et à son enseignant de remplir une fiche pour proposer des solutions : « *les gens ne viennent plus en consommateurs pour protester mais pour réfléchir ensemble, en situation de coéducateurs* », précise M. Casteres. Tous les deux mois, une réunion ouverte parents-professeurs permet même « *d'aborder sur le fond les pratiques pédagogiques, pour expliquer que les insis n'ont pas des lubies, mais construisent les apprentissages* ».

DES INITIATIVES

Au collège Pablo-Neruda d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), la nécessité de « *rendre lisible l'école aux parents* » a été inscrite au rang de priorité. Une quinzaine de mères ont été formées à la connaissance du système éducatif afin qu'elles deviennent des relais pour les familles. « *Trop de parents n'osent pas venir à l'école par peur et par méconnaissance et non, comme on a tendance à le dire, par désintérêt* »,

explique Alain Verlainne, principal de ce collège en ZEP.

Les discours ministériels sur l'importance de la « *communauté éducative* » à laquelle les parents doivent « *participer activement* » n'ont pas manqué ces dernières années. Lorsqu'elle était ministre déléguée à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal avait fait des relations parents-école un cheval de bataille : création de la Semaine des parents à l'école, lancement d'une campagne télévisuelle nationale pour les élections, instructions pour que les parents séparés soient également informés de la scolarité de leur enfant, etc. En parallèle, la délégation interministérielle à la famille (DIF) a, en 1998 et 1999, tenté d'avancer des idées, dans cinq domaines : orientation, violence, formation des maîtres, écoles ouvertes aux parents, création de lieux d'échange dans et hors des établissements. Assorties d'une quinzaine d'expérimentations, les réalisations semblent satisfaisantes, mais bien peu nombreuses. « *Il faut que l'éducation nationale s'empare du sujet*, assure Georges Fotinos, chargé de mission à l'inspection générale, qui avait été détaché à la DIF pour lancer ces expérimentations. *D'autant que de nombreux recteurs, inspecteurs, chefs d'établissement ou enseignants sont demandeurs.* »

Sandrine Blanchard et Nathalie Guibert

La FCPE et la PEEP, peu en phase avec les attentes des familles, affrontent une crise de confiance

CLAUDE ALLÈGRE avait fait volontairement des parents ses alliés, dans sa stratégie de jouer l'opinion publique contre les enseignants. En martelant qu'il voulait « *mettre l'enfant au centre du système éducatif* », l'ancien ministre de l'éducation nationale s'était naturellement assuré du soutien des fédérations de parents d'élèves. D'ailleurs, jamais la Rue de Grenelle n'avait autant reçu les deux grandes fédérations de parents d'élèves de l'enseignement public, la FCPE et la PEEP. Ces dernières n'ont cessé d'encourager les réformes en allant, au plus fort des manifestations anti-Allègre, jusqu'à s'associer à un appel « *contre l'immobilisme et le corporatisme* ».

Ce soutien ne leur a pas pour autant permis de trouver un nouveau souffle. Il a même engendré, notamment au sein de la FCPE, des débats houleux entre les instances nationales et les responsables locaux. En Seine-Maritime, département qui a voté contre le rapport d'activité lors du dernier congrès de juin, « *les adhérents n'ont pas eu l'impression que les*

mouvements très importants engagés contre la carte scolaire aient été reconnus », rappelle Corinne Guyader, la présidente FCPE. Dans les Hauts-de-Seine, les adhérents reprochent à la direction nationale d'avoir été trop proche du ministre et de s'être « *enfermée dans un mode de pensée unique* ». Pas assez « *gauche plurielle* » pour les uns, trop « *politique* » pour les autres, la FCPE n'en finit pas de porter son héritage, né du Syndicat national des instituteurs (SNI) après-guerre.

BONNES VOLONTÉS DÉCOURAGÉES

Etiquetée à droite, la PEEP héritière d'une image de fédération « *des femmes de médecin* », tandis que la FCPE, classée à gauche, reste pour beaucoup la « *fédé de parents profs* ». Mais aujourd'hui, avec 350 000 adhérents revendiqués pour la FCPE (contre 1 million à la fin des années 60), 300 000 pour la PEEP, des budgets équivalents (29 millions de francs pour la première, 20 millions de francs pour la seconde), vingt permanents chacune, les deux sœurs se ressemblent de plus en plus, même si la FCPE conserve une écrasante avance électorale sur sa concurrente.

Les fédérations se retrouvent, sur le fond, pour défendre l'aide individualisée dans le secondaire, l'évolution du métier d'enseignant, l'utilisation des nouvelles technologies, l'apprentissage précoce d'une langue étrangère. A tel point qu'elles peinent à expliquer ce qui les sépare : « *La notion de gratuité et le collège unique* », liste Christian Janet, président de la PEEP. « *La laïcité et le service public* », cite Georges Dupon-Lahitte, son homologue de la FCPE.

Elles sont toutes les deux confrontées aux mêmes difficultés : concurrence, dans le primaire, des associations locales indépendantes des parents, manque endémique de militants, bénévolat, incapacité d'étendre leur audience dans les milieux populaires, difficulté à traduire dans leur discours national les préoccupations des parents de base. « *C'est la faiblesse du soutien de la FCPE aux demandes de création de postes supplé-*

mentaires qui nous a poussés à créer un regroupement de parents indépendants », explique ainsi Pierre Girard, porte-parole de la coordination interparentale de l'Hérault, qui s'était associée, au printemps, aux manifestations des enseignants. Conséquence : des listes indépendantes ont été créées dans des dizaines d'écoles de Montpellier pour ces nouvelles élections. Autre problème, « *les groupements indépendants attirent beaucoup de parents qui ont peur du mot fédération, peur de l'étiquette politique, peur d'être obligés de suivre un mot d'ordre national* », regrette Marylène Couffin, déléguée départementale PEEP dans le Rhône. « *Nous avons encore un fonctionnement archaïque, convient un responsable FCPE : au congrès, nous avons toujours des "mandats" en fonction de notre nombre d'adhérents ! Il faudrait plus de démocratie directe.* » Enfin, le comportement de certains responsables locaux, plus soucieux de l'intérêt de leur propre enfant que de celui de son établissement, décourage parfois les bonnes volontés.

Face à ces critiques, les directions nationales font valoir qu'elles changent. Aux offres de services aux familles, elles ont adjoint un projet éducatif. « *Les adhérents FCPE sont beaucoup plus divers. Nous ne sommes plus la fédération des parents-profs* », affirme aussi Georges Dupon-Lahitte, soulignant que la direction nationale compte quatre enseignants sur vingt-quatre administrateurs. « *Les fédérations font des efforts pour évoluer, prennent contact avec des chercheurs pour étoffer leur pensée. Il leur reste à mieux prendre en compte ce qui vient d'en bas* », analyse Yves Dutercoq, chercheur à l'INRP. « *La vraie question pour nous est de savoir comment être en prise avec la cité* », convient le président de la FCPE. Les réseaux d'aide et d'écoute des parents lancés en 1999 par le ministère délégué à la famille pourraient, selon lui, changer la donne. Mais « *nous nous tournons aussi vers l'éducation nationale : que fait-elle pour aller chercher les familles modestes ?* ».

S. Bl. et N. G.

Robert Ballion, sociologue, spécialiste des stratégies familiales « Les comportements consuméristes se banalisent »

« *Comment ont évolué les relations entre l'école et les parents depuis vingt ans ?*

– En termes de changement dans le fonctionnement de l'institution éducative, c'est un constat d'échec. En vingt ans, la participation des parents n'a pas progressé, le consumérisme a augmenté, finalement, la situation s'est considérablement aggravée.

– **Pourquoi ?**

– La raison fondamentale, c'est que le système éducatif français est antinomique avec la participation des familles. Il a été conçu pour éviter toute intervention externe dans son fonctionnement, c'est l'Etat éducateur. Les parents ont toujours été considérés comme des gêneurs. Ce qui doit être fait à l'école ne résulte pas du besoin exprimé par les usagers mais de la conception que se fait la collectivité nationale de ce qu'il faut faire pour former des citoyens. Quant au mouvement « *parents d'élèves* », il est soumis à une contradiction qui l'affaiblit. Il est à la fois une instance d'expression de l'intérêt général et un groupement d'intérêts particuliers. Il suffit de regarder la position des parents sur les rythmes scolaires. Au niveau général, ils ne peuvent que prendre position en fonction des données scientifiques qui prouvent qu'il faut étaler la semaine scolaire. Mais au niveau individuel, les parents préfèrent la semaine de quatre jours pour disposer de leurs week-ends.

– **Certains enseignants font de plus en plus référence à la « démission » des parents pour expliquer leurs difficultés.**

– La situation est en train de craquer pour deux raisons : on ne peut pas se passer des familles dans la problématique de l'échec scolaire et, plus profondément, parce que la question de la prise en compte globale de l'enfant est en jeu. Les enseignants ne peuvent plus considérer les jeunes uniquement dans leur dimension d'apprenants, ils sont obligés de les considérer comme des personnes ayant des comportements plus ou moins adaptés à ce qu'attend l'institution scolaire.

– **La notion de coéducation est donc plus que jamais nécessaire ?**

– Elle est indispensable. Les enseignants ont besoin de la coopération des parents. En demandant par exemple à l'institution scolaire de prendre en compte la prévention des conduites à risque, la souffrance des adolescents, on entre dans un domaine privé. Sans coopération, on va droit au clash. C'est ce qui se passe dans beaucoup d'endroits. Par exemple, dans les affaires de cannabis, certains fournisseurs sont confrontés à des parents qui disent que ce n'est pas grave alors qu'autrefois, ils se contentaient de nier. En outre, on assiste à une banalisation des comportements consuméristes. On le voit très bien par l'importance accordée au choix des lycées distingués par les palmarès publiés dans les médias.

– **Comment ces comportements consuméristes se manifestent-ils ?**

– Nous allons vers une relation de clientèle et un comportement dual. D'un côté, il y a des usagers soumis et captifs, du fait de leur méconnaissance du système. De l'autre, on trouve des clients qui ont des capacités de choix. Ces derniers ont une position de chantage : ou vous me donnez ça, ou on va ailleurs. Nous allons vers une école à deux vitesses : une pour les gens qui ont les moyens de ne pas se soumettre, et une pour le tout-venant.

– **Quelles sont les conséquences dans les établissements ?**

– La coupure est désormais nette : d'un côté, les couches moyennes et supérieures refusent la contrainte de l'institution et mettent en avant la convenance personnelle. Leurs enfants s'absentent, par exemple, pour cause de vacances

familiales. De l'autre côté, dans les milieux populaires, se développe une agressivité à l'égard de l'école qui, autrefois, n'existait pas. On vient dire à l'école tout ce que l'on ne peut pas dire au commissariat, à la mairie ou à la préfecture. L'école est la seule institution visible qui porte la contradiction des idéaux d'égalité et d'une réalité d'exclusion.

– **Les enseignants, en tant que parents, ne sont-ils pas les premiers à profiter du système ?**

– C'est une schizophrénie très française. C'est la conscience malheureuse : on est obligé d'agir ainsi, bien que ce soit contraire à nos principes. En matière de consumérisme scolaire, les chiffres sont éclatants : deux catégories de parents sont surreprésentées dans les familles dont les enfants étudient ailleurs que là où ils devraient étudier : les enseignants et les responsables des associations de parents d'élèves. La mission des délégués de parents d'élèves est aussi profondément viciée par le soupçon qui porte sur la nature de l'engagement. C'est choquant à dire, mais tout le monde le sait sur le terrain : beaucoup de « *militants* » d'associations de parents d'élèves trouvent dans leur engagement le moyen d'avoir un placement intéressant pour eux dans l'institution scolaire. Quant aux enseignants, ils s'en sortent par l'argument affectif – « *nos idées c'est bien beau, mais mon enfant d'abord* » –, et aussi en considérant que c'est un avantage en nature qui compense la médiocrité de leurs salaires. »

Propos recueillis par Sandrine Blanchard

XV^{ème} Fête du livre de Saint-Etienne

Le grand rendez-vous de la rentrée littéraire.

20 - 21 - 22 octobre 2000

Fête du livre de Saint-Etienne

www.mairie-st-etienne.fr

3615 Saint-Etienne

Deux proches de François Mitterrand soupçonnés d'être intervenus dans l'affaire des frégates

Le docteur Raillard et le général Voungny auraient cherché à favoriser le versement d'une commission

Laurent Raillard, ancien radiologue, intime de François Mitterrand, a été interrogé, lundi 16 octobre, par les policiers chargés de l'enquête sur

la vente des frégates françaises à Taïwan. M. Raillard, ainsi que le général Voungny, ancien chargé de mission auprès de M. Mitterrand, sont

soupçonnés d'être intervenus à l'Elysée, en 1992, pour favoriser le versement par Thomson-CSF d'une commission de 160 millions de francs.

OUTRE celui de Roland Dumas, le rôle de deux autres familiers de François Mitterrand dans la vente des frégates françaises à la marine de Taïwan, en 1991, et plus précisément dans les coulisses financières de ce contrat, suscite des interrogations judiciaires. Les enquêteurs de la brigade financière ont questionné, lundi 16 octobre, le docteur Laurent Raillard, ancien radiologue qui comptait parmi les intimes de l'ancien président de la République.

Déjà mis en examen à plusieurs titres dans l'affaire Elf (*lire ci-contre*), celui-ci est soupçonné d'être intervenu auprès de l'Elysée, en 1992, pour favoriser le versement, par Thomson-CSF, d'une commission de 160 millions de francs en partie destinée à la compagnie de Roland Dumas, Christine Deviers-Joncour. Le nom de M. Raillard a été cité par le général Philippe Voungny, ancien chargé de mission auprès de François Mitterrand pour les questions de défense, qui a lui-même reconnu avoir « transmis un message » en ce sens au PDG de Thomson de l'époque, Alain Gomez.

Interrogé le 20 septembre par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, le général Voungny, dont l'intervention était mentionnée dans les notes internes des dirigeants de Thomson saisies au début de l'été (*Le Monde* du 20 juillet), a assuré que le « message » adressé à M. Gomez « n'émanait ni du président ni d'un politique », mais de M. Raillard. « M. Raillard est venu me voir à l'Elysée, a-t-il raconté, pour me dire qu'il y avait un problème chez Thomson, qui refusait

de régler un de ses réseaux [d'intermédiaires] et me demandait si je pouvais m'informer auprès d'Alain Gomez des raisons de ce refus de payer. » Sollicité par *Le Monde*, M. Raillard, âgé de quatre-vingts ans, a contesté, mercredi 18 octobre, avoir demandé au général Voungny d'intervenir pour le

L'ancien radiologue avait même remis une note sur le même sujet à François Mitterrand, dont l'original a été retrouvé chez l'ancien radiologue. « Comme je savais que le président ne m'en reparlerait pas, a-t-il précisé, j'ai demandé au général Voungny de m'informer si le projet des frégates aboutissait, rien de plus.

Des versements sur un compte suisse

Les bonnes relations entretenues par le docteur Raillard avec Alfred Sirven, l'ancien directeur des « affaires générales » d'Elf – en fuite depuis trois ans –, pourraient lui valoir d'autres tourments. Les salaires qu'il perçoit, de 1990 à 1993, de la filiale genevoise Elf-Aquitaine International, qui présidait alors M. Sirven (1,4 million de francs au total), et l'utilisation d'une carte de crédit (465 000 francs), ont déjà entraîné sa mise en examen en 1998. Deux ans plus tôt, il avait été poursuivi pour avoir vendu à Elf une propriété dans les Yvelines (18 millions de francs) qu'il continuait à habiter gratuitement. L'enquête atteste qu'outre ces faveurs, l'ancien radiologue a perçu, en provenance des comptes gérés par M. Sirven, d'importants versements sur un compte ouvert à la Banque de financement et d'investissement de Genève, sous le code « Surf ». « Ce sont des sommes tout à fait licites qui n'ont rien à voir avec l'affaire des frégates », a déclaré au *Monde* M. Raillard. Les fonds ont été saisis par la justice suisse en octobre 1999, à hauteur de 10 millions de francs.

paiement des commissions. « J'en avais parlé au président, à la demande du maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian, a-t-il néanmoins indiqué. Il m'avait dit que si le contrat des frégates ne se faisait pas ce serait dramatique pour les chantiers navals et il savait que je pouvais facilement en parler au président lorsque nous allions jouer au golf – deux fois par semaine. »

M. Raillard assure avoir évoqué la question des frégates avec le président, qui lui aurait alors fait part de l'opposition de M. Dumas et du Quai d'Orsay à ce contrat.

Je ne savais même pas qu'il était question de commissions. »

« FINANCEMENT POLITIQUE »

Cette version diffère sensiblement de celle du général Voungny : si la demande de M. Raillard était antérieure à la vente des frégates, elle ne pouvait être liée au blocage de la commission. Elle ne permet donc pas, à ce stade, d'expliquer la démarche du conseiller militaire auprès du PDG de Thomson. « Compte tenu de vos fonctions, n'avez-vous pas craint que votre interlocuteur, Alain Gomez, ne fasse

une confusion s'agissant de la personne qui pouvait être à l'origine du message ? » ont demandé les juges à M. Voungny. « A l'époque, je ne pensais pas qu'il y avait de risque de confusion, dans la mesure où c'était une simple question à titre officieux », a-t-il répondu, ajoutant : « Il s'agissait d'une simple demande d'information. Je n'en faisais pas une affaire d'Etat. »

Au moins trois entretiens relatifs aux dessous du contrat taïwanais eurent lieu en 1992 entre le général Voungny et M. Gomez – dont une fois en présence d'un autre dirigeant de Thomson, Pierre Cabanes. Dans un rapport interne daté du 22 juin 1992 et versé au dossier d'instruction, ce dernier attribuait au conseiller militaire de l'Elysée des propos selon lesquels « le président » lui-même aurait déploré que « certains engagements n'aient pas été honorés » par Thomson en marge de sa négociation avec Taïwan, dans une allusion explicite à la fameuse commission bloquée par M. Gomez.

Dissimulés derrière une société-écran suisse dénommée Frontier AG Bern et un prétendu « réseau chinois » du groupe Elf Aquitaine, les bénéficiaires de cette commission attendue étaient Alfred Sirven, alors directeur des « affaires générales » du groupe pétrolier, et Christine Deviers-Joncour. A la fin de 1991, ce réseau avait éveillé chez Thomson le soupçon d'un « financement politique » fondé sur la certitude que les fonds réclamés devaient avoir une « destination française ».

Hervé Gattegno

Le parcours de deux skinheads aux assises de Rouen

Jugé pour l'empoisonnement d'un jeune Mauricien, l'un des accusés rêvait de « vivre dans une Europe blanche »

ROUEN

de notre envoyée spéciale

Qu'est-ce que l'idéologie skinhead ? C'est par cette question que le président de la cour d'assises de Seine-Maritime a ouvert la deuxième journée du procès de Régis Kerhuel et Joël Giraud, anciens « skins » accusés d'avoir tué par empoisonnement le Mauricien James Dindoyal en 1990. (*Le Monde* du 19 octobre).

L'acte d'accusation avance comme mobile le « racisme ». Les deux accusés s'en défendent : « Il y a différentes sortes de skinheads », les folkloriques et les politiques. Et eux, bien qu'anciens leaders du mouvement au Havre, ayant appartenu aux Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), branche d'extrême droite, se disent apolitiques, skinheads d'abord par la musique, les vêtements, la fête. « A vous entendre, dit l'avocat général, on a l'impression que les skinheads sont un club pour retraités du troisième âge qui organisent quelques concerts et à l'occasion se bagarrent un peu. »

Le président se tourne vers Joël Giraud, politiquement plus armé. Dans un magazine skinhead, celui-ci a écrit en 1990 : « Mes rêves seraient de voir pendre toute cette sous-merde de race impure et hostile que sont les beurs, juifs, noirs et autres parasites, afin de pouvoir vivre dans une Europe blanche. » Giraud assure qu'il ne pensait pas ce qu'il écrivait. Kerhuel, lui, dit n'avoir adhéré aux JNR que parce que leur chef, Serge Ayoub, dit Bat-skin, était son meilleur ami. « Par amitié, auriez-vous adhéré au communisme ? », demande le président. « Non, quand même », ré-

pond Kerhuel. Ayoub, justement, est le seul alibi de Kerhuel. C'est chez lui, à Paris, que l'accusé prétend s'être trouvé le jour où James Dindoyal a été contraint d'absorber un mélange de bière et de produits basiques, sur une plage du Havre. Il avait rendez-vous avec lui, assure-t-il, mais il n'est pas venu. « Si, en fait, il est bien venu, rectifie-t-il ensuite, nous sommes allés chez lui. » Régis n'a jamais été dans cet appartement, avait pourtant dit à un policier la compagne d'Ayoub de l'époque.

PEROXYDASE

Le président Messias semble beaucoup s'amuser à confondre les auteurs de témoignages souvent fluctuants. Et à mener avec brio un procès où n'existe aucune preuve tangible, où les anciens skinheads cités à comparaître prétendent avoir été alors « trop bourrés pour se souvenir », où l'accusation repose sur le seul témoignage de Michel Huquet, venu confirmer sa déposition à la barre.

Petit coup de théâtre, un premier indice a été apporté par le témoignage du chirurgien-légiste : le liquide ingéré par la victime ne pourrait être qu'un peroxydase, « tel qu'on en trouve dans les produits servant au dégraissage des moteurs ». Or Carmen Vicente, ex-compagne de Giraud, avait décrit ainsi le coffre de la voiture de Kerhuel : « Il y avait toujours un produit pour pouvoir nettoyer les pièces de moteur. » Précision accessoire de Huquet : « Il y avait aussi une barre à mine, une batte, le nécessaire, quoi. »

Marion Van Renterghem

Le procès du Gifco tourne à l'avantage du Parti communiste

ROBERT HUE a quitté la salle d'audience serein, mais perplexe. L'accusation voyait en lui l'ultime maillon de la chaîne du financement occulte du Parti communiste français, mais il manque tellement de maillons qu'on a fini par perdre la chaîne et les débats se sont clos, mercredi 18 octobre, dans une étrange ambiance. Il s'agissait de prouver, dans cette seconde partie du procès, que la Compagnie générale des eaux (CGE), via la régie de L'Humanité, avait acheté les bonnes grâces du parti. Et donc que le journal arrosait le comité central. Mais il n'y a pas l'ombre d'une preuve de ce trafic d'influence, et l'hypothèse même a semblé extravagante au directeur d'une Humanité exsangue.

Sur le papier, l'affaire semble carrée. La Générale des eaux a versé 6,8 millions à l'Agence centrale de publicité (ACP), la régie de L'Humanité, de 1990 à 1994. Elle a payé 205 000 F un stand au congrès du PCF, 490 000 F un autre au congrès de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANCR), qui se félicitait d'avoir Robert Hue pour président.

Les stands ont effectivement existé, l'accusation ne s'y attarde pas. La Générale a aussi acheté 2,4 millions de publicité dans la presse communiste, l'essentiel dans un obscur périodique de

L'ANCR, L'Elu d'aujourd'hui, et une fois dans L'Humanité pour 59 000 F. Les publicités ont paru et les experts n'estiment même pas qu'elles ont été surfacturées. « L'Elu d'aujourd'hui cible une population à qui je cherchais à expliquer ce qu'est la délégation de gestion de l'eau, a expliqué le directeur général adjoint de la CGE. Dans le même journal, je trouve les publicités de mes concurrents. »

Malicieusement, la défense a fait défiler Alain Cordier, le patron de Bayard-Presse, et Yves de Chaise-martin, celui du Figaro. Ils ont évidemment reconnu que la publicité sert « à faire vendre des produits » et donc à « influencer » les lec-

teurs. « La logique du réquisitoire est inacceptable, a tonné Richard Beninger, le directeur de L'Humanité. Si Carrefour fait de la publicité dans le journal, on va suspecter qu'il s'agit de la contrepartie des élus pour implanter un centre commercial ? »

COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

La CGE a enfin versé 3,8 millions pour un stand à l'Espace collectifs, un salon en marge de la Fête de L'Humanité. C'est cher – 6 000 F le mètre carré –, objecte l'accusation, et c'était le Gifco qui organisait la manifestation. Les avocats ont produit une cassette tournée sur place qui ne fait pas honneur

Conflit autour du muguet du 1^{er} mai

La chambre syndicale des fleuristes d'Ile-de-France est « surprise et indignée » par Robert Hue, qui a tranquillement expliqué lors du procès que le PCF collectait tous les 1^{er} mai 10 millions de francs en vendant du muguet (*Le Monde* du 13 octobre). Le financement n'est pas occulte, mais illégal : les fleuristes rappellent que la vente du muguet (de serre) est interdite sur la voie publique, sauf autorisation spéciale. Le parti, lui, assure que c'est une tradition bonhomme et un droit coutumier. Le PCF étant multirécidiviste, la Cour de cassation s'est souvent penchée sur cette épineuse question et a précisé le 30 octobre 1984 « qu'aucune tolérance n'était de nature à empêcher l'application d'une disposition légale ». Elle a insisté le 16 février 1994 : « Le PCF en faisant vendre du muguet de serre le 1^{er} mai sans autorisation a commis une faute engageant sa responsabilité », puis le 25 mai 2000. Sans trop émuvoier le parti, qui n'est jamais condamné qu'à quelques dizaines de milliers de francs.

aux talents cinématographiques du parti, mais qui prouve que la manifestation n'était pas fictive. Cent vingt entreprises y retournent d'ailleurs tous les ans, comme la SNCF, qui affirme ne pas avoir du tout conscience de participer à un trafic d'influence. Yves de Chaise-martin a donné le coup de grâce en expliquant que la régie du Figaro aussi organisait des salons.

Le dernier coup d'épée était enfin un coup d'épée dans l'eau : L'Elu d'aujourd'hui a payé 900 000 F sa participation au congrès de l'ANCR, ce qui tendrait à prouver que le mensuel ne servait qu'à transvaser des fonds. Robert Hue a montré que le journal, qui avait loué les stands et encaissé de la publicité pour le congrès, avait dans le même temps gagné 2 millions. « Euh, ça ne figure pas au dossier », a reconnu la présidente. « Il est choquant d'avoir maqué les faits de cette façon, s'est indigné M^e Jean-Paul Teissonnière, l'accusation a échafaudé un scénario. » Quant à savoir comment l'argent de la CGE serait remonté jusqu'au comité national du PCF, l'accusation avoue manquer d'idées. « Si on ne trouve rien, a glissé M^e Olivier Schnerb avec un fin sourire, le financement sera nécessairement occulte. »

Franck Johannès

La juge Moracchini dessaisie du dossier de la Scientologie

POUR LA TROISIÈME FOIS depuis le début de l'année, la juge d'instruction Marie-Paule Moracchini a été dessaisie d'un dossier, mercredi 18 octobre, par un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il s'agit cette fois d'un dossier particulièrement sensible – celui de la Scientologie –, dont une partie avait été perdue (*Le Monde* du 24 juillet). Son instruction est désormais confiée au juge Philippe Courroye « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ». M^e Olivier Morice, avocat de trois des parties civiles, s'était ému auprès de la chambre d'accusation de l'inertie de la juge qui avait cessé d'instruire le dossier depuis septembre 1999. Devant la cour, le procureur général a demandé le dessaisissement de la juge « dont la volonté d'inertie semble malheureusement avérée ». Lors de l'audience du 16 octobre, M^e Olivier Metzner, avocat des seize scientologues, a souligné que la juge n'avait pu instruire précisément parce que le dossier était à la chambre d'accusation.

Alsacien, créole : Jack Lang

veut défendre les langues régionales

JACK LANG, ministre de l'éducation nationale, a signé, mercredi 18 octobre, avec le conseil régional d'Alsace et les conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, une convention visant à développer l'enseignement de l'allemand et la présence de l'alsacien dans les établissements scolaires. Alors que 43 % des élèves des écoles primaires (91 % au CM2) bénéficient déjà localement de trois heures d'allemand dans leur emploi du temps, la convention prévoit de généraliser cette offre. Les sites bilingues seront développés, la pratique de l'alsacien sera encouragée en maternelle, des efforts de formation – en partie financés par les collectivités locales – sont prévus et un concours spécial, incluant une épreuve en allemand, sera organisé en 2002 pour les professeurs des écoles. Le ministre a aussi annoncé la création d'un Capes de créole afin de « mieux prendre en compte les identités régionales » dans les DOM-TOM. La première session se tiendra en 2002. « Notre ambition éducative est la même pour tout le territoire français, mais unité ne signifie pas uniformité », a déclaré M. Lang, qui s'est exprimé au côté du secrétaire d'Etat à l'outre-Mer, Christian Paul.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : un cardiologue de la clinique la Martinière, à Saclay (Essonne), a été mis en examen, mercredi 18 octobre, pour « homicides volontaires, violences volontaires sur personnes vulnérables, blessures involontaires, non-assistance à personne en péril », et placé sous contrôle judiciaire. Une information judiciaire avait été ouverte le 3 juillet par le parquet d'Evry, à la suite de la dénonciation par des membres du personnel de plusieurs cas d'euthanasie.

■ **BRETONS** : deux des quatre militants bretons qui avaient été interpellés, lundi 16 octobre à Brest, et placés en garde à vue dans l'enquête sur le vol d'explosifs de Plévin et de l'attentat de Quévert (Côtes-d'Armor) ont été remis en liberté mercredi 18 octobre, a annoncé l'association Secours breton.

Pascal Ceaux et Jean-Claude Pierrette

Six jeunes gens mis en examen pour l'incendie de la synagogue de Trappes

SIX des sept jeunes gens, qui avaient été placés en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'incendie qui a détruit en partie la synagogue de Trappes (Yvelines), ont été mis en examen pour « destruction par substance incendiaire », mercredi 18 octobre, par le juge d'instruction au tribunal de grande instance de Versailles, Jean-Marie Charpier. Le septième, un mineur de dix-sept ans, « a été mis hors de cause et entendu comme témoin important », selon le procureur de la République Yves Colleu. Agés de dix-huit à vingt ans, les six jeunes mis en examen ont été écroués dans six maisons d'arrêt de la région parisienne. « L'enquête se poursuit pour retrouver trois ou quatre autres participants » à l'in-

condie du lieu de culte juif, a précisé M. Colleu.

Selon le parquet, les six jeunes qui ont été mis en cause auraient nié toute participation aux faits pendant toute la durée de leur garde à vue et devant le juge d'instruction. Aucun élément matériel ne permettrait pour l'instant d'apporter la preuve de leur responsabilité dans l'incendie criminel. Il n'a ainsi pas été possible de relever la moindre trace d'empreintes sur les engins incendiaires qui ont eux-mêmes brûlé. Un jerrican d'essence a cependant été retrouvé à proximité de la synagogue. Et les jeunes gens sont mis en cause par deux témoignages recueillis par les enquêteurs.

Selon des sources policières que

le parquet n'a pas confirmées, l'un des sept gardés à vue aurait reconnu les faits. Le jeune homme aurait expliqué en substance aux enquêteurs que lui et ses amis étaient maltraités en France, et dans la même situation que les Palestiniens en Israël desquels ils se sentaient solidaires. Lors de son audition, il n'aurait cependant fait aucune référence à des motivations d'ordre religieux, précisant simplement qu'en tant que musulman, il était concerné par la situation au Proche-Orient.

Les familles des six jeunes mis en examen, dont quatre sont nés à Trappes, un au Maroc, et un en Mauritanie, ne sont pas connues comme proches des Islamistes. Yves Colleu a d'ailleurs écarté net-

Le «tout pouvoir» sur votre bureau

LE
DU
GUIDE
POUVOIR 2000

Biographies, photos
et coordonnées !

3 volumes 990 frs
Editions Jean-François Doumic
Tel 01 42 46 58 10

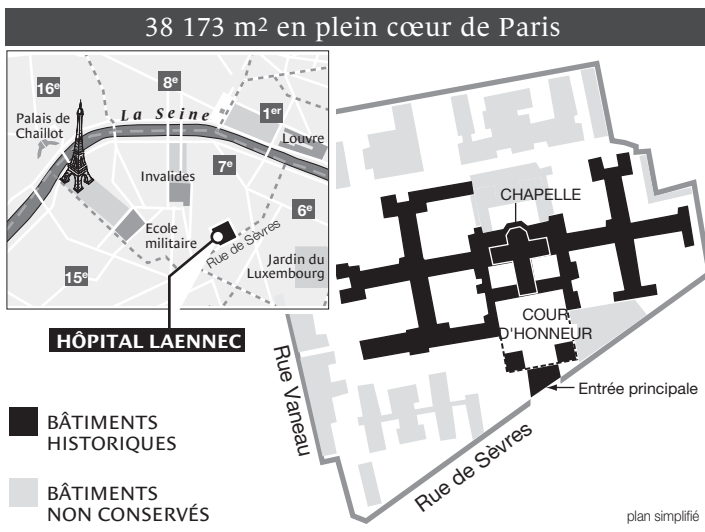
Paris : le gouvernement bloque la vente des terrains de l'hôpital Laennec

Vivement contesté par les élus de gauche, le projet de cession à un promoteur, spécialisé dans le haut de gamme, de 4 hectares sur la rive gauche de la Seine a été repoussé par l'autorité de tutelle. Le maire de Paris devra revoir sa copie

POUVAIT-ON laisser un promoteur immobilier aménager près de quatre hectares dans le centre de Paris ? A cette question posée par toute la gauche parisienne depuis plusieurs jours, le gouvernement a apporté sa réponse, mercredi 18 octobre, par l'intermédiaire de Colette Horel, secrétaire générale de la préfecture de Paris : le projet de vente des terrains de l'hôpital Laennec à la Cogedim n'est pas compatible avec la convention entre la Ville de Paris et l'Etat sur le logement social. Celle-ci oblige en effet la municipalité parisienne à mettre à disposition les emprises nécessaires à cette politique.

Devant le rappel de cette obligation, Jean Tiberi, maire de Paris et président du conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), a retiré de l'ordre du jour du conseil d'administration de l'AP-HP, prévu vendredi 20 octobre, le projet de vente à la Cogedim, promoteur connu pour ses réalisations haut de gamme, de l'ancien hôpital Laennec, dans le 7^e arrondissement. Ces terrains, au milieu desquels se dressent de superbes bâtiments du XVII^e siècle, sont blottis entre les magasins du Bon Marché, les jardins de l'hôtel Matignon et ceux des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul - la quintessence de la rive gauche.

Cependant, dans une lettre adressée, mercredi, à Lionel Jospin, M. Tiberi demande des explications sur le comité interministériel de lundi, qui a décidé d'intervenir dans ce dossier pour bloquer l'opération. Le maire de Paris recense les raisons qui



avaient présidé au choix de la Cogedim : « Souci de mixité sociale, concertation, regroupement de l'Institut d'études politiques... » Il ajoute, menaçant : « Je n'accepterai pas qu'un retard pris dans la vente du site ait des conséquences négatives sur les budgets à venir de l'AP-HP. »

CALENDRIER SERRÉ

Car, malgré les retards pris dans l'ouverture de l'hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP), la direction de l'AP-HP avait mis en route, dès la fin de 1999, étude de marché, rédaction d'un cahier des charges, enquête publique et lancement d'un appel d'offres. L'AP-HP expliquait ce calendrier serré par plusieurs contraintes : l'engagement d'autofinancer la construction de l'HEGP par la vente d'une partie de ses terrains dans Paris, ainsi

que la nécessité de profiter de l'embellie du marché immobilier pour rembourser les emprunts engagés pour l'HEGP.

Ces derniers jours, les élus d'opposition s'interrogeaient sur le choix de la société Cogedim, dont l'offre financière (530 millions de francs), moins élevée que celles de ses concurrents, avait été jugée moins risquée sur le plan juridique. « Il fallait confier l'opération d'aménagement à un promoteur prêt à respecter un cahier des charges très contraignant. Il devra lancer des concours architecturaux dans un cadre très strict, être capable de financer la restauration de monuments historiques et disposé à attendre les résultats de la concertation locale », répond Yves Bernfeld, directeur du patrimoine et de la logistique à l'AP-HP.

Les terrains de Laennec sont si-

financer l'HEGP sans peser sur les cotisations sociales ou les prélèvements sociaux. Un décalage de deux ou trois ans alourdirait les charges de 120 millions de francs et grèverait le budget de nos autres hôpitaux.

2 Pourquoi recommander d'accepter l'offre de la Cogedim ?

La procédure a été entièrement transparente et régulière, comme l'a certifié une commission technique. Sur les neuf candidatures, trois ont été sélectionnées pour être mises en concurrence. Suivant l'avis de la commission technique, plusieurs critères nous font préférer l'un de ces trois opérateurs : l'absence de conditions suspensives dans sa proposition, le fait d'être le projet mieux-disant sur le plan urbain - avec des logements sociaux, des équipements publics

et l'implantation d'un établissement universitaire - et le calendrier de ses paiements.

3 Certains, au conseil d'administration de l'AP-HP, vous reprochent de vouloir choisir d'abord l'opérateur et de n'organiser la concertation locale qu'après. Sitôt la procédure démarrée le 24 mars après accord écrit du préfet de région, nous avons entamé la concertation avec le monde associatif et la mairie du 7^e arrondissement. Nous avons intégré dans notre problématique les demandes formulées. Il y aura une deuxième étape de concertation autour du projet architectural, mais elle incombe à l'acquéreur et non à l'AP-HP.

Propos recueillis par Paul Benkimoun

tués dans le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du 7^e arrondissement, dont les contraintes réglementaires de protection viennent d'être renforcées au titre des Monuments historiques. Le promoteur devra s'y conformer, comme il a obligation de construire un centre de gérontologie, des logements aidés et d'autres réservés aux étudiants, un parking public, un espace vert, l'agrandissement d'une crèche. L'Institut de sciences politiques doit s'installer dans les bâtiments historiques.

« SÉGRÉGATION SOCIALE »

« Pour financer cette opération, le promoteur devra vendre des logements de luxe, et sans doute aussi un hôtel 5 étoiles, qu'il n'aura aucun mal à commercialiser dans ce quartier, un des plus chers de Paris », constate Serge Blisko, député (PS) de Paris et membre du conseil d'administration de l'AP-HP. Les élus communistes ont été les premiers à dénoncer cette « spéculation immobilière ». Yves Contassot, candidat des Verts à la Mairie de Paris, réclamait que ces terrains soient utilisés en priorité pour la construction de logements sociaux et d'équipements de proximité, « qui manquent dans cet arrondissement ». Les

Verts rappelaient que, « à l'heure où l'Etat et la Ville se sont engagés à construire 2 100 logements sociaux par an à Paris, il serait catastrophique de céder cet immense espace disponible au privé ».

Pour M. Blisko, le plan de l'AP-HP « renforçait la ségrégation so-

cialité dans Paris, en laissant construire des appartements de luxe dans le 7^e, des logements intermédiaires dans le 15^e sur les anciens terrains de l'hôpital Boucicaud et du social dans le 14^e après le départ de Broussais ». Les élus de gauche demandaient la préemption des terrains par la Ville et rappelaient l'engagement

Le déménagement vers l'HEGP toujours en cours

Le transfert des activités de l'hôpital Laennec vers l'Hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP), qui a débuté le 18 septembre, est censé s'achever vendredi 20 octobre. Les équipes de l'hôpital Broussais ont été les premières à déménager, à partir du 3 juillet, avec près de deux ans de retard par rapport à la date d'ouverture, fixée initialement au 1^{er} octobre 1998. Elles doivent être rejointes les 2 et 3 novembre par celle du service de chirurgie orthopédique de l'hôpital Rothschild. Les urgences de l'hôpital Boucicaud fermeront le 6 novembre, avec une échéance d'ouverture à l'HEGP fixée au 27 novembre. Les autres services de Boucicaud déménageront à compter du 8 novembre et rouvriront à l'HEGP quinze jours après leur arrivée. Un numéro Azur (08-01-54-32-10, du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) a été mis en place pour renseigner les usagers.

« Cette procédure garantit que le programme qui sera finalement réalisé prendra en compte les besoins et les aspirations des Parisiens. » Mais, depuis, le gouvernement a joué son rôle de tutelle, contraignant le maire de Paris et l'AP-HP à revoir leur copie.

Christophe de Chenay

TROIS QUESTIONS À...

ANTOINE DURRLEMAN

1 En tant que directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), vous souhaitez proposer le 20 octobre la cession du site de Laennec à un opérateur privé. N'était-ce pas une décision trop rapide ?

Au contraire : la vente aurait dû avoir lieu il y a deux ans, date prévue de l'ouverture de l'hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP). Pendant deux ans, nous avons mené une concertation avec la Ville de Paris et l'Etat sur l'avenir du site. L'AP-HP a pour mission de soigner et non d'aménager ou de lotir. De plus, comme les autorités l'ont demandé, nous voulons auto-

CULTURE
Publicités
EN
RÉGIONS

Le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et La Réunion

FESTA DES SUDS 2000

DU 12 AU 31 OCTOBRE
Renseignements : 04 91 99 00 00

DOCK DES SUDS

A FILETTA (Tunis) - CHEIKHA RIMETTI (Algérie) - RITA MITSOUKO (Cameroun)
NAWFEL - LA ZONE ZEN - PAUL PERSONNE (France)
BROOKLYN FUNK ESSENTIALS (New York) - SAINT GERMAIN (Paris)
TROUBLE MAKERS (Marseille) - FIESTA DES MINOTS (France)
OMAR SOSA (Cuba) - KASSAV - PAPA WEMBA - WOCK (Cameroun)
KILL POINT - EL CONJUNTO CHAPPOTIN Y SUS ESTRELLAS (Cuba)
JIMMY BOSCH (New York/Paris/Roc) - SENGE (Madagascar)
GORAN BREGOVIC (Slovenie) - NA ZDOROVIE (Marseille)
RASPIGAOUS (Marseille) - WATCHACLAN (Zimbabwe)
SPOOK & THE GUAY (Italo) - KANJAR'OC (Marseille)
MAURICE EL MEDIONI et ses Invités (France)
LILI BONICHE, LUC CHERKI, LINE MONTY (France/Algérie)
RACHID TAHA (France/Algérie) - MARSEILLE XP (Marseille) - LENINE (Tibet)
NEG MARRONS - DI MAGGIO (France)

villa gillet 25 rue Chazière, 69004 Lyon

Conférence - débat
"LA NAISSANCE DU POLITIQUE DANS LA TRAGÉDIE GRECQUE"
Autour de *L'Orestie*, mise en scène de Georges Lavaudant au TNP de Villeurbanne du 19 au 26 octobre.
Lundi 23 octobre à 19h30
AVEC Georges LAUDAUNT (metteur en scène), Egon FLAIG (historien), Jean-Christophe BAILLY (écrivain).
Soirée animée par Olivier CHRISTIN (historien)
Renseign. et réservations au 04.78.27.02.48

villa gillet 25 rue Chazière, 69004 Lyon

Rencontre de littérature internationale avec les romanciers
Mario DE CARVALHO (Portugal)
Elena LAPPIN (Grande-Bretagne)
Christian OSTER (France)
"Raillerie, satire, ironie et signification profonde"
Le jeudi 26 octobre à 19h30
Soirée animée par Gérard MEUDAL (journalistes au Monde des Livres)
Renseign. et réservations au 04.78.27.02.48

l'@vare DE MOLIERE
Mise en scène GÉRARD GELAS
Création Festival In d'Avignon - Théâtre du Chêne Noir
Un Harpagon à l'heure d'Internet, la verve de Molière reste intacte.
TEP 6 AU 29 OCTOBRE
LOC : 01 43 64 80 80
159, avenue Gambetta 75020 Paris

Pour communiquer dans cette rubrique, vous pouvez nous contacter au :
01.42.17.39.65
(Fax 01.42.17.39.24)

arte

Julien l'apprenti

Un téléfilm inédit en deux parties
vendredi 20 octobre et samedi 21 octobre à 20.45.

Sur ARTE, une leçon de vie avec Francis Huster.

www.arte-tv.com - 3615 ARTE 2000

La Palestine en miettes

Le 30 septembre dernier, le petit Mohammad El Dirah, douze ans, était tué devant un camp retranché israélien défendant une colonie de la bande de Gaza. Sur les cartes, le fortin n'existe pas, puisqu'il est situé en zone palestinienne. Le 12 octobre, deux soldats israéliens étaient lynchés à Ramallah après s'être manifestement trompés de route. La Palestine embrasée depuis plus de deux semaines constitue en fait un défi à la raison : neuf petits morceaux de terre disjoints, placés, qui plus est, sous une autorité contestée et devenue même de facto « illégale ».

Le résultat provisoire du processus de paix, lancé il y a plus de sept ans, est une machine infernale qui a quitté depuis longtemps les voies tracées pendant les négociations secrètes ratifiées lors de la séance historique de signature organisée le 13 septembre 1993 sur la pelouse de la Maison Blanche. Pour essayer de régler un contentieux vieux d'un bon demi-siècle, les diplomates avaient parié sur une politique de petits pas. Ces derniers auraient dû instaurer une confiance réciproque permettant d'aboutir, après de nouvelles négociations, à la création d'un Etat palestinien souverain, un Etat comme un autre. Le pari a été perdu.

Dans les bureaux de l'Autorité palestinienne, l'administration mise en place dès le retour de Yasser Arafat à Gaza, en 1994, les cartes accrochées au mur évoquent d'autres Palestines. Tout d'abord, celle confiée au mandat britannique en 1921. Celle, ensuite, dessinée en creux par les résolutions des Nations unies, après les guerres israélo-arabes, et notamment celle de 1967. Cette Palestine-là est constituée de la Cisjordanie, étirée au sud et au nord de Jérusalem, et de la bande de Gaza, un rectangle irrégulier de 40 kilomètres de long et dont la profondeur n'excède jamais une dizaine de kilomètres. On n'y trouve en revanche qu'exceptionnellement la Palestine actuelle, la Palestine « réelle », la « peau de léopard » que constituent les huit villes autonomes (ou partiellement autonome dans le cas d'Hébron) des territoires occupés depuis 1967 et les zones A (palestiniennes), les zones B (administrées par les Palestiniens, mais où les Israéliens conservent le contrôle militaire) et les zones C (israéliennes), qui épousent la carte des colonies de Cisjordanie et de Gaza.

Les principales portions de territoire de la zone A ont été libérées de l'occupation israélienne en l'espace de quatre ans. Gaza et Jéricho en 1994, Bethléem, Jénine, Naplouse, Qalqilia, Ramallah, Tulkarem, à la fin de l'année 1995, et enfin Hébron, en 1997. La ville du tombeau des Patriarches, un lieu saint à la fois juif et musulman, est exemplaire des errances du processus de paix. L'évacuation prévue par les accords de 1995 n'a pas été rendue possible du fait de la présence de quelques centaines de colons juifs intégrés au cœur de cette ville de plus de cent mille Palestiniens. Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, succédant à Itzhak Rabin puis à Shimon Pérès, qui n'avaient pas su ou voulu régler le problème, a alors négocié un nouvel accord, imposant une division de la ville en deux zones, l'une palestinienne et l'autre israélienne, institutionnalisant ainsi une poudrière.



BRYAN MCBURNE/VEILASON AGENCY/CAMMIA

Neuf morceaux de terre disjoints, étroitement corsetés, placés sous une autorité contestée et même, de facto, « illégale », la Palestine réelle est bien loin de celle rêvée par les accords internationaux. Un imbroglio, forcément une poudrière

Le résultat de ce travail de diplomates est spectaculaire. A Gaza, le départ des Israéliens s'est accompagné de la construction d'un mur hermétique autour du territoire transformé en prison, dont le guichet serait le point de passage d'Erez, un « Check Point Charlie » d'un autre âge, créé en 1967, auquel les Palestiniens accèdent après avoir emprunté un couloir de tôle et de grillage long de plusieurs centaines de mètres et qui débouche sur les postes de contrôle israéliens.

PENDANT l'occupation totale de la bande de Gaza, l'accès à Israël était libre. N'importe quel Palestinien pouvait prendre sa voiture et rejoindre en moins d'une heure Tel-Aviv ou toute autre ville israélienne. Les flux de main-d'œuvre palestinienne vers Israël s'écoulaient sans retenue. Depuis le processus de paix, des règles strictes ont été édictées. Un profil type de travailleur autorisé à travailler en dehors de Gaza a été défini pour prévenir des actes de terrorisme. L'ouvrier palestinien « idéal » est plutôt âgé, marié et père de famille. Il doit, chaque jour, se plier à des procédures de contrôle longues et humiliantes. Mais surtout, les Palestiniens de Gaza ont découvert le bouclage, c'est-à-dire la fermeture totale ou partielle du point de passage d'Erez, lorsque Israël le décrète pour sa sécurité. Ce qui vaut pour les hommes vaut aussi pour les marchandises. L'importation est longue, l'exportation aléatoire, même lorsqu'il s'agit de denrées périssables. Erez n'est pas transitoire. Il est appelé à durer.

Le « passage protégé » qui, partant d'Erez, relie directement, depuis le début de l'année (avec cinq ans de retard), Gaza à Hébron

à travers Israël est un autre exemple de mesures produisant un résultat inverse à celui escompté. La longueur des procédures de contrôle et l'impossibilité de faire un aller et retour dans la journée, alors que les deux points ne sont distants que de 70 kilomètres, a accentué le sentiment d'étouffement au lieu d'apporter un peu d'oxygène à cette zone, dont la densité de population compte parmi les plus fortes au monde. De ce fait, malgré le départ des troupes israéliennes, l'opinion est unanime et les principaux indices économiques le confirment : Gaza vivait mieux « avant ».

Octobre 1999 : au point de passage d'Erez, des Palestiniens montrent leur laissez-passer pour entrer en Israël.

routes protégées pour les colons. Des axes évitant les localités palestiniennes ont été tracés sans ménagement sur les champs palestiniens pour desservir des colonies qui n'ont cessé de croître depuis sept ans, tous gouvernements israéliens confondus.

A cet émiettement de la terre palestinienne, continu et irréversi-

Depuis le processus de paix, un profil type de travailleur autorisé à travailler en dehors de Gaza a été défini. L'ouvrier palestinien « idéal » est plutôt âgé, marié et père de famille

Le jugement ne vaut pas que pour Gaza. A Ramallah, l'historien et politologue Saleh Abdel Jawad raconte volontiers l'histoire de cette terre familiale louée pendant longtemps à l'armée jordanienne, au temps de la souveraineté de la famille hachémite sur la rive ouest du Jourdain. Après la conquête, les troupes israéliennes avaient continué à louer l'endroit, mais pour un prix dérisoire. Le changement introduit par le processus de paix a été autrement plus radical : une partie de cette terre a été confisquée. Dans toute la Cisjordanie, de telles annexions se sont multipliées, parallèlement aux discussions de paix, pour renforcer le maillage des

ble, s'ajoutent d'autres cassures, dont la plus sérieuse semble être la distanciation entre la population des territoires et l'Autorité palestinienne, entre deux Palestines, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur, celle de l'Intifada restée sur place, et celle, née des accords d'Oslo, qui s'était installée à Tunis après avoir quitté le Liban. Le contrôle des territoires autonomes a constitué le premier test de ce rapport de forces. Les jeunes combattants de la révolte des pierres lancée en 1987 ont dû se soumettre à l'Autorité de Yasser Arafat, en dépit de la légitimité qu'ils avaient gagnée sur le terrain face aux Israéliens. A de brillantes exceptions près, dont Mohammed Dahlan, responsable de la sécurité pour la bande de Gaza, ils ont été relégués à des grades inférieurs. Une jeune chercheuse, Laetitia Bucaille, a parfaitement décrit cette subordination et les frustrations qu'elle a engendrées dans un ouvrage publié en 1998 et au titre étrangement prémoniteur : *Gaza, la violence de la paix*.

Plus fondamentalement, l'étude consacrée par Jean-François Legrain – sans doute l'un des meilleurs connaisseurs de la Palestine – aux premières élections palestiniennes, organisées en janvier 1996, a permis de mettre en évidence la permanence des liens claniques dans des entités héritées souvent de la période ottomane et la relation de service instaurée entre deux parties distinctes : le patron, l'Autorité, et sa clientèle, les notables, intercesseurs de leurs concitoyens. Son ouvrage *Les Palestines du quotidien*, publié en 1999, détaille notamment les tractations conduites pour la constitution des listes du Fatah, la principale composante de l'OLP, le parti de Yasser Arafat, et montre combien il a été

une source de conflits entre l'intérieur et l'extérieur.

On y trouve en germe la rivalité d'aujourd'hui entre un Fatah local, à l'unisson de la révolte populaire, et une Autorité, coincée entre l'écoute indispensable de la rue et la partie diplomatique dans laquelle elle a choisi de s'engager. A Ramallah fut ainsi organisé, en 1994, un scrutin portant sur la constitution du Fatah en parti politique, indépendant de l'Autorité, une ligne défendue par Marwan Al Barghouti, un ancien leader de l'Intifada. Yasser Arafat, qui y était opposé, avait rapidement choisi de ne pas étendre la consultation aux autres villes de la Cisjordanie, au vu des résultats de ce scrutin, qui avait tourné à l'avantage de Marwan Al Barghouti, celui-là même que l'on retrouve aujourd'hui au premier rang de l'Intifada Al-Aqsa.

APRÈS la liesse qui avait salué le retour de Yasser Arafat à Gaza, en 1994, et une fois passé l'enthousiasme de la libération des enclaves et de l'organisation des élections, les pratiques de l'Autorité palestinienne ont, ensuite, creusé un véritable fossé entre les Palestiniens et leur leadership. Les principales dérives sont connues. La corruption a été dénoncée à de nombreuses reprises par des députés palestiniens. Les rapports des parlementaires ont épinglé très précisément des responsables ministériels, et non des moindres, ainsi Nabil Chaath, qui compte parmi les principaux négociateurs palestiniens. En vain. Le pouvoir législatif a été maintenu dans l'impuissance, tout juste bon à émettre des avis, Yasser Arafat bloquant ainsi le débat sur la Constitution, qui aurait dû être le premier texte adopté par le Conseil. Haidar Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne de l'Intérieur, lors de la conférence de Madrid, en 1991, a tiré rapidement les leçons de cette expérience en démissionnant de son mandat de député. D'autres aussi ont choisi de se retirer de ce véritable jeu de dupes.

L'autoritarisme et l'arbitraire n'ont également cessé de croître vis-à-vis de la population. La presse a été pour ainsi dire mise au pas, de même que la radio et la télévision publique, créée dès 1994 avec le soutien de la France. Les détracteurs de l'Autorité palestinienne ont souvent à connaître les menaces, les intimidations et les arrestations. Ce fut ainsi le cas pour l'avocat Raji Sourani, qui dirige une organisation de défense des droits de l'homme et qui, après s'être battu contre les tribunaux israéliens du temps de l'occupation, a dû s'attaquer à un nouvel arbitraire.

A cet égard, le processus de paix aura joué un rôle non négligeable, confortant un leadership sorti de la lutte clandestine et peu rompu aux règles démocratiques : pour réduire les risques d'actes de terrorisme de la part d'opposants à la paix telle qu'elle avait été négociée en 1993, Yasser Arafat a fait régner l'ordre à tout prix, même au mépris des règles élémentaires de mise en détention, d'interrogatoire et de jugement. La fin justifiant les moyens, la torture a ainsi pu se développer, sans susciter l'ire des parrains occidentaux du processus de paix. Le parrainage de la CIA a été sollicité, couronnant cette évolution sécuritaire, alors que le Hamas, bête noire d'Israël, continuait de tirer les bénéfices d'un travail associatif reconnu sur le terrain.

Les retards systématiques pris dans l'application d'accords durement négociés (les libérations de prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël, les évacuations supplémentaires que devrait opérer Israël, entre bien d'autres) ont produit enfin une situation surréaliste. Les institutions palestiniennes, nées avec le processus d'Oslo, sont « illégales » depuis plus d'un an. Les accords signés en 1995 leur avaient conféré une durée de vie limitée, dont le terme coïncidait avec la fin d'une période intérimaire de cinq ans, celle qui aurait dû permettre les petits pas de la confiance. Cette date-butoir a été dépassée le 5 juin 1999. Juridiquement, l'Autorité et le Conseil palestinien n'ont plus, pour le moment, de raisons d'être, ce qui ne contribue pas à raccommo-der une légitimité contestée.

Pour un peuple aussi corseté et contraint, les négociations interminables se sont vidées de tout sens au fil de sept longues années. Comment leur redonner aujourd'hui un crédit ?

Gilles Paris

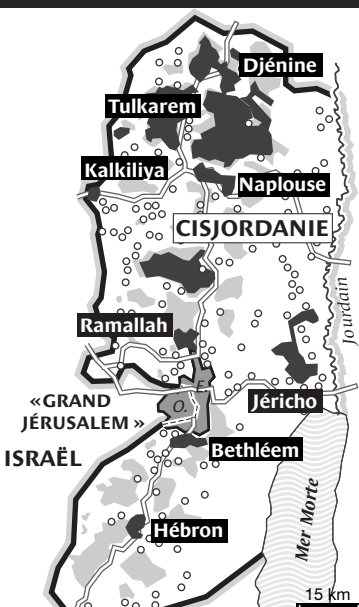
La Palestine de 1921 à nos jours



PALESTINE SOUS MANDAT DE 1921 À 1948



CISJORDANIE ET GAZA DE 1948 À 1994 OCCUPÉS PAR ISRAËL DEPUIS 1967

SITUATION ACTUELLE
■ TERRITOIRE SOUS CONTRÔLE TOTAL PALESTINIEN
□ TERRITOIRE SOUS CONTRÔLE MIXTE
○ COLONIES JUIVES

Europe du droit ou Europe du crime ?

Le 1^{er} octobre 1996, sept magistrats européens lançaient l'Appel de Genève. Par ce geste, ils voulaient alerter les gouvernements et les opinions publiques sur l'archaïsme des systèmes judiciaires en Europe, malgré l'ouverture des frontières aux hommes, aux marchandises et aux capitaux.

Grâce à cette démarche, l'opinion publique a pris progressivement conscience de l'ampleur des problèmes posés par la criminalité organisée, économique et financière, par les fraudes communautaires, le blanchiment de l'argent sale et la corruption. Quelques initiatives salutaires ont, parallèlement, permis de progresser dans le bon sens : un groupe d'experts européens a élaboré en 1996 le *Corpus juris*, projet de création d'un espace judiciaire organisé autour d'un parquet européen. Ce projet fait aujourd'hui partie des propositions présentées par la Commission européenne pour réformer le traité d'Amsterdam à la fin de l'année 2000.

En France, une mission d'information parlementaire sur les paradis fiscaux a été créée, à la suite d'une rencontre entre des parlementaires et les juges signataires de l'Appel de Genève, dont les travaux commencent à faire apparaître l'ampleur des problèmes posés.

Malgré cela, les gouvernements européens en sont toujours au stade des discours et des déclarations

d'intention dont on ne voit pas la traduction en actes. Hormis quelques mesures d'ordre essentiellement policier dans les accords de Schengen, rien n'a été entrepris pour unifier ou harmoniser sérieusement les dispositifs juridiques et judiciaires, que ce soit en matière d'enquête ou en matière d'extradition.

L'Union européenne a engagé son processus d'élargissement à des pays d'Europe centrale, mais sans rien prévoir non plus pour protéger son futur espace économique et financier contre la généralisation de la fraude et de la corruption ni contre la pénétration de la grande criminalité organisée.

Les paradis bancaires, fiscaux et judiciaires qui minent la démocratie continuent de fleurir en plein cœur de notre continent. L'euro sera définitivement adopté en 2002 mais, en raison du retard déjà pris, il est peu probable que les pays européens se montrent, d'ici là, capables d'élaborer un dispositif pénal efficace de protection contre la contrefaçon de leur monnaie.

En fin de compte, non seulement l'Europe reste un havre de prospérité pour les mafias, les réseaux criminels et la corruption, mais l'absence d'un système juridique et judiciaire harmonisé attire vers ses richesses économiques tous les prédateurs qui connaissent la faiblesse de ses défenses. Et pourtant, tout laisse à penser que les Etats membres ne voudront pas adopter la

proposition de création d'un parquet européen, soutenue par la Commission européenne, qui serait le premier pas vers la création de l'indispensable espace judiciaire européen. Ils veulent introduire à sa place une simple unité de coordination, Eurojust, dont la création retardera de plusieurs années l'instauration d'un vrai ministère public, compétent, doté de moyens réels et efficaces, et indépendant.

Pendant ce temps, dans la plupart des pays européens, le débat public sur la place de la justice et du droit est empêtré dans des querelles stériles et démagogiques sur une prétendue « république des juges ». Cela permet d'oublier

le juge obtienne la documentation relative à une opération financière, lorsque celle-ci s'est nouée à l'étranger, et à la condition encore qu'une réponse soit donnée à sa requête, ce qui n'est pas toujours le cas.

Tous les pays européens, arc-boutés sur une souveraineté qui n'a plus aucun sens en ce domaine, continuent de faire prévaloir entre eux le principe de méfiance dans leurs relations judiciaires, alors même qu'ils participent à un espace où circulent librement les hommes, les marchandises, les capitaux et dans lequel prospèrent le crime et les criminels.

Pourtant, tous les pays européens ont des systèmes politiques comparables, même s'ils diffèrent

Les principes démocratiques qui fondent les Etats européens ont permis à l'Europe de se doter d'un Parlement commun, d'un exécutif commun, d'une banque centrale et d'une monnaie communes. Pourquoi refuser ou différer encore la création d'un espace judiciaire européen pour lutter contre les menaces criminelles communes dont tous les gouvernements dénoncent pourtant le formidable danger ? Cette passivité risque d'être le coup de grâce de l'Europe.

Construire l'Europe du droit et de la justice n'est pas une revendication morale, c'est une nécessité vitale pour l'économie, l'équilibre social et la préservation de la démocratie. On ne peut unifier l'espace économique, monétaire, financier et politique sans doter cet espace d'une organisation juridique et judiciaire digne de ce nom. C'est pourquoi doivent se joindre aujourd'hui, aux voix des magistrats, celles de représentants de la société civile et de responsables politiques, pour demander que la révision du traité d'Amsterdam soit enfin l'occasion de créer un espace judiciaire et un parquet européens.

Les règles de l'organisation judiciaire doivent être profondément révisées si l'on veut que l'Europe de demain, qui se construit aujourd'hui, ne soit pas l'Europe du crime et le paradis des criminels. L'Europe sera ce que nous en ferons, et entrer dans l'avenir en fermant les yeux ne fera pas disparaître les dangers qu'elle devra affronter. Cela ne ferait qu'anéantir ses chances de les vaincre. « Si la justice vient à manquer, disait saint Augustin, que sont les royaumes, sinon de vastes brigandages ? » Il est urgent d'agir pour faire de l'Europe un modèle de droit et de justice.

Les juges et les procureurs n'ont pas vocation – ils ne l'ont d'ailleurs jamais revendiquée – à se substituer aux dirigeants et élus politiques qui sont responsables de l'adoption des lois et des moyens qu'ils donnent à la justice pour fonctionner. Mais nous avons le devoir d'attirer solennellement l'attention des gouvernements et des Etats sur les risques majeurs qu'ils font encourir à la démocratie en laissant se perpétuer la situation que nous dénonçons inlassablement et contre laquelle nous sommes aujourd'hui, plus que jamais, largement dépourvus.

Nous vous appelons donc, Mesdames et Messieurs les ministres de la justice, à ne plus retarder la mise en œuvre des réformes nécessaires à la construction d'une Europe de la libre circulation de la justice et du droit.

Bernard Bertossa est procureur général de Genève. **Vittorio Boraccetti** est procureur adjoint du parquet national anti-Mafia italien. **Miguel Carmona** est président de la cour d'appel de Séville. **Antonio Cluny** est procureur adjoint de la Cour des comptes portugaise. **Gherardo Colombo** est substitut à Milan, signataire de l'Appel de Genève. **Anne Crenier** est présidente du Syndicat de la magistrature française. **Benoît Dejeunne** est procureur du Roi à Bruxelles et signataire de l'Appel de Genève. **Carlos Jimenez Villarejo** est chef du parquet anti-corruption de Madrid. **Paul Perraudin** est juge d'instruction à Genève. **Teresa Romer** est magistrate à la Cour suprême de Varsovie. **Valéry Turcey** est président de l'Union syndicale des magistrats français.

Les paradis bancaires, fiscaux et judiciaires qui minent la démocratie continuent de fleurir en plein cœur de notre continent

qu'en réalité tous les appareils juridiques et judiciaires, conçus au XIX^e siècle, du temps de la diligence et des chevaux de poste, sont devenus complètement obsolètes à l'heure d'Internet et de la cyberfinance. Il faut à peine vingt minutes pour qu'un paiement électronique fasse le tour de la Terre. Il faut un

dans leurs modalités particulières en raison de leur histoire et de leur culture. Ils offrent tous aujourd'hui aux citoyens et aux justiciables des garanties équivalentes en matière de libertés publiques. Pourquoi leur refuser encore l'espace de liberté, de droit et de justice qui est à la base de toute communauté politique organisée ?

Certaines personnes viennent tout naturellement chez British Airways pour changer leur billet Cathay Pacific. **En faites-vous partie ?**



Chaque minute compte et même les plans les mieux organisés peuvent changer.

Aujourd'hui grâce à **oneworld**, vous pouvez faire appel à tout moment à n'importe

quel membre de l'alliance, quelle que soit la compagnie avec laquelle vous

voyagez. Bienvenue sur **oneworld**.

Vous êtes au cœur de **oneworld**

BRITISH AIRWAYS

Aer Lingus

American Airlines

CATHAY PACIFIC

FINNAIR

IBERIA

LANCHILE

QANTAS

Ces avantages sont réservés aux passagers voyageant en classes régulières des vols réguliers opérés et commercialisés par une compagnie aérienne membre de oneworld. Commercialisé sous le nom de vol d'une compagnie aérienne membre de oneworld doit figurer sur votre billet. Aer Lingus, American Airlines, British Airways, Cathay Pacific, Finnair, Iberia, Lanchile, Qantas sont toutes des marques déposées de leurs compagnies respectives.

www.oneworldalliance.com

Non au cauchemar de la « purification »

A l'heure où se concluent les négociations de Charm el-Cheikh, nous comprenons tous combien les enjeux politiques du conflit israélo-palestinien nous concernent, combien notre sort est lié à celui de millions d'hommes, de femmes et d'enfants livrés au fanatisme sans fin qui enflamme les consciences, ici, comme là-bas, et travaille à la défaite des uns et des autres. C'est pourquoi, citoyens, français ou non, d'origines juive, arabe, maghrébine, moyen-orientale, nous prenons ensemble la parole, portés par la conviction inébranlable que nous appartenons à un même monde, qu'il nous incombe de rendre ensemble plus habitable.

La responsabilité des politiques ne nous dépasse qu'en apparence. Aucune paix ne se fera sans nous, sans la volonté partagée de la rendre effective, sans la résolution, l'engagement ferme de chacun de renoncer à la violence déchaînée, à l'engrenage des passions, à la froideur terrorisante des armes. Notre responsabilité est celle du refus sans nuance de ce qui s'apparente au cauchemar de la « purification », qu'elle soit raciale, religieuse, ethnique, et de son cortège trop connu d'horreurs dont la folie a montré les ravages en Europe comme partout.

Notre conscience tient à notre mémoire, celle qui nous rattache, par le cœur et l'esprit, à l'humanité qui s'inventa libre voici quelques millénaires, et digne, et sacrée, celle dont nous sommes, religieux ou laïcs, ensemble les héritiers. Cet héritage dont l'exigence a d'abord trouvé son expression dans le sacré, se conjugue avec notre attachement à une raison commune, refusant l'arrogance meurtrière de la force, celle qui tue les enfants, lynche les soldats, brûle des mosquées ou des synagogues, sacrifie des vies et nie les droits fondamentaux de centaines de milliers de citoyens de « seconde zone ».

Nous sommes conscients de la faiblesse d'un universalisme abstrait, mais l'engagement concret dont nous nous réclamons en appelle à tous ceux qui mesurent, ici, le danger bien réel qu'engendre, dans toutes les diasporas, le sentiment d'une appartenance excluyente, retournant le sacré contre la vie, faisant, en un mot, le

choix de la mort, préférant le sortilège et l'incantation de mythologies simplificatrices, l'idolâtrie de la terre aux inquiétudes partagées de la rencontre. Nous refusons le simplisme qui tranche dans le vif du « eux ou nous », les enjeux d'un conflit où les populations, toutes les populations, ne peuvent préserver leur humanité qu'en résistant à la folie destructrice d'un tel dilemme.

Nous savons à quel point la xénophobie et ceux qui prennent appui sur elle tirent parti de la haine des uns contre les autres et combien ils s'emploient à l'attiser pour mieux

Nous refusons le simplisme qui tranche dans le vif du « eux ou nous »

fragiliser la démocratie, affichant le plus grand mépris pour les valeurs que sont nos libertés et nos dignités. Il nous paraît impératif de mettre en garde contre leur jeu cynique et de dénoncer leurs manipulations qui ne cherchent, en réalité, qu'à accroître la haine en l'instrumentalisant à leur profit.

Il nous appartient de préserver le trésor des significations communes dont nous avons à transmettre l'héritage, dans le respect de tous ceux qui en sont les dépositaires. Soucieux de l'exercice d'un jugement libéré des réflexes et des automatismes destructeurs de la pensée, nous en appelons solennellement à l'écoute réciproque, à la restauration du débat politique, dont la violence des armes fanatisées signifierait l'effroyable échec.

Françoise Ait-Hadi est professeur de philosophie. **Malika Akbi** est chercheuse. **Mouloud Aounit** est secrétaire général du MRAP. **Gilbert Cabasso** est professeur de philosophie. **Olivier Schwartz** est sociologue. **Gérald Sfez** est professeur de philosophie. **Pierre Vesperini** est étudiant à l'ENS. **Kamel El Yafi** est psychanalyste.

Divorce à l'autrichienne ?

« **NOUS N'ALLONS PAS nous laisser détruire par l'ÖVP. Nous ne sommes pas les dindons de la farce. Si ça continue comme ça, mieux vaut des élections anticipées.** » Le ton est sec, le regard menaçant : sanglé dans une veste de loden brun de coupe presque militaire – son « uniforme » de gouverneur de Carinthie –, Jörg Haider vient de tirer un bruyant coup de semonce contre ses partenaires chrétiens conservateurs, tout spécialement à l'adresse du chancelier Wolfgang Schüssel, auquel il reproche de laisser son parti pratiquer une « double stratégie », dont il va devoir très vite « se corriger », l'admonestant-t-il – « sinon c'est la fin de cette coalition ».

C'en est en tout cas fini de l'harmonie affichée pendant plus de huit mois par le gouvernement de droite, cette « famille » dont les ministres allaient toujours visiter en groupe les expositions culturelles ou respirer l'air vivifiant des forêts, les dirigeants de l'ÖVP n'ayant fait bande à part que lors d'un pèlerinage à la basilique de Maria Zell, à la mi-septembre, afin de remercier la Sainte Vierge de la levée des sanctions européennes contre l'Autriche. Désormais l'ombre du divorce, ou du moins du chantage au divorce, plane sur le mariage conclu fin janvier entre deux partenaires qui étaient alors, électoralement parlant, à égalité.

Or, aux yeux de M. Haider, l'ÖVP fait porter à ses alliés populistes du FPÖ tout le poids de la politique d'austérité budgétaire, alors que les conservateurs sont largement responsables de l'endettement actuel de l'Etat, qu'ils ont laissé se creuser pendant les treize longues années où ils gouvernaient avec les socialistes.

A l'origine de cet accès de mauvaise humeur : le score désastreux du FPÖ lors des élections régionales en Styrie, dimanche 15 octobre, où, contre toutes les prévisions, la droite populiste a reculé de près de 5 points, atteignant péniblement 12,4 % des voix. Leurs alliés conservateurs, en revanche, remportaient un véritable triomphe avec 47,3 % des suffrages – plus 11 % par rapport à 1995. Les analyses indiquent que près de la moitié des électeurs potentiels du FPÖ se sont portés cette fois-ci vers l'ÖVP.

Ce scrutin avait valeur de test, car c'était la première élection d'envergure depuis l'entrée du FPÖ au gouvernement. La première aussi depuis que Jörg Haider a pris le contrôle de ce petit parti, en 1986, où les populistes avaient subi une déroute. Pendant quatorze ans, ils s'étaient habitués à la vic-

toire, passant de moins de 5 % à près de 27 % des suffrages lors des législatives d'octobre 1999 : le réveil a été douloureux. Aussi, dès dimanche soir, plusieurs responsables du Parti de la liberté réclamaient le retour du « chef » au poste de pilotage, qu'il a quitté officiellement début mai, même s'il participe toujours au « conseil de coalition ».

COSTUME BAVAROIS

Dès l'annonce des résultats, les dirigeants de l'ÖVP s'étaient empressés de relativiser leur succès trop éclatant en le mettant au compte des circonstances locales. Il est vrai que la Styrie est un fief conservateur, et que l'ÖVP y disposait d'une candidate de choc en la personne du gouverneur sortant, Waltraud Klasnic, aussi populaire dans les villages que dans les zones industrielles, bénéficiaires de la récente vague d'expansion économique. A côté de cette habile politicienne, sa concurrente du FPÖ – une ancienne présentatrice de télévision qui tentait de concilier le look motarde cuir et le *Dirnndl*, le costume bavarois rustique, faisait figure de débutante parachutée.

Durant sa campagne électorale, M^{me} Klasnic a préféré appeler en renfort le chef de la CSU bavaroise, Edmund Stoiber, plutôt que le

Viennois Wolfgang Schüssel. Et n'a pas hésité à prendre ses distances avec certaines décisions du gouvernement, telles que l'imposition, dès janvier prochain, de frais d'inscription à hauteur de 10 000 shillings par an (environ 5 000 francs) dans les universités, où l'enseignement était gratuit depuis les années 70.

Cette mesure, qui mécontente les étudiants comme les enseignants, est caractéristique du cours radical choisi par la coalition. Si personne ne conteste la nécessité d'une réforme des universités (où près de la moitié des inscrits ne passent jamais aucun diplôme), les experts restent sceptiques quant à l'impact réel d'une ponction financière destinée avant tout à consolider le budget, au même titre que l'accroissement notable des charges fiscales, qui contredit les promesses de l'ÖVP et du FPÖ. Pour leurs opposants socialistes et écologistes, la marche forcée vers un « déficit zéro » permet surtout le démantèlement, sans véritable impératif économique, de tout un système de partenariat négocié qui assurait la stabilité de l'Autriche et l'influence des grands partis traditionnels.

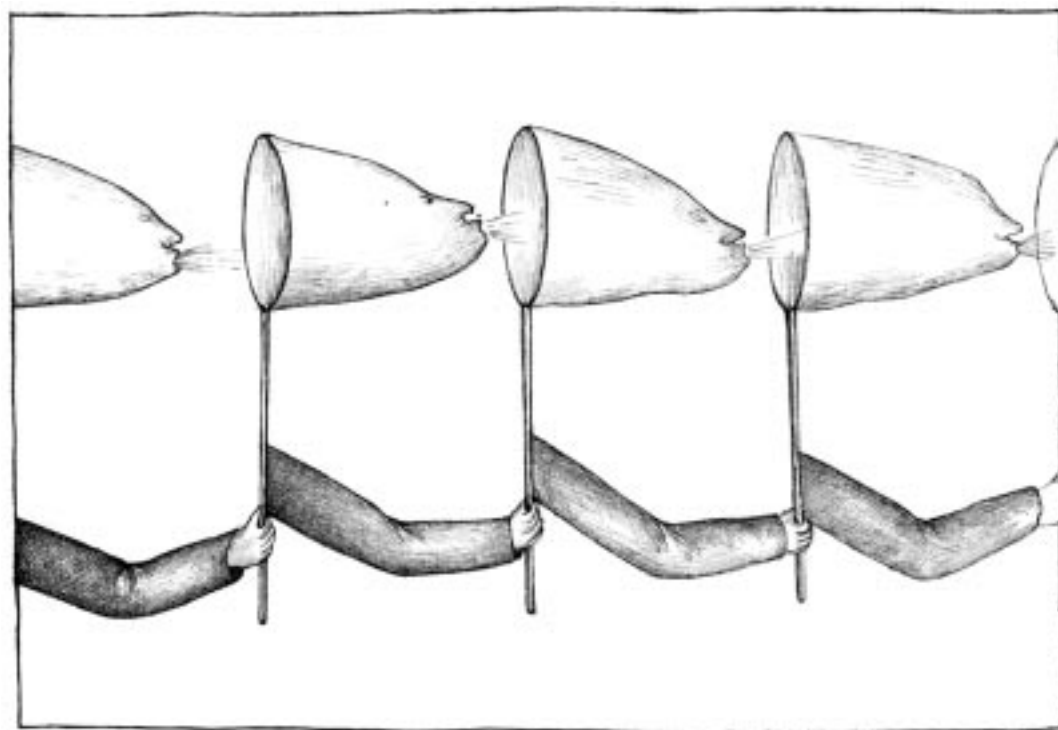
Jörg Haider – qui se veut la « conscience sociale de ce gouvernement » – mène une guerre de tranchées depuis la Carinthie pour

défendre les « petites gens » et « faire payer les riches », obligeant parfois l'ÖVP à piétiner sa propre clientèle. Les conservateurs ont ainsi dû accepter une taxation beaucoup plus lourde des fondations privées, mais le FPÖ a catégoriquement rejeté (et M. Schüssel s'est incliné sans mot dire) une proposition du ministre ÖVP de l'intérieur, qui voulait ajouter au quota « normal » d'immigration un millier d'informaticiens pour répondre aux besoins les plus urgents de l'économie. « Les femmes autrichiennes n'ont qu'à faire davantage d'enfants », a déclaré à la télévision une parlementaire populiste, face à un représentant du patronat qui cachait mal sa consternation.

Il y a d'autres crises en perspective, avec l'élection régionale dans le Burgenland, en décembre, et surtout à Vienne, en mars 2001, où de l'avis général le FPÖ ne retrouvera pas son score de 1996 : ce serait alors le moment opportun pour un retour de Jörg Haider en sauveur de son parti. En attendant, la vie de couple avec l'ÖVP, qui n'a pas de partenaire de rechange malgré quelques signes encourageants envoyés ces dernières semaines par les plus pragmatiques des Verts, risque de tourner bien souvent à l'aigre.

Joëlle Stolz

Génération par Guillaume Dégé



Chirac-Jospin : le double affaiblissement

Suite de la première page

Or, dans le même temps, selon la Sofres, 47 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des derniers mois. Le gouvernement se trouve pris en tenaille : comment justifier une politique qui améliore l'état du pays mais ne profite pas aux citoyens eux-mêmes ? Dans ce processus de différenciation, le prix de l'essence prend une place exceptionnelle. 33 % des Français qui n'utilisent pas ou très peu une voiture estiment que leur pouvoir d'achat a baissé, contre 44 % parmi ceux qui l'utilisent occasionnellement et 51 % parmi ceux qui l'utilisent fréquemment. Quand le gouvernement parle « baisse d'impôts », le pays voudrait entendre « baisse des taxes ». Quand le gouvernement entend des revendications, le pays dit sa frustration.

Quatre semaines plus tard, le climat n'est déjà plus le même. Le moral des Français s'est retourné, sous couvert de tensions internationales fortes, de ralentissement de la consommation et de craintes pour la croissance. Le pessimisme a crû de quatorze points en un mois, variation si exceptionnelle dans un tel délai qu'il faut remonter au temps d'Edith Cresson pour en trouver une semblable. Il y a un mois, les Français nageaient dans une certaine euphorie, les voilà au bord de la morosité. Le gouvernement affronte un dilemme : accrédié les difficultés nouvelles, c'est risquer de freiner davantage la consommation et la croissance, les nier, c'est

perdre de son crédit et rendre légitimes les demandes sociales. Pourtant, l'une des tâches essentielles du premier ministre, à laquelle Lionel Jospin ne s'est pas livré depuis des mois, est d'éclairer constamment la route, de dire aux Français les marges de manœuvre, les efforts et les objectifs.

Jacques Chirac peut-il se contenter, quant à lui, d'expliquer ses difficultés par la diffusion de la cassette de Jean-Claude Méry ? Dans un pays où la suspicion envers le personnel politique est si forte, l'effet d'un tel document est ravageur, accentué par la confusion chronologique entre un récit des années 80 révélé avec la force de l'image au début des années 2000. Mais l'impact n'aurait sans doute pas été si fort si l'image de M. Chirac n'était déjà fragile.

Au lieu de donner à ses concitoyens le sentiment qu'il se dévoue pour la France et les Français, le chef de l'Etat paraît obnubilé par un seul but : sa réélection, accrochée à l'immunité présidentielle et au calendrier électoral de 2002. On est loin ici des schémas classiques, d'un Charles de Gaulle laissant, en 1965, le pays dans le doute jusqu'à quatre semaines du scrutin, ou d'un François Mitterrand affirmant, presque jusqu'au bout, qu'il ne serait pas candidat à sa réélection, « sauf circonstances exceptionnelles ».

Parce qu'il ne laisse aucun doute sur son objectif, Jacques Chirac politise à l'excès son image. Au surplus, les Français, y compris de droite, ne supportent pas l'immunité présidentielle, qui paraît moins protéger les institutions que signifier *urbi et orbi* que les hommes politiques, et le premier d'entre eux, sont au-dessus des lois. A tout le moins attendent-ils que le président fournisse des explications et avance des remèdes, une façon de mettre en jeu politiquement son immunité. François Mitterrand s'entendait à merveille,

dans cet exercice, pour noyer le poisson, comme dans l'affaire Pelat, ou annoncer la mise en chantier d'une nouvelle loi, sévère évidemment, sur les relations de l'argent et de la politique.

BAISSE DE CRÉDIT

Il faut enfin prêter attention à la baisse de popularité de Jacques Chirac dans l'électorat de droite. Selon Ipsos, le souhait de sa candidature en 2002 a reculé de seize points entre mai et septembre. Sans doute y a-t-il là la critique d'une attitude jugée trop conciliante envers les socialistes, surtout quand monte la grogne contre le gouvernement. On peut aussi penser que le président donne à son camp le sentiment de ne pas être assez solidaire des combats électoraux à venir.

Si Jacques Chirac s'accroche à ce point au calendrier de 2002 (législatives avant présidentielle), c'est qu'il nourrit l'espoir d'une reconduction quasi-automatique à l'Elysée en cas de défaite législative de la gauche ou, dans l'hypothèse

RECTIFICATIFS

CHANTEURS

Dans l'article *Les Chanteurs de Côte d'Ivoire entonnent le grand air de la liberté* (Le Monde du 17 octobre), à propos de Norbert Zongo auquel Alpha Blondy a dédié le titre *Journalistes en danger* (*Démocrature*), il fallait lire : « Chanson en hommage au journaliste burkinabé Norbert Zongo, directeur du journal L'Indépendant, assassiné le 13 décembre 1998 alors qu'il enquêtait sur la disparition du chauffeur du frère du chef de l'Etat Blaise Compaoré, torturé à mort par la garde présidentielle. »

JEUX OLYMPIQUES

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre supplément

inverse, d'un scrutin d'appel permettant de proposer aux Français la poursuite du rééquilibrage des institutions et d'une cohabitation harmonieuse. Comment la base politique de la droite se retrouverait-elle dans de tels calculs ? Entre 1986 et 1988, François Mitterrand tirait son camp vers le haut, assurant sa réélection, et, dans la foulée, vers les conditions d'une victoire législative de la gauche. Depuis 1997, quand Jacques Chirac va mal, la droite est au plus bas, quand il va bien, elle ne se porte pas mieux.

Chacun des deux camps est ainsi atteint par une baisse de crédit, qui, pour le moment, ne profite à personne. Les deux têtes du pays souffrent de ne pas assez s'expliquer devant le pays. Le premier ministre pour préciser les marges de manœuvre et les perspectives économiques, le chef de l'Etat pour vider l'abcès des affaires et clarifier les perspectives politiques.

Jérôme Jaffré pour Le Monde

Jeux olympiques daté 1^{er}-2 octobre, l'ancien gardien de but de la sélection camerounaise de football se prénomme Thomas Nkono et non Patrice.

PRÉCISION

TRIBUNAL AUX ARMÉES

Jugé avec deux autres officiers supérieurs pour malversations, par le tribunal aux armées (Le Monde du 28 septembre), le colonel Petitqueux nous fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, M^x Xavier Autain, que « l'achat d'un stylo de service n'a jamais été couvert par une fausse facture, en raison du fait que la facture correspondant à cette acquisition a été dûment réglée pour son nominal et en référence au bien dont il s'agit. »

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'euro et la BCE

L'Euro sortira-t-il un jour de l'état de crise permanente qui est le sien depuis son lancement ? Depuis la mi-septembre et l'intervention concertée des banques centrales sur le marché des changes, il était parvenu à regagner un peu de terrain face au billet vert. On le disait tiré d'affaire. Mieux, promis à une irrésistible ascension grâce au dynamisme retrouvé de l'économie européenne. Le voilà, à nouveau, qui replonge. A l'origine de cette rechute, un entretien accordé, lundi 16 octobre, au *Times* de Londres par le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg : il y laissait entendre qu'une action des banques centrales pour soutenir l'euro était difficilement envisageable dans le contexte actuel de crise au Proche-Orient. Ces quelques mots ont suffi à déclencher une nouvelle tempête monétaire.

A la furie des marchés s'est ajoutée la colère des dirigeants politiques européens et la rage de la presse financière anglo-saxonne. Tandis que le ministre du travail italien, Cesare Salvi, dénonçait la « superficialité » et l'« illégitimité » de M. Duisenberg, plusieurs ministres des finances, dont Laurent Fabius, préféraient rester silencieux et refusaient d'apporter publiquement leur soutien au patron de la Banque centrale. Plusieurs éditoriaux vengeurs ont appelé à la démission du président de l'institut d'émission.

Personne ne nie que M. Duisenberg ait commis une gaffe. Ecarté publiquement la perspective d'une intervention, c'est signaler à l'adversaire que l'arme dont on le menace est chargée à blanc. Mais

le président de la Banque centrale n'est pas seul en cause. La BCE a été prise à son propre piège. En s'emparant de la politique de change, en laissant son président répéter, non sans provocation, « M. Euro, c'est moi », le conseil des gouverneurs de la Banque centrale a lié sa crédibilité à l'évolution de l'euro face au dollar. Et s'est exposé. Jamais le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, n'aurait pu commettre la bourde de M. Duisenberg : il n'accorde pas d'interview à des journaux et ne s'exprime jamais sur l'évolution du dollar, laissant cette responsabilité à la Maison Blanche.

Le président de la BCE ne peut donc être tenu pour seul responsable des déboires de l'euro. La BCE est loin d'avoir démerité. Mais, surtout, est-ce la faute de M. Duisenberg si, depuis vingt et un mois, les investisseurs internationaux préfèrent acheter des dollars plutôt que des euros ? Si l'Europe ne parvient pas à combler son retard de croissance sur les Etats-Unis ? Si le taux de chômage est de 3,9 % outre-Atlantique et de 9 % sur le Vieux Continent ? Si la zone euro a accumulé un retard considérable en matière de nouvelles technologies ? Si les ministres des finances de la zone euro sont incapables d'harmoniser leurs politiques fiscales ? La faculté des dirigeants politiques à s'en prendre à la BCE est à la hauteur de leurs propres manques.

L'euro a moins besoin d'un changement à la tête de la BCE que d'une meilleure coordination dans les réformes économiques et de progrès dans l'édification d'une Europe politique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferracci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Royonette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ; Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jureau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Vingt minutes foudroyantes avec Cendrars

VINGT MINUTES foudroyantes. Blaise Cendrars aura fait une arrivée remarquable dans la série des « Entretiens littéraires », diffusés les mardis et jeudis à 21 h 40 sur le programme national. Quelle personnalité ! Nous connaissons déjà la rudesse pittoresque du poète et romancier de *Rhum* et de *L'Homme foudroyé*. Cette fois il parle comme il doit parler, à n'en plus tarir, devant ses amis lors de ses rares escales parisiennes. Et c'est un beau chahut ! Éliminé le monotone ronron des biographies minutieuses.

La curieuse voix mordante a, pêle-mêle, griffé les critiques, qui « n'appréhendent rien à l'auteur, jamais rien », les artistes (« Je n'aime pas les artistes ! »), les chapelles, les Églises à prétextes littéraires, tous « ceux qui vivent en marge de l'humanité, très grands ou très petits ». Son métier ? Mais oui, Cendrars le détecte.

Comme il est plein de bonne franchise, il y voit cependant « un privilège par rapport à ceux forcés de vivre dans l'engrenage social ».

Tout est évoqué avec la même nervosité sympathique. Les vrais amis de Cendrars ? Rimbaud, les livres anciens très rares, mais surtout pas ces « trucs » existentialistes ou surréalistes. On lui a parlé des cubistes qui auraient eu une influence sur son écriture. Foin des cubistes ! D'ailleurs, les peintres sont toujours en retard sur les poètes. Picasso illustre Mallarmé ; il n'est pas moderne pour un sou.

On pourrait discuter, bien sûr. Pourquoi donc ? C'est Cendrars, le seul Cendrars qui intéresse, celui qui « riait avec Max Jacob à une époque où l'on ne parlait pas de littérature du matin au soir ».

Jean-Marc Théolleyre
(20 octobre 1950.)

Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

MARCHÉS La devise européenne a brutalement décroché en fin de journée, mercredi 18 octobre, au moment où les marchés d'actions aux Etats-Unis chutaient violem-

ment. ● L'EURO est tombé à un nouveau plancher historique face au dollar, à 0,8330 dollar. ● LES STATISTIQUES américaines sur l'inflation en septembre, supérieures aux at-

tentes, ont fragilisé Wall Street, tout comme l'annonce par un certain nombre d'entreprises, dont IBM, de performances inférieures aux prévisions. ● APRÈS UNE DEMI-HEURE de

cotations, mardi, l'indice Dow Jones perdait plus de 5 % et le Nasdaq près de 6 %. Finalement, les deux marchés ont limité leurs pertes à un peu plus de 1 % en clôture.

● L'ONDE DE CHOC suscitée par les propos controversés de Wim Duisenberg continue aussi de peser sur la devise européenne (lire notre éditorial page 19).

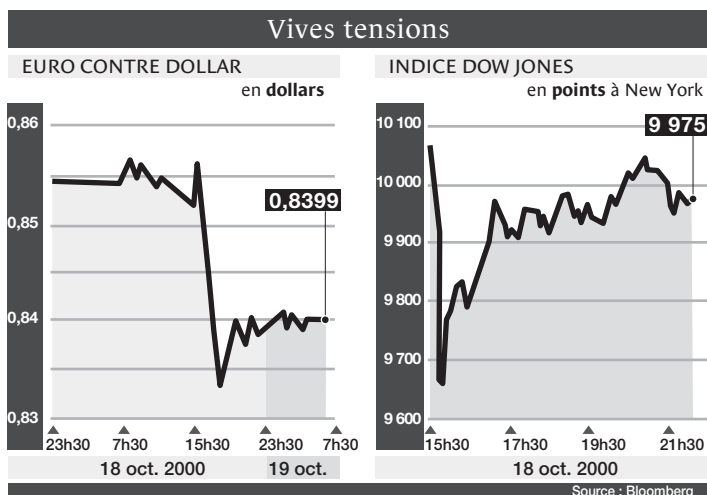
Wall Street et Wim Duisenberg font chuter l'euro

La monnaie unique a touché un nouveau plancher historique, à 0,8330 dollar, avant de se ressaisir légèrement, jeudi, en début de journée. La polémique enfle sur la « gaffe » commise par le président de la Banque centrale européenne

LA CRISE continue. L'euro a atteint, mercredi 18 octobre, de nouveaux planchers historiques : il est passé en cours de journée à 0,8330 dollar. Jeudi matin, dans les premières transactions, il demeurerait proche de ce niveau, se négociant à 0,8397 dollar. Ce nouvel accès de faiblesse s'explique, selon les opérateurs, par les turbulences sur les places boursières et par les suites de la polémique déclenchée par les propos du président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg. La chute de l'euro devait être au centre de la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, jeudi 19 octobre, qui se tenait exceptionnellement à Paris.

La devise européenne a brutalement décroché en fin de journée, mercredi, au moment où les marchés d'actions aux Etats-Unis chutaient violemment. « Les ventes d'euros se sont accélérées après que le niveau de 0,8450 dollar, qui représentait un support technique important, a été atteint », signale un économiste. Les statistiques américaines sur l'inflation en septembre (une hausse de 0,5 % pour l'indice général des prix à la consommation), supérieures aux attentes des analystes, ont fragilisé le marché. Cette hausse est un argument de plus fourni à la Réserve fédérale américaine pour augmenter ses taux d'intérêt.

En Europe, l'onde de choc suscitée par les propos controversés de Wim Duisenberg continue aussi de peser sur l'euro. Le président de la Banque centrale européenne avait surpris, lundi 16 octobre, en revenant longuement sur sa stratégie en matière d'intervention, dans un entretien au quotidien britannique *The Times*. Il avait en particulier laissé entendre qu'une intervention des banques centrales était difficilement envisageable dans le contexte de crise au



Proche-Orient. A la suite de ces propos, l'euro avait lourdement chuté. Depuis l'intervention du 22 septembre, la monnaie unique se maintenait, les opérateurs craignant d'être pris à contre-pied par une nouvelle réplique des banques centrales du G7. Par sa « bévée », M. Duisenberg avait atténué la pression de cette menace, tout en portant atteinte à la crédibilité de la BCE.

Les propos de M. Duisenberg ont aussi déclenché un flot de critiques. Le ministre italien du travail, Cesare Salvi, a dénoncé « la superficialité et l'improvisation » qui lui paraissent régner du côté de Francfort. En privé, nombreux sont ceux qui jugent de tels propos « inadaptés ». Si Laurent Fabius, le président en exercice du conseil des ministres des finances de l'Union, a refusé tout commentaire officiel, il s'est gardé de monter au créneau pour défendre le président de la jeune institution, alimentant les spéculations sur son sort. Depuis, d'insistantes rumeurs de démission ont même circulé, aussitôt démen-

tées par l'institut d'émission. Ce qui n'empêche pas les opérateurs de marché de spéculer sur le nom du successeur de M. Duisenberg. Ils

jugent, selon une enquête Reuters, qu'il serait délicat de nommer actuellement le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, mis en examen dans l'affaire du Crédit lyonnais. La Commission européenne et le gouvernement allemand sont néanmoins venus apporter leur soutien à M. Duisenberg. « Il n'y a pas de débat de personne. Nous sommes satisfaits du travail de la BCE et de son président », a dit un porte-parole du ministère des finances allemand.

Nommé pour huit ans, M. Duisenberg, âgé de soixante-cinq ans, a toujours dit qu'il n'irait pas au bout de son mandat, pour profiter de sa retraite ; mais il entend partir quand bon lui semblera. Il ne se sent, en particulier, pas tenu par l'accord conclu à Bruxelles, en mai 1998, selon lequel la passation de pouvoir aurait lieu en 2002 au profit de M. Trichet. Le départ anticipé du

président de la BCE risquerait, aux yeux de ses défenseurs, de fragiliser davantage l'institut d'émission, et la monnaie unique.

Quoi qu'il arrive, la monnaie unique européenne se retrouve largement en dessous de sa valeur au moment de l'intervention sur le marché des devises, le 22 septembre.

UNE NOUVELLE INTERVENTION ?

Elle cotait alors 0,8580 dollar, après avoir atteint deux jours avant un plus bas à 0,8440 dollar. Le plancher enregistré mercredi va-t-il entraîner une deuxième intervention ? Mercredi, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a indiqué que « l'euro est sous-évalué » par rapport au billet vert. « La BCE et ses partenaires continueront à suivre de près l'évolution des cours externes de l'euro », a dit Ernst Welteke, le président de la Bundesbank, dans un entretien au journal *L'Agefi*, ajoutant que « les

interventions concertées des banques centrales ont bien montré qu'elles sont décidées à agir en commun dès lors que la valeur externe de l'euro devient une source de préoccupation en raison des répercussions négatives qu'elles peuvent avoir sur l'économie mondiale ». La proximité des élections américaines, le 7 novembre, complique probablement une nouvelle initiative des autorités monétaires du G7 sur le marché des changes. La réponse controversée de M. Duisenberg sur une guerre au Proche-Orient « ne concernait qu'une question hypothétique. Pour le reste, le discours traditionnel vaut toujours », indique-t-on auprès de la BCE : l'arme de l'intervention est toujours disponible. Elle pourrait désormais aider l'euro à surmonter la « gaffe » de son principal porte-parole.

Cécile Prudhomme et Philippe Ricard (à Francfort)

Wall Street se fait peur et le Dow Jones repasse sous les 10 000 points

LE DÉBUT de séance, mercredi 18 octobre, à la Bourse de New York, a été particulièrement difficile, provoquant par contagion la baisse des autres places financières et affectant l'euro. Après une demi-heure de cotations, mardi, l'indice Dow Jones perdait plus de 5 %, passant sous le seuil des 10 000 points. Au même moment, le Nasdaq, marché des valeurs de croissance, abandonnait près de 6 % et de l'autre côté de l'Atlantique, la Bourse de Paris accusait un recul de près de 4 %, celle de Francfort une baisse de plus de 3,5 % et Londres de 3 %. Finalement, le pire a été évité. Wall Street s'est ressaisi, perdant en clôture « seulement » 1,13 %, et, à Paris, le CAC 40 a limité ses pertes à 2,15 %.

Cette secousse violente n'a pas vraiment surpris les analystes. Mardi, en fin de journée, IBM avait lancé un avertissement prévenant que ses difficultés à fournir ses clients et la faiblesse de l'euro allaient affecter ses ventes et ses bénéfices. Au cours de la première heure des cotations, mercredi, l'action IBM s'effondrait de plus de 20 %. Autre vedette de la Bourse de New York, le titre Chase Manhattan cédait plus de 9 %. La banque, qui est en train de fusionner avec JP Morgan pour former le troisième établissement du pays, a annoncé un recul de 24 % de son bénéfice pour le troisième trimestre, en raison, notamment, de mauvais investissements dans le secteur des télécommunications. Sur le Nasdaq, RF Micro devices, un fabricant de semi-conducteurs pour téléphones mobiles, voyait son titre fondre de 35 % après la publication de résultats inférieurs aux attentes des investisseurs. Enfin, l'inquiétude a été renforcée par l'annonce d'une hausse des prix 0,5 % en septembre, portant l'inflation à 3,5 % sur un an, un ni-

veau plus important que l'attendait les experts.

Quelque 2,5 milliards d'actions se sont échangées sur le Nasdaq, mercredi, la troisième séance la plus animée de l'histoire. « Quand vous voyez une entreprise comme IBM qui ne réalise pas ses prévisions et des catastrophes tout autour, cela ébranle vraiment la confiance des investisseurs », souligne Cummins Catherwood, une gestionnaire interrogée par l'agence Bloomberg.

LES ANALYSTES RESTENT SEREINS

Comme souvent à New York, les investisseurs ont pourtant fini par retrouver leur sang-froid. Le Dow Jones a peu à peu regagné le terrain perdu. Il a cédé en clôture 1,13 %, à 9 975,02 points, et le Nasdaq a perdu 1,32 %, à 3 171,56 points. Les spécialistes les plus influents, comme Abby Joseph Cohen, de Goldman Sachs, restent sereins. « Il n'est pas raisonnable de penser qu'il pourrait y avoir une baisse sensible du cours des actions dans les six prochains mois », affirme-t-elle. Edward Kerschner, de Paine Webber, juge que les actions sont « bon marché » et les voit « 10 à 20 % plus haut » dans un an.

Jeudi matin, sur les places asiatiques, les investisseurs ont réagi avec calme. Si le marché de Taipei plongeait de 5 %, touché par le dégringolade des actions des fabricants de microprocesseurs, la Bourse de Tokyo s'effritait seulement de 0,40 %. Il est vrai que la publication de résultats pour le troisième trimestre, mardi soir, d'un autre géant de l'informatique, Microsoft, ont calmé les boursiers. Les bénéfices du numéro mondial des logiciels, en progression de 18 %, sont, cette fois, supérieurs aux prévisions des analystes.

Joël Morio

Imaginez votre entreprise avec les logiciels Génération 2000

Imaginez maintenant que vous ne les ayez pas

RIGHT SOLUTIONS, RIGHT ON TIME.

LES BONNES SOLUTIONS AU BON MOMENT. AVEC LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE LOGICIELS WINDOWS 2000 ET OFFICE 2000, DONNEZ À VOS COLLABORATEURS DES OUTILS ADÉQUATS QUI PERMETTRONT À VOTRE ENTREPRISE DE NE PAS RATER LE TRAIN DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE.

VENEZ LES DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE REVENDEUR OU CONNECTEZ-VOUS SUR WWW.MICROSOFT.COM/FRANCE/GENERATION

Microsoft

Italie : mise aux enchères pour la troisième génération de téléphonie mobile

L'Etat espère 13 milliards d'euros de recettes

MILAN

correspondance

Le gouvernement italien devait mettre aux enchères, à partir du 19 octobre à 12 heures, un maximum de cinq licences de téléphonie mobile de troisième génération utilisant la technologie UMTS (Universal Mobile Telecommunications System). Une opération à l'issue de laquelle le gouvernement compte encaisser au moins 12,9 milliards d'euros, dont 90 % seront utilisés pour réduire la dette publique et 10 % destinés à la formation aux métiers technologiques.

Six sociétés ont été admises à participer aux enchères, sur un total de huit candidats à l'origine : la candidature d'Anthill, un consortium de petites et moyennes entreprises du sud de l'Italie, a été rejetée car aucun de ses actionnaires ne jouissait de trois ans d'expérience requis dans la téléphonie, ainsi que celle de Tu Mobile, en raison de l'insuffisance des garanties bancaires présentées.

Parmi les participants, on retrouve les principaux opérateurs de téléphonie mobile italiens, Telecom Italia Mobile et Omnitel, filiale du britannique Vodafone Airtouch, ainsi que Wind, dont France Télécom détient 43,4 %. Figurent en outre deux consortiums, l'un mené par l'opérateur espagnol Telefonica et le finlandais Sonera, et l'autre par la société de Hong Kong Hutchison Whampoa.

Jeudi matin, une ombre planait cependant sur la participation de la société de téléphonie mobile Blu, en raison de divergences apparues entre ses actionnaires, dont l'opérateur britannique British Telecom (BT). Quatrième opérateur de téléphonie mobile italien, Blu a commencé à offrir des services GSM (Global Standard for Mobile Communications) au mois de mai. Il est devenu, depuis, le quatrième opérateur de téléphonie mobile avec plus de 400 000 clients.

Certains actionnaires, devant l'ampleur des investissements nécessaires pour l'UMTS, auraient demandé à BT d'augmenter sa participation de 20 % à 51 %. Mais l'opérateur britannique, en raison de son important endettement et de ses déboires en Bourse, n'y

semblait pas prêt. La décision devait être prise lors d'un conseil d'administration, dans la nuit du 18 au 19 octobre, quelques heures avant le début des enchères.

Ces hésitations traduisent le doute qui s'est installé sur la rentabilité des futures licences, qui seront valables quinze ans à partir du 1^{er} janvier 2002, date de début de l'UMTS. Les analystes estiment la valeur d'une licence en Italie à 3 ou 4 milliards d'euros, comparé à un prix moyen de 8,4 milliards payés en Allemagne. Cette décote s'explique par la mainmise des deux principaux opérateurs, TIM et Omnitel, qui détiennent environ 88 % du marché et la forte pénétration de la téléphonie mobile (61 % au 30 juin) en Italie. Ces éléments rendent les perspectives de croissance pour les nouveaux opérateurs moins prometteuses qu'en Allemagne. D'autant que les investissements pour la construction de l'infrastructure seront élevés. Omnitel les évalue entre 3,6 et 4,6 milliards d'euros.

PORTABLES INTERDITS

Les enchères se dérouleront dans les locaux du ministère des communications à Rome. Aux représentants des sociétés participantes seront alloués des bureaux d'où ils pourront transmettre leurs offres à travers un réseau téléphonique, ou sous pli à des huissiers. Pendant le déroulement des enchères, qui devraient se tenir plusieurs jours, les participants seront totalement isolés pour prévenir toute collusion avec des concurrents. Les repas seront consommés sur place et les téléphones portables interdits. Les délégués pourront toutefois communiquer par téléphone et fax avec le quartier général de l'entreprise pour recevoir des instructions.

Omnitel a prévu une équipe d'une quarantaine de personnes dans ses locaux pour épauler ses représentants durant cette épreuve de force. Plusieurs relances auront lieu chaque jour. L'enchère sera coordonnée par un commissaire-priseur nommé par le ministère, et s'achèvera avec l'abandon d'un des candidats.

Philippe Webster

Les compagnies ferroviaires européennes s'inquiètent d'une libéralisation trop brutale

Les syndicats de la SNCF manifestent à Paris

Les syndicats français organisent jeudi 19 octobre une manifestation contre la libéralisation du chemin de fer. Si les ministres européens ont trouvé

un accord pour ouvrir le fret ferroviaire international à la concurrence, le Parlement européen se montre nettement plus libéral. La Commission

préconise une « révolution culturelle », mais les compagnies ferroviaires estiment qu'il faut davantage taxer les transports routiers.

À L'APPEL de l'ensemble des syndicats de la SNCF, environ 40 000 cheminots - actifs ou retraités - étaient attendus jeudi 19 octobre à Paris pour manifester contre les projets de libéralisation du chemin de fer en Europe. Mais seules quelques délégations étrangères devaient se joindre aux protestataires. Pas question de parler d'« euromanifestation » et encore moins d'« euro-grève ».

Cette journée d'action intervient dans un contexte particulier. En décembre 1999, les ministres européens des transports étaient, à la surprise générale, parvenus à un accord sur un ensemble de directives, entérinant le principe d'une libéralisation à terme du fret ferroviaire international. Mais pour entrer en vigueur, ces directives doivent être adoptées par le Parlement européen, qui, depuis juin, participe au processus de « codécision ». Or, en juillet, le Parlement s'est montré nettement plus libéral que le conseil des ministres, prévoyant en particulier l'ouverture à la concurrence du fret, international mais aussi national, dans cinq ans et l'ouverture d'ici 2010 des trafics internationaux de voyageurs.

Conformément à la nouvelle procédure européenne, le Parle-

ment européen, la Commission et les ministres ont mis en place une instance de conciliation, qui doit se réunir pour la seconde et dernière fois le 22 novembre. Si elle ne parvient pas à un compromis, l'ensemble de la procédure sera à refaire. « Rien ne serait pire qu'un échec de la conciliation car l'accord de décembre 1999 constitue un vrai progrès », a expliqué mercredi 18 octobre, Louis Gallois, président de la SNCF, en sa qualité de président de la Communauté des chemins de fer européens, à l'occasion d'un colloque auquel participait Loyola de Palacio, commissaire européenne chargée des transports.

Louis Gallois et son homologue de la Deutsche Bahn, Hartmut Mehdorn ont discrètement rencontré les membres du Parlement européen au cours d'un dîner qualifié de « vivifiant » par Louis Gallois. En fait, deux conceptions s'opposent. Pour la Commission, « le pouvoir est passé de l'administration au marché dans le domaine aérien et maritime, mais pas dans le ferroviaire, où les compagnies font obstacle à la réalisation du marché intérieur en maintenant des obstacles aux frontières. C'est pourquoi la Commission plaide pour une concurrence régulée et pour la séparation entre ceux qui

gèrent les infrastructures et les exploitants, afin de permettre l'arrivée de nouveaux acteurs et mettre le client au cœur du dispositif », a résumé Jean Vinois, un des adjoints de M^{me} de Palacio. M. Mehdorn s'est fermement opposé à cette vision, estimant que la Commission doit se contenter de fixer « des règles mais n'a pas à s'ingérer dans les organisations ». Alors que la Commission européenne ne cache pas sa préférence pour le « modèle britannique » de séparation des activités et de concurrence des exploitants, les responsables des réseaux européens ont fait valoir qu'au Japon et en Autriche, deux des réseaux jugés les plus performants au monde, il n'y a pas de séparation entre les gestionnaires de l'infrastructure et ceux de l'exploitation.

QUELLE CONCURRENCE ?

Alors que la Commission veut favoriser la concurrence entre opérateurs ferroviaires, ceux-ci estiment qu'il faut analyser la concurrence entre les différents modes de transport. « Les entreprises ferroviaires sont offensives et gagnent des parts de marché, surtout dans le trafic voyageurs. Cela n'est pas étonnant, c'est là qu'elles ont investi ces der-

nières années. Pourquoi ? Parce que les investissements y sont plus rentables, la concurrence y étant plus équitable que dans le fret », a résumé Louis Gallois. Les entreprises ferroviaires ont préconisé, mercredi, « dix mesures pour assurer une concurrence équitable et une mobilité durable sur le marché des transports ». Au nom de l'environnement et de la sécurité, elles estiment que le transport routier doit être davantage taxé. M^{me} de Palacio a reconnu que l'Europe qui s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effets de serre doit privilégier le rail. Mais rappelant que « la vitesse moyenne du transport ferroviaire de marchandises en Europe est de 16 km/heure », elle estime qu'il « faut accomplir une révolution dans les services proposés aux usagers ».

D'ailleurs, après s'être intéressée au fret, la Commission européenne s'intéresse à l'ensemble des services publics de transports. Le 2 octobre, elle a proposé au conseil des ministres des transports un texte qui imposerait de lancer des appels d'offre pour des marchés locaux, ce qui pourrait, à terme, remettre en cause le monopole de la SNCF dans les transports régionaux.

Frédéric Lemaître

La catastrophe de Hatfield, symbole des ratés de la privatisation

LONDRES

de notre correspondant à la City

L'accident ferroviaire de Hatfield, près de Londres, qui a fait quatre morts et trente-cinq blessés mardi 17 octobre, illustre les ratés de la privatisation du train au Royaume-Uni. A la suite de cette nouvelle catastrophe ferroviaire - la troisième en trois ans - la presse a accusé Railtrack, la société privée chargée de l'infrastructure du réseau, et les opérateurs qui y font rouler leurs trains, de sacrifier la sécurité pour gonfler leurs profits afin de plaire à leurs actionnaires.

Ce soupçon a été confirmé mercredi, la compagnie britannique ayant clairement reconnu sa responsabilité, après la publication des premiers résultats de l'enquête concluant à la rupture d'un rail : « L'état du rail, qui avait été mis en

place il y a seulement cinq ans, est totalement inacceptable », a déclaré la société dans un communiqué publié jeudi. « Le rail aurait dû être remplacé en novembre. Ce remplacement aurait dû se faire plus tôt et cela relève de la responsabilité de Railtrack », a ajouté la société.

Dans le même communiqué, la société a indiqué que son conseil d'administration réuni mercredi soir avait refusé la démission présentée le jour même par Gerald Corbett, le directeur général de Railtrack. L'association des survivants de la catastrophe de Paddington (31 morts à Londres en 1999) avait exhorté la société à ne pas l'accepter, considérant que l'arrivée d'un nouveau patron retarderait la réflexion engagée par les deux parties pour trouver des solutions aux problèmes de sécurité.

« CYNISME ET OPPORTUNISME »

« Prendre le train en Grande-Bretagne revient à jouer sa vie à la loterie » : le tabloïd Daily Mirror a résumé en termes cinglants la crise du rail. Mauvais état des voies, vétusté du matériel roulant, signalisation défaillante... un vrai désastre pour les passagers. D'autant que la centaine d'entreprises privées issues du démantèlement de British Rail ne manquent pas de se renvoyer les responsabilités en cas de problème. La nationalisation des chemins de

fer, engagée avec le démantèlement de British Rail en 1994, puis l'éclatement du réseau et de l'exploitation commerciale des lignes, s'est révélée une étape idéologique de trop sur la voie du tout-privé. Selon The Economist, l'opération a été un « cocktail sinistre mêlant cynisme, incompétence de gestion et opportunisme financier

raillement du 17 octobre - ou Vivendi.

Devant le mécontentement général, le gouvernement Blair a augmenté les subventions aux transports. Il a étendu les pouvoirs des régulateurs, qui peuvent désormais infliger des amendes. Il songe maintenant, pour encourager les investis-

La banlieue de Londres intéresse la SNCF

S'il préfère la coopération, Louis Gallois, président de la SNCF, estime qu'il doit préparer son entreprise à la concurrence, en particulier en bâtissant un réseau européen. La bataille qui oppose Vivendi, la SNCF et la Caisse des Dépôts dans le rail britannique illustre cette situation paradoxale. L'autorité de régulation britannique annoncera le 25 octobre à qui elle attribue le réseau South Central (équivalent du RER B parisien), actuellement confié à Connex, une filiale de Vivendi qui ne lui aurait pas donné entière satisfaction. Sont sur les rangs, Connex mais aussi GoVia, société détenue à 35 % par Via Cariane (rachetée par la SNCF à Paris en 1999) et 65 % par Go Ahead, une société qui exploite une autre ligne londonienne, Thameslink. Or, la Caisse des Dépôts a racheté 6 % du capital de Go Ahead, concurrençant ainsi la SNCF.

qui a coûté des milliards de livres au contribuable ». Quant aux vingt-cinq licences de transport passagers, elles ont été octroyées à des groupes n'ayant pour la plupart aucune expérience du chemin de fer, à l'instar de Virgin, Sea Containers - à qui appartient Great North Eastern Railway (GNER), impliquée dans le dé-

sements à long terme, à allonger la durée des futures licences. Face à l'ampleur de la tâche de modernisation, ces mesures sont toutefois jugées insuffisantes par les comités d'usagers et par les élus de tous bords.

Marc Roche

GROUPE CRÉDIT COOPÉRATIF

1^{er} semestre 2000 : Résultat net + 62 %

Résultat net

121,5 MF

18,5 M€

+ 62,3 %

PNB

646 MF

98,5 M€

+ 10 %

Ratio de solvabilité

10,66 %

dont Tier 1

8,25 %

Les résultats du premier semestre 2000 continuent d'exprimer la progression régulière réalisée par le Groupe ces dernières années.

Le produit net bancaire (à 646 MF) augmente de + 10 %. C'est la conséquence de l'accroissement du niveau général de l'activité et d'une bonne performance de l'activité de capital risque.

Les frais généraux évoluent de façon modérée (+ 2,5 %).

Le résultat brut d'exploitation (193,7 MF) s'accroît de + 33 %. Malgré le maintien, dans un souci de prudence, des provisions au même niveau que l'an dernier, le résultat net (121,5 MF) augmente de + 62 %. Le bénéfice net part du Groupe s'établit à 105,9 MF (+ 42,8 %).

La collecte bancaire a connu une très forte progression (+ 26 %) et les dépôts à vue (+ 12 %) se développent à un rythme supérieur à celui du marché.

La progression des encours de crédits est globalement plus modérée (+ 3,3 %), mais plus rapide qu'en 1999 avec en particulier un volume de nouveaux crédits d'investissements supérieur de + 18 % à l'an dernier et l'affacturage progresse toujours rapidement (+ 37,9 %).

Le Groupe continue de consolider les apports de ses opérations de croissance externe. Il poursuit la rationalisation de ses structures et mène des actions de modernisation de ses outils notamment en développant une plate-forme informatique commune avec le Crédit Maritime.

Il élargit ses domaines d'action et sa gamme de produits et services, qui sera prochainement accessible sur Internet. Il étend ses relations avec les particuliers, ainsi qu'avec les PME - PMI. Il développe avec dynamisme de nombreux partenariats, traditionnels ou récents. Il continue d'innover en matière de finance éthique et solidaire, et de micro-crédit.

CREDIT COOPÉRATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

VALEUR

Apple cherche un second souffle

LE CONSTRUCTEUR informatique Apple a donné le détail de ses résultats trimestriels, mercredi 18 octobre, dont un avant-goût avait fait frémir les investisseurs, fin septembre, et fait perdre à l'action les trois quarts de sa valeur. Le fabricant de l'iMac a été victime d'un essoufflement des ventes et doit gérer un surstockage auprès de son réseau de distribution. En conséquence, si les ventes en unités ont progressé de 45 % de juillet à septembre (40 % en valeur) et le bénéfice de 53 % (108 millions de dollars hors éléments exceptionnels), le chiffre d'affaires n'a augmenté que de 20 %.

Pour relancer ses ventes, Apple va offrir une prime de 2000 francs à tout acheteur de son nouveau G4 Cube et d'un écran plat, relancer son nouveau double processeur auprès des entreprises et promouvoir son iBook portable dans le milieu éducatif. Apple, qui en année pleine enregistre une hausse de ses ventes et de ses profits de 30 %, doit désormais prouver que sa résurrection est définitive.

EUROPAGES, L'ANNUAIRE EUROPEEN DES AFFAIRES

Précédente Suivant Recharger Accueil Rechercher Guide

Adresse : <http://www.europages.com/> Infos connexes

Et si c'était à Liège qu'on trouvait les meilleurs bouchons ?

www.europages.com

Tout le BtoB sur le Net

Les médias allemands se convertissent en douceur à la Bourse

Certaines jeunes sociétés ouvrent leur capital au public, mais les principaux groupes, comme Bertelsmann, Berda ou la WAZ, encore contrôlés par des structures familiales, restent réticents. Kirch fait exception.

FRANCFORT

de notre correspondant

Pour les uns, c'est une évidence. Pour d'autres, une longue conversion, ou encore un sujet tabou. Face à la Bourse, le monde des médias allemands est divisé comme jamais. Autrefois dominé par les actionnaires familiaux, le secteur est en train de s'ouvrir à une nouvelle source de financement. Signe de cette évolution : le magnat des médias, Leo Kirch, réorganise l'empire qu'il a bâti sur le commerce des films pour l'ouvrir aux investisseurs boursiers. Le groupe a été divisé en trois pôles, dont au moins deux devraient être cotés en Bourse, respectivement en 2001 et 2003 : Kirch Media, le joyau constitué autour des droits audiovisuels et de la télévision, et Kirch Pay-TV, dans la télévision à péage. Un autre converti de fraîche date est Bertelsmann, le géant mondial de la communication, qui fait malgré lui de timides débuts en Bourse, en

plaçant certaines filiales détenues avec d'autres partenaires. Contrôlé à 30 %, RTL Group, né de la récente fusion entre CLT-UFA et Pearson Television, est ainsi coté sur la place de Londres.

Parallèlement, nombre d'entreprises plus modestes, parfois très jeunes, ont fait de l'entrée en Bourse la priorité des priorités. « Depuis six mois, nous avons assisté à plusieurs introductions sur le Neuer Markt, le nouveau marché de la place de Francfort. La tendance va se poursuivre », observe Isabel Geigenberger, analyste à la DG-Bank.

Dans la foulée d'une réussite en vue, celle d'EM-TV (lire ci-dessous), plusieurs firmes de commerce de licence de films se sont engouffrées dans la brèche. On a ensuite assisté à l'introduction de sociétés présentes dans les différentes étapes de la production, comme Das Werk, qui a fusionné avec la société Road Movies du réalisateur

Wim Wenders. Un des derniers venus a été la télévision musicale Viva. Toutes ces entreprises se situent à la croisée entre « anciens » et « nouveaux » médias, sur des créneaux en forte croissance, qui nécessitent d'importants investissements dans les technologies de pointe (numérique, Internet). « Ces acteurs ont trois types de motif : primo, lever des fonds pour se développer sur des marchés, qui ne sont pas encore arrivés à maturité en Allemagne. Secundo, s'affranchir de la tutelle des banques. Tertio, valoriser le patrimoine des propriétaires », dit Hermann-Dieter Schröder, de l'Institut Hans-Bredow de recherche sur les médias, à Hambourg.

Une cotation en Bourse permet en outre de disposer, via les actions, d'une monnaie d'échange pour réaliser acquisitions et partenariats. « Le processus de concentration est encore à venir ; ces sociétés renforcent leurs possibilités financières et se font connaître », note M^{me} Geigenberger. Tout en illustrant l'importance croissante du secteur des médias dans l'économie allemande, l'intrusion de ces PME audacieuses a lentement

contribué à faire évoluer les esprits parmi les « historiques » du secteur.

Chez Bertelsmann, la maison mère, dont le capital est détenu notamment par une fondation et des intérêts familiaux, ne devrait pas franchir le Rubicon boursier avant longtemps.

« Trois motifs : lever des fonds, s'affranchir de la tutelle des banques, valoriser le patrimoine »

Non seulement il faudrait changer les statuts du groupe, mais surtout le patriarche Reinhard Mohn, figure légendaire encore associée aux grands choix stratégiques, a toujours refusé d'envisager une telle hypothèse. Thomas Middelhoff, l'actuel président du directoire, reste sur la même longueur

d'onde, tandis que ses concurrents mondiaux, Time Warner en tête, disposent depuis longtemps d'un accès aux marchés des capitaux. « Nous sommes un conglomérat médiatique ; il nous semble donc plus judicieux de placer certaines activités susceptibles de bénéficier d'une forte valorisation, dans Internet, la télévision, le commerce électronique par exemple, plutôt que d'introduire un ensemble trop large soumis à des évolutions parfois contradictoires », explique Siegfried Luther, directeur financier de Bertelsmann.

« Cette attitude n'a pas empêché le groupe de financer son développement, mais elle constitue un inconvénient structurel par rapport à des concurrents », dit Friedrich Schellmoser, spécialiste média à l'HypoVereinsbank. « La position de Bertelsmann n'est pas si inconfortable, car le groupe peut placer quantité de filiales et cela peut suffire », estime M. Schröder. S'il entend s'orienter davantage vers les marchés de capitaux, M. Middelhoff assurait récemment qu'avec un trésor de guerre évalué à 30 milliards de deutschemarks (environ 15,3 milliards d'euros), Bertelsmann « dispose de marges

de manœuvre pour se développer ces prochaines années », sans ouvrir son capital à la Bourse. De même, Kirch, avant de se jeter à l'eau, renforce la solidité financière de ses activités en les ouvrant à des partenaires soigneusement choisis, tels que la Fininvest de Berlusconi.

Enfin, certains refusent tout net d'aborder la question. Notamment dans la presse écrite, dont les besoins en financement sont moindres que ceux de l'audiovisuel. Les groupes Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ), Burda, Bauer et Holtzbrinck demeurent étroitement contrôlés par des structures plus ou moins familiales. « La question de leur entrée en Bourse ne s'est pas posée au dernier renouvellement de générations, mais il faut attendre un peu, avant que le capital ne soit amené à évoluer », estime M. Schröder. Pour le moment, seul le groupe d'Axel Springer, éditeur de Bild, est introduit en Bourse depuis plusieurs années. Mais il reste encore largement contrôlé par Leo Kirch et par la fondation mise en place par la famille Springer.

Philippe Ricard

EM-TV, l'étoile filante du Neuer Markt

FRANCFORT

de notre correspondant

Une poignée de salariés lors de l'introduction en Bourse, à la fin de 1997. Plus de 300 aujourd'hui. Créée en 1989, EM-TV a longtemps incarné l'irrésistible ascension du Neuer Markt de Francfort, le marché des sociétés en forte croissance. Sa capitalisation boursière s'est d'abord envolée, pour atteindre des sommets en mars, en flirtant avec les 17 milliards d'euros. Depuis une quinzaine de jours, cette belle réputation s'est effondrée. Lundi 9 octobre, l'action a cédé près de 20 % en séance ; et, depuis, elle continue de perdre du terrain. Le repli général du Neuer Markt, s'ajoutant à l'annonce d'erreurs dans les résultats du premier semestre de la société, a suscité auprès des investisseurs un mouvement de défiance sans précédent. La valeur boursière de l'entreprise a fondu pour atteindre 4,98 milliards d'euros, mercredi 18 octobre.

Malgré ses récents déboires, EM-TV reste emblématique d'une tendance de fond dans le secteur des médias allemands : la Bourse lui a permis de réaliser une série d'acquisitions. Fournisseur de contenus, EM-TV revendique « la première place mondiale » dans la distribution de programmes pour l'enfance et la famille. D'abord spécialisée dans les dessins animés, EM-TV a connu un fort développement à la fin des années 90, après s'être associée au groupe Kirch, en créant avec lui une filiale pour exploiter, sous la marque Junior, des milliers d'heures de programmes destinés aux enfants.

Avec ses allures de jeune premier, Thomas Haffa, fondateur et

principal actionnaire de l'entreprise, est un ancien cadre de Kirch. « La clef du succès de M. Haffa est double. Ce commercial sait tout vendre, et la forte valorisation de son entreprise lui a permis de réaliser une série d'acquisitions », indique un spécialiste des entreprises médias du Neuer Markt.

DIVERSIFICATION RISQUÉE

En février, EM-TV s'est fait remarquer en rachetant le concepteur américain du « Muppet Show », la Jim Henson Company. Cette acquisition, financée en partie par échange d'actions, lui a permis de prendre pied aux Etats-Unis. En mars, nouveau coup : 50 % du capital de la Slec, la société de Bernie Ecclestone, qui chapeaute les courses de formule 1, tombe dans l'escarcelle de M. Haffa. Ce dernier compte exploiter « l'un des plus grands événements télévisuels mondiaux » pour développer une nouvelle marque, des activités de marchandisage et la vente de produits dérivés.

Ce développement très rapide suscite des interrogations, surtout en période de tempête boursière. L'engagement dans la formule 1 paraît être une diversification risquée aux yeux des experts. « EM-TV est un serpent qui aurait absorbé une proie plus grosse que lui ; l'entreprise a besoin de temps pour digérer », dit un analyste financier. Après les derniers soubresauts, le frère de Thomas Haffa, Florian, directeur financier d'EM-TV, est désormais sur la sellette, après avoir perdu la confiance de nombreux investisseurs.

P. R.

Le PDG de France Télévision peaufine sa holding

MARC TESSIER, PDG de France Télévision, complète l'organigramme de la holding. Outre François Bonnemain, ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui rejoint la holding comme directeur des ressources humaines, Ghislain Achard (déjà secrétaire général) est nommé directeur général délégué. Au total, dix directions (stratégie des programmes, finances, ressources humaines, projet numérique, communication, relations institutionnelles, sports, développement international, juridique et études) composent cette structure, qui devrait regrouper une cinquantaine de personnes.

DÉPÊCHES

- **SATELLITE** : CanalSatellite a dépassé 1,5 million d'abonnés, a annoncé le groupe, mardi 17 octobre. Lancé en 1992, le bouquet satellitaire devrait réaliser en 2000 son premier exercice bénéficiaire.
- **RADIO** : e-NRJ, filiale de NRJ Group, lance, d'ici à mars 2001, bestofcity.fr, magazine sur Internet consacré aux loisirs, services et petites annonces, dans une trentaine de villes.
- **PRESSE** : la Comareg (Havas) a renforcé sa position en Belgique en rachetant, avec son partenaire Mediabel, 60 % de Rum, qui édite une douzaine de journaux gratuits flamands. - (Reuters.)
- **AFFICHAGE** : Dauphin SA (Clear Channel) change de nom pour devenir Dauphin Communication. Les activités d'affichage s'appelleront Dauphin Affichage et le mobilier urbain, Dauphin Adshel.
- **AGENCE** : un préavis de grève a été émis pour jeudi 19 octobre à l'agence Reuters-France, en raison du désaccord des syndicats avec les propositions de la direction concernant la réduction du temps de travail.

dessinons
l'Europe
ensemble

Depuis le 1^{er} juillet, la France assure la Présidence de l'Union européenne jusqu'au 31 décembre 2000.

Comment favoriser la croissance, l'innovation et le plein emploi ?
Comment renforcer la cohésion sociale ? Comment répondre aux préoccupations quotidiennes et concrètes des citoyens ?
Comment consolider la paix ? Comment rendre le fonctionnement des institutions européennes plus efficace et plus compréhensible ?
Comment réussir l'élargissement de l'Union européenne ?

Telles sont quelques-unes des grandes questions auxquelles la Présidence française s'efforcera de répondre pour contribuer à faire avancer l'Europe.

Présidence française de l'Union européenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000

www.presidence-europe.fr

Ministère des Affaires Étrangères
Ministère chargé des Affaires Européennes

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ALSTOM** : après l'accord donné en septembre par la Commission européenne, le groupe français a annoncé mercredi 18 octobre la prise de contrôle à 51 % de Fiat Ferroviaria, la filiale ferroviaire de l'italien Fiat, l'un des principaux constructeurs mondiaux de trains à grande vitesse.

● **AIRBUS** : les autorités européennes ont donné, mercredi, leur feu vert à la création de Société Airbus intégrée (AIC), nouvelle entité juridique regroupant BAES (Grande-Bretagne), EADS NV, EADS France, EADS Allemagne et CASA (Espagne).

● **EXXON MOBIL** : le premier groupe pétrolier mondial a annoncé, mercredi 18 octobre, la prise d'une participation de 19 % dans China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec), qui a fait le jour même une entrée timide à Wall Street en se maintenant à son prix d'introduction, 20,6 dollars.

● **TOTALFINAELF** : un consortium réunissant le pétrolier et Gaz de France a été exclu d'un appel d'offres en Chine pour la construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) en projet à Shenzhen. Cette décision a été présentée, jeudi, par les milieux d'affaires français comme une mesure de représailles contre la vente d'un satellite français à Taïwan.

● **GAZPROM** : un accord a été signé, mercredi, entre le russe Gazprom et quatre sociétés européennes - le français GdF, l'italien SNAM et les allemands Wintershall et Ruhrgas - pour la création d'un consortium chargé de la construction d'un gazoduc contournant l'Ukraine, afin de livrer le gaz russe sur les marchés européens.

● **NOVARTIS/BRISTOL MYERS SQUIBB** : le groupe suisse Novartis et son concurrent américain Bristol-Myers Squibb ont annoncé, mercredi, une alliance « stratégique » sur le Zelmec, un médicament des gênes et douleurs abdominales encore au stade des études cliniques.

● **VERRERIES DE L'ORNE** : les grévistes de cette entreprise du groupe Saint-Gobain, implantée à Ecouché (Orne), ont retenu, mercredi soir pendant deux heures dans leurs bureaux, deux

responsables de l'usine et le directeur des ressources humaines de la branche conditionnement du groupe. En grève depuis treize jours, ils réclament une augmentation de 350 francs par mois, une prime d'équipe de 20 francs et le passage aux 35 heures payées 39.

SERVICES

● **CASINO** : le groupe de distribution va investir 110 millions d'euros en Thaïlande pour permettre à sa filiale locale à 67 %, Big C, d'ouvrir cinq ou six nouveaux hypermarchés en 2001 dans ce pays.

● **SKYTEAM** : créée il y a quatre mois autour d'Air France et de l'américain Delta Airlines avec Aeromexico et Korean Air, l'alliance SkyTeam a officiellement accueilli, mercredi 18 octobre, la compagnie tchèque CSA Czech Airlines.

● **NIKE** : le fabricant américain d'équipements sportifs fait l'objet d'une enquête, menée par une commission parlementaire brésilienne, sur sa supposée influence sur le footballeur Ronaldo, que Nike aurait « obligé » à jouer la finale du Mondial 1998 alors qu'il était malade.

FINANCE

● **EUROFINS SCIENTIFIC** : la société nantaise spécialisée dans le contrôle des produits alimentaires a annoncé, mercredi, sa prochaine introduction au nouveau marché de Francfort, à un prix compris entre 35 et 40 euros par action. La première cotation est prévue le 26 octobre.

● **CHASE MANHATTAN** : la banque américaine, qui doit fusionner avec JP Morgan, a annoncé, mercredi, un bénéfice net (hors éléments exceptionnels) pour le troisième trimestre de 905 millions de dollars, en baisse de 24 %. JP Morgan a publié, le même jour, un bénéfice net de 514 millions de dollars, en hausse de 16,2 %.

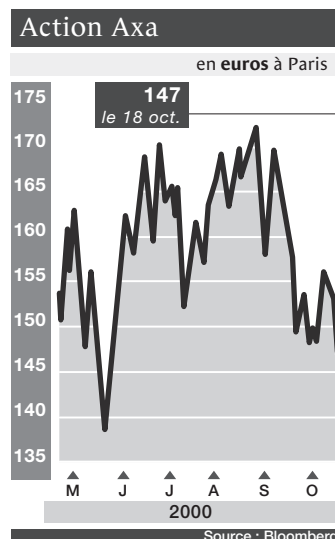
RÉSULTATS

● **GRUPE PARC ASTÉRIX** : le groupe de loisirs a affiché une perte nette de 0,4 million d'euros au premier semestre 2000, contre un bénéfice net de 3,2 millions au terme des six premiers mois de 1999. Groupe Astérix estime que le bénéfice net de l'exercice 2000 « s'inscrira en baisse par rapport à l'exercice 1999 ».

VALEUR DU JOUR

Axa veut la totalité du capital de sa filiale américaine

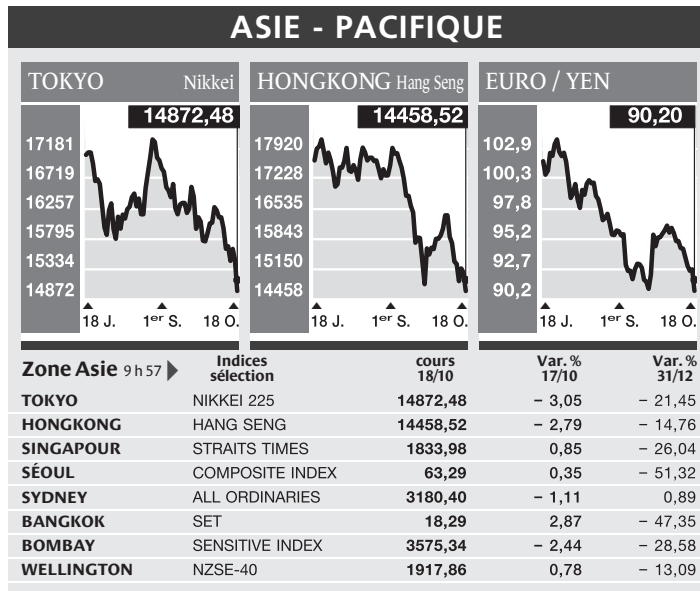
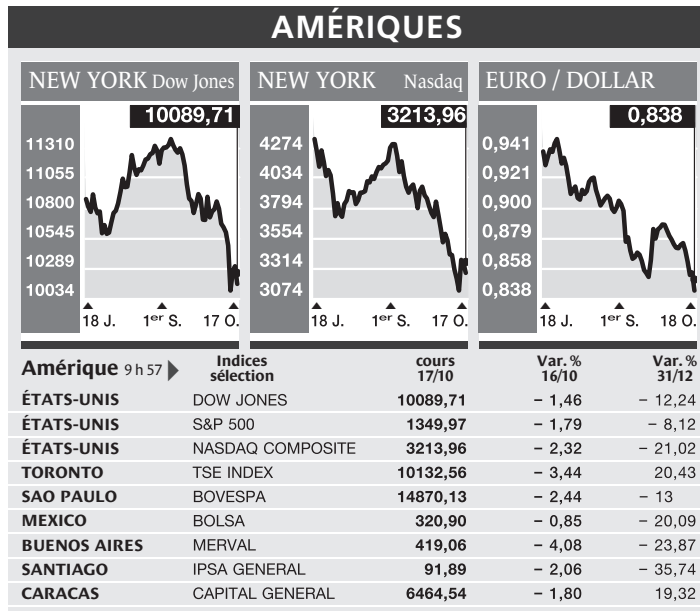
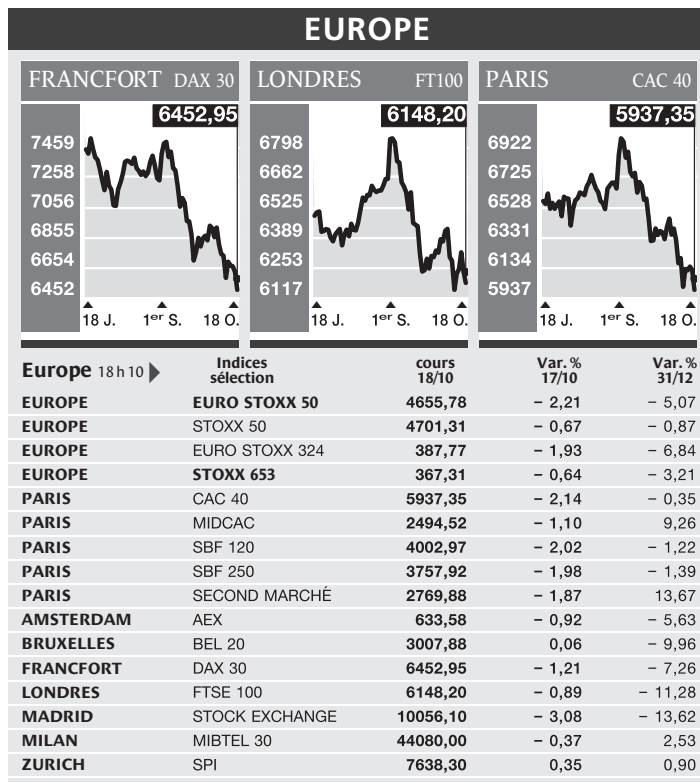
LE NUMÉRO UN mondial de l'assurance a annoncé, mercredi 18 octobre, une nouvelle offre de rachat des actionnaires minoritaires de sa filiale américaine Axa Financial (ex-Equitable). Axa avait proposé de racheter les minoritaires le 30 août, au moment de l'annonce de la cession de la banque d'affaires DLJ (Donaldson Lufkin & Jenrette) au Crédit suisse. Les actionnaires minoritaires d'Axa Financial se verront proposer, pour chaque action, 35,75 dollars en numéraire et 0,295 american depositary share (ADS) Axa. Cette nouvelle offre représente, selon le communiqué, une prime de 4,5 % par rapport au cours le plus haut jamais atteint par l'action Axa Financial avant l'annonce de l'offre, le 30 août, et une prime de 24,3 % sur la moyenne des trente derniers jours de Bourse précédant le 30 août. Axa avait précédemment proposé 32,1 dollars en numéraire et 0,271 ADS Axa. La transaction, réalisée sous la forme d'une offre publique suivie d'une fusion, s'élèvera à 9,4 milliards de dollars (10,9 milliards d'euros) si tous les titres détenus par les minoritaires d'Axa Financial sont présentés à l'offre. La première offre avait été formulée avec des marchés financiers au plus haut et une parité euro-dollar plus forte, si bien que la différence exprimée en euros est aujourd'hui plus élevée : 10,9 milliards contre 10,2 milliards fin août. Axa pourrait être amené à émettre jusqu'à 25 millions d'actions pour



rémunérer les minoritaires, soit une augmentation de 6,3 % de son capital. Cette opération permettra de porter de 60,3 % à 100 % sa part dans Axa Financial.

« L'opération permettra à Axa de mieux saisir les opportunités d'acquisition sur le marché américain », souligne le communiqué publié par Axa. « L'abolition du glass-steagall act de 1933, qui fait tomber les barrières entre les banques, maisons de titres et compagnies d'assurances, ouvre des opportunités à Axa », confie Yann Le Pallec, directeur associé de Standard & Poor's. « C'est une opération qui a du sens stratégiquement », souligne Danny Jacques, analyste à BNP Equities, interrogé par Reuters. Le titre Axa a flechi de 3,73 %, à 147 euros, mercredi, en clôture.

Pascale Santi (avec Reuters)



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 était en hausse de 1,27 %, à 6 012,56 points, dans les premiers échanges, jeudi 19 octobre. La Bourse de Paris avait de nouveau été fortement chahuté, mercredi, perdant en cours de séance jusqu'à 3,85 % dans le sillage du recul de Wall Street. Le CAC 40 s'était ensuite repris grâce au redressement des marchés américains pour terminer en baisse de 2,14 %, à 5 937,35 points.

FRANCFORT

À LA BOURSE de Francfort, l'indice DAX gagnait 0,11 %, à 6 489,85 points, jeudi au début des cotations. Proche de ses plus bas niveaux de l'année au cours de la journée, mercredi, la Bourse de Francfort avait nettement réduit ses pertes en clôture. L'indice DAX avait fini en baisse de 0,75 %, à 6 483 points.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIÉ de la Bourse de Londres progressait de 0,54 %, à 6 181,4 points, jeudi matin. L'indice des valeurs vedettes avait terminé en baisse de 0,89 %, à 6 148,2 points. En séance, il avait chuté à ses plus bas niveaux depuis cinq mois, entraîné par les marchés américains.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en baisse de 0,4 %, jeudi. L'indice de référence Nikkei a perdu 61,40 points pour terminer à 14 811,08 points.

NEW YORK

APRÈS UNE CHUTE de près de 5 % en début de séance, l'indice Dow Jones a cédé 1,13 %, à 9 975,01 points, mercredi 18 octobre. Il a ainsi terminé, pour la première fois depuis le 14 mars, en dessous de la barre symbolique des 10 000 points. L'indice Nasdaq a, quant à lui, fini en baisse de 1,32 %, à 3 171,56 points (lire page 21).

TAUX

LE RENDEMENT de l'obligation assimilable du Trésor français émise à 10 ans s'établissait à 5,36 %, mercredi 18 octobre, en début de matinée. Celui du Bund allemand de même échéance s'inscrivait à 5,21 %. Mardi, outre-Atlantique, le marché obligataire a servi de refuge aux investisseurs. Le rendement moyen sur les bons du Trésor à 10 ans a légèrement reculé, à 5,65 %, contre 5,66 % mardi soir. Le rendement d'une obligation évolue en sens inverse de son prix.

MONNAIES

L'EURO évoluait autour de 0,84 dollar jeudi lors des premières transactions, après avoir atteint un nouveau plancher historique face au yen et au dollar, mercredi. Les investisseurs étaient prudents avant la réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), qui devait se tenir à Paris. La devise européenne s'échangeait à 0,8402 dollar et le billet vert cotait 107,74 yens.

ÉCONOMIE

Poussée de l'inflation aux Etats-Unis

L'INDICE DES PRIX à la consommation aux Etats-Unis a augmenté de 0,5 % en septembre par rapport au mois précédent, et l'indice de base (hors alimentation et énergie) a progressé de 0,3 %, a annoncé mercredi 18 octobre le département du travail. Les analystes tablaient généralement sur une hausse de 0,4 % des prix à la consommation et de 0,2 % de l'indice de base.

Sur un an, les prix à la consommation ont progressé de 3,5 %, tandis que les prix de base ont grimpé de 2,6 %. Il s'agit pour ce dernier indice de la plus forte augmentation depuis mars.

En août, l'indice des prix à la consommation avait enregistré une baisse de 0,1 % (augmentation de 3,4 % sur un an), alors que l'indice de base avait progressé de 0,2 % (+2,6 % sur un an). Sur les neuf premiers mois de l'année, l'indice des prix a progressé de 3,8 %, comparé à une hausse de 2,8 % sur la même période de 1999.

Plan de relance au Japon de 11 000 milliards de yens

LE GOUVERNEMENT japonais a approuvé, jeudi 19 octobre, un programme de 11 000 milliards de yens (122 milliards d'euros) de nouvelles dépenses pour stimuler la reprise, en donnant cette fois-ci la priorité aux technologies de l'information. « J'ai décidé de lancer ces nouvelles mesures pour la renaissance du Japon », a déclaré le Premier ministre Yoshiro Mori au cours de la réunion ministérielle qui a finalisé le collectif budgétaire. Ce dernier sera présenté devant la Diète (Parlement) vers le 10 novembre, a précisé le gouvernement.

En lançant ce onzième plan de relance depuis 1992, le gouvernement a expliqué que la deuxième économie mondiale était confrontée à « un environnement difficile ». Mais il a révisé ses prévisions de croissance, estimant que le produit intérieur brut (PIB) allait croître d'« environ 1,5 % » et non de 1 % comme il pensait initialement, durant l'année fiscale se terminant en mars 2001.

■ **L'excédent commercial du Japon a reculé de 5,8 % en septembre sur un an**, à 1 295,8 milliards de yens (14 milliards d'euros), toujours affecté par la forte hausse des prix du pétrole, a annoncé jeudi le ministère des finances.

■ **FRANCE** : l'Assemblée nationale a approuvé, dans la nuit de mercredi à jeudi, la baisse de l'impôt sur le revenu prévue par le projet de budget 2001. Le groupe PS a voté pour, le groupe PCF et les Verts ont voté contre. Du côté de l'opposition UDF-DL-RPR, les parlementaires se sont répartis entre abstention et vote pour.

■ **La baisse des impôts décidée par le gouvernement Jospin avantage les foyers à très hauts revenus** qui ont notamment des revenus de capitaux mobiliers, a estimé mercredi le Syndicat national unifié des impôts (SNUI).

■ **Le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius**, a déclaré mercredi qu'il se préoccupe des « goulets d'étranglement » de l'économie française, reprenant ainsi à son compte un argument mis en avant par les adversaires des 35 heures. A l'occasion du débat à l'Assemblée sur le budget 2001, il a indiqué qu'il avait commandé une étude « sur l'ensemble des branches », parce que « nous n'avons pas une vision extrêmement claire de ce qui se passe pour les petites entreprises de moins de 10 salariés ».

■ **SUISSE** : le taux de croissance en Suisse devrait être de 2,4 % en 2001, après 2,0 % en 2000, ont estimé mercredi les experts de l'office d'études conjoncturelles de Bâle (BAK), qui fait référence en Suisse, dans leurs prévisions d'automne.

■ **ROYAUME-UNI** : le nombre de demandeurs d'emplois en Grande-Bretagne a reculé de 16 000 en septembre, à 1,035 million, soit un taux de 3,6 % de la population active, a annoncé mercredi l'Office des statistiques nationales (ONS). Parallèlement, la hausse du salaire moyen calculé sur le trimestre achevé en août s'est stabilisée à 3,9 % en glissement annuel, inchangé par rapport au trimestre achevé en juillet, selon l'ONS.

■ **DOLLAR** : les Etats-Unis restent attachés à leur « politique d'un dollar fort dans l'intérêt national », a déclaré mercredi soir le secrétaire américain au Trésor Larry Summers.

■ **CÔTE D'IVOIRE** : la Banque mondiale suspendra fin octobre tous ses décaissements en faveur de la Côte d'Ivoire si celle-ci ne parvient pas à honorer ses dettes, a-t-on appris de sources financières à Abidjan. La Côte d'Ivoire n'a pas payé à la Banque mondiale les échéances de sa dette des 1^{er} et 15 septembre, d'un montant total de 27,8 millions de dollars.

Taux de change fixe zone Euro			Hors zone Euro		
Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Euro contre	18/10
FRANC	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4444
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	1,5086
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	0,5873
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	72,6300
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	0,3927
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	0,5308
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLANDE	3,9910
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97860	DACHME GÉORG. (1000)	339,4200
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FLORINT HONGROIS	35,3700
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324	ZLOTY POLONAIS	15,6466

Cours de change croisés						
18/10 18h10	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	.....	0,92941	0,83820	0,12781	1,44350	0,56013
YEN	107,59500	.....	90,20000	13,75000	155,30000	60,23500
EURO	1,19303	1,10865	.....	0,15245	1,72255	0,66780
FRANC	7,82435	7,27205	6,55957	.....	11,29325	4,37955
LIVRE	0,69276	0,64390	0,58055	0,08855	.....	0,38785
FRANC SUISSE	1,78530	1,66015	1,49750	0,22830	2,57685	.....

Taux d'intérêt (%)				Matif				
Taux 18/10	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Cours 18h10	Volume 18/10	dernier prix	premier prix
FRANCE	4,73	4,80	5,34	5,70	Notionnel 5,5			
ALLEMAGNE	4,58	4,99	5,19	5,60	DÉCEMBRE 2000	135807,00	86,54	86,58
GDE-BRETAG.	2,75	5,96	5,08	6,66	ÉURIBOR 3 mois			
ITALIE	4,58	4,93	5,58	6,04	DÉCEMBRE 2000	90	94,87	94,86
JAPON	0,28	0,43	1,80	2,90				
ÉTATS-UNIS	6,47	6,30	5,64	5,76				
SUISSE	2,75	3,40	3,74	4,21				
PAYS-BAS	4,55	4,93	5,34	5,68				

Matières premières		
En dollars	Cours 17/10	Var. % 16/10
MÉTALX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS	1915,50	- 0,08
ALUMINIUM 3 MOIS	1494,50	- 0,17
PLOMB 3 MOIS	486,50	- 0,31
ETAIN 3 MOIS	5335	- 0,09
ZINC 3 MOIS	1080	.....
NICKEL 3 MOIS	6980	- 0,43
MÉTALX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME	4,87	- 0,71
PLATINE A TERME	156504,00	- 0,74
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO)	268,50	.....
MAIS (CHICAGO)	203,50	.....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	166,40	- 0,12
SOFTS		
CACAO (NEW YORK)	822	+ 1,99
CAFÉ (LONDRES)	757	+ 0,93
SUCRE BL. (LONDRES)	195,70	+ 6,70

Or		
En euros	Cours 18/10	Var. % 17/10
OR FIN KILO BARRE	10150	.....
OR FIN LINGOT	10220	.....
ONCE D'OR (LO) \$	271,60	.....
PIÈCE FRANCE 20 F.	58,60	+ 0,51
PIÈCE SUISSE 20 F.	58,50	.....
PIÈCE UNION LAT. 20	58,50	- 0,34
PIÈCE 10 DOLLARS US	210	.....
PIÈCE 20 DOLLARS US	396,50	- 0,38
PIÈCE 50 PESOS MEX.	380	+ 0,26

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ».
www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **British Telecom**, qui a annoncé que l'Etat allait lui rembourser 250 millions de livres de trop-perçu sur des taxes, a terminé en légère hausse, mercredi 18 octobre, gagnant 8 pence, à 690 pence.
 ● Le cours de Bourse de **Railtrack**, qui gère l'infrastructure des chemins de fer britanniques, a chuté, mercredi, de 18,5 pence, à 1 006,5 pence, après que son directeur eut remis sa démission à la suite d'un nouveau déraillement de train près de Londres.
 ● Le fonds d'investissement anglo-américain **Amvescap**, coté à Londres, a reculé en Bourse, mercredi, de 74 pence, à 1 290 pence. Le groupe a indiqué être en négociations pour le rachat du britannique

Perpetual. Ce dernier a abandonné 470 pence, à 3 617,5 pence.
 ● L'action **Endesa** a plongé de 8,79 %, à 19,60 euros, après l'annonce de la fusion du groupe électrique espagnol avec son concurrent Iberdrola. Les analystes estiment trop élevée la prime, de près de 10 %, que devra verser Endesa pour chaque action d'Iberdrola. Le cours de Bourse de ce dernier a été relativement stable, terminant la séance en hausse infime de 0,07 %, à 15,35 euros.
 ● L'action du groupe pharmaceutique suisse **Roche**, qui a annoncé, mercredi, l'ouverture d'une nouvelle unité de production de vitamines en Chine, a progressé de 0,31 %, à 16 100 francs suisses.

18/10 18 h 26

AUTOMOBILE

Code pays	Cours en euros	% Var. 17/10
AUTOLIV SDR	SE	24,02 - 1,44
BASF AG	BE	40,60 - 0,85
BMW	DE	36,30 - 2,55
CONTINENTAL AG	DE	17,25 + 0,58
DAIMLERCHRYSLER	DE	52,70 - 2,68
FIAT	IT	26,39 + 1,50
FIAT PRIV.	IT	16,80
MICHELIN	FR	30,74 - 0,26
PEUGEOT	FR	201,60 + 0,15
PIRELLI SPA	IT	3,42 - 0,29
DR ING PORSCHE	DE	3775 - 1,95
RENAULT	FR	48,80 - 0,85
VALEO	FR	45,69 + 1,53
VOLKSWAGEN	DE	54,20 - 1,99
▶ DJ E STOXX AUTO P		223,04 - 1,51

BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	14,73 - 0,57
ABN AMRO HOLDIN	NL	24,08 - 2,15
ALL & LEICS	GB	9,50 - 0,89
ALLIED IRISH BA	GB	19,58 - 4,64
ALPHA BANK	GR	39,96 - 1,46
B PINTO MAYOR R	PT	26,10 + 0,12
BANK AUSTRIA AG	AT	57,95 - 3,85
BANK OF IRELAND	GB	13,72 - 1,23
BANK OF PIREAUS	GR	17,44 - 1,42
BK OF SCOTLAND	GB	9,99 - 0,51
BANKINTER R	ES	40 + 1,01
BARCLAYS PLC	GB	30,50 + 1,76
BAYR.HYPO-UVER	DE	58,90 - 3,44
BCA AG.MANTOVAN	IT	9,48
BCA FIDEURAM	IT	16,21 - 2,35
BCA INTESA	IT	4,51 - 1,74
BCA LOMBARDA	IT	10,30 + 1,08
MONTE PASCHI SI	IT	4,48 + 0,45
BCA P.BERG.-CV	IT	19,99
BCA P.MILANO	IT	6,99 + 2,79
B.P.VERONA E S.	IT	12,91 - 2,20
BCA ROMA	IT	1,17 - 0,85
BBVA R	ES	15,75 - 3,37
ESPIRITO SANTO	PT	17,71 - 0,78
BCO POPULAR ESP	ES	33,49 - 2,65
BCP R	PT	5,81 - 0,68
BIPOP CARIRE	IT	8,64 - 2,37
BNL	IT	3,76 - 0,53
BNP PARIBAS	FR	92,05 - 0,81
BSCH R	ES	11,20 - 3,70
CHRISTIANIA BK	NO	6,02
COMIT	IT	6,39 - 0,67
COMM.BANK OF GR	GR	49,79 - 2,65
COMMERZBANK	DE	30,15 - 3,37
CREDIT LYONNAIS	FR	39,28 - 1,80
DANSKE BANK	DK	163,88 + 0,41
DNB HOLDING -A-	NO	4,54 - 2,41
DEUTSCHE BANK N	DE	85 - 3,95
DEXIA	BE	168,60 - 0,12
DRESDNER BANK N	DE	43,60 - 2,02
EFG EUROBK ERGA	GR	29,98 - 1,21
ERSTE BANK	AT	45 - 0,33
FOERENINGSSB A	SE	15,17 - 2,26
HALIFAX GROUP	GB	8,77 - 2,83
HSBC HLDG	GB	16,01 - 3,59
IKB	DE	16,30 + 0,62
KBC BANCASSURAN	BE	47,05 - 1,88
LOYDYS TSB	GB	10,91 - 1,08
NAT BANK GREECE	GR	41,63 - 2,89
NATEXIS BQ POP.	FR	85 - 1,16
NORDIC BALTIC H	SE	7,79 - 1,48
NORDIC BALTIC H	DK	8,93 - 1,48
ROLO BANCA 1473	IT	20,15 + 1,51
ROYAL BK SCOTL	GB	23,58 - 0,36
S-E-BANKEN -A-	SE	11,89 - 4,25
SAN PAOLO IMI	IT	17,21 - 1,26
STANDARD CHARTE	GB	15,58 - 3,68
STE GENERAL-A-	FR	57,85 + 0,17
SV HANDBK -A-	SE	17,16 - 2,33
SWEDISH MATCH	SE	3,71 + 4,28
UBS N	CH	144,67 - 0,80
UNICREDITO ITAL	IT	5,66 - 1,22
UNIDANMARK -A-	DK	85,97
▶ DJ E STOXX BANK P		324,98 - 2,05

TELECOMMUNICATIONS

ATLANTIC TELECO	GB	2,96 - 5,95
EIRCOM	IR	2,56 - 8,57
BRITISH TELECOM	GB	11,75 + 1,17
CABLE & WIRELES	GB	14,01 - 4,30
DEUTSCHE TELEKO	DE	36,90 - 2,12
E.BISCOM	IT	150,50 + 1,90
EIRCOM	IE	2,56 - 8,57
ELISA COMMUNICA	IE	31,45 - 4,26
ENERGIS	GB	7,49 - 1,35
EQUANT NV	DE	34,50 - 6,76
EUROPOLITAN HLD	SE	10,13 - 3,35
FRANCE TELECOM	FR	98,20 - 3,91
HELLENIC TELE (	GR	20,49 - 0,64
HELSTELEPH E	FI	102,60
KINGSTON COM	GB	4,94 - 3,97
KONINKLIJKE KPN	NL	19,88 - 5,96
LIBERTEL NV	NL	13,75 - 2,48
MANNESMANN N	DE	127 - 9,29
MOBILCOM	DE	53 + 3,01
PANAFON HELLENI	GR	9,25 - 3,38
PORTUGAL TELECO	PT	10,05 - 3,37
SONERA	FI	21,25 - 2,07
SWISSCOM N	CH	245,26 - 4,27
TELE DANMARK -B	DK	60,72 - 3,42
TELECEL	PT	12,10 - 3,59
TELECOM ITALIA	IT	11,88
TELECOM ITALIA	IT	5,89
TETIA	SE	8,98 - 8,93
T.M.I.	IT	5,90 + 0,45
TISCALI	IT	32,25 - 1,07
VERSA TEL TELECO	NL	14,50 - 11,59
VODAFONE GROUP	GB	4,31 + 0,40
▶ DJ E STOXX TCOM P		748,74 - 2,68

CONSTRUCTION

ACCIONA	ES	36,45 - 0,25
ACS	ES	24,82 - 0,72
AGGREGATE IND	GB	0,99 - 3,33
AKTOR SA	GR	8,26 - 4,59
UPONOR -A-	FI	19
AUMAR R	ES	18,25 + 3,69
ACESA R	ES	8,90 + 0,79
BLUE CIRCLE IND	GB	7,02 + 0,24
BOUYGUES	FR	51,40 + 0,78
BPB	GB	3,54 - 1,42
BRISA AUTO-ESTR	PT	9,39 - 1,16
BUZZI UNICEM	IT	8,90
CARADON	GB	3,15
CRH PLC	GB	28,49 - 1,70
CIMPOR R	PT	26 + 1,17
COLAS	FR	51,75 - 0,48
GRUPO DRAGADOS	ES	9,55 - 3,54
FCC	ES	19,34 - 0,31
GRUPE GTM	FR	133 - 0,75
GRUPO FERROVIAL	ES	14,04 + 0,29
HANSON PLC	GB	5,57 - 0,30
HEIDELBERGER ZE	DE	55,80 - 0,37
HELLTECHNODOR	GR	17,85 + 1
HERACLES GENL R	GR	14,76 - 3,19
HOCHTIEF ESSEN	DE	23 - 2,13
HOLDERBANK FINA	CH	1116,93 - 0,59
IMERYS	FR	102,40 - 1,63
ITALCEMENTI	IT	8,37 - 2,90
LAFARGE	FR	75,80 - 0,79
MICHANIKI REG.	GR	6,08 - 3,95
PILKINGTON PLC	GB	1,40 + 1,23
RMC GROUP PLC	GB	9,88 + 1,58
SAINT GOBAIN	FR	142,80 - 0,83
SKANSKA-B-	SE	41,77 - 2,46
TAYLOR WOODROW	GB	2,71 + 3,92
TECHNIP	FR	145,90 - 1,42
TITAN CEMENT RE	GR	39,48 - 1,03
WIENERB BAUSTOF	AT	22,38 - 2,23
WILLIAMS	GB	5,11 + 1,01
▶ DJ E STOXX CNST P		206,20 - 0,37

PRODUITS DE BASE

ACERIALIA	ES	8,94 - 2,40
ACERINOX R	ES	30,60 - 1,77
ALUMINIUM GREEK	GR	42,68 - 1,60
ANGLO AMERICAN	GB	61,83 - 2,34
ASSIDOMAEN AB	SE	17,11 - 2,67
BEKAERT	BE	46,25 + 2,55
BILLITON	GB	4 - 2,89
BOEHLER-UDDEHOL	AT	34,50
BUNZL PLC	GB	6,57 + 1,58
CORUS GROUP	GB	0,82
ELVAL	GR	3,92 - 2,21
ISPAT INTERNATI	NL	5,30 - 0,93
JOHNSON MATTHEY	GB	16,18 + 1,93
MAYR-MELNHOF KA	AT	40,40 - 1,46
METSAE-SERLA -B	FI	6,36 - 2,30
HOLMEN -B-	SE	26,95
OUTOKUMPU	FI	7,60 - 0,65
PECHINEY-A	FR	39,25 + 3,02
RAUTARUUKKI K	FI	3,54 + 1,43
RIO TINTO	GB	16,01 - 2,39
SIDENOR	GR	4,42 - 0,33
SILVER & BARYTE	GR	31,08 - 2,31
SMURFIT JEFFERS	GB	1,96 - 0,86
STORA ENSO -A-	FI	9,15 - 2,66
STORA ENSO -R-	FI	9,11 - 1,94
SVENSKA CELLULO	SE	20,50 - 2,23
THYSSENKRUPP	DE	13,95 - 1,13
UNION MINIERE	BE	39,30 + 1,71
UPM-KYMMENE COR	FI	26,50 - 5,36
USINOR	FR	10,80 + 2,02
VIOHALCO	GR	12,05 - 2,15
VOEST-ALPINE ST	AT	25,50 - 1,73
J D WETHERSPOON	GB	5,28 - 0,96
▶ DJ E STOXX BASI P		144,55 - 1,22

CHIMIE

AIR LIQUIDE	FR	125 - 3,33
AKZO NOBEL NV	NL	50 - 1,38
BASF AG	DE	40,60 - 0,85
BAYER AG	DE	45,90 + 1,21
BOC GROUP PLC	GB	14,71 + 1,53
CELANESE N	DE	19,60 - 2,78
CIBA SPEC CHEM	CH	64,40 + 1,73
CLARIANT N	CH	309,56 - 0,85
DEGUSSA-HUELS	AG	30 - 2,91
DSM	NL	30,50 - 3,11

PHARMACIE

ACTELION N	CH	470,64 - 3,14
ALTA NA AG	DE	119,90 + 1,18
ASTRAZENECA	GB	58,83 - 0,14
ABBVIES	FR	84,35 + 0,72
BB BIOTECH	CH	1226,30 - 1,60
CAMBRIDGE ANTIB	GB	....
CELLTECH GROUP	GB	22,90 - 0,07
ELAN CORP	IE	33,81 - 3,95
ESSILOR INTL	FR	279,30 + 3,44
FRESENIUS MED C	DE	96 - 1,94
GAMBRO -A-	SE	10,60 + 12,42
GLAXO WELLCOME	GB	34,87 + 1,14
NOVARTIS N	CH	1789,74 + 1,16
NOVO NORDISK B	DK	255,23 + 4,11
NYCOMED AMERSHA	GB	10,61 + 2,33
ORION B	FI	20,45 - 1,21
QIAGEN NV	NL	43,75 - 4,06
ROCHE HOLDING	CH	11699,59 - 0,98
ROCHE HOLDING G	CH	10672,15 + 0,31
SANOFI SYNTHELA	FR	60,80 - 1,94
SCHERING AG	DE	68 - 0,44
SHIRE PHARMA GR	GB	22,14 - 1,22
SERONO -B-	CH	1126,21 - 0,42
SMITH & NEPHEW	GB	4,73 + 2,96
SMITHKLINE BEEC	GB	15,60 + 1,22
SSL INTL	GB	12,97 - 2,31
SULZER FRAT.SA1	CH	693,36 - 0,85
UCB	BE	41,70 - 0,69
WILLIAM DEMANT	DK	52,39 + 0,52
ZELTIA	ES	21,90 - 0,45
▶ DJ E STOXX HEAL		553,80 - 0,78

CONGLOMERATS

D'ETEREN SA	BE	254,90 - 0,89
AZEL	FR	69 - 2,27
GBL	BE	260 + 0,39
GEVAERT	BE	41,50 - 5,75
INCHCAPE	GB	4,63 - 1,09
MYTILINEOS	GR	12,36 - 4,98
UNAXIS HLDG N	CH	278,40 - 5,41
ORKLA	NO	19,76 - 3,05
SONAE SGPS	PT	1,39 - 4,79
TOMKINS	GB	2,72 - 1,23
▶ DJ E STOXX CONG P		329,98

ENERGIE

BG GROUP	GB	6,32
BP AMOCO	GB	10,52 - 0,80
CEPSA	ES	8,86 - 0,89

SERVICES FINANCIERS

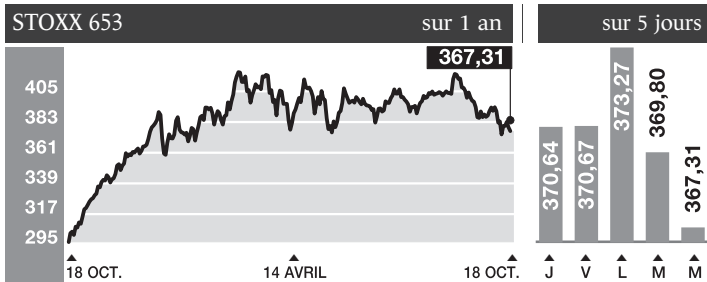
COFLEXIP	FR	155,90 - 0,06
DORDDTSCH PETRO	NL	57
ENI	IT	6,36 - 1,40
ENTERPRISE OIL	GB	9,65 + 2,35
HELLENIC PETROL	GR	10,28 - 4,64
LASMO	GB	2,42 - 1,39
OMV AG	AT	81 - 2,35
PETROLEUM GEO-S	NO	17,65 - 4,70
REPSOL YPF	ES	20,02 - 1,14
ROYAL DUTCH CO	NL	72,40 - 1,32
SAIPEM	IT	6,64 + 1,27
SHELL TRANSP	GB	9,96 - 2,34
TOTAL FINA ELF	FR	171,50 - 0,98
▶ DJ E STOXX ENGY P		373,26 - 1,16

SERVICES CYCLIQUES

ACCOR	FR	42,80 - 0,56
ADIDAS-SALOMON	DE	53,25 - 6,41
AGFA-GEVAERT	BE	24,50 - 2,78
AIR FRANCE	FR	17,29 - 5,78
AIRTOURS PLC	GB	3,42 - 1,47
ALITALIA	IT	1,91 - 1,04
AUSTRIAN AIRLIN	AT	10 - 9,09
AUTOGRILL	IT	13,13 - 0,83
BANG & OLUFSEN	DK	57,09
BENETTON GROUP	IT	2,12 - 0,93
BRITISH AIRWAYS	GB	4,73 - 1,42
BULGARI	IT	13,40 - 0,37
CHRISTIAN DIOR	FR	56,15 + 0,27
CLUB MED.	FR	93,70 - 2,40
DT.LUFTHANSA N	DE	20,70 - 1,03
ELECTROLUX -B-	SE	13,65 - 0,85
EM.T.V & MERCHAN	DE	34,75 - 4,79
EMI GROUP	GB	8,68 + 1,39
EURO DISNEY	FR	0,51 - 1,92
GRANADA COMPASS	GB	10,15 - 0,67
HERMES INTL	FR	157,50 - 3,96
HPI	IT	1,39 + 1,46
KLM	NL	18,15 - 0,27
HILTON GROUP	GB	3,12 - 2,14
LVMH	FR	79 - 1,68
MEDIÓN	DE	91 - 9
MOLLINEX	FR	4,01
PERSIMMON PLC	GB	3,46 + 6,84
PROY.PHILIPS ELE	NL	41,50 - 3,26
REUSSAG AG	DE	34,70
RANK GROUP	GB	2,93 - 0,58

ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED BITECQ	GB	5,81 - 2,29
ASSOCIAT DOMEC	GB	6,69 + 4,80
BASS	GB	11,46 - 0,15



RYANAIR HLDGS	IE	8,75 - 2,56
SAIRGROUP N	CH	1

DISPARITION

■ **LE GÉNÉRAL ABBAS KARIM GHARABAGHI**, ancien chef d'état-major de l'armée iranienne au moment du départ du chah, en 1979, est mort à Paris vendredi 13 octobre à l'âge de quatre-vingt-un ans. Après avoir été commandant de la gendarmerie nationale et ministre de l'intérieur, le général Gharabaghi avait été nommé chef d'état-major de l'armée iranienne et le général Gharabaghi fut démis de ses fonctions et mis d'office à la retraite.

NOMINATIONS

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Sur proposition du premier ministre, le président de la République a nommé **Elisabeth Guigou** ministre de l'emploi et de la solidarité, mercredi 18 octobre, en remplacement de Martine Aubry, démissionnaire. **Marylise Lebranchu**, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation, succède à M^{me} Guigou comme ministre de la justice, tandis que **François Patriat**, député (PS) de Côte-d'Or, entre au gouvernement pour la remplacer au secrétariat d'Etat.

[Née le 6 août 1946 à Marrakech (Maroc), **Elisabeth Guigou** est affectée à la direction du Trésor du ministère de l'économie à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, en 1974. En 1982, elle entre au cabinet du ministre de l'économie et des finances, Jacques Delors, comme conseillère technique, avant d'être nommée, la même année, conseillère technique au secrétariat général de la présidence de la République, chargée de l'économie internationale, du commerce extérieur, des affaires européennes et des sommets. Elle est ensuite chargée de mission, de 1988 à 1990, auprès du président de la République, François Mitterrand. Parallèlement, elle occupe, de 1985 à 1990, le poste de secrétaire générale du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI). En 1990, elle devient ministre déléguée auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, chargée des affaires européennes, dans le deuxième gouvernement remanié de Michel Rocard, un poste qu'elle conserve jusqu'en 1993 sous les gouvernements successifs d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy. Elue conseillère régionale (PS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1992, M^{me} Guigou est élue députée au Parlement européen en 1994 sur la liste « L'Europe solidaire » conduite par Michel Rocard, puis députée du Vaucluse, à Avignon, aux élections législatives de juin 1997. Elle renonce à ces deux derniers mandats pour exercer des fonctions ministérielles dans le gouvernement de Lionel Jospin, où elle devient garde des sceaux, ministre de la justice. Membre du conseil national du PS depuis 1994, elle est tête de liste pour les élections municipales à Avignon (Vaucluse) pour les prochaines élections municipales.]

[Née le 25 avril 1947 à Loudéac (Finistère), titulaire d'une maîtrise d'aménagement du territoire, **Marylise Lebranchu** est assistante parlementaire de Marie Jacq, députée (PS) du Finistère de 1978 à 1993. Conseillère municipale de Morlaix (Finistère) depuis 1983, conseillère régionale de Bretagne depuis 1986, elle est élue maire de Morlaix en 1995. Elue députée du Finistère en 1997, elle démissionne presque aussitôt de ses mandats de parlementaire et de maire pour exercer des fonctions ministérielles dans le gouvernement de Lionel Jospin, où elle devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, chargée des PME, du commerce et de l'artisanat. Lors du remaniement ministériel de mars 2000, son secrétariat d'Etat prend en charge la consommation. Membre du conseil national et du bureau national du PS depuis 1997, elle est désignée tête de la liste PS-PCF aux prochaines élections municipales à Morlaix.]

[Né le 21 mars 1943 à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), **François Patriat** est vétérinaire. Conseiller général (PS) de la Côte-d'Or dans le canton de Pouilly-en-Auxois depuis 1976, conseiller régional de Bourgogne de 1981 à 1992, il est élu député (socialiste indépendant) de la Côte-d'Or en 1981. Maire de Chailly-sur-Armançon (Côte-d'Or) depuis 1989, président de la communauté de communes de l'Auxois sud depuis 1992, il perd son mandat de député en 1993 avant de le retrouver en 1997. Ancien membre du Conseil économique et social en 1993-1994, il est vice-président du conseil général de la Côte-d'Or de 1994 à 1998. Depuis 1998, il est administrateur des Voies navigables de France, président de la commission territoriale des canaux et rivières du Centre. Chargé, en 1999, d'une mission sur la chasse auprès de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, il devient rapporteur du projet de loi sur la chasse qui est voté en juin 2000.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Béregère et Arnaud laissent à **Théophile** la joie d'annoncer la naissance de son frère **Constantin**, le 16 octobre 2000.

« *Dominus illuminatio mea et salus mea.* »

Béregère et Arnaud Lagrault, 3, allée de Longchamp, 92150 Suresnes.

Sophie GOLDET et **Francis LIMBREY** sont heureux d'annoncer la naissance du petit **Iannis, Victor, Michel**, le 8 octobre 2000, à 3 h 43 précises.

Son grand frère Edward est ravi.

19, rue des Volubilis, 75013 Paris.

Jean-W. et Germaine HARVEY les grands-parents de **Pierre AMAURY**, né le 9 août 1997 sont heureux d'annoncer la naissance de **Paul-Arnaud**, le lundi 20 octobre 2000, chez **Marie-Hélène et Lucien JANVIER-HARVEY**.

Anniversaires de naissance

Joël, 20 octobre 1950,

Pour tes magnifiques cinquante ans, nous te souhaitons un très joyeux anniversaire et nous t'embrassons tous.

Christine, Frederi, Adrian, Manon, Marraïne, Francis, Cathy et, bien sûr, Papa et Maman.

Décès

– Pascal et Philippe Auriche et leur famille ont le regret d'annoncer le décès du **docteur Michel AURICHE**, survenu brutalement le 14 octobre 2000.

L'inhumation aura lieu le 20 octobre, à 14 h 15, au cimetière Rabelais, 20, boulevard Rabelais, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M^{me} Colette Cherki, sa femme, Lionel Cherki, Eddy Cherki, Marie-Danielle Cherki, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel CHERKI,

survenu le 17 octobre 2000, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 20 octobre, à 9 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M^{me} Rakhshandeh Gharabaghi, son épouse, M^{me} Minou Gharabaghi-Bécheur, M^{lle} Ninou Gharabaghi, M^{me} Mitra Gharabaghi-Dilmaghani, ses filles, M. Raouf Bécheur, M. Hormoz Dilmaghani, ses gendres, M. Kiarash Bécheur, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès du


général d'armée Abbas GHARABAGHI, dernier chef d'état-major des Forces armées impériales d'Iran, ancien ministre, grand officier de la Légion d'honneur,

survenu le vendredi 13 octobre 2000.

La cérémonie funéraire aura lieu le samedi 21 octobre, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale), à Paris-20^e.

(*Lire ci-contre.*)

LE 23 OCTOBRE INAUGURATION DE NOTRE BUREAU



L'ENCAISSEUR DU FRAC®
39, Rue La Fayette - 75009 PARIS
0153209353 Tel. 0153209350 Fax

– Le président de l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle, Le personnel administratif et enseignant de l'université, Le service de télé-enseignement, Le centre de linguistique française, L'UFR de didactique du français langue étrangère, L'Institut de linguistique et phonétique générales et appliquées, ont appris avec douleur le décès de

Fabienne CUSIN-BERCHE, maître de conférences en sciences du langage.

Ils s'associent à la peine de sa famille, de ses amis et de ses collègues.

– Les enseignants-chercheurs, les jeunes chercheurs, et les doctorants de l'équipe d'accueil Systèmes linguistiques, énonciation et discursivité (SYLED, EA 2290), de l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle, ont ressenti une infinie tristesse en apprenant la mort de leur collègue et amie,

Fabienne CUSIN-BERCHE, maître de conférences en sciences du langage.

Chercheur permanent au CEDISCOR (SYLED) depuis plusieurs années, elle en était l'un des éléments moteurs grâce à sa compétence, sa disponibilité et sa convivialité.

Les membres de l'équipe. Ainsi que ses correspondants français et étrangers, s'associent à la peine de son mari, Dinh Tuong Long, de ses enfants, Aurélien et Bérénice, et de toute sa famille, et les assurent de leur soutien dans cette si douloureuse épreuve.

– L'Association des sciences du langage a appris avec une profonde tristesse le décès de

Fabienne CUSIN-BERCHE, secrétaire générale de l'association.

Nous nous associons à la peine de sa famille et de ses amis.

– M^{me} Janine Goubet, son épouse, Jean-Luc Goubet et Claudie Suzanne, Odile et Thierry Lequertier, Marc Goubet et Marianne Dervil, François et Géraldine Goubet, Anne Goubet et René Breyel, Etienne Goubet, Guillaume Goubet, Marie-Laure Goubet, ses enfants, Marine, Alexis, Florian, Clément, Vincent, Laure, Tom, Océane, Rémi, Titouan, Nicolas, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André GOUBET, X49, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, ancien président du Comité technique permanent des grands barrages, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 17 octobre 2000, dans sa soixante-treizième année.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 octobre, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5^e, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière parisien de Bagneux.

45, rue Monge, 75005 Paris.

– Martine Guiton et Jacques Mogenet Armelle et Christian George, Olivier Guiton et Sylvie Blum, ses enfants, Julie, Romain, Marion, Lise, Thomas, Laura, ses petits-enfants, Les familles Vergara et Richard, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Micheline HARIET-GUITON, née **VERGARA**, docteur en médecine, neuropsychiatre, psychanalyste,

le 18 octobre 2000, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un culte sera célébré le samedi 21 octobre, à 18 heures, au temple de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

20, rue Saint-Didier, 75116 Paris.

– M^{me} Georges Prudhomme, sa fille, M. et M^{me} Nicolas Prudhomme et leur fils, M. et M^{me} Marc Nittis et leurs filles, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Paulette Heymann, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Jean MODIANO,

survenu le 11 octobre 2000, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

L'enterrement a eu lieu au Père-Lachaise, dans la stricte intimité.

– Kernouës. Bruxelles. Paris. On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

Louis PÉRIOU, évadé de France, médaille militaire, croix de guerre,

survenu à l'âge de soixante-dix-huit ans.

De la part de Janine Périou, son épouse, Michèle et Gunnar Ahlbom, Nicole et André Périou, ses enfants, Ses petites-filles, Et de toute sa famille.

M^{me} Henri ZUBER, née **Jacqueline VAUCHER**,

a été rappelée à Dieu, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, le 6 octobre 2000.

Le culte de reconnaissance, présidé par le pasteur Marilleau, sera célébré le samedi 4 novembre, à 15 heures, à l'Agora (aumônerie) de la Fondation John-Bost, à La Force.

De la part de Roger et Line Zuber, Laurence et Jacques Tellier, Sylvie Zuber, Gilles et Gertrud Zuber, ses enfants, De ses petits-enfants, De ses arrière-petits-enfants, Et de toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à la Fondation John-Bost (24130 La Force).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans aujourd'hui, le 20 octobre 1990,

Colette AUDRY nous quittait.

Que tous ceux qui ont milité à ses côtés, qui ont été ses amis, ses lecteurs ou ses élèves se souviennent.

– Il y a un an, **Francille BLUTEAU-BERELOWITSCH** nous a quittés, et, tous, pensons à elle.

Les familles Bluteau, Berelowitsch, Erminy, Heron, Ses collègues du lycée Fenelon, Ses anciens élèves, Tous ses amis, français et russes.

Avis de messe

– On se réunira le samedi 28 octobre 2000, en l'église d'Auteuil (Paris-16^e), à la messe de 18 h 30, pour se recueillir à la mémoire de

René OLIVÉ, décédé, à Paris, le 16 août.

Cérémonies religieuses

– Pour ceux qui ont connu et aimé

Jacques RAYNAUT. Sa famille et ses amis.

Une cérémonie aura lieu le jeudi 26 octobre 2000, à 13 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

Marie-Catherine Raynaud, Emmanuelle Raynaud, 17, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris.

Formations

Université Paul-Valéry - Montpellier-III DEA civilisations de l'Antiquité et du Moyen Age. Début des enseignements, 2 novembre 2000. Renseignements : dea.cama@univ-montp3.fr

Cours

DÉCOUVREZ L'INFORMATIQUE À DOMICILE

Aldisa, premier organisme de formation à domicile

- Configure votre ordinateur,
- Vous aide dans sa prise en main,
- Vous forme sur les principaux logiciels,
- Vous initie à l'Internet.

Aldisa
Bureautique & Internet
300 formateurs en Ile-de-France
Pour recevoir notre brochure contactez vite le
01-46-67-18-90

L'HÉBREU POUR TOUS. Stages-express du professeur Jacques Benaudis. Tél. : 01-43-43-99-81

Conférences

– **Conférences de l'Étoile : Sept questions pour le XXI^e siècle.** Sept conférences, sept jeudis de suite à 20 h 30, au temple protestant de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. – Conférences introduites par le pasteur Alain Houziaux. Entrée libre. Libre participation aux frais. ● Demain, quelles nouvelles techniques ? Pour quel progrès ? Le 9 novembre, avec Jacques Attali, Thierry Gaudin, Nicolas Prantzos. ● Quel avenir pour le christianisme ? Le 16 novembre, avec Claude Goffré, Marcel Gauchet, Danièle Hervieu-Léger. ● Demain, pourrions-nous fabriquer la vie ? Le 23 novembre, avec Jean-Claude Guillebaud, Albert Jacquard, Axel Kahn. ● La mondialisation sera-t-elle forcément malheureuse ? Le 30 novembre, avec Michel Albert, Michel Camdessus, Jean-Luc Mouton. ● Demain, y aura-t-il une nouvelle guerre mondiale ? Le 7 décembre, avec Philippe Delmas, Philippe Engelhard, général Eric de la Maisonneuve. ● Demain, quels risques écologiques pour notre planète ? Le 14 décembre, avec Robert Barbault, Hubert Reeves, Paul Valadier. ● Quel avenir pour les idéaux démocratiques ? Le 21 décembre, avec Jean Bauberot, Alain Duhamel, Jean-François Kahn.

Colloques

Colloque du 8 novembre 2000 Salle Victor-Hugo à l'Assemblée nationale : « L'avenir des relations transatlantiques : convergences, conflits, coopérations ? »

Cette journée, présidée par André Vallini, député de l'Isère et président du groupe d'amitié France - Etats-Unis à l'Assemblée nationale, s'articule autour de trois tables-rondes : **Stratégies industrielles pour une économie nouvelle** Présidée par Anne-Marie Idrac, avec Etienne Aussedat, Thierry Dissaux, Eric Licoys, Jacques-Arthur de Montelebachi, Stephen B. Pierce, Pierre Rodocanachi, allocution de Félix Rohatyn. **Echanges commerciaux** Présidée par Gaëtan Gorce, avec Peter Carl, Conrad Eckenschwiller, Jean-Daniel Gardère, Patrick Messerlin, Guillaume Parmentier, Gary M. Shubert, allocution de François Huwart. Présidée par Patrick Braouezec, avec Ivan Hodac, Jean-Pierre Hoss, Christopher Marcich, Denis Olivennes, Pascal Rogard, Nicolas Seydoux, clôture par Catherine Tasca.

Renseignements : STAUT & ASSOCIÉS Tél. : 01-49-11-39-73 e-mail: staut.ass@wanadoo.fr

LA VIE AMOUREUSE Colloque ouvert de la Société psychanalytique de Paris, les samedi 25 et dimanche 26 novembre 2000, à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, Paris-7^e. **Intervenants** : M. Aisenstein, D. Arnoux, P. Bidou, F. Coblenz, J. Cournut, M. Deguy, J.-L. Donnet, S. Dreyfus, S. Faure-Pragier, M. Flis-Trèves, R. Frydman, A. Green, J. Kristeva, D. Mehl, M. Neyraut, E. Pisier, G. Pragier, R. Roussillon, J. Schaeffer, M. Schneider, J.-D. Vincent, E. Weil. **Particip.** : 550 F (étudiants) : 400 F ; formation permanente : 800 F). **Chèque à libeller à l'ordre de la SPP** Les inscriptions et les règlements sont à adresser à : **MAILEX** 53, avenue Secrétan, 75019 Paris Tél.-fax : 01-42-02-37-70

Les partis politiques : Quelles perspectives ? Colloque organisé par le GREP, les 26-27 octobre 2000, Faculté de droit, sciences économiques et gestion, 13, place Carnot, à Nancy. Renseignements Tél.-fax : 03-83-19-26-20 e-mail : boev@droit-eco.univ-nancy2.fr

4^e colloque de l'Inter-associatif européen de psychanalyse : Actualité de *l'interprétation du rêve*, 21 et 22 octobre 2000, à 9 h 30. Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, 75006 Paris. Inscription sur place. Colloque : 600 F (étudiant, 300 F). Soirée : 250 F.

Les 28 et 29 octobre 2000 l'Acireph organise au lycée Paul-Valéry, Paris-12^e son deuxième colloque :

« **La dissertation de philosophie en terminale : épreuve de réflexion, modèle à réfléchir** »

La dissertation est depuis plus d'un siècle la clef de voûte de l'enseignement de la philosophie en France. Pour la première fois, une association de professeurs organise une réflexion commune sur ce sujet. Dans le respect des points de vue de chacun, des ateliers d'échange de pratiques interrogeront les démarches pédagogiques, méthodologiques ou philosophiques des professeurs eux-mêmes. Chercheurs et philosophes apporteront leur éclairage critique. L'actualité de la dissertation sera aussi envisagée dans le cadre de la réforme des programmes des lycées.

Acireph (Association pour la création d'instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie), 108, rue de Turenne, 75003 Paris. Tél. : 01-42-72-77-51 ou 01-42-51-12-79.

Rencontres-débats

Mardi 24 octobre 2000, à 20 heures, 101, rue de l'Université, Paris-7^e.

L'ASSOCIATION DES CADRES BRETONS organise une rencontre-débat avec

Jean-Yves LE DRIAN, ancien ministre,

rapporteur de la Commission parlementaire d'enquête sur la sécurité du transport maritime des produits polluants et dangereux sur le thème :

« **Les enjeux de l'Erika pour la Bretagne et pour l'Europe** »

Inscriptions : 01-69-01-50-83 Participation aux frais : 50 F.

Manifestations

– Le mouvement littéraire poétique OSAIS (Opposants aux systèmes d'abrutissement et d'infantilisation sociaux) annonce qu'il se réunira désormais le premier vendredi de chaque mois (le vendredi suivant en cas de jour férié ou vac. scol.) au café

L'Écritoire, place de la Sorbonne, à 17 h 30. Rendez-vous exceptionnel le 27 octobre 2000.

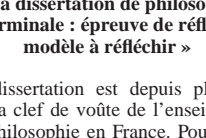
Le MPO revendique pour tous les êtres vivants la reconnaissance de leur infinie richesse, dans une approche au Monde (tous les Mondes) en profondeur... Le mouvement littéraire OSAIS célèbre les horizons immenses de la passion littéraire (poétique) comme autant de sources vives de résistance et de liberté nécessaires pour lutter contre les méfaits de la « mondialisation économique et culturelle » faisant fi des droits fondamentaux des peuples Humains et Animaux.

VOLTUAN (alias J.-Baptiste REDDÉ)

Signatures

Le poète **Ahmad MANSOUR** a le grand plaisir de signer son recueil (en arabe) **NASSER, L'ÉTERNELLE SYMPHONIE**, le samedi 21 octobre 2000, entre 17 heures et 19 heures, à la librairie Alphabète, 82, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

Le véritable fauteuil CLUB de paringer



Superbe modèle fabrication à l'ancienne, copie fidèle du fauteuil CLUB 1930. Structure bois massif, cuir pleine fleur patiné à la main, sur ressorts et crin véritable - tous coloris - Son prix : 15 000 F. **Exposé : 121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS - Tél. : 01.42.22.20.08** 12, rue de la Chaise, 75007 PARIS - Tél. : 01.45.44.10.44

CARNET DU MONDE TARIFS AN 2000 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 140 TTC - 21,34 €
TARIF ABONNÉS 120 F TTC - 18,29 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS 550 F TTC - 83,85 € FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 65 F TTC - 9,91 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 F TTC - 12,96 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96
Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr.

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

SPORTS Le Paris-Saint-Germain s'est incliné, mercredi 18 octobre, sur la pelouse du Bayern Munich (2-0), dans le cadre de la quatrième journée de la Ligue des champions

de football. Il occupe désormais la troisième place du groupe F, mais peut toujours viser une qualification pour la deuxième phase de l'épreuve. ● UNE NOUVELLE FOIS,

les Parisiens se sont montrés incapables de produire à l'extérieur le jeu qui leur permet de s'imposer au Parc des Princes, ainsi qu'ils l'avaient fait au match aller aux dépens des

Allemands. L'équipe semble souffrir d'un manque d'expérience et de l'individualisme de ses joueurs. ● CETTE DÉFAITE survient après celles enregistrées la veille par Mo-

naco à Graz et par Lyon face à Valence. Grâce à leur succès de mercredi, le Bayern Munich et Manchester United se sont rapprochés de la qualification.

Triste semaine pour les clubs français en Ligue des champions

Une nouvelle fois méconnaissable loin de ses bases et débordé par le Bayern Munich (2-0), le Paris-Saint-Germain a subi le même sort que Lyon et Monaco, battus la veille. Les résultats européens du club parisien ne sont pas à la hauteur des investissements consacrés au recrutement

MUNICH

de notre envoyé spécial

Puisque le football et le sport en général sont par définition ludiques, il serait inconvenant d'associer la triple déconvenue des clubs français en Ligue des champions à une humiliation. Cette semaine européenne n'en laissera pas moins un goût amer tant elle présage de lendemains peu joyeux. Après Lyon et Monaco, dominés par Valence (1-2) et Sturm Graz (2-0) mardi 17 octobre, le Paris-Saint-Germain a confirmé le lendemain devant le Bayern Munich l'impuissance des clubs français, en s'inclinant (2-0) au terme d'une partie d'un niveau moyen.

Même si l'équipe de la capitale reste en course pour le deuxième tour de l'épreuve et peut même se qualifier dès mardi 25 octobre dans l'hypothèse d'un large succès aux dépens des Norvégiens de Rosenborg, le recrutement fracassant effectué en juillet laissait espérer un parcours moins chaotique : deux victoires, deux défaites à ce jour et une troisième place au

classement du groupe F, alors que seuls les deux premiers disputent la seconde phase.

L'objectif assigné par le président Laurent Perpère à ses joueurs en début de saison – une participation aux quarts de finale de la Ligue des champions – répondait à une certaine logique, eu égard aux 450 millions de francs investis pour étoffer l'effectif. Mais, dans le souci louable de constituer une équipe susceptible d'assumer un cycle de trois-quatre ans, n'a-t-on pas omis de la faire encadrer de professionnels chevronnés ? Ou a-t-on jugé qu'Ali Benarbia et Augustine Jay-Jay Okocha avaient la carrure pour encadrer les novices ? Mercredi 18 octobre, le premier est resté sur le banc des remplaçants et le second n'est entré en jeu qu'à la 71^e minute, avant de regretter, dans *L'Equipe* de mercredi, les choix tactiques de l'entraîneur : « Si nous avions aligné un meneur de jeu, nous aurions été plus dangereux. »

FAIBLE À L'EXTÉRIEUR

Si la somme de ses individualités suffit au PSG pour faire la loi dans le championnat de France et au Parc des Princes, où il cumule les succès, y compris en Ligue des

champions, les séjours sur terrain adverse tournent à la confusion avec une régularité navrante. Loin de son jardin, il incombe d'abord de répondre au défi physique de l'adversaire, de manifester une solidarité et un penchant partagé pour le dépassement de soi. Or

de trois contre-performances sanctionnées par le même résultat (0-1), n'a pas impressionné par son savoir-faire technique. Il a pris le dessus en gagnant la plupart des duels. « C'est dans ce domaine que nous avons failli », a reconnu Philippe Bergeroo à l'heure du bilan.

Le Bayern et Manchester en position favorable

Au terme de la seconde soirée de la quatrième journée de la Ligue des champions, disputée mercredi 18 octobre, aucun nouveau club n'est venu rejoindre Valence, le Real Madrid et Arsenal, déjà qualifiés pour la deuxième phase de la compétition. Le Bayern Munich dans le groupe F et Manchester United, vainqueur du PSV Eindhoven (3-1), dans le groupe G occupent cependant des positions favorables. La Juventus et La Corogne, qui ont fait match nul (1-1), se partagent la tête du groupe E, tout comme Leeds et le Milan AC celle du groupe H. Le club milanais a pourtant été tenu en échec sur sa pelouse par le FC Barcelone (3-3), lors d'un match à rebondissements marqué par un triplé du Brésilien de Barcelone Rivaldo. Au cours de cette rencontre, le défenseur français Emmanuel Petit a dû être évacué sur une civière après un choc à la tête avec son coéquipier barcelonais Philip Cocu. Il devait rester en observation dans un hôpital milanais jusqu'à jeudi.

L'observateur est frappé par l'individualisme forcené des Parisiens, par l'inerme de leur fonds de jeu et – plus grave – par la démission de quelques-uns dès la première contrariété.

Le Bayern, qui restait sur une sé-

l'ancien adjoint d'Aimé Jacquet avait dressé le même constat après les revers (1-3) endurés lors du match aller à Trondheim, devant Rosenborg, le 13 septembre.

La jeunesse de sa formation n'a rien à voir avec la fébrilité désor-

mais chronique de son secteur défensif, débordé dès la troisième minute de jeu au Stade olympique de Munich. Après un premier tir de Mehmet Scholl repoussé par Lionel Letizi, Hassan Salihamidzic a été le plus prompt pour reprendre le ballon et l'expédier dans les filets. La réaction du PSG fut alors prometteuse, avec une première frappe de Laurent Robert repoussée magistralement par le gardien de but allemand, Oliver Kahn (17^e). Le second essai de Robert échouait une nouvelle fois sur les gants du numéro un bavarois (23^e). Fin des velléités parisiennes. La seconde période fut nettement à l'avantage de Munich, et si le score n'a enflé qu'à la 89^e minute, sur une action conclue par Paulo Sergio, le PSG peut remercier Lionel Letizi, une nouvelle fois remarquable.

« CONCURRENCE DÉLOYALE »

Voilà les Parisiens voués à reprendre le cours de leurs victoires au Parc des Princes, mardi 25 octobre, au détriment de Rosenborg. La mission n'a rien d'insurmontable à en juger par la piètre prestation des Norvégiens, défaits (0-2) contre toute attente mercredi par les très modestes Suédois de Helsingborg. Mercredi soir, Phi-

lippe Bergeroo avait surtout envie de se projeter sur le championnat de France et le déplacement de samedi 21 octobre à Toulouse : « Il faut conserver notre première place. Nous finirons bien par gagner à l'extérieur, il n'y a pas de psychose. »

La faiblesse de ses rivaux français permettra fatalement au PSG de rompre la malédiction, et le titre national, sauf dérapage, ne devrait pas lui échapper. Mais, dans sa quête d'une légitimité internationale, le club parisien devra tracer son chemin hors de l'Hexagone en sachant qu'il ne lui sera pas possible de rééditer chaque année le même effort financier en matière de recrutement.

D'où l'intense cogitation interne pour obtenir une réduction des charges sociales. Un vieux combat que l'élection de Gérard Bourgoïn à la tête de la Ligue nationale de football pourrait relancer. « La concurrence avec nos concurrents allemands, anglais, espagnols et italiens est déloyale », déplore la direction du PSG. Sans doute, mais il n'est pas irrévocable de rappeler que Rosenborg a battu Paris avec un budget de 110 millions de francs, soit quatre fois moins que sa victime.

Elie Barth

Retour en Turquie sans incidents pour Leeds

ANKARA

de notre correspondant

Ce match, personne n'en voulait. Il y a deux mois, le tirage au sort du premier tour de la Ligue des champions avait créé l'inquiétude : Leeds United et Besiktas dans une même poule, cela signifiait pour la formation anglaise un retour vers Istanbul et la nuit d'horreur du 5 avril. En cette veille de demi-finale de la Coupe de l'UEFA, les hooligans de Leeds et ceux de Galatasaray, autre grand club du Bosphore, s'étaient affrontés des heures durant à coups de couteaux et de barres de fer. Bilan : deux supporters, Christopher Loftus et Kevin Speight, poignardés à mort côté anglais ; dix-neuf inculpations pour meurtre et coups et blessures volontaires côté turc.

Mercredi 18 octobre, peu avant le coup d'envoi du match Besiktas-Leeds, ce drame était dans toutes les mémoires. « Il s'agit de souvenirs dont on préférerait ne pas se rappeler, mais jamais je ne pourrai oublier ce qui s'est passé cette nuit-là », admettait Peter Ridsdale, le président du club britannique. Dans le camp stambouliote, on n'avait pas oublié non plus les vexations endurées à la suite des événements de Taksim. « Les Turcs n'ont toujours pas digéré la façon

dont les fans de Galatasaray ont été écartés du match retour à Leeds à cause de violences perpétrées en Angleterre contre des ressortissants et des commerces turcs, ni l'attitude de la presse tabloïd, qui a tenté de le marquer du sceau de la barbarie », résume Michael Severn, chroniqueur sportif au *Turkish Daily News*.

138 SUPPORTEURS, 1 500 POLICIERS

Les directions des deux clubs ont bien tenté, avec force gestes et déclarations, d'apaiser les rancunes de leurs supporters. « Nous devons montrer au monde que nous pouvons jouer un match à Istanbul en présence de spectateurs turcs et anglais sans le moindre heurt », affirmait Peter Ridsdale, tandis que, du côté de Besiktas, on se voulait des plus rassurants : « Nous sommes une équipe très fair-play et nos fans sont en total accord avec nos principes. Nous ferons tout notre possible pour que les supporters anglais puissent apprécier le match. » A Leeds, lors du match aller, le 26 septembre, les footballeurs turcs étaient allés au devant des spectateurs anglais pour leur offrir des fleurs, mais cette preuve de bonne volonté n'avait pas empêché les slogans haineux et revanchards de retentir pendant que, sur le terrain, l'équipe britan-

nique infligeait une sévère correction à Besiktas (6-0).

Les affrontements entre hooligans du club stambouliote et de Trabzonspor, un autre club turc, samedi, et l'arrestation par la police écossaise d'une centaine de supporters de Leeds qui tentaient, mardi, de rallier Glasgow pour le match des Rangers contre Galatasaray, avaient achevé d'inquiéter les dirigeants des deux camps. C'est donc sous bonne escorte que les footballeurs de Leeds ont été conduits de l'aéroport à leur hôtel, mardi, et jusqu'au stade le lendemain.

Les 138 supporters anglais qui avaient osé faire le déplacement ont, quant à eux, eu droit à une petite croisière sur le Bosphore, histoire de leur éviter de connaître quelques désagréments dans les rues embouteillées d'Istanbul. Sous l'œil vigilant de quelque 1 500 policiers, ils ont pu assister à un match terne, où l'apathie de leurs champions a rivalisé avec l'incapacité des joueurs turcs à concrétiser leurs actions. A l'issue de la rencontre, les deux équipes se sont séparées sur un score nul, la table de marque des faits divers sanglants restant elle aussi, fort heureusement, vierge.

Nicolas Cheviron

Les « drôles de Portugais » des clubs italiens

ROME

de notre correspondant

Le football italien, comme d'autres secteurs d'activité, a lui aussi ses clandestins, menacés d'expulsion. Depuis plus d'un mois, la justice transalpine s'intéresse aux joueurs professionnels nés à l'extérieur de l'Union européenne. Certains d'entre eux se sont vu remettre peu de temps après leur arrivée dans la Péninsule des passeports « douteux » estampillés d'un pays européen. Grâce à ces vrais-faux documents, ils échappaient au quota de cinq footballeurs extracommunautaires par club – contingent fixé par l'Union européenne de football (UEFA) – et trouvaient plus facilement un club prêt à les recruter.

Pour deux d'entre eux, les ennuis ont commencé le 15 septembre en quittant la Pologne après un match de Coupe de l'UEFA disputé par l'Udinese à Varsovie. Valentim Alberto et Silva Warley, deux joueurs venus du Brésil et intégrés en tant que Portugais à l'équipe d'Udine, se sont fait interpellés par la police des frontières polonaises, qui jugeait douteux leurs passeports. La justice italienne a appris que ces documents provenaient d'un stock volé et qu'ils étaient faux. Valentim Alberto et Silva Warley ont donc joué pendant un an à l'Udinese en se trouvant en situation irrégulière. Ils risquent l'expulsion du territoire italien si leur responsabilité est démontrée. Les dirigeants de leur club plaident la bonne foi. Dès le retour de Varsovie, le président de l'Udinese a d'ailleurs transmis à la justice toutes les pièces établissant la nationalité de ses joueurs d'origine étrangère.

L'affaire a eu, depuis, des prolongements dans d'autres clubs de la première division italienne. A Gênes, trois joueurs de la Sampdoria sont sur le point d'être renvoyés. Deux autres salariés de l'Udi-

nese, l'Uruguayen Alejandro Da Silva et le Brésilien Henrique Amaral Jorginho, ont été frappés de mesures d'expulsion par la police. A Milan, l'attaquant Dida, d'origine brésilienne et muni d'un passeport portugais en vertu de la nationalité de son bisaïeul, a préféré prendre les devants en se dénonçant. Enfin, mercredi 18 octobre, le parquet de Rome s'est prononcé pour le renvoi en justice du joueur argentin Juan Sebastian Veron et du patron du club de la Lazio, pour acquisition de façon irrégulière de la naturalisation italienne.

La plupart des footballeurs venus d'Amérique du Sud qui ont récemment obtenu leur naturalisation en Italie ou dans un autre pays de l'Union ont fait valoir l'existence d'un ancêtre émigré de ces pays, ou encore un mariage avec une ressortissante européenne. « Là-bas, des officines se sont spécialisées dans la recherche d'ancêtres », rappelait récemment le *Corriere dello sport*, qui mène campagne « contre ces entorses à la loyauté du sport ». La rétribution de ces experts – plus d'un million de francs par cas – est vite récupérée, « puisque le prix du joueur peut augmenter de 30 % » s'il n'entre pas dans le quota des joueurs extracommunautaires, note encore le quotidien.

Conscient de ses difficultés pour garantir la transparence, et sous l'influence de clubs soucieux de la loi du profit, la Ligue professionnelle italienne réclame aujourd'hui la suppression des quotas fixés par l'UEFA à destination des joueurs extracommunautaires. Au Portugal, l'affaire est remontée jusqu'au Parlement, où l'opposition a demandé au gouvernement « de mettre fin à un scandale (...) ayant de graves conséquences sur la crédibilité » du pays.

Danielle Rouard

LA LIBRAIRIE DES

puf

vous invite à une lecture de LA LANGUE, un texte d'Olivier Rolin, par Céline et Marc Betton mercredi 25 octobre à 18 h, en présence de l'auteur.

49, Bld St Michel
75005 PARIS
Tél. : 01.44.41.81.20

CALVITIE

Le choix de la compétence.



Première clinique en France par le nombre d'interventions esthétiques, la Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées dispose d'un service spécialisé utilisant toutes les techniques modernes permettant la repousse naturelle de vos cheveux.

Compétence et prix calculés au plus juste sont notre recette pour votre bien-être.

Conseil gratuit et documentation au

01 53 77 26 00

Clinique d'esthétique
du Rond-Point des Champs-Élysées

61, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS - www.crpce.com



LOTO

■ Résultats du mercredi 18 octobre. Premier tirage : 15, 18, 19, 22, 23, 38 ; complémentaire le 43. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 932 200 F (142 113 €) ; 5 numéros : 5 970 F (910 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 262 F (40 €) ; 4 numéros : 131 F (20 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F (4,3 €) ; 3 nu-

méros : 14 F (2,1 €). Second tirage : 8, 19, 34, 41, 44, 45 ; complémentaire le 33. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 97 520 F (14 867 €) ; 5 numéros : 10 685 F (1 629 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 410 F (62,5 €) ; 4 numéros : 205 F (31,25 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F (5,5 €) ; 3 numéros : 18 F (2,7 €).

DÉPÊCHE

■ FOOTBALL : George Weah portera les couleurs de l'Olympique de Marseille jusqu'à la fin de la saison, a annoncé, mercredi 18 octobre, le club phocéen. Agé de trente-quatre ans, l'attaquant libérien a évolué à Monaco, au Paris Saint-Germain, au Milan AC, à Chelsea puis, depuis le début de la saison, à Manchester City.

Pas étonnant que tant de mannequins viennent de Suède.

Même nos meubles ont de jolies jambes.

Découvrez le design de Stockholm. Pour seulement 1820 FRF, vous bénéficiez du forfait week-end à Stockholm: vol aller-retour sur SAS (départ samedi, retour lundi), 2 nuits dans un hôtel Scandic en chambre double ainsi que la carte "Stockholm Go

1820 FRF
prix TTC, à partir de.

There": transfert aéroport-ville à bord de l'Arlanda Express, les transports en commun et l'entrée dans les principaux musées sont gratuits. Pour vos réservations, appelez Nord Espaces au 01 45 65 00 00 ou visitez le site www.gotostockholm.com



Un partenariat entre Stockholm Information Service, SAS et Scandic Hotels

STOCKHOLM
It's there. Go there!

L'émergence planétaire croissante du virus West Nile

L'homme et le cheval sont les cibles privilégiées de cet agent originaire d'Afrique véhiculé par les oiseaux migrateurs et... par avion. L'Europe et, depuis peu, les Etats-Unis sont désormais touchés

INCONNU du grand public, le virus West Nile a, il y a un an, acquis une célébrité certaine avec l'apparition d'une bouffée épidémique animale et humaine enregistrée pour la première fois sur le sol des Etats-Unis. En août, on découvrit que le même agent pathogène avait infecté des chevaux de Camargue, ce qui déclencha une vague de panique chez les éleveurs et les responsables sanitaires. L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) réagit aussitôt en installant sur son site Internet, au chapitre de l'« *anticipation des risques majeurs* », un résumé des données connues et des quelques précautions à prendre.

West Nile ? Les spécialistes de virologie désignent ainsi un *Flavivirus* transmis par des moustiques et particulièrement présent dans les zones humides où se trouvent réunis des oiseaux aquatiques (qui en constituent le réservoir) et des moustiques ornithophiles du genre *Culex*. L'homme et le cheval sont des cibles privilégiées de ce virus responsable d'encéphalites aux conséquences qui peuvent être mortelles. L'aire jusqu'ici connue de dispersion de cet agent pathogène comprenait de nombreux foyers reliés par les mouvements des oiseaux migrateurs de l'Ancien Monde. Elle concernait avant tout l'Afrique du Nord et l'Afrique tropicale, le Moyen-Orient, l'Inde et l'Asie centrale.

« Responsable de cas d'encéphalites dans des camps de réfugiés en Israël durant les années 50, le virus West Nile faisait relativement peu parler de lui jusqu'au début des années 90, rappelle le professeur Claude Chastel dans le numéro de juillet-août de la revue *Virologie*. Puis ce virus a été enregistré en 1994

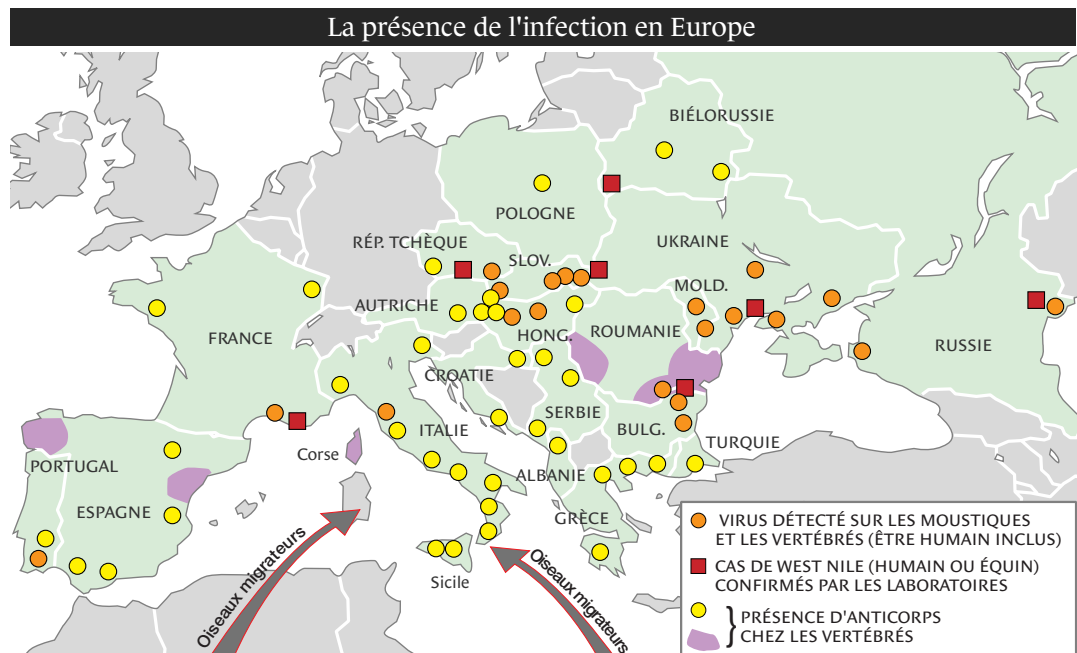
en Algérie, en 1996 au Maroc et en Roumanie. A Bucarest et tout autour de la capitale roumaine, il fut responsable de très nombreux cas d'encéphalites humaines avec une mortalité de 7,6 %. On estime que 80 000 personnes ont été infectées dans la seule ville de Bucarest. »

PROBLÈME D'IDENTIFICATION

Ce cycle urbain de l'infection par le virus West Nile était à l'évidence la conséquence de conditions économiques et sanitaires déplorables ; les habitants de la capitale entassés dans des immeubles vétustes élevant des poulets dans les escaliers et les cours tandis que *Culex pipiens* proliférait dans toute la ville. Une recrudescence d'activité fut ensuite observée en République tchèque après les fortes pluies de l'été 1997.

« L'épisode le plus retentissant fut celui d'octobre 1999, à New York, où 37 cas d'encéphalites et 4 décès furent observés en même temps que de nombreux oiseaux mouraient dans le Bronx. Les virologistes, tout comme les autorités sanitaires et municipales, ont été dérouterés par l'émergence d'un virus étranger aux Etats-Unis », écrit le professeur Chastel. La confusion fut d'autant plus grande que l'on mit un certain temps à identifier le responsable, les virologistes désignant tour à tour le virus de l'encéphalite de Saint-Louis et le virus Kunjin, d'origine australienne, tous deux proches du West Nile. Ce fut en définitive le laboratoire de Fort Collins (Colorado) qui identifia correctement l'agent pathogène.

La situation américaine, depuis, a évolué. Le West Nile a colonisé



Source : Hubalek et Jiri Halouza (Académie des sciences de Brno, République tchèque)/Emerging Infectious Diseases

Ces dernières années, des cas d'infection par le West Nile ont été recensés dans de nombreux pays européens. Le virus, originaire du continent africain, y a été notamment apporté par des oiseaux migrateurs.

un nouvel écosystème par l'intermédiaire des oiseaux infectés. Le risque infectieux est déjà présent dans le Connecticut. Et, il y a quelques jours, un nouveau décès – le premier de l'année, mais le quatorzième au total – a été enregistré dans le New Jersey. Comment

comprendre que le West Nile ait pu gagner le Nouveau Monde ? Pour *The New Yorker*, sur la base d'informations qui émaneraient de la CIA, la cause était entendue : il fallait voir là une première traduction concrète des menaces du bioterrorisme, le virus étant sur le sol américain du fait des manœuvres de l'Irak. Pour les virologistes, l'explication est beaucoup plus simple : il faut tenir pour responsables les nombreux vols aériens internationaux qui, faute de mesures appropriées de désinfection, peuvent transporter en des temps records, depuis l'Afrique et le Moyen-Orient jusqu'à New York, des moustiques infectés. En Israël, 247 cas d'infection par le West Nile ont été recensés depuis le mois d'août et 19 personnes en sont mortes.

LE CLIMAT EN ACCUSATION

Les spécialistes de virologie et de maladies émergentes redoutent désormais que les observations faites depuis un an outre-Atlantique ne soient le prélude à la colonisation, par le West Nile, du sud des Etats-Unis, des Caraïbes et de l'Amérique du Sud. En France, où une dizaine de chevaux sont morts

depuis août, la préfecture des Bouches-du-Rhône vient d'annoncer qu'une réflexion était en cours sur la nécessité de procéder à une démoustication générale adaptée à l'environnement de la Camargue. Mais les associations écologistes s'y opposent.

Une question demeure cependant : celle de la part du réchauffement de la planète dans les modifications de l'aire de distribution géographique du risque de contamination. Cette hypothèse doit-elle être retenue, l'émergence planétaire du West Nile n'étant qu'un symptôme annonciateur de bouleversements dans les équilibres entre les agents pathogènes viraux et leurs cibles animales ou humaines ? Faut-il au contraire n'y voir que l'expression spectaculaire mais localisée d'une réalité infectieuse due à des modifications d'écosystème sous l'effet conjoint de circonstances climatiques particulières et de situations socio-économiques favorables ? Au-delà des convictions et des sensibilités personnelles, nul ne semble aujourd'hui en mesure de trancher.

Jean-Yves Nau

La fièvre de la vallée du Rift sort d'Afrique

LES RESPONSABLES SANITAIRES d'Arabie saoudite ont annoncé, lundi 16 octobre, que le bilan de l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift qui sévit depuis un mois dans ce pays s'élevait à 76 morts. Au total, le bilan est de 146 décès pour l'Arabie saoudite et le Yémen. Cette maladie virale peut provoquer une infection grave chez l'animal et chez l'homme, avec une morbidité et une mortalité élevées. Elle a été identifiée pour la première fois en 1931 chez un mouton, dans une exploitation de la vallée du Rift, au Kenya. Depuis cette date, différentes épidémies ont été observées sur le sol africain. La plus grave enregistrée à ce jour a, au cours de l'été 1950, été à l'origine de près de 20 000 cas humains et provoqué la mort de près de 100 000 ovins et bovins en Afrique du Sud.

La fièvre de la vallée du Rift est le plus souvent fatale chez les jeunes ovins, moins virulente chez les adultes ainsi que chez les bovins, les chiens et les chats. La mort, quand elle survient, est la conséquence de lésions graves du foie. Dans l'espèce humaine, cette infection est généralement bénigne,

mais elle peut aussi s'accompagner de complications neurologiques et hémorragiques mortelles. Jusqu'en 1977, les épidémies animales et humaines restaient limitées au sud du Sahara. Cette année-là, un foyer de grande ampleur était apparu en Egypte, provoquant entre 20 000 et 200 000 cas humains, dont 600 mortels, en deux mois.

La première flambée observée hors d'Afrique est apparue à la mi-septembre en Arabie saoudite ainsi qu'au Yémen. Un accord entre les deux pays a permis une coordination efficace de la riposte internationale des deux côtés de la frontière, souligne-t-on auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Arabie saoudite et le Yémen échangent des données utiles – notamment les protocoles d'examen –, et une coordination logistique est assurée le long de la frontière. Des études sont en cours pour tenter d'identifier quels ont été les facteurs déclenchants de cette épidémie.

J.-Y. N.

Portes Ouvertes Corsa du 21 au 28 octobre.

Ouverture dimanche 22 selon autorisations.



DÉCROCHEZ LA LIBERTÉ.



A GAGNER, LA TOUTE NOUVELLE CORSA ET DES CENTAINES DE PACKS ENTRÉE LIBRE SFR.

SAMEDI 21 OCTOBRE, UN MOBILE EST À VOTRE DISPOSITION CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OPEL. DÈS QU'IL SONNE, DÉCROCHEZ, RÉPONDEZ À UNE QUESTION : C'EST GAGNÉ, VOUS REPARTEZ AVEC VOTRE PACK ENTRÉE LIBRE SFR ET PARTICIPEZ AU TIRAGE AU SORT POUR GAGNER LA NOUVELLE OPEL CORSA.

Jeu gratuit sans obligation d'achat valable le 21 octobre 2000 dans les concessions Opel participant à l'opération. Une seule participation par foyer (même nom, même adresse). A gagner, par concession Opel : 1 Pack Entrée Libre SFR valeur commerciale de 499 F TTC (prix maximum conseillé) et par tirage au sort national à la fin de l'opération : une Opel Corsa Comfort 1.2 16V 3 portes, avec option peinture métallisée d'une valeur commerciale de 73 500 F TTC (prix clé en main). Le tirage au sort aura lieu en présence de Maître Thibault, huissier de justice à Suresnes. Le règlement complet est déposé chez Maître Thibault et disponible sur simple demande à McCann Communications - Équipe Opel - 48 rue de Villiers - 92309 Levallois-Perret.



www.opel.fr

CROQUEZ LA VIE.



CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

Nuages et pluie

VENDREDI. Une dépression située au nord de l'Irlande pilote les passages rapprochés de deux limites pluvieuses sur notre pays. Rares sont les régions qui échappent à un temps gris et humide.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages déjà nombreux au petit matin sur la Bretagne et la Normandie, deviennent vite menaçants. Ils apportent de la pluie à partir du milieu de matinée. Ailleurs, il pleut sans discontinuer. Les températures vont de 13 à 16 degrés.

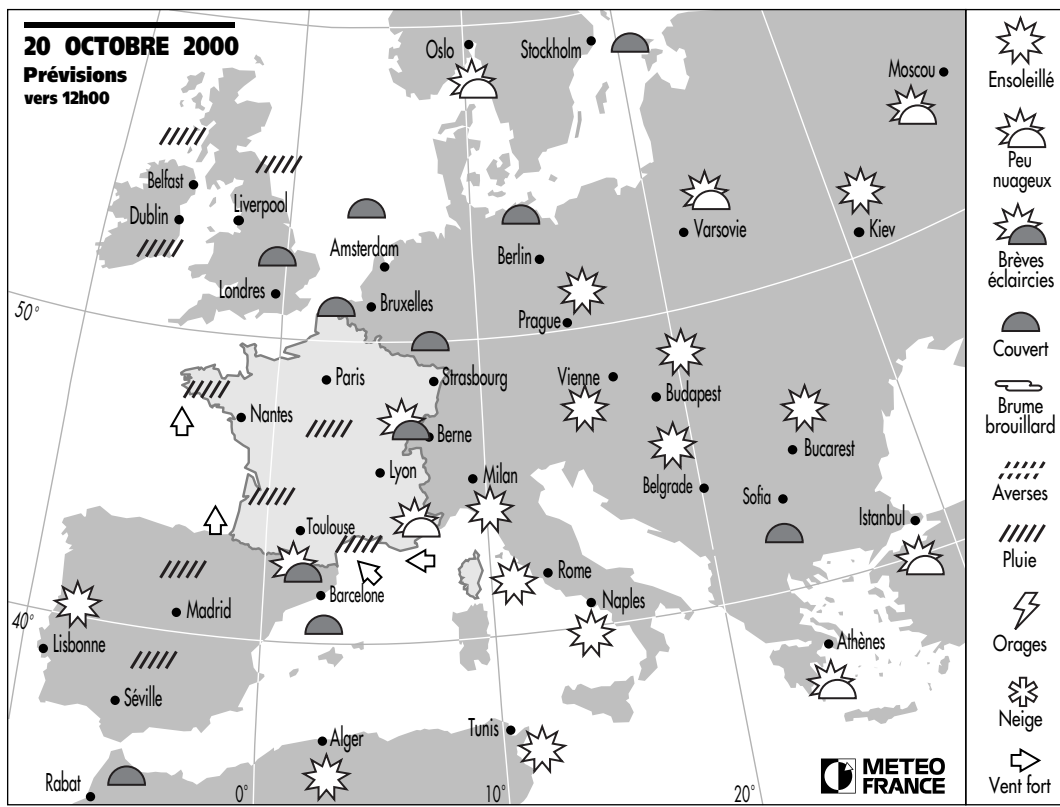
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel gris du matin au soir s'accompagne de pluie. Les températures s'échelonnent entre 13 et 15 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – En Champagne, les épisodes pluvieux alternent avec quelques périodes d'accalmie. Sur les régions de l'Est, le soleil se cache par moment derrière des voiles nuageux. Il fait de 15 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur le Poitou, les Charentes et l'Aquitaine, il pleut toute la journée. Sur Midi-Pyrénées, la matinée reste agréable puis les nuages de plus en plus nombreux finissent par apporter de la pluie. Les températures sont douces, de 17 à 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Pluies et nuages sont au programme du temps dans le Limousin. Sur l'Auvergne, le ciel lumineux se charge progressivement. La région Rhône-Alpes profite de belles périodes de soleil. Il fait de 15 à 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur le Languedoc, la Camargue et les Cévennes, le vent marin souffle en fortes rafales. Il apporte de nombreux nuages puis de la pluie à partir de la mi-journée. Ailleurs, le ciel est lumineux, bien que souvent voilé par des nuages élevés. Les températures maximales varient entre 17 et 22 degrés.



(Publicité)

http://www.ebookers.com/fr

Los Angeles
2640 FRF*

San Francisco
2640 FRF*

ebokers.fr
Vous êtes déjà là-bas

© 2000 ebookers.com snc. Licence L0547201
Tous droits réservés de disponibilité.

PRÉVISIONS POUR LE 20 OCTOBRE 2000

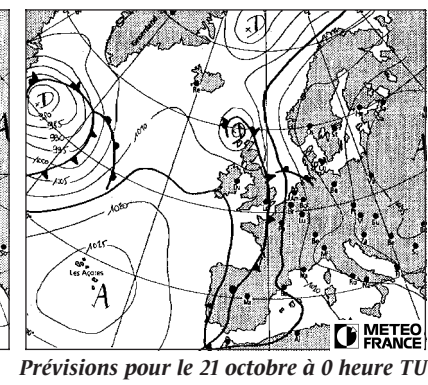
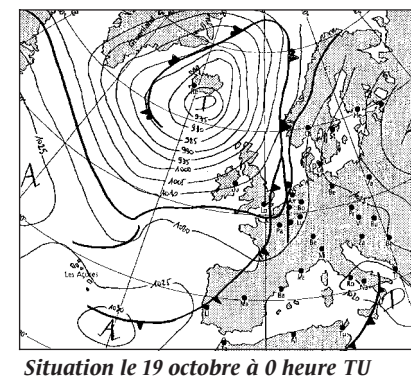
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	11/22 S	NANCY	10/19 N
BIARRITZ	14/21 P	NANTES	9/17 P
BORDEAUX	13/19 P	NICE	14/20 S
BOURGES	12/21 P	PARIS	10/19 P
BREST	9/15 P	PAU	12/20 P
CAEN	8/18 P	PERPIGNAN	15/21 N
CHERBOURG	8/16 C	RENNES	8/18 P
CLERMONT-F.	11/21 N	ST-ETIENNE	9/20 P
DIJON	10/19 N	STRASBOURG	9/18 N
GRENOBLE	10/19 S	TOULOUSE	13/21 P
LILLE	7/17 P	TOURS	11/17 P
LIMOGES	12/18 P		
LYON	10/20 N		
MARSEILLE	14/19 S		

PAPETE	24/30 S	KIEV	4/9 S	VENISE	12/17 S	LE CAIRE	19/26 S
POINTE-A-PIT.	24/32 S	LISBONNE	10/17 S	VIENNE	8/15 S	NAIROBI	17/23 C
ST-DENIS-RE.	19/25 S	LIVERPOOL	9/14 P	AMÉRIQUES		PRETORIA	20/27 S
		LONDRES	8/15 C	BRASILIA	22/33 S	RABAT	15/21 C
		LUXEMBOURG	8/14 C	BUENOS AIR.	18/27 S	TUNIS	15/24 S
		MADRID	10/15 P	CARACAS	24/28 S		
		MILAN	12/19 S	CHICAGO	12/20 S		
		MOSCOW	1/8 S	LIMA	16/19 S		
		MUNICH	8/15 S	LOS ANGELES	16/23 S		
		NAPLES	14/22 S	MEXICO	10/21 S		
		OSLO	7/9 S	MONTREAL	3/18 S		
		BERNE	9/16 C	NEW YORK	9/17 S		
		BRUXELLES	9/11 C	SAN FRANCIS.	12/17 C		
		BUCAREST	3/11 S	SANTIAGO/CHI	11/26 S		
		BUDAPEST	7/16 S	TORONTO	8/18 S		
		COPENHAGUE	9/13 C	WASHINGTON	6/19 S		
		DUBLIN	6/12 P	AFRIQUE			
		FRANCFORT	8/16 S	ALGER	11/26 S		
		GENEVE	10/18 C	DAKAR	26/30 S		
		HELSINKI	5/9 S	KINSHASA	22/30 S		
		ISTANBUL	12/16 S				

AMSTERDAM	8/14 C	ATHENES	15/21 S
BARCELONE	15/20 S	BELFAST	7/11 P
BELGRADE	7/15 S	MILAN	12/19 S
BERLIN	10/15 C	MOSCOW	1/8 S
BERNE	8/16 C	MUNICH	8/15 S
BRUXELLES	9/11 C	NAPLES	14/22 S
BUCAREST	3/11 S	OSLO	7/9 S
BUDAPEST	7/16 S	PALMA DE M.	13/25 C
COPENHAGUE	9/13 C	PRAGUE	7/15 S
DUBLIN	6/12 P	ROME	13/21 S
FRANCFORT	8/16 S	SEVILLE	13/19 P
GENEVE	10/18 C	ST-PETERSB.	4/8 S
HELSINKI	5/9 S	STOCKHOLM	9/12 C
ISTANBUL	12/16 S	TENERIFE	15/20 S
		VARSOVIE	5/13 S

ASIE-OCEANIE		BANGKOK	26/31 P
		BEYROUTH	22/27 S
		BOMBAY	24/33 S
		DJAKARTA	27/33 S
		DUBAI	25/33 S
		HANOI	21/23 P
		HONGKONG	25/29 C
		JERUSALEM	21/27 S
		NEW DEHLI	21/34 S
		PEKIN	4/16 S
		SEOUL	13/20 S
		SINGAPOUR	26/31 P
		SYDNEY	15/23 S
		TOKYO	14/21 P



VENTES

Les plus belles pièces de la saison exposées à Drouot-Montaigne

DEUX FOIS par an, les commissaires-priseurs parisiens organisent, à Drouot-Montaigne, une exposition commune des plus belles pièces de la saison à venir. Le prochain rendez-vous est fixé du mercredi 18 au lundi 23 octobre, et réunit des œuvres de tous les horizons du marché.

La palme de la rareté revient sans doute à un manuscrit appartenant au roi de France Charles VIII (1470-1498), dont les objets personnels n'encombrant pas le marché. Il n'a pourtant fait l'objet d'aucune retenue de la part des musées, et sera vendu avec son autorisation de sortie du territoire. Réalisé vers 1492, après le mariage du souverain avec Anne de Bretagne, ce livre d'heures a été exécuté par le « maître de la Chronique scandaleuse ».

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette *Chronique scandaleuse*, écrite par Jean De Roy, raconte la vie des saints. Comme le veut la coutume, les spécialistes ont donné à ce maître anonyme, et sur lequel ils ont peu de renseignements, le nom de son œuvre la plus importante. Le ma-

nuscrit porte les armoiries de Charles VIII et sa devise : « Plus qu'autre », et compte 224 feuillets sur vélin, agrémentés de onze grandes miniatures, de douze petites et de bordures enluminées (2 millions de francs, 305 350 euros).

La section des dessins anciens compte un ensemble de quatorze projets de meubles des architectes

de Napoléon I^{er}, Charles Percier (1764-1838) et Pierre Fontaine (1762-1853), à qui l'on doit l'arc de triomphe du Carrousel du Louvre et les aménagements du Louvre et de plusieurs châteaux (Fontainebleau, Rambouillet, etc.).

Ces dessins préparatoires étaient destinés à des commandes impériales, et certaines d'entre elles ont été exécutées, comme le

trône de l'empereur : une aquarelle de 25 x 18 cm représente le fauteuil conservé aujourd'hui dans la salle du Trône du château de Fontainebleau (100 000 F, 15 270 €), une autre le berceau du roi de Rome (60 000 à 80 000 F, 9 160 à 12 215 €). Le dessin d'un lit d'apparat (resté au stade du projet) est particulièrement révélateur de la conception et des

détails décoratifs mis en œuvre pour l'élaboration du mobilier Empire destiné au souverain et à sa famille (100 000-120 000 F, 15 270-18 320 €).

La sculpture est honorée, entre autres, par un bronze orientaliste de Rembrandt Bugatti (1884-1916) figurant un « Chameau en train de boire », une épreuve en patine brun foncé du fondeur Hébrard (3 à 4 millions de francs, 458 000 à 610 700 €), et une sculpture cubiste en bois d'Ossip Zadkine (1890-1967), « Torse de femme », datant de 1939 (1 à 1,2 million de francs, 152 700 à 183 200 €).

Parmi de nombreux meubles et objets d'art du XVIII^e siècle, un bureau plat Louis-XVI porte l'estampille de Jacques Dubois (1693-1763), un maître du rocaille réputé pour ses bronzes somptueux. Le style purement Louis-XVI de ce meuble révèle qu'il a été fabriqué vers la fin de la vie de Dubois, alors que le roi Louis XV, encore bien vivant, a déjà enterré le style qui porte son nom.

En placage d'ébène, ce modèle imposant est d'une grande élégance et atypique de la production de cet ébéniste, qui s'était fait

une spécialité des petits meubles féminins en laque de Chine ou marqueterie tout en courbes et contre-courbes. La sobriété est de mise sur ce bureau ceinturé d'une frise en bronze ciselé et doré (3 à 3,5 millions de francs, 458 000 à 534 350 €). Il a obtenu le passeport qui lui permet d'être exporté.

Catherine Bedel

★ « Les Temps forts » : Drouot-Montaigne. Du mercredi 18 au lundi 23 octobre, de 11 à 18 heures. Entrée libre.

■ EMMAÛS. Pour la première fois en France, l'association Emmaüs organise, dimanche 22 octobre, une journée de vente qui aura lieu à la porte de Versailles. Réunis et sélectionnés par cent communautés différentes, des milliers d'objets seront vendus entre 200 et 50 000 F (30,49 et 7 622 €). Une vente aux enchères des pièces les plus intéressantes aura lieu sur place entre 15 heures et 18 heures. Site Paris-Expo, Hall 2-1, porte de Versailles, de 10 heures à 19 heures. Entrée libre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 251

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTELEMENT

I. S'arrange pour ramasser gros. – II. Dur ou mou, il fait des dégâts. Coup dur, il peut faire des dégâts. – III. Donnent à voir. Réalisa. – IV. Poème moyenâgeux. Accompagne la tête de veau. – V. Berg l'a fait chanter à l'Opéra. Fournisseur pour artiste peintre. – VI. Fumé sans nuire à la santé. Qui risque de choquer. – VII. Dressa la pièce. Fit une tête à Thot. – VIII. Il y en a toujours une derrière l'autre. – IX. Sauva les espèces du liquide. Le cinquième ne

fut qu'un prétendant. Pour appeler discrètement. – X. Fait mâle.

VERTICALEMENT

1. Bonne fixation. – 2. Avance en terrain difficile. Points en opposition. – 3. Détérioration, en surface. – 4. Dans une main ouvrière. Coule au Congo. – 5. Calife aux nombreuses conquêtes. Abject, il ne respecte aucune règle. – 6. Au contraire du précédent, eux respectent les règles. – 7. Passe à travers les mailles des filets. Vient

d'avoir. – 8. Dieu Lune père du dieu Soleil. Victime d'excès. – 9. Ramassent tout ce qu'ils trouvent. Suivre à la lettre. – 10. Rapportée pour ne pas être enterrée. Titre chez Elizabeth. – 11. A souvent été interrompu. Centre industriel allemand. – 12. Va au bout des choses. Appel.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 250

HORIZONTELEMENT

I. Tranquillité. – II. Cajoux. Aaron. – III. Haine. Pb. Erg. – IV. IGS. Scies. Ou. – V. Tatillonne. – VI. Thérèse. Visu. – VII. Co. Rut. Pi. – VIII. Huméris. Epia. – IX. Ilot. Distend. – X. Néné. Eltsine.

VERTICALEMENT

1. Tchîn-tchin. – 2. Raag. Houle. – 3. Ajiste. Mon. – 4. Non. Arrêté. – 5. Queueur. – 6. Us. Cistude. – 7. Pile. Sil. – 8. Label. St. – 9. La. Soviets. – 10. Ire. Ni. Pei. – 11. Torons. Inn. – 12. Engueulade.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Günsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION N° 192

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Le saint François de la nature morte

« TANT QUE Monsieur Manet peint des citrons et des oranges, tant qu'il brosse des natures mortes, on peut encore lui accorder les circonstances atténuantes, mais quand il ose faire un tel monstre d'une créature humaine, quand d'une jeune et peut-être jolie femme il fait une abominable et plate caricature à l'huile, il me permettra de hausser les épaules en passant et d'aller contempler des tableaux plus dignes de mon attention. » (Albert Wolff, dans *Le Figaro*.) Tant décrié par la majorité des critiques de son temps comme peintre de figure, Edouard Manet a très vite été reconnu comme un bon peintre de natures mortes. Il apprécie lui-même particulièrement ce genre, considérant qu'un



peintre peut « dire tout ce qu'il veut avec des fruits, des fleurs ou des nuages » et confessant qu'il aimerait être « le saint François de la nature morte ».

Manet commence par inclure les objets inanimés dans de vastes compositions, puis tend à isoler quelques éléments, fruits, fleurs, légumes, dont il se plaît à rendre la transparence et la fragilité. Cet arrosoir fait partie des œuvres de la fin de la vie de Manet alors que, atteint par la maladie, il passe de longs moments dans le jardin.

Edouard Manet (1832-1883)
« Arrosoir », 1880.
Lavis d'encre sur papier, 20,3 x 12,8 cm
Paris, Musée du Louvre, département des arts graphiques, fonds Orsay (actuellement au Musée d'Orsay pour l'exposition « Manet et les natures mortes », jusqu'au 7 janvier 2001).

Après sa mort, survenue le 30 avril 1883, un dernier portrait de Manet sera réalisé par :
– Eva Gonzalès ?
– Eugène Manet ?
– Pierre Prins ?

● Réponse dans *Le Monde* du 27 octobre

● Réponse du jeu n° 191 paru dans *Le Monde* du 13 octobre
C'est Léon I^{er} le Grand, pape de 440 à 461, qui convainquit Attila de se retirer d'Italie en 452.

MUSIQUE Alors que le projet de directive sur les droits d'auteur dans la société dite de l'information va être proposé en deuxième lecture au Parlement européen le 22 octobre,

Le Monde a rencontré, à l'occasion de la réunion, à Paris, du comité exécutif de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), son président, Jay Berman, et son

président exécutif, Rupert Perry. ● L'IFPI a alerté la présidence française de l'Union européenne sur la piraterie musicale, numérique et traditionnelle. Jay Berman et Rupert

Perry dénoncent ainsi « le vol » que permettent les logiciels « de partage » comme Napster et Gnutella. Contre les pratiques des internautes, ils défendent le droit des auteurs.

● LES MULTINATIONALES du disque ont organisé leur riposte, notamment sur le dossier crucial du téléchargement payant, sécurisé et générant des droits.

Les industriels du disque intensifient leur combat pour le droit d'auteur

Dans un entretien au « Monde », Jay Berman, président de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), et Rupert Perry, président du comité exécutif de l'IFPI et vice-président d'EMI Music, expliquent pourquoi ils défendent le droit des artistes sur Internet

« Le piratage inclut-il Napster et Gnutella, logiciels « de partage » où l'internaute peut échanger gratuitement les trésors de sa discothèque avec son voisin ?

– **Jay Berman** : toute diffusion non autorisée est un acte de piraterie. Dans le cas de Gnutella et de Napster, aucune loi sur le Copyright n'est respectée. Ce sont donc des pirates. Et ce n'est pas parce qu'une technologie rend une opération possible que le procédé est moralement légitime.

– **Rupert Perry** : sur Napster, les créateurs n'ont pas leur mot à dire sur la manière dont leur musique est consommée, ils ne perçoivent aucune compensation financière – ce qui ne s'est jamais vu en musique, même au temps de Beethoven. Des millions et des millions d'internautes sont en train d'utiliser notre musique au mépris du travail créatif. C'est du vol. Pourquoi le tolérerait-on ? A moins qu'au XXI^e siècle, une poignée d'individus ne décident que le vol est un mode de vie. Pour le moment, vous n'allez pas vous servir dans les rayons du Virgin Champs-Élysées en disant : « Maintenant la vie et l'économie ont changé, la musique est gratuite ». C'est un non-sens absolu.

– **Napster est pourtant très**

populaire chez les jeunes Américains. N'y a-t-il pas une « génération Napster » ?

– **J. B.** : en aucun cas. La réalité est plus simple. Si vous mettez quelqu'un devant un bar et que vous lui dites : « Servez-vous, ce whisky est gratuit », il va se servir. Or, rien dans la vie n'est complètement gratuit. Croyez-vous que ceux qui ont investi dans Napster agissent par générosité et bonté ? Non. Ils veulent créer leur marque, valoriser leur capital. Or, il est très facile de gagner de l'argent quand vous ne déboursez pas un sou pour acquérir la marchandise que vous vendez – ici, la musique, par eux dépréciée, banalisée. Des artistes, tels Metallica ou Dr Dre, se sont d'ailleurs élevés contre cette prétention à instaurer un pseudo nouveau mode de consommation. MP3.com, depuis sa création, a d'ailleurs modifié sa conception du « gratuit » et a passé des accords de licences avec les industriels du disque et les éditeurs. Nous voulons évidemment rétablir une relation légitime avec le monde virtuel, sans avoir recours aux tribunaux – et nous n'intenons pas d'actions en justice contre des particuliers, mais contre des serveurs.

– **La piraterie on line est-elle**

plus dangereuse que la piraterie classique ?

– **J. R.** : aujourd'hui, le plus gros du commerce de la musique continue de se faire par l'intermédiaire des produits physiques (CD, cassettes, vidéos). La capacité de production mondiale est deux fois supérieure à ce que le marché peut absorber – les pirates et le crime organisé mettent en circulation près de 500 millions de CD chaque année. Nous sommes passés de la copie illicite de cassettes audio à celle des CD – des clones parfaits. Depuis cinq ans, l'IFPI a multiplié par dix ses investissements anti-piraterie, avec succès, notamment dans des pays sensibles comme la Bulgarie. Potentiellement, la piraterie on line est très dangereuse : des millions d'internautes peuvent être touchés à partir d'un seul individu. Selon nos évaluations, 25 millions de fichiers illicites sont en circulation sur Internet.

– **R. P.** : l'industrie de la musique a souffert en premier, car techniquement, il est plus facile de télécharger des sons que des images. Mais la presse, les logiciels informatiques, l'édition, la télévision, le cinéma, déjà touchés par les DVD et les vidéos pirates, sont menacés. Nous avons d'ailleurs

renforcé notre collaboration avec la Motion Picture Association of America (MPAA).

– **On vous a reproché le maintien d'un prix élevé du CD et la lenteur de vos réactions face à la révolution numérique. Qu'en pensez-vous ?**

– **R. P.** : d'abord, voler prend moins de temps que légiférer ou contrôler. Ensuite, la musique n'est pas qu'un support, c'est un art. Et si les coûts de fabrication du CD sont restés stables, l'offre n'est pas la même : la durée a été allongée, la présentation s'est améliorée, la promotion également. Les choix se sont élargis. En Grande-Bretagne, par exemple, une quarantaine de versions des *Quatre saisons*, de Vivaldi, sont disponibles, à des prix allant de 40 F à 300 F. Sans doute l'acheteur sera prêt à payer davantage pour l'interprétation du violoniste Nigel Kennedy, parce que c'est Nigel Kennedy.

– **Les concentrations industrielles ne vont-elles pas étouffer les producteurs indépendants, ainsi que les musiques minoritaires (classique, jazz, musiques du monde) ?**

– **J. B.** : pour les majors, la logique commerciale va rester la même : le jazz ou le folk ne géné-

rant pas de profits, ils sont soutenus par des produits grand public plus rentables. Pour les indépendants spécialisés, Internet permet d'atteindre une cible très précise, savoir exactement et en temps réel qui sont les consommateurs, les localiser.

– **R. P.** : le Net ne connaît pas les limitations physiques d'un magasin. Donc les indépendants gagnent de l'espace. Les outils changent, s'assouplissent. Internet permet de télécharger un seul titre ou de s'abonner à un serveur ne délivrant qu'un type de musique. Avec l'essor du WAP [l'Internet sur téléphone portable], un jeune pourra écouter le classement hebdomadaire des ventes de singles et commander le CD de son choix immédiatement. Napster et les autres retardent ces nouveaux usages en les parasitant.

– **Les fusions en cours – AOL-Time Warner ; Vivendi-Universal – marient les détenteurs de contenu aux propriétaires de canaux de diffusion. Qui va dominer l'autre ?**

– **J. B.** : les producteurs de disques et les artistes doivent absolument conserver les droits dont ils jouissent dans l'univers physique du disque. Si l'usage des tuyaux change, devient moins cher par

exemple, c'est tant mieux, mais ce n'est pas notre affaire, nous gardons le contenu et entendons le vendre à son juste prix. Les lois sur le Copyright sont donc fondamentales dans l'environnement numérique. Des directives européennes sont en cours d'élaboration. Par ailleurs, nous ne sommes plus en guerre avec les sociétés d'auteurs, au contraire, car il y va de l'intérêt de la communauté des créateurs.

– **R. P.** : la France est très attentive à nos demandes, y compris sur un point qui nous tient particulièrement à cœur : celle de la durée de protection des enregistrements, fixée en Europe, ou au Canada, à cinquante ans après la première édition d'une œuvre. Ce qui signifie qu'une partie des disques enregistrés par un artiste vivant tel que Charles Trenet ne sont plus protégés. Si l'Europe est un continent de culture comme elle le prétend, elle doit s'aligner sur le droit américain où la durée de protection est de quatre-vingt-quinze ans. Si ce n'est la Commission européenne, un pays pourrait ouvrir la voie, montrer l'exemple, en modifiant ses lois en ce sens. »

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

Glossaire

● **L'IFPI**. L'International Federation of Phonographic Industry (IFPI), dont le siège est à Londres, rassemble plus de 1 400 producteurs de disques dans le monde, dont les cinq majors, Universal, Time Warner, EMI-Virgin, BMG et Sony. L'IFPI est représentée dans quarante-six pays par un bureau local : la Recording Industry Association of America (RIAA) aux Etats-Unis, le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) en France, la British Phonographic Industry (BPI) au Royaume-Uni... Le chiffre d'affaires de l'industrie phonographique mondiale a été de 38,5 milliards de dollars (TTC) pour 1999, dont 12,4 milliards pour l'Europe.

● **La piraterie**. Le comité exécutif de l'IFPI s'est réuni à Paris les 12 et 13 octobre afin d'alerter la présidence française de l'Union

européenne sur la piraterie musicale – numérique et traditionnelle. En 2000, l'IFPI a consacré plus de 100 millions de francs (15,25 millions d'euros) à la lutte antipiraterie. Le 22 octobre, le projet de directive sur les droits d'auteur dans la société dite de l'information va être proposée en deuxième lecture au Parlement européen. Certains points, tels que la réalisation de copies intermédiaires, dites techniques, qui pourront se faire sans l'autorisation des producteurs ou des créateurs, posent encore problème.

● **Les catalogues**. La maîtrise future des fonds de catalogue et de l'édition musicale est cruciale, alors que l'on assiste à des concentrations sans précédent : si la fusion de la britannique EMI et de l'américaine Time Warner a été bloquée par la Commission européenne en vertu des lois sur la concurrence, les détenteurs de

contenu (Universal, Time Warner) se marient à des opérateurs du Net et des télécommunications (Vivendi, AOL).

● **Le téléchargement**. Aux Etats-Unis, la RIAA a attaqué en justice MP3.com, pionnier du téléchargement personnalisé. MP3.com a notamment mis au point My MP3.com, logiciel permettant de mettre sa propre discothèque sur Internet, à condition d'apporter la preuve de l'achat de CD originaux – ce que la RIAA estime être une tricherie. Napster, l'un des logiciels dits de partage, par lesquels les internautes peuvent échanger gratuitement, et en principe de manière privée, leurs fichiers musicaux, a subi à son tour les foudres de la RIAA. Si cette dernière perdait, les règles régissant actuellement les droits des artistes et de leurs producteurs seraient mis en péril.

Les multinationales passent à l'offensive

PRODUIT d'appel pour les uns, solide fondation d'empires du divertissement pour d'autres, la musique sur Internet est devenue l'un des enjeux financiers les plus importants de la Toile. En matière de site et de propositions sur le Net, les multinationales du disque ont d'abord semblé être attentistes face aux petites marques indépendantes plus réactives et créatives. Mais cet apparent retard a été depuis rattrapé et les majors ont mis leurs grands moyens dans la balance. La présence offensive de Napster et d'autres logiciels de partage de fichiers musicaux n'y est pas étrangère. En parallèle, de nouveaux acteurs étrangers aux métiers traditionnels du disque ont fait ou vont faire leur apparition dans le domaine de la diffusion et des services.

Aux extraits de trente secondes à une minute de musique communs à la plupart des sites musicaux, les majors ont souvent ajouté des images : vidéo-clips des derniers succès, reportage durant les enregistrements ou au domicile des vedettes, diffusion événementielle de concerts en direct ou en *streaming* et nombreux renvois vers des sites d'artistes maison complétés de biographies et de discographies sérieuses et complètes. Tout est fait pour valoriser le catalogue et l'image des majors, partenaires dans le développement des talents. Warner ou Sony se sont concentrés sur cet aspect, avec des entrées vers leurs départements cinéma ou, pour Sony, de matériel.

Le dossier crucial des mois à venir sera toutefois celui du téléchargement et du contrôle des enregistrements sur le réseau. Dans ce domaine, BMG (au travers d'« *ecoutez-vous.com* » en France) et Universal Music (avec « *bluematter.com* ») sont les plus avancés. Chacune de ces deux sociétés teste en grandeur nature des outils sécurisés de téléchargement payants de fichiers musicaux et la réaction du public. Au cœur du processus, il y a ces plates-formes qui permettent, par un système de codage, de gérer la chaîne de diffusion, depuis la mise sur le réseau des titres musicaux, leur téléchargement contre paiement, le suivi de leur itinéraire et le reversement des droits aux auteurs et aux interprètes.

Pour le moment, BMG et Universal valorisent les poids lourds de chaque secteur (classique, jazz, rock, soul, variété...) avec quelques centaines de titres. En septembre, seuls quelques milliers d'internautes ont déboursé de 1,50 à 3,50 dol-

lars pour télécharger un morceau de Whitney Houston ou de George Benson. La législation sur le droit d'auteur en Europe ne permet pas encore aux membres de la communauté européenne de profiter de cette innovation. Les majors en sont à la phase de négociation avec les artistes et d'harmonisation entre les législations. Quant à la distribution directe de l'objet disque, toujours bien vivant, par les majors, elle n'est pas officiellement parmi les priorités.

audience avec du contenu. Une matière et une dimension marchande qui commencent à se déclinier en fonction du multi-accès et de la téléphonie mobile en particulier. Sélection d'informations adaptées, possibilité d'écoute, vente de modules (SMS, dédicaces musicales...) conçus pour le format WAP, en attendant les autres... Ce développement est évidemment favorisé par la proximité de Vizzavi avec les entreprises SFR et Vodaphone.

Faudra-t-il obligatoirement maî-

Le dossier crucial sera celui du téléchargement et du contrôle des enregistrements sur le réseau. Dans ce domaine, BMG et Universal Music testent en grandeur nature des outils sécurisés de téléchargement payants de fichiers musicaux et la réaction du public

A ces stratégies des majors s'ajoutent celles de nouveaux arrivants. Portail Internet multi-accès, contrôlé à parts égales par Vivendi et Vodaphone, Vizzavi sera l'un des accès majeurs aux contenus de Vivendi Universal. Sans exclusivité, Filiale de Vizzavi Europe, Vizzavi France expérimente en pionnière du groupe la configuration de ce service. Sa vocation est d'acquiescer et de fédérer autour de la marque Vizzavi des contenus hiérarchisés et mis en scène. Pour la musique, des accords ont déjà été passés avec différents fournisseurs de contenu éditorial spécialisé : la chaîne musicale MCM, Relax News pour un agenda concert, M City, le portail musique du groupe Lagardère... Début 2001, un ambitieux site consacré au spectacle vivant international, « *divento.com* », financé par Vivendi, devrait rejoindre ce portail.

Comme sur beaucoup d'autres sites, Vizzavi a aussi développé des opérations spéciales : écoutes en avant-première, partenariats de promotion, organisation de débat, diffusion de concerts ou de clips en *streaming*. Vizzavi France, qui collabore avec l'ensemble des compagnies phonographiques majors, expérimente par ailleurs la vente par correspondance (avec le Club Dial) dans la perspective de développer la partie commerciale de son service après avoir fidélisé son

triser la production des contenus musicaux pour entreprendre dans le e-commerce musical ? Le groupe Bernard Arnault fait le pari que non. Avec ses fonds propres, le patron de LVMH a créé Europat Web, qui prospecte et investit dans le développement de projets liés à Internet (Europat Web possédant d'autre part 37 % du capital du portail Liberty Surf, troisième fournisseur d'accès en France). Parmi ces projets, l'entreprise Muzikzag et son site « *mzz.com* » – annoncé opérationnel pour la mi-novembre – que son directeur, Hervé Defranou (un ancien de l'industrie phonographique), présente comme un « *média marchand* ». Il s'agit de développer une base de données encyclopédique, à la fois audio et rédactionnelle (la fameuse « valeur ajoutée ») couvrant tous les styles musicaux.

Un outil d'information, de conseil et de découverte de la musique qui devra aussi servir d'outil de transaction pour l'achat de disques ou de téléchargement titre par titre. Une activité qui dépend elle aussi d'une harmonisation technique, juridique et économique de la vente de musique sur la Toile et implique de travailler avec tous les producteurs (comme d'attendre leur bon vouloir).

Stéphane Davet
et Sylvain Siclier



L'Or des princes barbares
Du Caucase à la Gaule
au V^e siècle ap. J-C

jusqu'au 8 janvier 2001

L'EXPOSITION
au musée des Antiquités nationales
château de Saint-Germain-en-Laye

Toute l'actualité des expositions
www.rmn.fr

LE CATALOGUE
Ouvrage collectif sous la direction de
Patrick Périn et Alfred Wicczorek
format 270 x 210 cm, 240 pages,
200 illustrations dont 150 en couleur,
240 F (36,59 €) éditions RMN, diffusion Seuil

Pour commander par correspondance :
Les Musées de France 60505 Chantilly Cedex
n° Azur 0 810 249 249 (prix appét local)

En partenariat
media avec **SCOPE**



DESSIN THIERRY DALBY

Napster, communauté d'échange des internautes

LE PROCÈS qui oppose Napster à l'industrie américaine du disque ne freine pas l'engouement des internautes pour ce service d'échange de morceaux de musique sur la Toile. Bien au contraire. Le dernier sondage réalisé par Mediametrix ne recense pas moins de 6,7 millions d'utilisateurs pour le mois d'août, contre 1,1 million en février. Pour l'instant, l'action judiciaire de l'Association américaine des industriels du disque (RIAA) (*Le Monde* du 4 octobre) semble provoquer un résultat inverse à son objectif, en offrant une publicité gratuite à son adversaire.

L'idée du créateur de Napster a l'extrême simplicité des coups de génie. Mi-1999, Shawn Fanning, étudiant de dix-huit ans, fait un double constat : la Toile relie des millions de personnes dans le monde entier ; bon nombre d'entre elles possèdent des morceaux de musique enregistrés sur leur ordinateur et cherchent à en obtenir d'autres. Pourquoi ne pas mettre directement et gratuitement en relation cette offre et cette demande ? Un principe enfantin, calqué sur les échanges de disques entre adolescents.

INTUITION TEINTÉE D'IDÉALISME

Comme le raconte l'hebdomadaire américain *Time* dans son édition du 2 octobre, la démarche intellectuelle du jeune homme ne relève pas d'une stratégie très élaborée. Il semble qu'il n'ait jamais imaginé l'ampleur du succès que connaîtrait ce principe ni celle du tollé qu'il déclencherait. Son entourage considérait le projet, entièrement fondé sur le désir de partage des internautes, comme utopique. Shawn Fanning n'obéissait qu'à une sorte d'intuition teintée d'idéalisme. Il se justifie difficilement en confiant au *Time* que « *quelqu'un devait le faire parce que... Juste parce que...* ». Fort de cette certitude, le jeune homme passe des journées et des nuits à écrire le programme informatique capable de concrétiser son rêve altruiste. Depuis, il ne contrôle plus que 9 % du capital de Napster passé aux mains d'un groupe d'investisseurs mené par Hummer Winblad Venture et Angel Investors LP.

Fondé sur la mise en relation directe des internautes qui l'utilisent de pair à pair, le système Napster se distingue du mode de fonctionnement le plus répandu sur la Toile. En général, les internautes ne communi-

quent qu'avec les sites directement accessibles sur le réseau. Ces derniers sont hébergés par des serveurs, c'est-à-dire des machines ouvertes ne contenant que des fichiers destinés aux visiteurs. C'est le cas d'un site comme MP3.com, qui offre aux internautes les fichiers musicaux présents sur son serveur. L'ensemble d'Internet fonctionnait sur ce mode avant l'arrivée de Napster. Ce dernier, au lieu de proposer de télécharger des morceaux MP3 présents sur une centaine de serveurs, se contente de publier la liste des fichiers présents sur l'ensemble des ordinateurs des internautes connectés simultanément sur son site.

à Napster, l'internaute autorise le système à explorer le disque dur de son ordinateur et à communiquer aux serveurs Napster la liste des morceaux MP3 dont il dispose. Sans cette notion de partage volontaire, le système ne pourrait exister.

Début octobre, on pouvait ainsi accéder à une liste d'environ 200 000 titres pendant les heures de nuit aux Etats-Unis et de 500 000 à 800 000 titres au cours de la journée. Le succès fulgurant de Napster valide sans équivoque l'idée de Shawn Fanning. Bien entendu, la générosité des internautes s'appuie sur la gratuité complète de cette nouvelle forme de troc. Sur Napster, l'échange n'im-

Les utilisateurs plaident non coupables

Les utilisateurs de Napster et des autres services de téléchargement de musique sur Internet ne s'estiment pas coupables de leurs agissements. Selon une étude de l'Institut Pew Internet & American Life Project, publiée le 28 septembre, 78 % d'entre eux estiment qu'il ne s'agit pas d'un vol et 61 % ne se préoccupent nullement du fait que la musique qu'ils obtiennent est peut-être protégée par un copyright. 21 % seulement ont entièrement cessé d'acheter des CD ou des cassettes et 26 % de ceux qui téléchargent des morceaux assurent qu'ils n'ont jamais acheté de CD des auteurs dont ils obtiennent les œuvres en ligne.

Le téléchargement concerne essentiellement (86 %) des morceaux que les internautes ont déjà entendus, tandis que 31 % des internautes s'aventurent à découvrir des artistes sur la Toile. Enfin, 63 % des internautes interrogés déclarent ne pas disposer de plus de vingt-cinq morceaux sur leur ordinateurs (19 % en ont entre vingt-six et cent et 10 % plus de cent).

Après avoir téléchargé le logiciel proposé par Napster, le visiteur qui recherche, par exemple, les *Concertos brandebourgeois*, de Bach, en fait la demande à l'aide du moteur de recherche intégré au programme. Il reçoit alors la liste de tous les morceaux correspondants qui se trouvent sur les machines des internautes connectés sur le service. Après avoir sélectionné l'un d'entre eux, il le télécharge directement. Napster ne sert que de passerelle pour acheminer le fichier entre les ordinateurs personnels des deux internautes. Toute l'originalité du système réside dans ce principe.

A un instant donné, chaque utilisateur peut accéder ainsi, gratuitement pour l'instant, à la totalité des morceaux de musique présents sur tous les ordinateurs connectés. En échange, lui-même met à disposition de la collectivité sa propre collection de fichiers MP3. Lors de son inscription

pose même pas l'équilibre des valeurs. Un utilisateur peut n'offrir que quelques morceaux et en télécharger des milliers... Napster fonctionne ainsi comme une base de données virtuelle et gratuite.

Personne n'en maîtrise ni n'en administre le contenu, dont le volume et la composition fluctuent fortement dans le temps. De même, les performances, aléatoires sur la Toile, le sont encore plus avec Napster. Rien ne garantit de trouver ce que l'on recherche. L'information concernant chaque morceau (titre, auteur, interprète, date et lieu d'enregistrement, etc.) n'est pas standardisée. De multiples versions d'un même titre, de longueurs différentes, sont proposées. Rien n'assure qu'un téléchargement s'achève sans problème. Il suffit que l'internaute possédant le morceau convoité se déconnecte pour que l'opération soit tronquée.

3 Estimez-vous que la législation française pourra continuer à protéger les utilisateurs de Napster ?

Le traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) de 1996 sur les droits d'auteur et la proposition de directive modifiée du 10 décembre 1997 demandent aux Etats membres de l'Union européenne de prévoir des sanctions juridiques « *contre la neutralisation des mesures techniques efficaces* » que les auteurs utilisent pour protéger leurs œuvres. Il a même été proposé de supprimer purement et simplement l'exception de copie privée sur Internet. Le Conseil d'Etat français suggère, dans son rapport de 1998, de réserver cette exception « *à la copie technique volatile* », c'est-à-dire celle qui ne sert qu'au moment du téléchargement d'un fichier.

Propos recueillis par Michel Alberganti

L'Etat retient en France un tableau des frères Le Nain

Il avait été adjugé 8,3 millions de francs en mars

NANCY

de notre correspondante

Le Reniement de saint Pierre, œuvre des frères Le Nain adjugée 8,3 millions de francs en vente publique, en mars, à Nancy, ne quittera pas la France. Le certificat de sortie du territoire a été refusé à l'unanimité par la Commission nationale chargée d'évoquer cette question. Ce tableau de 92 cm sur 1,18 m, vendu « *dans son jus* » par maître Nicolas Leroy, découvert par lui dans le grenier d'une vieille famille lorraine, est devenu « *un trésor national* » et restera en France pour au moins trois ans. Passé ce délai, après des expertises, des contre-expertises et des négociations, l'Etat fera une offre au propriétaire en tenant compte « *des prix pratiqués sur le marché international* », stipule la loi toute récente.

La décision, signée par la ministre de la culture, contrariait fort l'actuel propriétaire, le marchand parisien Charles Bailly. Le 19 mars, à Nancy, il y avait beaucoup de monde à la vente publique. Mais la surprise fut grande de voir le tableau, mis à prix 100 000 francs, s'envoler à 8,3 millions de francs. « *On m'avait tout dit sur ce tableau. Que c'était une école italienne, une école du Nord, l'œuvre d'un proche de De La Tour, et même un tableau du XIX ! Mais, moi, cette toile, je la sentais bien, rappelle Nicolas Leroy, qui estime, dans cette affaire, avoir fait son boulot au mieux des intérêts du vendeur. Si je n'ai pas pris d'expert avant la vente, c'est pour éviter l'effet négatif provoqué par l'intérêt des grands musées. Quand Le Louvre veut une toile, les particuliers sont découragés et, de toute façon, nous "poussent" la vente.* » Quant au certificat de sortie du territoire que tout officier ministériel est censé solliciter avant une vente,

M. Al.

M^e Leroy n'a pas estimé utile d'en

faire la demande : « *Je pensais que le tableau ferait moins de 1 million de francs* » - au-delà de cette somme, le certificat est obligatoire.

Au jour de la vente, à leur grand dam, les représentants de la Direction des musées de France avaient dû s'incliner, ne disposant que de 5 millions de francs pour procéder à l'achat. Charles Bailly, lui, qui avait la certitude d'avoir acquis un Le Nain perdu, constatant que l'Etat ne faisait pas jouer son droit de préemption, croyait avoir réalisé une belle affaire. Le tableau, à condition d'avoir l'autorisation de sortie, était virtuellement vendu à un Américain.

« LE LOUVRE N'EST PAS FAIR-PLAY »

Il est d'autant plus amer aujourd'hui. « *Avec les frais, cela me coûte 9,2 millions de francs. J'ai pris un risque, j'ai emprunté à trois banques pour réunir les fonds, et aujourd'hui, l'Etat me bloque au nom d'un pouvoir régalién. J'en prends pour au moins trois ans, et pendant ce temps, les agios vont s'additionner. Au final, il me reviendra à 14 ou 15 millions de francs. Le Louvre n'est pas fair-play* », proteste-t-il. Il est prêt à aller jusqu'à la Cour européenne de justice pour faire valoir ses droits.

En attendant, il conteste devant le tribunal administratif la décision ministérielle, expliquant qu'il immobilise des millions de francs pour plusieurs années et met en péril son entreprise. Mais il n'est pas décidé « *à brader au Louvre* » ce Le Nain, invendable en l'état, même à un Français, car dépourvu du précieux viatique. Jean-Pierre Cuzin, conservateur général des peintures au Musée du Louvre, est bien décidé à faire en sorte que le tableau demeure en France.

Monique Raux

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique



Les leviers de la puissance

Contrôler les esprits, par **Ignacio Ramonet**. ■ Nouvelle économie, Dow Jones : jusqu'ici tout va bien..., par **Ibrahim Warde**. ■ Les salariés veulent le temps de vivre, par **Mark Hunter**. ■ Ecole chère, école inégalitaire, par **Françoise Burgess**. ■ Les riches entre philanthropie et repentance, par **Ibrahim Warde**. ■ L'emprisonnement des classes dangereuses, par **Loïc Wacquant**. ■ Autopsie d'un été brûlant à Chicago, par **Eric Klinenberg**. ■ Election présidentielle : des jeux sans enjeux, par **Serge Halimi**. ■ Fièvre référendaire en Californie, par **Yves Eudes**. ■ Une gauche en convalescence, par **Barbara Epstein**. ■ Journalistes en accusation, par **Serge Halimi**. ■ L'Ouest menacé par le béton, par **Danièle Stewart**. ■ Diplomatie américaine, un domaine réservé, par **Eric Alterman**. ■ Washington veut pouvoir vaincre sur tous les fronts, par **Michael Klare**. ■ Quand les Etats-Unis sont un « Etat voyou » par **Noam Chomsky**. ■ Echelon : le plaidoyer des espions, par **Philippe Rivière**. ■ Les Balkans sous l'emprise de l'OTAN, par **Paul-Marie de La Gorce**. ■ Guerres saintes, par **Alain Gresh**. ■ De Paris à Tel Aviv : faiseurs d'élections made in USA, par **Serge Halimi**. ■ La nouvelle vulgate planétaire, par **Pierre Bourdieu** et **Loïc Wacquant**. ■ L'impérialisme de la vertu, par **Yves Dezalay** et **Bryant Gurch**. ■ Irrésistibles « business schools », par **Ibrahim Warde**. ■ Le système « McDo », par **Rick Fantasia**. ■ La langue-dollard, par **Bernard Cassen**. ■ « Titanic » et la lutte des classes, par **Thomas Frank**.

Glossaire, bibliographie, sites Internet, etc.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTIANE

FERAL-SCHUHL

1 Vous êtes avocate spécialisée dans le cyberspace et auteur de l'ouvrage *Cyberdroit, le droit à l'épreuve de l'Internet* (Dunod). Comment jugez-vous l'affaire Napster à la lumière de la loi française ?

Napster favorise la reproduction et la diffusion de morceaux de musique protégés par le Code de la propriété intellectuelle en tant qu'« *œuvres de l'esprit* ». Sans l'accord de l'artiste, de l'interprète ou du titulaire des droits, cette pratique constitue un acte de contrefaçon. Internet ne change rien à cette règle. La seule exception admise par la loi est la « copie privée ». Napster crée une situation originale qui mêle copie privée et diffusion publique. Si les reproductions n'ont pas obtenu l'autorisation de l'auteur, il y a contrefaçon. Mais l'internaute

qui télécharge des œuvres sur son ordinateur personnel et pour son usage privé bénéficie a priori de l'exception de copie privée dans la mesure où la reproduction est « *strictement réservée à l'usage privé du copiste et non à un usage collectif* ».

2 Quelles différences existent entre les réglementations françaises et américaines en matière de copie privée ?

L'équivalent américain de la copie privée est le *fair use*, qui s'inscrit dans le contexte du copyright, très différent du droit d'auteur français. Ce dernier représente un droit de la personnalité. Avec le copyright, qui privilégie le développement de l'art et de la culture, le public américain possède un droit d'utilisation des œuvres alors qu'il n'existe en France que des exceptions au principe de la protection du droit de l'auteur. Le *fair use* permet ainsi à toute personne soupçonnée de contrefaçon de tenter de prouver son bon droit.

Simone Forti, chorégraphe du mouvement naturel

Les méthodes de la danseuse américaine de soixante-cinq ans inspirent toujours les créateurs actuels. Elle est de passage à Paris

LE THÉÂTRE de la Bastille nous invite à découvrir une personnalité tout à fait originale de la danse américaine, totalement inconnue en France. Et pourtant ce qui frappe chez Simone Forti, soixante-cinq ans, silhouette sportive, tête toute bouclée, c'est d'observer à quel point la modernité de sa pensée, et de sa danse, se révèle être en prise directe avec les partis pris des danseurs de la jeune génération. Si l'Américaine – sa famille a fui l'Italie en 1939 – est de toutes les recherches des années 50, très proche du courant des happenings, elle fera néanmoins partie de ceux qui refuseront, tels Yvonne Rainer, Steve Paxton ou Ann Halprin, d'intégrer les modes de production de la culture dominante. Simone Forti, tout en restant une marginale vouée à l'exploration, a cependant toujours vu son travail reconnu aux Etats-Unis.

En 1969, elle vit le concert de Woodstock comme un événement déterminant, une utopie à suivre. Woodstock, ou la multitude des corps allongés, lui révèle à jamais l'espace juste et ce qu'est l'« état de danse » face à la musique – état qu'elle nomme un état d'« enchantement ». Un état dont elle recherchera systématiquement l'évidence, mettant en avant ce qu'elle appelle le « flux », une notion qu'elle oppose à l'idée même de chorégraphie, de toute

notion pré-établie. Ce en quoi sa pensée rejoint, avec un décalage de trente ans, les attitudes actuelles d'Alain Buffard ou d'Emmanuelle Hyunh, pour ne citer qu'eux.

Sa danse est à la fois le lieu de l'improvisation toute-puissante ; son inspiration lui vient de son expérience de plasticienne – Simone Forti a étudié aux Beaux arts et a été mariée avec le peintre Robert Morris ; mais ce qui caractérise le mouvement de Simone Forti est à la fois son expérience de la gymnastique chinoise, le *taï chi* (rotations), et son observation unique, portant sur plusieurs années, des comportements d'animaux dans les zoos (reptations, marches en rond). Ours polaires, flamants roses, loutres et otaries lui dévoilent l'essence même du geste, du jeu et des rythmes. A Woodstock, elle avait été surprise de voir combien, malgré la foule, les pieds se posaient avec sûreté, évitant à une tête, ici une main. Mouvements d'ensemble dans lesquels chaque corps, chaque main, chaque doigt trouvait naturellement sa place.

HARMONIE ET FLUIDITÉ

Comment tirer enseignement de tant d'harmonie, de fluidité ? La question va occuper Simone Forti pendant de longues années. La vie et le travail dans les communautés, le contact très fort

avec la nature, puis le retour à New York, la prise régulière de drogues et d'acide, contribuent à ouvrir et à affiner ses perceptions kinesthésiques. Car cette marginale travaille d'arrache-pied afin de trouver les clés de son mouvement. C'est l'ensemble de ce travail (visions sous drogue, visions sans drogue) qu'elle superpose et trace dans *Handbook in Motion*. Ecrit en 1972, ce livre vient d'être publié en français aux Editions Contredanse, enrichi de deux textes nouveaux : *Mouvements pleins*, et *Danse animée*. L'éditeur belge aurait pu y ajouter, pour plus de précision, une biographie de Simone Forti, ainsi que quelques lignes sur les différents personnages cités : La Monte Young, Charlemagne Palestine, Peter van Riper, le maître indien Pandit Pran Nath, Allan Kaprow, Robert Whitman, etc.

Car c'est aussi toute l'avant-garde américaine qui défile dans *Manuel en mouvement*. En exergue d'un texte de présentation de l'historienne Laurence Louppe, Simone Forti écrit, le 30 mai 1999 : « Et qu'en est-il de ma génération : avons-nous vieilli ? (...) Quoi qu'il en soit, j'aime l'idée que nous offrons un terrain propice à la perception de nouveaux points de vue pour la nouvelle génération. Et qu'elle puisse tirer de là des processus à recycler pour de nouveaux courants dans le temps présent. »



Simone Forti a puisé dans son expérience de plasticienne, la pratique du « taï chi » et l'observation des animaux.

En effet, le recyclage des points de vue minoritaires des années 70 est en passe de dominer la jeune danse actuelle : refus de la représentation, du spectaculaire, refus y compris de la danse contemporaine et de l'acte de chorégrapheur... A la Bastille, Simone Forti aura pour invités la contrebassiste Joëlle Léandre, la plasticienne

Joan Jonas et les danseurs-improvisateurs que sont David Zambrano, Claire Filmon et Pooh Kaye.

Dominique Frétard

★ *Manuel en mouvement*, de Simone Forti. Editions Contredanse, 240 p., 100 F (15,24 euros). Théâtre de la Bastille, le 23 octobre, à 21 heures.

La scène jazz parisienne retrouve des couleurs

L'Olympia renoue avec le genre une fois par mois, deux clubs s'agrandissent et la Maison du jazz voit enfin le jour

« IL ME SEMBLE que le jazz bénéficie à nouveau d'une bonne dynamique à Paris. Beaucoup de jeunes viennent au concert. Il y a une demande. » Le directeur artistique de l'Olympia, Jean-Michel Boris, qui a inscrit dans sa saison une programmation presque mensuelle de rendez-vous avec la note bleue, n'est pas le seul à le penser. Deux clubs, le Sunset et le Jazz-Club Lionel Hampton, ont procédé à des travaux de rénovation et d'agrandissement, le JVC Jazz Festival n'affiche pratiquement que des jazzmen après trois éditions plus hésitantes. En parallèle à ces structures commerciales dont la réussite démontrera la bonne santé du genre, une association vient de donner le jour à la Maison du jazz, projet porté depuis plus de cinq ans par le pianiste et compositeur Laurent Cugny.

« Du milieu des années 50 au milieu des années 70, l'Olympia a été l'un des lieux importants de diffusion du jazz », précise Jean-Michel Boris. Les passionnés s'y bousculaient le samedi à 18 heures et à minuit. Il y eut même, bien avant Johnny et les Beatles, des bagarres pour entrer. Sonny Rollins, Stan Getz ou John Coltrane y furent hués une saison, déifiés la suivante. Après une période plus silencieuse, avec quelques soirées de temps à autre, les succès publics de la chanteuse Diana Krall, du pianiste Brad Mehldau ou du trio Humair/Urtreger/Michelot ont ramené le jazz à l'Olympia durant la saison 1999-2000. Et maintenant cette nouvelle étape : « Aux six concerts prévus sont venues s'ajouter deux dates, explique Jean-Michel Boris. Et je reçois de nombreuses propositions. Nous ne sommes pas en location mais coproducteurs avec des agents artistiques ou des maisons de disques. Il s'agit donc pour nous d'un engagement financier volontariste. »

Au prestige de l'Olympia, encore réservé aux vedettes, s'ajoute l'activisme des clubs. En juin 1999, la fermeture du All Jazz Club et de La Villa, tous deux abrités par des hôtels (*Le Monde* du 1^{er} juillet 1999), avait été une mauvaise nouvelle pour le jazz vivant à Paris. La rentrée 2000 en prend le contre-pied. En travaux depuis février, le Jazz-Club Lionel Hampton dans l'un des salons de l'Hôtel Méridien de la porte Maillot vient de rouvrir. Décor rénové, trois cents places assises, confort d'écoute et de visibilité amélioré et un duo de programmateurs réputé, Didier Tricard et Jean-Pierre Vignola. Ils défendent une ligne artistique classique avec une attention particulière portée aux blues, la volonté de donner à de jeunes solistes un espace et la présence régulière de big bands de qualité qui perpétuent le swing de l'âge d'or. La direction de l'hôtel suit, c'est rare.

Autre chantier terminé, celui du Sunset, rue des Lombards, près des

Halles. Jean-Marc Portet et son fils Stéphane, responsable du lieu depuis 1992, augmentent la capacité d'accueil et la diversité des propositions en créant, à la place du restaurant chroniquement déficitaire, une seconde salle. Au sous-sol, le Sunset, pour le jazz-rock, les relations de plus en plus régulières avec l'électronique, les musiques du monde ; au rez-de-chaussée le Sunside, pour le jazz acoustique.

TRANSMISSION D'UN SAVOIR

« La décision de transformer le club en un complexe à deux salles remonte à avril, explique Stéphane Portet. Nous avons investi 1 million de francs avec un prêt brasseur (obtenu auprès des professionnels de la brasserie) et nos propres fonds. Les lieux comme les nôtres n'ont quasiment pas d'aides institutionnelles, nous sommes toujours considérés comme des épiciers. Les deux salles, qui peuvent recevoir chacune une centaine de personnes, ont une billetterie autonome, mais je pense déjà à

un système de passeport afin de favoriser la découverte pour le public. » Une oreille en haut, une en bas. Le club, comme le New Morning, le Bataclan ou La Cigale, accueillera certains des concerts du JVC Jazz Festival, ce qui devrait être un coup de pouce appréciable.

A la Maison du jazz, pour le moment, on est plus modeste. En partie, par la force des choses. Les initiateurs du projet – musiciens, journalistes et universitaires – se sont lancés avant de trouver un lieu permanent et avant le déblocage des dossiers de subventions. Diverses structures accueillent pour le moment les activités de l'association. Pour Laurent Cugny et ses camarades, la Maison du jazz doit être un lieu vivant, de transmission d'un savoir, une vitrine de l'actualité et de l'avenir d'un genre. A terme on y trouvera une documentation – livres, enregistrements, revues. Surtout il s'agira de mettre le public en contact avec ceux qui font le jazz au quotidien.

Un programme de concerts et de conférences a débuté.

« Je crois beaucoup à la transmission, explique Laurent Cugny. Ce cycle de conférences va permettre de rencontrer des musiciens avec leurs expériences, de raconter les mythologies du jazz, les esthétiques. » Le FCM, la Spedidam, la Sacem soutiennent cette mise en route. Le Fonds Frank Ténot a donné un peu d'argent. Avec environ 100 000 francs et une montagne de bonne volonté, la Maison du jazz n'est ni une école, ni un club et peine à trouver des partenaires : monter un festival qui nécessite plusieurs millions de francs de budget paraît en comparaison plus facile – cela se voit, les investisseurs privés et institutionnels peuvent mettre leur nom en gros sur l'affiche. « Je ne fais pas de misérabilisme, ajoute Laurent Cugny. Je vois simplement qu'autour de nous en Europe il y a des structures similaires, que cela intéresse le public. On crée des maisons du jazz, de la céramique, de la mode un peu partout en France. Le milieu du jazz n'est peut-être pas aussi offensif. »

Sylvain Siclier

Une sélection de concerts à Paris

- **Olympia.** Ahmad Jamal, le 6 novembre ; Lisa Ekdahl, le 17 janvier 2001 ; Johnny Griffin et Steve Grossman, le 5 mars 2001 ; Jimmy Scott, le 29 mars 2001... 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Tél. : 01-47-42-25-49.
- **Jazz Club Lionel-Hampton.** Kenny Neal, jusqu'au 15 octobre ; Jimmy Johnson, du 17 au 29 octobre ; Stan Laferrière Tentet, les 30 octobre et 27 novembre ; François Laudet Big Band, les 6 novembre et 4 décembre... 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 17^e. M^e Porte-Maillot. Tél. : 01-40-68-30-42.
- **Sunset/Sunside.** En octobre : William Parker Trio, le 16 ; carte blanche à Jean-Pierre comme les

- 17 et 18 ; Frank Lacy Quartet, les 18 et 19 ; Glenn Ferris les 20 et 21. En novembre : François Théberge Medium Band, René Urtreger, Philip Catherine, Ben Sidran, Bill Carrothers, Kenny Werner... 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Tél. : 01-40-26-21-25.
- **La Maison du jazz.** Conférences : « Louis Armstrong », par Irakli le 20 octobre ; « Découvrir Roland Kirk », par Matthieu Jouan, le 27 octobre ; « Naissance du jazz à La Nouvelle-Orléans », par Gérard Conte, le 10 novembre ; « Le Fender Rhodes », par Laurent de Wilde, le 17 novembre ; « Ellington, œuvres méconnues et malconnues », par Claude Carrière...

- Concerts : Daniel Casimir/Michael Felberbaum, le 21 octobre ; Alain Jean-Marie/Patrice Caratini, le 20 octobre ; Andy Emler/Philippe Sellam, le 11 novembre ; Baptiste Trotignon, le 18 novembre ; Manuel Rocheman, le 25 novembre... La Fenêtre, 77, rue de Charonne, Paris 11^e. M^e Ledru-Rollin. Tél. : 01-40-09-70-40 (réservation recommandée pour les conférences comme les concerts).
- **JVC Jazz Festival.** Concerts au Bataclan, Sunset/Sunside, New Morning et salle Pleyel, du 23 au 29 octobre. Avec Joshua Redman, Jacky Terrasson, Vienna Art Orchestra, James Carter, Mino Cinelu, Donald Brown, Kurt Elling, Didier Lockwood, Brad Mehldau... Tél. : 08-03-02-00-40 ou 08-03-02-30-24 (0,99 F la minute).

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA :** un sondage sur les effets de la carte UGC illimitée, à paraître dans *Ecran total* et *L'Express*, indique que les détenteurs de cette carte ont multiplié leur fréquentation des salles par quatre. 79 % d'entre eux affirment qu'ils vont ainsi voir des films auxquels ils n'auraient pas assisté autrefois. 64 % annoncent leur intention de se réabonner. Les utilisateurs de la carte sont, en moyenne, plus jeunes et disposant de moins de revenus que l'ensemble du public.

■ **La Cinéfondation a accueilli ses premiers résidents** le 16 octobre. Créée par le Festival de Cannes, cette institution dirigée par Sylvie Perras reçoit à chaque session six jeunes cinéastes étrangers pour un stage de quatre mois et demi. D'origines hongroise, finlandaise, britannique et américaine, les premiers lauréats ont été choisis par un jury présidé par Olivier Assayas.

■ **La Bibliothèque du film-filmothèque (BIFI) est en grève.** Une partie du personnel revendique des augmentations de salaires et une revalorisation de leur statut professionnel. Selon un tract syndical, les employés de la BIFI auraient découvert que des primes importantes auraient été versées aux cadres.

■ **SQUATS :** le tribunal de grande instance a accordé, le 13 octobre, deux mois de délai aux anciens squatters expulsés le 8 juin du 31, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris (10^e), pour récupérer à leurs frais la mosaïque de 170 m² qu'ils ont réalisée sur les murs de l'immeuble. Passé ce délai, le propriétaire des lieux pourra disposer de ce bien.

■ **DANSE :** la chorégraphe Geneviève Sorin s'installe pour trois ans en résidence auprès des théâtres des Bernardines et du Merlan à Marseille. Chorégraphe mais aussi musicienne, elle sera secondée dans sa mission par son mari, le guitariste Raymond Boni. Outre ses créations, Geneviève Sorin proposera, au sein de ces deux théâtres, un itinéraire de formation et de nombreux ateliers pour amateurs et professionnels.

■ **MUSÉE :** un musée abritant la collection personnelle de Fernando Botero a été ouvert samedi 14 octobre à Medellín, sa ville natale. Situé dans l'ancienne mairie de la ville, le musée abrite soixante-seize tableaux et dessins de Botero et cent dix œuvres d'autres artistes et, dans un site proche, dix-huit sculptures en bronze.

Théâtre de la Ville
PARIS

DANSE AUX ABBESSES
DU 24 AU 28 OCT.

LYNDA GAUDREAU
Document 1

DANSE AU THEATRE DE LA VILLE
DU 9 AU 11 NOV.

FRANÇOIS VERRET
Bartleby création

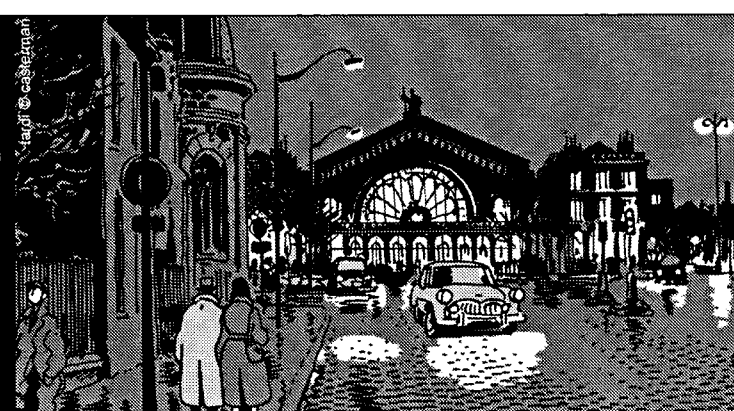
2 PLACE DU CHÂTELET, 4^e
31 RUE DES ABBESSES, 18^e
01 42 74 22 77

Daniel Larrieu
“+ qu'hier”

Vendredi 20 et samedi 21 octobre à 20h30

THEÂTRE A CHÂTILLON
01 46 57 22 11

M'AS-TU VU EN CADAVRE ?
Chaque soir, à 18h00,
sur www.lemonde.fr/tardi...



Découvrez en avant-première les aventures de Nestor Burma par Jacques Tardi et Léo Malet

un agenda 2001 à gagner chaque jour du lundi au vendredi

{asivre.com} casterman INTERACTIF

Quand Eugène Ionesco écoutait Radio-Londres et apprenait « L'Anglais sans peine »

Gabor Tompa met en scène « La Cantatrice chauve » au Théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet à Paris

Voilà un demi-siècle que *La Cantatrice chauve* est présentée à Paris. Pour écrire ces dialogues hilariants, Eugène Ionesco a dit s'être inspiré de l'An-

glais sans peine et des messages absurdes de la Résistance sur les ondes de Radio-Londres - « La lune est pleine d'éléphants verts ». Des formules

idiotes ou des monologues débiles, irrésistibles s'ils sont dits d'une voix neutre, de pince-sans-rire, qui fait entendre le vide du texte à nu.

LA CANTATRICE CHAUVE, d'Eugène Ionesco. Mise en scène : Gabor Tompa. Avec Jean-Pierre Becker, Dominique Chaix, Anna Ciontea, Darko Japelj, Simona Maicanescu, Marie-Anne Mestre et Jean-François Sierol. Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. Du mercredi au samedi, à 20 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. De 35 F (5,34 €) à 160 F (24,39 €). Jusqu'au 28 octobre.

C'est en lisant *L'Anglais sans peine* qu'est venue à Ionesco l'idée de *La Cantatrice chauve*. Il voulait apprendre la langue de Shakespeare, il lit « *My Tailor is rich* », et les centaines d'autres exemples, aussi simples. Pas un livre, plutôt un herbier, un catalogue de jouets pour Noël. Oui, les mots, isolés du fil courant des jours, prennent là une allure drôlette. Télescoper ces phrases, au cours d'échanges imaginaires, dans un salon, dans un jardin, ne serait-ce pas tendre une oreille plus aiguë à cette manie qui nous prend, dès que nous sommes entre nous, d'être incapables de nous taire ?

Coudre l'une à l'autre ces locu-

tions normales, innocentes, pas nécessairement farfelues, les redire à plusieurs reprises, cela avec une ficelle tout ce qu'il y a de ficelle, une ficelle Ionesco, c'est inventer des dialogues d'une drôlerie fararinesque, c'est écrire ce chef-d'œuvre, *La Cantatrice chauve*. Et Ionesco n'a pas pensé, ce faisant, à mettre en boîte telle ou telle branche de notre société, comme il a souvent été dit. Non, ce n'était pas son affaire, il s'amusait bien sûr de cette rage de ne pas se taire, mais c'était la vie des mots, les aventures de la parole, qu'il aimait avant tout.

Ce n'est pas non plus l'absurde qui le hantait. C'était la fantaisie, la gaieté. Cela saute aux yeux quand nous lisons les *Exercices de conversation et de diction françaises pour étudiants américains* que concocta Ionesco en 1964. Dans une préface, la voix d'un enseignant prudent dit : « *Les phrases sont des assemblages de mots présentant un sens complet* », et Ionesco, sans doute, répond : « *Vous créez des difficultés* », après quoi il donne à ses étudiants des exemples de phrases françaises telles que : « *Ma maison est plus grande que ma sœur, mais elle a moins de fenêtres* » ou « *J'ouvre l'élève et la porte s'assoit sur le banc* »...

Le « sens complet » de ces phrases conduit à penser que *La Cantatrice chauve* est venue aussi, à Ionesco, d'une autre source : les messages que dictait chaque soir, pendant les années de l'Occupation, la radio anglaise. Certains d'eux sont aussi simples que les phrases de *L'Anglais sans peine*, par exemple, celui qu'a retenu Elsa Triolet comme titre de l'un de ses livres, *Le Premier Accroc coûte 200 francs*.

« ÉLÉPHANTS VERTS »

Mais la plupart sont plus drôles, comme « *La lune est pleine d'éléphants verts* », et cette drôlerie frappe d'autant plus que chaque message est prononcé deux fois : « *Je répète : la lune est pleine d'éléphants verts* », et surtout que ces messages n'ont absolument rien d'amusant puisque tous les auditeurs savent que l'un ou l'autre d'entre eux annonce qu'un homme, ou des armes, vont être parachutés à telle heure, à tel endroit. Ces éléphants verts, que nous ne comprenons pas, c'est la guerre, c'est la mort, c'est l'écoute, tendue, grave, de la fin de l'horreur. *La Cantatrice chauve* est un écho de tout cela. Comment s'étonner que cette pièce soit jouée, chaque

soir, dans le même petit théâtre, depuis un demi-siècle ?

Quand la pièce fut jouée pour la première fois, en 1950, elle était une merveille de comique. Pure et simple. Chaque mot déclenchait le rire. C'était, comme l'a dit Ionesco, du « théâtre à vide ». Les acteurs, impavides, égrenaient les formules idiotes ou les monologues débiles, irrésistibles, d'une voix neutre, avec une qualité très pure, absente, décalée, de pince-sans-rire, qui faisait entendre le vide (si plein) du texte à nu. Nicolas Bataille avait réglé ce jeu à la perfection.

La mise en scène, aujourd'hui, de *La Cantatrice*, par Gabor Tompa, est, au contraire, du premier au dernier mot, un tir ininterrompu de simagrès, enjoliveurs, paillettes, chamarrures, convulsions, crispations, minaudeurs, tout cela doublé de voix chichiteuses. Ce contresens laisse sans voix. Tout au plus peut-on dire que la gaieté pure de Ionesco étouffe sous ce marteau-pilon. Remercions toutefois le metteur en scène de donner à l'occasion d'entretenir le lecteur d'Eugène Ionesco, cette immense figure.

Michel Cournot

Une exposition foisonnante sur le paysage parisien

PARIS SOUS LE CIEL DE LA PEINTURE. Salle Saint-Jean, Hôtel de Ville de Paris (4^e). M^o Hôtel-de-Ville. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 17 novembre.

L'Hôtel de Ville de Paris est décidément le théâtre des événements les plus étranges. Son rez-de-chaussée abrite pour l'automne une exposition nommée « Paris sous le ciel de la peinture ». Ce lyrisme municipal fait frémir. Il sent l'opération promotionnelle, la glorification inutile de la capitale par elle-même dans le genre Paris reine des arts et lettres. Et sans doute y a-t-il de cela dans l'exposition. Mais il y a aussi une abondance de peintures, dessins et gravures de Jacques Callot à nos jours, un énorme capharnaüm d'œuvres d'art, dont bon nombre d'excellentes et quelques raretés révélées au passage.

Pour les faire tenir dans la salle Saint-Jean, il a fallu ajouter des cimaises, inventer des couloirs, multiplier les angles. Il a fallu accrocher serré, pas à touche-touche mais presque. Les visiteurs, qui sont de surcroît très nombreux, ne sont pas à leur aise - euphémisme. N'empêche : même dans ces conditions, un Matisse est un Matisse. Or il y en a trois dans l'exposition, tous trois peints vers 1900 depuis la même fenê-

tre, 19 quai Saint-Michel, avec vue sur le Palais de justice d'un côté et sur Notre-Dame de l'autre. Le premier fait songer à Monet, à Pissarro et, plus largement, à la conception impressionniste du paysage urbain. Le deuxième est plus gauguinien, pas du Gauguin d'Océanie, plutôt du Gauguin de Bretagne. Le troisième - qui est aussi le plus réussi - est un Matisse : abréviations, ellipses, formes jetées, verticale bleu-vert coupant la toile. En trois tableaux peu connus, la formation de Matisse se trouve résumée : il récapitule l'histoire récente de la peinture, il expérimente les méthodes des autres, puis, d'un coup, brutalement, il trouve la sienne. Comme pour rendre la leçon plus explicite, des Pissarro, un Caillebotte, un Luce, des Marquet et un sublime nocturne pluvieux de Bonnard sont accrochés à proximité.

UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU ANECDOTIQUE

Voilà pour le chapitre « post-impressionnisme et fauvisme » de l'exposition. Il est précédé par un long chapitre « du néo-classicisme au réalisme », autrement de David à Corot et à Manet. Le David, *Le Jardin du Luxembourg* en 1794, est admirable. Les vues de la Seine et des berges prises par Granet, Corot, Harpignies, Jongkind ou Lépine, ainsi que les eaux-fortes de Méryon, rappellent ce qu'était la ville avant les travaux haussmanniens. Le moindre croquis

a son intérêt historique ou anecdotique, qu'il n'aurait pas été mauvais d'amplifier en ajoutant de temps en temps une carte afin que l'on sache par exemple où s'ouvrirait la rue de la Tixanderie.

Passés les Matisse, l'exposition s'en va dans tous les sens, au gré des noms et des œuvres qui s'accumulent : Léger - deux vues de fumées et de toits de 1912 -, Picasso - une suite de Notre-Dame de 1944 rarement montrées -, Feininger - un carnet de dessins moins connu encore -, Hélion - la ville devinée depuis les hauteurs de la rue Michelet. Et encore Giacometti, huiles et lithographies ; De Staël, huiles et croquis au feutre ; Mason, dessins et reliefs. Dans ce tohu-bohu, chacun défend son style. Il n'est pas surprenant que Picasso s'en sorte à son avantage, métamorphosant cathédrale, arbres et ponts en formes hérissées de pointes, féroce ment hostiles, montant jusqu'au ciel qu'elles finissent par dissimuler. Le Paris d'Hélion n'est pas moins inquiétant : marronniers et statues démesurées menacent l'innocent promeneur du Luxembourg. Bien au-dessus de lui, les immeubles dressent leurs murailles de pierre, leurs créneaux de brique, leurs pentes revêtues de plomb. Cette ville décolorée et géométrique fait peur.

Philippe Dagen

L'évangile baroque d'Arturo Ripstein

Divine. La somme exubérante des obsessions du grand cinéaste mexicain

Film mexicain d'Arturo Ripstein. Avec Katy Jurado, Francisco Rabal, Carolina Papaleo. (1 h 52).

Film déjà ancien (il a été présenté dans le cadre de la sélection Un certain regard, à Cannes, en 1998), *Divine* ressemble à un catalogue quasi exhaustif des obsessions de son auteur, un condensé de son univers plein de blasphèmes surréalistes, de mélodrames détournés, de fureur sarcastique. Cette qualité constituerait alors les limites d'un film dans lequel Ripstein se défoulerait une dernière fois avant d'opérer un détournement plus académique avec *Pas de lettres pour le Colonel*, d'après Gabriel García Márquez, puis de revenir en pleine forme avec *C'est la vie* et *La Perdición de los hombres*.

Dans le déroulement heurté d'une chronologie déconstruite (certaines séquences présentées dans le désordre provoquent de curieux sauts dans le temps), le film imagine l'existence d'une secte millénariste, figée dans l'attente de la fin du monde, guidée par Mama Dorita (Katy Jurado) et par Papa Basilio (Francisco Rabal), qui encourage la foi de ses ouailles en leur montrant des films bibliques hollywoodiens. Agonisante, la vieille prêtresse

désigne celle qui lui succédera, Tomasa, une adolescente charnelle, modèle de candeur perverse, qui a vu Dieu dans un jeu vidéo. Décontenancé, écrasé par la mission prophétique qui lui est confiée, la jeune fille cherche à atteindre la sainteté en commettant le péché de chair avec tous les mâles de la communauté.

SENSUALITÉ ET HÉRÉSIE

Son attitude déstabilisatrice ainsi que la découverte d'un jeune homosexuel déguisé en femme qui se fera lyncher, plonge la secte dans le chaos et précipite sa destruction. L'homophobie atavique provoquera ainsi la désintégration de l'utopie initiale, comme rattrapée par les mauvaises pulsions. Filmé en longs plans mobiles qui produisent un effet hypnotique, au son lancinant de tambours, *Divine* crée, sous nos yeux, un monde baroque, fonctionnant sur une série d'inversions transgressives, dans la folie d'une énorme hérésie catholique adoucie par la sensualité de la mise en scène.

Dans ce film qui fonctionne sur l'idée de croyance populaire, cristallisée dans une religiosité primitive que rejoint ironiquement la foi perdue du spectateur de cinéma d'antan, celui-ci cherchant dans la vision des films épiques

américains la trace du voile de Véronique où s'imprima le visage du Christ, les extrêmes se retrouvent. La sainteté de l'âme s'y trouve dans la corruption du corps. Ripstein multiplie les situations qui témoignent d'un authentique sens du baroque, dépassant de loin la simple trouvaille paradoxale. Dans ce carnaval exubérant et

morbide, au sein d'un univers où les situations naissent de la difficile cohabitation de l'ancien et du moderne, de la rudesse primitive à la sophistication technologique, s'entend le ricardement d'un moraliste compatissant et cruel à la fois.

Jean-François Rauger

DROUOT RICHELIEU
 9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
 Tél : 01 48 00 20 20 - Fax : 01 48 00 20 33
 Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17
 Internet : http://www.gazette-drouot.com

Expositions :
 la veille de la vente, 11h à 18h
 le matin de la vente, 11h à 12h

Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc,
 92984 LA DEFENSE CEDEX - 01 49 04 01 83

DIMANCHE 22 OCTOBRE
 S.7 - **ET LUNDI 23 OCTOBRE.** Céramiques. Objets de curiosité.
 Me de RICQLES. Expert : R. Montagu

MARDI 24 OCTOBRE
 S.4 - **ET MERCREDI 25 OCTOBRE.** Succession Juliette NICLAUSSE et à divers amateurs : Haute Epoque - Antiques - Arts primitifs.
 PIASA

VENDREDI 27 OCTOBRE
 S.14 - Objets d'art et d'ameublement du XIX^e siècle. PIASA

PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES
 5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10
 de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93

SORTIR

PARIS

Festival Etnotek

Avec une programmation suffisamment attractive pour aiguïser la curiosité, ce festival met en scène l'une des tendances musicales les plus en pointe de l'époque : la fusion développant des affinités entre l'électronique et les musiques traditionnelles. Le 20 octobre, 20 heures, au Trabendo : soirée Nation Records avec Charged/Hardkaur, Recycler, Fun Da Mental ; au Glaz'Art, 21 heures : Senses, World Service DJ. Le 21, au Trabendo, 20 heures : Kohann, Digital Bled, Fred Galliano, Hadja Kouyaté, Jeff Sharel ; au Glazart, 22 h 30 : DJ Galliano & DJ Spider, Malik, DJ Soundar, DJ All & DJ Awal, Mini DJ, Secret Vibes.

Le Trabendo, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Villette. Tél. : 01-40-27-10-00. 80 F et 110 F.

DIJON

Festival Les Nouvelles Scènes

Le Festival Les Nouvelles Scènes est une des plaques tournantes des tendances artistiques les plus pointues du théâtre, de la danse, de la musique, des arts plastiques. Option décloisonnement oblige, on saute d'un solo de la danseuse Claudia Triozzi sur la notion d'apprentissage intitulée *Dolled Up* à un concert de musique contemporaine du groupe américain Bang on a Can All-Stars et on finit à point d'heures dans des soirées électroniques. Un festival éclectique et excitant qui exige des spectateurs aussi curieux qu'élastiques.

L'Usine, 37, rue de Longic, 21000 Dijon. Les 19, 20, 26 et 27, 20 heures ; les 21 et 28, 15 h 30. Tél. : 03-80-36-89-04. 30F et 40 F.

MULHOUSE

Système Castafiore

Partisans d'une danse accessible et ludique, le Système Castafiore (duo composé de la danseuse brésilienne Marcia Barcellos et du musicien Karl Biscuit), qui se définit comme « un artisan du conte spectaculaire », présente ses dernières élocubrations : Récits des tribus *Oméga*, peuplade imaginaire dont l'une des caractéristiques réside dans sa

faculté d'enchanter le monde. Des aventures optimisantes pour vitaliser un monde un brin morose. *La Filature, 20, allée Nathan-Katz, Mulhouse (68). Les 19 et 21, 19 h 30 ; le 20, 20 h 30. Tél. : 03-89-36-28-28. 130 F.*

RIVE-DE-GIER (42)

22^e Festival international de jazz L'une des manifestations festivalières les plus passionnantes a pour territoire la vallée du pays de Gier entre Lyon et Saint-Etienne. Fin de parcours au cœur de l'exigence et de l'inventivité avec plusieurs propositions : Little Bob avec Denis Charolles, le Rova Saxophone Quartet, Didier Lockwood en solo et duo (le 19) ; Daunik Lazro et Jean-Louis Matinier en solo, Maggie Nichols et son trio Habana Sax (le 20) ; grande journée Nouvelle-Orléans avec notamment le duo Charles Miller/Jeff Boudreaux et le New Orleans All Stars (le 21).

Concerts à La Roche et salle Jean-Dasté, Rive-de-Gier (42). Jusqu'au 21 octobre. 19 heures (à partir de 12 heures le 21) à La Roche (entrée libre) ; 20 h 45 salle Jean-Dasté. Tél. : 04-77-83-07-97. De 90 F à 120 F.

VENDÔME (41)

Les Rockomotives

Pour sa 9^e édition, le festival vendômois passe de quatre jours à une semaine de concerts, dans trois lieux différents : le Palais des fêtes, le Centre et la chapelle Saint-Jacques. La programmation, centrée sur le rock indépendant, respecte scrupuleusement les quotas de nationalités (parmi les vingt-deux invités, douze Français, deux Belges, dix Anglo-Saxons) et de genres, de la pop et du folk boisé à l'électro. Un hommage est rendu au label Le Village vert, avec la présence de Sophie Moleta. Autour de Lucie, Matthieu Malon et Superflu. Parmi les temps forts, la soirée consacrée aux desperados de Tucson (Arizona), Giant Sand et Amor Belhom Duo, The Little Rabbits, le trip-hop hitchcockien du Suédois Jay-Jay Johanson, auteur avec *Poison* d'un des disques de l'année, Ben & Jason, héritiers de Simon & Garfunkel. *Du 20 au 28 octobre. Tél. : 02-54-89-43-59. De 40 à 90 F.*

(Publicité)

THEATRE DU ROND-POINT CHAMPS ÉLYSÉES

COMPAGNIE MARCEL MARÉCHAL

glengarry
 de David Mamet
 adaptation Pierre Laville
 mise en scène Marcel Maréchal
 avec Michel Duchaussoy
 Jean-Pierre Moulin
 Jean-Marc Thibault
 Christopher Thompson
 Philippe Uchan
 Antony Cochin, Lionel Vitrant

Réservation
01 44 95 98 10

SCOPÉ PREMIER

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Art Paris Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal. Tél. : 01-43-16-48-42. Du 20 au 23 octobre. 40 F et 60 F.
A travers le miroir, de Bonnard à Buren Musée des beaux-arts, square Verdrel, Rouen (76). Tél. : 02-35-71-28-40. Du 20 octobre au 21 janvier. 30 F.
Thomas Hirschhorn Sous l'arche du métro aérien Stalingrad, boulevard de La Villette, Paris 19^e. M^o Stalingrad. Du 20 octobre au 20 décembre. Accès libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).
Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Imogen Cooper (piano) Œuvres de Beethoven, Janacek et Brahms.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 12 h 45, le 20. Tél. : 01-40-28-28-40. 55 F.
Orchestre national d'Ile-de-France Œuvres de Kurtag, Brahms et Bartok.
Olivier Charlier (violin), Jérôme Perron (violoncelle), Jacques Mercier (direction).

Montigny-le-Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-30-96-99-00. De 70 F à 125 F.
Pueblo homo de et par Daniel Emilfork.
 Vibrant hommage de l'acteur à sa mère, à travers des lettres qu'il s'est adressées à lui-même (reprise).
Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. M^o Vavin. Mercredi et jeudi, 18 h 30. Tél. : 01-45-44-57-34. 75 F et 120 F. Jusqu'au 28 décembre.
Daniel Larrieu + qu'hier : chorégraphie de Daniel Larrieu.
Châtillon (92). Théâtre, 3, rue de la Gare. 20 h 30, les 20 et 21. Tél. : 01-46-57-22-11. De 70 F à 100 F.
Trisha Brown Dance Company For MG : the Movie, Newark, Raptures to Leon James : chorégraphies de Trisha Brown. Musique de Dave Douglas.
Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. RER Bourg-la-Reine. 21 heures, les 20 et 21. Tél. : 01-53-45-17-00. De 85 F à 195 F.
Lenine En première partie de la nouvelle coqueluche de la scène brésilienne : Régis Gizavo.
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Pigalle. 19 h 30, le 20. Tél. : 01-49-25-89-99. 143 F.
Jimmy Bosch Group Entouré d'un groupe époustouflant, le tromboniste portoricain donne une magnifique leçon de salsa.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eu. 21 heures, le 20. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

EN VUE

■ Les Britanniques en vacances à l'étranger emportent dans leurs bagages deux millions de sachets de thé chaque année.

■ Le somptueux diadème des **Romanoff** acheté autrefois par la reine mère d'Angleterre à la mère du tsar dans le besoin, en exil à Londres, porté par **Elizabeth II**, mardi 17 octobre au palais du Quirinal à Rome, déparait avec ses boucles d'oreille et son bracelet « de facture anglaise pesante », selon **Albert Repposi**, joaillier de **Dodi Al Fayed**.

■ Après avoir arraché des doigts d'une femme ses bagues de diamant et d'opale, dimanche 15 octobre, dans un appartement de Neuilly-sur-Seine, des malafaites ont blessé par balle son époux qui, pour la défendre, brandissait un ivoire sculpté.

■ Soixante-dix Britanniques, victimes de cambriolages et d'agressions, se sont inscrits au cours sur « l'art et la manière de pardonner » pour s'éviter le stress et l'hypertension, inauguré par **Ken Hart**, professeur de psychologie de l'université de Leeds.

■ « Je n'aurai pris que 40 000 dirhams », jure aux enquêteurs un jeune cardiaque marocain, arrêté à Casablanca, au moment où il s'introduisait par effraction dans une banque pour se procurer l'argent d'une opération à cœur ouvert.

■ Le disque dur d'un parricide connecté sur l'Internet à des groupes de discussion contenait 75 pages de conseils sur la meilleure façon de commettre un crime parfait, révèle la police de Marienhamm en Finlande, l'un des pays du monde les mieux informatisés.

■ Des étudiantes de l'université de Dortmund, recherchant des livres sur le site internet de leur professeur, ont activé par hasard un site sado-maso où il figurait nu, en plein rituel.

■ « Il y en aura de plus en plus, si on ne se bat pas, comme on s'est battu en 1975 », a déclaré **Evelyne**, qui protestait, au cours d'une conférence mercredi 18 octobre à Lyon, contre la présence des prostituées de l'Est « plus jeunes et plus fraîches ».

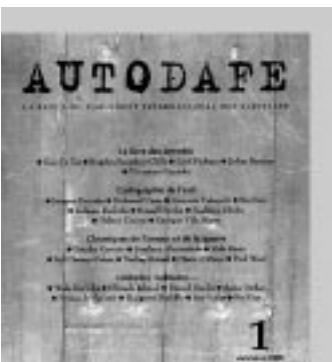
■ « Dans le passé, les Polynésiens connaissaient de longues périodes de disette et seuls survivaient ceux qui s'étaient constitués des réserves de graisse suffisantes », avance un endocrinologue de Papeete qui décèle une origine génétique dans la surcharge pondérale des enfants de Tahiti.

■ Un petit peuple polynésien au millier de chants traditionnels, attend derrière son mur de corail qui s'effrite que Takuu, son atoll menacé par la montée des océans et la tectonique des plaques, soit englouti sous les flots.

Christian Colombani

Les nouveaux visages de la censure

« Autodafé », la revue du Parlement international des écrivains, décrit, dans son premier numéro, les nouvelles formes de lutte contre « la pensée dissidente »



noire de commandos intégristes, quel que soit le contenu de ses écrits et parfois même sans avoir rien

publié », ajoute Christian Salmon. En Afghanistan, des talibans ont brûlé des bobines de films, sans même les visionner. En France, le romancier Mathieu Lindon a été condamné pour diffamation sur plainte de Jean-Marie Le Pen.

Quelque vingt-cinq auteurs signent les textes d'*Autodafé*, membres fondateurs de l'association - Jacques Derrida, Antonio Tabucchi, Salman Rushdie, Hélène Cixous, Assia Djebar - ou artistes ayant connu la prison, l'exil. Gao Er Tai, écrivain et peintre chinois condamné aux travaux forcés en 1957, installé aux Etats-Unis depuis 1992, a écrit une nouvelle autobio-

graphique. Intitulée « Sur l'obligation de sourire dans les camps de travail chinois », elle décrit une ahurissante colonie pénitentiaire où les détenus doivent offrir un visage constamment heureux. Auteur afghan, Latif Pedram raconte comment, depuis sa cachette, il a vu en 1998 les talibans brûler les 55000 livres du centre culturel qu'il dirigeait.

Dans la section « Chroniques de l'amour et de la guerre », *Autodafé* publie un extrait du prochain roman de Svetlana Alexievitch, Ukrainienne qui avait dénoncé la guerre soviétique en Afghanistan dans son livre *Cercueils de zinc*.

Dans ce nouveau texte, d'une tendresse acerbe, une jeune femme raconte l'amour qui la lie à un homme ayant subi douze années de camps staliniens.

DEUX NUMÉROS PAR AN

En Occident, la création vit sous des menaces d'une autre nature. Selon le romancier sicilien Vincenzo Consolo, l'Italie, « pays de plus en plus petit-bourgeois, voué à la consommation, fascinant, "télé-stupéfait", a perdu toute notion de culture et de langue. L'italien est devenu une langue horrible, un balbutiement envahi de langages médiatiques qui n'expriment rien d'autre que la marchandise et la consommation ». Russell Banks accuse l'Amérique, où trop d'adolescents s'entretenant et se suicident : « Est-il possible que nos enfants aient été tellement chosifiés par notre culture, tellement définis comme un groupe de consommateurs capable de s'autoreproduire, si subtilement séduits et drogués par les biens matériels, qu'ils n'ont plus aucun moyen de se sentir humains que par leur rage ? »

Cette nouvelle revue doit paraître à raison de deux numéros par an. Elle est publiée en cinq langues par des maisons d'édition à Athènes, Barcelone, Milan, New York et Paris.

Catherine Bédarida

★ *Autodafé*, la revue du Parlement international des écrivains, n° 1, Denoël, 271 p., 99 F (15,09 euros).

DANS LA PRESSE

LA TRIBUNE

Pascal Aubert

■ La punition injustifiée infligée cette semaine à la monnaie européenne est davantage une affaire de malentendus que de malentendu. Que reproche-t-on à « Wim la gaffe » ? D'avoir répondu qu'il « ne pense pas » qu'une intervention des banques centrales servirait à grand-chose en cas de désordres monétaires graves déclenchés par une guerre au Proche-Orient. « Une guerre ! ». Pas moins. A question hypothétique, réponse hypothétique. Pas de quoi fouetter un cambiste attentif. S'il y en a. Qu'on nous permette d'en douter après avoir vu le réflexe panurgiste qui a occulté le caractère hypothétique du propos pour ne voir qu'une affirmation de la passivité de la BCE.

LE FIGARO

Philippe Reclus

■ Piégée, la Banque centrale européenne, comme son président, donne aujourd'hui l'impression de jouer un jeu où tous les coups sont perdants. Remonte-t-elle ses taux pour défendre la monnaie qui s'étirole, et la voilà accusée aux quatre coins du continent de casser la croissance. Joue-t-elle le statu quo, et la voilà vilipendée pour son inconscience face aux risques de l'inflation qui pointe. Tous ces couacs appellent à une clarification rapide pour ne pas laisser l'euro à l'état de simple instrument pour banquier de salle de marché. La monnaie unique manque cruellement de ce supplément d'âme qui lui permettrait d'être enfin à la hauteur de la révolution qu'elle annonce pour les Euro-

péens. A moins de cinq cents jours de son arrivée dans les poches, il est grand temps que les gouvernants comprennent cet enjeu.

LIBÉRATION

Jean-Michel Thénard

■ S'il y a lieu de taquiner le premier ministre, ce n'est pas pour son souci de maintenir le « caractère féminin » de son équipe, louable initiative, mais pour ce que ledit souci dissimule. En l'occurrence, une absence de sens. Un nouveau gouvernement, pour faire quoi ? Le remaniement d'hier ne le dit pas. C'est pourtant la question qui se pose depuis plusieurs semaines, depuis que Lionel Jospin paraît plus ballotté par les événements que tenant le cap de la réforme.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

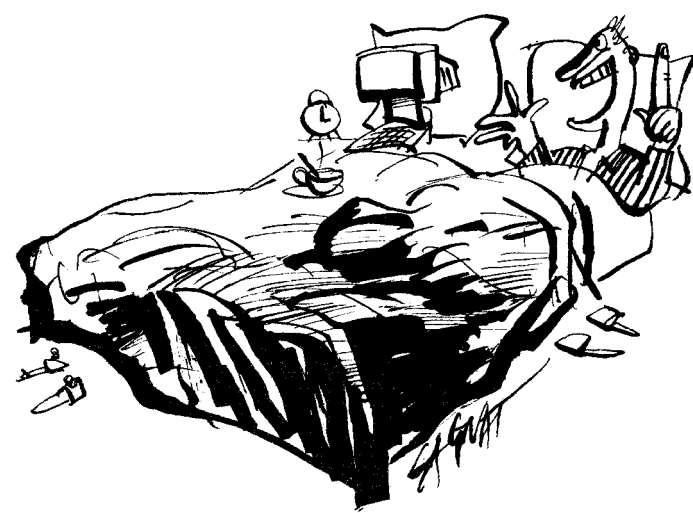
■ En un an et après quatre remaniements, Lionel Jospin a transformé le gouvernement de la réforme de 1997 en une formation de campagne pour 2002. D'un collège dédié à un projet, le premier ministre a fait une équipe consacrée à une ambition. (...) Le pouvoir est revenu tout entier à Matignon, s'il l'a jamais quitté. D'un premier ministre arbitre, il est insensiblement passé à un chef de gouvernement à la fois candidat et directeur de campagne. Demeurent évidemment trois questions. Dix-huit mois c'est long ! Un gouvernement peut-il si longtemps se cantonner au surplace ? Son chef peut-il ainsi tout diriger sans s'exposer à l'accident ? Laurent Fabius, seul interlocuteur de poids, peut-il durablement admettre cette discipline ?

www.enow.com/website/index.html

Un moteur de recherche pour s'orienter dans la jungle des canaux de dialogue

À DÉFAUT de profondeur et de sérieux, les canaux de dialogue en direct du réseau IRC (Internet Relay Chat) sont l'un des secteurs les plus vivants et les plus ouverts de l'Internet. Nuit et jour, des centaines de milliers d'internautes y bavardent sans relâche. Or, dans cet univers très changeant, fourmillant d'intrigues, où l'on joue beaucoup à cache-cache, il est souvent difficile de trouver des interlocuteurs pour parler d'un thème spécifique. Pour résoudre ce problème, la start-up israélo-américaine eNow a mis en place un moteur de recherche spécialisé baptisé ChatScan, qui « ratisse » en permanence les canaux à partir de mots-clés et oriente les internautes vers les conversations correspondant à leur préférence du moment.

La société eNow souhaite commercialiser son système dans le cadre d'un bouquet d'outils destiné à assurer une veille globale d'Internet. Elle s'approprie aussi à lancer une application permettant aux internautes de se



connecter sur le canal de leur choix directement à partir d'un site Web, en utilisant un navigateur standard. Une version expérimentale est en démonstration sur le site eNow.

Ce nouveau service a déclenché parmi les habitués de l'IRC un vif débat sur les possibles d'atteintes à la vie privée. De

nombreux internautes estiment que les propos échangés en direct de façon spontanée et débridée sur un canal n'ont pas à être recopiés et affichés sur un site Web. Selon eux, cet outil ressemble beaucoup au célèbre système d'espionnage anglo-américain Echelon, qui sera mis cette fois à la portée de sociétés et de

personnes privées. Certains préconisent déjà le boycott de ChatScan. Mais d'autres ne semblent pas émus par la puissance de ce nouvel outil : « Si vous vous inquiétez pour votre vie privée, peut-être que vous ne devriez pas du tout venir sur l'IRC », peut-on lire sur un forum du webmagazine informatique *Slashdot*, qui rappelle que les canaux dits « publics » sont, par définition, ouverts à tous.

D'autres utilisateurs sont hostiles à ChatScan car il va multiplier sur tous les canaux le nombre de « bots » (pour robots, ou logiciels de simulation programmés pour intervenir dans les discussions) : or ces derniers utilisent de la bande passante au détriment des participants humains et embouteillent le réseau. Déjà, un forum de discussion consacré au fonctionnement des canaux en direct (alt.irc) publie des recettes à l'usage des administrateurs de serveurs, pour identifier et exclure ces mouchards automatiques.

Jean Lasar

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2000 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 001MQPA1

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.	TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.	Nom :	
Date :	Prénom :	
Signature :	N° : rue :	
	Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :	
	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
	N° : rue :	
	Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :	
	DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER	
	Code Etablissement	Code Guichet
	N° de compte	Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€/min)

"Le Monde" (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-3003

Ah les filles !

par Luc Rosenzweig

POUR CE JOUR interdit de films, M6 nous propose maintenant « Les Filles du mercredi », deux heures de feuilletons US « à héroïnes féminines libérées », comme on disait jadis des films soviétiques qu'ils étaient « à héros positif prolétarien ». Donc, deux *Ally McBeal* et, nouveauté sur une grande chaîne, ce *Sex and the City* (les distributeurs français sont trop pauvres pour traduire les titres), dont tout le monde parle. Cela décrit les tribulations dans Manhattan de quatre jeunes femmes belles, intelligentes, pourvues de métiers valorisants, dans leur quête du mâle idéal à fouiller sous leur couette le vendredi soir et plus si affinités. Tout cela présenté sous la forme d'une pseudo-enquête psychosocio-ethnologique, style grand dossier de *Cosmopolitan*, c'est prétentieux et nul.

Ally McBeal, feuilleton-culte des nouvelles générations, nous a don-

né, en revanche, matière à méditer, notamment grâce à cet épisode que nous allons vous narrer. Ally, jeune avocate pleine de talent et d'avenir, a fait récemment l'amour, de manière ressentie par elle comme merveilleuse, avec un bel inconnu, dans sa voiture pendant que celle-ci passait au lavage automatique. Elle ne rêve que d'une chose, recommencer, ce qui nuit à sa concentration au travail. Arrive dans son bureau une jeune femme éplorée. Elle vient demander à Ally de l'aider à persuader le curé de sa paroisse de célébrer son tout prochain mariage, ce à quoi il se refuse, au motif qu'il a surpris la jeune femme s'envoyant en l'air avec un autre que son futur mari. Ally persuade l'ecclésiastique de passer l'éponge, ce qui lui vaut, en remerciement, d'être conviée à la noce comme demoiselle d'honneur. Et qui, nous vous le donnons en mille, était le marié ? L'homme de la voiture ! Poussée par une for-

ce irrésistible, Ally crie « Non ! » quand le prêtre demande rituellement si quelqu'un s'oppose aux épousailles.

Murmures, confusion, suspension de la cérémonie et explications dans la sacristie. La mariée est en pleurs, la famille est furieuse, et l'avocate est bien embêtée. Le bellâtre prend Ally à part, et lui dit qu'elle pourrait espérer de nouvelles séances de lavage de baignoire si elle s'écrase. N'écoutez que la voix de sa conscience, Ally refuse la mort dans l'âme (et quand nous disons l'âme, nous sommes polis), et s'en va expliquer à la fiancée qu'il vaut mieux pour elle ne pas lier son destin à un pareil salopard.

Nous tirerons, pour notre part, de cette édifiante histoire une triple moralité. 1) Lavons notre voiture à l'ancienne, le samedi, avec un seau et une éponge ; 2) Marions-nous le plus possible civilement et 3) Allons, le mercredi au cinéma.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 19.55 L'Entretien. Invité : Alain Madelin. **TV Breizh**
- 20.45 et 1.00 Le Club LCL. Le bilan du PACS. **LCI**
- 21.35 et 23.00 Vive l'Amérique ! **Arte**
- 21.50 Phytothérapie, le savoir des sorciers. **Forum**

MAGAZINES

- 18.50 Nulle part ailleurs. Invités : Vanessa Paradis ; Michel Jovet ; Neneh Cherry ; Eagle Eye Cherry. **Canal +**
- 19.15 Jeudi, c'est Julie. Invité : David Hallyday. **France 2**
- 20.50 Envoyé spécial. Le trafic des enfants footballeurs. Les pirates du Net. Le prix de la vie. Situation au Proche-Orient. **France 2**
- 22.25 Ushuaïa nature. Les trésors de l'océan. **Odyssee**
- 22.35 Boléro. Invité : Patrick Dupond. **TMC**
- 23.50 Howard Stern. Eddie Van Halen. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

- 20.00 Médecine traditionnelle en Afrique. [2/7]. Spiritisme et sanctuaires. **Planète**
- 20.00 Yves Coppens. De Lucy à l'homme du XX^e siècle. **Odyssee**
- 20.15 Reportage. Borussia contre Dortmund. **Arte**
- 20.30 US Air Force, son histoire. [5/5]. La guerre du Golfe et l'avenir. **Planète**

fr Monde TELEVISION

13^{ÈME} RUE

20.45 **Cadavres exquis** ■■■■ L'assassinat de magistrats, dans une ville du sud de l'Italie, met un policier venu de Rome sur la piste d'une machination politique dirigée contre l'Etat. Admirable adaptation par Francesco Rosi d'un roman de Leonardo Sciascia sur les pouvoirs occultes et les dangers encourus par une démocratie affaiblie. Derrière le prétexte policier, une réflexion sur la situation troublée des années 70 en Italie.

- 20.46 Thema. De quoi j'me mêle ! Vive l'Amérique ! Au nom de la liberté. **Arte**
- 21.05 Les Conflits verts. Guerre pour les forêts tempérées. **TV 5**
- 21.20 Les Colères de la Terre. [1/4]. Une écorce fragile. **Planète**
- 21.55 Titanic, au-delà de la légende. **Odyssee**
- 22.15 Portrait de Frédéric Dard. **Festival**
- 22.30 Portrait de Zubin Mehta. **Mezzo**
- 23.05 La Guerre des paradis. [1/2]. Communistes contre catholiques. **Planète**
- 23.15 Sujet tabou. Brett a tué Maman. **France 3**
- 23.45 Kon Tiki. In the Light of Time. **Histoire**
- 0.00 Mexique, meurtre, pouvoir et corruption. **Planète**
- 0.05 Un siècle d'écrivains. Guy Debord, une étrange guerre. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

- 20.30 Basket-ball. SuproLigue : Asvel - Wroclaw (Pol). **Eurosport**
- 21.00 Basket-ball. EuroLigue : AEK Athènes - Virtus Bologne. **Pathé Sport**

MUSIQUE

- 20.00 Cycle Bach. Ouverture n° 4 en ré majeur, BWV 1069. L'Orchestre de chambre de Cologne, dir. Helmut Müller-Brühl. **Muzzik**

- 21.00 Zubin Mehta dirige... l'Orchestre et les chœurs de l'opéra d'Etat de Bavière. Enregistré en 1998. **Mezzo**
- 21.00 Saint-Saëns. Requiem. Par l'Orchestre et les Chœurs du Sinfonia de Lyon, dir. Jean-Claude Guérinot. **Muzzik**
- 22.20 Lionel Hampton and His Orchestra. Montréal 1997. **Muzzik**
- 23.20 Clark Terry et son Big Band. Concert. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

- 20.30 Danger d'aimer. Serge Meynard. **Festival**
- 21.00 Le Premier Cercle. Sheldon Larry [1/2]. **Histoire**
- 22.35 Hantée. Larry Shaw. **M 6**
- 22.45 Celle qui en savait trop. Graeme Clifford. **TF 1**
- 23.45 Le Tour d'écrour. Petr Weigl. **Mezzo**

COURTS MÉTRAGES

- 20.35 Chambre n° 13. *Mauvais joueurs*. Pascal Singevin. **13^{ÈME} RUE**

SÉRIES

- 20.50 X-Files. Coup du sort. **M 6**
- 20.55 Une femme d'honneur. Samedi soir. **TF 1**
- 23.45 The Practice. Save the Mule (v.o.). **Série Club**
- 3.25 NYPD Blue. Libéré sur parole (v.o.). **Canal Jimmy**

PARIS PREMIÈRE

21.00 **La Nuit du chasseur** ■■■■ L'inférial Harry Powell, sur la trace de 10 000 dollars dérobés et cachés, tue la veuve du voleur et cherche à découvrir le secret connu du jeune fils. Celui-ci s'enfuit avec sa sœur pour un voyage au bout duquel ils sont recueillis par une femme qui va lutter contre le chasseur, pour le bien de l'innocence persécutée. Réalisé en 1955 par Charles Laughton, un film aujourd'hui culte. En v.o.

FILMS

- 17.10 **Starship Troopers** ■■ Paul Verhoeven (Etats-Unis, 1997, 125 min) **Cinéfaz**
- 18.30 **La Chevauchée fantastique** ■■ John Ford (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 95 min) **Ciné Classics**
- 18.40 **La Haine** ■■ Mathieu Kassovitz (France, 1995, N., 100 min) **Ciné Cinémas 3**
- 19.25 **Dark Star** ■■ John Carpenter (Etats-Unis, 1973, v.o., 80 min) **Cinéfaz**
- 20.45 **Easy Rider** ■■ Dennis Hopper (Etats-Unis, 1969, 95 min) **RTL 9**
- 20.45 **Antonia et ses filles** ■■ Marlene Gorris (Pays-Bas, 1994, 100 min) **Cinéstar 1**
- 20.45 **Cadavres exquis** ■■ Francesco Rosi (Italie, 1975, 120 min) **13^{ÈME} RUE**
- 21.00 **La Nuit du chasseur** ■■■ Charles Laughton (EU, 1955, N., v.o., 90 min) **Paris Première**
- 21.00 **Minuit dans le jardin du bien et du mal** ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1998, v.o., 150 min) **Ciné Cinémas 3**



- 22.40 **Les Zozos** ■■ Pascal Thomas. Avec Jacques Debary, Daniel Ceccaldi (France, 1973, 110 min) **Cinétoile**
- 23.25 **Ames à la mer** ■■ Henry Hathaway (EU, 1937, N., v.o., 95 min) **Ciné Classics**
- 23.30 **Kiss of Death** ■■ Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min) **Cinéstar 2**
- 0.00 **Cylo** ■■ Tran Anh Hung (France - Vietnam, 1995, 125 min) **Cinéstar 1**
- 0.25 **Turkish Delices** ■■ Paul Verhoeven (Pays-Bas, 1973, 100 min) **Cinéfaz**

FILMS

- 13.10 **Le Guépard** ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1963, 170 min) **Ciné Cinémas 2**
- 13.25 **Bonnes à tuer** ■■ Henri Decoin (France - Italie, 1954, N., 95 min) **Ciné Classics**
- 14.00 **L'Aveu** ■■ Costa-Gavras (France, 1969, 135 min) **Cinétoile**
- 14.45 **Le Monde perdu** ■■ Irwin Allen (Etats-Unis, 1960, 95 min) **Ciné Cinémas 1**
- 15.25 **Divorce à l'italienne** ■■ Pietro Germi (Italie, 1962, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**
- 16.15 **Kiss of Death** ■■ Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1995, 100 min) **Cinéstar 1**
- 18.30 **Ames à la mer** ■■ Henry Hathaway (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 90 min) **Ciné Classics**



- 20.30 **La Victime** ■■ Basil Dearden. Avec Dirk Bogarde, Sylvia Syms (GB, 1961, N., v.o., 100 min) **Ciné Classics**
- 21.00 **Tokyo Eyes** ■■ Jean-Pierre Limosin (France - Japon, 1999, 95 min) **Canal + Vert**
- 22.35 **Dernières heures à Denver** ■■ Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, 115 min) **Ciné Cinémas 1**
- 22.40 **Le Cabinet du docteur Caligari** ■■■ Robert Wiene (All., muet, 1920, N., v.o., 80 min) **Ciné Classics**
- 22.50 **Une époque formidable** ■■ Gérard Jugnot (France, 1991, 95 min) **Ciné Cinémas 2**
- 23.00 **Le Chef d'orchestre** ■■ Andrzej Wajda (Pologne, 1979, 95 min) **Festival**
- 23.30 **Turkish Delices** ■■ Paul Verhoeven (Pays-Bas, 1973, 105 min) **Cinéfaz**
- 0.15 **Alien, le huitième passager** ■■■ Ridley Scott (Grande-Bretagne, 1979, 115 min) **TSR**
- 1.15 **Cathy Tippel** ■■ Paul Verhoeven (Pays-Bas, 1975, 100 min) **Cinéfaz**



- 1.25 **Les Nuits de Cabiria** ■■■ Federico Fellini. Avec Giulietta Masina, Franca Marzi (Italie, 1957, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 16.40 7 à la maison.
- 17.35 **Sunset Beach**.
- 18.25 **Exclusif**.
- 19.05 **Le Bigdil**.
- 20.00 **Journal**. Invité: Lionel Jospin.
- 20.55 Une femme d'honneur. Samedi soir.
- 22.45 Made in America. **Celle qui en savait trop**. Téléfilm. Graeme Clifford **O**.
- 0.30 Histoires naturelles.

FRANCE 2

- 17.15 Qui est qui ?
- 17.55 70's Show.
- 18.25 JAG.
- 19.15 **Jeudi, c'est Julie**.
- 19.50 **Un gars, une fille**.
- 20.00 **Journal, Météo, Point route**.
- 20.50 **Envoyé spécial**.
- 23.05 **Dolores Claiborne**. Film. Taylor Hackford **O**.
- 1.15 **Journal, Météo**.
- 1.40 **Nikita**. Le verdict **O**.

FRANCE 3

- 17.50 **C'est pas sorcier**.
- 18.15 **Un livre, un jour**.
- 18.20 **Questions pour un champion**.
- 18.50 **Le 19-20 de l'information, Météo**.
- 20.15 **Tout le sport**.
- 20.25 **C'est mon choix... ce soir**.
- 20.55 **Passage à l'acte**. Film. Francis Girod **O**.
- 22.05 **Soir 3, Météo**.
- 23.15 **Sujet tabou**. Brett a tué Maman.
- 0.05 **Un siècle d'écrivains**. Guy Debord, une étrange guerre.

CANAL +

- 16.35 et 23.45 **Surprises**.
- 16.50 **Piège à Hong-Kong**. Film. Tsui Hark **O**.
- **En clair jusqu'à 20.40**
- 18.20 **Les Simpson** **O**.
- 18.50 **Nulle part ailleurs**.
- 20.40 **La Fiancée de Chucky** ■ Film. Ronny Yu **O**.
- 22.05 **Rembrandt**. Film. Francis Matton **O**.
- 23.50 **Mickro ciné**.
- 0.20 **La Vengeance d'Hercule**. Film. Vittorio Cottafavi (v.o.).

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 13.55 **Les Feux de l'amour**.
- 14.45 **High Secret City**.
- 15.45 **Les Dessous de Palm Beach**.
- 16.40 7 à la maison.
- 17.35 **Sunset Beach**.
- 18.25 **Exclusif**.
- 19.05 **Le Bigdil**.
- 20.00 **Journal, Météo, Trafic infos**.
- 20.55 **Les Enfants de la télé**.
- 23.15 **Sans aucun doute**.
- 1.00 **Les Coups d'humour**.

FRANCE 2

- 13.55 **Rex** **O**.
- 15.45 **La Chance aux chansons**.
- 16.40 **Des chiffres et des lettres**.
- 17.10 et 23.00 **Un livre**.
- 17.15 **Qui est qui ?**
- 17.50 70's Show.
- 18.25 JAG.
- 19.15 **Vendredi, c'est Julie**.
- 19.50 **Un gars, une fille**.
- 20.00 **Journal, Météo, Point route**.
- 20.55 **PJ**. Règlement de comptes **O**.
- 22.00 **Avocats et associés**. La preuve par la vidéo **O**.
- 23.10 **Bouillon de culture**. Il n'y a pas que la télévision dans la vie.
- 0.30 **Journal, Météo**.
- 0.55 **Histoires courtes**.

FRANCE 3

- 13.55 **C'est mon choix**.
- 14.55 **Morrie, une leçon de vie**. Téléfilm. Mick Jackson.
- 16.35 **MNK**.
- 17.50 **C'est pas sorcier**. Les primates.
- 18.15 **Un livre, un jour**.
- 18.20 **Questions pour un champion**.
- 18.50 **Le 19-20 de l'information, Météo**.
- 20.10 **Tout le sport**.
- 20.20 **C'est mon choix... ce soir**.
- 20.55 **Thalassa**. Anita et les dockers.
- 22.05 **Faut pas rêver**.
- 23.05 **Météo, Soir 3**.
- 23.30 **On ne peut pas plaire à tout le monde**.
- 1.00 **C'est mon choix**.

CANAL +

- 13.45 **La Légende de Freemont**. Téléfilm. Don McBrearty **O**.
- 15.15 **Une semaine au planning familial**.
- 16.05 **La Maladie de Sachs**. Film. Michel Deville **O**.
- 17.50 **Mickro ciné**.
- **En clair jusqu'à 21.00**
- 18.20 **Les Simpson**.
- 18.50 **Nulle part ailleurs**.
- 20.40 **Allons au cinéma**.
- 21.00 **La Vengeance du tigre blanc**. Téléfilm. Colin Budds **O**.
- 22.35 **Le Pire des Robins des Bois**.
- 22.55 **Rencontre avec Joe Black**. Film. Martin Brest **O**.
- 1.45 **L'Homme de ma vie**. Film. Stéphane Kurk **O**.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA**
- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans
- Les cotes des films**
- On peut voir
- A ne pas manquer
- Chef-d'œuvre ou classique
- Les symboles spéciaux de Canal +**
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

ARTE

- 19.00 **Voyages, voyages**. L'Elbe.
- 19.45 **Météo, Arte info**.
- 20.15 **Reportage**. Borussia contre Dortmund.
- 20.45 **Thema. Vive l'Amérique !** 20.46 Au nom de la liberté. 21.35 et 23.00 Vive l'Amérique ! 22.10 Au nom de la loi.
- 23.35 **La Chatte des montagnes** ■■■■ Film muet. Ernst Lubitsch.
- 1.00 **La Fusillade de Mole Street**.

M 6

- 17.45 **Kid et compagnie**.
- 18.30 **Dharma & Greg**.
- 19.00 **Charmed**.
- 19.50 **I-minute, Le Six Minutes, Météo**.
- 20.05 **Nelle belle famille**.
- 20.40 **Passé simple**.
- 20.50 **X-Files**. Coup du sort **O** ; Maitreya **O**.
- 22.35 **Hantée**. Téléfilm. Larry Shaw **O**.
- 0.20 **Toutes les télé**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Fiction 30**. *A la Madeleine*, de Marie-Odile Beauvais.
- 21.00 **Le Gai savoir**. Florence de Meredieu (*Le Bordel philosophique*).
- 22.12 **Multiartistes**.
- 22.30 **Surpris par la nuit**. A Shangai : Shangai Cool Memories.
- 0.05 **Du jour au lendemain**. Muriel Barbery (*Une gourmandise*).

FRANCE-MUSIQUES

- 19.07 **A côté de la plaque**.
- 20.00 **Concert**. Donné par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Djangus Kakhidze. Œuvres de Szymanowski, Stravinsky.
- 22.30 **Jazz, suivez le thème**. They all Laughed.
- 23.00 **Le Conversatoire**.
- RADIO CLASSIQUE**
- 20.40 **Les Rendez-vous du soir**. Anton Rubinstein. Œuvres de Chopin, Rubinstein, Mendelssohn, Saint-Saëns, Rubinstein, Balakirev, Rubinstein, Tchaïkovski, Rubinstein.
- 23.00 **Les Rendez-vous du soir (suite)**. Œuvres de Menu, Debussy, Caplet.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 18.00 **Studio ouvert**. La carte cinéma. **Public Sénat**
- 21.00 **Perdus de vue**. **Forum**
- 22.00 **Fans, vivre par procuration ?** **Forum**
- 23.00 **Cannes 2000, retour sur le palmarès**. **Forum**

MAGAZINES

- 14.50 **Boléro**. Invité : Patrick Dupond. **TMC**
- 16.30 **Itinéraires sauvages**. Créature de l'Amazonie. Orchidée, fleur fatale. **Odyssee**
- 18.50 **Nulle part ailleurs**. Invités : Spooks ; Elsa Zylberstein ; Patrick McNea. **Canal +**
- 19.00 **Tracks**. Vibrations : Spex a vingt ans. Dream : Sinead O'Connor. Tribal : Jeunes actrices à Hollywood. Future : Textiles électroniques. Live : Cam-era. **Arte**
- 19.15 **Vendredi, c'est Julie**. Invité : Elie Chouraqui. **France 2**
- 19.30 **Rive droite, rive gauche**. Best of. **Paris Première**
- 20.55 **Les Enfants de la télé**. Invités : Cristiana Réali ; DanyBoon ; Patrick Fiori ; Gad Elmaleh ; Dany Brillant ; Jacques Villeret ; Patrick Braoudé ; Daniel Russo. **TF 1**
- 20.55 **Thalassa**. Anita et les dockers. **France 3**
- 21.00 **Recto Verso**. Claude Chabrol. **Paris Première**
- 21.00 **Top bab**. Rickie Lee Jones. **Canal Jimmy**
- 22.05 **Faut pas rêver**. Cuba : Les photographes du capitole. France : Les doigts d'acier du chirurgien. Inde : Des carats incognito. Invité : Elsa Zylberstein. **France 3**
- 23.10 **Bouillon de culture**. Il n'y a pas que la télévision dans la vie. Invités : Hervé Bourges ; Pierre Dumayet ; Marcel Julian ; Claude Chabrol. **France 2**
- 23.15 **Sans aucun doute**. Invité : Daniel Russo. **TF 1**
- 23.30 **On ne peut pas plaire à tout le monde**. **France 3**

MAGAZINES

- 17.55 **John Cassavetes**. **Ciné Cinémas**
- 18.15 **Horst par Horst**. **Odyssee**
- 18.25 **L'Actors Studio**. Christopher Walken. **Paris Première**
- 18.25 **Les Grands Crimes du XX^e siècle**. Ma Barker. **TMC**
- 18.30 **Le Monde des animaux**. Les Animaux des forêts d'Afrique. [5/6]. **La Cinquième**

DOCUMENTAIRES

- 17.55 **John Cassavetes**. **Ciné Cinémas**
- 18.15 **Horst par Horst**. **Odyssee**
- 18.25 **L'Actors Studio**. Christopher Walken. **Paris Première**
- 18.25 **Les Grands Crimes du XX^e siècle**. Ma Barker. **TMC**
- 18.30 **Le Monde des animaux**. Les Animaux des forêts d'Afrique. [5/6]. **La Cinquième**

fr Monde TELEVISION

CINÉ CLASSICS

20.30 **La Victime** ■■ Sur une trame policière (un jeune homme s'enfuit d'un chantier, il a dérobé de l'argent, est traqué, se suicide, pourquoi?), ce film de 1961 s'élevait contre les lois britanniques condamnant les homosexuels à des peines de prison et favorisant, du même coup, le chantage à leur encontre. Basil Dearden avait mené ce pamphlet social avec une force dramatique convaincante.

- 19.15 **Björk, étoile des neiges**. **Planète**
- 19.40 **Billie Holiday**. The Long Night of Lady Day. **Muzzik**
- 20.15 **Reportage**. La Revanche des lions de mer. **Arte**
- 20.30 **Avoir sept ans au Japon**. **Odyssee**
- 21.00 **Sur la route** avec Tania Maria. **Muzzik**
- 21.20 **Yves Coppens**. De Lucy à l'homme du XX^e siècle. **Odyssee**
- 21.50 **Inde, naissance d'une nation**. [7/10]. Le cinéma. **Odyssee**
- 21.55 **Classic album**. The Band. **Canal Jimmy**
- 22.05 **L'Art du monde des ténébres**. [3/4]. Les grandes inventions de Lascaux. **Histoire**
- 22.15 **Grand format**. Le Dernier Navire. **Arte**
- 22.20 **L'Anaconda**. **Odyssee**
- 22.15 **Chroniques du Danube**. [1/3]. Le voyageur du Danube. **Odyssee**
- 23.20 **Médecine traditionnelle en Afrique**. [2/7]. Spiritisme et sanctuaires. **Planète**
- 23.30 **Ben Webster**. The Brute and the Beautiful. **Muzzik**
- 23.30 **La Légende napoléonienne**. [1/2]. Du mythe à la propagande. **TMC**
- 23.45 **Les Grandes Enigmes de l'histoire**. [3/22]. L'opération Overlord. **Histoire**
- 23.50 **US Air Force, son histoire**. [5/5]. La guerre du Golfe et l'avenir. **Planète**
- 0.40 **Les Colères de la Terre**. [1/4]. Une écorce fragile. **Planète**
- 0.40 **La Saga des Nobel**. [11/12]. Les génies de la génétique. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 **Tennis**. Tournoi féminin de Linz : quarts de finale. **Eurosport**
- 18.30 **Tennis**. Tournoi messieurs de Toulouse : quarts de finale. **Eurosport**
- 20.30 **Football**. Championnat de D 2 : Laval - Sochaux. **Eurosport**
- 21.00 **Golf**. President's Cup (2^e jour). **Pathé Sport**

DANSE

- 21.00 **Clavigo**. Ballet. Chorégraphie de Roland Petit. Musique de Gabriel Yared. Par le ballet de l'Opéra national de Paris. **Mezzo**

MUSIQUE

- 18.30 **Concert Clérambault**. Avec Jean-Charles Ablitzer, orgue. Par Il Seminario Musicale, dir. Gérard Lesne. **Mezzo**

PLANÈTE

20.30 **Devoirs du soir** Abbas Kiarostami a enquêté dans une école primaire de garçons pour comprendre dans quelles conditions, matérielles et psychologiques, ceux-ci faisaient leurs devoirs. Tantôt embarrassés, tantôt sur leurs gardes, les jeunes élèves disent la dureté du système éducatif iranien, les punitions corporelles en classe comme à la maison, l'impossible soutien des parents, souvent analphabètes.

ARTE

20.45 <

Le fonds Méry *par Pierre Georges*

RECEL de violation du secret professionnel ! Ceinture, lacets, cravate ! Tous en garde à vue ! Car, à ce compte-là, nous journalistes sommes tous des receleurs. Pas encore des assassins. Mais déjà des receleurs, des fourgues d'informations au casier journalistique plus ou moins chargé.

Ah ! cette fameuse affaire de la cassette ! Mais c'est qu'elle finirait par nous plaire vraiment cette histoire d'un document, sombre, posthume, sinon testamentaire, polar à souhait. Comme il convient en ces cas-là avant que d'en vraiment humer le contenu, les enquêteurs s'assurent du contenant. Voyons ! Est-ce bien de l'authentique ou du frelaté, du coupé ? Et mis en bouteille, quand, par qui, dans quel but ? Servit-elle, cette cassette, d'instrument de trafic d'influence, de troc fiscal ? Et cet Hamelin, et ces avocats d'affaires, et Lagerfeld, et DSK, et tout ce beau monde, hein !

Il faut casser la cassette ! Voici l'urgence. Et l'on s'y emploie d'urgence. Jean-Claude Méry, qui c'est celui-là ? Connaît pas, connaît plus. Et il disait quoi ? Sait pas, sait plus ! Et d'ailleurs, quand l'a-t-il dit vraiment, ce malheureux défunt trahi par ses conseils ? En mai 1996, comme l'affirma, croix de bois croix de fer, l'homme qui enregistra le

document et se risqua même à poser des questions, toutes choses qui, normalement, relèvent du crime journalistique ? Ou en décembre 1995, comme les techniciens de la police le pensent après avoir détecté sur la copie des traces gazonneuses d'un match de football.

Il faut casser la cassette ! Interpellation à l'aube, garde à vue prolongée, autopsie des agendas. Hamelin, c'est quoi ce rendez-vous avec DSK en janvier 1996 ? Cet autre deux ans plus tard ? Et celui-ci cas-là avec Lagerfeld ? T'es fait mon lascar ! Trop de coïncidences troublantes, prendre ainsi rendez-vous en 1996 avec un futur ministre des finances qui le deviendra en 1997, prévoir la dissolution, l'avenir provisoirement radieux de DSK, c'est du grand art divinatoire et néanmoins fiscal ! C'est suspect, très suspect ! Et troublant, surtout troublant.

Il faut casser la cassette. Faute de pouvoir la déclarer fautive. T'es fait Hamelin ! Recel de violation de secret professionnel ! C'est quoi ce délit de presse ? Un honneur ou une charge ? Troublant en effet. Bah, patience ! Viendra bien le jour où les juges finiront par s'intéresser, avec autant de curiosité, au « fonds Méry ». Comme l'on dit d'un legs.

La justice continue de s'interroger sur l'enregistrement de la cassette Méry

Des mentions dans les agendas du journaliste Arnaud Hamelin intriguent les enquêteurs

SI L'ENQUÊTE sur les HLM de la Ville de Paris et le financement du RPR, relancée par le témoignage posthume de Jean-Claude Méry, n'a pas encore véritablement repris son cours, les juges d'instruction Marc Brisset-Foucault et Henri Pons, chargés de l'information ouverte pour « soustraction de document » et « trafic d'influence », multiplient les vérifications. Au lendemain de la mise en examen du journaliste et producteur Arnaud Hamelin, qui avait réalisé l'enregistrement du financier occulte du RPR, et de celles des avocats fiscalistes Alain Belot et Allain Guilloux, les enquêteurs paraissent s'interroger sur une série de détails provenant non seulement de la bande elle-même, mais aussi des agendas du journaliste — dont des mentions des noms de Dominique Strauss-Kahn et du couturier Karl Lagerfeld. Mais l'expertise ordonnée sur l'exemplaire de la cassette saisi au siège de l'agence Sunset Presse, que dirige M. Hamelin, atteste que l'enregistrement n'a fait l'objet d'aucun trucage.

Poursuivi pour « recel de violation

du secret professionnel », M. Hamelin se voit reprocher d'avoir détenu un témoignage couvert par le secret liant un avocat à son client. Ce soupçon se fonde sur les déclarations de M^e Belot, qui assistait Jean-Claude Méry dans les procédures fiscales dont ce dernier était l'objet, et qui avait organisé l'interview. L'avocat, qui était entré en relation avec le journaliste par l'intermédiaire de son associé, M^e Guilloux, et qui avait ensuite assisté à l'enregistrement, a assuré aux policiers que M. Hamelin ne disposait d'« aucun mandat » pour publier les déclarations de Jean-Claude Méry. De fait, ce n'est pas lui, mais M^e Guilloux — qui était lui-même le conseil fiscal de M. Hamelin — qui avait remis une copie de la bande vidéo au journaliste, au printemps dernier. Entre-temps, M. Méry était décédé, et M^e Belot, lui, avait remis l'original de la bande à Dominique Strauss-Kahn...

Dénonçant un « abus de la garde à vue », le défenseur de M. Hamelin, M^e François Gibault, a estimé que « ces mesures policières disproportionnées » avaient « accouché

d'une souris judiciaire » : « Il est absurde de reprocher à Arnaud Hamelin le recel d'une violation du secret de l'avocat puisque c'est lui, et non l'avocat, qui a recueilli les déclarations qui ont été rendues publiques dans Le Monde », a déclaré M^e Gibault. Devant les policiers, M. Hamelin — qui a été confronté à M^e Belot — a maintenu qu'un « accord » avait été passé après l'interview, dont les termes stipulaient « qu'à la mort de Jean-Claude Méry, sauf instructions contraires, [il] pourrait utiliser la vidéo ». Au cours de l'entretien, M. Méry évoquait lui-même ces « accords » en s'adressant au journaliste.

DATE DE L'ENREGISTREMENT

Les questions des enquêteurs portent aussi sur la date de l'enregistrement. Au cours de la garde à vue, M. Hamelin a maintenu avoir la conviction que le tournage avait eu lieu le 24 mai 1996, admettant cependant qu'il pouvait s'être trompé. M^e Belot affirme, lui, que l'interview remonte à décembre 1995. Les enquêteurs accordent du crédit à cette version pour deux raisons. D'une part, l'expertise a révélé la présence, au tout début de la bande, de deux plans furtifs montrant un joueur de flûte puis un match de football Saint-Etienne Bordeaux, disputé le 13 décembre 1995. Cet élément, en soi, prouve que l'enregistrement n'était pas antérieur à cette date, mais non qu'il remonte forcément à ce jour-là. Les enquêteurs savent toutefois que le 14 décembre 1995, M^e Belot s'était rendu à sa banque et y avait fait ouvrir son coffre. Il pourrait donc y avoir, à ce moment-là, déposé la cassette.

Le 15 janvier suivant, l'agenda de M. Hamelin comporte l'annotation : « Strauss-Kahn, Maison du cavalier, 20 h 30 ». Le journaliste a affirmé aux policiers n'avoir « jamais rencontré M. Strauss-Kahn » — ce qu'a confirmé au Monde l'ancien ministre. Mais il a évoqué la proposition d'une de ses amies, avec laquelle il dînait dans le restaurant indiqué, de lui présenter M. Strauss-Kahn, à laquelle il n'avait finalement pas donné suite. Précision importante : à cette date, M. Strauss-Kahn n'était pas ministre. Une deuxième mention, datée de décembre 1998, indique en revanche : « Cabinet DSK, ministère du budget, 173, rue de Bercy ». M. Hamelin suppose qu'il s'agit d'un rendez-vous pris avec un collaborateur du ministre en sa qualité de président du Syndicat des

agences de presse télévisée (SA-TEV), pour défendre les intérêts de la profession auprès du ministère des finances.

Les policiers ont également été intrigués par plusieurs mentions « Lagerfeld » portées par M. Hamelin dans ses carnets en 1996 et 1997. Expliquant que ses agendas lui « servent aussi de carnets de notes », le journaliste a certifié n'avoir pas davantage « rencontré ni même discuté au téléphone » avec le couturier, qui comptait, comme M. Méry, parmi les clients de M^e Belot. « J'avais noté son nom car à

Une émission sur France 3

Dans une semaine, en association avec Le Monde et l'agence Sunset Presse, la rédaction nationale de France 3 consacrera le premier numéro du magazine « Pièces à conviction » à l'affaire Méry. Jeudi 26 octobre, en deuxième partie de soirée, de longs extraits de la cassette enregistrée par Jean-Claude Méry, le promoteur immobilier et financier du RPR disparu en 1999, seront diffusés. Ils seront accompagnés de plusieurs enquêtes et reportages visant à vérifier et éclairer ce document.

l'époque, je m'apprêtais à produire deux documentaires qui pouvaient le concerner », nous a-t-il indiqué. Le premier était un reportage sur Monaco, pour lequel le réalisateur, Pierre Abramovici avait envisagé de recourir aux introductions du couturier auprès de la famille princière — ce que M. Abramovici nous a confirmé. Le second reportage, confié à la réalisatrice Sylvie Chabas, était consacré aux mannequins et fut diffusé sur M 6 en 1997, avec une interview du couturier. M^{me} Chabas a déclaré au Monde avoir évoqué avec M. Hamelin l'interview de M. Lagerfeld, certifiant avoir pris contact « directement » avec le couturier. M. Lagerfeld, les deux journalistes, ainsi sans doute que M. Strauss-Kahn devraient être prochainement interrogés par les enquêteurs pour vérifier ces points, que l'avocat de M. Hamelin qualifie de « simples coïncidences sans aucune incidence sur le contenu de la cassette ».

Hervé Gattegno
et Fabrice Lhomme

Les protestations se multiplient dans les milieux de la presse

LES RESPONSABLES des magazines d'information des cinq grandes chaînes, TF 1, France 2, France 3, Arte France et M 6 ont signé, mercredi 18 octobre, un texte de solidarité avec le producteur Arnaud Hamelin. Ils s'y étonnent « de ce que l'un de leurs confrères indépendants soit ainsi mis en cause dans ce qui n'a été que le strict exercice de son métier, de son libre arbitre et de la nécessaire et prudente gestion de ses sources, dans le cadre de ce que nous estimons relever du droit à l'information ».

Cette démarche, qui constitue sans doute une première dans l'audiovisuel français, accompagne de nombreuses autres protestations, issues du milieu professionnel. « On reproche à un journaliste d'avoir fait l'usage qu'il souhaitait de ses informations. C'est pourtant son strict droit et il doit être respecté », constate l'association Reporters sans Frontières (RSF), qui estime que cette décision de justice « porte atteinte au droit d'informer ». Les syndicats de journalistes FO et CFDT s'élèvent aussi contre la mise en examen d'Arnaud Hamelin. « Nous n'acceptons pas que des journalistes soient les boucs émissaires pour des problèmes que les politiques rencontrent », note FO.

Avec le chef de mise en examen de « recel de violation du secret professionnel », les journalistes ont l'impression que les magistrats utilisent une nouvelle arme pour entraver leur travail ou les contraindre à divulguer leurs sources.

LES TRACASSERIES SE MULTIPLIENT

Depuis quelques temps en effet, les tracasseries à l'égard des journalistes se multiplient, notamment lorsqu'il s'agit de la publication d'informations sur des sujets sensibles sur le plan politique ou économique.

En juillet 1998, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac, le juge Jean-Louis Brugière avait placé en garde à vue un collaborateur de L'Événement du jeudi et fait saisir, lors d'une perquisition à son domicile, son répertoire électronique et un carnet d'adresses. Il avait été mis en examen pour « recel de violation du secret de l'instruction ». Plus récemment un journaliste et le rédacteur en chef de L'Agefi ont aussi été mis en examen « pour recel de délit d'initié » après avoir rendu public les résultats semestriels du groupe Aérospatiale Matra.

Françoise Chirot

Maison Blanche

■ George W. Bush et Albert Gore, les deux candidats, s'affrontent sans susciter l'enthousiasme

■ Les retraites et la santé sont au cœur de la campagne électorale

■ La Cour suprême pourrait basculer à droite

Lire page 6

Les Indiens démythifiés

■ LE MYTHE du bon sauvage, de l'Indien protecteur de la faune et de la flore, est-il en train de se désintégrer sous l'accumulation des études scientifiques ? Peut-être. Les historiens et les paléo-écologues expliquent désormais que les populations indiennes ont détruit les mammifères géants (éléphants, chameaux, ours géants) à la fin du Pléistocène ; que plusieurs civilisations indiennes ont disparu pour avoir trop transformé leur environnement ; que la chasse au bison s'est muée en extermination. Bref, les Indiens se seraient comportés en humains. Et le grand discours écologiste prononcé, en 1854, par le chef Seattle, a été écrit au début des années 1970...

Lire page 14

La première « e-company »



JACK WELCH

LA GENERAL ELECTRIC l'a dit, la General Electric l'a fait. Le conglomérat américain, première capitalisation boursière mondiale, a réussi sa révolution Internet : près du tiers des ventes et des achats se font déjà sur la Toile. Pour arriver à ce résultat, des groupes d'agitateurs d'idées ont été chargés de « détruire la vieille entreprise » afin de la réinventer. Jack Welch, PDG du groupe, avait fixé l'objectif en janvier 1999 : devenir une e-company.

Lire page 20

Supplément au « Monde » du 20 octobre 2000. Ne peut être vendu séparément.

Voyage au cœur de l'empire

● « Le Monde » et le « New York Times » racontent les Etats-Unis d'aujourd'hui ● Cette hyperpuissance s'appuie sur un dollar incontesté, une avance dans la Net technologie, une force de frappe militaire et culturelle sans précédent ● Les Américains sont majoritairement optimistes et confiants

LA CONFIANCE des Américains dans l'avenir n'a jamais paru aussi forte. Selon un sondage réalisé pour le *Wall Street Journal* et NBC/News, une très large majorité (85 %) considère ainsi que des remèdes contre le sida et le cancer seront découverts prochainement. Cet optimisme, qui s'étend aux domaines de la technologie, du social et du politique, s'appuie sur une croissance économique exceptionnelle et ininterrompue depuis plus de neuf ans. Celle-ci devrait afficher un taux de 5 % cette année après avoir atteint 4,2 en 1999. Le revenu annuel moyen des ménages touche à son plus haut niveau.

Cette croissance « sans fin » déjoue les pronostics des meilleurs experts, qui prévoient chaque année un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine et sont contraints de réviser leurs prévisions sous la pression des événements. Les Etats-Unis connaissent désormais une situation dite de plein emploi : le chômage représen-



tait en septembre 3,9 % de la population active. Du coup, la pauvreté se résorbe même si les inégalités restent particulièrement marquées. La maîtrise de l'inflation et la diffusion de la haute technologie expliquent en grande partie la vitalité des entreprises.

Cette santé économique renforce un pays que l'on peut qualifier d'hyperpuissance. Cet impérialisme tranquille qui domine la scène mondiale s'appuie sur quatre piliers : une monnaie incontestée (le dollar), une avance dans le domaine des nouvelles technologies (Internet), une domination économique-culturelle (Hollywood) et une panoplie militaire ultra-moderne (un « bouclier spatial » est à l'étude) sans rivales. Avec leurs 275 millions d'habitants, les Etats-Unis traversent ainsi une période de grâce économique. Ce n'est pas du bonheur pur, mais à tout le moins des temps heureux.

Lire page 2 et notre éditorial page 17



REPORTAGE

Une famille poids moyen

La vie est douce pour les Shunk, famille ordinaire lovée dans une maison individuelle dans le Colorado, en lisière des Rocheuses. Il y a John, le père, Jamie, la mère, Laura, la fille, et Adam, le fils. Quand on demande à Jamie, institutrice, quels sont ses soucis dans l'Amérique cossue, elle n'hésite pas une seconde : « Avoir assez de sommeil ! » Cette famille rêve d'une seule chose : simplifier. Simplifier la vie.

p. 15

« Chérie, il y a un ours dans la chambre à coucher ! »

DENVER de notre envoyée spéciale

L'homme qui a vu l'ours dans sa chambre à coucher étant encore sous le choc, c'est un officier de la division de la protection de la nature, Mark Lamb, qui a raconté la scène. « Vous parlez d'un cauchemar », a-t-il résumé. Il était environ minuit et l'homme en question dormait tranquillement dans sa nouvelle maison de Park County, une zone en pleine urbanisation des contreforts des Rocheuses, quand un grognement l'a réveillé. Deux paires d'yeux luisaient dans l'obscurité.

Comme tout un chacun dans ces contrées, l'homme avait une arme à portée de main. Il n'a eu qu'à tendre le bras pour s'en saisir et entreprendre de repousser les animaux vers l'extérieur. Dans le garage, il a abattu la mère, qui devenait menaçante. Il a aussi tiré sur l'ourson, qui a été mortellement blessé. Puis il a refermé la maison, bloqué les ouvertures, et il est retourné se coucher. « Deux heures plus tard, il se réveille, et devinez qui est là ? », reprend l'officier. Un autre ourson, clone du premier, venu aux nouvelles dans la chambre à coucher. Pour celui-là, un balai a suffi pour montrer la sortie. Mais l'habitant,

dont le nom n'a pas été révélé, a préféré aller téléphoner au shérif du comté.

Quand l'officier Lamb est arrivé sur les lieux, l'ourson était dans un arbre. Un bon signe, d'après les spécialistes, le signe d'une peur salutaire de l'homme et des shérifs. Mais, rapidement, l'ourson est descendu de sa branche et il s'est mis à rôder autour des hommes. Mark Lamb a dû abattre l'animal. C'est le règlement dans le Colorado. Tout plantigrade qui est surpris à deux reprises à rôder trop près des habitations doit être abattu.

Selon le *Denver Post*, l'an 2000 a marqué le record du nombre de rencontres inattendues. Pousés par la sécheresse et les incendies, les ours sont descendus plus bas que d'habitude, en quête de nourriture. Ils y ont rencontré un nombre croissant d'humains. Les hommes cherchent à fuir le *sprawl*, l'étalement urbain de villas individuelles qui défigure l'ouest américain. Colonisant la montagne, ils s'étonnent que les plantigrades se conduisent mal. « Les gens veulent que les ours retournent chez eux, observe Mark Lamb. Je suis obligé de leur dire : mais ce sont les ours qui sont chez eux. »

Suivant les cours d'eau à la recherche de baies, les ours sont tombés sur des poubelles bien garnies, des cuisines, des écuilles pour chiens. On en a vu marcher sur le bord de l'autoroute qui traverse les Rocheuses, ou prendre le frais sur une véranda. « Je suis rentrée chez moi. J'ai vu une forme sur le comptoir de la cuisine. J'ai cru que c'était mon chien », a raconté Shelley Emerick, une habitante de Boulder. Avant d'hiberner, les ours doivent grossir de 40 % de leur poids. A Aspen, l'un d'eux a passé une journée entière assoupi dans un arbre surplombant la boulangerie de Main Street.

En trois mois, soixante-quinze ours bruns ont déjà été tués dans le Colorado (contre six pour toute l'année 1999). Cinquante l'ont été par des habitants s'estimant en légitime défense ; le reste par les services de la faune et de la flore. Les apiculteurs ont dressé des clôtures électriques autour de leurs ruches. Les autorités ont distribué des balles en caoutchouc. Un siècle après les bisons, les ours sont à leur tour priés de céder la place.

Corine Lesnes



CINÉMA

Les recettes d'Hollywood

Les ingrédients de base sont désormais immuables : de l'action, plein d'effets spéciaux, des stars, le tout sur une idée simple déclinable en série, avec des produits dérivés et des jeux vidéo à la clé. Cela s'appelle des « blockbusters » et cela rapporte des millions de dollars. Des films sans humour, puisque l'humour ne s'exporte pas.

p. 32

POINT DE VUE

Je vote pour le falot

par Woody Allen

EN Amérique, en période d'élection, les hommes politiques supplient, implorent, enjôlent et mentent en toute liberté pour obtenir des voix. Ils s'abaissent et rampent devant les électeurs qu'ils conjurent de les soutenir. Ils s'aventurent dans des quartiers où jamais on ne les aurait vus s'ils ne cherchaient basement des appuis, serrant des mains pas lavées, embrassant des bébés négligés. Ils retroussent leurs manches et mordent dans des hot-dogs avec des ouvriers en bleu de travail pour bien montrer qu'ils sont du peuple, eux aussi.

Des candidats sans la moindre espièglerie ni le moindre humour coiffent la casquette de baseball et la kippa, espérant s'attirer les bonnes grâces de catégories atypiques de la population.

Et puis, lorsqu'ils sont élus dans leurs fonctions, non seulement on ne peut plus les joindre au téléphone, mais des centaines de policiers vous tiennent à distance derrière des barrières, pendant que tout l'appareil du pouvoir s'empare des rues, filant à vive allure sans problème, et qu'on est détourné de son chemin ou blo-

qué dans les bouchons. Si vous hurlez en direction de l'officier qui passe - « Eh là, je suis l'ouvrier à qui vous aviez donné une bourrade affectueuse, on a partagé une part de pizza, vous m'aviez dit que vous compreniez mes soucis » -, les flics vous pressent de dégager, et on vous étiquette gêneur ou râleur.

Il en va ainsi des prétendants de cette année, qui se déplacent partout, se jettent à la tête des votants, prononcent tous les mots dont ils pensent qu'ils les porteront au sommet. L'intéressant, cette fois, est qu'on a une compétition inexplicablement serrée entre un candidat parfaitement inapte à gouverner une grande nation (George W. Bush) et un autre qui ferait un excellent chef d'Etat s'il ne manquait de charisme et n'apparaissait bien guindé. Bush est le fils d'un ancien président que je trouvais, lui aussi, parfaitement déplacé à la tête du pays : il l'a montré en imposant à l'Amérique un vice-président comme Dan Quayle.

Lire la suite page 16

Woody Allen est cinéaste.

ANNIE COHEN-SOLAL



“Un jour, ils auront des peintres”

L'avènement des peintres américains Paris 1867 - New York 1948

GALLIMARD

Ph. Jacques Sneyers / Editions Gallimard

Gallimard - 72, 96, 134 Bds Paris, Fr.



MODES DE VIE

Etes-vous clean ou executive ?

Dans la jungle vestimentaire et culturelle américaine, on peut distinguer les executive, les clean, les enrégés, les libérés et même les européens. Cinq tribus avec leurs tics et leurs humeurs. Les uns fument, les autres pas. Les uns investissent les galas de charité, les autres fréquentent surtout les cures thermales. Mais tous affichent résolument un style. Leur style.

p. 28

International.....	2	Communication.....	22
Etats-unis.....	6	Tableau de bord.....	23
Société.....	10	Aujourd'hui.....	26
Etats.....	14	Météorologie-Jeux.....	29
Carnet.....	14	Culture.....	32
Horizons.....	15	Kiosque.....	35
Entreprises.....	20	Abonnements.....	35

POUVOIRS Hyperpuissance de 275 millions d'habitants, les Etats-Unis, depuis l'éclatement de l'URSS, exerce une influence sans rivale. Celle-ci ne repose pas seule-

ment sur leur dynamisme économique. ● ELLE EST AUSSI le fait du rayonnement de leur culture populaire, de leur créativité technologique et de leur poids diplomatique

et militaire. ● CE DERNIER pourrait encore s'accroître avec la mise en œuvre d'un bouclier antimissile. Sous des formes plus ou moins développées, un tel projet – le Natio-

nal Missile Defense – est défendu à la fois par le candidat démocrate, Albert Gore, et par son opposant républicain, George W. Bush. ● CETTE PUISSANCE économique, idéolo-

gique et militaire est à peine contestée à l'intérieur et provoque des crispations dans les autres grands blocs nés de la fin de la guerre froide.

Les quatre piliers de l'hyperpuissance américaine

Le dollar, la Net-technologie, les missiles et Hollywood : jamais, depuis l'éclatement de l'URSS, les Etats-Unis n'ont paru aussi impériaux et dynamiques. Cette domination est, pour l'heure, sans rivale

PEU IMPORTE l'adjectif – super, hyper, unique. Le diagnostic fait l'unanimité : l'Amérique serait, aujourd'hui, une puissance sans égale. « Aucune puissance ne peut prétendre rivaliser avec les Etats-Unis dans les quatre domaines-clés – militaire, économique, technologique et culturel – qui font une puissance globale », écrit Zbigniew Brzezinski (*Le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997). Un soupçon de regret entre les lignes, Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, assure : « Seule et unique superpuissance », l'Amérique est « dans la situation sans précédent d'un empire qui a subjugué [jusqu'à] ses adversaires » (*Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, dialogue avec Dominique Moïsi, Fayard, 2000).

On explique sa prépondérance stratégique par l'effondrement de l'URSS, la fin de la guerre froide et l'absence de contrepoids européen ou asiatique. On décline un cocktail unique d'ingrédients dont les Etats-Unis sont, pour l'heure, les seuls à disposer : la puissance militaire et le pouvoir culturel, le Pentagone et Hollywood ; le dollar et la nouvelle économie, Wall Street et la Silicon Valley ; la langue et l'idéologie à la mode, l'anglais et le libéralisme économique.

Le 43^e président des Etats-Unis prendra la tête d'un pays de 275 millions d'habitants qui connaît une croissance ininterrompue depuis neuf ans. Il affiche le plus gros PNB du monde (7 500 milliards de dollars), une inflation contrôlée, une situation de plein-emploi. En chif-



fres, l'Union européenne n'est pas si éloignée de ces résultats. La vraie domination américaine est ailleurs. Les Etats-Unis ont créé l'environnement où est né le paysage industriel du futur (le mariage de l'ordinateur, du téléphone et de la télévision). Ecosystème complexe, qui n'existe nulle part ailleurs et d'où sortira probablement la prochaine « nouvelle économie » : des idées, des scientifiques, du capital, enfin des entrepreneurs. Et une philosophie, ou une morale, comme on voudra, encore plus singulière : la valorisation de l'échec autant que du succès, ou presque, parce que le premier est, souvent, le rite de passage obligé pour le second.

Ce mélange américain – université-recherche-entreprise-Bourse – attire les meilleurs étudiants du monde ; il explique que les Etats-Unis monopolisent plus de la moitié des prix Nobel distribués chaque année. La traduction monétaire de cette conjonction de forces est un dollar fort, plus que jamais monnaie de réserve mondiale. Il protège du risque inflationniste. Il attire les capitaux étrangers qui vont financer les déficits américains. Il témoigne de la confiance des investisseurs dans l'avenir de l'économie des Etats-Unis et, à tort ou à raison, manifeste, a contrario, leurs hésitations devant celui de l'économie européenne ou leurs

doutes quant à l'évolution d'un projet européen que l'élargissement de l'Union rend de moins en moins lisible.

Le 43^e président des Etats-Unis sera le chef de la plus puissante et, surtout, de la plus moderne armée du monde (1 400 000 hommes et femmes en uniforme). Les Etats-Unis consacrent un budget annuel de quelque 270 milliards de dollars à la défense ; l'Europe, 170 milliards. Héritage du deuxième conflit mondial et de la guerre froide, les Etats-Unis sont, de par leurs alliances, une puissance militaire asiatique et européenne, même si c'est une situation contestée. La Chine dénonce leur présence militaire en Asie ; au sein de l'OTAN, l'Europe veut davantage d'autonomie.

PATHOLOGIES SOCIALES

La communauté de valeurs qui fonde ces pactes militaires fait partie du rayonnement idéologique des Etats-Unis. Est-elle menacée par la fin de la guerre froide ? Nombre de pathologies sociales américaines marquent, de plus en plus, la singularité des Etats-Unis par rapport à leurs alliés : de la peine de mort à la population carcérale record (deux millions de détenus) ou à la libre circulation des armes à feu. Le leadership de l'Amérique sur le camp occidental serait-il miné par son manque d'autorité morale ? Peut-être.

La richesse, la force – militaire et diplomatique – et, enfin, la séduction. D'Internet au cinéma, du feuilleton télévisé à la musique, de la mode au sport, des jeux électroniques destinés aux enfants aux

gadgets high-tech des adultes, jamais la culture populaire américaine n'aura été aussi dominante. L'Europe (mais aussi le Proche-Orient, l'Asie, l'Afrique) lui fait fête. Et, dans le même souffle, s'inquiète. A l'exception de deux ou trois industries cinématographiques qui résistent encore (l'Inde, la France, par exemple), Hollywood exerce une domination absolue sur

d'AOL de vouloir contrôler Internet, la distribution de la musique et d'une partie de l'industrie du loisir sur le Vieux Continent.

L'état d'hyperpuissance est-il durable ? Brzezinski le croit conjoncturel. Retour en arrière. Il y a douze ans, l'Amérique passait – dans les meilleurs journaux – pour être « sur le déclin ». Elle croulait sous les déficits. Elle affichait un fort

Deux hommes, deux visions

Albert Gore, le candidat démocrate, est résolument partisan d'une approche interventionniste en politique étrangère. Il explique : « En Bosnie, nous avions le conflit le plus sanglant en Europe depuis la deuxième guerre mondiale (...). Une instabilité croissante menaçait de déclencher une réaction en chaîne qui, d'une frontière à l'autre, aurait pu conduire à un conflit beaucoup plus large. Et, au cœur de cette plaie purulente, il y avait cette expression répugnante qu'ils [les Serbes] avaient forgée : l'épuration ethnique. Ce fut une décision difficile, mais nous avons pris la bonne décision en intervenant. »

Le républicain George W. Bush est plus réservé : « Nous ne devons pas envoyer nos troupes à l'étranger pour faire cesser telle ou telle épuration ethnique ou un génocide dans un pays où l'intérêt national des Etats-Unis n'est pas en jeu. » Il promet de revoir tous les engagements américains à l'étranger, y compris dans les Balkans, qu'il s'agisse de la Bosnie ou du Kosovo.

le cinéma mondial – donc « sur nos rêves et dans nos têtes », dit-on en Europe. Hubert Védrine observe : « Les Américains s'inquiètent des situations de monopole quand la concurrence s'en trouve faussée sur leur propre marché : ainsi de Microsoft. Eh bien ! Les Etats-Unis sont en passe de devenir, pour les industries culturelles de masse, un Microsoft à l'échelle de la planète. » L'Union européenne soupçonne le monstre né de la fusion de Time Warner et

taux de chômage, un dollar et un moral en baisse. Les experts avaient désigné la superpuissance de l'avenir, celle qui allait, à coup sûr, dominer le monde : le Japon, et le modèle économique et social à imiter : celui de l'Allemagne. C'était méconnaître que le processus de destruction-création, cher au célèbre économiste Schumpeter, est au cœur de la vitalité américaine.

Alain Frachon

La culture, deuxième poste d'exportation

● **L'économie.** Le PNB est de 8 178 milliards de dollars (Union européenne : 7 986 ; Japon : 3 049 ; France : 1 299). Les Etats-Unis représentent 15 % du commerce mondial, possèdent plus du tiers des 500 premières firmes mondiales et cinq des dix plus grands groupes mondiaux d'industrie de l'armement. 8 millions d'étrangers sont employés par les firmes américaines hors du territoire américain. Mais, en même temps, les Etats-Unis ne pèsent plus que pour 23 % de la production mondiale de biens et services, contre 40 % en 1950.

● **L'armée.** Le budget militaire a diminué depuis 1990 pour passer de 27 % du budget fédéral à 17 % en 1999. Le budget 2000, voté en octobre 1999, marque la fin du déclin des dépenses militaires (267,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 % par rapport à 1999). Les effectifs de l'armée sont de 1,4 million de soldats (plus 1 million de gardes nationaux et 730 000 civils du département de la défense). Les

forces stationnées hors des Etats-Unis sont de 225 000 hommes (dont 98 000 en Europe).

● **La culture.** L'industrie culturelle américaine rapporte 18 milliards de dollars par an et représente le deuxième poste d'exportation. On estime que, pendant les années 90, les Etats-Unis ont exporté pour 4 milliards de dollars d'images vers l'Europe, soit 12 fois plus que celle-ci vers le Nouveau Monde.

● **Population.** 275 millions d'habitants. Les Noirs forment 12 % de la population, soit environ 31 millions de personnes. Les élus noirs sont six fois plus nombreux qu'en 1970 (7 200). Les maires noirs sont plus de 300. Un résident sur 10 environ est né hors des Etats-Unis (soit 25,8 millions de personnes). La moitié vient d'Amérique latine (7 millions de Mexicains vivent aux Etats-Unis).

★ **Sources : L'Observateur de l'OCDE (édition 1999) et Les Collections de l'Histoire, numéro 7 (février 2000, hors série).**

Même les contestataires surfent sur la mondialisation

NEW YORK

de notre correspondant

Les habitants de Seattle ne furent pas les seuls à se frotter les yeux – sous l'effet de la surprise plus encore que sous celui des gaz lacrymogènes – devant la déferlante contestataire qui bloquait les rues et empêchait les délégués d'accéder à la réunion de l'Organisation mondiale du commerce, ce 30 novembre 1999. A la Maison Blanche aussi, on se frottait les yeux. Dans les rédactions des meilleurs journaux américains, on les écarquillait très grand. Et au Congrès. Et dans les états-majors des grands partis politiques. Stupéfait, l'establishment politico-médiatique américain devait se rendre à l'évidence : il n'avait rien vu venir.

D'émotion, certains éditorialistes évoquent le spectre du Vietnam, le tumulte de la fin des années 60. Comparaison bien sûr excessive : les désordres de Seattle ont été largement favorisés par l'incompétence de sa police. Depuis, ses habitants sont retournés à leur Palm Pilot pour surveiller leurs stock-options, et l'ordre règne dans les grandes villes américaines. Mais « l'esprit de Seattle » a survécu et souffle désormais, sous des formes diverses, sur chaque manifestation officielle réunissant les institutions de la mondialisation et un nombre raisonnable de caméras.

A la différence des mouvements des an-

nées 60 et 70, ces contestataires ne remettent pas en cause les fondements de la puissance américaine, ni même le principe de la mondialisation – sauf les anarchistes, qui rejettent tout en bloc mais restent minoritaires. C'est sur les effets de la mondialisation qu'ils veulent influer : l'exploitation de la main-d'œuvre du tiers-monde par les entreprises multinationales, les dégâts sur l'environnement, les inégalités dans la répartition des fruits de cet extraordinaire cycle de croissance, l'emprise du capital privé sur la politique. Des thèmes soulevés depuis longtemps par Ralph Nader, inlassable avocat des consommateurs et candidat du parti Vert à l'élection présidentielle.

UNE COORDINATION SOUPLE ET RAPIDE

« Si l'on mondialise, alors il faut le faire correctement », expliquait Mark Westlund, du mouvement écologiste Rainforest Action Network, deux mois avant Seattle. *Il faut des lois qui protègent l'environnement et qui protègent les gens.* Avec le groupe Ruckus Society, Rainforest Action Network organise des camps d'entraînement pour manifestants à l'approche des grands sommets. Et c'est là l'originalité de ce mouvement fait de multitudes de petits groupes : un mode d'organisation nouveau, sans leaders nationaux, où l'Internet, crucial, assure une coordination souple et rapide, et

où l'absence de structure centralisée favorise une grande mobilité. Les techniques de la mondialisation, en quelque sorte, appliquées à la contestation.

Ne cherchez pas de José Bové dans les rangs des manifestants américains. Présents en force à Seattle, les syndicats ont, depuis, préféré agir de l'intérieur, en participant à la campagne présidentielle du démocrate Al Gore. Il n'y a pas de stars emblématiques, mais des électrons libres comme Lydia Lester, du mouvement Students Against Sweatshops (« Etudiants contre les ateliers clandestins »), qui a essayé sur les campus américains, ou comme John Sellers, directeur de la Ruckus Society, un ancien de Greenpeace et du *Rainbow Warrior*, discret stratège, présent partout où il y a de l'action. Arrêté à Philadelphie, on le retrouve une semaine plus tard à Los Angeles, sur le trottoir d'un carrefour où un groupe de manifestants tient tête à plusieurs rangées de policiers armés jusqu'aux dents.

N'était-il pas sous le coup d'une caution de 100 000 dollars ? « Si, répond-il en affichant un grand sourire. Elle a été versée par une très généreuse femme d'affaires de Philadelphie. Excusez-moi, je dois partir... ». La police charge. En un clin d'œil, John Sellers s'est évaporé. Pas vu, pas pris.

Sylvie Kauffmann

Washington rêve d'un bouclier antimissile invulnérable

LES AMÉRICAINS n'ont pas abandonné le rêve, caressé dans les années 1980 avec Ronald Reagan, d'un bouclier spatial qui les protégerait contre toute attaque quels que soient les moyens employés par l'ennemi potentiel. Restés pendant les deux guerres mondiales comme un flot à l'abri des combats directs, les Etats-Unis cherchent à retrouver cette situation malgré le changement fondamental de la donne stratégique introduit par l'existence des ICBM, ces missiles balistiques intercontinentaux, et leur possession par d'autres puissances. Non seulement l'URSS, redevenue la Russie, mais la Chine et peut-être, demain, la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, ces « Etats-parias » dans lesquels Washington voit l'ennemi de demain.

La « guerre des étoiles » préparée à l'époque de Ronald Reagan était une folie, à la fois technique

et financière, que ses successeurs à la Maison Blanche n'ont pas poursuivie. L'idée d'un système de défense antimissile n'a pas été écartée pour autant. Depuis des années, des centaines de milliards de dollars ont été dépensés dans ce but, et l'administration Clinton, malgré ses préventions, a continué le programme d'études et d'essais, fût-ce à une échelle plus modeste. Il ne s'agit pas de placer le territoire américain sous une espèce de cloche qui le mettrait à l'abri de toute surprise, mais de développer des systèmes d'intercepteurs capables d'arrêter une agression limitée. Trois tests ont déjà été effectués au cours des derniers mois. Les deux derniers, en octobre 1999 et en juillet dernier, se sont soldés par des échecs. Ils ont fourni à Bill Clinton l'occasion d'ajourner une décision sur le lancement du programme pour la laisser au président qui sera élu le 7 novembre.

Le Pentagone a établi quatre critères pour juger de la pertinence d'un système de National Missile Defense (NMD) : la réalité de la menace, le coût, la faisabilité technique et les implications stratégiques. Même si le candidat démocrate Al Gore est resté très prudent sur un sujet qui ne fait pas l'unanimité dans son parti, ces quatre critères seront retenus quel que soit le prochain président. Ils s'entendent ainsi sur la réalité de la menace. Il existe, aux Etats-Unis, un consensus autour de l'idée que les risques pour la sécurité nationale ont changé depuis la fin de la guerre froide.

TERRORISME INTERNATIONAL

Comme l'explique le général Shelton, ancien chef d'état-major, la menace soviétique disparue, la sécurité des Etats-Unis (et accessoirement celle de leurs alliés) peut être mise en cause par l'instabilité régionale, le terrorisme international et

la possession par les « Etats-parias » d'armes de destruction massive, avec les vecteurs permettant de les transporter. C'est à cette dernière menace que doit répondre le NMD.

Le coût n'est certainement pas un obstacle insurmontable. Toutes les déclarations des dirigeants américains, a fortiori quand ils sont candidats à une élection, soulignent que la défense du pays ne doit faire l'objet d'aucun marchandage et que les fonds nécessaires seront dégagés pour garantir la sécurité des citoyens. La faisabilité technique n'est pas un obstacle non plus. Deux échecs consécutifs ne doivent pas conduire à la conclusion que les Américains ne seront pas en mesure de parvenir à leurs fins.

Restent les implications stratégiques et, sur ce point, les divergences apparaissent entre Al Gore et le candidat républicain, George W. Bush. Le premier, dans la ligne

de Bill Clinton, sera sans doute très attentif à associer les Russes à la mise en place du NMD. Le déploiement d'un système de défense antimissile suppose des changements dans le traité ABM, signé en 1972 par les Américains et les Soviétiques. Jusqu'à maintenant, Bill Clinton n'a pas réussi à convaincre Vladimir Poutine que le développement du NMD était compatible avec le traité ABM ni que son déploiement était dans l'intérêt de la stabilité internationale. Les démocrates déclarent ne pas vouloir donner aux Russes un droit de veto sur la politique de défense des Etats-Unis, mais ils n'ont pas dit ce qu'ils feraient en cas de refus persistant de Moscou.

George Bush et ses conseillers ne s'embarrassent pas des mêmes précautions. S'ils arrivaient au pouvoir, ils seraient peut-être moins catégoriques qu'ils le sont aujourd'hui, mais, pour l'instant, ils affirment

qu'ils se passeront de l'accord des Russes. Ils considèrent même le traité ABM comme une relique dépassée appartenant au temps de la guerre froide, une époque où la dissuasion entre deux blocs antagonistes constituait le fondement de la sécurité.

Le deuxième point de divergence avec les démocrates concerne l'ampleur du dispositif. Pour Al Gore et ses amis, le système antimissile doit être limité aux attaques éventuelles venues des « Etats-parias » ; pour les républicains, le NMD doit permettre de faire face à tout agresseur pour devenir la pierre angulaire de la défense américaine. Dans cette hypothèse, les arsenaux chinois, voire russes, seraient visés. C'est un bouleversement total de la doctrine de dissuasion qui affecterait alors les Etats-Unis, leurs adversaires potentiels comme leurs alliés.

Daniel Vernet

Washington accorde à la Colombie une aide financière exceptionnelle

Le président Bill Clinton s'est personnellement rendu à Carthagène pour soutenir son homologue Andrés Pastrana dans la guerre contre les producteurs de drogue

CARTHAGÈNE
(nord de la Colombie)
de notre envoyé spécial

A trois heures d'avion de Miami, la Colombie est devenue l'une des préoccupations majeures des Etats-Unis. Moins stratégique que l'Europe ou l'Extrême-Orient, moins émotionnelle que Cuba ou le Proche-Orient, elle est néanmoins la troisième destinataire de l'aide américaine après Israël et l'Egypte. Un seul mot justifie cette situation : la drogue. Plus de 50 % de l'héroïne saisie et 90 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis proviennent de la République andine, qui a remplacé le Triangle d'or dans l'imaginaire collectif.

Bill Clinton a apporté publiquement son soutien au Plan Colombie du président Andrés Pastrana en se rendant fin août à Carthagène. Son cadeau a pris la forme d'une aide économique et sociale d'un montant de 1,3 milliard de dollars cette année sur un total de 7,5 milliards sur cinq ans. Dans l'immédiat, les trois quarts du premier versement sont destinés aux forces armées. Ce financement exceptionnel devrait permettre d'assurer leur formation au combat et, de manière significative, d'enseigner le respect des droits de l'homme. La fourniture de matériel militaire, en particulier des hélicoptères de combat, est également programmée. Washington espère ainsi affaiblir les FARC (Forces armées révolutionnaires), éradiquer chez elles la culture de la feuille de coca, et les forcer à négocier un accord politique mettant fin à des décennies de guerre civile.

« Cela fait plus de vingt ans que j'habite dans ce pays et que j'entends le même refrain. Dans les années 80, Reagan voulait réduire la production, mais ça n'a pas changé grand-chose. Aujourd'hui Clinton annonce plus ou moins la même politique », commente un homme d'affaires américain. Il est vrai que la guérilla s'est beaucoup renforcée depuis lors, en dépit de la mobilisation des forces armées et de l'appareil d'Etat. Et que ces mêmes soldats dont Washington exige un comportement exemplaire dans la lutte antidrogue sont étroitement liés aux

paramilitaires responsables d'atrocités et de trafic de poudre blanche !

Que faire ? La plupart des Colombiens espèrent que les efforts de négociation du président Pastrana joints à l'aide militaire promise par Bill Clinton convaincront les maquis de composer. Pour cela, il faut que l'Etat soit fort. Mais à quel prix ? Les organisations de défense des droits de l'homme américaines exigent que Bogota respecte les conditions mises par le Congrès à toute aide : que l'armée cesse de protéger les tortionnaires et qu'elle respecte la loi. Elles ont été choquées que la Maison Blanche accepte de lever ces conditions pour une année en faisant référence à des raisons de « sécurité nationale ».

Plus de 50 % de l'héroïne saisie et 90 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis proviennent de la République andine

Il s'agit pourtant bien de cela, selon les experts comme le général Barry McCaffrey, responsable de la « guerre américaine » déclarée à la drogue. Ces spécialistes rappellent avec constance que le fléau atteint les Etats-Unis de plein fouet : 52 000 morts par an, 5 millions de toxicomanes et un coût économique et social de 110 milliards de dollars. Pour réduire les dégâts dans une guerre sans fin, il faut s'attaquer à la fois à la source et aux consommateurs, de la Colombie aux rues de Brooklyn ; sans compter la frontière mexicaine par où transitent 60 % de la cocaïne. Depuis une dizaine d'années, la consommation a baissé de moitié outre-Atlantique.

La bataille est pourtant loin d'être gagnée aux Etats-Unis et cer-

tains voient dans le soutien des hommes politiques - démocrates et républicains confondus - au Plan Colombie un moyen d'échapper à leurs responsabilités. « C'est la classique attitude des bureaucrates : faire porter la responsabilité sur les autres. Mais c'est ici que nous devons gagner cette guerre et, dans notre économie de marché, la seule solution demeure l'élimination de la demande. Notre approche fondée sur la réduction de l'offre en s'en prenant aux gros bonnets de la drogue et en utilisant des herbicides ne marche pas », remarque le professeur Emilio Viano, de l'American University de Washington.

Mais cet engagement n'est pas sans risques. Les Etats-Unis ont beau affirmer qu'il n'y a aucun rapport entre la Colombie et le Vietnam - où s'embourba l'armée américaine dans les années 60 - et que la loi proscribit toute intervention militaire, il n'en demeure pas moins que certains, à Washington, craignent d'être pris dans un engrenage sans fin. D'autant que les stratégies, comme Gabriele Marcella, du War College, reconnaissent qu'il faudra une douzaine d'années pour que les effets du Plan Colombie commencent à se faire sentir.

Par-delà la question de la drogue, l'implication américaine en Colombie est l'une des manifestations d'un regain d'intérêt pour l'Amérique latine. Tout comme l'accueil chaleureux fait au président élu du Mexique, Vicente Fox, qui a mis fin à sept décennies de pouvoir du PRI. Les liens politiques et commerciaux des Etats-Unis avec le reste du continent se sont renforcés sous Bill Clinton, dont un des premiers gestes fut de signer l'Accord de libre-échange nord-américain Alena avec le Canada et le Mexique. Le président américain a, en outre, nommé des Hispaniques au gouvernement.

L'émergence d'un électoralat latino qui dépassera prochainement celui des Noirs et joue un rôle clé en Californie, en Floride ou au Texas y est sans doute pour quelque chose.

Patrice de Beer

Felix Rohatyn, ambassadeur des Etats-Unis en France « La France est l'un des grands gagnants de la globalisation »

D'ici à la fin de l'année, Felix Rohatyn regagnera New York. Durant les trois années de son mandat en France, il a vu naître l'euro et assisté au retour de la croissance sur le

Vieux Continent. Analyste attentif des évolutions économiques, il exprime ici ses optimistes et ses espoirs sur l'avenir de la relation euro-américaine sous tous ses aspects.



FELIX ROHATYN

« Parleriez-vous d'un malaise dans la relation entre l'Europe et les Etats-Unis ?

- Non. Si vous considérez les grands sujets - la sécurité, la guerre du Golfe, le Kosovo, notre attitude par rapport au système financier international face à la crise asiatique, au taux de change de l'euro -, nous agissons ensemble. Sur des sujets plus spécifiques, dans les domaines économique et commercial - OGM (organisme génétiquement modifié), bœuf aux hormones, par exemple -, j'observe que plus l'Europe se renforce, plus la concurrence devient dure entre nous. Ce sont souvent des sujets très politiques, qui touchent à l'identité, comme l'agriculture, et à la culture, comme la façon de se nourrir. A tort, on incrimine la globalisation. Plus exactement, on avance cette idée tout aussi fautive que la globalisation, c'est l'américanisation. C'est oublier que la France est l'un des grands gagnants de la globalisation.

« Il y a là, selon moi, une contradiction puisque vous gérez formidablement bien la globalisation. Si vous étudiez la performance de vos entreprises - et je sais à quel point elles sont concurrentielles - et de votre économie, vous et nous sommes deux des grands gagnants de la globalisation. Mais vous en méfiez, croyant que cela menace un peu votre identité et votre culture. Et plus votre performance s'améliore, plus, me semble-t-il, votre inquiétude sur votre identité augmente.

- Quelle est votre politique en matière de défense ?

- Nous sommes partisans d'une défense européenne. La raison en est simple. Chez nous, politiquement, on pousse beaucoup pour que l'Europe prenne des responsabilités plus fortes dans ce domaine, avec des budgets plus lourds, afin qu'il ne nous revienne pas toujours d'avoir à porter le plus gros du fardeau. En même temps, nous sommes très soucieux de ne pas diluer la capacité de fonctionnement de l'OTAN. D'où cette question : est-ce que la défense

européenne sera à tel point autonome et indépendante de l'OTAN qu'elle l'affaiblira ou est-ce une défense qui renforcera l'OTAN et vous permettra de mener des opérations auxquelles nous ne voulons pas participer ? Et, sous-jacente, cette autre question : l'industrie européenne de la défense va-t-elle fermer le marché européen aux entreprises américaines ?

- Vous n'avez cessé de défendre l'euro...

- Parce que j'y crois. Je sais qu'il y a cette psychose : parce que l'euro baisse, ce serait un signe de faiblesse de l'Europe. C'est, en fait, le signe de quelques faiblesses européennes, mais pas nécessairement de la monnaie.

« La monnaie a été un grand succès. Elle a créé un énorme marché des capitaux en euro ; elle a incité à la discipline budgétaire en Europe, à la réduction des taux d'intérêt, à neutraliser la crise asiatique et à favoriser la croissance... L'ensemble a permis à vos entreprises de trouver des capitaux pour faire des investissements considérables aux Etats-Unis. Le problème, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de capitaux qui reviennent. Ce qui crée un déficit de...

- Un déficit de quelque 200 à 300 milliards d'euros partis aux Etats-Unis depuis janvier 1999...

- J'y arrivais. Comme vous le savez, je suis passionnément épris de l'idée de l'Europe. Pour moi, l'Europe, c'est Jean Monnet : d'abord la Communauté charbon-acier, puis le Marché commun, le

marché unique et enfin l'euro. Je me suis dit que l'euro était l'avant-dernière étape avant l'intégration politique. Je suis donc arrivé à Paris en me disant que l'Europe politique était inévitable.

« Je m'aperçois aujourd'hui que l'Europe politique, c'est beaucoup plus difficile que je ne le croyais. L'Europe économique est pratiquement faite ; mais l'idée de l'avenir de l'Europe est moins claire. Fédération, confédération, union d'Etats souverains ? Ce sont les grandes questions qui surgissent. Or une partie du problème de l'euro, c'est qu'il faut plus d'intégration politique européenne, plus de coordination des politiques fiscales, d'emploi, de la retraite, etc. Pour renforcer l'euro, il faut renforcer l'Europe.

- Quand Hubert Védrine écrit : « Pour moi, la mondialisation c'est une uniformisation culturelle, le nivellement des identités (...), la fin des diversités », vous approuvez ?

- Pas du tout. Il y a des convergences entre l'Europe et les Etats-Unis, dans le domaine de la culture d'entreprise, par exemple. Mais il reste des différences de fond. L'Amérique veut toujours restreindre le rôle de l'Etat. Ici, le gouvernement reste perçu comme une nécessité pour la justice sociale. Vous avez une tradition égalitaire qui n'est pas du tout la nôtre. Je trouve que ce sont des différences très fondamentales... Et les échanges ne sont pas à sens unique. Sur la peine de mort, par exemple, c'est l'Europe qui est en train d'influencer les Etats-Unis.

« Cette crainte du nivellement ne me paraît pas justifiée, je crois qu'elle est d'ailleurs une spécificité française au sein de l'Europe. Personnellement, je peux vous dire que je suis ravi que Vivendi ait acheté Universal : ça enlèvera cette idée que vous ne pouvez pas trouver de distribution pour vos films. Nous sommes différents de vous à bien des égards et je crois que cela va continuer. »

Propos recueillis par
Alain Frachon

Camp Bondsteel, Kosovo : au bonheur des GI

CAMP BONDSTEEL
(sud-est du Kosovo)
de notre envoyé spécial

C'est une base militaire surgie de nulle part, presque une ville,

REPORTAGE

Tout y est : restaurants, cinémas, théâtres, salles Internet et...
antenne universitaire

un morceau d'Amérique dans le sud-est du Kosovo, au cœur de la zone opérationnelle américaine dans cette province. Le camp Bondsteel, du nom d'un GI décoré au Vietnam, accueille l'essentiel du contingent américain déployé au Kosovo depuis le mois de juin 1999 dans le cadre de la force internationale d'intervention (KFOR) dans cette province yougoslave, soit environ six mille hommes. Deux mille autres ont posé leur bardas à Gjilane, dans une base abandonnée par l'armée yougoslave lors de l'entrée de l'OTAN, le 12 juin 1999.

Les travaux ont commencé à Bondsteel moins d'un mois après que les premiers soldats britanniques eurent pénétré au Kosovo en juin de l'année dernière. La base n'est alors qu'un vaste champ légèrement vallonné à 4 kilomètres à l'est de la ville de Ferizaj (Urosevac en serbe). Dans cette province dévastée par des mois de répression policière serbe, les Albanais, affairés, avant l'hiver, à bacher leur toit brûlé par les forces serbes assistent, incrédules « au plus grand effort de construction, par les Américains, d'un camp militaire depuis la guerre du Vietnam », selon les termes du KFOR Chronicle, le journal de la force internationale.



Presque du jour au lendemain, une noria de camions chargés à ras bord de matériaux de construction acheminés depuis la Macédoine toute proche s'abat sur le sud-est du Kosovo. La nature est pliée aux exigences des logisticiens américains. Le terrain est retourné, arasé sur trois cents hectares. Progressivement, des petites collines émergent de ce qui n'était auparavant que champs et bois. Des routes sont tracées, des puits creusés par quelques milliers de travailleurs albanais encadrés par des militaires américains. L'US Army s'installe.

« POURQUOI SORTIR ? »

Un peu plus d'un an après, le Camp Bondsteel est maintenant une base solidement défendue, entourée de kilomètres de barbelés, protégée par des talus et des fossés, hérissée de miradors qui surveillent le no man's land. Des hélicoptères de combat sont stationnés sur l'une des hauteurs. Des dizaines de bunkers faits de sacs de sable entassés balisent le camp, au centre duquel trône le quartier général du contingent américain,

isolé des autres constructions. « C'est le syndrome somalien », avance un militaire français en référence au fiasco du débarquement en Somalie. L'armée américaine avait dû se retirer précipitamment, début 1994 - après avoir tenté de s'interposer entre des bandes rivales engagées dans une guerre meurtrière -, sous la pression d'une opinion publique scandalisée par le lynchage, filmé en direct, d'un de ses soldats.

« Les Américains sont obsédés par la sécurité de leurs soldats et ils ont la hantise qu'un des leurs soit tué », ajoute cet officier. Dans les rues de Pristina, les soldats britanniques, formés à l'école nord-irlandaise, patrouillent à pied par petits groupes, un simple béret visé sur la tête. A Ferizaj, les GI, casques lourds et gilets pare-balles, préfèrent avancer dans leurs Humvees, ces blindés trapus apparus durant la guerre du Golfe. Le contact avec la population est réduit au minimum. « Même en dehors des patrouilles, nous avons l'interdiction de sortir seul. Il faut être au moins deux par Humvee et partir à deux voitures, raconte un soldat

américain. De toute façon, nous avons tout sur la base. Pourquoi sortir ? »

L'armée américaine a tiré les leçons de la guerre de Bosnie, explique-t-on à Bondsteel. Pas question, comme dans la République voisine, que les soldats passent l'hiver sous la tente. Près de deux cents *seahuts* ont donc été construits. Chacune de ces constructions en bois peut accueillir trente soldats, répartis par chambres de six, équipées d'air conditionné et de sanitaires. Plus confortables que les tentes, elles seraient également plus économiques. Prévu pour résister cinq ans, elles nécessitent moins de travaux d'entretien que les classiques abris de toile.

Partant du principe qu'un « soldat heureux est un bon soldat », l'US Army a sous-traité à une société privée américaine la gestion du bonheur de ses GI. Tout y est, ou presque, pour la satisfaction culinaire : deux restaurants, inaugurés par Bill Clinton l'hiver dernier, et deux *fast-foods* Burger King ; pour le bien-être culturel : deux théâtres, deux cinémas, des salles Internet, des salles de vidéo et une bibliothèque ; pour la santé du corps : une immense salle de musculation, un terrain de basket couvert ; pour celle de l'esprit : une église et même l'antenne d'une université, où les courageux peuvent suivre des cours du soir. Plus un supermarché, un barbier, un hôpital mobile de campagne et une prison, où sont détenus quelques Serbes et Albanais. L'eau est puisée sur place. « Bref, nous sommes totalement autonomes. C'est tout juste si nous respirons le même air que les gens de la région », résume un officier.

Christophe Châtelot

Le Congrès assouplit l'embargo contre Cuba

DANS UN GESTE historique, la Chambre des représentants a décidé d'assouplir l'embargo américain en vigueur depuis 1962 contre Cuba. Cette mesure est contenue dans un texte supprimant les sanctions sur l'envoi de denrées alimentaires et de médicaments en Libye, en Iran, en Corée du Nord, au Soudan et à Cuba. Le projet de loi était soutenu par les grands exploitants agricoles, qui cherchent à ouvrir le marché cubain à leurs produits. Cependant, il inclut une clause empêchant tout financement public ou privé américain d'exportations vers Cuba. Ce vote marque un nouveau tournant dans les relations américano-cubaines, intervenant après l'affaire Elian, le petit orphelin cubain retenu par son grand-oncle à Miami. La saga Elian, qui s'est conclue le 28 juin 2000 par le retour du petit garçon à Cuba, avait montré des convergences sans précédent entre Washington et La Havane. En consacrant une certaine perte d'influence de la communauté anticastro de Miami aux Etats-Unis, elle avait aussi marqué le début d'un changement d'attitude de l'opinion américaine concernant Cuba.

M. Clinton reçoit un Coréen du Nord

IL NE SORT JAMAIS, est pratiquement inconnu du reste du monde, mais l'administration Clinton a déroulé le tapis rouge à l'occasion de sa venue : pour la première fois depuis cinquante ans, un dignitaire de la Corée du Nord est venu, début octobre, en visite officielle à Washington. Le vice-maréchal Jo Myong-rok, numéro deux dans la hiérarchie dirigeante de Pyongyang, a été reçu par le président américain, qui espère que cette visite permettra de pérenniser la réduction des tensions dans la péninsule coréenne, l'un des derniers bastions de la guerre froide. La Corée du Nord souhaite se débarrasser de l'étiquette d'« Etat-paria » (rogue state) ou Etat encourageant le terrorisme, utilisée par la Maison Blanche à son égard, d'autant qu'elle a décidé, en septembre 1999, de geler son programme de missiles intercontinentaux. Pour Washington, la visite du vice-maréchal nord-coréen représente un « signal » important de la part du régime de Kim Jong-il, qui s'ouvre peu à peu au monde depuis le sommet historique des deux Corées en juin à Pyongyang. - (AP, Reuters.)

DÉPÊCHE

■ OMC : l'ultime obstacle américain à l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce a été levé le 19 septembre quand le Sénat a voté en faveur de relations commerciales permanentes et normales (PNTR) avec le régime de Pékin. La Chambre des représentants avait adopté le texte en mai. Ce vote représente un succès diplomatique pour Bill Clinton, qui avait estimé que le traité constituait la « plus grande chance d'obtenir des changements positifs en Chine depuis la visite de Nixon et la normalisation de nos relations par le président Carter dans les années 70 ». - (Corresp.)

Paradox of American Power: All Pumped Up With Nowhere to Go

By DAVID E. SANGER

WASHINGTON — Toward what ends should America harness the astounding economic, military, political and cultural power it has accrued?

Put another way, why is the country having so much trouble establishing its international priorities? The truth is, hegemony is not all it's cracked up to be. It seemed easier in the early 1990's, after the Cold War had been won, but before the American economy had begun its flight into the stratosphere. Twenty million new jobs ago, making the world safe for American exports, for freer and fairer trade, was a rallying call that resounded far beyond the Chamber of Commerce.

Since then, as American economic might has soared, the confusion about how to wield it has deepened. One day Amer-

Wielding influence is difficult in a world that resents the United States

ican power is about expanding democracy, the next it is about a (short-lived) "Clinton Doctrine" of humanitarian intervention, even in places where America's national interests are remote. In the last two years the emphasis has turned to new initiatives to combat old threats, from nuclear proliferation to narco-terrorism, and to bestowing national security threat status on new issues, like cyber-crime, global economic meltdown and AIDS.

What unites this laundry list is that none of the items on it will ever achieve the bumper-sticker simplicity of fighting Communism, the great national purpose for nearly half a century after World War II.

"If the nostalgia is for a single word that is decisive in every issue that you face, like

'containment' was, well that world is gone," said Samuel R. Berger, the president's national security adviser. "Nobody said it would be easy to construct a foreign policy for a global era."

The Presidential candidates, Gov. George W. Bush and Vice President Al Gore, have shown little inclination to offer bold answers to the basic question of what American power should be for.

In truth, both men have calculated, probably correctly, that there is little political advantage to announcing grand new architectures for foreign policy. Such pronouncements invite only mockery now, and trouble later, when the trade-offs of policymaking collide with the neat slogans of campaigning.

But if the candidates want to sidestep the issue, history suggests this may not be possible. As the Romans discovered long ago, and the British not so long ago, the concentration of power in a single nation creates a balance-of-power reaction.

"It's a law of political physics," says Michael Beschloss, the presidential historian, noting the "intense American reaction against British economic and military power," which lasted from the Revolutionary War until World War II.

Americans, however, tend not to be equally mindful of how their own power is viewed around the world today. It is resented. So much so, says Mr. Beschloss, that "one of the most important questions Americans should be asking the presidential candidates is, 'How do you plan to respond if Russia and Japan and China and Europe find ways to frustrate American power?'"

What sort of foreign policy agenda makes sense at this moment, when American power is unquestioned, but its authority is anything but? The first step may be to recognize that the very fact of that power can make it more, not less, difficult for the nation to act unilaterally.

It's also true that, while resistance to America's power is growing, it is also inconsistent. Chinese students celebrate Michael Jordan as they denounce American imperialism; Euro-



Tony Cenicola for The New York Times

peans are not about to give up Microsoft Windows (or McDonald's), and Russian leaders happily take American-backed aid even as they rail that the International Monetary Fund is stuffing American-style capitalism down their throats.

Still, how they react is their business. As Richard N. Haass, a Brookings Institution scholar and former official in the Bush Administration, noted recently, any "effort to assert or expand U.S. hegemony will fail. Such an action would lack domestic support and stimulate internation-

al resistance, which in turn would make the costs of hegemony all the greater and its benefits all the smaller."

A second step is to recognize that even a superpower must focus its resources. If AIDS and global warming, say, are regarded as national security crises equivalent to reducing nuclear arms or stabilizing Russia, then American diplomacy will find its energies and its influence dissipated.

The third step lies in recognizing that the inseparability of economic and foreign policy is

here to stay — even if State Department traditionalists and C.I.A. covert operations types continue to look at trade and globalization as "low diplomacy" compared to the life-and-death struggles of the Cold War.

In fact, Mr. Clinton's lasting imprint on American diplomacy may well be his recognition that preserving the peace and creating a stable global economic system are two sides of the same coin.

Even Mr. Clinton's harshest critics say that the North American Free Trade Agree-

ment, the administration's first major international initiative, was about assembling a political alliance under the guise of a trade accord.

On the other hand, the battle over trade within the Democratic party got so intense that the White House dropped its drive to expand the trade pact with Mexico to much of the rest of Latin America. The administration allowed the need to placate labor unions to hinder the United States from exercising its influence.

"If the U.S. is going to use its power over time it's got to be committed and consistent," said Robert Zoellick, a former top official under President Bush and now a top adviser to his son. "The strategy the U.S. applied to Mexico needs to be expanded to the western hemisphere at large."

Commitment also means following through on the boring stuff after it has fallen far off the front page. Mr. Clinton couldn't stop talking about the need for a "new economic architecture" during the Asian crisis. But as the worst effects faded, so did the talk of lasting solutions.

A final requirement for a workable new approach to foreign policy is that it factor in the erosion of national sovereignty — America's and everybody else's.

When the World Trade Organization rules that the United States cannot subsidize exporters, or block fish from countries that fail to protect sea turtles, someone screams, "Who elected these guys?" The answer is that the United States did, when it pressed harder than any nation to set global rules of behavior, in everything from trade to war crimes.

Paradoxically, as Washington chafes whenever it loses an international dispute, the rest of the world believes the system is rigged entirely to America's advantage.

If for that reason only, to maintain its influence, America must be seen to be sharing power, not hoarding it. And that will require Washington to work in a more subtle and circumspect manner than either Democrats or Republicans are going to like.

America Keeps Looking For a Good Man in Africa

By BLAINE HARDEN

On his first trip to Africa two years ago, President Clinton dreamed that his journey would be remembered in a hundred years as "the beginning of a new African renaissance." The president singled out four African heads of state whose free-market savvy would help revive the world's poorest continent.

Since then, all four leaders in Uganda, Rwanda, Ethiopia and Eritrea — have crippled their nations' economies with wars.

"We Americans are so desperate for good news on the continent that it is almost irresistible when we find a good man in Africa," said Edward P. Brynn, the former American ambassador to Ghana who greeted Mr. Clinton in Accra on the first leg of his 1998 trip. "The only way we seem to be able to identify success in Africa is through personalization."

On his return engagement in Africa in August, Mr. Clinton again sang the praises of a good man in Africa. This time it was President Olusegun Obasanjo of Nigeria, a former general who was elected last year. The Clinton administration has seized on Mr. Obasanjo, whose victory ended years of military dictatorship, as an anchor of democratic stability in West Africa.

Again, there are risks. Mr. Obasanjo presides over a country that is fractured north from

south by Islamic extremism. Nigeria is the second-most corrupt nation on earth (after neighboring Cameroon), according to Transparency International, a nonprofit anti-corruption group based in Germany. The former general's record on human rights has been stained by his order for soldiers to destroy a town in the oil-producing Niger delta.

Echoing the concern of many longtime Africa watchers, Mr. Brynn, a former No. 2 in the State Department's Africa bureau, says the United States must resist the temptation of "putting all our eggs in the personality basket."

Mr. Brynn and others argue that the only way for Americans to help Africa is to join with European allies in the complex job of rebuilding institutions that have been falling apart for decades. Most important are the civil service, courts, the police and the military.

After the collapse of colonialism in the 1960's, early American efforts to aid newly independent states foundered when grants were badly monitored and often stolen by corrupt bureaucrats. In the past decade, the United States and other donors from Europe have funneled money through private and religious groups whose work in health care, basic education and small business development can be monitored.

"We failed to keep a real



Agence France-Presse

American officials have high hopes for President Olusegun Obasanjo of Nigeria.

hands-on posture with aid," said Mr. Brynn, who served as a diplomat on the continent for 17 years in six different countries. "We allowed a small, clever class that inherited power from the colonial masters to take us to the cleaners. It will take a whole lot of time and money to turn Africa around."

J. Stephen Morrison, who left the State Department's policy planning staff last spring after four years of working on Africa policy, agrees that more money and more skilled people are needed to rebuild the continent.

"Are we hanging too much on Obasanjo?" Mr. Morrison asked. "That is clearly a danger we face. We have to invest in institution building — the military, the legislature, getting a handle on corruption. But we cannot do any of this stuff on the cheap. It has got to be sustained beyond this president and beyond Obasanjo."

U.S Policy Wavers on Human Rights

By CLIFFORD KRAUSS

LIMA, Peru — In recent years President Clinton has apologized for the C.I.A.'s training of death squad leaders in Guatemala and has made public once-secret files on the killing of leftists in El Salvador, Chile and Argentina. The aim was to show that democracy and human rights have a new importance in American policy in Latin America now that the cold war is over.

But the rise and fall of Vladimir Montesinos, President Alberto K. Fujimori's intelligence chief, who recently fled for asylum in Panama with a helping hand from Washington, suggests that the change in priorities may not be so great.

Until his recent disgrace, Mr. Montesinos flourished during President Clinton's watch. Long after there were credible reports that he was involved in torture, disappearances, election-fixing and taking bribes from drug traffickers, the C.I.A. still used him as a valued asset.

The experience raises the question of what has changed since the days when Washington more or less openly promoted the autocratic likes of Anastasio Somoza in Nicaragua, Augusto Pinochet in Chile and Manuel Noriega in Panama.

In those days, too, there was talk of "democratic values." In practice, though, those values won out only when they converged with cold war interests — like containing Cuba or over-

throwing Nicaragua's Sandinistas. Then the Carter, Reagan and Bush administrations incorporated the sponsorship of free elections into their playbooks for keeping leftists out of power. By the time President Clinton was proclaiming his support for democracy, he was in the morally comfortable position of dealing with mostly civilian presidents.

But in Colombia and Peru, the drug trade was rising and old guerrilla movements sur-

Peru's disgraced spy chief is another ignoble ally of America.

vived. Tips were needed to locate the newest cocaine traffic route and to foil terrorist attacks. So there were still temptations (and rewards) for dealing with the likes of Mr. Montesinos. "The problem is the C.I.A. people want to collect intelligence and the D.E.A. people want to show good numbers on interdictions and the human rights argument gets short shrift," said Elliott Abrams, who was President Reagan's assistant secretary of state for inter-American affairs. "There comes a point when you have to say, 'I don't care that he is useful because he is a monster.'"

In Mr. Montesinos's case, that point finally came in September, when a scandal erupted over his involvement in bribing a legislator. Months before, officials say, the State Department had questioned the relationship with him because he had designed the dirty tricks campaign that led to Mr. Fujimori's tainted victory in May. But he finally lost the C.I.A.'s sympathy because it had evidence that he was involved in Peruvian gunrunning to Colombia's guerrillas when Washington was preparing a push against drugs in rebel-held areas.

When Mr. Fujimori took power in 1990, Mr. Montesinos became his unofficial intelligence chief and soon the C.I.A.'s main liaison. When the C.I.A. created a counter-narcotics operation in Peru's intelligence agency, it put Mr. Montesinos in charge. As the man who could coordinate Peru's often fractious military and police commands, he became invaluable to the American war on drugs. Between 1994 and 1998, cocaine production and trafficking shrank sharply, and American diplomats still give Mr. Montesinos grudging credit in that.

"Undoubtedly the United States benefited in some manner dealing with Montesinos," said Robert A. Pastor, the top Latin America adviser in the Carter White House. "But the benefits were outweighed by the costs of being used by Montesinos for his own purposes and the United States ultimately being tainted by the relationship."

ÉLECTION Dans la course à la Maison Blanche, on avait assisté, l'hiver dernier, à une primaire tonique, à droite, entre George W. Bush et John McCain. Le rouleau compresseur de

l'appareil républicain a finalement eu raison du rebelle McCain. ● LES PRIMAIRES PASSÉES, les électeurs américains ont dû se rabattre sur un plus terne face-à-face Bush/Gore,

avec des thèmes de campagne très classiques : retraites, assurance-maladie, éducation... Si le résultat s'annonce serré, l'abstention pourrait atteindre un niveau record. ● JOE

KLEIN, chroniqueur politique, insiste sur l'extrême difficulté du métier de président pour mieux souligner la fragilité et le manque de talent des candidats. ● AUTRE ENJEU de l'élec-

tion : la Cour suprême. Selon le résultat, elle pourrait, dans les années à venir, pencher à droite ou à gauche, ce qui aura des répercussions considérables sur la vie du pays.

Comment l'establishment politique a volé le rêve américain

Les partis républicain et démocrate ont eu raison de la candidature de John McCain, qui suscitait pourtant l'enthousiasme national. Les conventions de l'été ont vu le triomphe de l'argent, du marketing politique, de l'appareil et de l'organisation. La fin de l'espoir d'une autre politique

NEW YORK

de notre correspondante

Fin 1999, à un an de l'élection de l'an 2000, les experts promettaient un duel alléchant entre un faux nouveau venu, George W. Bush, à droite, et un ancien joueur de basket-ball revenu de la politique, Bill Bradley, bien décidé à détrôner le vice-président Al Gore, dans le camp de la gauche.

Et puis, brusquement, il y eut une grande bourrasque tonique. Dans les neiges du New Hampshire où, tous les quatre ans, au début de la saison des primaires, se font et se défont des destinées politiques, John McCain, soixante-trois ans, héros et rebelle, bouleverse la donne, pulvérisant dauphins, outsiders, sondages, experts et statu quo. Sillonant la campagne à bord d'un autocar baptisé le Straight Talk Express, le sénateur de l'Arizona, auréolé de son passé authentiquement héroïque de prisonnier de guerre au Vietnam, rend le goût du rêve à des Américains dégoûtés de la politique.

Ses meetings deviennent des événements, dans des salles pleines à craquer où, républicain ou démocrate, on vient depuis les Etats voisins, le dimanche en famille. L'enthousiasme y est palpable. Il se passe enfin quelque chose dans cette campagne, une passion que

les médias n'avaient pas prévue, que les partis n'avaient pas organisée, que l'establishment politique n'avait pas voulue : si peu voulue que la presse parle de la « mutinerie McCain », ou de l'« insurrection McCain ».

Lorsqu'il remporte la primaire républicaine du New Hampshire, John McCain est élevé au rang de phénomène. Sur quoi repose ce phénomène ? Sur son aura de héros, bien sûr, qui avait déjà fait fantasmer les Américains lorsque le général Colin Powell avait flirté avec l'idée d'une candidature. Mais aussi sur un discours de modération, de renouveau de la politique, de réforme du financement des campagnes électorales, d'assainissement du processus démocratique, d'indépendance par rapport aux barons de la politique et de l'argent. En moins flamboyant, Bill Bradley défend des idées similaires dans le camp démocrate.

Flairant le danger, l'establishment républicain lâche ses chiens. Au Sénat, ses collègues racontent de moins en moins discrètement combien il est difficile de travailler avec l'imprévisible John McCain. « C'est plutôt bon signe, relève, imperturbable, une mère de famille venue assister à l'un de ses meetings. Ça montre qu'il est vraiment



indépendant. » Les républicains du Congrès ont simplement oublié combien ils sont impopulaires dans le pays.

Mais l'énorme machine des partis politiques se met en branle : l'appa-

reil républicain a choisi George W. Bush et l'appareil démocrate roule pour Al Gore. Face à la masse financière, à la puissance d'organisation que cet appui leur confère, au rouleau compresseur des spots télé-

visés payés par les lobbies, le combat est trop inégal. Plus charismatique et plus convaincant que Bill Bradley, John McCain résistera plus longtemps, mais, aussi touchant que soit le succès des contributions individuelles qui pleuvent sur son site Internet, il est dérisoire à côté des ressources de la campagne Bush. En mars, John McCain, battu dans quelques primaires-clés, se retire de la course au profit du gouverneur du Texas.

L'AUTOMNE AU COUDE-À-COUDE

La campagne 2000 devient alors une campagne comme les autres. Ou presque. Les deux dernières élections avaient opposé des hommes au parcours et à la personnalité diamétralement opposés, celle-ci met en scène deux baby-boomers fils de politiciens, élevés dans le sérail. Pendant l'été, les conventions de leurs partis respectifs consacrent l'élimination de toute spontanéité de cette campagne, le triomphe de l'argent, du marketing politique, de l'appareil et de l'organisation.

Colin Powell prononce le meilleur discours de la convention républicaine, mais ses exhortations tombent dans le vide. John McCain, lié par la solidarité de parti, monte à la tribune et s'acquiesce de son devoir avec si peu de conviction qu'il ne mention-

ne même pas le thème qui l'a fait triompher au début des primaires, la réforme du financement des partis. Affecté une semaine plus tard par une rechute d'un cancer de la peau, le sénateur McCain disparaît de la campagne.

L'automne offre une lutte au coude-à-coude entre Al Gore et George W. Bush, dans le ronronnement des discours sur la réforme des régimes des retraites, l'assurance-maladie et la décrépitude des écoles publiques. Jamais, depuis vingt ans, une élection n'a été aussi serrée, mais l'on prévoit une abstention record. Pour le premier face-à-face télévisé des deux candidats, les états-majors promettent 75 millions de téléspectateurs : ils ne seront que 46 millions.

Symboles du règne de l'image, Al Gore et « W » y arborent le même costume sombre, la même chemise blanche, la même cravate rouge. Lors du deuxième débat, le 11 octobre, leur priorité est claire : gommer les différences, séduire les mêmes électeurs. Assise sur sa prospérité, l'Amérique, dit-on, ne s'intéresse pas à la politique. Peut-être aspire-t-elle tout simplement, comme l'a montré l'épisode McCain, à une autre politique.

Sylvie Kauffmann

TROIS QUESTIONS À...

JOE KLEIN

1 Vous avez couvert plusieurs élections présidentielles pour Newsweek et le New Yorker. Quel jugement portez-vous sur la campagne actuelle ?

Je n'ai jamais couvert une campagne aussi inintéressante ! Aucun des candidats n'a vraiment un grand talent politique. Cela dit, personne ne sait quel genre de président George W. Bush pourrait être. On pourrait être agréablement surpris ou... déçu car il donne l'impression de ne pas savoir tout ce qu'un président devrait savoir. Même Clinton, l'être le plus intelligent que j'aie jamais connu, m'a avoué récemment avoir été confronté à des décisions importantes auxquelles il n'était pas préparé lors des deux premières années de sa présidence, et qu'il estime s'être trompé.

2 Avez-vous observé un changement chez Gore depuis son intervention à la convention démocrate ?

C'est le sort de tout vice-président qui aspire à être président. Il est d'abord perçu comme ennuyeux, mais dès qu'il parle lors de sa convention, tout change. Pour Gore, le « ticket » avec Joe Lieberman a été déterminant. C'est très étrange, on dirait qu'avec Lieberman à ses côtés Gore a changé, jusqu'à son métabolisme : il bouge différemment, il est plus confiant et, Dieu merci, il parle plus rapidement. Dick Cheney a eu l'effet inverse sur Bush, qui donne l'impression d'être devenu plus lourd, moins agile, sans charme. Avec Cheney, Bush donne l'impression d'être un fils à papa qui a besoin d'un baby sitter.

3 Comment expliquer que, dans un pays où l'économie prospère et où les chefs d'entreprise sont des héros populaires, Gore parvienne à monter une campagne contre le « big business » ?

C'est en effet un peu surprenant. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes une nation de classe moyenne et que les Américains, malgré leur prospérité actuelle, se demandent si cela va durer. Lorsque Gore se présente comme le « protecteur » de la classe moyenne, il rassure. Et puis, il a bien compris ses ennemis parmi les riches : les grandes sociétés pharmaceutiques, les industriels du tabac, ou encore les sociétés pétrolières qui sont, sans exception, des « grands méchants ».

Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

La Cour suprême va-t-elle pencher à droite ?

NEW YORK

de notre correspondante

Les candidats en parlent peu, les électeurs n'y pensent guère, mais les experts y voient un enjeu essentiel de l'élection présidentielle du 7 novembre : plus que jamais la composition de la Cour suprême est entre les mains du prochain président des Etats-Unis.

Chargée de l'interprétation de la Constitution, la Cour suprême intervient dans pratiquement tous les aspects de la vie publique ; elle est composée de neuf juges, tous nommés à vie par le président des Etats-Unis. Par un concours de circonstances, au moins un ou deux juges, voire trois, sont susceptibles d'être remplacés dans les quatre à huit années à venir, en raison de leur âge ou à cause de leur état de santé. Bref, le prochain président pourra faire basculer la Cour suprême à droite ou à gauche.

Les conséquences potentielles d'un tel bouleversement pour la vie quotidienne des Américains sont considérables. La Cour suprême actuelle repose sur un délicat équilibre entre trois juges résolument conservateurs (William Rehnquist, Antonin Scalia, Clarence Thomas),

quatre juges de gauche ou de centre gauche (John Paul Stevens, Ruth Bader Ginsburg, Steven Bryer, David Souter) et deux juges centristes (Sandra Day O'Connor et Anthony Kennedy), ces deux derniers faisant régulièrement pencher la balance dans un sens ou dans l'autre. Au cours de l'année judiciaire écoulée, un tiers des décisions de la Cour ont été rendues à une majorité d'une seule voix. Le calcul est simple : la nomination d'un seul nouveau juge peut avoir un impact décisif sur cet équilibre.

LE DROIT À L'AVORTEMENT

La question de l'avortement illustre parfaitement cette dynamique. C'est un arrêt de la Cour suprême, *Roe versus Wade*, adopté par une majorité de sept contre deux, qui a légalisé l'avortement en 1973. Depuis, la Cour a été amenée, à maintes reprises, à réexaminer la question, réaffirmant récemment le principe fondamental du droit à l'avortement par une majorité de six à trois. En revanche, une loi adoptée par trente Etats américains interdisant « l'avortement tardif », pratiqué dans la deuxième moitié de la grossesse, n'a été rejetée par la Cour suprême

qu'à une majorité d'une voix au printemps dernier. Cette décision fait redouter aux partisans du droit à l'avortement qu'une éventuelle victoire de George W. Bush, qui, pendant la campagne, a désigné MM. Scalia et Thomas, les deux membres les plus conservateurs de la Cour, comme ses juges préférés, n'aboutisse à un grignotage progressif du droit à l'avortement. Le vice-président Al Gore, lui, est très clair sur ce point : s'il est amené à nommer des juges à la Cour suprême, la sauvegarde du droit à l'avortement sera l'un de ses critères.

Parmi les autres thèmes sur lesquels la Cour s'est montrée très divisée figurent la politique de promotion des minorités raciales, ou *affirmative action*, la place de la religion dans la vie publique avec la question toujours sensible de la prière à l'école, les droits des homosexuels et, surtout, l'éternelle question du fédéralisme, sur laquelle les neuf juges ont passé beaucoup de temps ces dernières années, donnant une impulsion très controversée aux compétences des Etats fédérés au détriment de celle de l'Etat fédéral.

S. K.

Les candidats s'intéressent aux vrais problèmes des « vraies gens »

CLEVELAND

de notre envoyé spécial

« Les Etats-Unis sont en paix, l'économie est prospère et la campagne électorale est dépourvue d'enjeux fondamentaux. Les candidats doivent donc concentrer leurs efforts sur les problèmes qui touchent la vie quotidienne des électeurs. » John Trakas, élu républicain de l'Ohio, définit ainsi la campagne que mènent les candidats dans son Etat, l'un des plus disputés, où les électeurs des classes moyennes – enjeux de toutes les convoitises – feront la différence entre George W. Bush et Al Gore. Ce jeune parlementaire d'origine grecque a, comme beaucoup de gens de l'Ohio, ses propres idées, et s'il est, comme son parti, contre l'avortement, il s'en différencie par son hostilité à la peine de mort.

C'est dans l'Ohio que le candidat démocrate Al Gore s'est rendu pour présenter son plan d'action sur dix ans intitulé « Prospérité pour les familles américaines ». C'est aussi à Cleveland, au bord des Grands Lacs, que le candidat républicain, George W. Bush, a défendu son « Vrai plan pour des vraies gens » et sa réforme du système des retraites, appelé Social Security. Et les petits candidats, de gauche comme Ralph Nader ou d'extrême droite comme Pat Buchanan, comptent beaucoup sur les ouvriers – laissés-pour-compte de la nouvelle économie ou victimes

de la mondialisation – pour renforcer leurs maigres troupes. Car, dans cet Etat qui a longtemps prospéré grâce à l'industrie lourde, la sidérurgie ou les pneumatiques, la crise a laissé derrière elle quantité d'usines fermées alors que la cyber-économie est encore balbutiante.

L'Ohio est pourtant assez représentatif de l'attitude du pays sur les enjeux-clés de cette élection qui sont, comme le rappelle Thomas Mann, de la Brookings Institution de Washington, la santé et les retraites. L'éducation est aussi importante, mais les électeurs ont de la peine à faire la différence entre les détails présentés par les candidats ; la seule nuance perceptible est qu'Al Gore est opposé à la subvention d'écoles privées par le biais de crédits attribués aux parents, alors que George W. Bush la préconise.

Faire confiance aux Américains signifie, pour George W. Bush, une privatisation partielle des retraites. Il propose que les salariés puissent investir en Bourse une petite partie de leur pécule : « Ce sera leur portefeuille boursier », pas celui de l'Etat tencaculaire, qui le place à des taux d'intérêt « misérables », et ça leur rapportera plus gros, affirme-t-il. Les applaudissements sont polis : le projet est complexe, mais il est aussi risqué pour ceux qui ont vu Wall Street jouer le Yo-Yo depuis le début de l'année. Des experts interrogent, sans compter Al Gore bien entendu : comment le candi-

dat républicain entend-il compenser cet argent retiré du budget pour continuer à payer les retraites ?

Pour les personnes âgées, qui votent bien plus que les jeunes, la grande inquiétude est le remboursement de leurs ordonnances. L'assurance publique – Medicare –, qui couvre 49 millions d'Américains, n'y contribue que partiellement, ou pas du tout, alors que le secteur privé se retire du marché et que le coût des médicaments, exorbitant aux Etats-Unis, augmente de 15 %

Par-delà les différences de programme, deux philosophies s'affrontent

par an selon l'AARP (Association des retraités). C'est donc la préoccupation principale de millions de retraités, qui dépensent des centaines de dollars par mois et doivent parfois choisir entre se soigner et se nourrir. Les *baby boomers*, dont les parents dépendent du Medicare et qui savent qu'ils le deviendront un jour, partagent les mêmes soucis.

Dans un pays où l'on se méfie de

Washington, « *inside the Beltway* » – qu'on peut traduire par « à l'intérieur du périphérique » –, le Medicare hérité du New Deal demeure immensément populaire. C'est pourquoi Al Gore veut consacrer 340 milliards à rembourser les ordonnances de ceux qui vivent avec moins de 11 300 dollars par an. Le gouverneur du Texas a répliqué plus modestement en proposant 198 milliards de dollars. Il veut associer à son plan les HMO (organisations de gestion des soins, privées), fort impopulaires. Ce qui explique pourquoi, confrontés à leurs factures mensuelles, certains vétérans du Parti républicain de Cleveland, parfois de mère en fille, comme Eunice Radike, quatre-vingt ans, envisagent de voter démocrate le 7 novembre.

La proposition de baisse massive des impôts de 1 317 milliards de dollars émise par George W. Bush n'a pas eu le succès qu'il en escomptait. Même s'il continue d'en parler, ce n'est plus sa priorité et il préfère insister sur le thème de la méfiance à l'égard des institutions et de l'individualisme, si chers au cœur des Américains. « Il faut rendre aux gens leur argent ! », a-t-il déclaré à Cleveland en parlant du surplus budgétaire. Son projet, proclamé-t-il, s'appliquera également à tous et bénéficiera surtout aux plus riches.

Par-delà les différences de programme, dont la complexité dépass-

se souvent l'électeur moyen, qui ne s'intéresse à la campagne présidentielle que pendant les dernières semaines, deux philosophies s'affrontent. Celle des démocrates, qui font confiance à l'administration pour gérer des programmes sociaux, et celle des républicains, qui se méfient de Washington – c'est le leitmotiv de George W. Bush – et préfèrent distribuer les fonds au niveau des Etats ou des comtés. C'est d'autant plus important que ceux-ci contrôlent nombre de programmes : ainsi, l'administration fédérale ne participe que pour 7 % au budget de l'éducation. Les choses ont toutefois changé. George W. Bush fait, par exemple, confiance au département de l'éducation – que ses amis politiques voulaient dissoudre – pour améliorer la situation scolaire, et Al Gore fait assaut de centrisme, suivant en cela la réorientation amorcée par Bill Clinton.

Etat modéré, bien que dominé par le Grand Old Party, l'Ohio est la cible parfaite de ce recentrage. Le rôle de l'Etat y est vu de manière moins négative que dans le Midwest ou dans le Sud. Les enjeux économiques et sociaux y sont considérés comme primordiaux, et, dans ce domaine, les électeurs font davantage confiance aux démocrates et ne sont pas tentés de changer de parti en période de prospérité.

Patrice de Beer

Après neuf ans de croissance ininterrompue, le pays connaît une prospérité sans précédent

La haute technologie dope la productivité des entreprises

La croissance aux Etats-Unis devrait afficher un taux de 5 % cette année, après avoir atteint 4,2 % en 1999. En dépit d'une situation de plein emploi,

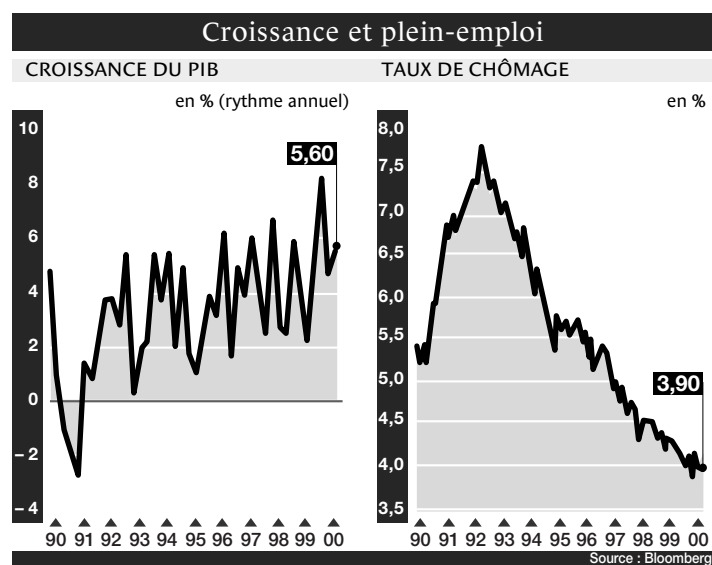
l'inflation reste contenue. L'économie américaine semble s'être affranchie des butoirs traditionnels de tout cycle conjoncturel. Pour autant, la bulle

boursière, le surendettement des ménages et les déficits commerciaux et financiers sont des menaces pour une prospérité sans précédent.

L'ÉCONOMIE américaine est entrée au mois d'octobre dans son 115^e mois consécutif de croissance, plus de neuf ans sans interruption. Un cycle sans précédent en période de paix. Plus impressionnant encore, le rythme de l'activité s'accélère. Les chiffres des derniers mois sont spectaculaires : 7,3 % (en rythme annuel) au quatrième trimestre de 1999, 5,4 % pour les trois premiers mois de l'année et encore 5,2 % au deuxième trimestre. Pour l'ensemble de cette année, sauf accident, la croissance devrait être de l'ordre de 5 %, après avoir atteint 4,2 % en 1999.

Conséquence de ces années de prospérité, 22 millions d'emplois ont été créés et le chômage est descendu, en septembre, au niveau plancher de 3,9 % de la population active. Un tel chiffre signifie que les Etats-Unis connaissent le plein emploi. Et tout cela sans inflation. Dans le même temps, les finances publiques ont été assainies. La dette de l'Etat fédéral se réduit et pourrait être totalement remboursée en 2012. A condition que le miracle se prolonge. Est-ce possible ?

Une question qui s'apparente à un casse-tête pour les économistes. Ils n'ont cessé, depuis le milieu de la décennie 90, de pronostiquer un atterrissage en douceur de l'économie américaine. Mais, chaque année, ils sont contraints de réviser à la hausse leurs prévisions initiales de croissance et reportent à l'année suivante le scénario du ralentissement. En juin 1999, le consensus des principaux économistes américains s'établissait à 2,5 % de croissance pour l'an 2000. La moitié de l'évaluation actuelle. Les mêmes économistes anticipent aujourd'hui



L'économie américaine, en neuf ans de croissance ininterrompue, est parvenue à une situation de plein-emploi.

une croissance de 3 % en 2001... L'économie américaine ne répond plus aux modèles classiques. Elle semble s'être affranchie des butoirs traditionnels de tout cycle conjoncturel. Les tensions sur le marché du travail, la saturation des capacités de production, l'accélération de l'inflation, la hausse des taux d'intérêt sont autant de facteurs qui finissaient traditionnellement par mettre à mal la croissance au bout de quatre à cinq ans. Des phénomènes qui semblent aujourd'hui avoir disparu ou être très atténués.

Les spécialistes trouvent un début d'explication dans l'impact de la nouvelle économie. Plusieurs études montrent que les hausses salariales qui découlent d'une situation de plein emploi sont totalement ab-

sorbées par les gains de productivité liés au développement des technologies de l'information et aux investissements massifs et répétés dans ce domaine des entreprises américaines.

SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

Pour les plus optimistes des experts, la phase de transmission des bénéfices de la nouvelle économie vers l'ancienne est loin d'être achevée. Il existe cependant des scénarios beaucoup moins favorables. Car, paradoxalement, l'économie américaine est à la fois en pleine santé et très fragile. Elle est menacée tout d'abord par le surendettement des ménages et des entreprises et par la bulle boursière. L'envoie de Wall Street, depuis huit ans,

a dopé la croissance et la consommation en enrichissant les ménages détenteurs d'actions. La hausse des cours a été elle-même alimentée par la prospérité. Un cercle vertueux qui pourrait s'inverser. La bulle s'est en partie dégonflée aujourd'hui, notamment après une succession de hausses du loyer de l'argent par la Réserve fédérale. Depuis le mois de mars, le Nasdaq, marché des valeurs de haute technologie, a perdu 33 %, et l'indice Dow Jones a cédé 8 % depuis le début de l'année.

A la fin de l'année dernière, les dettes cumulées des ménages américains représentaient 6 000 milliards de dollars, les crédits à la consommation comptant pour un tiers du total. Une hausse brutale des taux d'intérêt ou un plongeon continu de la Bourse pourrait conduire à la faillite personnelle les 12 % de ménages américains qui utilisent plus de 40 % de leurs revenus pour rembourser leurs dettes. Ceux-là ont vraiment besoin de la croissance.

Mais le plus grave problème de l'économie américaine est sans doute celui de son déficit commercial et financier. Les Etats-Unis consomment les biens et les capitaux du reste de la planète à un rythme effréné. La balance commerciale américaine devrait afficher un déficit de 300 milliards de dollars cette année, après un déficit déjà historique de 271 milliards en 1999. La balance des paiements devrait être déficitaire de près de 400 milliards de dollars. Des gouffres que même la première économie du monde ne pourra pas supporter longtemps.

Eric Lecer

La pauvreté diminue, mais les inégalités restent très fortes

NOUVELLE économie aidant, il est devenu possible de marcher des heures dans les centres-villes américains sans y voir le moindre quartier délabré, de prendre le métro à New York sans être assailli par les clochards... Mais où sont passés les pauvres ? Ils ne peuvent tous avoir disparu, constate, incrédule, le visiteur européen.

De fait, Etat fédéral et collectivités locales ont récemment multiplié les efforts pour camoufler les pauvres, à défaut de les faire disparaître. Des sommes importantes ont été prélevées sur les dépenses publiques afin de participer à la réhabilitation des quartiers. Surtout, depuis la réforme du Welfare (aide sociale) de 1997, la politique sociale a été profondément modifiée. La plupart des programmes sont désormais gérés par les Etats, et non plus par les autorités fédérales. Dans de nombreuses régions, seuls ceux qui travaillent, étudient ou au moins accomplissent des travaux d'intérêt général peuvent accéder aux mécanismes de protection sociale. Une stratégie qui vise à réduire la dépendance des Américains envers l'Etat-providence.

Le chômage est ainsi devenu quasiment inexistant (3,9 % de la population active en septembre). Les statistiques officielles mettent même en avant une nouvelle diminution de la pauvreté (qui touchait 11,8 % des ménages en 1999, soit tout de même 32,3 millions de personnes).

Il n'en demeure pas moins qu'avec un seuil de pauvreté de 17 000 dollars pour une famille de quatre personnes, alors que près de 3 millions de foyers fiscaux possèdent chacun au moins 1 million de dollars, la société américaine est la plus inégalitaire de tous les pays industriels. Surtout, la pauvreté atteint majoritairement les minorités raciales : il y avait, en 1999, 8,2 % de pauvres parmi les Blancs non hispaniques, mais encore 26 % chez les Noirs.

Le très sérieux « coefficient de Gini » (il classe les revenus sur une échelle allant de zéro à cent) s'établit, selon la Banque mondiale, à 40,8 au-dessus de tous les autres pays industriels (32,7 en France, 24,9 au Japon). Toujours selon la Banque, les 10 % de la population les plus riches gagnent 30,5 % des revenus de toute la population, contre 25 % en France et 21,7 % au Japon.

LES CENTRES-VILLES RÉINVESTIS

« La main invisible du marché alloue certainement les ressources rares de manière efficace, mais rien ne dit qu'elle le fait de manière équitable », écrit Gregory Mankiw dans son récent et déjà très célèbre manuel de macroéconomie. Et de souligner que l'inégalité de revenus, très forte avant guerre, avait diminué jusqu'aux années 70, puis s'était de nouveau accrue sous l'effet de l'internationalisation de l'économie

(échanges avec des pays à bas salaires) et des progrès technologiques (qui entraînent une progression plus lente des salaires de travailleurs non qualifiés).

Derrière ce constat morose, il existe sans doute quelques motifs d'optimisme. La forte croissance des inégalités observée au début des années 90 a été stoppée, voire inversée ces deux dernières années. Des entreprises de taille, comme la compagnie aérienne United Airlines ou le constructeur informatique Sprint, installent de nouvelles activités dans les centres-villes, longtemps délaissés pour cause de violence et de sous-équipement. Quant à la faiblesse des revenus, de nombreux économistes font valoir que les inégalités au cours d'une carrière entière sont réduites, grâce à la forte mobilité de la force de travail. En clair, ce n'est pas parce qu'on a été serveur chez Mac Donald's qu'on restera mal payé tout au long de sa vie.

Il reste que l'inéluctable renversement du cycle économique frappera les pauvres plus rapidement et plus durement que les catégories plus aisées. On peut seulement espérer que la forte croissance économique de cette fin de siècle imprimera un changement durable des modes de vie des Américains les plus pauvres.

Françoise Lazare

Le syndicalisme attire de nouveau des adhérents

L'AFL-CIO, principale centrale syndicale, a vu ses rangs grossir de 200 000 personnes en 1999. Un mouvement qui touche également l'e-business

UNE CROISSANCE forte, une dynamique de plein emploi, voilà un contexte qui, a priori, n'est propice ni aux revendications des salariés ni au renforcement de la puissance des syndicats. Pourtant, c'est bien à ce double phénomène que l'on assiste depuis deux ou trois ans aux Etats-Unis, à la fois sous l'impulsion de la principale centrale syndicale, l'American Federation of Labour (AFL-CIO), présidée par John Sweeney qui en a repris les rênes en 1995, et d'une « nouvelle économie » qui, à son tour, a créé de nouvelles catégories de salariés-prolétaires soucieux de défense et d'organisation.

Avec un taux de syndicalisation qui se situe actuellement à 13,9 %, les *trade unions* américains ont bien du chemin à parcourir pour retrouver les quelque 35 % de la population active « en carte » durant les années 50. Aujourd'hui encore, la disparité est grande entre les 37,5 % d'employés syndiqués dans le secteur public et les 9,6 % d'adhérents du secteur privé. De même, le fait que 17,5 % du total de la population active soit employée à temps partiel – un taux qui atteint 40 % dans la Silicon Valley – ne facilite pas le regroupement des salariés au sein des organisations syndicales. Pourtant, en dépit de ces handicaps, leurs rangs s'étoffent.

En 1999, près de 200 000 nouveaux adhérents ont rejoint l'AFL-CIO, et ce chiffre devrait être dépassé cette année, ce qui marque un tournant majeur dans l'histoire de cette centrale fortement affectée par les pertes d'effectifs résultant de la désindustrialisation du pays, souligne Harold Meyerson, directeur de la rédaction du *L.A. Weekly*. Parallèlement, une demi-douzaine de nouveaux syndicats ont rejoint cette fédération, qui en regroupait soixante-six. Enfin, l'activisme syndical s'est déplacé. Ainsi, avec 800 000 adhérents, la Los Angeles County Federation of Labour, le deuxième syndicat, par la taille, après celui des employés de New York, est devenu l'un des plus agressifs de la fédération, sup-

plantant les traditionnels bastions de l'industrie automobile. Le secteur de la santé, traditionnellement rétif, a été pénétré par l'organisation, qui compte, par exemple, 45 000 médecins syndiqués sur les 600 000 docteurs en activité, soit un taux de syndicalisation de 7,5 %, supérieur de 2 points à la moyenne du secteur des services aux Etats-Unis.

De même, des grèves significatives sont venues de là où on ne les attendait pas. La grève des cols blancs de Boeing ne s'est achevée qu'en mars, après cinq semaines et demie de conflit, et ce mouvement initié par les ingénieurs de l'aéronautique et financièrement soutenu par la centrale AFL-CIO a eu valeur symbolique, celle du désenchantement des cadres au regard d'un bien-être économique dont ils ne perçoivent pas nécessairement les retombées.

DES GRÈVES SYMBOLIQUES

De même, la grève des 330 000 salariés d'UPS qui, en septembre, a paralysé pendant trois semaines l'activité du numéro un mondial des messageries rapides, a-t-elle été marquée par une solidarité inattendue : celle du public, laquelle a fortement contribué à la satisfaction de l'essentiel des revendications.

Enfin, le conflit Verizon, qui, pendant seize jours, a paralysé le géant américain des télécommunications, à l'initiative des 86 000 membres de la Communications Workers of America (CWA), a marqué une étape supplémentaire avec l'intrusion du mouvement syndical dans la nouvelle économie, un mouvement perceptible dans la Silicon Valley où les salariés des « jeunes pousses » commencent à se regrouper. « Pour que nous puissions atteindre notre pleine capacité d'action, il faudrait que nous fassions adhérer 500 000 salariés par an », admet Kirk Adams, directeur général de la centrale syndicale. « Nous n'en sommes pas là. Mais le mouvement va dans le bon sens. »

Serge Marti

Un sondage révèle l'ampleur de l'optimisme des Américains

LES AMÉRICAINS s'attendent à des progrès considérables au prochain siècle, selon un sondage commandé par le *Wall Street Journal* et NBC/News. « Dans les domaines social et politique, les Américains prédisent que de nouveaux obstacles seront franchis et s'attendent à davantage d'innovations dans la médecine et la technologie », affirme Giselle Lederer, l'une des responsables de cette étude. Les Américains considèrent la médecine comme le domaine le plus prometteur (46 %), devant les communications (34 %) et l'éducation (24 %). Une majorité écrasante (85 %) pense que des remèdes contre le sida et le cancer seront enfin trouvés. Dans le domaine de la technologie, trois Américains sur quatre pensent que les voitures pourront être programmées pour se déplacer d'un point à un autre sans chauffeur. – (AFP.)

Le duel Hillary Clinton - Rick Lazio va coûter 100 millions de dollars

LA CAMPAGNE électorale pour le siège de sénateur de l'Etat de New York, que se disputent Hillary Clinton et le républicain Rick Lazio, va représenter une dépense globale de plus de 100 millions de dollars, d'après le quotidien new-yorkais *Daily News*. Selon les chiffres avancés par ce journal, largement confirmés par les états-majors des deux candidats, il s'agit de la campagne sénatoriale la plus chère de l'histoire des Etats-Unis. Au 30 septembre, l'épouse du président des Etats-Unis a collecté directement 24,5 millions de dollars pour sa campagne. Son adversaire, qui ne s'est déclaré qu'en mai après le retrait du maire de New York, Rudolph Giuliani, atteint d'un cancer de la prostate, a tout de même collecté directement 30 millions, notamment grâce à un mailing national sur le thème : « Je me présente contre Hillary Clinton. » Environ 180 000 personnes ont répondu. La capacité de Hillary Clinton à rassembler les donateurs mais aussi la mobilisation des républicains anti-Clinton dans tout le pays expliquent l'importance des sommes mises en jeu. – (AFP.)

DÉPÊCHE

■ ASSURANCE-MALADIE : pour la première fois depuis 1987, la proportion d'Américains non couverts par une assurance-maladie a baissé l'an dernier, passant de 16,3 % en 1998 à 15,5 % en 1999, selon des chiffres publiés le 28 septembre par le bureau fédéral du recensement. Le nombre d'Américains sans assurance-maladie est aujourd'hui de 42,6 millions, soit 1,7 million de moins qu'en 1998. Une amélioration très liée à la vigueur de l'économie. Avec un taux de chômage de 4,1 %, les employeurs ont de plus en plus de mal à trouver de la main-d'œuvre et sont donc enclins, pour l'attirer, à lui offrir une assurance-maladie. – (Corresp.)

Tim Welker, président de Goodwill Industries

« Nous vivons dans une économie de plein emploi »

« Vous présidez depuis vingt-deux ans une organisation caritative à Denver qui aide les chômeurs à retrouver du travail. Quel jugement portez-vous sur la réforme de l'aide sociale lancée par le président Clinton en 1997 ?

– Aujourd'hui, nous vivons dans une économie de plein emploi. C'est une occasion fantastique pour amener à travailler des personnes qui ne s'étaient jamais crues capables de s'insérer dans le monde du travail. Dans le principal comté avec lequel nous travaillons, un tiers des gens qui étaient sur les listes d'assistance sociale ont été mis au travail, soit 800 personnes, en majorité des mères célibataires. Les autres ont soit disparu des registres, parce qu'ils avaient probablement déjà un emploi, soit ils connaissent, pour un tiers d'entre eux, des problèmes trop importants – drogue, violence familiale – pour s'insérer dans un milieu professionnel.

– Quel est le rôle exact de Goodwill Industries ?

– Les services sociaux dépendent des comtés et sous-traitent certaines activités à des organisations caritatives à but lucratif ou non. L'administration d'Adams County nous a, par exemple, demandé

« Aider les gens à essayer de progresser »

d'évaluer pourquoi les gens ne restaient pas dans les emplois qui leur avaient été proposés. Nous avons découvert que beaucoup avaient des problèmes de garde d'enfant, de transport. Chaque cas a été suivi par un travailleur social. Il a parfois fallu trouver une crèche. Ou alors, des personnes possédaient une voiture mais pas d'assurance :

nous avons payé l'assurance pour un an. Dans certains cas, nous avons même remplacé la batterie du véhicule, voire acheté une voiture. Le comté a dépensé l'argent nécessaire pour que les gens réussissent leur réinsertion. C'est pourquoi un comté républicain très conservateur. En revanche, dans le comté de Denver, démocrate, il s'est révélé que les fonctionnaires ne croyaient pas à la réforme du Welfare. Les idées reçues ne sont pas toujours opérationnelles, dans ce secteur.

« Une autre de nos actions est d'aider les gens à essayer de progresser, une fois qu'ils ont du travail. Il y a pas mal d'apathie, à ce niveau. Nous essayons de leur faire prendre conscience qu'ils doivent essayer de grimper plus haut et de faire carrière s'ils veulent vraiment s'en sortir financièrement.

– Etes-vous favorable au projet de George W. Bush et des républicains d'utiliser les organisa-

tions caritatives pour aider les défavorisés, en lieu et place du gouvernement ?

– J'aime bien l'idée d'une privatisation des services sociaux, c'est sûr. Mais la compétition pourrait mener au chaos. La meilleure solution est probablement de réussir à combiner la structure du gouvernement avec l'énergie et l'esprit d'entreprise du secteur associatif. Mais, pour l'instant, le problème reste plutôt celui de la main-d'œuvre.

« Ici, à Goodwill, nous avons besoin de dix conducteurs de camions. A peine embauchés, ils partent ailleurs. Pourtant, le salaire que nous offrons est élevé pour ce job : deux fois le salaire minimum. La question se pose maintenant de la manière suivante : où allons-nous recruter ? Nous n'entendons qu'une seule réponse par ici : au Mexique. »

Propos recueillis par Corine Lesnes

Scholar's Work Restores Identities To 100,000 of Louisiana's Slaves

By DAVID FIRESTONE

NEW ORLEANS — From the darkness of history they emerge out of a silver spinning disc: two black slaves sold by a sugar plantation owner named Levi Foster on Feb. 11, 1818, to his in-laws. The first slave, named Kit, was 28 years old, and sold for \$975. The other, named Alick, was 9, and was possibly Kit's son. He was sold for \$400.

For nearly two centuries, the names of those two slaves were lost in time, with tens of thousands of others who worked the sugar and cotton fields of Louisiana. Their identities, scratched with quill pens on transaction records of human property, have moldered in the basements of courthouses for more than 150 years, untouched by researchers who were put off by the difficult French and Spanish script.

Black families often lacked the resources for the detective work required to find their original African forebears, and many whites simply did not want to know about slaveholding ancestors. Levi Foster, in fact, is the great-great-grandfather of Gov. Mike Foster of Louisiana, who said recently on a radio program that it would be "news to me" if anyone in his family had owned slaves.

Now, however, the identities of Louisiana slaves are beginning to emerge from centuries of anonymity, thanks to years of painstaking work by a 71-year-old historian who lives in a small house here surrounded by plantain trees.

Gwendolyn Midlo Hall, a New Orleans native who has devoted much of her life to the study of slavery, spent 15 years in the courthouses of Louisiana, as well as in archives in Spain, France and Texas, seeking records of slave transactions and entering them into computers. Aided by research assist-

ants, she amassed computerized records on more than 100,000 slaves and in March the Louisiana State University Press published the documents as a searchable CD-ROM database.

Because the French and Spanish proprietors of Louisiana kept far more detailed records than their British counterparts at slave ports on the Atlantic coast, the records show not only the names of the slaves, but also their birthplaces in Africa, their skills, their health, and in many cases a description of their personality and degree of rebelliousness. For historians who thought such information was lost, the database is a once-unimaginable prize.

"This is groundbreaking work," said Ibrahim K. Sundiata, chairman of the history de-

Humanizing those who were treated as property.

partment at Howard University and a scholar of African history. "Americans have tended to think of the slaves as simply being Africans, but now we can begin to understand where these Africans came from and who they were."

Tony Burroughs, an African-American genealogist who lectures widely on the subject, said the Louisiana database is as significant as the publication of Alex Haley's "Roots" in 1976, in part because the demand is even greater now for accessible information. It also provides hope to those who believed they could never trace their origins.

"We've got all these baby boomers now who want to learn about their families' past, and they want to use a computer,"

said Mr. Burroughs, who teaches genealogy at Chicago State University. "They can't go around and find all the old documents and do the translations, but now we're starting to get these amazing databases like Gwen Hall's, and people can use them. If you have ancestors from Louisiana, it's like a treasure chest."

Dr. Hall's project began in 1984 when she was researching a book on the development of Creole culture in Louisiana. In the courthouse at New Roads, La., the seat of Pointe Coupee Parish, she discovered a cache of documents set down by French-speaking notaries in the 1770's that showed the ethnicity of hundreds of slaves.

"I was astounded at how much information there was in the records," said Dr. Hall, whose book "Africans in Colonial Louisiana: The Development of Afro-Creole Culture in the 18th Century," won several history prizes in 1992. "The French just seemed more interested in the origins of people, who they were and where they came from. Maybe it's because they had a much longer history of slave trading posts in Africa."

During Dr. Hall's trek through every courthouse and archives depot in the state, where slave transactions were recorded, clerks would frequently tell her that the documents were unusable because they were in French or Spanish, although she is fluent in both languages. In one courthouse, someone had tried to burn the records, afraid they would expose a black family that had been passing for white for generations.

Many of the records were originally produced for trials or other legal actions regarding slaves. One describes an accusation against two slaves, Pierrot, of the Bamana ethnic group from Senegambia, and Nicolas, a Louisiana Creole, for killing

Tracing the Lineage of the African Diaspora

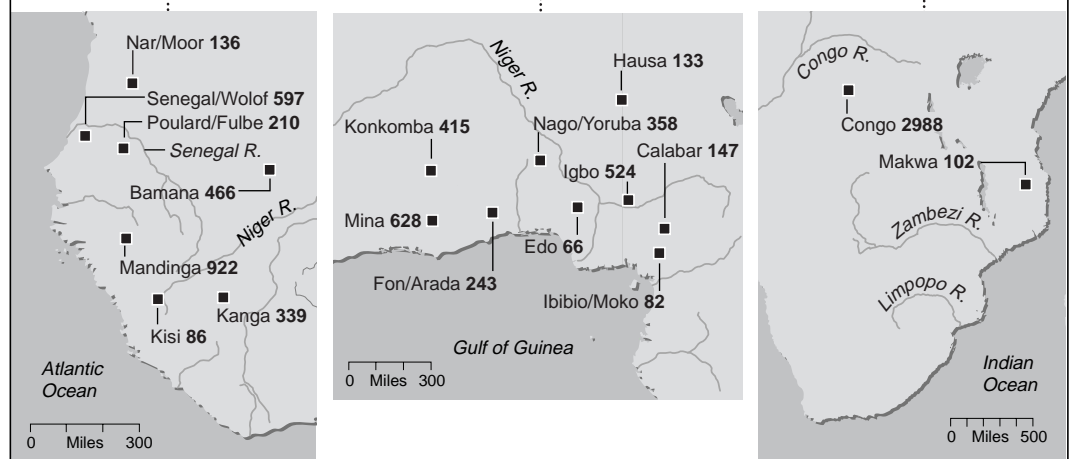
French and Spanish settlers of Louisiana kept detailed records of slaves transactions. A historian's efforts have brought those records to light in a searchable database.

Gwendolyn Midlo Hall, right, spent fifteen years researching slave transactions. Because of her work, the identities of Louisiana's slaves are emerging from anonymity. The fruits of her research have been collected on a CD-ROM, above, Study of Afro-Louisiana History and Genealogy 1699-1860.



Mapping Origins

The database also lists the birthplace and ethnicity of more than 8,000 Louisiana slaves, allowing researchers to trace the origins of Creole.



Source: Databases for the Study of Afro-Louisiana History and Genealogy, 1699-1860, LSU Press

The New York Times

and eating their owner's cow in 1764 in the New Orleans region. Both were publicly flogged.

"Finally we're going to be able to recover these workers as people with pasts, with names and families," said Michael Gomez, a professor of history at New York University and a leader in the study of the African diaspora. "These records humanize people who were thought of as a

kind of undifferentiated mass."

Dr. Hall and other experts in the field say the data have conclusively proved that two-thirds of African captives brought to Louisiana in the early part of the slave trade, before 1730, were from the Senegambia area of West Africa. The culture they brought with them — music, language, food, folklore — became the foundation of Louisiana's

distinctive Creole culture.

"For so long there was this tendency, even in the most prestigious academic circles, to see Africans as an abstraction, coming from a simple single place," Dr. Hall said. "But now we're starting to see it as a place of great complexity, and the different ethnicities greatly affected the development of African-American culture."

Brains Can be a Liability in American Politics

By RICHARD L. BERKE

WASHINGTON — When Al Gore's college transcript found its way into news reports this summer, it seemed destined to ignite a firestorm. Now the world knew: the prep school boy who applied only to Harvard, the wonky vice president, had actually been an average student for a time at Harvard. He even almost failed biology.

But nobody in Mr. Gore's camp seemed terribly agitated by the revelations. And before long, the whispers started: could the campaign itself have leaked the transcript?

The campaign denied the accusation, but it's a peculiarly American phenomenon that a candidate might advertise his academic stumbles. In fact, just as a recurring theme in this presidential race has been whether Gov. George W. Bush has the intellect to be a successful president, so some Gore advisers worry that their candidate may come off, as President Harry Truman would put it, as too much of "a smarty."

Some politicians — from Gov. Jesse Ventura of Minnesota to Ronald Reagan to Ross Perot — have been known more for their street smarts or down-to-earth personalities than their intellectual curiosity.

There is a sense among some scholars, too, that smarties make lousy presidents. Most historians agree that the last president who was an intellectual was Woodrow Wilson, and some think he was too much of a thinker to turn the wheels of government.

Anti-intellectualism is one of the more venerable traits of American voters. It's not that they don't respect smart politicians; it's that they do not always respect politicians who act smart. Instead, voters trust those who seem more like themselves, even if those politicians are masking their intelligence to appeal to common folk.

"We now expect a much more personable person in the White House," said Fred Greenstein, a professor of history at Princeton University. "We are much more open to a normal, laid-back, colloquial style. George Washington was a figure who never smiled, and by modern standards would make Al Gore look like the life of the party."

The question for many voters, it seems, is



Illustration by Sergio Florez

not whether a leader can recite from the classics or is a whiz at math but whether he or she seems sober-minded and has enough common sense to make sound decisions and relate easily to people. Mr. Gore has found that his command of policy, and his willingness to display it, can be as much a political liability as an asset. Mr. Bush still must persuade voters that he has a sufficient grasp of policy — or, to put it bluntly, that he is not a dumbbell — but polls show he is drawing higher and higher marks for leadership. That leaves Mr. Gore with the arguably tougher job of proving that he is not a condescending smarty-pants.

Senator Daniel Patrick Moynihan, the reigning — and one of the last — intellectuals in Congress, managed to get elected because he played at being the absent-minded professor. His campaign also reminded voters that he grew up an immigrant's son in New York City and worked as a longshoreman.

"There's a long tradition, and it's appro-

priate to a democracy, of politicians saying, 'I'm just like you,' " Mr. Moynihan said. "Go down the list of senators whose names are Dick, Tom, Al, Joe and not their Christian names, as we used to say."

Harry Truman was shrewd at combining brains and the common touch. David McCullough, the Truman biographer, said: "He was one of the few presidents who went to the National Symphony fairly often — and certainly not for a photo opportunity. If they were playing Mozart or Chopin, he would often take the score with him."

His instincts were infinitely sharper than those of Adlai Stevenson, whose reading and speaking habits nearly caused American intellectuals to swoon with joy at the thought of his occupying the Oval Office. He never did, losing two presidential races to Dwight Eisenhower, and one reason may be that he lacked Truman's everyday appeal. One story goes that during the 1952 presidential campaign, a woman rushed up to Mr. Stevenson (who was derided by Eisenhower's loyalists as an "egghead") after one of his speeches. "Mr. Stevenson," she said, "you have captured the vote of every thinking person in America!" Mr. Stevenson was not heartened. "Ma'am," he replied. "We need a majority!"

Could it be mere coincidence that Former House Speaker Newt Gingrich, who liked to compare Mr. Clinton's behavior in office to the forces that led the Roman republic to ruin, has been replaced by a former high school wrestling coach? Or that Mario M. Cuomo, the former governor of New York, who likes to invoke Teilhard de Chardin (the paleontologist and philosopher), was ousted by the Gov. George E. Pataki, who is more inclined to chat about the Rolling Stones than his Yale credentials?

People do not get much credit these days for being brainy. Bart Simpson, one of the most popular television characters, celebrates being an underachiever — "and proud of it, man!"

What then, would be the ideal blend of brains and popular appeal for a president? Even one intellectual was stumped.

"I don't think we have figured out that formulation yet," Mr. Moynihan said. "Wait until the DNA sequencing is done."

Iowa Courts Immigrants To Fight Population Loss

By PAM BELLUCK

MARSHALLTOWN, Iowa — No one would call Iowa a melting pot. Nearly 96 percent white, this state, striated with farm fields and trim small towns, may have more kinds of hogs and corn than nationalities of people.

So it is surprising that Iowa is proposing something no other state has done: an all-out immigrant recruitment drive.

The proposal is to make Iowa what a governor's commission calls an "immigration enterprise zone," and the possible approaches include seeking an exemption from federal immigration quotas. Other ideas involve working with the State Department to make Iowa a priority destination for refugees, helping companies recruit employees abroad, even having the governor make sales pitches to prospective emigres.

The idea is to ease Iowa's population deficit, bringing in enough people to create a work force for a vibrant economy.

"The point is we need more people," said Iowa's governor, Tom Vilsack.

But this policy faces obstacles. In Marshalltown, for example, a community of 30,000, the influx of several thousand Mexican immigrants to work at a meatpacking plant has not been universally embraced. Recently, a petition was circulated calling for county business to be printed in English only.

"It's great for liberals to say we're all immigrants," said Biff Dysart, who edits Marshalltown's Magazine. "But if you look back at all of our families



Immigrants are not accepted by all in one Iowa town.

when they came here, they all did their level best to assimilate. The current crop of immigrants not only does not want to assimilate. They drive around town with Mexican flags flying from their antennas, and they refuse to even learn the language."

Nora Cano, a Mexican immigrant who runs the a restaurant, said there needs to be more services. Ms. Cano, 31, said that while some people in Marshalltown were friendly, she had also had anti-immigrant epithets yelled at her and was denied service by a cashier.

Mr. Vilsack knows that some Iowans, and immigrants, might have trouble adjusting. "I'm not naive enough to think this is going to be some sort of Polyantha type of deal," he said. "It's going to be a struggle."

ÉDUCATION Environ 85 % des jeunes Américains sont scolarisés dans des établissements publics. Selon le dernier rapport du département de l'éducation, leur niveau re-

monte légèrement en mathématiques mais stagne du point de vue de la lecture. ● L'ENSEIGNEMENT public fait face à une remise en cause générale. Dans certains Etats, les éco-

les mal notées sont menacées d'être confiées à des gestionnaires privés. ● LES PROFESSEURS de lycée doivent savoir attirer les élèves vers leur discipline, souvent en option. Ils

sont obligés de donner des cours de soutien et sont en partie rétribués selon leurs « performances ». ● LA SECURITÉ est une priorité depuis la fusillade de Littleton, en 1999, qui pro-

voqua la mort de quinze élèves au lycée Columbine. ● DES DISPOSITIFS de vigilance ont été mis en place pour veiller sur le moral des élèves et les empêcher de se marginaliser.

Environ 85 % des jeunes sont scolarisés dans le public

Le système scolaire fédéral essaie de réagir à la concurrence des nouvelles écoles avec une obsession, la performance. Les professeurs, qui ont l'obligation d'assurer des cours de soutien, sont désormais payés au mérite

PARKER (Colorado)
de notre envoyée spéciale
A l'heure où Chelsea Cook arrive au lycée public, les montagnes ne forment encore qu'une ligne sombre dans le lointain. Cette année, les cours ont été avancés de vingt-cinq minutes à Chaparral High, établissement de 1 400 élèves. Trop de monde, trop de circulation dans les banlieues : la compagnie de bus en charge du ramassage scolaire a décidé de remonter la pendule. Les lycéens ont protesté dans les colonnes de leur journal : « Qui contrôle véritablement l'école ? Le conseil d'administration ou les compagnies de transport ? »

Officiellement, les cours commencent donc à 7 h 20. Mais bien avant 7 heures, les 4 x 4 escaladent la butte qui mène à Brookstone Drive. Au volant, les parents attendent en file indienne de pouvoir déposer les élèves exactement sous le panneau qui indique que c'est là qu'il faut les déposer. Personne ne double, ne traîne ni ne contrevient. Rien ne doit venir perturber le rythme automobile d'une banlieue bien organisée. Avec 137 % de croissance de la population en dix ans, l'agglomération se trouve aux premiers rangs des statistiques na-

tionales qui mesurent le *sprawl*, cet étalement urbain monstrueux qui défigure l'Amérique. Les maisons sont toutes pareillement beiges, posées sur un même carré de vert. La croissance est due au boom de la high tech (Denver est la « capitale américaine du câble »), doublé d'un boom immobilier.

Les professeurs sont tenus d'arriver vingt minutes avant les cours. Pour la plupart, ils devancent l'appel, eux aussi. Dès leur présentation de rentrée aux parents, ils n'ont cessé de répéter à quel point ils sont disponibles pour assurer (gratuitement) toute forme de soutien scolaire qui pourrait se révéler nécessaire. Sans réticence, ils distribuent aux parents leurs cartes de visite. Cette année, le lycée a mis en place une heure de plus pour les cours particuliers. Chaque mercredi, les profs sont tenus d'être là, à l'aube, à attendre au cas où un élève aurait une équation à résoudre ou une traduction à finir.

LA PEUR DU « TEST »

Les enseignants peuvent difficilement faire autrement. « Si l'élève ne suit pas et qu'il a des mauvaises notes, il sera tenté de laisser tomber la cours », explique un professeur.



Et si plusieurs élèves se mettent à désertier, les soupçons se porteront sur le professeur. « Les élèves sont des consommateurs, raconte ce prof. Une fois, je me suis fait rabrouer par un élève : "Mais comment ! Vous n'avez pas de mouchoirs en papier dans la classe ?" »

Le corps enseignant se met donc en quatre pour tenter d'intéresser les élèves. Le professeur de civilisations anciennes, Chris Bell, promet ainsi que l'on ne s'attardera pas sur la Mésopotamie : en revanche, on fera des jeux de rôle pendant l'étude des dynasties chi-

noises. Le professeur de littératures étrangères, Damon Larson, tente de montrer aux élèves en quoi le cours a son importance, bien qu'il traite de littérature non anglophone...

Mais cette année, ce qui vaut à Chaparral High de surcharger les emplois du temps, c'est la peur du « test » : l'épouvantail agité dans tout le pays depuis quelques années pour mesurer uniformément le niveau scolaire et mettre l'enseignement public face à ses responsabilités. Le tour du Colorado est arrivé. Pour la première fois, les élèves vont être soumis au printemps à un test identique en vertu de la réforme de l'éducation adoptée en mars à l'initiative du gouverneur de l'Etat, Bill Owens, un républicain de la génération de George W. Bush. Les élèves seront testés, mais ce sont les écoles qui recevront une note. Et celles qui auront reçu un F, la plus mauvaise note, et ne se seront pas améliorées dans les deux ans, seront confiées à des gestionnaires privés, tout en continuant à bénéficier de fonds publics (5 000 dollars par an et par élève).

Le test standardisé n'est qu'une des facettes du mouvement pour

la redéfinition de l'école. Même si 85 % des jeunes Américains sont scolarisés dans le public, la concurrence s'organise sur le marché de l'éducation. De plus en plus de familles recourent à la scolarisation à domicile. Des *e-schools* d'enseignement par Internet apparaissent. Surtout, les *charter schools* (écoles à charte) ont le vent en poupe. Elles sont pourtant loin d'avoir prouvé qu'elles faisaient mieux que le public même si les gens de gauche y voient un moyen d'innovation pédagogique et les conservateurs un moyen d'échapper à l'emprise des syndicats enseignants... Administrées par des groupes de parents, des associations, voire des compagnies privées, ces écoles ne sont qu'à peine deux mille sur l'ensemble du pays.

Toutes ces initiatives ont conduit les enseignants à un certain nombre de concessions. Dix-huit Etats ont désormais des lois qui incluent des récompenses financières pour les écoles performantes.

UN TECHLAB FUTURISTE

Dans le Douglas County, dont dépend Chaparral, le système de rétribution « à la performance » est déjà en vigueur depuis sept ans. « On a senti une pression pour que l'école rende des comptes. Si on ne voulait pas se couper de notre communauté, il fallait bien avancer dans cette direction », explique Rob Weill, de la Federation of Teachers, l'un des syndicats enseignants qui a négocié la formule avec le district. En moyenne, les professeurs augmentent leur salaire annuel (39 000 dollars) de quelque 800 dollars.

Dans sa course à la performance, le lycée de Chaparral (350 ordinateurs) s'est enfin doté d'un Tech Lab futuriste. Les élèves pourront manipuler un robot avec un ordinateur ou se mettre en scène dans un dessin animé. Le professeur est un ancien de la high tech, Mark Kelly, qui, bien pourvu de stock-options, s'offre le luxe d'enseigner. Le laboratoire a été financé par Coca-Cola. En échange du monopole des distributeurs de boissons dans les écoles, la firme a promis de donner 10 millions de dollars au district en sept ans. A une condition : que l'argent ne soit pas utilisé pour les salaires des profs.

C. L.

Corine Lesnes

Le niveau remonte... un peu

Les enquêtes annuelles du gouvernement fédéral font apparaître une légère remontée du niveau des élèves de l'enseignement public. Le *New York Times* parle d'« une nation nouvellement engagée dans l'effort ». Selon la dernière étude, publiée en juin, les lycéens choisissent plus de suivre des cours difficiles qu'au début des années 80. Le nombre d'étudiants s'inscrivant au cours de mathématiques renforcées a doublé entre 1982 et 1998 (de 6 % à 12 %).

Cependant, dans une comparaison internationale de 1995, les élèves américains de terminale arrivaient nettement sous la moyenne des 21 pays étudiés en ce qui concerne les mathématiques et les sciences. Et, selon une étude de la Brookings Institution, publiée en septembre, les enfants ne lisent pas mieux que la génération précédente.

Les lycéens ont conquis le droit de mâcher du chewing-gum en classe

PARKER (Colorado)
de notre envoyée spéciale

Depuis la fusillade du 20 avril 1999 au lycée Columbine, à Littleton, l'une des banlieues blanches et aisées de Denver, les « cliques » (c'est le terme utilisé en anglais) sont montrées du doigt. Ce sont les différents clans qui composent la population lycéenne : les *jocks* sont les sportifs ; les *preppies*, bourgeois et bons élèves, viennent en BMW. Il y a les *artsy* (club théâtre, cheveux rouges), les *geek* plongés dans leurs ordinateurs ; les *skaters*, les *bladers*... Et il y a ceux qui font peur, pour la simple raison qu'ils ont le cheveux ras, le teint trop pâle et qu'ils portent des T-shirts noirs ornés des flammes de l'enfer.

Les athlètes et les bons élèves sont les plus populaires. « Ils sont issus de la classe moyenne, iront à l'université, sont attirants », décrit la professeure de psychologie, Suzanne McKay. La popularité a une importance démesurée : dans les banlieues résidentielles, les lycéens trouvent l'essentiel de leur vie sociale au lycée (barbecues, soirées dansantes, chorale). A Columbine, les deux jeunes tueurs s'étaient installés dans des personnages de marginaux habillés de longs trench-coats (les *goths*), et ils étaient rejetés par les autres groupes. Dans leur folie de re-

vanche meurtrière, ils se sont attaqués particulièrement aux sportifs et à ceux qui les avaient pris de haut.

La sécurité a été considérablement revue dans les établissements scolaires depuis le massacre (treize morts et le suicide des deux lycéens tireurs fous). A Chaparral, il n'y a pas de détecteurs de métaux (1 % seulement des écoles américaines utilisent ce système quotidienne). Mais un policier a été détaché par le shérif du comté. « Avant je me promenais en civil dans les écoles et je cachais mon arme. Maintenant, je suis en uniforme et mon pistolet est toujours visible », explique Scott Bliet. « Cela rassure les parents. » Le policier a désormais un bureau dans les locaux et un ordinateur, sur lequel il prépare ses exposés sur la législation anti-harcèlement ou le droit que possède l'administration de fouiller les véhicules des élèves.

« SANS FAIRE DE BULLES »

Le lycée travaille aussi sur le relationnel. « Chaque élève doit être en rapport étroit avec un adulte et impliqué dans un club », explique Florence Schranz, le professeur de français. Cela implique un sérieux dispositif de contrôle pour repérer tout élève dit « à risque » (isolé, dépri-

mé, rebelle). Dès qu'ils aperçoivent l'ombre d'un problème, les profs envoient en éclaireur l'un des élèves désignés pour conseiller leurs pairs ou établir un lien avec les plus jeunes. Il leur est recommandé d'appeler chaque lycéen par son nom, autant que possible, et de pratiquer systématiquement le « contact visuel ».

Les profs ont aussi pour consigne de ne jamais brusquer un élève. Jamais de sarcasmes, jamais de remontrances en public. Les conseillers pédagogiques organisent de leur côté des groupes d'aide psychologique sur la colère ou le décès d'un proche pour aider les jeunes à surmonter leurs problèmes.

En 1999, les élèves ont présenté deux pétitions à la directrice. L'une réclamait le droit de mâcher du chewing-gum (pendant les cours, oui ; mais « sans faire de bulles », précise Maile Akina, la présidente de la classe de première). L'autre concernait le port du Walkman pendant les heures d'étude. M^{me} Gill n'a pas accordé le droit au Walkman, mais elle a permis le chewing-gum. La pétition était écrite dans un anglais correct. « Il faut savoir choisir ses batailles », explique-t-elle.

C. L.

Darwin et Harry Potter sont placés sous haute surveillance

PARKER (Colorado)
de notre envoyée spéciale
Agités par la droite chrétienne, les sujets délicats ne manquent pas dans le milieu scolaire. La con-

REPORTAGE

Les élus ont envisagé de faire afficher les Dix Commandements dans les classes

troverse sur la théorie de l'évolution biologique est revenue en force l'an dernier, après la décision du bureau de l'éducation du Kansas d'exclure Darwin des manuels scolaires. Mais on peut citer aussi la bagarre des Dix Commandements à l'école et la querelle de la prière avant les matches de football. Les polémiques rebondissent d'Etat en Etat, les instances éducatives locales, composées d'élus, se faisant un plaisir de les relancer au nom des valeurs morales en déconfiture. Les recours juridiques qui accompagnent ces polémiques sont généralement financés par des lobbies nationaux.

A l'échelon local, les responsables des établissements scolaires semblent nettement moins pressés de mettre de l'huile sur le feu. Pourquoi saisir les parents de sujets qu'ils n'ont pas eux-mêmes soulevés ? Au lycée de Chaparral, la principale, Mary Gill, ne s'est

donc pas précipitée pour afficher la devise nationale *In God we trust* dans les couloirs, malgré la recommandation adoptée début juillet par le Conseil de l'éducation du Colorado (sept membres, dont un seul démocrate). « Notre établissement est situé dans une zone fortement chrétienne et conservatrice. Malgré tout, personne n'est encore jamais venu faire une demande de ce genre », explique-t-elle. Il est vrai que les murs du lycée sont déjà tapissés de professions de foi se positionnant sur le terrain des valeurs : « Intégrité, honnêteté, responsabilité... »

ATMOSPHÈRE DE MAGIE NOIRE

Les élus du Colorado ont aussi envisagé de faire afficher les Dix Commandements dans les classes et d'instaurer avant les cours un instant de recueillement obligatoire (qui ne serait pas appelé prière). Mais la mesure n'est pas passée. Trois Etats (Kentucky, Dakota du Sud et Ohio) ont en revanche autorisés cette année l'affichage du texte avec moult précautions : il doit figurer dans une exposition plus générale comportant d'autres références historiques ou religieuses. Huit autres Etats ne sont pas encore sortis de leur bagarre des Commandements...

La guerre de l'évolution remonte, elle, à 1925, lorsque le malheureux professeur de lycée John T. Scopes fut passé en procès dans

le Tennessee pour avoir mis en doute le récit que fait la Genèse de la création du monde. Depuis, épistémologiquement, des propositions de loi ont été introduites dans une vingtaine d'Etats, sans succès, sauf en Louisiane (mais la loi a été casée par la Cour suprême en 1987).

L'éducation étant du ressort des autorités locales - les districts - les enseignants ne peuvent pas compter sur une circulaire ministérielle pour décider d'une ligne pédagogique. L'enseignement de l'évolution est donc très variable d'une région à l'autre et flotte au gré des rapports de forces politiques locaux. Selon une étude de 1998, certains Etats du Sud ignorent complètement le sujet. D'autres sont très pudiques et emploient des euphémismes dans les manuels (« variations organiques » pour « évolution »). D'autre encore soulignent en préambule que l'évolution est une théorie et non un fait. Les Etats du Nord ont des approches plus scientifiques.

A Parker, la directrice du lycée n'a pas de problème avec Darwin. « S'il y a une opinion qui est largement partagée aux Etats-Unis, c'est celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat », affirme-t-elle. Mais le comté dont dépend le lycée a émis un avis moins catégorique, laissant la porte ouverte aux interprétations : « L'école publique a l'obligation d'enseigner toutes les théories. » Les professeurs de biologie

ont donc été invités à laisser toute liberté aux élèves. Si ceux-ci ne veulent pas entendre parler de Darwin, ils peuvent sortir du cours. Le professeur de biologie, Peggy Taylor, les met cependant en garde : « Dès le début de l'année, je tiens à ce qu'ils sachent qu'au moins 25 % du programme est basé sur la théorie de l'évolution. Je leur explique qu'on ne leur demande pas d'y croire ou d'être d'accord, mais de connaître la matière scientifique. »

Dernièrement, un inoffensif personnage de fiction a été rangé à la même enseigne sulfureuse que Darwin : Harry Potter, le petit héros des 10-12 ans. Nombre de parents ont alerté les éducateurs sur l'atmosphère de magie noire qui règne dans les ouvrages qui racontent ses aventures. A ce sujet, le district scolaire de Parker observe la même politique de neutralité. Les parents qui ont peur de Harry Potter peuvent demander à ce que le professeur d'anglais propose un autre sujet de commentaire à l'élève. Le roman de J. D. Salinger *L'Attrape-cœur* a entraîné des protestations. Tout comme l'autobiographie de Maya Angelou, *I know why the caged bird sings*, un livre jugé déprimant et allant à l'encontre de l'optimisme et de l'enthousiasme qui se doivent de régner dans la jeunesse américaine et ses lycées.

C. L.

High school, mode d'emploi

● **Les cours.** La nouvelle liste des matières proposées à Chaparral High cette année comprend les cours traditionnels, mais aussi un cours pour apprendre à gérer son argent, une classe d'architecture d'intérieur ou une d'anatomie. L'une des formules les plus originales du système américain est la classe de débats (*deb. e team*), qui dépend de l'enseignement d'anglais et qui donne lieu à des compétitions oratoires interétablissements.

● Difficultés modulables.

Les lycéens qui le souhaitent et qui en sont jugés capables peuvent s'inscrire pour des cours d'un niveau renforcé. Un élève brillant peut ainsi suivre des cours d'université tout en étant en seconde.

● Diplôme.

Les conditions pour obtenir un diplôme de fin d'études (*graduation*) sont variables. Au lycée de Chaparral, il faut avoir suivi en quatre ans, entre la troisième et la terminale : quatre ans d'anglais, deux ans de mathématiques, deux ans de sciences, un an d'histoire mondiale, un an d'histoire des Etats-Unis, un semestre de géographie, un semestre d'économie. Il faut aussi avoir effectué vingt heures de travail communautaire dans une association, une ONG, une maison de retraite, etc.

Au-delà, tout est optionnel. Chanter dans la chorale donne autant de points (*credits*) qu'apprendre le français. Ecrire dans le journal des lycéens ou chercher des annonceurs pour l'annuaire des élèves sont des matières à part entière (un *credit*).

Aucun examen ne sanctionne la fin des études secondaires. Au total, il faut avoir obtenu 25,5 *credits* en quatre ans. En général, 90 % des élèves environ reçoivent leur diplôme.

● Règlement.

Les lunettes de soleil et les casquettes sont interdites à Chaparral High, de même que les *baggy pants*, les pantalons trop larges, dès lors qu'ils « descendent plus bas que la taille ». Prohibé aussi tout vêtement ou accessoire portant le signe distinctif d'un gang. Pour les filles sont interdits les T-shirts à fines bretelles. Mais on peut se rendre sans problème en short au lycée.

● **Vacances.** Les lycéens ont en moyenne 180 jours de classe par an. Les professeurs effectuent 7 h 30 de travail par jour, du lundi au vendredi.

● **Cartable.** L'instrument indispensable est le crayon gris. Il est utilisé à travers le pays pour tous les examens du type questionnaire à choix multiples. Les salles de classe sont pourvues de taille-crayons électriques.

La libération sexuelle s'amplifie en dépit des efforts des conservateurs

Les jeunes Américains ont une sexualité plus active que les Français

Les mœurs sexuelles des Américains se caractérisent par leur diversité. Malgré leur activisme, les conservateurs ne parviennent pas à enrayer la ré-

volution sexuelle commencée dans les années 1960. Les études sociologiques montrent que les jeunes adultes américains ont une vie amou-

reuse et variée. Depuis quelques années, au nom de la protection des femmes, la loi fédérale réprime sévèrement le harcèlement sexuel.

LORSQU'UN garçonnet de Caroline du Nord est exclu de son école pour harcèlement sexuel parce qu'il a embrassé une petite camarade sur la joue, les médias du monde entier sont au courant dans les vingt-quatre heures. On sait moins, hors des Etats-Unis, que, dans certaines écoles secondaires de New York, les infirmières mettent chaque matin à la disposition des élèves deux cartons remplis de préservatifs : des « ordinaires » pour l'amour classique, et des spéciaux, sans spermicide mais au goût mentholé, « pour fêllements uniquement ». A eux seuls, ces exemples illustrent l'extrême diversité des mœurs sexuelles dans un pays de la taille d'un continent, et traversé de profonds clivages sociaux, raciaux et régionaux. Même au sein de l'immense classe moyenne blanche, une infinie variété d'attitudes coexiste. Le combat entre libéraux et conservateurs se concentre souvent sur le sexe, car la droite religieuse a choisi de placer les aspects les plus intimes de la vie privée au centre du débat public. Or, malgré leur puissance et leur activisme, les conservateurs ne parviennent pas à enrayer la révolution sexuelle commencée dans les années 1960 : toutes les études sociologiques montrent que les jeunes adultes américains ont une vie sexuelle active et variée.

Selon le psychosociologue Alain Giami, qui réalise des enquêtes statistiques pour l'Inserm, ils sont plus dynamiques que les jeunes Français : « C'est encore plus vrai pour les femmes. Les Américai-

nes sont des sprinteuses alors que les Françaises sont plutôt des marathoniennes. Les Américaines commencent à faire l'amour plus jeunes et changent plus souvent de partenaire. Elles ont des enfants plus tôt, se marient plus vite, divorcent plus facilement, et ont souvent plusieurs amants en même temps. » En revanche, elles s'assagissent avant les Françaises, bon gré mal gré : « Après cinquante ans, elles sont largement exclues du jeu sexuel. »

Les Américains seraient donc des gens pressés. Jennifer, fonctionnaire internationale de vingt-neuf ans née dans le Connecticut, apprécie surtout leur simplicité : « Les garçons qui ont envie de moi sont très directs, même si c'est notre première rencontre. Au lieu de s'installer dans l'ambiguïté, ils me posent des questions sur ma vie privée et m'informent sur la leur. Ils ne se lancent pas dans des stratégies compliquées à la française. Même chose pour les filles : dans un monde idéal, nous aimerions être courtisées comme les dames du temps jadis, mais nous n'avons ni le temps ni la patience. »

Il reste que toute personne s'estimant victime de chantage sexuel, ou simplement d'un « environnement sexuellement hostile », peut attaquer en justice le coupable, mais aussi l'entreprise, considérée comme civilement responsable. D'un bout à l'autre du pays, il a fallu s'adapter à cette nouvelle donne.

Lucy, quarante et un ans, directrice du marketing d'une firme industrielle de Los Angeles, mesure la distance parcourue : « Il y a

quinze ans, si un ami prof de fac était venu me confier qu'il était amoureux d'une étudiante, je lui aurais répondu : "Tente ta chance." Aujourd'hui, je lui conseillerais d'être très prudent, car si la fille le prenait mal, elle pourrait briser sa carrière. Et si cet ami était cadre dans une entreprise et qu'il avait des vues sur sa secrétaire, je lui dirais : "Oublie-la. Si tu fais ça, elle te tiendra par les... c'est le cas de le dire, et si par la suite ça se passe mal entre vous, elle t'en fera baver". »

« DÉTRUIRE UNE CARRIÈRE »

Pourtant, Lucy reste persuadée que les responsables de cette situation sont les hommes : « Le problème n'est pas le sexe, c'est le pouvoir. C'est une séquelle inattendue du féminisme. Il y a aujourd'hui dans les entreprises des millions de femmes en colère, car malgré des décennies de combat, elles n'ont toujours pas réussi à obtenir une réelle égalité de traitement. Ce ressentiment permanent explose de temps à autre sous la forme d'une plainte pour harcèlement sexuel. C'est une forme de revanche. »

Bryan, informaticien new-yorkais de trente et un ans, estime qu'il n'y avait pas d'autre solution pour extirper le droit de cuissage qui faisait partie de la tradition américaine, mais il regrette les dérives actuelles : « Souvent, lorsqu'une femme déclenche un procès pour harcèlement, son but véritable est de toucher des dommages et intérêts. Le problème n'est plus sexuel, il est très simple et très américain : c'est l'appât du gain. »

Cindy, trente-six ans, Californienne installée à Chicago pour diriger une agence de relations publiques, est plus nuancée : « C'est vrai que ça devient compliqué. Récemment, un type a été traîné devant un tribunal pour avoir lancé un bonbon dans le corsage d'une collègue. Cela dit, ce n'est plus un problème de féminisme : il est aussi facile pour un homme de détruire la carrière de sa patronne que l'inverse. » De toute façon, Cindy estime que cette guerre des sexes n'est pas la norme : « Dans mon secteur, tous les célibataires cherchent des partenaires parmi leurs collègues ou leurs clients, ils se comportent comme s'ils étaient encore étudiants. Souvent, après le travail, mon équipe se retrouve dans les bars du centre-ville. Bien sûr, nous parlons de sexe pour plaisanter, nous flirtons et, souvent, ça va plus loin. »

Quand il s'agit de sentiments, Cindy n'a pas peur des contradictions : « Si un collègue m'importunait et devenait obsessionnel, je n'hésiterais pas à aller voir la direction, ou même un avocat. Mais si demain je tombais amoureuse d'un homme avec qui je travaille, qu'il soit mon chef ou mon subordonné, je n'hésiterais pas à le séduire, parce que je suis une passionnée. Il y a une tradition importante en Amérique, c'est l'attrait du danger, le goût du risque, la rudesse du pionnier qui se moque des conventions. C'est très valorisant de faire des choses téméraires et un peu folles. »

Yves Eudes

Très bourgeois et très bohèmes, les « bobos » entrent en scène

ELLEN, trente-cinq ans, est née un peu tard pour faire partie de la génération hippie des années 60 ; dans les quartiers étudiants de New York, elle était déjà trop impliquée dans les causes humanitaires pour devenir une yuppy (chic et branchée) des années 80. Aujourd'hui, avec son diplôme de droit, son mari dans la finance et ses deux enfants, elle serait assez fière d'être cataloguée parmi les « bobos ». Une appellation créée par le journaliste David Brooks, qui revendique son appartenance à cette nouvelle caste et dont le livre, *Bobos in Paradise*, fait grand bruit.

Ces « bobos » (« bourgeois bohèmes ») sont des jeunes gens aisés, bien éduqués, qui se plaisent davantage à soigner leur corps et à aimer leur prochain qu'à encaisser des dollars à Wall Street ou Palo Alto. Qui ne dédaignent pas de manger des pommes de terre, surtout si elles sont biologiques. Qui préfèrent dormir dans des logements provisoires que dans un appartement luxueux bien à eux, sur la Cinquième Avenue de New York. « « Bobo », je ne connaissais pas l'expression mais je la trouve formidable. Dans un certain

sens, elle traduit un mouvement remontant aux années 50 », commente avec enthousiasme Ellen. Et, de fait, David Brooks explique que l'apogée de la bourgeoisie, après-guerre, a déclenché les hostilités entre les néocons (conservateurs protégeant les valeurs traditionnelles) et les bohèmes (tentant par tous les moyens d'élargir les libertés sociales et culturelles). Près de cinquante ans plus tard, les bobos seraient les premiers à réussir la réconciliation des deux groupes, en « faisant pénétrer une sensibilité bohème dans les repaires bourgeois » sans pervertir leurs institutions.

Les bobos gagnent confortablement leur vie, mais évitent de l'afficher. Les voitures de luxe et les chemises de soie ne font pas partie de leur univers. Le négligé chic serait davantage leur genre. Pour eux, l'argent ne pose pas de problème tant qu'il permet de manger bio, de faire des excursions dans des régions toniques et de signer des chèques en faveur d'associations caritatives. S'ils critiquent la culture capitaliste, ils s'autorisent tout de même à dépenser des fortunes pour rester à la

pointe de la haute technologie, avec ordinateurs et téléphones portables sophistiqués. Partant en vacances, les bobos choisissent de préférence des endroits reculés et des modes de transports rudimentaires... « Les dollars dépensés pour notre voyage sont des investissements dans notre propre capital humain... Nous voulons percer d'autres cultures, essayer d'autres modes de vie », écrit M. Brooks.

En lançant les bobos, David Brooks aimerait avoir donné son nom à une nouvelle génération. Mais pour que celle-ci existe vraiment des fondements politiques ou religieux mieux établis seront sans doute nécessaires. Après tout, écrit Debra Galant dans le *New York Times*, il s'agit simplement de personnes qui « pensent à gauche et vivent à droite ». Avec leur goût prononcé pour la conciliation, leur rejet de toutes révoltes et démarches radicales (orthodoxie religieuse, remise en cause de l'Etat), les bobos manquent encore un peu d'épaisseur, y compris en France, où l'appellation commence à être connue.

Françoise Lazare

L'université Harvard joue et gagne sur le capital-risque

LE FONDS de réserve de l'université Harvard a enregistré un retour sur investissement de 32,2 % cette année. Ce fonds, le plus important de tout l'enseignement supérieur américain, est passé de 14,4 milliards de dollars en 1998-1999 à 19,2 milliards en 1999-2000.

Les placements de l'université Harvard ont eu un rendement bien supérieur à celui du marché boursier, qui a progressé dans le même temps de 7,3 %. Ce sont les fonds investis dans le capital-risque, spécialisé dans le financement d'entreprises high-tech, qui, avec un rendement de 155,2 % en un an, ont le plus contribué à la performance du fonds de Harvard. - (Corresp.)

Le Congrès accuse la France de brimer la liberté de conscience

LA FRANCE est accusée de discrimination contre les sectes par la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants. Les parlementaires critiquent quatre pays européens pour « violation de la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de croyance » et demandent à Washington d'intervenir pour y mettre un terme.

La Chambre des représentants s'en prend en particulier à un projet de loi voté le 22 juin par l'Assemblée nationale qui, selon elle, « contient des mesures répressives qui auraient un effet glacial sur la liberté religieuse ». Parmi les sectes citées comme victimes figurent l'Eglise de scientologie, les Témoins de Jéhovah, les Baptistes du Sud, les Adventistes du septième jour, le Renouveau charismatique ou l'Opus Dei, dont les membres se verraient « intimidés, refuser un emploi et refuser des crédits ». Les scientologues mènent actuellement campagne contre les pays européens, surtout la France et l'Allemagne, dont ils ont un temps comparé le comportement à leur égard à celui des nazis envers les juifs. - (Corresp.)

Le chauffard qui avait renversé Stephen King a été retrouvé mort

L'AUTOPSIE n'a pas permis d'élucider les causes de la mort de Bryan Edwin Smith, l'homme qui avait renversé l'écrivain Stephen King avec sa camionnette en 1999. Agé de quarante-trois ans, le chauffard a été retrouvé mort le 22 septembre dans son mobile home à Fryeburg (Maine), sans raison apparente. Il avait accédé à la célébrité après avoir gravement blessé le maître du roman noir sur une route de campagne du Maine. Victime de multiples fractures, incapable d'écrire pendant des mois, Stephen King avait regretté que le conducteur n'ait pas écopé d'une peine de prison ferme. Il avait aussi acheté la camionnette qui l'avait renversé. Bryan Smith, qui avait expliqué avoir perdu le contrôle du véhicule en tentant d'empêcher son chien d'ouvrir la glacière, s'apprêtait à retrouver son permis de conduire en janvier. - (AP.)

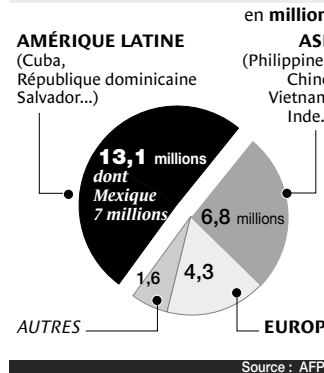
Les étrangers n'ont jamais été aussi nombreux : + 30 % en dix ans

LES ÉTRANGERS n'ont jamais été aussi nombreux aux Etats-Unis : selon les chiffres publiés début octobre par le Bureau fédéral du recensement, 25,8 millions de personnes résident aux Etats-Unis sont nées à l'étranger. Ce chiffre représente une progression de 30 % par rapport à 1990. Aujourd'hui, un résident sur dix est né hors des frontières américaines.

A titre de comparaison, le pays comptait 15 % d'étrangers entre les années 1870 et 1910. Six Etats accueillent au moins un million d'étrangers : la Californie (8,1 millions), New York (3,6 millions), la Floride (2,4 millions), le Texas (2,2 millions), le New Jersey (1,2 million) et l'Illinois (1,1 million). - (AFP.)

25,8 millions d'étrangers

RÉPARTITION PAR ORIGINE



Source : AFP

L'Etat de l'Illinois ouvre une prison par an sans juguler le flot de détenus

STATEVILLE (Illinois)

de notre envoyée spéciale

Si les murs des cellules de la prison de Stateville, à une heure de route de Chicago, sont uniformé-

REPORTAGE

Pour lutter contre les gangs, la direction fait régner une discipline de fer

ment gris clair, comme d'ailleurs ceux de toutes les cellules de toutes les prisons de l'Illinois, ce n'est pas dans le but de rendre les détenus neurasthéniques. C'est un choix stratégique : « Nous avons supprimé les couleurs, explique le directeur de l'administration pénitentiaire de l'Etat, Donald Snyder, car elles étaient utilisées comme signes distinctifs par les gangs pour maintenir leur domination dans la prison. » Et moins qu'ailleurs, dans les prisons d'Illinois, on ne badine avec les gangs. Trois des cinq grands gangs connus aux Etats-Unis ont leur base à Chicago.

Donald Snyder ne peut pas s'offrir le luxe de laisser les gangs contrôler ses prisons. Depuis dix-huit mois, il dirige un secteur à croissance quasi exponentielle : avec

18 000 employés, l'administration pénitentiaire est le second employeur public de l'Etat, derrière les services sociaux et devant l'éducation. Un détenu coûte 18 500 dollars par an au contribuable, un étudiant de l'université d'Illinois 11 500 dollars. Un système touché par une croissance vertigineuse : les 29 établissements pénitentiaires de l'Illinois abritent plus de 45 000 détenus, pour une capacité totale de 28 000 personnes. La progression est phénoménale depuis 1970, lorsque les 7 prisons de l'Illinois hébergeaient moins de 6 000 détenus...

Les années 90 et leur arsenal de lois de plus en plus répressives pour mieux vaincre la criminalité ont vu la population carcérale américaine exploser. L'Illinois n'échappe pas à la règle. « Nous ouvrons une prison de plus par an, mais chaque mois, j'ai un solde net de 197 détenus de plus », calcule M. Snyder. « Ici, la surpopulation n'est pas un mythe, c'est une réalité », admet sobrement un gardien de Stateville. Il suffit de visiter le bloc A, dans les quartiers de haute sécurité de la prison, pour comprendre ce que surpopulation veut dire : deux par cellule, dans un espace conçu pour un, si réduit que lorsqu'un détenu est debout, l'autre doit rester sur son lit superposé ou

s'asseoir face à la tablette fichée dans le mur.

Tout est propre, ordonné. La direction fait régner une discipline de fer dans cette prison de 2 740 détenus, dont 42 % condamnés pour meurtre. Les uniformes, surêtement de coton gris clair, T-shirt blanc, ne tolèrent aucune variation – toujours le problème des gangs. Les effets personnels sont limités à un inventaire bien précis, rangés dans des boîtes en carton réglementaires, pour que ne puissent être dissimulées ni armes ni drogue. La coque du petit téléviseur est transparente, pour les mêmes raisons. Les murs des cellules sont

immaculés : le moindre graffiti est puni d'une amende. Tout manquement grave à la discipline (drogue, agression) vaut six mois dans un bloc disciplinaire, avec diminution des privilèges, télé, cantine, téléphone. Seul le bruit dans cette immense enfilade de cages à barreaux métalliques paraît incontrôlable, envahissant.

« Le bruit ? Mais c'est calme aujourd'hui ! » Pour Carlos Bellamy, matricule B66387, Noir comme 65 % des détenus d'Illinois (alors que les Noirs ne constituent que 18 % de la population de l'Etat), le régime « est de plus en plus dur ». Enfermé depuis quatre ans déjà, il affir-

L'inflation du tout-carcéral

● **Chiffres.** Fin 1999, 6,3 millions de personnes étaient soit en prison, soit mises à l'épreuve, soit en liberté conditionnelle, ce qui équivaut à 3,1 % de la population adulte. Un million et demi d'enfants et d'adolescents ont un parent en prison, une augmentation de 60 % par rapport à 1991.

● **Evolution.** Le nombre de détenus dans les prisons américaines a quadruplé au cours

des vingt dernières années, pour atteindre 2 millions aujourd'hui. Le taux d'incarcération est passé de 1 pour 218 habitants en 1990 à 1 pour 147 en 1999. La capacité d'accueil des prisons a augmenté de 41 % entre 1990 et 1995.

● **Population.** Les femmes représentent 6,5 % de la population carcérale. A la mi-1999, sur 1,9 million de détenus, 560 000 étaient des Noirs de vingt à trente-neuf ans.

me se rendre compte du changement, pour le pire. « Le plus dur, dit-il, c'est la façon dont on nous traite. Le manque de respect. » A vingt-quatre ans, les cheveux soigneusement tressés sur le crâne, Carlos Bellamy est exactement le genre de « client » que Donald Snyder voudrait ne plus voir dans ses prisons : un récidiviste. Emprisonné deux fois, comme mineur, pour des problèmes de drogue, il a replongé à vingt ans.

« NATURAL LIFE »

« Il y a eu une fusillade avec un gang, dit-il en baissant la voix, les mains accrochées aux barreaux de la grille de sa cellule. On était huit. Un enfant de onze ans est mort. » Carlos, bien sûr, affirme que ce n'est pas lui qui a tiré, mais il écope de la peine la plus lourde, une peine au nom surréaliste qui sonne comme un glas lorsque l'on a vingt ans : « Natural life » (la vie naturelle) ou la prison à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, la seule alternative à la peine de mort. Son affaire est en appel avec, se rassure-t-il, « un bon avocat, pas un avocat commis d'office ». C'est sa mère qui paie, il ne sait pas vraiment comment, mais il a bon espoir.

Carlos Bellamy est aussi représentatif de la nouvelle population carcé-

rale par son âge. « Les détenus sont de plus en plus jeunes, de plus en plus durs à gérer, constate Theo Smith, gardien noir d'un bloc disciplinaire, vingt-quatre ans d'ancienneté à Stateville. Ce sont des gamins. » A dix-huit ans, explique l'un de ses collègues, « ils ne comprennent pas l'intérêt de suivre le règlement. Dès qu'on les laisse sortir de leur cellule, ils agressent quelqu'un ».

Et pourtant, l'Illinois n'est pas le Texas. C'est en Illinois que le gouverneur, le républicain George Ryan, affolé par le nombre d'erreurs judiciaires, a décrété au début de l'année un moratoire sur les exécutions. Donald Snyder, le chef de l'administration pénitentiaire, passe pour un homme éclairé, qui ne renonce pas à l'idéal de réinsertion. « On ne peut pas résoudre le problème de la population carcérale simplement en continuant à construire des prisons, dit-il. Il faut réfléchir à d'autres solutions et réduire la propension à la récidive. » Mais les priorités politiques sont ce qu'elles sont. Sa politique de « responsabilisation » (éducation, formation) des détenus, espère-t-il, devrait commencer à porter ses fruits dans trois ans. « On sait que ça marche, explique l'un de ses collaborateurs. Mais on est freiné par le nombre ! »

Sylvie Kauffmann

How Young Is Too Young to Face a Death Sentence?

By SARA RIMER and RAYMOND BONNER

The practice of condemning teenagers to death reflects the complexity of attitudes about capital punishment in the United States. While 23 of the 38 states that have the death penalty permit the execution of juvenile offenders, only a handful have actually carried out such executions.

But there are 80 condemned youthful offenders across the country — those who were under 18 at the time of their crimes — and while they make up only a small percentage of the overall death row population, more are awaiting execution than at any other time since the ban on capital punishment was lifted in 1976. Half of all condemned youthful offenders are in Texas and Alabama, and four have been put

Prosecutors call for adult penalties for adult crimes.

to death this year. That is more than in any year since 1954, when six teenagers were executed in Florida and Georgia.

Georgia's Supreme Court recently granted an indefinite stay of execution to Alexander Williams, now 32, a mentally ill prisoner who had been set to go to the electric chair within hours for a murder he committed when he was 17. It will likely be months before his fate is decided.

Williams was granted the stay because electrocution has been legally challenged in Georgia as cruel and unusual punishment. There has not

been an execution in the state since 1998.

In South Carolina, where four youthful offenders are on death row, Wayne Bailey, a district attorney, expressed a view popular among supporters of the death penalty for those who committed capital crimes when they were younger than 18.

"If you do an adult crime," Mr. Bailey said, "the jury ought to have the option to come back with the death penalty."

But even many prosecutors who support the death penalty, as well as national organizations that are neutral on the issue, are expressing concern about sentencing to death those who were, according to most laws, still children when they committed their crimes.

The United States is one of only seven countries in the world that permit such executions, according to the State Department. Language prohibiting the practice is included in several international human rights treaties, including the United Nations Convention on the Rights of the Child, which only the United States and Somalia have not yet ratified.

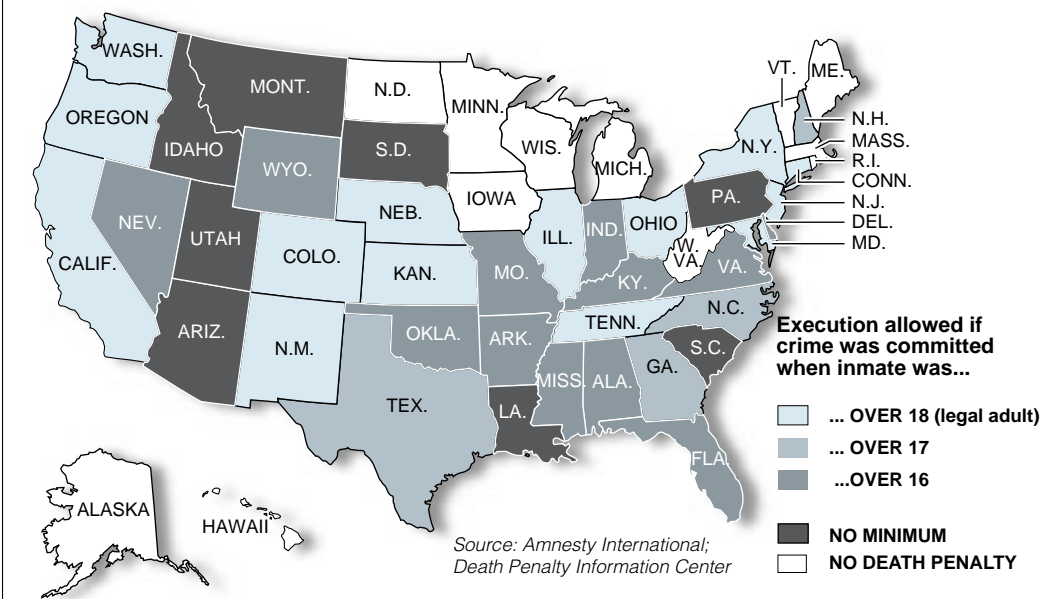
The United States Supreme Court upheld the constitutionality of the death penalty for 16- and 17-year-olds by one vote in a landmark 1989 ruling. The previous year the court ruled that executing those under 16 was cruel and unusual punishment, but legal experts are split on whether that constitutes a ban on their execution. Since capital punishment was reinstated, no one younger than 16 at the time of the crime has been executed, and only one person who was 16 then has been executed.

In many ways Alexander Williams is the typical condemned youthful offender: Southern, black, poor and male, and his victim was white and female.

He was 17 in 1986 when he ab-

Underage and on Death Row

Since 1976, 17 men have been executed for crimes they committed as juveniles. Currently, there are 80 youthful offenders facing capital punishment across the county.



ducted 16-year-old Aleta Bunch from a shopping mall and raped and fatally shot her.

Aleta's mother, Carolyn Bunch, said of her daughter's killer in a recent interview: "I don't care how old he was. He was old enough to know better. I could pull the switch on him and never have any remorse. He shot her three times in the forehead. He shot her eye out. He shot her in the heart."

Daniel Craig, the district attorney in Augusta, said that he opposed clemency for Mr. Williams because the jury had "determined that the appropriate response of a civilized society is the death penalty."

Under Georgia law, at 17 Mr. Williams was automatically charged as an adult, but it was the prosecutor's decision to seek the death penalty.

Mr. Williams is described in prison records as mentally ill;

they say he has schizoaffective disorder, which leads him to worship the actress Sigourney Weaver as God and dress as the Lone Ranger in his cell, among other behaviors. As a juvenile, he was charged with several offenses, including reckless conduct for holding a knife to a 13-year-old classmate's throat.

Mr. Williams's sister, Alexandriya Clemons, and half-brother, Rodney Blair, have both given affidavits describing the abuse their mother meted out to all of them as children.

"One time she was hitting his toes with a screwdriver and a hammer," Ms. Clemons said.

At the trial, Alexander Williams's lawyer, O. L. Collins, who has since died, did not present any of the details of his client's childhood. Five jurors gave affidavits in September saying that had they known about Mr. Williams's childhood

abuse and his mental illness, they would not have voted to sentence him to death. For that reason, they asked the pardons board to grant him clemency.

Experts who have studied the youthful offenders on death row say that most grew up in fractured families marked by drugs, alcohol, violence and mental illness. Others also say that the stereotypical image of teenage killers as superpredators who cannot be redeemed is not borne out by scientific evidence.

"Even people who are cynical about the rehabilitation of adults recognize that juveniles are different," said Craig Haney, a professor of psychology at the University of California at Santa Cruz. "It's the notion that human nature is unfolding. It's not until later in someone's life that you're willing to throw up your hands and say there is nothing more we can do now."

Californians Keep Work In Its Place

By MICHAEL YAKI

SAN FRANCISCO — We on the West Coast have a secret, hidden behind the Sierra Madres and buried beneath the San Andreas Fault: The four-and-a-half-day workweek.

I encountered this phenomenon while a staff person for a member of Congress in San Francisco. I found it difficult to schedule meetings on Friday afternoons, or to get phone calls returned once placed on Friday mornings. People were "unavailable" or "already booked" or, more plaintively, asking, "Can't you find another time?"

This, I soon learned, is code for "I'm at the beach" or "my flight to Vegas is nonrefundable" or "it's the only time I have with my masseuse."

It's difficult to pin down why. Recent statistics show that only one in three Californians holds a regular 9-to-5 job. Perhaps telecommuting, dot-commers and commutes that can stretch for hours render the hold of the traditional workweek increasingly irrelevant.

The time difference can be another reason. For those who deal with the East Coast, 5 p.m.

Friday afternoons are a bad time to call for a meeting.

is only 2 p.m. here — plenty of time to get a jump-start on the weekend. And if the East Coast leaves, say, by noon, what incentive is there for us to even get up for work?

But it's more than that. Look at a baseball game. Whenever I watch a televised game at Yankee Stadium on a work night, I see hundreds — perhaps thousands — of people still in their business suits.

In California, the only people in business attire are serving the beer. While fans in New York City are working to the last minute and fighting their way onto the subway to the stadium, the fans in California have changed clothes and, while sipping wine, are debating whether the Thai sausage on the grill is really more flavorful than a robust andouille.

I write this piece not to insinuate that East Coasters are worker drones chained to their desks, nor to imply that Californians are play-oriented irresolute who escape responsibility as soon as any Friday rolls around. We work as hard as our East Coast brethren. Maybe we just look better doing it.

That same Banana Republic fan nibbling on sushi is checking voice and e-mail and returning calls. When my city's new baseball stadium opened in April, fans marveled at its "old time" feel.

But the warm feelings quickly turned to frustration for many business people who discovered that the structure of the ballpark rendered their cell phones impotent.

Don't blame us because we live surrounded by the temptations of paradise. Pity us because we are tied by electronic umbilical cords to employers, customers, clients and investors who are with us even when we're playing golf at Pebble Beach.

Given the opportunity or excuse, Californians will, no matter the season, jump in their cars, crank the stereo and head for hill, valley or beach on overcrowded freeways that force us to get on the road earlier and earlier. Fridays are becoming more difficult than ever to get work accomplished. Thursdays may be next.

Workers Struggle To Stay in The Middle

By LOUIS UCHITELLE

When Vice President Al Gore incorporated "working families" and "hard-working middle-class families" into his speeches this fall as campaign phrases, he pointed out a fact of American life: most of the nation's 72 million families feel they cannot make ends meet.

Three-quarters earn less than \$75,000 a year and 45 percent of all families earn \$30,000 to \$75,000, the range of middle-class incomes in most of America. No one argues that middle-income families cannot afford the basics. What stresses them, sociologists say, are the other outlays of middle-class life: new clothes, child care, lessons for the children, restaurants, movies, computers, big-screen television sets, stereo systems, Christmas gifts, and saving for college and retirement.

"Working families" is a code phrase with a variety of meanings, and one is middle-class people trying to live only on wages, not earnings from investments," said Barrie Thorne, the co-director of the Center for Working Families at the University of California at Berkeley. "They can't do it and they feel nonaffluent and not adequately compensated for the number of hours they must work to make ends meet."

They are people like Tracey and Carrie Jones, who live with their two sons in a ranch house in Madeira, Ohio, a Cincinnati suburb. Tracey Jones's salary as a designer of labeling machines rose to \$45,000 from \$40,000 in 1996, when his compa-



Eli Lucero for The New York Times

To help save on child care costs, Vicki Stogdill brings her son to work at the appliance store she owns with her husband.

ny elevated him to permanent employee, with health insurance, from temporary status, thanks to the booming economy. The family's credit card debt is shrinking, partly because of Mr. Jones's higher income, but also, Mrs. Jones says, because of her resistance to impulse buying.

But unanticipated expenses force the Joneses to dip periodically into \$600 in cash savings, or to overcharge on credit cards. So Mrs. Jones, who already works two evenings a week for a dentist, earning \$4,500 a year, has taken a part-time job washing dishes. "It is hard work washing dishes and I am exhausted when I get home," she said.

Vicki and James Stogdill live in Des Moines, Iowa, and earn more than the \$75,000 a year that pollsters find to be the minimum that a family of four feels it must have to afford a middle-class life. But the \$90,000 a year that they take home from Stogdill's TV and Appliances, the family business they now own and operate, comes at a price that Vicki Stogdill resents. "If I could, I would get out in a heartbeat," Ms. Stogdill said.

But they cannot get out, they say. In the tight labor market, they cannot find or afford the people to do all the tasks they do. So they put in 110 hours a week.

Mr. Stogdill's father started the business in 1957, and Mr. Stogdill, who is 43, remembers an easier pace, when his father would close the store periodically for a week or so of vacation. The arrival of giant discounters, competing for sales, put a stop to that practice. And Mrs. Stogdill, who is 35, saves money on child care by bringing the couple's only child to the store.

Rising hours, in fact, have done more than rising wages to push up family income, and stress. From 1995 through 1998, middle-income family members added 70 hours a year on average to their work time, or nearly 1.8 additional weeks. From 1989 through 1998, the increase in work time was 3.4 weeks — often run up by people like Mrs. Jones, supplementing a spouse's wages.

"I once read in the Reader's Digest that families can't make it on one income because we want so much," Mrs. Jones said. "I think that is true."

Officials Take Hard Line Toward Computer Hacking

By DAVID STOUT

The federal government is taking a tougher stance toward youths who meddle where they do not belong with their computers, transforming activities that once may have been deemed pranks into serious crimes.

The Justice Department announced recently a 16-year-old from Miami who repeatedly penetrated computer systems of the Defense Department and the space agency had been sentenced to six months in detention, the first juvenile hacker to face jail time.

The youth, Jonathan James, pleaded guilty in federal court in Miami in September to two counts of juvenile delinquency.

Attorney General Janet Reno issued a statement signaling the shift in the government's attitude. "We take computer intrusion seriously and are working with our law enforcement partners to aggressively fight this problem," Ms. Reno said.

Authorities said the teenager invaded 13 computers of the National Aeronautics and Space Administration at a flight center in Alabama in June of 1999. Among other things, he downloaded software and stole data.

As a juvenile defendant, Jonathan James might have remained anonymous, best known for his Internet name, cOmrade. But the youth's father disclosed his son's name. The father said he wanted people to have an accurate picture of his son and his misdeeds.

Jonathan James was sentenced a day after Jonathan G. Lebed, a 15-year-old from New Jersey, settled a federal civil-fraud action by agreeing to repay more than \$270,000 that investigators said he acquired by manipulating the stock market on the Internet.

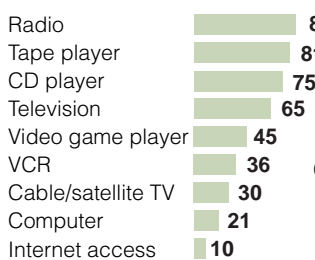
Jonathan James was sentenced a day after Jonathan G. Lebed, a 15-year-old from New Jersey, settled a federal civil-fraud action by agreeing to repay more than \$270,000 that investigators said he acquired by manipulating the stock market on the Internet.

'Media Central' in the Bedroom

America's children have an electronic world at their fingertips.

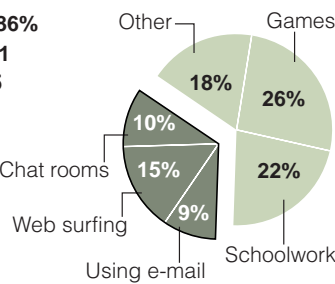
What they have

Percent of children ages 8 to 18 who have the following in their bedrooms...



How they spend their computer time

INTERNET USAGE



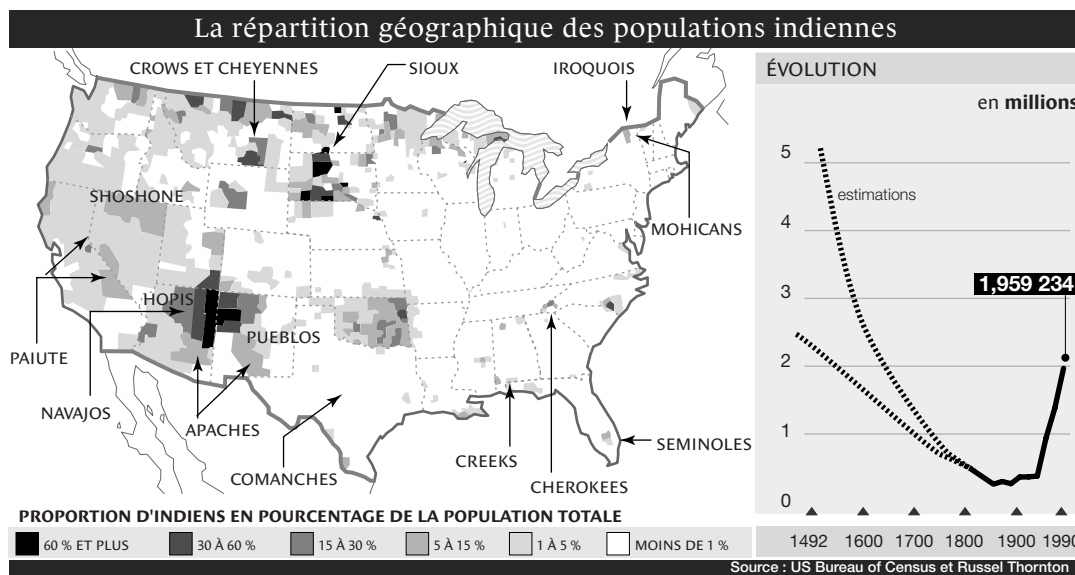
Source: Kaiser Family Foundation

Les Indiens n'étaient pas de gentils amis de la nature

Sur fond de culpabilité, dans les années 70, la société américaine a promu ses peuples indigènes en modèles d'écologistes. Les historiens contestent aujourd'hui cette légende. Les premiers concernés ne s'en émeuvent pas et revendiquent d'être reconnus pour ce qu'ils sont

ET SI les Indiens avaient été des destructeurs de l'environnement ? Des incendiaires de la forêt ? Des exterminateurs de bisons ? Historiens et paléo-écologues américains soulèvent depuis une dizaine d'années ces questions provocatrices. C'est une des évolutions les plus intéressantes d'un des puissants mythes fondateurs de la société américaine : les années 70, sur fond de culpabilité à l'égard des *natives* (peuples indigènes d'Amérique) et de montée en puissance de l'écologie, avaient transformé les Indiens en modèles de respect de la nature ; les années 90 ont opéré une révision en douceur, démontrant que les Indiens avaient eu, comme toutes les sociétés humaines, un impact non négligeable sur leur environnement.

Le point de départ de cette remise en cause a sans doute été l'analyse de l'extermination de la « mégafaune » (mammifères géants) à la fin du Pléistocène, il y a quelque 12 000 à 13 000 ans. Éléphants, chevaux, ours géants, chameaux disparurent ainsi d'Amérique – de la même manière, d'ailleurs, qu'en Australie (où l'événement est plus ancien, – 50 000 ans) ou en Eurasie. En 1967, Paul Martin, de l'université d'Arizona, publia un article affirmant que les hommes en provenance de Sibérie, pénétrant à ce moment dans le continent, étaient les seuls responsables de ce qu'il appela une *blitzkrieg*, en raison de la rapi-



dité de la disparition de cette faune. Depuis, le débat n'a pas cessé, le réchauffement climatique de la fin du Pléistocène formant la principale hypothèse concurrente.

PRÉLÈVEMENTS EXCESSIFS

De récentes démonstrations concluent à la destruction de la mégafaune australienne par les hommes (*Science* du 8 janvier 1999) ont renforcé la thèse de l'humain exterminateur.

L'archéologie s'intéresse, quant à elle, au sort de plusieurs civilisations indigènes qui ont disparu

dans les deux derniers millénaires. L'une des plus impressionnantes est celle des Hohokam : des chercheurs l'expliquent par la modification même de leur environnement, la salinisation des terres et l'abaissement des nappes phréatiques ayant finalement ruiné leur mode de vie. La disparition d'un autre peuple au XII^e siècle, dans le Sud-Ouest, les Anasazi, est de même fréquemment associée à des prélèvements excessifs sur l'environnement.

Plus globalement, l'absence d'impact environnemental des indigènes avant l'arrivée des Européens

est contestée : dans un article important, William Denevan, de l'université du Wisconsin, écrit qu'« avant 1492, l'activité des Indiens en Amérique a modifié la couverture forestière et sa composition, créé et agrandi des zones de pâturages, modifié des micro-reliefs par des travaux de terrassement innombrables [Annals American Association of Geographers, vol. 46, 1992] ». C'est que, comme le rappelle l'anthropologue Shepard Krech dans *The Ecological Indian* (Norton, 1999), si « la révolution industrielle a provoqué des changements environnementaux inégaux, (...) les sociétés préindustrielles ont également eu des effets sur leur environnement ».

Il est ainsi clair, par exemple, que le feu a été intensément utilisé par les indigènes avant l'invasion européenne, comme outil de chasse, d'agriculture ou de guerre. La transformation des écosystèmes en était un des effets principaux et, comme le démontre Shepard Krech, les feux échappaient assez souvent au contrôle de leurs agents. Dans la revue *Environment*, en octobre 1992, B. L. Turner et Karl Butzer, de l'université du Texas, affirment même que « la déforestation dans les Amériques était probablement plus importante avant l'arrivée de Christophe Colomb que plusieurs siècles après ».

LA DISPARITION DES BISONS

Il n'est pas jusqu'à la disparition du bison qui ne soit revisitée. Dans l'imagerie dominante, son extermination s'est produite dans un temps incroyablement court, à la fin du XIX^e siècle, sous le fusil impitoyable des Blancs. Pour l'historien Dan Flores, de l'université du Montana, cette vision est trop simpliste : selon lui, le refroidissement qui s'est produit au début du XIX^e siècle a altéré la subsistance de l'espèce, en diminuant les pluies sur les plaines. Les Indiens auraient ensuite joué un rôle non négligeable dans la tuerie, en le chassant exagérément afin de disposer d'une monnaie d'échange pour acheter alcool, couteaux, fusils et autres produits auprès des « visages pâles ».

Une autre hypothèse provocante a été proposée par Paul Martin et Christine Szuter, de l'université d'Arizona, dans un article paru en février 1999 dans *Conservation Biology* : sur les territoires occupés par les Indiens de manière stable, les bisons auraient été fort rares, surexploités par les tribus pacifiques. Les bisons n'auraient pu en fait prospérer – au moins durant le XVIII^e siècle, sur lequel on dispose de données – que dans les *no man's lands* situés entre les peuples en guerre. Dans ces régions disputées, les chasseurs ne pouvaient agir, se trouvant constamment menacés par leurs adversaires.

Au total, si les débats restent vifs et les conclusions fragiles, les scientifiques n'entrent pas l'image de peuples indiens miraculeusement en harmonie avec la nature. Si leur spiritualité se fondait sur des rapports particuliers avec les autres êtres de la nature, elle n'était pas l'équivalent d'une gestion écologique raisonnée.

Paradoxalement, la remise en cause de l'écologie innée des Indiens ne soulève pas l'indignation parmi les premiers concernés : c'est que, si l'image de « bon écologiste » a été utile dans les années 70 comme arme politique pour affirmer les droits des peuples natifs, elle correspond aussi à une vision d'Occidentaux qui enferme l'identité collective des indigènes à l'intérieur d'une image figée. Comme le dit un Indien Choctaw cité par Shepard Krech, « ce n'est pas parce que je ne veux pas être un homme blanc que je veux être une espèce d'Indien mystique. Je veux simplement être reconnu comme un être humain réel ».

H. K.

Hervé Kempf

Un squelette disputé

Les scientifiques ont perdu : le secrétaire à l'intérieur Bruce Babbitt a estimé, fin septembre, que les restes de l'Homme de Kennewick, un squelette vieux de 9 200 ans découvert en 1996, devaient être restitués aux cinq tribus indiennes qui le réclamaient pour l'enterrer. Les restes sont « culturellement affiliés » aux Indiens, a-t-il estimé. Les anthropologues souhaitent conserver les ossements pour les étudier. L'enjeu est d'importance. Il s'agit d'identifier les premiers habitants de l'Amérique. L'Homme de Kennewick (nom d'une localité de l'Etat de Washington) présente en effet des signes biologiques des populations venues d'Europe ou d'Asie du sud. Cela obligerait les anthropologues à réviser leurs théories sur les premiers Américains.

Le discours mythique du chef Seattle est l'œuvre d'un scénariste

« **NOUS SOMMES** une partie de la Terre, et elle fait partie de nous. Les fleurs parfumées sont nos sœurs ; le cerf, le cheval, le grand aigle sont nos frères. Les crêtes rocheuses, les sucs dans les prés, la chaleur du poney et l'homme : tous appartiennent à la même famille. » « La Terre est notre mère. Et tout ce qui arrive à la Terre arrive aux fils de la Terre. » Ces paroles constituent le legs de la sagesse écologique indienne aux hommes blancs destructeurs. Prononcées en 1854, elles ont connu un grand succès dans les années 70 : le texte a été diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires et souvent cité, par exemple par Al Gore, en 1992, dans son livre *Earth in the Balance*.

Seule ombre au tableau : le discours du chef Seattle n'est pas authentique. En 1854, Seattle (Seathl pour les puristes) est chef de la tribu des Suquamish, dans le nord-ouest des Etats-Unis. Il donnera son nom à la ville où règnent aujourd'hui Microsoft et Boeing. A Isaac Stevens, commissaire des affaires

indiennes pour le nouveau territoire de Washington, qui propose à son peuple d'aller dans une réserve, Seattle répond par un discours en lushotseed, recueilli et traduit par un jeune pharmacien, Henry Smith. En 1887, onze ans après la mort du chef indien, Smith publie sa version dans le *Seattle Sunday Star* : le texte (lisible sur le site Internet des Suquamish, www.suquamish.nsn.us/) est une méditation sereine sur les différences entre Blancs et Indiens et entre leurs religions. Pas un mot d'écologie, cependant.

EN PLEINE VAGUE ÉCOLOGISTE

En 1969, un professeur de littérature de l'université du Texas, William Arrowsmith, le découvre et le publie, quelque peu arrangé, dans la revue *Arion*. Il le lit en public à l'occasion du premier Jour de la Terre, en avril 1970, au moment où la vague écologiste commence à caresser l'Amérique. Parmi les auditeurs, un scénariste, Ted Perry, prépare un film sur l'environnement. L'idée lui

vient d'adapter le texte de Seattle, empruntant son personnage et son ton pour produire un message contemporain. Et Perry d'écrire le « discours du chef Seattle », que son commanditaire, la Southern Baptist Television Commission, utilise dans le commentaire du film sans préciser que Perry en est l'auteur.

Le succès est immédiat : des milliers de téléspectateurs réclament le texte, qui est repris par de nombreux journaux. Il se répand à travers le monde, et la dessinatrice Susan Jeffers en fait un best-seller, publié en 1991. L'affaire est finalement révélée par le *New York Times* en avril 1992, ce qui n'empêchera pas la « sagesse indienne » de tromper encore de nombreux dindons bien intentionnés. Ted Perry a écrit un beau texte, et les écologistes occidentaux de la fin du XX^e siècle ont de nobles pensées. Mais elles ne sont pas indiennes.

CARNET

DISPARITIONS

George Segal

Peintre de la « banalité »

ARTISTE-PEINTRE et sculpteur, George Segal est mort le 9 juin, à son domicile de Trenton (New Jersey), à l'âge de soixante-quinze ans. Son itinéraire est exemplaire de celui de sa génération, celle du pop art américain.

Né le 26 novembre 1924 à New York, George Segal est d'abord peintre : après des études au Pratt Institute of Design et à l'université de New York, son art se place d'abord – comme celui d'un Kelly ou d'un Francis – sous le signe de l'Europe, de Matisse et de Bonnard, puis sous celui de l'abstraction, qui triomphe alors aux Etats-Unis grâce à Pollock, Rothko ou De Kooning. Ses toiles trouvent alors succès et collectionneurs, ce qui n'empêche pas George Segal de pratiquer en parallèle une activité tout autre, celle d'éleveur industriel de poulets.

Ce rapport très direct à la société de consommation et le sentiment que son art s'enferme dans des formules picturales l'incitent à prendre bientôt une décision radicale. De même que Rauschenberg ou Twombly, mais avec un temps de retard par rapport avec eux, il rompt avec l'*abstract expressionism* et, en 1962, rejoint le mouvement pop, dont les principales figures sont déjà Andy Warhol, Roy Lichtenstein, James Rosenquist et un sculpteur, Claes Oldenburg. Ce dernier métamorphose les vitrines, les objets communs,

les nourritures ou les lavabos en sculptures de plâtre ou de kapok, jouant de l'illusionnisme avec ironie. George Segal fait de même, en s'emparant de la personne humaine, selon un procédé aussi simple qu'irréfutable, le moulage sur le modèle vivant à l'aide de bandes enduites de plâtre.

Le plus souvent, la figure blanche est nue, saisie dans une attitude banale et mise en scène dans un environnement non moins banal. Les décors sont authentiques, *ready-made* pris à la réalité, vrai flipper qui cli-gnote, véritable chaise de bois, authentique escalier. La nudité blafarde de la figure et son immobilité font basculer ce qui ne serait qu'anecdote du côté de l'anonyme, de l'anormal, du vaguement inquiétant, ce en quoi George Segal se rapproche d'un autre metteur en scène d'espaces, son contemporain Edward Kienholz. Le critique Pierre Restany a eu cette formule heureuse, définissant son œuvre comme le « Musée Grévin de la banalité ». Pour autant, elle n'est pas exempte de sous-entendus moraux et politiques, comme le prouvent *Gay Liberation*, un couple de même sexe installé dans le parc Christopher de Greenwich Village, et *Holocaust*, un groupe sculpté datant de 1983, visible au Golden Gate à San Francisco.

Philippe Dagen

Carl Rowan

Journaliste et militant de la cause des Noirs américains

CARL THOMAS ROWAN, le plus célèbre journaliste noir américain, est mort le 23 septembre à Washington des suites d'un diabète à l'âge de soixante-quinze ans. Il était le symbole de l'élite noire forgée dans les combats des années 50 et 60 contre la discrimination raciale, et à laquelle l'administration Kennedy avait donné sa chance. La réussite sociale n'avait pas entamé la fougue de ce militant. En 1997, dans un entretien au *Pittsburgh Post-Gazette*, il affirmait que « le racisme [était] encore tout à fait présent » dans la société américaine. Sa plus grande fierté était, à la fin de sa vie, de pouvoir se dire qu'il « n'avait pas laissé tomber » sa communauté.

Carl Rowan était né le 11 août 1925 à Ravenscroft, une petite ville minière du Tennessee, dans une famille pauvre. « Nous n'avions ni l'eau courante ni l'électricité », raconte-t-il dans son autobiographie. Son adolescence avait coïncidé avec la Dépression. Pour aider sa famille, il accomplissait toutes sortes de petits travaux, tels que de balayer les couloirs d'un hôpital pour tuberculeux. Ses professeurs de lycée le poussent à continuer ses études à l'université de Nashville, dans le Tennessee.

Il passe alors avec succès, en 1943, un concours pour le recrutement des aspirants officiers de marine. Ses camarades de promotion lui

font la vie dure, dans un milieu encore fortement imprégné de racisme. Carl Rowan devient pourtant l'un des quinze premiers officiers noirs de la marine américaine.

La bourse accordée aux militaires démobilisés lui permet de poursuivre des études de journalisme à l'Oberlin College (Ohio). Il entre ainsi en 1948 au *Minneapolis Tribune*. Il n'y a alors que cinq journalistes noirs aux Etats-Unis. Carl Rowan part en reportage dans le sud du pays. Il en résulte un périple dans treize Etats et une série de 18 articles sur le sort des Noirs dans le Sud qui font sensation, et dont il tirera son premier livre, *South of Freedom*.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT

Le département d'Etat lui propose, en 1954, d'aller donner des conférences en Inde sur le rôle de la presse dans une société démocratique. Il s'attire les félicitations du secrétaire d'Etat de l'époque, John Foster Dulles. Le *Minneapolis Tribune* l'envoie couvrir la conférence des non-alignés, en 1955, à Bandung.

Le président Kennedy le nomme en 1961 secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires publiques, le plus haut poste jamais atteint par un Noir dans la fonction publique américaine, puis ambassadeur en Finlande. Après l'assassinat de Kennedy, il

est nommé directeur de l'US Information Agency, organisme chargé de diffuser la bonne parole officielle américaine à travers le monde. Cette fonction donne accès aux réunions du Conseil national de sécurité. Une fois de plus, Carl Rowan est le premier Noir à pénétrer dans ce sanctuaire. Ce n'est pas pour rien que son autobiographie est intitulée « *Renverser les barrières* »...

Déçu par le président Johnson, Carl Rowan retourne au journalisme. Ses articles et éditoriaux sont publiés dans une soixantaine de journaux. Il intervient régulièrement dans des émissions de télévision telles que *Meet The Press* et *Inside of Washington*. Il réclame la démission du directeur du FBI, Edgar Hoover, pour ses écoutes illégales de militants des droits civils et dénonce la « cruauté » des coupes opérées par Ronald Reagan dans les budgets sociaux.

Son image avait été un peu ternie par un incident survenu en 1988. Il avait alors tiré un coup de feu, blessant un jeune homme qui s'était introduit dans son jardin, dans un quartier résidentiel de Washington. Cela cadrait mal avec la campagne résolue menée depuis toujours par Carl Rowan contre la dissémination des armes à feu dans la population.

Dominique Dhombres

■ **BEN ORR**, cofondateur, chanteur et guitariste du groupe de rock The Cars, est mort le 3 octobre à son domicile d'Atlanta (Géorgie) après plusieurs mois de lutte contre un cancer du pancréas. Né le 9 août 1947, il avait publié ses deux premiers albums à la fin des années 70.

■ **STANLEY TURRENTINE**, saxophoniste, est mort le 12 septembre, à l'âge de soixante-six ans, à New York. Né à Pittsburgh (Pennsylvanie) le 5 avril 1934, dans un milieu musical, il aura été l'un des musiciens auxquels les rappeurs ou certains courants comme l'acid jazz auront le plus emprunté. A l'instar de nombreux jazzmen durant les années 70, Stanley Turrentine s'était tourné vers le jazz-rock et la pop et avait gravé plusieurs enregistrements qui font aujourd'hui les délices des DJ et des échantillonneurs dès qu'il s'agit de donner une touche « jazz » à la musique de danse.

■ **JOSEPH LEWIS**, cinéaste de séries B à succès, est mort le 30 août à l'âge de cent ans. Le tournage d'un film de Joseph Lewis était une aventure en soi, tant son financement le rapprochait d'un cinéma de guérilla. *Gun Crazy* (1949), son film le plus célèbre, avait été produit par les frères King, d'anciens gangsters. Il aligna les succès commerciaux et artistiques avec une remarquable régularité. On peut citer *My name is Julia Ross* (1945), un superbe mélodrame dans la veine de *Rebecca*, d'Alfred Hitchcock, ou *Undercover Man* (1948), qui relatait avec une extrême rigueur les efforts déployés par un policier fédéral pour amener Al Capone devant les tribunaux.

A peine avait-elle entendu la voiture de sa mère dans l'allée que Laura a appelé au secours d'une voix mourante : « *Moóoom* ! » Puis elle s'est remise à téléphoner, en descendant l'escalier. « *Attends*, a-t-elle dit dans le combiné. *Je pose la question*. » « *Mom !* », a-t-elle appelé. Jamie a fini par ouvrir la porte. Elle était en short fleuri, polo vert, mais il lui arrive aussi d'aller travailler en jupe longue et corsage léger.

Laura a mis sa main sur le récepteur : « *Maman, est-ce que je peux... ?* » Là-dessus, le chien s'est mis à aboyer, content de voir du monde. C'est un mini-schnauzer, mais sa voix n'est pas tout à fait proportionnée. « *Attends*, a ordonné Laura, dans le téléphone. D'un pied, elle a ouvert la porte-fenêtre et fait sortir le chien. En même temps, elle a tiré le volet. Dans la demi-pénombre, Laura a reposé la question. « *Maman, est-ce que je peux aller prendre des cours de tennis avec Allie ?* »

Jamie a fermé la porte. Mentalement, elle a passé en revue le maître calendrier où chacun inscrit ses activités sous les photos enneigées. Et elle a objecté, pas mécontente : « *Tu as déjà ton entraînement de Lacrosse !* » (prononcez « *Leucosse* » ; c'est un sport en vogue dans les lycées américains, quelque part entre la pelote basque et le hockey sur gazon). « *C'est pas le même jour* », a rétorqué Laura, arrêtée net dans sa descente d'escalier. « *Attends*, a-t-elle dit à Allie. *Je te rappelle.* »

Laura était en short elle aussi, avec un T-shirt assez psychédélique, bleu d'un côté, vieux rose dans le dos, avec des oiseaux dessinés sur les manches. Un air de révolte l'a saisie. « *Je paierai les cours moi-même !*, a-t-elle lancé. *Je nettoierai la maison pendant un mois. Je me priverai de manger !* » Après avoir fait ses comptes, Laura est revenue, effondrée. « *Je n'ai plus que 20 dollars pour le mois alors qu'il y a des soldes sur les raquettes de tennis chez Gart Sports !* »

Jamie a soupiré. Laura et elle s'entendent plutôt bien. « *Ça serait pas pareil évidemment, si je voulais des choses genre me faire percer le nombril* », dit Laura. Régulièrement, Jamie emmène sa fille chez Starbucks (la chaîne de café) pour prendre le temps de bavarder. Cela s'appelle « *quality time* » et c'est chaudement recommandé par les psychologues scolaires. Laura est bonne fille. Elle prend un « *chocolate chip frappuchino* » dans un verre grand comme un vase à fleurs en Europe. Et elle rassure maman. Tout va bien, malgré la compétition et le stress du lycée (3 600 élèves). « *Je peux rivaliser*, dit-elle. *Les gens sont perdus quand ils ont l'impression qu'ils ne sont bons dans aucun domaine.* » Ce qui n'est pas son cas. Elle entre en seconde et suit des classes « *difficiles* » (chimie, droit). Et aussi « *aventure* », un cours qui « *stimule le processus de réflexion* ».

Pour revenir au tennis, Jamie a expliqué que ce n'était pas un problème d'argent. Avec deux salaires, les Shunk sont dans l'honnête classe moyenne : le genre de familles courtisées cette année par les candidats à la Maison Blanche. John, trente-neuf ans, est avocat. Jamie, trente-huit ans, institutrice. Leur maison est d'apparence assez modeste, en brique avec un panier de basket devant le garage, comme au cinéma. Mais ils ont investi ailleurs : plan d'épargne-retraite, compte pour financer l'université des enfants, deux voitures dont un Minivan, et assez d'équipements sportifs « *pour ouvrir un magasin* », dit Jamie. Le quartier est résidentiel, bien tenu ; le lycée public magnifique (le bâtiment des sciences a un petit jardin botanique avec une mare où l'on peut attraper sa grenouille avant de la disséquer).

Mais cette année, les Shunk avaient décidé d'en faire moins. Moins de chorale, moins de sorties avec les scouts, de club montagne, de book-club. Bref, moins d'activités. Et le tennis n'avait même pas été évoqué. C'est Jamie qui a pris les devants. « *Il faut que nous simplifions notre vie* », a-t-elle décidé. Dans un univers de consommation effrénée, simplifier est devenu le concept à la mode, un titre pour best-sellers : *Simplify your life*, *Simplifiez votre vie avec les enfants*, *Simplifiez Noël*...



ESSDRAS SUAREZ/LUMA/PRESSCOSMOS

Family First

Chez les Shunk, il y a John, le père, Jamie, la mère, Laura, la fille, et Adam, le fils. Une famille ordinaire dans un coin d'Amérique en lisière des Rocheuses, dans la banlieue de Denver (Colorado).

Cette famille rêve d'une seule chose : simplifier. Simplifier la vie

Laura et son frère Adam ont donc renoncé à leurs cours de piano (bihebdomadaires). John a quitté la présidence de son organisation caritative, Jamie celle de son association d'anciennes élèves. « *L'autre jour, au lieu d'aller à la leçon de piano, on s'est retrouvés à bavarder avec Adam. Et on s'est dit : est-ce que ce n'est pas formidable ?* », raconte Jamie. Au niveau national, une organisation de parents vient de se créer sur le même thème : « *Family Life First* », la vie de famille d'abord. Le but est de faire pression sur les éducateurs pour qu'ils allègent les horaires. Deux entraînements de football par semaine, si possible, au lieu de quatre. Pas de répression, svp, contre les enfants qui ont raté un match pour des raisons familia-

les. Jamie souscrit d'office. Quand on lui demande quels sont ses soucis dans l'Amérique cossue de l'ère Clinton, elle n'hésite pas une seconde : « *En ce moment, c'est d'avoir assez de sommeil.* »

Le matin, la première levée est Laura. Le réveil sonne à 5 h 15. « *On s'habitue*, positive-t-elle. *On dort plus profondément quand on dort peu.* » Elle quitte la maison à 6 h 20, attrape le bus scolaire à 6 h 30. Au lycée, Laura est membre d'un club de « *futurs leaders* » qui vient d'organiser une course de 24 heures pour collecter de l'argent pour le district scolaire. Elle

fait partie aussi du club Mode, dont le projet est de réunir les fonds pour organiser un voyage à New York. Pour ses treize ans, elle a loué une limousine avec ses amis (125 dollars mais une boisson est offerte pendant le trajet). C'est une voiture de 8,5 mètres de long minimum. Les filles sont en robe longue. Les garçons en nœud papillon. L'équipée commence de manière très hollywoodienne pour se terminer généralement dans un restaurant italien pour parents ou à la Cheesecake Factory.

Le dimanche, Laura va à l'église. Les Shunk sont méthodistes depuis plusieurs générations. Avec le groupe de jeunes de la congrégation, elle fait des « *trucs sympas, comme aller faire des distributions de nourriture dans les banques ali-*

des allergies à l'arachide). Adam vient d'entrer en cinquième. L'an dernier, il n'a pas pu obtenir de rôle majeur dans la pièce montée par sa classe parce qu'il était dans l'équipe d'athlétisme. Cette année, il compte se rattraper et chanter dans la comédie musicale de l'école : *Groovy*, un scénario années 60 peuplé de hippies avec bandeaux dans les cheveux.

Quand il rentre à 15 h 15, il jette un œil sur la télévision pour voir s'il n'y a pas une chaîne qui donne son show préféré (les Simpsons). Ensuite, il fait ses devoirs. Dans ce coin de l'Amérique où les Californiens viennent s'installer parce qu'elle est encore blanche, le professeur d'anglais a demandé aux collégiens d'écrire une lettre à un sportif sur le thème du racisme. Adam compte écrire à un ancien basketteur de Denver qui a financé un hôpital au Zimbabwe, pour peu qu'il trouve l'adresse sur Internet. Sur la porte de sa chambre, Adam a un poster géant de Jackie Robinson, qui fut le premier Noir admis dans le championnat de baseball en 1947. Le sportif a été à l'honneur à l'occasion du Black History Month, le mois de l'histoire des Noirs, qui est célébré dans tout le pays chaque année au mois de février.

Comme matières à options, Adam a choisi ingénierie de l'informatique et cuisine internationale. Aujourd'hui, il a fait la pâte à pizza. Demain, « *la sauce ou quelque chose comme ça* ». Dans sa chambre, Adam a un hamster, un aquarium et une étagère entière de trophées métalliques. « *Ils en donnent pour n'importe quoi* », soupire Jamie (règle de base de l'éducation américaine : le « *renforcement positif* »). Adam a aussi un portefeuille boursier de 3 000 dollars, composé d'actions Coca-Cola, MacDonald's, Disney et Starbucks, qui lui

a été offert par son grand-père. Mais c'est encore de la vieille économie qu'il tire son argent de poche, en tondant la pelouse pour 15 dollars. Sa dernière acquisition est une tente de camping qu'il a laissée au milieu du salon.

Le matin, Jamie se lève après les enfants. Maintenant qu'elle a repris un travail à plein temps, elle envisage de simplifier aussi la maison. Cet été, elle a emmené les enfants à la Parade of homes, une exposition de ce que les media appellent la « *nouvelle maison américaine* » (30 % plus grande qu'il y a dix ans). Depuis, Jamie rêve d'accessoires en acier inoxydable et de sols en bambou. Les enfants, eux, ont plutôt vu la télévision avec écran géant à 14 000 dollars. En juillet, Jamie a aussi emmené les enfants vers la côte est : 9 000 kilomètres en quatre semaines. Une fusillade avait eu lieu la veille de leur passage à Philadelphie. Pas très rassurant. « *Rien que pour cela, je ne voterais pas pour Bush*, dit Jamie. *Il a autorisé le port d'armes partout au Texas.* » Les Shunk n'ont pas d'armes. Quoique. Si l'on y réfléchit, John a bien un vieux fusil qui lui vient de la ferme familiale mais il est « *tout démonté* ».

DERNIER à émerger le matin, le père, John, met environ trois quarts d'heure pour descendre downtown. Son cabinet juridique occupe le 28^e et dernier étage d'une tour. Les secrétaires sont regroupées dans l'espace central, dans des petits boxes. Les cadres occupent les bureaux périphériques avec vue panoramique qui permet de suivre la course droite des montagnes rocheuses sur une centaine de kilomètres vers le sud. John K. Shunk, comme dit sa carte de visite (K. pour Karl), est presque inquiet que le pays soit « *tellement riche* ». Il redoute l'inflation. « *Une bonne secrétaire juridique touche maintenant ce que touchait un avocat débutant il y a quelques années* », dit-il.

John porte une chemise quasi hawaïenne. C'est donc *casual friday*, veille de week-end : tenue relax de rigueur. Si on a oublié quel jour on est, dans un bureau, il suffit de regarder autour de soi. Bermuda ? Ce ne peut être qu'un week-end étendu, l'un de ceux qui rythment l'année américaine : Memorial Day, début de l'été (lancement des barbecues), Labor Day, fin de la saison (fermeture des piscines découvertes, rangement des barbecues)...

John est né dans le plat pays du Nebraska, issu d'une lignée de quatre générations de fermiers d'origine allemande. Mais il aime la montagne et il a déjà escaladé 27 des 54 sommets de plus de 4 300 m que compte le Colorado (Adam 20, Laura et Jamie, 16). Cette année, il n'a pris que deux jours de vacances. Contrairement aux Européens, les

Centennial (Colorado), trois cents jours de soleil par an, mais la première neige arrive parfois abruptement (ici, le 23 septembre)

Américains travaillent de plus en plus (deux heures de plus par semaine qu'il y a dix ans). « *Cela se paie*, dit John. *Les gens n'arrêtent pas de changer d'emploi. Il y a beaucoup d'insatisfaction, d'épuisement.* » Pour les élections, John n'a pas encore décidé. Il apprécie les réductions d'impôts républicaines. Mais Bush « *manque vraiment d'expérience* », regrette-t-il.

Le soir, les Shunk s'efforcent de dîner en famille. C'est devenu presque rare dans l'Amérique suburbaine, au point que certains chroni-

Quand on lui demande quels sont ses soucis dans l'Amérique cossue de l'ère Clinton, Jamie n'hésite pas une seconde : « En ce moment, c'est d'avoir assez de sommeil »

queurs se sont demandé si la prochaine génération saura encore « *comment se comporter à table* ». Il leur arrive aussi de dîner au Salad Bar sur Arapahoe Road. Une soupe, du pain de maïs. Laura, qui n'avait pas faim, a choisi une pomme de terre au four arrosée de sauce chili et de fromage fondu.

« *Moi, lance-t-elle, si je devais voter, je choisirais Gore.* » Un ange passe. « *Nous avons eu tellement une bonne période avec Clinton*, explique-t-elle. *Gore continuerait ça.* » Puis elle soupire : « *Je ne vois pas comment la prospérité pourrait continuer à ce rythme-là.* » Adam, lui, garde toute confiance dans la nouvelle économie. « *La croissance va continuer. Ne serait-ce que parce que la technologie continue de progresser* », assure-t-il. Mais Laura reprend, prophétique : « *Regardez l'histoire. Le moment est à peu près venu pour une forme de récession quelle qu'elle soit.* » Et, plus bas : « *Tout cela ne peut pas durer.* » Raison de plus pour en profiter et aller jouer au tennis avec Allie.

Six personnages en quête de mariage

par Eric Fassin

Pour la télévision américaine, la sitcom est un genre familial. Par son public (d'où l'horaire, en début de soirée), mais aussi par son thème et sa forme : le cadre fixe de la « comédie de situation », c'est une famille dans son foyer. L'innovation se marque par des écarts à la convention de départ, fondée sur le modèle conventionnel des années 50. Au lieu d'appartenir à la classe moyenne blanche, la famille peut être ouvrière (d'*Archie Bunker à Roseann*) ou noire (*Bill Cosby*). Au lieu de rester nucléaire, elle devient tantôt élargie (*La fête à la maison*), tantôt recomposée (*Notre belle famille*). Autant de manières de « faire famille ».

Friends, c'est l'histoire d'un groupe d'amis – et pourtant, il s'agit bien d'une sitcom. Le paradoxe n'est pas nouveau : la vraie famille, on la rencontre aussi, loin des familles, dans la familiarité d'un pub de Boston (*Cheers*), ou dans l'intimité professionnelle, à la mairie de New York (*Spin City*). C'est en rupture avec leurs familles que les six jeunes gens de *Friends* reconstituent une famille élective. Sans doute Ross et Monica sont-ils frère et sœur – mais l'exception confirme la règle : ils choisissent leur amitié en dépit du lien familial.

Il est des familles qui se défondent dans la douleur. C'est le jour de Thanksgiving, fête familiale par excellence, que Chandler découvre que son père est gay ; il devra exiger de sa mère, sex symbol qui flirte avec Ross, qu'elle assume son rôle maternel. Quant à Phoebe, abandonnée par son père (en prison) et sa mère (suicidée), mais aussi trahie par sa jumelle, elle découvre le mensonge qui pèse sur sa filiation : dans le ménage à

trois de ses parents, sa mère n'était pas sa mère.

Mais il en est aussi dont on peine à se défaire : pour conquérir leur autonomie, Monica doit s'affranchir du regard maternel, et Rachel renoncer aux cartes de crédit paternelles. Seul Joey, avec sa famille italo-américaine, semble mieux loti. C'est sans doute pourquoi ses neuf sœurs et sa mère sont presque absentes de la série.

N'allons pourtant pas faire de

craint (non sans raison) de passer pour homosexuel, ne doute jamais (à juste titre) de ne pas l'être. C'est l'envers d'un modèle gay, relayé par la fiction et l'anthropologie, où les anciens amants constituent la famille des amis. Ici, on retrouve la même logique élective ; mais à l'inverse, c'est la famille des amis qui fait le lit des amants. Sans doute Chandler et Monica hésitent-ils dans un premier temps à avouer aux

La sitcom « Friends » dessine le modèle d'une érotique proprement hétérosexuelle – même Chandler, qui craint (non sans raison) de passer pour homosexuel, ne doute jamais (à juste titre) de ne pas l'être

ce groupe d'amis en rupture de famille des individus atomisés, comme dans *Seinfeld*. Loin d'être condamnés à une éternelle adolescence, les six personnages se construisent au fil des années en bâtissant des histoires. Et d'abord des histoires amoureuses : alors que la passade d'Ellen avec *Seinfeld* restait sans conséquence, les amours tumultueuses de Ross et Rachel animent les premières saisons et bien au-delà, tandis que le couple plus tardif de Chandler et Monica occupe désormais le devant de la scène. A tel point qu'on s'interroge : Phoebe et Joey ne seraient-ils pas promis l'un à l'autre ?

Friends dessine ainsi le modèle d'une érotique proprement hétérosexuelle – même Chandler, qui

autres leur couple, qui pourrait paraître « incestueux ». Mais les meilleurs amis ne deviendront-ils pas les meilleurs amants – pourvu qu'ils soient de sexe opposé ?

Le comique de *Friends* ne repose donc pas sur la bizarrerie anémique de *Seinfeld*. Il s'agit d'une comédie romantique, à la manière du *Songue d'une nuit d'été*, ou de *Quand Harry rencontre Sally*. Les péripéties du couple en sont la matière, et le mariage en est l'enjeu. En effet, ce qui pose problème, ce n'est pas la sexualité, évoquée au contraire avec gourmandise et sans ambages. On se dispute les préservatifs ; on fait l'inventaire de ses conquêtes ; on commente ses nuits. Les garçons se passionnent pour une chaîne pornographique, et les filles ne dédaignent

pas les qualités les plus physiques.

La sexualité s'affiche épanouie. S'agit-il de l'homme ? L'impudence n'apparaît que comme une ruse pour mieux attirer les femmes dans son lit. S'agit-il de la femme ? L'orgasme va de soi : même Chandler se montre l'égal de Joey qui l'a précédé. Il suffit que Monica (sous le regard approbateur de Rachel) dresse la carte des zones érogènes de la femme (certes multiples), avant d'en dessiner un parcours (certes complexe), pour mériter la gratitude éternelle d'une partenaire comblée.

Ce qui pose problème, c'est le mariage lui-même. La série débute sur un double échec : Rachel fuit devant l'autel, tandis que la femme de Ross le quitte pour une autre femme. Et les catastrophes continuent – que Ross prononce le nom de Rachel au moment de dire « oui » à une autre, ou que les deux anciens amants s'épousent enfin, mais malgré eux, lors d'une nuit d'ivresse à Las Vegas... Car la difficulté, ce n'est pas de cohabiter – amis ou amants -, ils le font déjà. C'est de s'engager.

Si le mariage n'est plus la clé de la sexualité, pourquoi passer du coït au couple, et du couple au mariage ? Autrement dit, si l'accès à la sexualité est libre, sur quoi fonder l'engagement ? C'est toute l'importance, dans la société américaine comme à la télévision, de la demande en mariage – qui mettra en péril le couple de Monica et Chandler. La mise en scène de cet enjeu crucial aux Etats-Unis y explique d'ailleurs le succès de la série : l'histoire tend vers le mariage.

Sans doute dira-t-on que cette obsession trahit le caractère conventionnel de *Friends*, qui retrouverait ainsi, en dépit d'une sexualité « libérée », les normes

des années 50, et l'origine de la sitcom. Ne voit-on pas les jeunes femmes, un jour de déprime, se déguiser toutes trois en mariées à crinoline ? On s'inquiétera alors de l'engouement des adolescents français : pourquoi importer le rêve américain d'un ordre sexuel désuet, où le mariage est à la fois le rêve des femmes et le cauchemar des hommes ?

Rassurons-nous : les choses sont plus complexes. Quand l'ex-femme de Ross donne le jour à leur enfant, c'est entre sa nouvelle compagne et le père – réconciliés pour l'occasion. Ross sera même le témoin de son ex-femme pour un mariage lesbien. De son

Autant de leçons de morale, graves et comiques à la fois : les questions sont posées et résolues dans la pratique

côté, Phoebe acceptera d'être mère porteuse pour le couple du demi-frère qu'elle s'est découvert. Nous voici bien loin de l'Amérique des années 50 – et même de la France d'aujourd'hui.

Les adolescents français qui regardent *Friends*, quelle image de l'amitié, de l'amour, du mariage et de la famille y trouveront-ils ? L'affirmation de la norme la plus conventionnelle, ou la subversion

la plus radicale ? Les deux à la fois : quand Phoebe, masseuse vertueuse, déroge à la règle en embrassant son client, sa patronne peut bien l'accuser de se prostituer, et la mettre à la porte, elle n'en a cure – mais elle est choquée en apprenant qu'il s'agissait d'un baiser adultère.

On retrouve partout cette complexité. Monica peut prendre un ami de ses parents pour amant ; mais alors, le fils de celui-ci lui sera interdit. Chandler peut séduire la maîtresse de Joey, à condition de prévenir d'abord son meilleur copain. Une belle étrangère peut ouvertement se partager entre son mari et plusieurs amants ; toutefois, tous ne s'en accommoderont pas nécessairement. Phoebe sait qu'elle souffrira de renoncer aux triplés qu'elle porte dans son ventre ; mais le bonheur qu'elle donnera aux parents en vaut la chandelle.

Autrement dit, les individus ne sont pas entièrement assujettis à la norme, ni n'en sont tout à fait affranchis. Ils mettent à l'épreuve les règles sociales à mesure que les situations le requièrent – au lieu de les accepter ou de les rejeter, a priori. Autant de leçons de morale, graves et comiques à la fois : les questions sont posées et résolues dans la pratique. Les règles ne sont pas données, mais elles s'élaborent devant nous. Voilà peut-être la raison du succès de *Friends*, en France comme aux Etats-Unis : la série transmet moins des normes particulières qu'une manière de les négocier. Voilà sans doute une raison pour regarder cette sitcom en famille.

Eric Fassin est sociologue (*Ecole normale supérieure*).

Je vote pour le falot

Suite de la première page

Quayle a été la risée de toute la nation, qui le jugeait franchement incapable ; les électeurs, pourtant, ont voté républicain, sans doute parce que les démocrates avaient mené une campagne déplorable.

Je trouve beaucoup de ressemblances entre Quayle et le jeune Bush, « W » comme on l'appelle souvent pour le distinguer de son père. Aucune de ces ressemblances n'est flatteuse car elles ont toutes à voir avec l'intelligence ou son absence. « W » est, semble-t-il, du genre qu'on voit dans les tribunes aux matchs de football torse nu par un froid glacial, des peintures de guerre sur la figure, furieusement macho.

Gore, le rival de « W », fait l'effet du personnage qui, dans un film, est fiancé à la belle jeune fille mais la perd à la dernière minute en faveur du héros. Et tout le monde de soupirer, soulagé de savoir qu'elle ne finira pas avec cet empoté qui fait tant de chichis. Pourtant, il est de loin le meilleur. Ce n'est pas sa supériorité dans le traitement des problèmes mais son style balourd en public qui rend la compétition si serrée.

George « W » Bush est, semble-t-il, du genre qu'on voit dans les tribunes aux matches de football, torse nu par un froid glacial, des peintures de guerre sur la figure, furieusement macho

Dans une élection américaine, l'image est très importante ; aussi importante et parfois davantage que le fond. Pour améliorer son image, Gore a embrassé sa femme à la télévision lors de la convention démocrate. On a beaucoup parlé de ce baiser, qui n'était pas vraiment ardent et passionné, mais conjugal et plein d'égards. Il a servi à distinguer Gore de Clinton, qui est considéré comme lascif et maléfisant, dénué de respect pour l'institution du mariage. Cela n'a pas empêché Clinton d'être réélu président à une écrasante majorité, parce qu'avec lui l'économie s'est bien portée et qu'on place son portefeuille plus haut que les « valeurs de la famille » tant

vantées et dont la nation ne cesse de parler.

Clinton avait aussi le grand avantage d'avoir des ennemis politiques tellement nuls qu'ils n'ont pas été capables de le faire réellement mettre en accusation alors qu'il était quasiment pris le pantalon sur les chevilles. Il n'est qu'à voir le ridicule et pathétique républicain Newt Gingrich pour se faire une idée du faible niveau de l'opposition qui a harcelé Clinton.

Reste que nous sommes un pays prude, et que seule la bonne santé de l'économie a véritablement sauvé Clinton de la fureur d'une majorité puritaine. Et donc cet innocent baiser a, d'un coup, fait de Gore à la fois un mari fidèle et autre chose que le robot qu'il donnait l'impression d'être, il a fait de lui un homme sexué capable de vibrer. Beaucoup de gens estiment que ce fut un tournant dans sa campagne, qui, de second, le fit passer en tête des sondages. Afin de n'être pas en reste, Bush a embrassé Oprah Winfrey à la télévision. Non seulement elle présente un show qui a beaucoup de succès, mais elle est noire : ainsi a-t-il fait coup double dans la course à l'approbation. Le résultat reste incer-

démocratiques. Ainsi, donner la possibilité à un juif d'occuper une haute fonction élective, et peut-être même un jour de devenir président, est aujourd'hui, précisément en l'an 2000, une chose à laquelle on vient.

Je suis triste de dire que, même si elle prône des idéaux de tolérance et de bienséance, l'Amérique n'est pas à l'aise avec les juifs qui vont trop loin dans les élections nationales. Aucun juif n'a jusqu'à présent réussi à faire campagne comme président ou vice-président, pas un Noir, pas une femme, pas un gay, pas un athée avoué. Dans un pays où les chances sont égales, les minorités précitées doivent se battre pour chaque pouce de terrain qu'elles gagnent.

On pourrait avoir l'impression qu'un pays vieux de deux cents ans, qui ose seulement aujourd'hui nommer un juif en seconde position dans une campagne pour l'élection présidentielle, est une nation bourrée de préjugés ; une nation dont on dit qu'elle honore ses minorités en parole mais qui n'aime pas vraiment les voir occuper des postes importants. Il est difficile de le contester. Bien sûr, si Gore l'emporte on se félicitera abondamment du merveilleux esprit libéral de l'Amérique : une générosité qui se limite, en réalité, à permettre à un juif d'entrer à la Maison Blanche seulement s'il accepte d'être numéro deux. Ce qui a permis son audace à Gore, c'est le juif qu'il a choisi.

Lieberman, apparemment, entretient des rapports avec Dieu. Ils sont amis. Lieberman parle de Lui tout le temps et en termes très chaleureux, comme s'ils se connaissaient bien. Les Américains aiment beaucoup Dieu, et, s'il est vraiment derrière Lieberman, ils peuvent parfaitement espérer qu'il les soutienne aussi.

Si un chrétien de droite se présentait à la fonction suprême, quel qu'un connaissant Dieu aussi bien que Lieberman, cela donnerait des frissons. Pourquoi ? Parce qu'il y a tellement de chrétiens en Amérique et si peu de juifs que l'alliance de Dieu avec cette poignée de juifs ne constitue pas une grande menace, alors que le pacte de tous les chrétiens avec Dieu formerait un ensemble très puissant qui rendrait très inquiets beaucoup de gens.

Incidentement, Bush a choisi un coéquipier qui connaît bien Dieu lui aussi, mais pas autant que Lieberman. Cheney est plus à l'aise avec les grands patrons, dont cer-

tains ont probablement plus d'influence encore que Dieu. Depuis cette annonce, Bush et Gore ont débattu deux fois. Aux Etats-Unis, à l'instar du traitement de l'actualité, les débats visent davantage à divertir qu'à informer. L'Amérique adore les flonflons et les sujets macabres comme le procès pour meurtre de O.J. Simpson, celui de

Lieberman, apparemment, entretient des rapports avec Dieu. Ils sont amis. Lieberman parle de Lui tout le temps et en termes très chaleureux, comme s'ils se connaissaient bien. Les Américains aiment beaucoup Dieu

Jon Benet Ramsey, l'affaire Elian Gonzalez et la guerre du Golfe, qui finissent tous par être réduits à un spectacle. Ils distillent le mystère, les frissons, suscitent un intérêt profond, les larmes, le rire – la matière même du dramaturge.

Il en va ainsi des débats présidentiels. Orchestrés davantage à la manière d'un concours d'orthographe ou d'une compétition d'athlétisme, ils concentrent l'attention de la nation non pas sur les questions traitées mais sur la personnalité des intervenants, leurs erreurs, leurs faiblesses, leurs trucs – détails qui ne font pas nécessairement un bon ou un mauvais président, mais par lesquels des hommes s'emparent du pouvoir.

Bush senior avait ainsi débattu contre Michael Dukakis. Il avait promis à plusieurs reprises que sa présidence serait semée de « mille points de lumière ». Personne, pas même lui, ne pouvait saisir ce que cette expression idiote voulait dire. Mais l'effet produit, combiné à la réponse trop réfléchie de Dukakis sur son attitude dans le cas terrible où sa femme serait violée ou tuée, donna à Bush un avantage définitif. Dukakis n'a pas sur-le-champ déclaré qu'il étriperait le coupable, il a considéré que le sujet était plus complexe.

Venant du Texas, comme son fils qui est aujourd'hui gouverneur de cet Etat prompt à exécuter les meurtriers, Bush senior s'est moqué. Le public a trouvé Dukakis trop timoré et a donné ses voix à un Bush plus expéditif. Il a eu ce qu'il méritait : un président médiocre qui lui a ouvertement menti

en promettant de façon éhontée que jamais il n'infligerait de nouveaux impôts à l'Amérique. « Qu'on me croie sur parole », avait-il crâné de façon assez macho, jurant que s'il était élu nous allions mettre de l'argent de côté.

Une fois président, il a fait volte-face et adopté la position inverse. On le lui a fait remarquer, et il s'est

montré évasif. De toute manière, il était trop tard, il avait eu le job. Ainsi, les débats annoncés à grands sons de trompe entre Bush junior, l'inepte « W », et un Gore falot n'ont-ils pas obtenu un bon indice d'écoute. Et ceux qui l'ont regardé n'ont rien appris.

AU COURRIER DU « MONDE » McDO ET SA PUB

Comme la plupart des Américains, j'avais cru que l'hostilité française vis-à-vis des restaurants McDonald's était fondée sur un rejet des *fast-foods*. Rejet dû à des préjugés, en partie justifiés. Après un séjour de deux mois en France, je perçois les choses différemment. La chaîne McDonald's a submergé votre pays avec ses réclames publicitaires. A l'entrée de chaque ville, village, hameau, sur les panneaux de signalisation routière, dans les forêts, sur les châteaux, on voit McDonald's, McDonald's, McDonald's. Comme un invité (ou non-invité) fou, McDo a gravé son nom partout. Bien sûr, la réponse efficace ne saurait être des bombes, mais plutôt des lois plus protectrices de l'environnement.

H. Koning (New York)

INTERNET ET LA BOUCHERIE SANZOT

M. Eisner, le patron de Disney, administre une savante leçon aux internautes pressés dans son article intitulé « Réfléchir avant de cliquer sur envoyer » (*Le Monde* du 9 juin). Monsieur le président est trop bon. Il craint de cliquer plus vite que son ombre et d'exposer

Simplement, l'impression première sur Gore et sur Bush s'est confirmée. L'un n'est pas assez intelligent pour gouverner l'Amérique mais a une personnalité un peu moins crispée ; l'autre est nettement plus à la hauteur mais un rien verbeux et maladroit. Le débat entre leurs vice-présidents respectifs a, lui aussi, ressemblé à de la guimauve. Il faut dire qu'il est devenu politiquement incorrect en Amérique de s'en prendre aux positions de l'adversaire : c'est considéré désormais comme une attaque personnelle et de mauvais goût. Cela choque l'électorat bien élevé et coûte des voix à l'agresseur.

Il me faut également préciser qu'il y a deux autres candidats à la présidence. Ralph Nader, qui a trop d'honnêteté et de sagesse pour avoir une chance d'être élu, et Pat Buchanan, un crétin d'extrême droite qui semble considérer Auschwitz comme un parc à thème.

Je vote Gore et j'ai bon espoir.

Woody Allen
© Woody Allen 2000
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sylvette Gleize

« son » studio à des mésaventures dommageables. Une décision hâtive, un clic incontrôlé de Disney peut semer la pagaille, provoquer des déceptions, engendrer un gouffre financier.

L'histoire d'Hollywood regorge de ces longs métrages à destin contrasté. Mais la comparaison ne se borne pas au seul cinéma. Avant de composer un numéro de téléphone, il vaut mieux vérifier l'actualité de son usage, voire se méfier d'une éventuelle erreur de lecture ou de mémoire. A vrai dire, bien avant M. Eisner, le génial Herge stigmatisait déjà de telles défaillances humaines avec le légendaire « 5 à Moulinsart de la boucherie Sanzot ».

Christian de Maussion
(Paris)

HYPOCRISIE ET HYPERPUISSANCE

Qui est ce joyeux Candide qui nous parle de la nature acentrique d'Internet et des valeurs de liberté US ? La liberté du port d'armes, celle de cacher sa bière dans une *brown-bag* dans la rue (hypocrisie téheranesque), je la laisse volontiers à l'hyperpuissance. Nos valeurs ne coïncident pas exactement.

François-Yves Legendre
(courriel)

Où sont passés les intellectuels ?

IL Y A TREIZE ANS paraissait, aux Etats-Unis, un livre qui allait susciter une vive controverse dans la communauté universitaire. Intitulé *The Last Intellectuals*, cet ouvrage de l'historien Russell Jacoby déplorait la disparition de « l'intellectuel public », autrement dit de l'intellectuel qui se donne pour mission d'intervenir dans le débat politique. Cette conception de l'intellectuel est celle qui s'est affirmée en France, au moins depuis l'affaire Dreyfus, et qu'illustrent les noms de Zola, Gide, Sartre ou, aujourd'hui, Pierre Bourdieu. Une telle tradition, contrairement à ce qu'on croit parfois, n'est pas étrangère aux Etats-Unis, même si l'on connaît mal en France ceux qui l'ont incarnée dans l'entre-deux-guerres puis dans les années 50.

Russell Jacoby cite parmi les grandes figures de jadis les critiques Edmund Wilson, Dwight MacDonal, Alfred Kazin ou Lionel Trilling. On pourrait mentionner, dans la génération suivante, le quatuor formé par Irving Kristol, Irving Howe, Daniel Bell et Nathan Glazer, auquel la télévision publique américaine a consacré il y a quelques temps un documentaire remarqué. Les uns et les autres ne séparaient pas leur travail théorique de leur engagement politique, à la façon de l'intellectuel « à la française ». Prenant position sur les grands problèmes de l'époque dans les revues qu'ils animaient - *Partisan Review*, *Commentary*, *Encounter* -, ils visaient, au-delà de leurs pairs, un large lectorat.

Où sont passés ces intellectuels ? demande Russell Jacoby. Ou plutôt : où est la relève ? Où est la nouvelle génération d'intellectuels capables de reprendre le flambeau et de s'imposer comme les maîtres à penser de la fin du siècle ? Cette nouvelle génération, répond-il, est introuvable. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons, parmi lesquelles le développement de l'habitat en banlieue, qui rompt avec l'animation intellectuelle des grandes villes, et celui de la télévision, qui diminue le nombre des lecteurs. Mais l'élément essentiel est le repli des intellectuels dans l'université. Au lieu d'écrire pour un vaste public, affirme Russell Jacoby, ils écrivent désormais les uns pour les autres et se soucient plus de leur carrière que de la vie de la cité.

EMBOURGEOISEMENT

La thèse de Russell Jacoby a été diversement accueillie, mais dans l'ensemble elle n'a pas été vraiment contestée. Il est vrai qu'elle n'était pas entièrement nouvelle. Dans les années 50, sous le titre *Le Temps du conformisme*, Irving Howe regrettait la dégradation de la vie intellectuelle aux Etats-Unis. Il estimait que les intellectuels commençaient à s'embourger, au risque de renoncer à leur vocation propre : celle d'« une vie consacrée aux valeurs ».

Nombreux sont ceux qui, dans les années 90, forment le même constat. Ainsi, en 1990, le militant écologiste Murray Bookchin expliquait-il, en se référant au livre de Jacoby, que les intellectuels sont aujourd'hui « absorbés par l'université » et « se contentent de leur salle de classe comme arène publique ». « Ces intellectuels, ajoutait-il, sont sur le marché universitaire, au même titre que les marchandises disponibles dans les grands magasins ou les centres commerciaux. » Il appelait à la formation d'une nouvelle intelligentsia, au sens russe du terme, c'est-à-dire « des gens qui pensaient et vivaient dans l'arène publique et tentaient de créer une sphère publique » (conférence publiée dans *Alternative Forum*, automne 1991).

Sur un ton moins polémique, Thomas Bender, professeur d'histoire à l'université de New York, propose une analyse comparable dans *Intellect and Public Life*, publié en 1993.

Pour mieux cerner ce qu'il appelle « les cultures de la vie intellectuelle », il distingue la « culture civique » de la « culture professionnelle », une opposition dont il date l'apparition au milieu du XIX^e siècle. Il souligne ce qu'il appelle « l'académisation de la vie intellectuelle » ou, en d'autres termes, la fermeture des frontières universitaires. « On attendrait des professionnels de l'université, conclut-il, qu'ils aient un peu moins peur de se mêler à la vie ordinaire et au débat civique. »

Une partie de la société américaine se demande donc où sont passés ses intellectuels. Ceux-ci pourraient leur répondre à bon droit qu'ils préfèrent consacrer leur temps et leur énergie à leurs travaux de recherche plutôt qu'à des prises de parole sur des sujets qui sont en dehors de leur champ de compétence. Comme nombre d'intellectuels français auxquels le gouvernement socialiste, par la voix de Max Gallo, reprochait leur silence au début des années 80, la plupart des intellectuels américains jugent plus conforme à leur vocation de contribuer à l'approfondissement et à la diffusion des savoirs que de prendre part aux controverses politiques.

COMBATTRE LA PENSÉE DOMINANTE

Quelques-uns tentent pourtant de faire revivre les pratiques de naguère, quand des écrivains ou des chercheurs renommés s'inscrivaient dans l'espace public pour combattre la pensée dominante. C'est le cas d'Edward Said, professeur de littérature comparée à l'université Columbia de New York, qui se réfère, dans son livre *Representations of the Intellectual* (1994 ; publié en français en 1996, au Seuil, sous le titre *Des intellectuels et du pouvoir*), au sociologue américain C. Wright

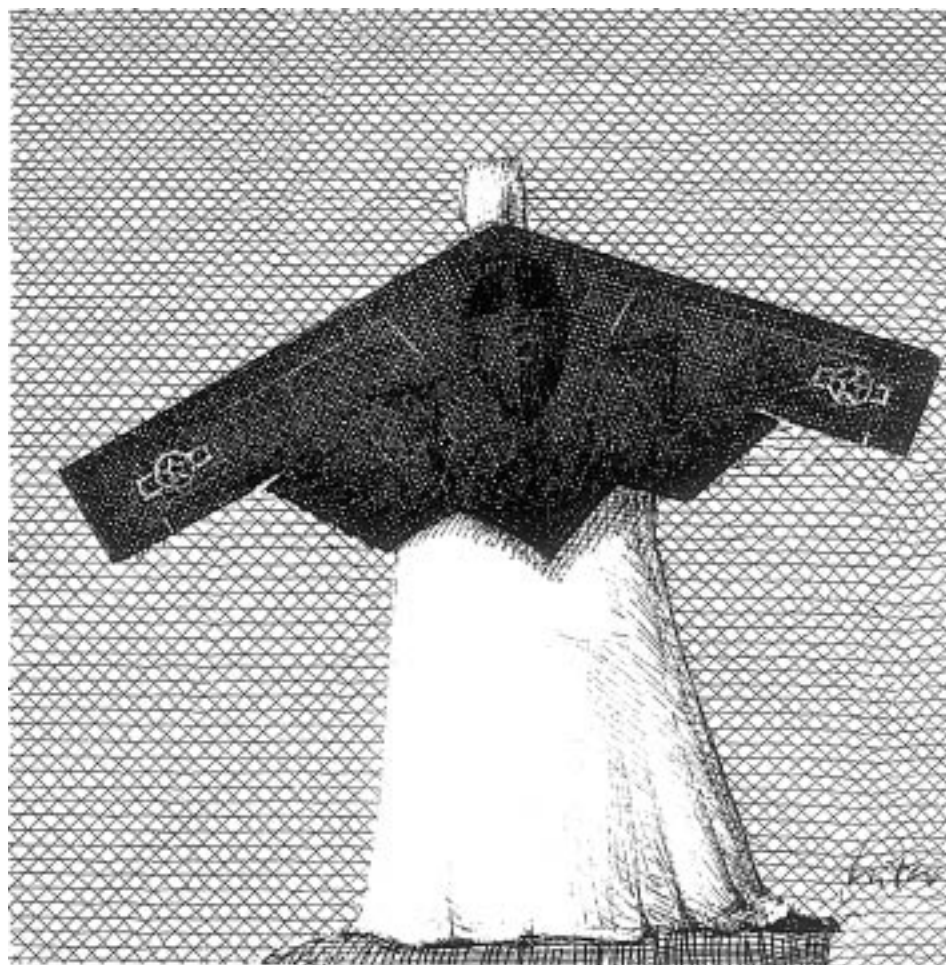
Mills, cet « intellectuel féroce et indépendant doté d'une vision sociale passionnée ». Aujourd'hui, affirme-t-il, une telle indépendance est rare. Selon lui, « la menace qui pèse le plus lourd sur l'intellectuel » est le « professionnalisme », qui passe en particulier par la spécialisation et qui entraîne « une inévitable dérive du côté du pouvoir, de ses exigences et de ses prérogatives ». A cette posture, Edward Said oppose l'« amateurisme », qui maintient face à l'autorité « un état d'alerte ».

On citera aussi le philosophe Richard Rorty, qui dénonçait en 1991, dans la revue *Dissent*, l'irresponsabilité civique des universitaires. Ne se réclamait-il pas, en 1998, dans un entretien à la revue *Atlantic Monthly*, de l'engagement des intellectuels new-yorkais des années de l'après-guerre ? On songe également à Noam Chomsky, éminent professeur de linguistique au MIT, qui, à la façon de Pierre Bourdieu en France, reproche aux médias, manipulés par les grands intérêts économiques, de refuser l'accès à la pensée rebelle et se fait lui-même le champion de la dissidence face au pouvoir politique.

Sans doute Edward Said, Richard Rorty ou Noam Chomsky, qui sont tous trois des savants de réputation mondiale, mais aussi des militants de la gauche radicale, ne sont-ils pas pleinement représentatifs de l'intelligentsia américaine, mais ils traduisent une aspiration qui commence à naître, ou à renaître, aux Etats-Unis. Entre les soucis de carrière de ses professeurs d'université et le désir de notoriété de ses vedettes médiatiques, l'Amérique redécouvre les vertus des intellectuels critiques.

Thomas Ferenzi

Le prédicateur par Leiter



Du spanglish dans le roman

ON PARLE beaucoup de l'émergence des écrivains latinos, dits encore *americanos*, hispaniques ou *chicanos* (terme réservé aux Mexicains et à leurs descendants) aux Etats-Unis, mais il s'agit plutôt d'une renaissance. Comme l'expliquent Lazare Bitoun et Claude Grimal (*Le Roman américain depuis 1945*, Nathan Université), les Latins sont d'abord apparus comme personnages littéraires et considérés d'un point de vue soit paternaliste, soit raciste ou injurieux, comme c'est toujours le cas pour les communautés minoritaires. C'est quand celles-ci commencent à acquiescer une importance politique et économique qu'elles prennent en main et assument leur propre représentation.

On fait en général remonter l'apparition de la littérature chicana à la publication de *Pocho* (terme péjoratif qui désigne le traître à sa culture, à ses origines, à sa langue), de José Antonio Villarreal, d'abord publié « sans grand écho » en 1959, explique Pierre-Yves Pétillon (*Histoire de la littérature américaine*, Fayard), mais republié en 1970 en plein *Movimiento*, ce mouvement social né à la suite de la grande grève des ouvriers agricoles de Californie, sous l'impulsion du leader syndicaliste César Chavéz. En 1965, la troupe de théâtre itinérante, El Teatro campesino, jouera pour les

grévistes mais aussi en tournée (jusqu'à Paris) avec des textes sautant perpétuellement de l'espagnol à l'anglais.

REGISTRES SIMILAIRES

En 1967 se crée à Berkeley la maison d'édition Quinto Sol (Cinquième soleil) qui a pour vocation de restaurer la dignité et l'héritage indien des Chicanos et d'éradiquer les stéréotypes. Le réalisme social, la vie du barrio ou des paysans, la pauvreté et la contestation sociale vont nourrir cette littérature, par exemple chez Tomas Riveira, avec *Y non se la trago la tierra*, qui écrit d'abord en espagnol, mais qui est l'un des premiers à saupoudrer la version anglaise de mots espagnols, pour donner à la fois de l'authenticité et de l'exotisme.

Il faudra attendre la reconnaissance, tant culturelle que commerciale, des talents de Gabriel García Márquez et d'Isabel Allende en particulier pour que les écrivains nord-américains prennent conscience de ce vivre latino. Si la plupart des écrivains ont d'abord été publiés dans une maison spécialisée comme Arte Publico, aujourd'hui, les grandes maisons new-yorkaises comme Simon & Schuster, Random House ou W.W. Norton s'arrachent les meilleurs. Une poignée seulement, car on trouve beaucoup de romanciers sans talent notable.

Oscar Hijuelos, né à New York en 1951 de parents d'origine cubaine, est le premier écrivain hispanique à obtenir le prix Pulitzer en 1990, avec *Les Mambo Kings jouent des chansons d'amour* (10/18). D'autres enfants d'immigrants, sortis du moule de l'université américaine et des cours de *creative writing*, débarquent sur le marché, puisque marché il y a. Surtout des femmes, dès les années 1980 et de façon flagrante à partir des années 1990, avec en tête Sandra Cisneros (*La Petite Fille de la rue Mango*, Nil), mais aussi Ana Castillo, Julia Alvarez (*Au temps des papillons* et *Yo*, Métailié), Denise Chavez, Cristina Garcia (*Rêver en cubain*, Denoël, *Les Sœurs Agüero*, Calmann-Lévy) ou Michelle Serros.

Elles jouent toutes les six sur des registres assez similaires : un peu de réalisme magique avec une troublante ambivalence entre le catholicisme et les jeteurs de sort, beaucoup de féminisme, de joie de vivre, d'humour, de sensualité, la nostalgie du pays perdu, les relations familiales, les difficultés entre hommes et femmes, sans oublier quelques réflexions bien senties sur les « Anglos ». Et, bien sûr, les effets de la double culture.

Chez les hommes, on citera Rudolfo Anaya (*Bénissez-moi*, ultima, Albin Michel) ou Reinaldo

Arenas (mentionnons *Le Portier*, Rivages, *La Couleur de l'été*, Stock, ou *Adios à Mama*, Serpent à plumes), et, dans la jeune génération, Junot Diaz (*Comment sortir une Latina, une Black, une blonde ou une métisse*, Plon et 10/18) et Dagoberto Gilb (*La Magie dans le sang* et *Le Dernier Domicile connu* de Mickey Arcuna, Albin Michel), qui se revendiquent aussi américains qu'on peut l'être en venant d'ailleurs.

LANGUE HYBRIDE

La plupart des auteurs font ressortir leur double appartenance en mêlant l'espagnol à l'anglais, c'est-à-dire en utilisant le spanglish né dans les rues mal famées des *barrios* et les caves des *bodegas*. Pour les meilleurs d'entre eux, il ne s'agit pas seulement de donner une touche de couleur locale, mais d'apporter à l'anglais de nouvelles formes, de nouvelles expressions en jouant sur une langue hybride, métissée, et en s'appuyant sur d'autres ressources grammaticales. C'est aussi un moyen de faire comprendre que, comme son auteur, l'écriture est à cheval sur les frontières. Mais force est de constater que, comme souvent dans toutes les tentatives de ce genre, l'objectif est rarement atteint.

Martine Silber

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Des temps heureux

CE sont des jours heureux pour l'Amérique. Les Américains ne le savent peut-être pas ou pas assez. Mais les Etats-Unis traversent une de ces phases de prospérité où tout, ou presque, paraît leur réussir. Il n'y a plus d'ennemi extérieur affiché, même si l'impérialisme doux qu'exerce l'unique hyperpuissance de la planète suscite, çà et là, exaspération, mouvements de révolte et protestations diverses. Le seul souci affiché des Etats-Unis en matière de défense semble être de mettre leur territoire à l'abri d'un improbable missile tiré par un improbable Etat paria.

Multiforme, l'ennemi intérieur - tensions raciales, pauvreté résiduelle incompressible, criminalité, violence - est contenu et même, parfois, sur le recul. Ce n'est peut-être pas l'insouciance des années 50, quand l'Amérique n'avait encore traversé aucune de ses grandes crises morales. Mais, sondage après sondage, les Américains disent leur optimisme pour l'avenir, confiants que leurs enfants vivront mieux qu'eux, persuadés que les progrès de la science viendront, en ce siècle nouveau, à bout du sida, du cancer et de nombre d'autres pathologies d'aujourd'hui.

Cet optimisme fait partie de la séduction que l'Amérique exerce au-delà de ses frontières. On a beaucoup écrit sur les succès de la culture populaire américaine, sur la capacité des Etats-Unis à exporter leur langue, leurs modes économiques, leurs modèles de pensée, etc. On a

moins relevé que leur prépondérance venait aussi de leur capacité toujours plus affirmée à importer de la matière grise. Et, plus encore, qu'elle venait du nouveau rôle que l'attrait, et la qualité intellectuelle, de leurs campus leur faisait jouer : les Etats-Unis sont devenus les formateurs des élites futures de la planète, qui, toutes ou presque, choisissent d'y faire leurs études supérieures.

Ce climat peut changer en quelques années. L'humeur du pays est volatile. Les Américains ont une propension quasi génétique à l'excès dans la déprime ou dans l'enthousiasme. La modération ne fait pas partie du génie de l'Amérique. Mais, à l'image du « sit-com » moyen à l'heure de grande écoute à la télévision, la campagne pour l'élection présidentielle du 7 novembre a tourné autour de problèmes d'hyper-riches.

La question peut se résumer ainsi : que faire d'un surplus budgétaire annoncé pour les prochaines années et se chiffrant en milliards de dollars ? En gros, que faire de la prospérité ? La réponse varie selon les camps : une énorme coupe dans les impôts, profitant notamment aux très riches, pour l'un (le républicain George W. Bush) ; davantage de dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pour l'autre (le démocrate Albert Gore). L'Amérique hésite, partagée, à peu près à égalité, non pas comme devant un problème existentiel, mais comme devant une décision d'investissement financier. C'est un choix pour temps heureux.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergerous, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Directeur artistique : Dominique Royonette

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon (*Éditoriaux et analyses*) ;

Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ;

Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ;

Éric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jaraieu (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;

Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pliailoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises,
Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Un appel de M. Truman à l'URSS

CE N'EST PAS sans raison que M. Truman a choisi San Francisco pour y prononcer un grand discours de politique étrangère : c'est dans cette ville que fut élaborée il y a cinq ans la charte des Nations unies, et c'est sous leur patronage qu'il a tenu à se placer. Il a souligné que l'intervention militaire en Corée était la manifestation la plus frappante de leur activité ; il a invité l'URSS à conformer sa politique à leurs principes, à se joindre à leurs efforts pour établir un système efficace de sécurité collective.

Il a par ailleurs demandé à l'URSS de prouver ses intentions pacifiques, si souvent exprimées en paroles, par des actes : agir sur la Corée du Nord pour qu'elle cesse les hostilités et lever le rideau de fer pour la circulation des informations et des idées. Il

faudrait beaucoup d'optimisme pour croire que ces propositions seront entendues. Dans le cas contraire, M. Truman a proclamé dans les termes les plus catégoriques la volonté des Etats-Unis d'opposer la force à la force, de poursuivre leur réarmement.

Nous ne le faisons pas, a-t-il dit, pour notre bon plaisir, mais parce que la politique soviétique ne nous laisse pas d'autre choix. Et il ajoute que cette tâche n'est pas seulement celle de l'Amérique : toutes les nations libres se doivent d'y participer. Les préparatifs des nations atlantiques, de main peut-être le réarmement de l'Allemagne, vont susciter une course aux armements dont on ne peut méconnaître le péril. L'Union soviétique en est responsable : elle peut changer cette situation, déclare le président.

(19 octobre 1950.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

The New York Times

Founded in 1851

ADOLPH S. OCHS,
Publisher 1896-1935
ARTHUR HAYS SULZBERGER,
Publisher 1935-1961
ORVIL E. DRYFOOS,
Publisher 1961-1963
ARTHUR OCHS SULZBERGER,
Publisher 1963-1992

ARTHUR OCHS SULZBERGER JR., *Publisher*

JOSEPH LELYVELD, *Executive Editor*
BILL KELLER, *Managing Editor*
GERALD M. BOYD, *Deputy Managing Editor*
JOHN M. GEDDES, *Deputy Managing Editor*

Assistant Managing Editors
SOMA GOLDEN BEHR CAROLYN LEE
TOM BODKIN ALLAN M. SIEGAL
CRAIG R. WHITNEY

HOWELL RAINES, *Editorial Page Editor*
PHILIP M. BOFFEY, *Deputy Editorial Page Editor*

JANET L. ROBINSON, *President, General Manager*
SCOTT H. HEEKIN-CANEDY, *Senior VP, Circulation*
JYLL F. HOLZMAN, *Senior VP, Advertising*
LIAM J. CARLOS, *VP, Chief Financial Officer*
MARC Z. KRAMER, *VP, Production and Labor Relations*
ALYSE MYERS, *VP, Marketing Services*
DENNIS L. STERN, *VP, Human Resources*
DENISE F. WARREN, *VP, Planning*
MICHAEL G. WILLIAMS, *VP, Chief Information Officer*

THOMAS K. CARLEY, *President, News Services*

The Scourge of Guns

We live in a nation awash in guns where more than 30,000 Americans die annually by gunfire, a toll that includes about 4,000 children and teenagers. Yet despite these horrible statistics, Americans are allowed, as in few other industrialized countries, to buy and keep an unlimited arsenal of firearms with very few restrictions and little government regulation.

The massacre at Columbine High School and multiple killings in schools, workplaces, restaurants and other public places have brought home to voters the need for stricter, more consistent gun control laws. Yet Congress has been shamelessly servile to the demands of the National Rifle Association, refusing to approve even the most modest measures that might help curb gun violence. On this central public safety issue the two presidential candidates, Vice President Al Gore and Gov. George W. Bush, have very different records and agendas that will determine whether meaningful controls are achieved in the next administration.

There are now some 190 million firearms in civilian hands, about three-quarters of which are owned by only 10 percent of the adult population. About 65 million of those firearms are handguns, which are responsible for most gun-related deaths and injuries.

In an ideal world, a central agency would oversee the manufacture and distribution of guns. But in the absence of a truly comprehensive regulatory regime, there are several important steps that can be taken to prevent the death toll from rising.

One key improvement would be a law establishing nationwide licensing of gun owners and registration for the tens of millions of firearms now in circulation. Such a system would ensure that gun owners pass safety training tests and enable law enforcement agencies to track weapons to their owners. The law requiring background checks has stopped tens of thousands of felons from buying handguns from licensed dealers. But in 1998, the five-day waiting period for handgun purchasers under that law

expired and was replaced by a national instant check system. Congress should approve a mandatory three-day waiting period to allow for more thorough background checks.

Congress needs to close the loophole that allows criminals and other unqualified individuals to buy guns at gun shows without a background check. This is a huge problem. There are more than 4,000 gun shows held annually around the country, and these events have become a major source of guns that end up in criminal hands. Congress's refusal to close this deadly loophole is an unconscionable concession to the pro-gun lobby.

A nationwide one-gun-a-month purchase limit for individuals would help reduce the number of guns on the street. Raising the minimum age for possession of handguns and assault weapons from 18 to 21 and requiring mandatory child safety locks on handguns could help prevent some deaths.

Mr. Gore has embraced many of these proposals — pushing strongly for licensing for gun owners, closing the gun show loophole, banning the sale of cheap “junk guns” that are so often used in crimes, enacting a three-day waiting period, a one-gun-a-month rule and various child safety provisions.

Mr. Bush's record in Texas has been favorable to the National Rifle Association. In 1995 he signed a law that made it legal for Texas residents to carry concealed weapons, and in 1997 he expanded that law to allow concealed weapons in churches and hospitals unless those institutions prohibited them.

Mr. Bush opposes licensing and registration, a three-day waiting period on purchases, and limiting purchases to one gun a month. On the campaign trail, he emphasizes tougher enforcement of existing laws. He says he would accept some type of background check at gun shows, and that he would sign a mandatory trigger lock requirement if Congress put such a measure on his desk.

But relying on Congress to take the lead means nothing will be done. Presidential leadership and passion will be crucial if there is any hope of enacting new forms of gun control.

Europe's Role in Missile Defense

Washington and Moscow are the two main protagonists in the current debate about missile defense. But they are not the only ones. Many Europeans fear that American plans to build a limited national shield could unravel the treaty system that restrains the Russian and American nuclear arsenals and thereby unleash a dangerous new arms race.

The actions of Russia's president, Vladimir Putin, this summer caused concern in Europe. Just after President Bill Clinton left Moscow on his visit in June, Mr. Putin was in Rome promoting his new alternative to the American plan, a jointly operated system meant to protect Europe as well as Russia and the United States by intercepting hostile missiles shortly after launching.

The Russian proposal's main significance is political. Mr. Putin hopes he can play to Europe's chronic uneasiness about American intentions to thwart or delay Washington's proposed missile defense system.

In some ways, he is falling back on the kind of tactics Moscow used, unsuccessfully, to try to block the stationing of American medium-range missiles in Western Europe two decades ago. That Soviet effort failed, mainly because the military realities of the cold war held America's Euro-

pean NATO partners in line. With Europe no longer threatened by Russian military force, Washington should not count on such reflexive solidarity.

Any potential that the missile defense issue has for dividing Europe from America would evaporate if Washington and Moscow could agree on amending the 1972 Antiballistic Missile Treaty to accommodate a limited American shield. But such an agreement has so far proved elusive.

The Clinton administration therefore needs to consult more closely with its European allies on missile defense planning. It should also try to allay the concerns of China, which understandably worries that an American system designed to knock down a handful of North Korean missiles could negate Beijing's small missile force as well.

North Korea, Iran and Iraq may soon be able to launch nuclear armed missiles against the United States and other distant countries. That serious threat justifies the administration's efforts to develop and test effective defensive systems and to renegotiate existing arms control treaties to permit their use. But no such system should be built until its technology has been reliably proved and its purposes and limits thoroughly discussed with Russia, China and America's main European allies.



Lauren Greenfield/Sygma, via Associated Press

Today's teenagers may feel just as alienated as their predecessors, but their tastes and styles are often adopted by adults.

American Culture Is Driven by Youth

By TODD S. PURDUM

LOS ANGELES — America is obsessed with youth, awash in the largest generation of young people since the baby boomers themselves passed through. More than 70 million strong and growing, young people today constitute both an irresistible market and a powerful marketing tool. Teenage tastes set the tone for mass culture from hip-hop to South Park, and teenage bodies are used to sell cars, clothes and the promise of perpetual youth to people old enough to be the models' parents.

On the other hand, for at least 50 years — since icons like James Dean and Elvis helped to define those between the ages of 12 and 20 as ticking time-bombs of sexual desire, irresponsible risk-taking and anti-social violence — the adult world has looked upon the teenager as a blend of barbarian and incipient delinquent.

“It's obviously very confusing to teenagers,” said the author Thomas Hine, whose sociological survey, “The Rise and Fall of the American Teenager,” was published last year. “On the one hand, there's this long tradition of criticisms of youth culture by people who haven't the slightest idea about it. At the turn of the 20th century, ragtime was seen as great evil. By the 1920's, The Ladies Home Journal was crusading against jazz. It went out of its way to say that ragtime was wonderful. There's always a new evil. But that's the funny thing, because we count on young people for that, to be the ones who are finding the new.”

Pity the poor teenager, caught in the cultural crossfire.

“We market to them, and then we stigmatize our teens as being so much involved in risky behavior,” said Dr. Lynn Ponton, an adolescent psychiatrist at the University of California at San Francisco and the author of “The Sex Lives of Teenagers.” “We want to look like them, like James Dean driving through the desert, but we really don't understand them.”

There are two easy explanations for society's current glorification of youth: money and sex.

The money part is straightforward. “Teenagers are going to spend \$160

billion this year, a 60 percent increase over three years ago,” Mr. Hine said. That's a lot of money, and everyone wants a share.

The sexual part is more complex. In “Rebel Without a Cause,” Jim Backus as Dean's father didn't understand his son, but in his tie and (in one memorable scene) frilly apron, he didn't try to look like him, either. Today, however, baby boom parents are loath to cede center stage to the coming generations — along with the status that comes with hipness and desirability. So adults have begun copying teenagers.

“There's a trend we call generational blur, something that's been growing over the last 20 years,” said Irma Zandl, a marketing expert in New York City who tracks tastes and trends among the under-30 set. “There used to be a certain set of behaviors and ways of dress that if you were an adult you left behind. But as society's become

Parents dress like their kids; kids see grownup movies.

much more casual, those rules are really blurred. There isn't that much distinction between how teenagers and adults dress; they're all wearing khakis and jeans and sneakers.”

This year, Ms. Zandl said, she has spotted even pregnant women in their 30's and 40's wearing low-waisted pants and baring their midriffs, as if they were Britney Spears onstage. It illustrates how adults encourage some of the very ills they condemn in teenage society.

The popular-culture industry has been aimed at teenagers since the 1950's, when the movie and recording industries began selling them angst and sex. Those were the subjects, whether in “Rebel Without a Cause,” or in pop hits like Nat King Cole's “They Try to Tell Us We're Too Young (Too Young to Really Be in Love).”

Since then, the concentration on youth has waxed and waned with the size of the adolescent population. Sean

Daniel, who as a movie executive has had a hand in movies including “Animal House,” “Fast Times at Ridgemont High,” and “Dazed and Confused,” said simply, “I can tell you we are in yet another cycle where youth rules.”

The corollary is not, however, that Hollywood can successfully sell teenagers anything. They will “unstoppably seek out the culture they want,” Mr. Daniel said. They will sneak into theaters to see films they aren't supposed to (or sneak into music stores to buy CDs they aren't supposed to hear).

Cultural critics, however, assert that kids seek out entertainment disapproved of by adults because of exploitative corporate marketing.

“Who's kidding who?” Mr. Daniel asks. “The reality of teenage life is R-rated.”

Like many of his colleagues in Hollywood, Mr. Daniel acknowledges concern about a “measurably greater intensity” in the violent and sexual images that bombard the culture, from the big screen to the Internet.

“I suspect,” he said, “that no good comes from America's essential prudishness,” and he praises movies like “Something About Mary” for their “hilarious embrace of the awkwardness of life and the power of romance in it.” Moreover, Mr. Daniels said that a culture in which teenagers cannot find their lives portrayed on their own terms is not a healthy one.

Of course, a great many parents may take precisely the opposite view. And there is ample evidence that the gulf between parents and their teenagers remains as large as ever. A new survey sponsored by Students Against Drunk Driving and Liberty Mutual Insurance found that teenagers were more concerned with problems like drinking and driving and teenage suicide, while their parents were more worried about car accidents or casual sex. Only 5 percent of parents surveyed thought their children would drink and drive; 21 percent of teenagers said they already had.

But Ms. Zandl notes that more young people than ever say their parents are their role models. So when adults express concern about the cultural influences affecting their children, the first place to look may not be Hollywood, but much closer to home.



Photofest

Each generation has its symbols of rebellion. In the 1950s, it was James Dean and Natalie Wood in “Rebel Without a Cause,” (left) and Elvis Presley, whose dancing was deemed sexually suggestive.



Associated Press

STRATÉGIE Sous l'impulsion de son PDG, Jack Welch, General Electric est en pleine mutation. Le conglomérat, qui constitue la première capitalisation boursière du monde, em-

ploie 340 000 salariés et évolue dans plus de vingt métiers, a décidé de se convertir à Internet. ● LE GROUPE vend désormais massivement sur la Toile : entre janvier et septembre

2000, 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires y ont été réalisés, soit environ 30 % de l'activité du groupe. Trente-cinq fois plus qu'en 1999. ● JACK WELCH a vite compris qu'In-

ternet n'était pas seulement un défi technique, mais qu'il nécessitait une véritable révolution des mentalités. Des groupes d'agitateurs d'idées ont été chargés de « détruire » l'entre-

prise pour la réinventer. ● UNE NOUVELLE GÉNÉRATION de managers est chargée de déboucher les bonnes idées dans les filiales et de les généraliser à toute l'entreprise.

Comment le colosse General Electric a fait sa révolution Internet

Sous l'impulsion de son PDG, Jack Welch, le conglomérat américain, première capitalisation boursière mondiale, est en pleine mutation pour se convertir au « e-business ». Près du tiers des ventes et des achats du groupe se font déjà sur la Toile

FAIRFIELD (Connecticut)
de notre envoyée spéciale
« Il y a deux ans, c'était encore une fierté pour un dirigeant de General Electric de ne pas savoir comment allumer un ordinateur et de ne pas recevoir d'e-mail, ironise Gary Reiner, vice-président de General Electric (GE), chargé des systèmes d'information. Depuis, les choses ont bien changé. » Le colosse GE est en pleine mutation. Sous l'impulsion de son PDG, l'emblématique Jack Welch, le conglomérat qui emploie 340 000 personnes cherche à se convertir corps et âme à Internet. Les 3 000 cadres supérieurs ont été priés de se mettre à la page et se font aider par un tuteur – souvent un jeune de moins de trente ans – pour découvrir la nouvelle économie.

Le groupe vend désormais massivement par Internet : entre janvier et septembre, 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires y ont été réalisés, soit environ 30 % de l'activité du groupe. Trente-cinq fois plus qu'en 1999. La compagnie vient d'ailleurs d'être désignée « e-business of the year » – littéralement l'e-entreprise de l'année – par la revue américaine *Interweek Magazine*. Un comble pour ce groupe tentaculaire qui opère dans des secteurs aussi traditionnels que les turbines à gaz, le plastique et les moteurs d'avion !

Cette prouesse ne doit rien au hasard. Tout a commencé un beau matin de janvier 1999, quand M. Welch annonce dans son discours annuel, retransmis à l'ensemble du personnel, qu'il veut faire de l'entreprise une « e-company ». L'allocation, dans un autre groupe, serait peut-être passée inaperçue. Mais chez General Electric, M. Welch est un personnage vénéré qui joint l'acte aux paroles : à son arrivée en 1981, il a bousculé l'entreprise vieillissante pour lui faire retrouver sa place de première capitalisation boursière du monde devant Microsoft.



Sous sa houlette, les bénéfices annuels ont été multipliés par six, de 1,7 à 10,7 milliards de dollars. La capitalisation boursière a, elle, été multipliée par 43 ! L'homme

Méthode radicale. Les documents internes doivent être diffusés sur le réseau ? Les photocopieuses disparaîtront en octobre du siège de Fairfield

est devenu un expert dans l'art d'insuffler le changement. Depuis qu'il est aux commandes, il a déjà décrété trois plans d'envergure : la « glo-

balisation », en 1981, pour internationaliser l'entreprise, trop centrée sur le marché américain ; les « services », en 1994, pour mieux tourner la compagnie vers ses clients et diversifier ses activités ; le programme « six sigma », en 1995, pour donner au groupe une politique de qualité globale. En 1999, le « e-business » est la quatrième grande manœuvre dans laquelle il lance l'entreprise.

M. Welch a vite compris qu'Internet n'était pas seulement un défi technique, mais qu'il nécessitait une véritable révolution des mentalités. Pour marquer une rupture, il frappe un grand coup : sous le nom guerrier de « Destroy your business.com » (« détruis ton activité.com »), il installe en avril 1999 dans chaque division de GE des petits groupes de travail réunissant de jeunes experts fraîchement recrutés et des anciens salariés.

Leur finalité ? Faire entrer le géant américain dans la « dimension Internet » : quelles nouvelles activités développer ? Comment repenser les relations avec les four-

nisseurs ? Comment vendre sur la Toile ?

Ces groupes devaient « imaginer comment le e-business allait transformer l'entreprise », explique Camille Farhat, un trentenaire chargé par Jack Welch d'une partie du chantier e-business (lire ci-dessous). Les interrogations, sans limite, pouvaient entraîner « l'abandon d'une activité existante pour la remplacer par une autre ». De cette cogitation de choc est né, par exemple, polymerland.com, le site de vente en ligne de la division plastique de GE. En septembre, les ventes ont atteint 25 millions de dollars par semaine, contre 10 000 dollars début 1999. Environ 30 % du chiffre d'affaires du GE Plastic est désormais réalisé sur le Net.

Ces agitateurs d'idées se sont également penchés sur la politique d'achat de l'entreprise. Internet leur est apparu comme une double source d'économie : les enchères en ligne permettent d'obtenir de meilleurs prix auprès de nouveaux fournisseurs ; la technique facilite des négociations globales au niveau du groupe. GE caresse ainsi le rêve d'obtenir des prix de gros pour ses pièces détachées, ses lunettes de sécurité... toutes filiales confondues. « Nous voulons que 100 % de nos achats se fassent en ligne », prévient M. Reiner. Le groupe est en bonne voie : en septembre, près du tiers des achats se font déjà sur la Toile, contre 5 % en décembre 1999. Les économies sont substantielles, « de 15 % à 20 % sur les coûts d'achat ».

Le Net offre de telles possibilités que les groupes « destroy your business.com » se sont maintenant rebaptisés « grow your business.com » (« fais grandir ton activité.com »). Mais GE se fixe déjà des objectifs plus ambitieux. Après la vente et les achats sur la Toile, le géant a découvert l'impact d'Internet en interne : abandon du papier, élimination des tâches manuelles, facturation électronique... « Nous

nous sommes focalisés sur les impacts d'Internet sur les ventes et les achats, regrette quelque peu M. Reiner, mais il y a encore plus à gagner en interne. Si c'était à refaire, nous travaillerions dès le départ sur cela également. » La chasse aux gains de productivité est ouverte. Désormais, le slogan maison pour résumer la révolution Internet est « sell, buy, make » : Internet permet de « vendre », d'« acheter » mais aussi de « faire ».

Cette mutation est orchestrée par le siège. M. Reiner est à la tête d'une quinzaine de cadres d'élite qui doivent favoriser la mutation du géant : ils débloquent les initiatives Internet des filiales et cherchent à les généraliser à l'ensemble

tenant j'évaluerais la proportion à 60 %. » Le groupe a décidé d'avancer coûte que coûte, sans états d'âme. Ainsi, pour faire abandonner aux salariés leurs anciens réflexes, la méthode est radicale.

Les réservations de voyages des salariés doivent se faire par Internet ? Le service de réservation par téléphone a été supprimé ! Les rapports et documents internes ne doivent plus être imprimés sur papier mais diffusés sur le réseau ? Les photocopieuses disparaîtront en octobre du siège de Fairfield ! « Il y aura de la casse mais c'est la meilleure façon de gagner en productivité. Pour éviter que l'on s'en serve, on supprime », raconte, confiant, M. Reiner.

Une formation par Intranet

La mutation du géant américain General Electric passe par un changement de culture en interne. Pour faire comprendre le « sens de l'urgence » à ses 340 000 salariés, le groupe mise sur Intranet, le réseau informatique maison. Déployé depuis décembre 1999, il offre aux salariés une multitude de services en ligne, de la réservation de billets de voyage aux informations internes... Le réseau enregistre actuellement 15 millions de connexions par jour.

Par ce canal, l'entreprise a lancé à la mi-septembre un vaste programme de formation appelé « Destination E ». Ce feuillet épistolaire explique comment toutes les activités de l'entreprise vont être modifiées par le Net. Chaque semaine, une conférence en réseau et en direct permet d'écouter et de converser avec un responsable du siège sur le thème de la leçon. A la fin de cette formation, GE a prévu un quizz-concours pour motiver les salariés à suivre le programme.

de l'entreprise. En avril, par exemple, la filiale assurance-crédit a imaginé une méthode pour éliminer, grâce à Internet, les tâches manuelles comme la réalisation d'une facture. La méthode est maintenant en test dans différentes filiales du groupe.

Comment une telle révolution est-elle vécue en interne ? Malgré la volonté farouche affichée au sommet, tout n'est pas rose. « Beaucoup de personnes résistent », avoue M. Reiner. Il y a six mois, 30 % des salariés étaient acquis à Internet, main-

« Avec le e-business, le jeu est encore plus rapide et plus ouvert. Nous ne sommes pas assez rapides. Une grande entreprise combat chaque jour sa bureaucratie. C'est sans fin », nous déclarait déjà M. Welch en juin. GE doit beaucoup à son chef qui, de façon incessante, bat la cadence. En pleine transformation, le groupe devra bientôt faire face à un nouveau défi : son patron visionnaire a programmé son départ pour avril 2001.

Laure Belot

Le poisson pilote du président dans la nouvelle économie

VOLUBLE et souriant, Camille Fahrat a su garder du Liban, sa patrie d'origine, une décontraction toute méditerranéenne. Il n'en est pas moins, à tout juste trente et un ans, un pur produit de la General Electric

PORTRAIT

Ce jeune homme d'origine libanaise, pur produit maison, a atteint les sommets en huit ans

Company. Entré en 1992 comme spécialiste financier dans le giron du géant américain, il atteint, huit années plus tard, les sommets. Au siège de l'entreprise, à Fairfield (Connecticut), il est directement rattaché au vice-président responsable des systèmes d'information, Gary Reiner.

Ce brun expansif est, depuis un peu plus d'un an, à la tête d'une quinzaine de trente-

naires de talents (le Corporate Initiative Group). Leur mission ? Imaginer tous les moyens pour faciliter la mutation de GE vers la nouvelle économie.

Véritables enquêteurs au service du e-business, ces jeunes cadres partent à la recherche des bonnes idées qui émergent dans les différentes filiales pour les diffuser à l'ensemble de l'entreprise. « Ce groupe a été créé pour trouver des idées qui sont transposables dans toutes les activités de GE », explique M. Fahrat. Du siège, nous sommes en contact incessant avec toutes les filiales pour nous tenir au courant. »

A cet escadron d'élite d'imaginer ensuite des stratégies et des nouvelles méthodes pour favoriser la modernisation de GE. Une fonction exposée qui, en cas de réussite, leur ouvrira les portes d'un poste à haute responsabilité.

Fils d'un directeur d'école privée, professeur de littérature française et arabe, Camille Fahrat a jadis étudié la philosophie et

la biologie à l'université américaine de Bejrout. Il exécute avec une apparente facilité le grand écart entre Ancien et Nouveau Monde. Au point d'embrasser totalement la culture très anglo-saxonne du groupe.

« À LA VITESSE DE LA PENSÉE »

« Chez GE, nous sommes en méritocratie, explique-t-il. Au Moyen-Orient, c'est votre réseau et votre famille qui vous font progresser dans une entreprise. Pas ici. Personne non plus ne m'a demandé mon âge. Là-bas, cela aurait été la première question. » Il ajoute, enthousiaste : « Ce qui me plaît, à ce poste, c'est de n'avoir que Gary [Reiner] entre Jack [Welch, le PDG] et moi. Etre écouté et soutenu, c'est phénoménal. »

Identifié peu de temps après son arrivée dans l'entreprise comme un cadre à haut potentiel, il suit la voie ascendante réservée aux meilleurs profils et fait sienne la devise de l'élite GE : « Ici, tu peux voler aussi haut que tu le veux. »

Au beau milieu de sa trajectoire, Camille Fahrat s'est tout de même posé pour prendre le pouls du Vieux Continent. A vingt-sept ans, il est sorti du giron de GE pour suivre un Master of Business Administration (MBA) dans la prestigieuse université américaine Harvard, puis a passé quatre mois en France, à Sciences-Po Paris, pour terminer une thèse sur « Le chômage en France » ! Une escapade qui ne lui a visiblement pas donné envie de s'attarder dans l'Hexagone.

Il s'est de nouveau immergé dans la culture du géant américain. « Ce groupe te communique une telle énergie, il te pousse à te donner à 200 %. » Son but ? Faire travailler l'entreprise « à la vitesse de la pensée ». Il se satisfait déjà de la transformation à grande vitesse qu'il voit s'opérer sous ses yeux : « Je n'ai jamais vu un éléphant courir aussi vite. »

L. Be.

Même les moteurs d'avion se vendent sur la Toile

VENDRE UN MOTEUR d'avion sur Internet ? C'est possible ! C'est ce qu'a réalisé pour la première fois en 2000 GE Aircraft Engines (GEAE), la division moteurs d'avion de General Electric. Cette filiale du géant américain, basée à Cincinnati (Ohio), fabrique et entretient les moteurs pour les compagnies aériennes. A l'image de sa maison mère, elle a décidé de se convertir en une « e-compagnie » et s'est fixé trois objectifs : « Générer le maximum de chiffre d'affaires sur la Toile, améliorer la productivité et aider à améliorer celle des clients », précise John Rosenfeld. Depuis mai 1999, cet ancien « bétret vert » – le corps d'élite de l'armée américaine – pilote avec énergie la stratégie Internet de GEAE et obtient ses premiers résultats : de janvier à septembre, 460 mil-

lions de dollars de produits et services ont été vendus sur la Toile. Des chiffres que ce responsable espère plus que doubler d'ici à la fin de l'année.

CONFÉRENCES VIRTUELLES

Comme toutes les filiales de GE, GEAE a eu droit à sa révolution interne : un groupe d'agitateurs d'idées a imaginé comment détruire l'entreprise et la réinventer avec Internet. La politique d'achats de l'entreprise a été mise à plat. Les dizaines de milliers de lunettes de sécurité utilisées par les 33 000 salariés sur les 25 sites mondiaux étaient achetées auprès de 80 fournisseurs. Grâce à des enchères réalisées sur Internet, l'entreprise a trouvé deux fournisseurs globaux et a réalisé 40 % d'économies. En interne, la chasse au papier est dé-

sormais ouverte. Toutes les communications administratives sont faites par le réseau informatique. Le journal interne version papier a été supprimé. La recherche du moindre coût est le nouveau mot d'ordre : « Nous nous sommes rendu compte de l'énormité du budget voyage pour les salariés entre les sites de GE », précise-t-il. Nous privilégions maintenant les conférences virtuelles via Internet. »

Mais la grande trouvaille de cette filiale, citée d'ailleurs en exemple par Jack Welch, le PDG du groupe, en personne, se nomme le Customer Web Center, le centre Internet pour les clients. Imaginé au départ pour Delta Airlines, il propose à ses 300 compagnies aériennes clientes un panel de services en ligne : prise de commande, facturation, accès à toutes

les notices d'explication des pièces détachées... C'est par ce centre, qui emploie maintenant cent cinquante personnes, que six moteurs d'avions ont été vendus.

EXPERTISE EN TEMPS RÉEL

Ce centre offre également un service inédit : le suivi d'une réparation en temps réel sur Internet. « C'est un gain de temps énorme, argumente John Rosenfeld. Normalement, les compagnies aériennes nous envoient leurs pièces défectueuses, puis, tous les deux mois, des experts des compagnies passent pour faire le point. Nous leur proposons maintenant de faire cette expertise en temps réel, par Internet. » En septembre, des ailettes haute pression de turbine ont été envoyées à GEAE pour réparation. Trois d'entre elles étaient trop abîmées pour

être remises en état. « Par le Web, nous avons envoyé à la compagnie des vues détaillées et sous tous les angles de ces pièces endommagées. Grâce à cela, nous avons eu l'accord de notre client tout de suite, sans avoir besoin qu'il se déplace, et sans renvoyer les pièces pour accord. »

GEAE se retrouve désormais dans une situation paradoxale : « Nous sommes beaucoup plus en avance que nos clients », reconnaît Mike Conner, responsable marketing-business. « Nous avons tenu pour acquis que les compagnies aériennes allaient s'adapter à nous. Nous devons passer plus de temps avec elles pour leur faire comprendre l'intérêt de ces relations par Internet. Nous devons un peu ralentir notre rythme. »

L. Be.

L'entreprise la plus rentable

● **Création** : General Electric (GE) est née en 1892 de la fusion de la société Edison General Electric, exploitant depuis 1878 les brevets d'Edison sur la lampe à incandescence, et de Thomson-Houston, une firme concurrente.

● **Activités** : vingt secteurs regroupés en dix branches. Certains sont liés à la filière électrique (équipements pour centrales, éclairage, électroménager, équipement ferroviaire, systèmes médicaux...). D'autres se sont greffés au fil du temps : moteurs d'avion (dont un partenariat avec le français Snecma), services aéronautiques, plastiques. Le groupe possède le premier réseau de télévision américain, NBC. Développés ces dernières années, les services aux consommateurs et aux entreprises représentent 69 % du chiffre d'affaires, contre 15 % en 1980.

● **Effectifs** : 340 000 personnes dans plus de 100 pays, dont 90 000 en Europe.

● **Chiffre d'affaires** : neuvième mondial, GE a réalisé en 1999 des ventes records de 112 milliards de dollars (772 milliards de francs), en hausse de 11 %, dont 41 % hors des Etats-Unis.

● **Résultats** : le bénéfice net a dépassé, pour la première fois en 1999, les 10 milliards de dollars (10,7), en progression de 15 %. GE est l'entreprise la plus rentable du monde, selon le classement 1999 de *BusinessWeek*.

● **Bourse** : GE, un temps détrôné par Microsoft, est la première capitalisation boursière du monde (560 milliards de dollars, à la mi-octobre). Le titre GE est le seul à faire partie de l'indice Dow Jones depuis sa création, en 1896.

Le soutien des consommateurs aux OGM commence à faiblir

La mise en culture à grande échelle, depuis 1996, de maïs ou de soja modifiés n'a guère été contestée aux Etats-Unis. Mais des interrogations apparaissent, en raison de nouvelles données scientifiques et de la méfiance européenne

Pour les Américains, qui n'ont pas été confrontés aux mêmes crises de sécurité alimentaire que les Européens, le développement des plantes OGM n'a d'abord pas entraîné d'états d'âme. Même si les caractères intro-

duits par modification génétique ont pour seul but d'améliorer le rendement agricole, sans présenter de bénéfice pour la santé du consommateur. La publication de nouvelles données scientifiques et la contestation euro-

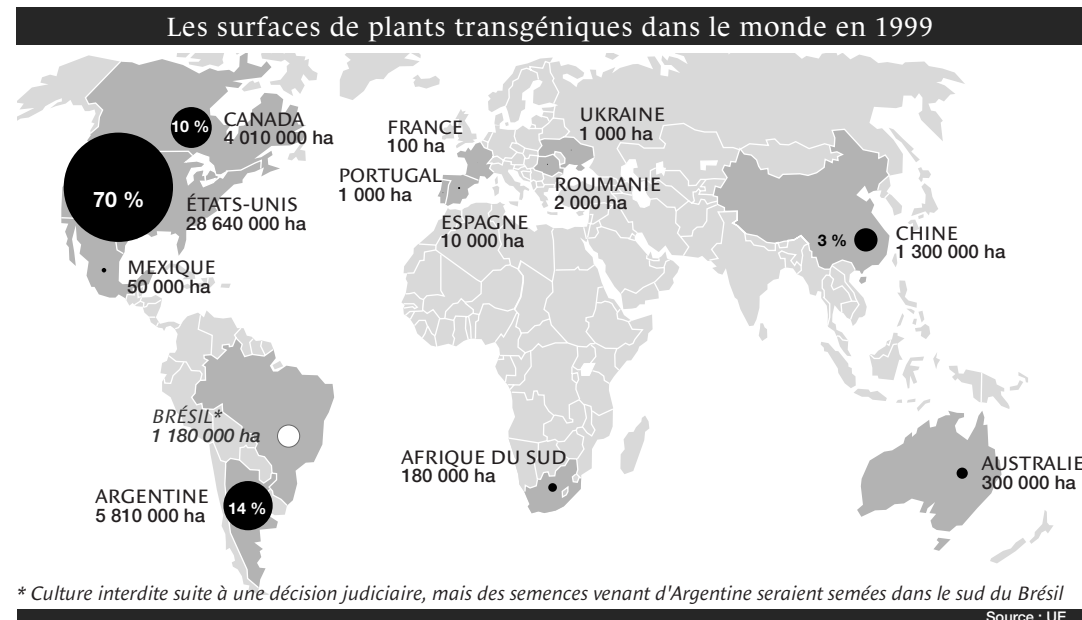
péenne provoquent cependant un début de débat outre-Atlantique. Les industriels craignent de s'attirer les foudres de l'opinion. Un budget de 52 millions de dollars est consacré au lobbying et à une campagne de publicité.

De leur côté, certains Etats réfléchissent à l'interdiction de la culture des OGM pour une durée de cinq ans. Et une association a poursuivi les autorités devant la justice pour leur politique en matière d'alimentation.

PASSION et émotion en Europe, objectivité scientifique aux Etats-Unis : les sensibilités des opinions publiques des deux continents à l'égard des organismes génétiquement modifiés (OGM) s'expliquent culturellement, selon les industriels qui les fabriquent. D'emblée, en 1996, première année de culture des OGM à grande échelle, les consommateurs américains les ont acceptés sans états d'âme.

« Ils ont un niveau de confiance très élevé envers leurs institutions gouvernementales et scientifiques, notamment dans la FDA (Food and Drug Administration, l'agence américaine chargée de la sécurité alimentaire), ce qui n'est plus le cas en Europe, à cause des scandales alimentaires », analyse un représentant de l'industrie des biotechnologies. Dès le départ, la FDA a conclu qu'un organisme génétiquement modifié est « substantiellement équivalent » à un produit obtenu par voie classique, si ce n'est qu'il a un gène en plus : il n'a donc pas besoin d'être étiqueté. Les choses semblaient simples et claires, et l'impossibilité de séparer les récoltes OGM et non OGM a été clamée haut et fort.

En quête de nouveaux leviers de croissance, les entreprises qui fournissent les agriculteurs en semences et pesticides, l'américain Monsanto et le suisse Novartis en tête, ont toutefois largement sous-estimé la contestation des consommateurs en Europe. Les réticences affichées sur le Vieux Continent, considérées par les Américains comme « incompréhensibles » et « irrationnelles », ont gagné d'autres pays, notamment le Japon et le Brésil. Elles essaient maintenant aux Etats-Unis. Davantage préoccupés par les contaminations bactériologiques et les teneurs en pesticides des aliments, les organisations américaines d'écologistes et de consommateurs se sont manifestées à partir de mai 1999, à la suite d'une publication scientifique révélant l'impact négatif du pollen d'un maïs transgénique sur la croissance d'un papillon, le monarque. Certains industriels de l'agroalimentaire, sou-



cieux de conserver leurs marchés, comme Frito-Lay, Heinz, ou McDonald's, ont par ailleurs annoncé qu'ils n'utiliseraient pas d'OGM.

Sentant les vents contraires se lever, sept compagnies spécialisées dans la production de plantes transgéniques, appuyées par les associations américaines de protection des plantes et de l'industrie des biotechnologies, ont éprouvé la nécessité de rassurer. Un budget de

52 millions de dollars a été affecté à des opérations de lobbying et à une campagne de publicité qui présente les avantages des biotechnologies, en insistant sur les avancées médicales.

L'administration a, de son côté, cherché à améliorer la perception de l'opinion publique : les autorités ont organisé des tables rondes avec les consommateurs, instauré l'obligation de notification de mise sur

le marché d'un OGM, et édité un guide sur l'étiquetage volontaire. Elles règlent les problèmes au cas par cas. Ainsi, une zone interdite aux OGM, d'au moins 20 % de chaque parcelle cultivée avec ce maïs ou ce coton génétiquement modifié pour résister à des insectes, est-elle devenue obligatoire. Ceci pour éviter que lesdits insectes, à leur tour, ne résistent aux OGM.

POURSUITES SANS SUCCÈS

Malgré ces efforts, certains indices témoignent d'une montée en puissance des mouvements anti-OGM, même si l'Association américaine des semences (ASTA) estime leur représentativité limitée à 10 % de la population. Pour la première fois cette année, la FDA a été poursuivie – sans succès – devant la justice pour sa politique en matière de biotechnologies dans l'alimentation et les cultures. L'Etat de New York examine la possibilité d'interdire la culture d'OGM pour une période de cinq ans, celui de Californie pourrait proscrire la plantation de riz transgénique. Plusieurs projets de loi ont été proposés en faveur d'un étiquetage obligatoire.

Florence Bal

Une brusque décélération

● **Dans le monde**, les surfaces semées en plantes transgéniques ont été multipliées par 15 entre 1996 (2,6 millions d'hectares) et 1999 (41,5 millions d'hectares), avant de marquer le pas en 2000 (42 millions d'hectares). Le soja représente 52,5 % des surfaces, le maïs 27,2 %, le coton 9,4 %, le colza 8,4 %, le tabac 2,4 %.

● **Les Etats-Unis**, qui comptent 70 % des surfaces cultivées, sont les champions de la culture d'OGM. Cette année, pour la première fois, les intentions de semis de plantes transgéniques ont mis en évidence un coup de frein dans la

progression des surfaces. Elles seraient passées depuis 1999 de 33 % à 25 % de la sole de maïs, de 55 % à 48 % de celle de coton et de 57 % à 52 % de celle de soja.

● **Caractère introduit**. Les plantes transgéniques actuellement cultivées dans le monde ont été modifiées pour des caractéristiques agronomiques, qui n'apportent aucun bénéfice direct au consommateur. 69 % portent un gène de tolérance à un herbicide, 21 % contiennent un gène de résistance à un insecte, 7 % portent les deux caractères et 3 % ont la capacité de résister à un virus.

Les banques d'affaires imposent leur puissance et leur modèle

LORSQU'UNE grande entreprise européenne lance une opération financière d'envergure, il est rare qu'il n'y ait pas une banque américaine parmi ses conseillers. « C'est devenu une forme de snobisme », regrette un banquier français, amer d'avoir à affronter ses concurrents américains auprès des entreprises européennes. Non contents d'être indétrônables sur leur marché domestique, les banquiers d'affaires américains sont omniprésents en Europe et de plus en plus actifs en Asie, au Japon notamment.

Les classements professionnels sont explicites. Pour les six premiers mois de l'année, les quatre banques les plus actives dans le conseil en fusions et acquisitions auprès des entreprises du monde entier sont américaines. Thomson Financial Securities Data, qui gère une base de données financières, cite, dans l'ordre : Morgan Stanley Dean Witter, Goldman Sachs, Salomon Smith Barney et Merrill Lynch. Au cinquième rang vient l'une des rares banques européen-

nes qui ait réussi à prendre pied aux Etats-Unis : Credit suisse First Boston (CSFB). Pour le seul marché européen, le quatuor de tête est encore composé de MSDW, Goldman Sachs, CSFB et Salomon Smith Barney (Citigroup).

MODES FINANCIÈRES

En moins de vingt ans, ces banques d'affaires se sont imposées, poussées par la puissance de leur marché d'origine, le plus grand du monde : Wall Street. La capitalisation boursière américaine, sans commune mesure avec celles des autres Bourses, est au total de 16 159 milliards d'euros. Celle des six principales Bourses d'Europe est de 7 756 milliards d'euros, celle de Tokyo de 4 472 milliards d'euros ! Les américaines, beaucoup plus spécialisées que leurs concurrentes européennes, ont rivalisé d'imagination pour inventer de nouvelles techniques financières et les développer à grande échelle avant de les exporter. Rachats d'entreprises avec effet de le-

vier (LBO), stock options, obligations à haut rendement, titrisation, introductions en Bourse de sociétés Internet, toutes ces techniques ont vu le jour outre-Atlantique. En vendant ces produits à travers le monde, les institutions américaines ne donnent pas seulement le ton en matière de modes financiers, elles pèsent aussi sur les choix stratégiques des entreprises.

Les banques disposent en effet de puissants relais pour imposer leurs idées. Les premiers sont leurs analystes financiers. Ils font trembler les patrons par leurs recommandations d'achat ou de vente d'actions, qui peuvent faire gagner ou perdre plus de 10 % à un titre en quelques jours, voire quelques heures ! Leur opinion détermine aussi l'issue des batailles boursières. Car ces analystes – parfois élevés au rang de gourous – sont très écoutés par les gérants des fonds de pension et de sicav (« mutual funds ») américains. Or, « dès qu'une entreprise atteint une certaine taille en Bourse, 20 % à 40 % de son capital

sont détenus par des fonds étrangers, notamment américains », admet un banquier de BNP Paribas.

EFFET DE MASSE, EFFET DE NORME

« L'effet de masse (par les capitaux) entraîne un effet de norme qui s'impose partout et structure les visions de chacun, patron d'entreprise ou responsable public », résume Jean-Paul Betbèze, directeur des études économiques et financières au Crédit lyonnais. Ces normes américaines sont aussi transmises par les grandes sociétés de conseil en management (McKinsey, BCG, AT&Kearney, etc.), par les cabinets d'audit de taille mondiale ou par les principales agences de notation, qui mesurent et sanctionnent la solidité financière des sociétés ou des organismes émetteurs d'obligations, tous d'origine américaine.

Les banques européennes ne peuvent répondre à cette puissance qu'en prenant pied aux Etats-Unis. Le Crédit suisse vient d'y renforcer sa filiale CSFB en achetant

la banque d'affaires Donaldson, Lufkin & Jenrette. L'autre grande banque suisse, UBS, les allemandes Deutsche Bank et Dresdner y ont acheté, respectivement, Dillon Read, Bankers Trust et Wasserstein Perella. Quant à la Société générale, elle tente une percée plus modeste avec SG Cowen.

Il reste toutefois difficile pour les Européens de séduire les équipes américaines les plus chevronnées, à moins, comme l'a fait la Deutsche Bank, de leur laisser une très large part du pouvoir. La différence culturelle est souvent trop forte : qu'un banquier d'affaires gagne suffisamment d'argent pour ne voyager qu'en jet privé n'est pas extravagant à Wall Street. C'est encore difficilement concevable en Europe !

Très réactifs, les Américains s'organisent en outre pour faire face à toute concurrence potentielle. Ils se sont engouffrés dans la brèche ouverte par la naissance de l'euro. Ils sont prêts à accepter des mariages qui auraient paru contre nature il y a quelques années, comme celui, annoncé le 13 septembre, de Chase Manhattan et JP Morgan.

Le seul domaine où les Américains ne dominent pas le marché mondial reste celui des services aux particuliers et PME. Les banques commerciales ont été longtemps pénalisées par une réglementation très stricte, qui leur interdisait d'étendre leur activité à plusieurs Etats des Etats-Unis et à des métiers comme l'assurance ou le courtage d'actions. Elles ne se concentrent et n'élargissent leurs domaines d'intervention que depuis quelques années. Si la plupart des banques restent encore très américaines, certaines, Citigroup en particulier, rattrapent le retard à marche forcée.

Sylvie Kauffmann

Sophie Fay

Patrice de Beer

PROFIL

SANFORD WEILL, LE PHILANTHROPE IMPITOYABLE

« Sandy est quelqu'un de bien. Je le connais depuis longtemps et, à mon avis, c'est par là qu'il faut commencer, par le fait que nous avons affaire à quelqu'un de fondamentalement sain et solide. » L'homme qui s'exprime ainsi, le 6 avril 1998, est le PDG de Citicorp, John Reed, et celui dont il chante les louanges est Sanford « Sandy » Weill, PDG de Travelers Group. Ils viennent de conclure ce que Wall Street salue alors comme le plus gros accord de fusion jamais si-

gné entre deux sociétés : une affaire de 70 milliards de dollars. Bras dessus bras dessous, souriants devant la presse, John Reed et Sandy Weill deviennent coprésidents d'un énorme groupe de services financiers, la banque de l'an 2000, un mastodonte de 190 000 salariés : Citigroup.

Moins de deux ans plus tard, John Reed est évincé du groupe. Sandy Weill ne se déplaçait même pas pour sa réception d'adieu. Désormais seul maître à bord, « Sandy » est, à soixante-sept ans, l'un des hommes les plus puissants de Wall Street. Pape de la finance américaine, c'est l'un de ces personnages sans lesquels New York ne serait pas New York, riche, bourreau de travail, partenaire impitoyable, stratège diabolique à l'égo surdimen-

Joel Klein a profondément modernisé la commission antitrust

WASHINGTON

de notre correspondant

Le plus énergique des acteurs du procès contre Microsoft vient de démissionner de son poste, sans préciser ses projets. En quatre ans à la tête de la division antitrust du département américain de la justice, Joel Klein, âgé de cinquante-quatre ans, aura profondément marqué le paysage économique américain en bloquant des fusions nuisibles à la concurrence ou en engageant des actions en justice contre des sociétés accusées de pratiques monopolistiques. Il a accroché à son tableau de chasse des noms prestigieux, des entreprises que l'on croyait intouchables : il a fait condamner Microsoft, qui s'est pourvue en appel pour éviter d'être démantelée. Et Hoffman La Roche et BASF, pour entente illégale sur les prix, à une amende de 725 millions de dollars. Mais aussi American Airlines et l'alliance entre Visa et MasterCard sur les cartes de crédit.

Bill Gates, fondateur et ancien patron de Microsoft, s'est lancé dans une croisade contre le département de la justice au nom de la défense de l'innovation, menacée selon lui par les ingérences de l'administration. Il a envoyé ses lobbyistes au Congrès pour obtenir de celui-ci qu'il coupe les vivres à l'enquête. A la partie civile, qui l'accusait de « modèle de comportement illégal », il a répliqué qu'il ne voyait là qu'une saine et vigoureuse concurrence.

Depuis la première plainte jusqu'à la récente décision de la Cour suprême de renvoyer l'affaire en appel, Joel Klein a été en première ligne, présent tous les jours dans le prétoire pour coordonner la stratégie. Il est encore trop tôt pour savoir qui l'emportera de Microsoft, qui tente de gagner du temps pour consolider ses positions, ou de l'administration.

AU NOM DU SHERMAN ACT

Les géants de la monétique se sont, eux aussi, retrouvés devant les tribunaux, à l'été 2000, pour violation de la législation antitrust. Contrôlant 75 % du marché américain des 500 millions de cartes de crédit, loin devant leur principal rival American Express, Visa et MasterCard ont été priés de mettre un peu de concurrence dans leur collusion de fait en réduisant leurs participations croisées et en autorisant leurs membres à distribuer d'autres cartes que les leurs. Joel Klein les a accusés d'être « engagés dans une conduite qui a brisé la concurrence et nuï aux consommateurs ».

La deuxième compagnie aérienne du pays, American Airlines, a été mise en cause en 1999 pour pratiques destinées à s'assurer le monopole de la desserte de sa base d'activités, l'aéroport de Dallas Fort Worth, le troisième par le trafic. « Ils l'ont fait en saturant leurs routes avec des vols supplémentaires et en cassant leurs prix. Après avoir réussi à se débarrasser d'un nouveau concurrent, ils ont réaugmenté leurs tarifs et réduit leurs vols. Les consommateurs ne devraient pas avoir à payer des prix astronomiques parce qu'une compagnie aérienne s'efforce de se débarrasser de concurrents moins chers », a déclaré M^{me} Reno.

Par son action et son opiniâtreté, Joel Klein aura donné une nouvelle dynamique à la lutte contre les monopoles, symbolisée aux Etats-Unis par le Sherman Act de 1890, qui permit le démantèlement de la Standard Oil ou d'AT & T. Il a aussi permis à la commission antitrust de prendre la mesure de la mondialisation et il a développé la coopération avec les Européens, qui ont désormais leur mot à dire dans les mégafusions transfrontalières. Expliquant l'augmentation des plaintes sous son mandat par l'évolution de la situation économique plus que par une volonté politique, il a précisé à l'hebdomadaire *BusinessWeek* : « Pendant la dernière année de la présidence Bush, les fusions ont représenté environ 75 milliards de dollars ; elles ont dépassé cette année 2 000 milliards. » Soit trente fois plus.

Les minorités luttent contre une télévision encore trop « blanche »

Sous peine d'une multiplication de procès, les chaînes de télévision sont contraintes de laisser, dans tous les programmes, une juste place aux Noirs, aux Latinos ou aux Asiatiques. Les personnes âgées s'estiment elles aussi maltraitées par le petit écran

LOS ANGELES

de notre correspondante

Aux débuts de la télévision, certaines stations américaines avaient refusé de diffuser une émission de variétés, parce que Petula Clark posait sa main, blanche, sur le bras, noir, de Harry Belafonte. Aujourd'hui, le petit écran est sommé de pratiquer l'intégration raciale et ethnique, mais n'y parvient pas toujours. La rentrée 2000 marque pourtant une amélioration de la diversité sur les ondes, et un effort face au scandale soulevé l'an dernier par des programmes ne reflétant pas la composition hétérogène de la population américaine.

Un article du *Los Angeles Times*,

« *Le monde est blanc, blanc, blanc sur les grilles d'automne* », avait déclenché la controverse en août 1999. Depuis, une coalition de groupes représentant les Afro-Américains, les Latinos, les Asiatiques, les Amérindiens s'est formée pour protester contre leur sous-représentation et parler de boycottage. L'Association pour les droits civiques NAACP a même envisagé des plaintes en justice contre les chaînes. Leurs grands patrons ont promis de s'amender et d'annoncer la création d'un poste spécialement chargé de surveiller la composition ethnique dans les programmes. Entre-temps, les résultats du recensement confirment que, bientôt, les

Blancs ne seront plus majoritaires aux Etats-Unis. C'est déjà le cas dans le comté de Los Angeles où se fabriquent les séries, sitcoms et shows en question.

REFLECTER LE « MELTING POT »

Pourquoi le paysage cathodique américain est-il à ce point déconnecté de la réalité démographique ? La multiplication des canaux a favorisé une situation où les grandes chaînes – à moins de rappels à l'ordre – tendent à renoncer à une formule généraliste, d'autant plus que les nouveaux networks (UPN, WB) ou les chaînes câblées se spécialisent dans les programmes destinés aux minorités. Beaucoup d'ob-

servateurs dénoncent cette « balkanisation » et affirment que le mode de divertissement et d'information le plus démocratique – puisque la réception hertzienne est gratuite – doit être généraliste, et refléter le principe américain du *melting pot*.

Les tensions entre les communautés ethniques et les producteurs ou diffuseurs sont constantes. Le pasteur Jesse Jackson, l'un des chefs de file de la communauté noire, a renoncé de justesse à poursuivre en justice une station de radio du groupe Disney. KLOS-FM avait diffusé une promotion insultante pour les femmes noires. Dans le même temps, des journaux américains

ont dû s'excuser après avoir imprimé une publicité pour *Dr Wong*, un dessin animé diffusé sur Internet jugé offensant par la communauté asiatique. Les télévisions tentent de veiller à un équilibre, ne serait-ce que pour leur image. Elles mettent à l'antenne des personnalités journalistiques d'horizons divers. *Sixty minutes*, le prestigieux magazine d'information de CBS, a depuis longtemps son reporter noir, Ed Bradley. CNN a notamment embauché Bernard Shaw, qui a arbitré le récent débat entre les deux candidats à la vice-présidence, ainsi que Joie Chen, d'origine asiatique.

Après avoir constaté que, sur cent candidats parvenus à l'antenne,

ne, onze seulement étaient des femmes, et un seul hispanique, le jeu *Who Wants to be a Millionaire* a lancé un appel en février pour inciter les non-Blancs et les femmes à se présenter. « *Peut-on m'expliquer pourquoi presque tous nos joueurs ont été des types blancs ?*, demandait le présentateur Regis Philbin en direct. *J'en suis un, et je n'ai rien contre eux. Mais, allez, nous aimerions un peu plus de diversité !* » A la rentrée, ABC programme une série dramatique avec un personnage principal noir : *Gideon's Crossing*, interprété par Andre Braugher et par un acteur latino, Ruben Blades. La nouvelle série de James Cameron, qui se lance dans la télévision avec *Dark Angel*, sur Fox, a une héroïne latino, Jessica Alba.

MANQUE DE RÔLES

Pourtant, année après année, les statistiques piétinent : seuls 7 % des scénaristes de la télévision appartiennent à une minorité, et les scénaristes blancs tendent à créer des personnages blancs, ou caricaturent les Afro-Américains, affirme une étude récente, *The African American Television Report*, réalisée par le Screen Actors Guild (SAG). Sur les vingt programmes les plus regardés, seules trois séries sont communes aux populations noire et blanche : ce sont *Urgences*, *NYPD Blue*, *Touched by an Angel*. Sur le terrain politique néanmoins, la diversité devient une nécessité, les spots publicitaires en langue espagnole se sont multipliés. La population latino a ses propres chaînes en langue espagnole, mais elle est la minorité la plus sous-représentée par les chaînes généralistes.

Hollywood est aussi critiquée pour une autre forme d'exclusion, celle des gens âgés, l'« *ageism* », qui s'accroît de façon dramatique dans un marché dominé par le goût des jeunes. Un groupe de scénaristes âgés a déjà porté une plainte collective. « *L'image qui est donnée de la génération âgée dans ce pays est révoltante* », affirmait Doris Roberts, cinquante-neuf ans et actrice dans la sitcom à succès, *Everybody Loves Raymond*.

C. M.

Claudine Mulard

Venu d'Europe, le télé-voyeurisme rafle audience et bénéfices

LOS ANGELES

de notre correspondante

L'heure est aux bilans. Après le déferlement de la « télé-réalité » sur les écrans américains, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de cinquante millions de téléspectateurs ont suivi la finale de « *Survivor* » sur CBS le 23 août, un score d'audience exceptionnel. Les spots publicitaires ont été facturés jusqu'à 600 000 dollars les trente secondes. Les actionnaires encaissent des dividendes, comme Disney grâce à « *Qui veut devenir millionnaire ?* », le jeu d'ABC qui commence sa deuxième saison en tête de l'Audimat.

Hormis le fiasco de l'émission « *Qui veut épouser un millionnaire ?* », le phénomène de « télé-réalité » n'est pas prêt de s'arrêter à Hollywood, où l'on sait exploiter jusqu'à saturation une formule qui marche. D'autant plus que ces émissions assurent le sauvetage provisoire des networks américains en perte d'audience.

Aujourd'hui, une bonne quarantaine de ces programmes sont à l'étude ou en cours de réalisation. Le producteur de films d'action Jerry Bruckheimer est dans la course, comme l'acteur-rapporteur Will Smith. Le network UPN va proposer « *Chains of Love* » : quatre personnes seront enchaînées à



M. BRITTON/CBS/ZUMA/VISUAL

une personne du sexe opposé, libérées une par une, et la dernière en lice gagnera un rendez-vous galant. L'agence ICM travaille sur « *Temptation* », qui rassemblera des couples traversant un moment difficile, transportés dans un lieu exotique où s'offrent de multiples tentations.

MONDIALISATION DU MAUVAIS GOÛT

Les chasses à l'homme ont aussi la cote : imitant *Le Fugitif*, un projet lancera des détectives professionnels sur la piste de candidats-amateurs qui devront traverser les Etats-Unis sans se faire repérer. NBC prépare avec Endemol, les concepteurs de « *Big Brother* », une version de « *Candid Camera* », où des collègues ou amis filmeront leur entourage, à leur insu. On attend une adaptation de

Dans une île déserte au large de la Malaisie, seize naufragés volontaires, largués avec du riz et des haricots, ont tout fait pour survivre, sous l'œil des caméras de CBS. La finale de « Survivor » a réuni, le 23 août, 51 millions de téléspectateurs.

Le « personal video recorder » enregistre tout, même vos envies

GEORGE ORWELL s'était trompé. Big Brother ne vous regarde pas, c'est vous qui le regardez. D'ailleurs, il ne s'appelle pas Big Brother mais « PVR », et il déferle dans les foyers américains. Le PVR, pour *personal video recorder*, a pourtant l'air bien innocent. Il concrétise le rêve de tout téléspectateur qui, distrait par un coup de téléphone inopportun au moment le plus crucial de la série « *Urgences* », peut instantanément se repasser une opération à cœur ouvert sans rater un seul terme médical. Techniquement, le PVR, qui se présente sous la forme d'un boîtier semblable à un décodeur satellite, est une sorte de disque dur d'ordinateur relié à un modem qui télécharge en permanence les programmes de télévision. Ainsi il devient possible de figer l'image d'une émission en direct, de repartir en arrière ou de repasser une séquence au ralenti sans charger de cassette dans son magnétoscope.

Pour l'heure, deux sociétés exploitent ce système aux Etats-Unis, ReplayTV et TiVo, qui dé-

pensent sans compter dans des campagnes de publicité pour attirer de nouveaux clients. Le marché est prometteur : de 100 000 pionniers en 1999, on devrait passer à 800 000 abonnés dès cette année et plus de 50 millions de foyers américains abonnés en 2005. Le filon semble si bon que Microsoft s'appête à lancer sa propre version du PVR sous la marque Ultimate TV.

UN BONHEUR POUR LES ANNONCEURS

Si cette petite révolution de salon va donner un supplément de confort aux téléspectateurs, elle va également faire le bonheur des annonceurs. Alors que la logique voudrait que les publicitaires s'inquiètent de voir l'audience disposer d'un nouveau moyen d'échapper à leurs annonces, la petite boîte en question se révèle en fait être un espion extrêmement efficace. Pas une pression du doigt sur la télécommande ne peut échapper à l'opérateur de PVR. Les grandes marques ne s'y sont pas trompées, à l'image de Coca-Cola qui vient de signer un contrat

de sponsoring avec ReplayTV. Le géant de la boisson gazeuse a installé ses bandeaux publicitaires dans le programme « *replay zone* » où l'abonné fait la sélection des chaînes qu'il veut regarder ou des émissions qu'il prévoit d'enregistrer. Un endroit stratégique pour connaître aussi précisément que possible les préférences des téléspectateurs/consommateurs et pour leur mitonner un programme publicitaire parfaitement adapté à leurs goûts.

Interrogé par le magazine américain *Advertising Age*, Chuck Fruit, vice-président de Coca-Cola en charge des médias et du marketing, explique que cette technologie va permettre à la marque « *de délivrer des messages spécifiques aux consommateurs en fonction de leurs centres d'intérêt* ». C'est ainsi que l'amateur de football verra son match coupé par des spots publicitaires qui répondront à ses attentes avant même qu'il ne les ait exprimées.

Frédéric Roy

Les sites Internet des grands quotidiens sont encore loin de l'équilibre financier

NEW YORK

correspondance

wsj.com, la version électronique du *Wall Street Journal*, reste unique en son genre. Il faut payer pour lire le quotidien en ligne et avoir accès à sa banque de données très fouillée sur 22 000 entreprises. L'internaute doit envoyer un abonnement de 59 dollars par an à la maison mère, Dow Jones. Cette orientation, rejetée par la plupart des autres quotidiens américains, a permis au groupe d'équilibrer ses comptes pendant plusieurs mois, explique Denise Collins, porte-parole du wsj.com. Jusqu'à ce que la direction du groupe décide d'investir davantage en marketing et développement de nouveaux sites, ce qui a fait basculer le site dans le rouge.

Bref, l'équilibre financier des quotidiens sur Internet reste fragile. « *Mais on peut l'atteindre* », dé-

clare-t-on bravement au *Wall Street Journal*, fort de l'expérience acquise. Aujourd'hui, 461 000 internautes sont abonnés à la version virtuelle du quotidien économique. Leur curriculum vitae de haut vol suscite des convoitises : 77 % gagnent plus de 75 000 dollars par an, 87 % ont fréquenté l'université, 62 % possèdent deux ordinateurs à leur domicile, 88 % achètent en ligne... Ces lecteurs aisés, plus jeunes que les « vieux barbons » de la version imprimée, attirent régulièrement au wsj.com deux cents annonceurs spécialisés dans les nouvelles technologies et permettent au site de réaliser 60 % de ses 49 millions de dollars de chiffre d'affaires en publicité.

Les autres grands noms de la presse quotidienne américaine – le *Washington Post*, le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *Chicago Tribune* –, qui ont opté pour

une version gratuite de l'outil Internet, drainent beaucoup plus de visiteurs. Le *Washington Post* affiche ainsi une moyenne de 2 millions de visites par mois. La Tribune interactive, qui regroupe plus de 60 sites de journaux, télévisions et radios, affiche 4,5 millions de visiteurs mensuels. Mais ces foules d'internautes coûtent horriblement cher aux groupes de communication.

PUBLICITÉ OBLIGÉE

David Hiller, patron de la Tribune interactive, prévoit pour l'année 2000 un chiffre d'affaires de 50 millions de dollars et autant, si ce n'est plus, de pertes. La publicité censée financer les investissements en ligne reste insuffisante. « *Le tout publicitaire n'a pas fait ses preuves* », dit Peter Kreisky, l'expert du consultant Mercer Management. Pourtant, les journaux n'ont pas le choix. Sinon, « *les nouveaux concu-*

rents, purs joueurs du Net, leur chiperont publicité et petites annonces, essentielles à la survie des journaux imprimés ».

Peter Kreisky souligne le risque encouru : « *Le Boston Globe perd, depuis deux ans, chaque année, 10 % de ses petites annonces d'offres d'emplois* ». David Hiller, qui espère atteindre la zone des bénéfices fin 2002, joue de plus en plus la carte de la vente croisée. Avec le *Chicago Tribune*, le *Los Angeles Times* et *Newsday* à New York, il se retrouve à la tête de trois énormes marchés. « *Nous pouvons vendre aux publicitaires une audience nationale*, dit-il. *Et dans le même temps leur offrir un public très ciblé* ». Il se fait fort d'isoler dans la multitude de ses sites, femmes, minorités, jeunes ou vieux, à la carte, en espérant bien ainsi enfin gagner des dollars.

Caroline Talbot

Des ordinateurs portables pour tous les élèves de New York

LE SERVICE de l'éducation de la municipalité de New York étudie un programme destiné à équiper d'un ordinateur portable tous les élèves de la ville à partir de l'école primaire, selon le quotidien *Daily News*. Ce projet d'un coût de 900 millions de dollars étalé sur dix ans devrait être en partie financé par la publicité et des ventes sur Internet. Les entreprises qui prendront part à l'opération proposeront leurs produits aux parents, aux élèves et aux enseignants, ce qui représente un marché de 2,3 millions de personnes. Selon le quotidien, publicités et ventes pourraient dégager jusqu'à 11,5 milliards de dollars en dix ans.

Le nouveau spot de 7 Up stoppé par la grève des acteurs

LA BOISSON AU CITRON fabriquée par Cadbury-Schweppes, 7 Up, qui avait regagné des parts de marché aux Etats-Unis grâce notamment à une campagne de publicité télévisée réalisée par l'agence Young & Rubicam, voit sa reconquête mise en péril par la grève des acteurs américains. Selon le *Wall Street Journal* du 9 octobre, la deuxième partie de la campagne est paralysée par son acteur vedette, Orlando Jones. Il participe au mouvement des acteurs qui réclament une réévaluation de leurs revenus provenant des publicités réalisées pour la télévision et Internet.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : les retransmissions des épreuves olympiques de Sydney ont été peu suivies aux Etats-Unis. Leur audience a été la plus faible enregistrée, pour des Jeux d'été, depuis ceux de Mexico, en 1968. Cette désaffection s'expliquerait en partie par le fait que les compétitions étaient diffusées en différé, en raison du décalage horaire de quinze heures entre les Etats-Unis et l'Australie.

■ **INTERNET** : l'éditeur de logiciels américain BroadJump Inc. a annoncé l'achat, par le câblo-opérateur Time Warner Cable, d'un million de licences pour son logiciel VirtualTruck Installer, qui permet aux abonnés d'installer eux-mêmes une connexion Internet à haut débit.

■ **Warner Music Group et l'éditeur de logiciel RealNetworks Inc.** vont collaborer, à partir de novembre, dans la distribution en ligne d'œuvres musicales du catalogue de la maison de disques américaine. RealNetworks se chargera de l'hébergement du service, de l'encodage et de la gestion des droits.

■ **PRESSE** : les deux principaux journaux populaires new-yorkais se sont lancés, depuis le début du mois de septembre, dans une guerre des prix. Le *New York Post* de Rupert Murdoch a divisé par deux son prix de vente, passant de 50 à 25 cents. En réponse, le *Daily News* distribue gratuitement une édition de l'après-midi de 40 pages, le *Daily News Express*.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **CHEVRON : le pétrolier américain a annoncé, le 16 octobre, le rachat de Texaco** dans une transaction par échange d'actions valorisée à près de 36 milliards de dollars, pour créer le quatrième groupe pétrolier mondial. Il est précédé par l'américain Exxon Mobil, l'anglo-américain BP Amoco et l'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, et devance le français TotalFinaElf.

● **SEAGRAM : le groupe canadien de spiritueux, propriétaire des studios Universal, a annoncé, le 20 juin, sa fusion avec le groupe français Vivendi et sa filiale Canal +.** Les trois groupes ambitionnent de créer un géant mondial de la communication, capable de rivaliser avec le groupe AOL-Times Warner.

● **FIRESTONE : la filiale américaine du groupe japonais Bridgestone, a été contrainte, le 9 août, au rachat de 6,5 millions de pneus.** Le modèle mis en cause, qui équipe principalement le 4 x 4 Explorer de Ford, serait à l'origine d'une centaine d'accidents mortels. Une enquête sur les responsabilités de Firestone et de Ford a été diligentée par le Congrès américain.

● **GENERAL MOTORS : le premier constructeur automobile mondial a conclu, le 13 mars, un accord avec Fiat** au terme duquel il détiendra 20 % du groupe italien. En échange, Fiat détient 6 % de GM. Le groupe américain a, par ailleurs, le 14 septembre, renforcé sa participation dans le japonais Suzuki, en passant de 10 % à 20 % du capital.

● **COCA-COLA : Doug Ivester, le PDG du géant des boissons sans alcool, a annoncé, en décembre 1999, sa démission, moins de deux ans après sa prise de fonctions.** Il a été remplacé par Doug Daft, qui a pris la présidence en avril 2000. Le groupe a été tenu en échec sur deux grands projets d'acquisition, Orangina et Schweppes.

● **MICROSOFT : le juge fédéral Thomas Penfield Jackson a formellement ordonné, dans un jugement rendu le 7 juin à Washington (lire ci-dessous), la scission du groupe fondé par Bill Gates en deux unités distinctes.** Microsoft a immédiatement fait appel.

● **PFIZER : le laboratoire américain est devenu le 21 juin le**

numéro mondial de l'industrie pharmaceutique après le rachat de son compatriote et rival Warner-Lambert. Le nouvel ensemble table sur un chiffre d'affaires de 31 milliards de dollars en l'an 2000.

● **PHARMACIA : l'américano-suédois Pharmacia & Upjohn et l'américain Monsanto** ont donné naissance, le 3 avril, au dixième groupe pharmaceutique mondial. Le nouvel ensemble, avec l'apport des activités agrochimiques, semences et biotechnologiques de Monsanto, réalise un chiffre d'affaires consolidé de 17 milliards de dollars.

SERVICES

● **NAPSTER : le site sur Internet d'échange de musique numérisée est mis en cause pour piratage** par l'Association américaine de l'industrie de l'enregistrement (RIAA). Une cour d'appel fédérale américaine a accordé, le 29 juillet, un sursis de dernière minute à Napster, en suspendant l'injonction d'un magistrat qui avait ordonné à l'entreprise de fermer ses serveurs. Napster a conquis 25 millions d'internautes dans le monde.

● **WAL-MART : le premier groupe de distribution mondial, basé à Bentonville (Arkansas), a annoncé, le 2 octobre, tout à la fois la fermeture momentanée de son site de commerce en ligne et l'ouverture de plus de 300 magasins supplémentaires, dont plus de 200 aux Etats-Unis.**

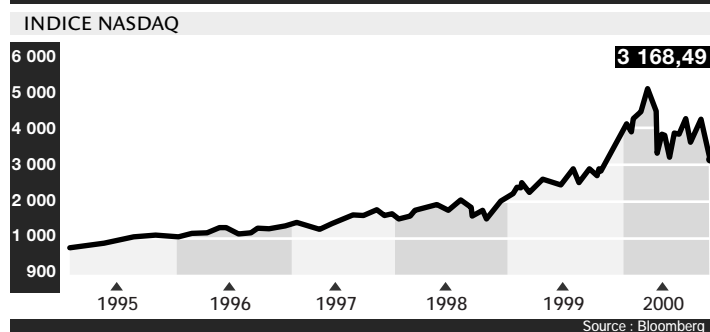
FINANCE

● **CHASE MANHATTAN : la troisième banque commerciale des Etats-Unis a annoncé, le 13 septembre, le rachat de la banque d'affaires JP Morgan,** pour quelque 33,2 milliards de dollars. L'une des plus célèbres banques d'affaires américaines, vieille de cent cinquante ans, perd son indépendance.

● **AETNA : le leader américain de l'assurance-santé a été racheté, le 20 juillet, par le bancassureur néerlandais ING,** pour 7,7 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros).

● **BOURSE : le New York Stock Exchange a poursuivi, le 25 septembre, son expérience de décimalisation du cours des actions** en incluant 52 nouvelles entreprises, dont DaimlerChrysler et Compaq. Six actions avaient déjà abandonné la cotation sous forme de fraction à la fin du mois d'août.

Le reflux



Splendeur et décadence de l'indice Nasdaq

CETTE ANNÉE, le fringant Nasdaq des sociétés de la nouvelle économie a éclipsé l'ennuyeux Dow Jones des 30 valeurs industrielles, baromètre historique de la Bourse américaine. Les soubresauts de cet indicateur, qui retrace l'évolution des entreprises de croissance américaine, ont tenu en haleine la planète boursière. Il a fasciné les investisseurs au cours des premiers mois de l'année. Il les effraya depuis.

C'est un véritable vent de folie qui, à partir de novembre 1999, souffle sur la Bourse américaine, en sorcelée par la net-économie, l'ensemble des sociétés de services sur Internet. La perspective de l'explosion des technologies de l'information et de la communication offrant à toute la planète une croissance ininterrompue, sans inflation, avec des taux d'intérêt durablement bas et une hausse de la productivité des entreprises, emporte les marchés vers des niveaux jamais atteints. Les gérants de fonds qui, par prudence, ont limité l'exposition de leurs portefeuilles aux titres de la nouvelle économie, doivent se réduire à acheter, au prix fort, des valeurs rebaptisées « TMT » (technologies, médias et télécommunication), pour ne pas se laisser distancer par les gestionnaires qui investissent massivement sur ces titres. Cette course à la performance contribue à accélérer la hausse. En mars, les sociétés qui figurent dans l'indice Nasdaq se payent 500 fois leurs bénéfices ! Une moyenne d'autant plus extraordinaire que beaucoup de sociétés affichent... des pertes. En moins de cinq mois, l'indice Nasdaq progresse de 2 000 points. Le 10 mars, il est à 5 048,62 points.

La chute sera violente. Les déclarations d'un analyste peu connu sur la situation de Microsoft, numéro un des logiciels et valeur symbole de l'informatique, suffisent à ébranler des marchés qui prennent subitement conscience que les valorisations de certaines sociétés sont un peu optimistes. En deux mois, l'indice Nasdaq efface presque la totalité de ses gains du début d'année. En dépit d'un sursaut en juillet et à la fin août, il retrouve, à la mi-octobre, ses plus bas niveaux. Les jeux start-up de la Toile ont été les premiers à flancher. Les faillites de plusieurs sites de commerce par Internet, au début de l'été, font retomber brutalement sur terre les boursiers qui voyaient dans ces sociétés un nouvel Eldorado. La banque d'affaires Merrill Lynch estime dans une étude que 75 % des 400 sociétés Internet cotées auront disparu d'ici à 2005. Début septembre, c'est au tour des valeurs sûres de la technologie de montrer des signes de faiblesse.

Intel, le numéro un des microprocesseurs dans le monde, avertit le premier des investisseurs que ses résultats pour les troisième et quatrième trimestres ne seront pas à la hauteur. Il est imité par Apple ou Dell. En quelques semaines, la capitalisation boursière de ces sociétés fond de moitié. Les analystes refont leurs calculs et abaissent leurs prévisions de bénéfices. La banque d'affaires Merrill Lynch se montre très prudente. Elle estime que la hausse des bénéfices des entreprises américaines devrait y être de seulement 9 % en 2001.

Les analystes n'en restent pas moins optimistes. La valorisation des valeurs technologiques aux Etats-Unis, qui avait atteint des niveaux incroyablement élevés, est revenue vers des références plus raisonnables et... attractives, pensent-ils. Le cabinet de fusions-acquisitions Regent Associates a calculé que les 570 sociétés Internet cotées aux Etats-Unis et les 228 traitées sur les marchés européens avaient une capitalisation de 1 016 milliards de dollars à fin septembre, soit l'équivalent de 14 fois leur chiffre d'affaires cumulé estimé pour 2000. Au début de l'année, la moitié de ces sociétés avaient une valorisation représentant 36 fois leur chiffre d'affaires en 1999. Pour Goldman Sachs et son gourou Abby Cohen, les valeurs technologiques américaines devraient effectuer un retour en force d'ici quelques semaines à la faveur d'une amélioration de leurs perspectives de résultats.

Joël Morio

SUR LES MARCHÉS

Le dollar superstar

À ÉCONOMIE FORTE, monnaie forte. Si elle ne se vérifie pas toujours, cette maxime monétaire s'est illustrée, depuis le début de l'année, aux Etats-Unis, de façon éclatante. La santé exceptionnelle de l'économie américaine s'est accompagnée d'une forte vigueur du dollar. Face à l'euro, le billet vert s'est apprécié de près de 20 % en neuf mois. Un formidable pied de nez à tous les dirigeants européens qui prédisaient que leur nouvelle devise allait enfin mettre à mal la toute-puissance monétaire de la monnaie américaine et, du même coup, entamer l'hégémonie économique des Etats-Unis. Cela n'a pas été le cas.

Le dollar a, de façon générale, profité de la fascination générale de la communauté financière internationale pour les prouesses de l'économie outre-Atlantique. Plutôt que de placer leurs capitaux dans une Europe certes en reprise économique, mais aux projets et aux contours politiques mal définis, ou encore au Japon, toujours aussi fragile, les investisseurs ont plébiscité les Etats-Unis. La vigueur de la monnaie américaine, s'est félicité début septembre le président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, « est une indication que la rentabilité élevée des investissements dans ce pays est tout à fait intéressante pour les étrangers ». Avec un taux de croissance supérieur à 5 %, l'économie américaine devrait encore largement dépasser cette année ses deux grandes rivales.

Sur le plan qualitatif aussi, les Etats-Unis ont écrasé, économique-

ment, leurs adversaires. Les gains de productivité record enregistrés outre-Atlantique ont démontré l'avance prise par l'économie américaine en matière de nouvelles technologies. Sur la scène financière mondiale, le dollar est apparu plus que jamais comme la monnaie de la nouvelle économie, alors que l'euro, au contraire, symbolisait l'ancienne.

Soutenu par des données économiques très favorables, le billet vert a enfin profité du discours très ferme de la Maison Blanche en faveur d'une monnaie forte : « Un dollar fort est dans l'intérêt des Etats-Unis », n'a cessé de répéter le secrétaire d'Etat au Trésor, Lawrence Summers. Il a même prononcé cette phrase au lendemain de l'intervention concertée, fin septembre, des banques centrales américaine, européenne et japonaise, pour faire remonter l'euro. La participation de la Fed à cette opération a cependant démontré que Washington n'est pas totalement insensible aux protestations des industriels américains à propos de la trop grande vigueur du billet vert.

Pour autant, l'administration américaine sait que la fermeté du dollar reste le meilleur moyen de protéger l'économie du pays de la surchauffe et de l'inflation. Elle est aussi consciente de la fragilité fondamentale du billet vert, liée à l'ampleur du déficit des comptes courants américains. « Cela ne peut durer éternellement », a lui-même reconnu M. Greenspan.

Pierre-Antoine Delhommais

ÉCONOMIE

600 000 nouveaux visas pourraient être accordés aux travailleurs qualifiés

LE SÉNAT américain a approuvé, mardi 3 octobre, un projet de loi qui permettra aux Etats-Unis, s'il est adopté, d'émettre environ 600 000 nouveaux visas en trois ans pour des travailleurs qualifiés. Pour entrer en vigueur, ce texte doit encore être approuvé par la Chambre des représentants et par la Maison Blanche. Ce type de visa, appelé H-1B, existe déjà : près de 115 000 personnes en ont bénéficié en 1999, en majorité des Indiens et des Chinois. Toutefois, en vertu de la législation actuelle, les Etats-Unis devaient en accorder de moins en moins dans les années à venir.

● **La Réserve fédérale américaine (Fed) a relevé, mardi 16 mai, ses taux directeurs** pour la sixième fois depuis juin 1999, portant le rendement des Fed Funds de 6 % à 6,50 % et l'escompte de 5,50 % à 6 %. Les cinq précédentes augmentations auxquelles avait procédé la Fed depuis un an n'étaient que d'un quart de point. Pour justifier cette hausse importante, le comité monétaire de la banque centrale a dit qu'il craignait que « la disparité entre la demande et l'offre ne continue, ce qui pourrait alimenter des déséquilibres inflationnistes susceptibles de saper les remarquables performances de l'économie ».

● **La croissance américaine a été révisée à la hausse** au deuxième trimestre, avec un rythme annuel de 5,6 % du produit intérieur brut, contre une précédente estimation de 5,3 %, a annoncé jeudi 28 septembre le département du commerce. L'indice des prix lié au PIB, la mesure la plus large de l'inflation, a augmenté de 2,4 % au deuxième trimestre. Le gonflement des stocks a été le principal moteur de cette hausse du produit intérieur brut.

● **Le taux de chômage aux Etats-Unis s'est établi à 3,9 %** en septembre contre 4,1 % le mois précédent, et l'économie a créé 252 000 emplois nets supplémentaires, a annoncé vendredi 6 octobre le département du travail. Les analystes tablaient généralement sur un taux de chômage inchangé et sur

250 000 créations nettes d'emplois. ● **Le gouvernement a annoncé, jeudi 14 septembre, une baisse de 0,2 % des prix** à la production en août et une progression de seulement 0,2 % des ventes de détail sur le même mois comparativement à juillet. Cette modération est, selon les économistes, un nouveau signe que les tours de vis donnés par la Réserve fédérale à sa politique monétaire freinent une expansion jugée trop rapide.

● **La Maison Blanche a annoncé, mercredi 27 septembre, que l'excédent du budget des Etats-Unis** pour l'année fiscale 2000 atteindrait au moins 230 milliards de dollars, soit le plus important depuis 1948. Le Trésor consacrerait 223 milliards de dollars au remboursement de la dette publique, qui devrait être totalement époncée d'ici à l'année 2012.

● **Le déficit budgétaire s'est établi à 10,4 milliards de dollars en août**, contre un déficit de 2,8 milliards pour le même mois de 1999, a annoncé le département du Trésor. Sur les onze premiers mois de l'exercice fiscal (qui se termine le 30 septembre), le budget américain affiche un excédent de 170,8 milliards de dollars, contre un excédent de 124,4 milliards sur la même période de l'exercice précédent.

● **Le déficit commercial s'est élevé à 31,1 milliards de dollars en juillet**, un montant record qui représente un creusement de 7,4 % comparativement aux 29,8 milliards en juin (chiffre révisé), a annoncé mercredi 20 septembre le département du commerce. Le déficit avec la Chine s'est monté à 7,6 milliards de dollars en juillet contre 6,3 milliards un an avant. Avec le Japon, le déficit s'est établi à 7,5 milliards en juillet, contre 6,7 milliards sur le même mois en 1999.

● **La productivité a progressé de 5,7 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2000**, selon les chiffres révisés publiés mercredi 6 septembre par le département du travail. La première estimation faisait état d'une hausse de 5,3 % de la productivité au deuxième trimestre. Les coûts salariaux ont finalement baissé de 0,4 % sur la même période, alors que la première estimation faisait état d'un repli de seulement 0,1 %.

● **Les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,6 % en août** par rapport au mois précédent et leurs revenus ont progressé de 0,4 % pendant la même période, a annoncé vendredi 29 septembre le département du commerce.

● **Le FMI a estimé, mardi 19 septembre, que la croissance du produit intérieur brut américain en 2001** devrait se situer à 3,2 %.

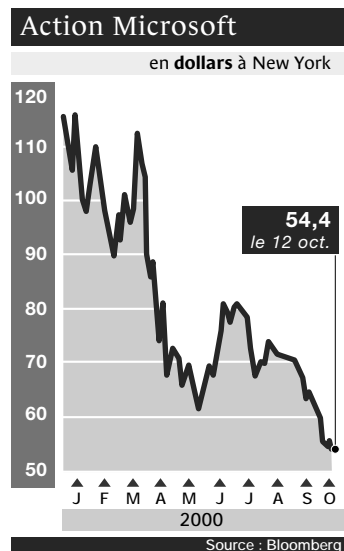
VALEUR DU JOUR

Microsoft tombe de son piédestal

LE NUMÉRO UN MONDIAL des logiciels, dont la moitié des salariés sont devenus millionnaires en dollars grâce à leurs stock-options, a, pour la première fois de son histoire, lourdement chuté en Bourse. Entre le 1^{er} janvier et la mi-octobre, l'action Microsoft a abandonné plus de la moitié de sa valeur, victime à la fois de ses démêlés judiciaires et de doutes sur sa stratégie et sur la santé du secteur informatique.

Le coup le plus dur a été porté au groupe de Bill Gates par la justice américaine, engagée dans une procédure antitrust d'une ampleur comparable à celle ayant abouti, en 1911, au démantèlement de la Standard Oil et de l'empire Rockefeller. Le juge fédéral Thomas Penfield Jackson a ordonné, dans un jugement rendu en première instance le 7 juin à Washington, la scission de Microsoft en deux unités distinctes. L'une regrouperait l'activité des systèmes d'exploitation d'ordinateurs, notamment la gamme Windows (95, 98, 2000 et NT). L'autre rassemblerait le secteur des applications, qui comprend essentiellement les logiciels de traitement de texte comme Word, le tableur Excel, le programme de courrier électronique Outlook et le navigateur Explorer. Cette solution « structurelle » a été présentée par le juge comme le seul moyen de contraindre Microsoft à mettre fin à ses pratiques « prédatrices ».

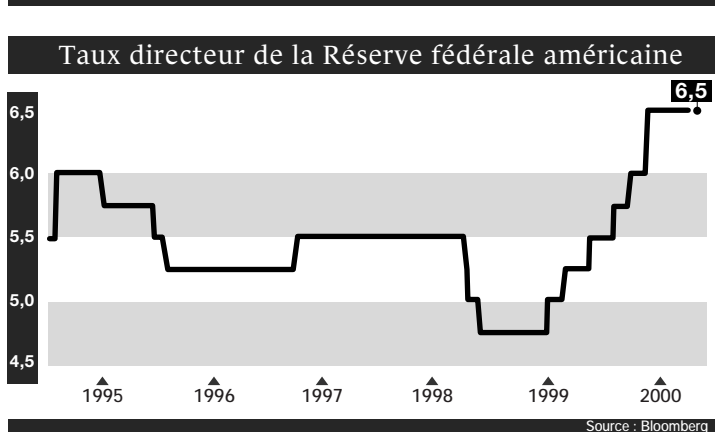
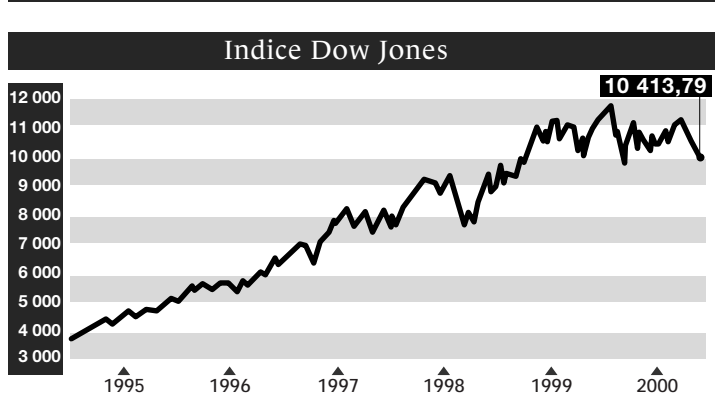
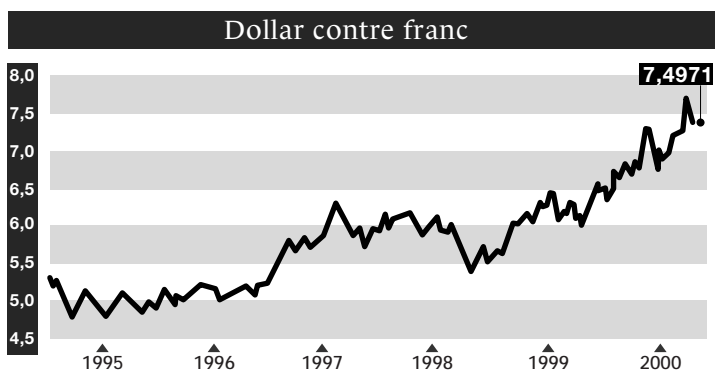
Microsoft a immédiatement fait appel et a gagné, le 26 septembre, une manche judiciaire en obtenant



que la cour d'appel, et non la Cour suprême, se prononce sur ce dossier. Mais en désacralisant Microsoft, en soulignant ses pratiques commerciales douteuses, le procès a mis fin à l'autocensure qui sévissait dans l'industrie informatique mondiale. Le groupe de Seattle ne fait plus peur. Pour autant, sa puissance reste immense.

Microsoft équipe dans le monde plus de neuf ordinateurs sur dix. Sa rentabilité, qui représente 40 % de son chiffre d'affaires, est considérable. En décembre 1999, sa valeur boursière (624 milliards de dollars, environ 4 800 milliards de francs) était la plus élevée de la planète. Bill Gates reste l'homme le plus riche du monde. Entré au Nasdaq en 1986, Microsoft a vu, depuis, la valeur de ses actions être multipliée par 260.

Eric Leser



High-Tech Chief Runs a Tight Ship

By LAURA M. HOLSON

IRVINE, Calif. — “We are not an amorphous sea of communists,” Henry T. Nicholas 3rd, co-founder of the Broadcom Corporation, said, rolling his eyes in disgust.

He had just arrived at his Southern California office — forehead damp from a morning workout — and already he was ripping into one of his pet peeves of the new economy: open cubicle space.

Sure, Andrew S. Grove, the Intel chairman, had a cubicle, “but it was ceremonial,” Mr. Nicholas said. “If an employee wants to shut his door, he should be able to do it.”

In fact, a lot of things bug Mr. Nicholas about the way Silicon Valley technology companies are run these days — like executives who allow employees to bring dogs to work.

But Broadcom, whose engineers design silicon chips that quickly send voice, data and video over cable lines, has risen to the top of its game with its leader as the antithesis of the new age, new economy Zen master. At Broadcom, Mr. Nicholas makes clear, “I run the show.”

In practice that means rousing subordinates from their beds past midnight when he wants to talk about a project, or dictating the company’s dress code: suits for engineers and managers when customers visit, and no khakis or jeans. “We like to think of ourselves as the anti-Silicon Valley company,” said Mr. Nicholas, 40. “You are not going to be worshiped here, but you will spend time getting to build a product that only you can do.”

It was in 1991 that the former silicon chip designer, who has a Ph.D. in electrical engineering, teamed up with Henry Samuelli,

his friend and former professor, to start Broadcom. Their timing was impeccable. The Internet was just taking off and networking equipment makers needed chips to convert slow-moving analog signals into faster digital ones.

Broadcom’s chips are in 90 percent of all digital television set-top boxes and cable modems and 65 percent of local area computer networks, analysts estimate. Mr. Nicholas and Mr. Samuelli, who each own 16 percent of the company, are worth more than \$5 billion each.

Broadcom’s corporate culture reflects Mr. Nicholas’s own tendency to work 18-hour days until a project is done. “You have to take yourself to the absolute limits of human behavior,” he said. “The whole concept is you leave nothing in reserve.”

Board members have asked him to ease up. At a directors meeting last year, he said, some questioned whether it was wise for their chief executive to continue sky diving. He scoffed at the suggestion that he stop, citing statistics that showed his hobby was safe.

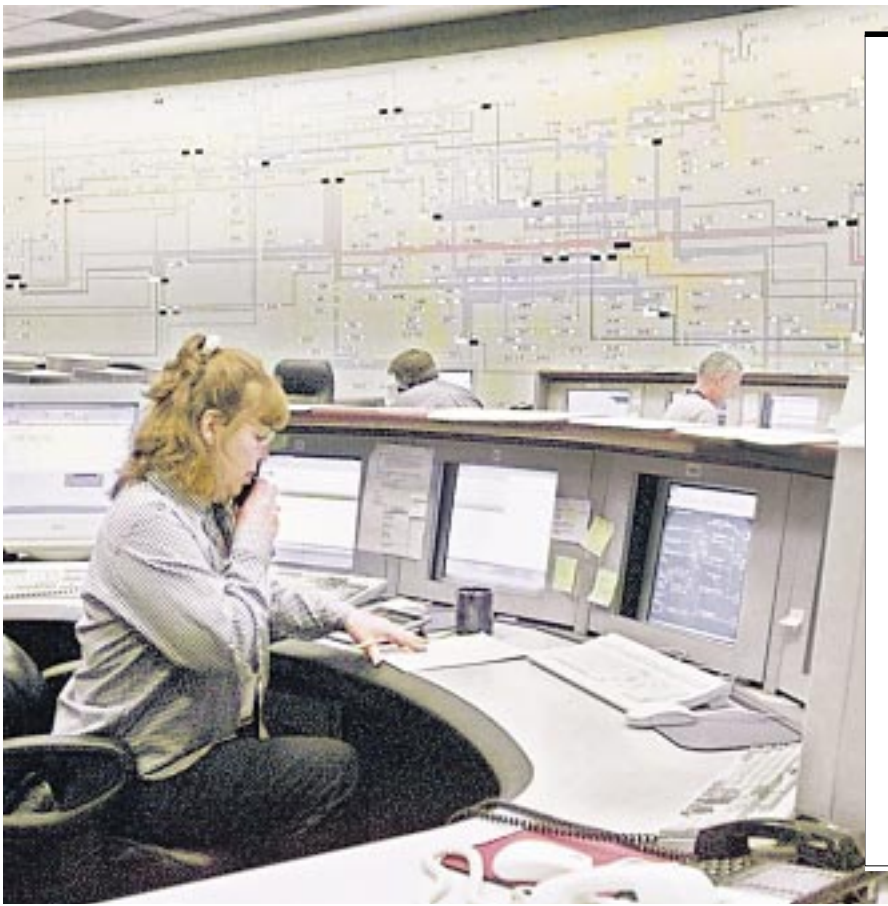
He caused quite a stir on his 40th birthday last October when he invited MTV’s band of the year, Orgy, to play at his home. Mr. Nicholas laughed when asked about the porn star who showed up at the party and the police officers who told him to turn the music down. Yes, they were there, he said. “We had a lot of beautiful women show up unattached.” But it was not so funny when the party was reported in The Los Angeles Times and he got a call from his mother. “I mean, my mom read that stuff,” he said recently, his grin fading.

Mr. Nicholas’s wife, Stacey, a former electrical engineer to whom he has been married to for 13 years and has had three children with, has come to terms with his bad boy reputation. “People at Broadcom see the game face all the time,” she said. “His favorite line is, ‘Don’t tell anyone. Don’t let them know.’”

Mr. Nicholas says his behavior is often misunderstood, and his wildest antics are intended more to shock than to offend.

“I’m kind of a sarcastic guy,” he said. “I love to engage people in conversations, like saying, maybe ritual human sacrifices are O.K.” Of course, he is joking. But “people will take me seriously,” he said, “or they’ll agree with me.”

This he chalks up to his fabulous wealth; people are accepting of his outrageous behavior. “Wealth doesn’t change people,” he said. “It changes the way people treat you.”

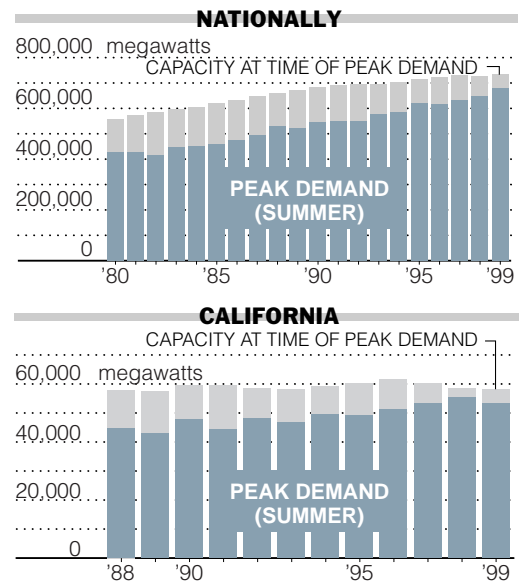


Associated Press

Deregulation of the power industry in California has caused price increases and shortages. Above, a power distribution control room.

Less Room for Error

The margin between peak electric power demand and the amount of electricity available has been shrinking, especially in California.



Sources: Edison Electric Institute; North American Electric Reliability Council; Western Systems Coordinating Council

The New York Times

Electric Deregulation Backers Now Balk at Costs

By ALEX BERENSON

For as long as anyone can remember, reliable, cheap electricity has been taken for granted in the United States.

Not anymore, at least not in California.

Four years ago, the nation’s most populous state — and the world’s seventh-largest economy — decided to deregulate its electric industry. New power generators would compete for customers with established utilities, and businesses and consumers could choose their power suppliers. The competition would lower everyone’s prices.

At least that was the theory. Things have not worked out so well in practice for California’s cities. This summer, power bills have doubled in San Diego, rolling blackouts have hit San Francisco, and the state has repeatedly cut off some big customers to protect the rest of its power grid. The power supply is near collapse.

“What we have in San Diego is an unnatural disaster, a man-made storm unleashed by the state and federal governments,” said Michael Shames, executive director of the Utility Consumers Action Network, a 42,000-member group in San Diego. “We’re hearing panicked calls from customers saying, ‘I can pay my electric bill, or I can pay my rent in full.’”

Nearly everyone agrees that deregulation shoulders a signif-

icant amount of blame for the crisis. The reason is that with deregulation looming in the mid-1990’s, the state’s utility companies were afraid to build new plants, while independent producers only began planning plant construction two years ago, when voters confirmed their support for deregulation.

Now, with demand rising quickly, the state is critically short of power. And for at least the next two years, the soonest any significant capacity can be added, there is no easy solution.

“The squeaking gets tighter in 2001,” said Daniel Nix, dep-

state’s traditional reluctance to build new plants. Moreover, they say, power companies are moving quickly to build plants and the crisis will subside.

All told, the state’s energy commission has been asked to approve construction of 14 power plants. Combined with four already under construction, that would add more than 11,000 megawatts of power, 20 percent of the state’s total peak demand.

Nationally, the response has been similar, said Jeffrey K. Skilling, president of Enron, the Houston company that is the world’s leading trader of electricity and natural gas. Enron reports that power companies have announced plans to add nearly 240,000 megawatts in new North American generating capacity, increasing supply by more than one-quarter.

“Within two or three years, the problem will be fixed,” Mr. Skilling said, if the market is allowed to operate freely.

But regulators and some other utilities are less optimistic. Electricity is a unique commodity, they say. First, consumption varies widely, with summer peak demand 20 percent or more higher than average. So meeting peak loads requires the heavy expense of building many plants that run only a few hours each year, when demand is highest. Second, there is no substitute for electricity. It undergirds modern life, and even slight reductions cause significant disruption.

The electricity problem should be fixed — in 2 years.

uty director for energy information at the California Energy Commission, a state agency that licenses new power plants. If next summer is even slightly hotter than normal, “there is a good chance we would have inadequate resources,” he said.

Independent power producers and electricity traders, whose future depends on deregulation, argue that California is an anomaly. They say the state faces a tight power supply situation as a result of fast economic growth throughout the West and the

“When oranges go up, when they double or triple or quadruple, I eat apples, when electricity goes up, I can’t avoid using it,” said Loretta Lynch, president of the California Public Utilities Commission.

Finally, electricity is also “supply inelastic.” When all the plants in a region are running at full steam, there is simply no way to get more power.

Those factors mean that as power demand approaches peak supply in a deregulated market, generators can charge 10 or 100 times the normal price for electricity and know that they will find takers. With the possibility of windfall profits, the power producers have little incentive to build enough plants to have a large reserve.

California State Senator Steve Peace of San Diego helped write the state’s deregulation legislation, but is now calling for some controls on prices. While power companies talk of competition leading to lower bills, Mr. Peace said consumers want the stable prices and reliability they had for 50 years with regulation.

“This whole market on a national level suffers from an excess of philosophical engagement and a deficiency of practical management,” he said. “The market can either prove that it’s disciplined enough and stable enough to address its problem. Or inevitably, whether it’s the right thing to do or the wrong thing to do, the political system will cut them off at the pass.”



Jill Connelly for The New York Times

Henry T. Nicholas 3rd wants to rule the wired universe.

Bosses Learn the Value of Being Nice

By AMY ZIPKIN

Every few weeks, some Silicon Valley start-up tries to lure Mary Morse, a software engineer, away from Autodesk, a computer-aided design company in San Rafael, Calif. At least one of them has dangled an options package that could have made her rich by now.

But Ms. Morse invariably says thanks, but no thanks. The reason she is staying put, she says, is simple: she likes her bosses.

Being a tough guy might have worked a decade ago when corporate America was downsizing and laying off workers. But that era, exemplified by Albert J. Dunlap, the roving chief executive nicknamed Chainsaw Al who boasted about how many people he had dismissed to raise the stock price of his companies, is over.

A recent Gallup Organization study that shows that most workers rate having a caring

boss even higher than they value money or fringe benefits. In interviews with two million employees at 700 companies, Gallup found that how long an employee stays at a company and how productive she is there, is determined by her relationship with her immediate supervisor. “People join companies and leave managers,” said Marcus Buckingham, a senior managing consultant at Gallup and the primary analyst for the study.

Ms. Morse’s two-year career at Autodesk is Exhibit A for that reality. She has worked under several managers so far, she said, and they have all gone out of their way to please her. The first one guided her through a six-month internship, accommodating her college schedule and providing time off for finals. The second sealed her loyalty to the company by insisting on paying her \$5,000 more than she requested as her starting salary.

“I think what he said without

saying it was, ‘You’re more valuable than even that, and I’m going to give you what you’re worth,’” she said.

Her current boss, David Lein, summons her to his office from time to time to discuss her career hopes. After she completed a project for the redesign of a large piece of computer code, he asked her what she wanted to do next. When she said she wanted to be a software engineer, he recommended classes and gave her the time off to go.

All the kindness she has received the last two years, Ms. Morse says, is literally worth a million dollars to her. Before she joined Autodesk, and again nine months after her arrival, she was wooed by a telecommunications company.

Both times, she says, the company had not yet gone public and offered her stock options. She was tempted, but rejected the offer after she was told that although she had career aspirations for software development, the company



Dan Krauss for The New York Times

David Lein, Mary Morse’s boss at a computer-aided design company in California, treats her dog with kindness at the office.

would not honor them.

Had she accepted, she would be sitting on options worth about \$1 million. But she has no regrets. People at the company that wanted to hire her tell her they are bored and frustrated.

“The general feeling is that they are putting in their time,” waiting for their options to be vested so they can bail out, she said.

And friends at other Silicon Valley firms complain to her that they have trouble getting

Not changing jobs, even for \$1 million in options.

up in the morning, telling her, she says: “This thing worked out great, but I’m miserable.”

Mr. Lein, says that he, too, has had to resist entreaties from other high-technology companies. He averages two job offers a week, to say nothing of an avalanche of 200 e-mail pitches from headhunters that he filters out with a software program that spots tell-tale words.

His reason for staying is similar to Ms. Morse’s. When he looks around Silicon Valley, he says, “I see people burning out, companies going under and never making it to the I.P.O.”

“Maybe I’m a bit of an anomaly,” he adds. “Job satisfaction and being challenged means as much to me as the money part of it — just so as long as I feel rewarded.”

SCIENCES Champion de l'innovation technologique, le système scientifique américain repose sur un financement comparable à celui de l'Europe et du Japon réunis. Il a atteint la

somme de 247 milliards de dollars en 1999. La part des crédits alloués par les entreprises privées dépasse celle du secteur public. ● Il s'appuie aussi sur une politique de recrutement et

d'accueil — ou de « pillage », selon le point de vue — des cerveaux étrangers. Parmi ces derniers, les Asiatiques sont les plus nombreux. ● En dix ans, ce sont cent mille cher-

cheurs russes qui ont travaillé dans les laboratoires américains. Ils constituent une population « sans racines », frustrée par un travail finalement assez peu intéressant. ● Démoc-

crates comme républicains placent la science et l'innovation au cœur de la réussite économique des Etats-Unis, mais divergent sur les priorités et sur le rôle des secteurs public et privé.

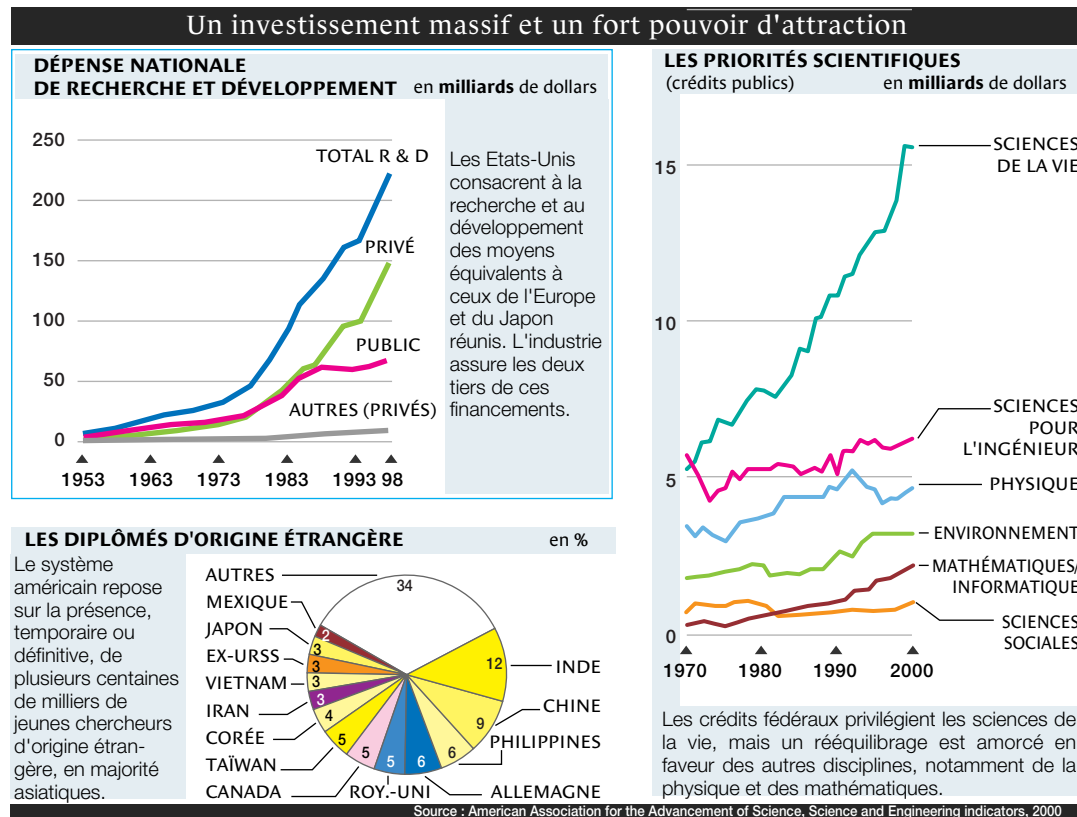
La recherche scientifique est dopée par les « cerveaux » étrangers

Les Etats-Unis consacrent 2,8 % de leur PIB aux dépenses de recherche et de développement, contre 1,8 % pour l'Union européenne. Cet investissement massif est soutenu par le secteur public et les entreprises privées, qui jouent un rôle-clé dans cette politique volontariste

AUX JEUX olympiques de Sydney, les athlètes américains ont remporté 97 des 299 médailles distribuées. Une performance relativement médiocre en regard du palmarès des chercheurs des Etats-Unis, champions toutes catégories des Nobel, comme ils l'ont encore confirmé cette année, en médecine, ainsi qu'en physique et en chimie.

Cette suprématie n'est que la partie la plus visible d'une formidable machine à gagner, dont le ressort principal n'a rien de bien mystérieux : les Etats-Unis consacrent aux activités de recherche et de développement des moyens aussi importants — 247 milliards de dollars en 1999 — que l'Europe et le Japon réunis. La récession et le doute des années 80, où certains experts prédisaient le déclin de la science américaine et la perte de son leadership, sont oubliés. Avec 2,8 % de leur PIB affecté aux dépenses de recherche et de développement, les Etats-Unis ont creusé l'écart avec l'Union européenne, qui plafonne à 1,8 % de son PIB. Le Japon résiste, et son effort est même supérieur en pourcentage (3 % du PIB), mais son potentiel est bien sûr plus limité.

Cet investissement massif est payant. Certes, les Européens font jeu égal avec les Américains et les dépassent même légèrement, depuis peu, en nombre de publications académiques (33,5 % de la production mondiale en 1997 pour les premiers, 32,6 % pour les seconds), le Japon faisant dans ce domaine figure de Petit Poucet



(8,5 %). Mais, pour les applications industrielles, les Etats-Unis surclassent leurs rivaux et ne cessent d'accroître leur avance : ils détiennent non seulement la moitié des brevets déposés sur leur marché (où la part du Japon stagne à 23 % et où celle de l'Europe est tombée à

17 %), mais encore un tiers de ceux déposés sur le marché européen (contre 43 % pour les pays de l'Union européenne et 14 % seulement pour le Japon).

Un consensus prévaut aujourd'hui outre-Atlantique sur « la nécessité d'une recherche de base forte

dans une économie moderne triomphante », observe Dominique Martin-Rovet, représentante du CNRS à Washington. Une profession de foi à laquelle souscrivent hommes politiques — démocrates comme républicains — aussi bien que responsables économiques.

Ainsi Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, s'est-il fait le chantre des nouvelles technologies, clé des « succès économiques ». « La sensibilité des citoyens aux thèmes scientifiques est ainsi amplifiée par des caisses de résonance diverses et complémentaires », note Dominique Martin-Rovet.

Les requêtes budgétaires pour 2001, présentées au début de l'année par le président Bill Clinton, constituent un vibrant plaidoyer pour la science. La Maison Blanche a demandé une hausse de 6 % pour la recherche civile (43 milliards de dollars, soit désormais autant que le budget militaire), en privilégiant la recherche fondamentale. Et elle a réclamé une hausse de 17 % pour la National Science Foundation (NSF), l'agence publique chargée de distribuer les crédits fédéraux aux laboratoires. De façon symptomatique, alors que le financement de la recherche biomédicale des National Institutes of Health (NIH) avait connu, ces dernières années, une explosion jugée par certains excessive, un rééquilibrage a été amorcé en faveur d'autres disciplines : mathématiques, physique, chimie ou sciences de l'univers.

Les crédits fédéraux, bien qu'en forte hausse, ont toutefois des limites. Les Etats-Unis ont renoncé à construire un nouvel accélérateur de particules géant, le SSC (Superconducting Super Collider), au profit d'une coopération avec les Européens du CERN de Genève. De même, ils ont mis en veilleuse, par réalisme, le très ambitieux, mais aussi très coûteux, projet international de réacteur de fusion thermonucléaire ITER. Quant à l'agence spatiale américaine, la NASA, elle a dû passer maître dans l'art du marketing scientifique pour parvenir à vendre ses programmes.

PERFORMANT ET ENVIÉ

Mais la grande force du système américain est l'investissement en recherche et développement des entreprises, beaucoup plus actives dans ce domaine que leurs homologues européennes, et notamment françaises. Elles contribuent pour les deux tiers à la dépense nationale dans ce secteur et sont étroitement associées aux programmes de recherche des universités. « Le financement industriel est un élément structurant pour des pans entiers de la recherche américaine », analyse un spécialiste des politiques scientifiques.

Une telle interdépendance présente sans doute un danger, dans la mesure où elle pose « la question d'une capacité d'expertise indépendante de l'industrie ». D'autant que le mode de financement des projets, qui repose non pas sur des crédits récurrents — comme il en va pour les organismes de recherche français —, mais sur des contrats obtenus après appel d'offres, peut également conduire, craignent cer-

tains experts américains, à orienter de façon trop directive les programmes. En contrepartie, la proximité des laboratoires universitaires et du tissu industriel constitue le terreau de l'un des éléments fondateurs du modèle américain, la culture de la création d'entreprise.

Performant et envié, ce modèle est pourtant difficilement exportable. Car il s'appuie également sur une politique systématique de pillage des cerveaux — le *brain drain* —, qui attire, par centaines de milliers, les chercheurs du monde entier. Plus du quart des jeunes docteurs travaillant aux Etats-Unis viennent ainsi de l'étranger, l'Asie fournissant le plus gros de ce contingent (57 %), devant l'Europe (24 %), suivie des pays d'Amérique centrale et du Sud (13 %). Dans certaines disciplines comme les sciences pour l'ingénieur et l'informatique, ce recrutement international fournit même la majorité de l'effectif.

Un statut incontesté

Quel que soit le prochain locataire de la Maison Blanche, la science est assurée de conserver toute sa place. Les deux candidats se disent décidés à augmenter encore le soutien à la recherche. Avec des nuances. Traditionnellement, les républicains prônent une séparation des domaines public et privé — au gouvernement fédéral de subventionner la recherche fondamentale, aux industriels de payer la recherche appliquée —, alors que les démocrates privilégient l'idée d'un partenariat.

Interrogés par l'hebdomadaire américain *Science*, les deux candidats précisent leurs options. Si tous deux promettent une hausse continue des financements de la recherche biomédicale et des technologies de l'information, Bush souhaite favoriser également le secteur de la défense, tandis que Gore insiste davantage sur la protection de l'environnement, en particulier sur la mise en œuvre de technologies moins productrices de gaz à effet de serre.

Si les Etats-Unis n'hésitent pas à proposer des ponts d'or aux meilleurs scientifiques étrangers, parmi lesquels ils font sans états d'âme leur « marché », le sort réservé aux jeunes chercheurs expatriés est souvent tout autre. Beaucoup sont employés comme post-doctorants, sans statut véritable et dans des conditions salariales très précaires. Une situation à laquelle cette main-d'œuvre, poussée le plus souvent par le manque de débouchés scientifiques dans son pays d'origine, consent en toute connaissance de cause et qui constitue l'une des clés de l'exceptionnelle productivité scientifique américaine.

Pierre Le Hir

Pourquoi le biologiste Bernard Malfroy est devenu américain

BERNARD MALFROY a beau avoir depuis longtemps quitté Lyon et Paris pour vivre aux Etats-Unis, ce spécialiste de neurobiologie n'a toujours pas réussi à oublier quelques-unes des inimitables formulations des berges du Rhône

PORTRAIT

« Je suis arrivé aux Etats-Unis avec une éducation superbe fournie par la France »

et de la Saône. Et s'il dirige aujourd'hui à Bedford (Massachusetts) l'une des plus prometteuses sociétés de biotechnologies, cet ancien médaillé du CNRS (1981) conserve de solides liens amicaux et professionnels avec la recherche française.

Au départ donc, il y quarante-huit ans, la Croix-Rousse, des parents instituteurs et un goût progressivement marqué pour la recherche et la médecine. Et puis la période essentielle de la prépa, suivie de Polytechnique, cette institution « où l'on n'entre pas par vocation mais plus simplement parce qu'on réussit au concours ». Polytechnique et « la chance d'être au bon endroit au bon moment ».

Pour Bernard Malfroy, la chance fut de rencontrer Bernard Roques, alors professeur de chimie organique à l'XI^e, en 1976, le mit en contact avec Jean-Charles Schwartz, directeur de l'unité 109 de l'Inserm spécialisée en neurobiologie et pharmacologie moléculaires. « Nous vivions une époque fabuleuse, se souvient le profes-

seur Roques. Alors que l'X regardait encore la chimie avec une certaine hauteur, des jeunes commençaient à se passionner pour la biologie moléculaire naissante. »

Ces jeunes pouvaient-ils assouvir pleinement cette passion en faisant l'économie d'une initiation américaine ? Sans doute pas. La nouvelle lecture du vivant se faisait, pour l'essentiel, outre-Atlantique et en dépit de ses lourdes féodalités, le monde de la recherche les incitait au voyage. Pour des esprits brillants, des fous de recherche, le piège était grand ouvert. Il n'allait pas tarder à se refermer.

Après un an à Londres, ce fut tout d'abord, en 1984, la Scripps Clinic de San Diego et l'équipe du puissant Floyd E. Bloom. Quelques capitaux à risque avaient alors déjà saisi tout l'intérêt de la biologie moléculaire. « L'année suivante, j'ai rejoint la célèbre firme Genentech au moment précis où celle-ci fêtait la mise sur le marché de son hormone de croissance humaine produite par manipulation génétique. Je m'en souviendrai toujours : c'était la veille de la naissance de notre troisième enfant », se souvient Bernard Malfroy.

Durant quatre ans, à San Francisco, ses recherches conduisirent à la mise au point de plusieurs médicaments contre différents processus inflammatoires impliqués dans l'asthme ou l'arthrite. Pendant cette période, l'effectif du personnel de Genentech était passé de 600 à 1 800 et la fièvre des pionniers avait laissé la place au confort.

Désormais américain, Bernard Malfroy sait que l'heure est venue de gagner la côte est pour une nouvelle aventure. Là, au sein de la société Alkermes, de Cambridge, il travaille sur un nou-

veau médicament, aujourd'hui à l'essai chez l'homme, qui permet d'entrouvrir la frontière biologique située entre le système nerveux et le reste du corps, et de traiter certaines maladies cérébrales. Le plus beau reste à écrire : la création en 1991 d'Eukarion, à Boston, avec le simple dépôt de 200 dollars. Cette société atypique ne compte que dix cerveaux mais a réussi à tisser un formidable réseau de collaborations universitaires — Eukarion qui vient de faire la « une » du *Wall Street Journal*.

Bénéficiaire de la double nationalité, l'ancien polytechnicien ne s'est jamais demandé si un tel parcours eût été possible dans l'Hexagone. « D'où je suis, un peu entre deux chaises, je perçois assez bien ce qui cloche aux Etats-Unis et ce qui ne va pas en Europe, confie-t-il. Je pense par exemple, sans parler de l'horreur qu'est la peine de mort, qu'il faudrait prendre beaucoup du tissu social européen pour le greffer aux Etats-Unis. Il est aussi extraordinaire de penser que la Sécurité sociale française coûte bien moins cher que son équivalent américain tout en fournissant une couverture bien meilleure. »

A-t-il trahi en participant à l'exode d'une matière grise formée grâce aux deniers publics ? « Il est vrai que je suis arrivé aux Etats-Unis avec une éducation superbe fournie par la France. Mais l'Etat est, dans mon cas personnel, amplement remboursé car sans moi il n'y aurait pas de Tiorfan [un médicament antidiarrhéique original dérivé de l'enzyme de la salive] qui depuis des années fournit à l'Inserm de substantielles royalties dont je n'ai jamais vu la couleur. »

Jean-Yves Nau

Sergueï Egerev, vice-directeur de l'Institut d'acoustique de Moscou

« Les chercheurs russes candidats au départ sont de plus en plus jeunes »

« Les Etats-Unis restent la principale destination pour les scientifiques russes. Combien sont-ils aujourd'hui à travailler dans ce pays ?

— Il n'existe pas de chiffres officiels sur notre diaspora scientifique. Car, contrairement à un stéréotype répandu, les scientifiques russes — en premier lieu mathématiciens, physiciens, biologistes — qui occupent aujourd'hui des positions actives aux Etats-Unis n'ont pas définitivement émigré. Ils sont difficiles à recenser. Beaucoup travaillent depuis des années aux Etats-Unis mais n'ont pas quitté leurs instituts ou laboratoires en Russie. Ils y ont toujours leurs bureaux, et leurs collègues arrosent toujours leurs plantes...

— Il s'agit d'une population extrêmement mobile. Les uns arrivent, les autres repartent, un peu comme sur une plate-forme pétrolière. Mais, si l'on étudie les publications scientifiques américaines, ou les données des cercles d'anciens élèves des instituts russes, on peut cependant évaluer à environ 20 000 le nombre de scientifiques qui travaillent actuellement aux Etats-Unis (sur 30 000 dans le monde entier). Ce qui, sur dix ans, constitue un contingent de 100 000 personnes.

— Ces scientifiques sont-ils recrutés ?

— Il faut en finir avec le mythe d'une politique américaine concertée, d'un « centre » qui attirerait nos chercheurs pour les exploiter.

Ceux qui en Russie soutiennent cette thèse aiment ressasser un vieil épisode : les débuts de la coopération scientifique russo-américaine avec le fonds Soros. En 1993, 30 000 bourses avaient été accordées à des scientifiques de Russie et d'ex-URSS, à la condition qu'ils présentent trois articles de recherche publiés depuis 1991. Encore aujourd'hui, on accuse le financier George Soros d'être un agent de la CIA qui aurait ainsi acquis la liste complète des activités de nos scientifiques. Mais la réalité, c'est que nos scientifiques partent travailler aux Etats-Unis de manière souvent plus spontanée ou chaotique et par différents canaux.

— Lesquels ?

— Les contacts personnels jouent

un rôle important. Dans mon institut, je reçois des lettres de collègues établis aux Etats-Unis et qui veulent inviter de jeunes diplômés. J'ai aussi noué des contacts avec la Brown University (Rhode Island), et nous faisons des échanges d'étudiants. Nos scientifiques se servent également d'Internet pour envoyer leur CV. Beaucoup, après leur thèse, s'inscrivent en « post doc ». Ils sont payés pendant deux ans pour améliorer leurs qualifications.

— Mais si, au début des années 90, ce sont les 30-35 ans qui paraient en priorité, maintenant les candidats sont de plus en plus jeunes. Beaucoup d'étudiants, des prestigieux « FizTekh » (Instituts de physique et technique), se voient ainsi offrir en dernière an-

née des postes de programmeurs aux Etats-Unis, par des sociétés américaines qui recrutent sur place. Le secteur est en pleine expansion et ces jeunes préfèrent avoir un travail de routine à la Silicon Valley et être payés 80 000 dollars par an plutôt que de poursuivre la recherche. C'est un phénomène inquiétant.

— Quelles sont les perspectives de carrière aux Etats-Unis ?

— Malheureusement, dans leur majorité, les scientifiques russes ont du mal à progresser. Au sein de l'élite scientifique non américaine (professeurs d'université et directeurs de grands laboratoires), on ne compte pas plus de deux cents Russes, très loin derrière les Indiens et les Chinois. C'est donc une diaspo-

ra scientifique dite « sans racines », qui ne peut pas vraiment aider ses ressortissants à faire carrière.

— Beaucoup de scientifiques brillants stagnent. Ils sont arrivés en France d'entraînement à trente ans, d'abord très satisfaits du salaire et des conditions de travail, puis ils ont changé trois ou quatre fois de poste en Amérique. C'est un parcours typique. Dix ans après, ils sont souvent frustrés et aigris. Mais, d'un autre côté, ces « navettes scientifiques » jouent souvent un rôle précieux : ils sont des vecteurs d'informations pour leurs collègues russes, ceux qui ne sont pas partis. »

Propos recueillis par Agathe Duparc

Les paradoxes de Tiger Woods, « golden boy » du golf

L'incroyable domination du jeune Américain suscite l'admiration mais pourrait, à la longue, lasser le public. Et si les médias et les sponsors, qui en ont fait l'égal de Michael Jordan en son temps, l'adorent, le prodige, lui, fuit la presse

L'étoile de Tiger Woods ne cesse de monter dans le ciel du sport américain. Vainqueur de neuf tournois – dont trois épreuves du Grand Chelem – cette saison, le golfeur prodige, âgé de vingt-quatre ans, bat record sur re-

cord. Fin 2000, ses gains cumulés devraient dépasser les 20 millions de dollars, en seulement quatre ans de carrière ! La firme Nike a jeté son dévolu sur lui au moment de trouver un successeur au basketteur Michael Jordan,

qui fut longtemps son ambassadeur, et semble prête à tout pour le conserver dans son giron : pour prolonger son contrat jusqu'en 2006, Tiger Woods aurait ainsi obtenu une somme de 25 millions de dollars par an. Si el-

le force le respect, la personnalité de Tiger Woods n'attire pas forcément pour autant la sympathie : ceux qui ont fréquenté le jeune homme le décrivent comme une redoutable mécanique dénuée de sentiments.

EN 1999, déjà, Tiger Woods avait renforcé son règne sur la planète golf en affolant les statistiques. Un trou de mémoire ? Cette année-là, le petit génie a gagné huit tournois du PGA Tour (Professional Golfers Association), ainsi qu'une compétition en Allemagne. Avec onze autres golfeurs américains, il a remporté sa première Ryder Cup, face à une sélection européenne. Ses gains ont atteint les 6,6 millions de dollars, un record.

Aux Etats-Unis, sans surprise, il a été élu « golfeur de l'année » par quatre institutions différentes. Visiblement, ces distinctions étaient méritées. Depuis l'échappée belle de Johnny Miller en 1974, aucun joueur n'était parvenu à remporter huit tournois en une seule année. Mieux, en 1999, Tiger Woods est devenu le premier golfeur depuis Ben Hogan en 1953 à s'imposer dans quatre tournois d'affilée. Et cette belle renaissance sportive est apparue comme d'autant plus impressionnante qu'elle intervenait après une année presque blanche.

En 1998, Tiger Woods n'avait remporté qu'un seul tournoi sur le circuit américain, auquel il fallait ajouter la modeste Johnny Walker Classic, en Thaïlande. A l'époque, les experts commentaient avidement les baisses de forme du jeune prodige. Certains avaient même enterré un peu hâtivement le superbe vainqueur du Masters de 1997. Belle erreur d'analyse : la saison 2000 n'est pas encore terminée que Tiger Woods a d'ores et déjà réalisé un parcours exceptionnel.

Après avoir remporté trois des quatre compétitions majeures du Grand Chelem (le British Open, le Championnat de l'US PGA et l'US Open), le numéro un mondial poursuit sa quête d'excellence sans rencontrer la moindre adversité. Début septembre, à l'Open du Canada, il a enlevé sa neuvième victoire de la saison. Sa domination est telle que les autres ca-



A vingt-quatre ans, Tiger Woods a déjà remporté les quatre principaux tournois du circuit.

dors des greens semblent écoeürés par sa suprématie. Son dernier succès ? Une victoire hallucinante au NEC Invitational de Firestone, aux Etats-Unis, en août.

IL A TUÉ LE SUSPENSE

Là-bas, Tiger Woods a rendu une carte de 21 sous le par, laissant l'Américain Justin Leonard et le Gallois Philip Price à dix coups. Pour l'anecdote, il a également réussi à boucler ce tournoi riche d'un million de dollars dans l'obscurité, en battant le record du parcours sur un fairway il-

luminé par les briquets des spectateurs et les flashes des photographes. A vingt-quatre ans, Tiger Woods semble prendre un malin plaisir à tuer le suspense.

« Désormais, dans les grands tournois auxquels Tiger Woods participe, la question n'est pas de savoir qui gagnera mais qui finira deuxième, s'amuse un producteur audiovisuel de la PGA. Certains estiment que Tiger Woods va permettre au golf de prendre une envergure planétaire, comme ce qu'avait vécu le basket-ball sous le règne de Michael Jordan. D'autres pensent qu'il

va tuer le sport à petit feu s'il continue à dominer ainsi ses adversaires. S'il rafle tout sur son passage, les spectateurs vont commencer à se lasser. »

Avec ses vingt-trois victoires en quatre années de carrière professionnelle, Tiger Woods est désormais aussi célèbre que Michael Jordan. Pourtant, à l'inverse du basketteur, le golfeur se tient à l'écart des mondanités et évite systématiquement les reporters. Qu'il le veuille ou non, il symbolise pourtant l'image d'une Amérique redévenue triomphante. « En Tiger

En attendant, prends-les à la gorge et ne laisse jamais un adversaire se relever. »

Tiger Woods a retenu la leçon. Imperturbable sur un parcours, il est également impitoyable avec son entourage. En 1996, il avait subitement décidé de faire le ménage autour de lui. Les victimes ? Son psychologue, Jay Brunza, et son avocat, John Merchant. Deux ans plus tard, fin 1998, il procédait à un nouveau coup de balai. Il changeait d'abord d'agent, renvoyant Hughes Norton (IMG) pour le remplacer par le très diplomate Mark Steinberg. Dans la foulée, il congédiait son caddie, Mike « Fluff » Cowan, car la rumeur col-

portait que ce dernier ne se gênait pas pour vendre des informations croustillantes sur le champion aux tabloïds américains.

Fin 1999, il a subitement coupé le cordon qui le liait encore à son père, Earl Woods. Complexe d'Œdipe ? « Il n'est pas humain, expliquait récemment le golfeur Rocco Mediate dans les colonnes du magazine Sports Illustrated. Si vous l'ouvrez, je vais vous dire ce que vous trouverez : un mélange de fils électriques et de leviers compliqués, des écrous, des microprocesseurs, et un cœur de pierre. »

Pa. M.

Paul Miquel

Base-ball :
les New York Yankees
ont mis
leurs fans
au bord du désespoir

NEW YORK

de notre correspondante

En cet automne de fin de millénaire, New York triomphe, New York explose d'opulence et de réussite et, pourtant, il manque quelque chose à son bonheur. Sourd et insidieux, le malaise s'est installé fin septembre. Dans le métro, après la lecture des prouesses de Wall Street, les mines s'assombrissent devant les pages sports : oui, le pire est possible. Oui, les New York Yankees, empereurs du baseball, trois fois « champions du monde » ces quatre dernières années, ont perdu leur magie.

Et si ce n'était que leur magie... Mais ils ont aussi perdu quinze de leurs dix-huit matches de qualification pour les play offs, la phase finale de ce que l'on appelle ici les championnats du monde de baseball (les World Series), même si ne s'y affrontent que des clubs des Etats-Unis. Mais n'allez pas dire cela à un New-Yorkais. Les Yankees sont plus grands que New York, plus grands que l'Amérique.

Où, du moins, ils étaient les plus grands jusqu'à cette débandade automnale. Jusqu'à cette performance qui, relègue avec un souverain mépris le New York Post, « constitue une assez bonne définition de la médiocrité en base-ball ». Médiocre ? New York n'aime pas les médiocres. Les « Bronx Bombers », les « bombardiers du Bronx », puisque c'est là que trône leur stade circulaire, le Yankee Stadium, au milieu de la jungle urbaine, n'ont pas droit à la médiocrité. On n'est pas à Boston, où les fans traitent avec une indulgence coupable leurs joueurs défailants.

L'IMPAIR DE HILLARY CLINTON

New York, où l'on parle encore du départ des Dodgers de Brooklyn pour Los Angeles, en... 1957, comme d'une trahison, a une relation totalement passionnelle avec le base-ball. Le maire, Rudy Giuliani, est un malade de base-ball. Hillary Clinton a failli faire capoter sa candidature au Sénat en prétendant en 1999 être à la fois fan des Cubs (de Chicago, dont elle est originaire) et des Yankees. Pardon ? Un fan des Yankees ne soutient pas une autre équipe. A New York, tout le monde le sait.

Lorsque les Yankees gagnent, la ville vibre avec eux. Elle vit en symbiose, jusque dans les petits bonheurs et drames de ces hommes aux uniformes collants à fines rayures, au geste lent mais puissant, au jeu complexe et élégant. Tout New York a vécu l'idylle de Derek Jeter et de Mariah Carey, l'odyssée en radeau du balsero cubain Orlando « El Duque » Hernandez, le cancer de la prostate du manager Joe Torre, les arrestations de l'enfant terrible Daryl Strawberry, les caprices du propriétaire George Steinbrenner, « the Boss », qui prétend régulièrement abandonner le Bronx et faire construire un stade à Manhattan.

On a pleuré avec Paul O'Neill lorsqu'il a voulu jouer le soir de la finale alors qu'il avait perdu son père le jour même. Mais lorsque les Yankees perdent, l'ingratitude des fans n'a pas de limite. Ils deviennent des « bombardiers pathétiques » et vieillissants, tel un « poids lourd champion de boxe qui monte sur le ring le nez cassé, les jambes usées par l'âge et les blessures, un œil sanguinolent et l'autre au beurre noir ». Bref, titre le Daily News, ils ont « la trouille ».

Cette fois-ci, c'en est trop. « The Boss » y va de son communiqué. « Ils ne connaissent même pas ce jeu, proteste-t-il. D'accord, on ne joue pas très bien. Mais nous sommes quand même les Yankees. » Et puis, divine surprise, les Yankees se ressaisissent. En octobre, ils se remettent à gagner, petit à petit. Et les New-Yorkais se reprennent à rêver d'une « Subway Series », une finale entre les deux équipes de New York, à laquelle tout le monde se rendrait en métro, comme en 1956. Ah oui, au fait, il y a une autre équipe de base-ball à New York : les Mets.

Gilles van Kote

Sylvie Kauffmann

PROFIL

LE ROBOT À SA MAMAN

Contrairement aux apparences, Tiger Woods n'est pas un fils à papa. Malgré ses airs de petit garçon sage, le jeune golfeur américain a pris, depuis quelques années, de la distance pour effacer de sa mémoire les quelques résidus d'autorité paternelle. En revanche, les relations qu'il entretient avec sa mère, Kultida Woods, sont d'une tout autre nature. Au fil des tournois, cette dernière serait en effet devenue son mentor. Née en

Thaïlande et mariée à un ancien béret vert du Vietnam, elle assure qu'elle n'est pas étrangère aux succès de son prodige de fils.

Elevé à Cypress Hills, dans la grande banlieue de Los Angeles, Tiger Woods a reçu une éducation de fer. Lorsqu'il arrivait à l'adolescent de songer à commettre une bêtise, sa mère surgissait toujours, fulminant : « Jamais, jamais, tu ne terniras ma réputation, car je te collerai une raclée. » « C'est moi – et non mon mari – qui ai appris à Tiger comment se battre, raconte volontiers Kultida Woods. Je lui disais toujours : « Vas-y, détruis-les, quand tu auras réussi, tu pourras faire preuve de sportivité.

Basket : la Dream Team gagne encore mais ne séduit plus

LA QUESTION était posée dans l'hebdomadaire Sports Illustrated à l'occasion des Jeux olympiques : « La Dream Team risque-t-elle de vivre un cauchemar ? » Après avoir évalué les forces en présence, le magazine avait tiré cette conclusion un brin audacieuse : « Aucune équipe ne semble assez forte pour s'approcher à moins de 20 points des Américains. » Le 21 septembre, en match de poule, les Lituaniens ont pourtant fait exploser cette barrière, en s'inclinant de peu (76-85). Le 29 septembre, en demi-finale, les Baltes sont passés tout près de l'exploit (85-83). Certes, quelques-uns des meilleurs basketteurs du championnat américain, la NBA, avaient déclaré forfait pour les JO. L'arrogance de l'équipe a pourtant été réelle pendant tout le tournoi. Elle n'a valu que des sifflets aux champions olympiques, qui ont dû batailler pour tenir la France à dix points (85-75) en finale.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : la saison du coureur Lance Armstrong s'est achevée sur une médaille de bronze lors du contre-la-montre des Jeux de Sydney, derrière le Russe Viatcheslav Ekimov et l'Allemand Jan Ullrich. A vingt-neuf ans, le double vainqueur du Tour de France (1999 et 2000) comptait sur l'épreuve olympique pour affirmer sa notoriété aux Etats-Unis, où le cyclisme demeure un sport marginal. Il n'a pas pris le départ des championnats du monde cyclistes, qui ont eu lieu du 12 au 15 octobre à Plouay (Morbihan).

■ **TENNIS** : Pete Sampras, vingt-neuf ans, après avoir conforté sa réputation de meilleur joueur de l'histoire du tennis en remportant, à Wimbledon, son treizième tournoi du Grand Chelem, est tombé de haut en finale de l'US Open, le 10 septembre, face à la puissance et à la virtuosité de son adversaire russe, Marat Safin, vingt ans, net vainqueur (6-4, 6-3, 6-3) après seulement 1 h 38 min de jeu.

L'athlétisme américain a dominé les Jeux mais s'est laissé rattraper par les affaires de dopage

C'EST BIEN CONNU : le plus dur n'est pas de parvenir au sommet, mais d'y rester. L'athlétisme américain a éprouvé cet adage à ses dépens à l'occasion des Jeux olympiques de Sydney. Une nouvelle fois, les Etats-Unis se sont affirmés en Australie comme la superpuissance de l'athlétisme mondial. Mais Maurice Greene a eu beau enlever le 100 m, comme prévu, Michael Johnson le 400 m, comme prévu, et Marion Jones remporter cinq médailles, ce qu'aucune femme n'avait réussi en athlétisme avant elle, le public est resté de marbre. Il a préféré vibrer au diapason du sprint victorieux de l'Éthiopien Haïlé Gebreselassie sur 10 000 m, du tour de piste de l'Australienne d'origine aborigène Cathy Freeman ou du triomphe des sprinteuses bahaméennes dans le relais 4 x 100 m.

Pauline Davis, porte-parole autopromue du relais bahaméen, a enfoncé le clou en rappelant que son pays, avec ses 270 000 habitants, avait réussi à faire mordre la poussière à l'enva-

hissant voisin américain. Les Etats-Unis auraient pu se consoler avec leur relais masculin, qui est parvenu à Sydney à reprendre le sceptre qu'il avait laissé échapper en 1996. Mais les simagrées de Maurice Greene et de ses trois collègues sur le podium ont réussi à exaspérer tout le monde, responsables américains compris. Les quatre garnements ont dû faire amende honorable et s'excuser platement de s'être montrés si peu respectueux du protocole olympique et de la bannière étoilée.

MANQUE DE TRANSPARENCE

Le plus grave n'était pas là. Le plus grave, c'est la suspicion généralisée qui flotte désormais sur l'athlétisme américain. Pour s'être installés dans le rôle des donneurs de leçon en matière de lutte contre le dopage, les Américains s'exposaient à un retour de bâton. Celui-ci s'est produit à Sydney. Les quatre contrôles positifs dont a été l'objet cet été le champion du monde du lancer du poids, C. J. Hunter, par ailleurs époux et

mentor de Marion Jones, ont donné le signal de la curée.

Le comportement de la fédération américaine d'athlétisme (USA Track and Field) n'a fait qu'aggraver les choses. L'USATF a commencé par faire comme si elle n'était au courant de rien, une attitude qui ne pouvait que laisser l'impression qu'elle couvrait ses athlètes. Cette impression a encore été renforcée par les accusations portées par Arne Ljungqvist, président de la commission médicale de la Fédération internationale d'athlétisme, selon lequel entre douze et quinze cas d'athlètes ayant subi des contrôles positifs au cours des deux dernières années avaient été enterrés par l'USATF. L'affaire prenant de l'ampleur, Barry McCaffrey, « Monsieur Toxicomanie » de la Maison Blanche, s'en est mêlé, sommant le président de l'USATF, Craig Masback, de jouer la transparence. Apparemment, le sport américain n'y est pas encore prêt.

Comment s'habiller et vivre pour s'intégrer sans peine

Il y a les executive, les clean, les enragés, les libérés, et même les européens.

Description de cinq tribus américaines

DALLAS

de notre envoyée spéciale

La garde-robe de l'Amérique est à l'image du pays : un patchwork. Pourtant, au-delà de la diversité des climats et des territoires, on peut tenter de dessiner les contours d'une carte vestimentaire autour de quelques grandes tribus.

LES EXECUTIVE

Ils ont beau avoir adopté le téléphone sans fil, l'ordinateur portable et le Palm, les executive vivent encore au rythme du siècle dernier, des années 80, s'imaginant que l'argent se gagne en travaillant. Dans l'air conditionné de leurs bureaux, dans une tour de Wall Street ou de Downtown Dallas, où ils passent le plus clair de leur temps, ils traversent les décennies en portant le même uniforme. Costume cravate pour eux, tailleur

juste au-dessus du genou pour elles. Les hommes vouent un culte fétichiste à la marque Brook Brothers (surnommé « Bsquare »), qu'ils affectionnent pour sa longévité – elle a été créée en 1850 –, pour ses références – Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt et George Bush –, bref pour son style *classic american*.

Le vrai costume *preppy* – avec chemise rayée et bretelles – est devenu leur seconde peau. Ils portent des chaussures Alden, des manteaux couleur poil de chameau l'hiver, font leurs courses indifféremment chez Neiman Marcus à Dallas, Marshall Fields à Chicago ou Bloomingdale's à New York. Ils lisent le *Wall Street Journal* avant de parler le matin, voyagent sur Delta Airlines, passent peu de temps en famille.

Les femmes adorent Ann Taylor pour la simplicité des tailleurs, pas



CALVIN KLEIN

trop sexy. Celles qui ont réussi ne jurent plus que par Donna Karan – une de leurs idoles, puisqu'elle a construit un empire –, qui a le bon goût de ne créer qu'en noir et blanc des tailleurs veste-pantalon (c'est désormais accepté) aux lignes souples. Elles lisent *Living*, le magazine de Martha Stewart – encore une idole, puisqu'elle aussi a construit un empire –, mettent un Post-it sur cette recette de sauce aux aïelles pour Thanksgiving, commandent ladite sauce sur le site *marthastewart.com*. Elles ont lu *Evoolution*, le dernier livre de la prêtresse du marketing, Faith Popcorn... Elles ne fument plus – enfin presque plus.

LES EUROPEËNS

Ceux-là sont plus âgés, plus fortunés que les executive, soit par réussite personnelle, soit par héritage. Les européens travaillent, mais moins qu'avant, suivent le cours de leurs actions sur leur portable extraplat Sony. Leur femme ne travaille pas mais n'arrête pas de travailler pour les galas de charité. Ils sont généreux et *persona grata* aux conseils d'administration du Metropolitan Museum of Art à New York, du Dallas Symphony ou du Museum of Art à Chicago. Ils gardent la nostalgie de leurs ancêtres européens. D'ailleurs, leurs enfants passent au moins un an en Europe pour « apprendre les langues ». Ils sont à l'aise dans le style gentleman farmer de Ralph Lauren. Le cashmere triple fil, le velours côtelé et le tweed rêche tapissent leur univers.

Ils ont des maisons de campagne dans le Connecticut, un chalet à Aspen, un ranch au Texas, pas-



RALPH LAUREN

Si les produits siglés Calvin Klein (en haut) plaisent aux libérés, les européens se sentent à l'aise en Ralph Lauren (ci-dessus), alors que les enragés préfèrent les vêtements outdoor de Columbia (ci-contre).

Dans le film « Macadam Cowboy », sorti en 1969 (à gauche), se balader en Stetson dans Manhattan faisait plouc. En 2000, ce n'est plus le cas...



DK

sent un long week-end en Espagne à l'automne pour chasser, une semaine au printemps à Paris pour faire leur shopping. Ils aiment Christian Dior et Brioni. Leurs femmes raffolent des robes d'Oscar de la Renta et Carolina Herrera pour le soir. Elles ne manqueront pour rien au monde l'exposition qui ouvrira en avril 2001 au Costume Institute du Metropolitan Museum à New York sur le style de Jacqueline Kennedy, leur idole. Elles fréquentent les instituts de beauté, partagent leur chirurgie esthétique avec leur mari et leur fille (à partir de seize ans).

Au fait, les européens ont une réservation à l'Essex House, le nouveau restaurant new-yorkais d'Alain Ducasse pour l'année prochaine. Et ils fument le cigare.

LES CLEAN

Quand on leur annonce « la fin du sportswear », ils vous font répéter. La tenue préférée des clean, c'est le basic abordable, l'uniform-

me universel qui sied à tous les genres, à toutes les tailles : tee-shirt et jeans. C'est aussi la tenue préférée de Mickey Drexler, président fondateur de la marque Gap, avec lequel ils peuvent avoir en commun un passé baba cool (Drexler a créé sa première boutique à San Francisco en 1969, inspirée de l'allure cool des *sixties*). Le look Gap, démocratisé chez Old Navy ou Banana Republic, autres marques du même groupe, moins chères encore, leur garantit ce confort dont ils ne peuvent se passer.

Ils courent, surfent et patinent comme d'autres respirent. Ils aiment le sportswear, ont suivi l'aventure de l'alpiniste Yvon Chouinard, auteur de *Climbing on Ice* (« Grimper sur la glace »), créateur de la marque Patagonia, qui, dans son usine de Ventura, en Californie, fabrique des vestes en Gore-Tex et des pantalons en stretch Electralight. Ils sont toujours prêts à affronter l'hiver nucléaire avec une panoplie de gadgets – téléphone portable, lecteur de CD, Palm Pilot – les rendant autonomes et insensibles à l'environnement.

Ils travaillent peut-être dans un bureau, mais font du trekking le week-end et surfent sur Internet pour connaître les conditions météo dans le Wyoming. Ils pratiquent la Pilates gym, le power yoga, mangent bio, suivent des cours de nutrition anticancer à l'hôpital. Bien sûr, ils ne fument pas.

LES ENRAGÉS

Rien n'est plus *cool* que de porter un blouson de surfer avec la signature iconoclaste de la marque Columbia, « *Born to nag* » (« né pour empêcher de tourner en rond »). Les enragés ne négligent pas le style Gap, qu'ils envisagent comme un melting-pot vestimentaire, mais leur idole, c'est Tommy Hilfiger, Tommy Hil le rocker, le favori de Puff Daddy, de Lenny Kravitz et de Jewel, le copain des rappers et de Snoop Doggy Dog. Ils aiment ses pulls zippés, ses pantalons baggy, ses tee-shirts bleu, blanc, rouge pour une autre America. Ils ne sont pas sûrs d'être à

l'aise dans une société trop raciste, mais sont apolitiques. Leur drogue, ce sont les platines.

Ils aiment le sport pour le look. Ils portent des Nike, naturellement, la marque fétiche inventée par les deux ex-champions Bill Bowerman et Phil Knight, qu'ils achètent par exemple au Nike-town de New York, sur la 57^e Rue. Ils sortent tard la nuit dans les *after-hour clubs*. Ils rêvent d'aller à South Beach Miami pour exhiber leurs tatouages et leurs piercings. Ils essaient d'arrêter de fumer, fument toujours.

LES LIBÉRÉS

Ils habitent Seattle, Santa Monica, New York ou leur maison du Maine. Les libérés aiment par-dessus tout leur liberté et travaillent chez eux. Les plus riches sont aussi surnommés les *bobos in paradise*, par David Brook, Simon & Schuster. Comme les européens, ils aiment le luxe, mais privilégient la décoration Fengshui de leur intérieur à l'achat de commodes Louis XVI à la Biennale des anti-quinaires. Ils manient les « com » avec la dextérité d'une première langue. Eux aussi sont généreux, mais financent de préférence la construction d'un terrain de sport dans l'école de leur fils. Ils apprécient le look Armani sans cravate, mais aiment aussi le créateur américain Kenneth Cole, qui joue au golf avec Bill Clinton en jean et polo blanc, et la rigueur décontractée d'un Calvin Klein.

Comme les clean, ils aiment les espaces vierges, mais préfèrent le Golden Door spa en Arizona aux nuits sous la tente. Leur idole aurait pu être John Kennedy Jr... Les femmes travaillent souvent avec leur mari dans la société qu'ils ont créée ensemble. Elles pourraient porter du Yoji Yamamoto, mais trouvent cela trop triste ; elles portent du Donna Karan (en blanc uniquement). Le soir, elles se font bohémienne, juste-ment.

Pascale Richard



PHOTOFEST

Le look cow-boy repart à l'assaut de Manhattan

HARRY D. a son bureau sur la V^e Avenue, à New York, au dix-septième étage d'un immeuble cosu. Dès que le thermomètre descend en dessous des 10°, il ne sort jamais sans son Stetson beige. Harry D. est pourtant originaire du Connecticut et ne se rend à Dallas que pour les affaires (il travaille dans le secteur des marchés financiers), mais, après tout, l'inventeur du chapeau de cow-boy, John Stetson, était né à Philadelphie.

La légende raconte qu'un vrai cow-boy ne quitte jamais son chapeau, s'en sert pour boire, apporter de l'eau à son cheval ou rallumer les braises du feu éteint. A New York, bien sûr, le port du Stetson, ce n'est que pour le look. Est-ce la ruée vers l'or de Wall Street ou l'esprit pionnier des entrepreneurs

du Web ? Toujours est-il que le look western est en vogue.

« Big Daddy Joe » Justin, qui a imaginé la botte de cow-boy dans son arrière-boutique de Spanish Fort au Texas, dans les années 1880, serait étonné de voir les semelles qu'il a dessinées battre le bitume de Manhattan, où il est de bon ton de chausser ses Justin même si les piqûres de serpent ou d'épines de cactus – que ces bottes épaisses permettent d'éviter – restent choses rares. On porte les bottes à la citadine, sous le jean, pour que ne dépasse qu'une pointe en croco, marque de fabrique du Nouveau Monde.

P. R.

Ecrans géants pour architecture intérieure inflationniste

L'IMAGE fait l'unanimité et demeure incontestable : aux Etats-Unis, tout est grand. L'immensité des paysages, le volume des maisons, des magasins, des voitures, etc. épate les Européens. Et semble, depuis quelques années, inspirer aux Américains une politique de surenchère qui consiste à construire toujours plus vaste. Cette tendance mégalomane touche particulièrement l'immobilier, comme le soulignent les statistiques de l'Association des entrepreneurs en bâtiment. Elles montrent, en effet, qu'en dix ans la superficie moyenne de la maison américaine a augmenté de 30 %, passant de 1 710 pieds carrés (159 m²) au début des années 80 à 2 225 (207 m²) en 1999.

L'agrandissement de l'habitat entraîne des changements dans la distribution des pièces. La salle à manger familiale, par exemple, est remplacée, dans les priorités, par

le *home theater*, une pièce entièrement conçue pour recréer la qualité de visionnage et d'écoute d'une salle de cinéma. Avec le *home theater*, plus besoin pour les Américains de dissimuler l'équipement lié à la télévision et la hi-fi dans des meubles conçus à cet effet. Généralement situé au sous-sol de la maison, il libère l'espace familial. Il est à la fois caché et magnifié. Une aubaine ! Cet espace concentre tout le matériel nécessaire (écran géant, enceintes, système de décodage, lecteurs DVD, magnétoscopes). L'ordinateur, lui, continue de trôner dans la *family room*... histoire de laisser aux parents la possibilité de contrôler l'usage qu'en font leurs enfants.

Espace aidant, la pièce à vivre ne s'autorise aucun à peu près. Vouée au confort, elle offre notamment de vastes canapés où il fait bon s'asseoir et... s'allonger. Bahuts, tables et fauteuils sont à

l'avenant : plus bas, plus profonds et plus larges qu'en Europe. Les enseignes françaises qui s'exportent aux Etats-Unis en font l'expérience. « Chez nous, la plupart des meubles existent en plusieurs dimensions. Les lits sont faits en 160 – standard français – mais aussi en 180 centimètres, voire 2 mètres, des cotes qui correspondent davantage au marché américain, précise François Roche, directeur général adjoint de Roche-Bobois. Un meuble bien dessiné supporte facilement d'être agrandi. Mais il arrive parfois que certains de nos designers soient amenés à rectifier des proportions. »

INFLUENCES CROISÉES

Chez Roset, les créations de designers comme Didier Gomez, Peter Maly, Patrick Pagnonnet Claude Pelhaître rencontrent aux Etats-Unis un beau succès. « Ces créateurs plaisent parce qu'ils apportent un

art de vivre à la française, une fonction qui fait le style », remarque le directeur général de l'enseigne, Michel Roset, qui refuse cependant de différencier les marchés. « Les volumes généreux sont l'apanage d'une classe aisée. Ensuite, c'est la matière, la création qui l'emportent, et ce dans n'importe quel pays. » Même discours chez Artelano, éditeur de la rue de Bourgogne, à Paris qui avoue : « Ce qui séduit les Américains, ce sont avant tout nos spécificités. »

L'influence est à double sens. Créateurs américains et européens sont de plus en plus amenés à se rencontrer et à travailler ensemble. Les passerelles se multiplient. Les échanges s'enrichissent. Et, imperceptiblement, nos tables basses s'agrandissent, nos lits, nos réfrigérateurs, nos assiettes, nos cuisinières et nos canapés aussi.

Véronique Cauhapé

Agréable, sauf dans le Nord-Ouest

DU JEUDI 19 OCTOBRE au samedi 21, les températures dans le Nord-Est américain augmenteront et deviendront à nouveau agréables tandis que des brises modérées feront leur apparition dans l'Ouest. Les plaines du Nord connaîtront, pour leur part, un temps agréable de saison en raison des vents venus de sud-ouest. Le Nord-Ouest, lui, sera confronté à une forte humidité et des températures froides.

La situation, mercredi 18 octobre, a été marquée par l'activité d'un front froid qui est venu butter sur la zone sud, après avoir traversé les Etats de la côte atlantique. Cette avancée s'est concrétisée par un refroidissement notable des conditions climatiques. Derrière ce front froid, le Nord-Est a connu des températures largement en dessous des normales saisonnières. Le ciel a présenté des épisodes nuageux massifs qui ont libéré des pluies abondantes. Au sud de ce front, les températures sont restées normalement

chaudes pour la saison. Une zone de basse pression s'est renforcée et même développée sur la totalité de l'intérieur du pays, accompagnée de pluies régulières, allant du Sud-Missouri jusqu'au centre du Texas. Des orages violents se sont déclarés dans toute cette aire géographique.

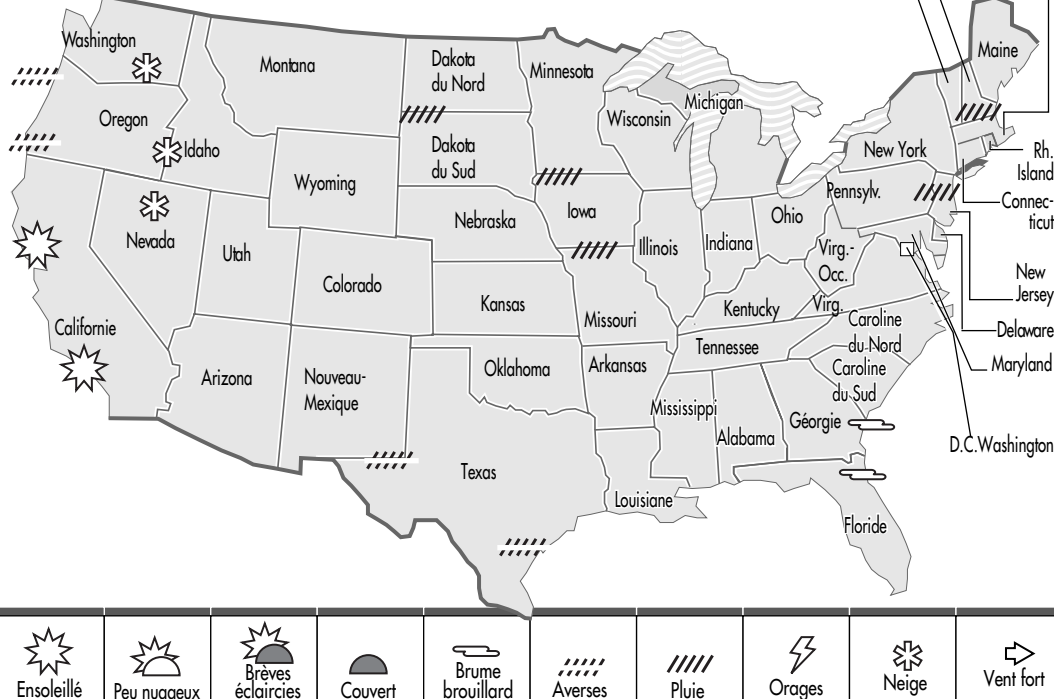
Plus au nord, des averses à répétition ont rythmé la journée en avant du front chaud. Une forte tempête, qui s'est déplacée vers la côte nord-ouest, a produit de nombreuses averses dans les montagnes.

Les températures des zones désertiques du Sud-Ouest sont restées dans leurs normales saisonnières, sous un ciel presque entièrement ensoleillé.

Cyclones. Le risque de tempêtes tropicales et d'ouragans en formation diminue notablement alors que la saison propice à ce type d'intempéries court jusqu'au 30 novembre. Jusqu'à maintenant, les ouragans ont pour la plupart été brefs et ont provoqué d'assez faibles orages.

21 / 22 OCTOBRE 2000

Prévisions vers 12 h 00



PRÉVISIONS POUR LE 19 OCTOBRE 2000

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. C : nuageux ; F : brouillard ; H : brume ; I : glace ; PC : peu nuageux ; R : pluies ; SH : averse ; S : soleil ; SN : neige ; SS : averse de neige ; T : tempête ; W : grand vent ; en degré Fahrenheit

ÉTATS UNIS	BOISE	72/45 S	FAIRBANKS	72/45 S	
ALBANY	57/40 C	BOSTON	56/43 C	FARGO	64/40 S
ALBUQUERQUE	71/44 PC	BUFFALO	56/47 C	HARTFORD	80/40 C
ANCHORAGE	42/32 PC	BURLINGTON	55/38 C	HONOLULU	86/75 S
ATLANTA	79/54 PC	CASPER	65/80 S	HOUSTON	78/69 C
ATLANTIC CITY	63/50 C	CHARLESTON, W.V.	70/52 C	INDIANAPOLIS	62/49 SH
AUSTIN	72/55 C	CHARLOTTE	78/49 PC	JACKSON	79/55 C
BALTIMORE	86/55 C	CHATTANOOGA	78/55 C	JACKSONVILLE	82/50 S
BATON ROUGE	84/58 PC	CHICAGO	60/43 C	KANSAS CITY	63/48 PC
BILINGS	68/42 PC	CINCINNATI	66/52 SH	KEY WEST	84/72 PC
BIRMINGHAM	80/54 PC	CLEVELAND	59/50 SH	LAS VEGAS	84/55 S

COLORADO SPRING	65/37 PC	LEXINGTON	69/54 SH	PORTLAND, ORE.	86/51 C	TUCSON	82/52 S
COLUMBIA, S. C.	82/51 PC	LITTLE ROCK	71/61 T	PROVIDENCE	58/43 PC	TULSA	73/52 S
COLUMBUS	64/50 SH	LOS ANGELES	80/54 S	RALEIGH	76/47 PC	VIRGINIA BEACH	/
CONCORD, N. H.	56/35 C	LOUISVILLE	69/55 SH	RENO	71/34 S	WASHINGTON	67/56 C
DALLAS-FORT WORTH	73/59 PC	LUBBOCK	69/53 PC	RICHMOND	71/56 PC	WICHITA	73/49 PC
DENVER	68/86 S	MEMPHIS	75/63 C	ROCHESTER	58/47 C	WILMINGTON, DEL.	63/50 C
DES MOINES	67/45 S	MIAMI	85/69 S	SACRAMENTO	76/49 S	AFRIQUE	
DETROIT	58/46 SH	MILWAUKEE	59/42 C	SALT LAKE CITY	66/38 S	ALGER	73/63
EL PASO	78/51 PC	MINN.-ST. PAUL	68/45 PC	SAN ANTONIO	75/66 C	LE CAIRE	86/64
FAIRBANKS	37/22 PC	MOBILE	82/54 PC	SAN DIEGO	73/58 S	LE CAP	70/52
FARGO	64/40 S	NASHVILLE	77/56 C	SAN FRANCISCO	66/54 S	DAKAR	90/75
HARTFORD	80/40 C	LA NUE ORLÉANS	83/63 PC	SAN JOSE	74/53 S	JOHANNESBURG	77/54
HONOLULU	86/75 S	NORFOLK	70/53 PC	SEATTLE	62/50 R	NAIROBI	75/55
HOUSTON	78/69 C	OKLAHOMA CITY	73/54 PC	SHREVEPORT	74/61 T	TUNIS	77/69
INDIANAPOLIS	62/49 SH	OMAHA	70/41 PC	SIoux FALLS	68/38 S	ASIE-PACIFIQUE	
JACKSON	79/55 C	ORLANDO	85/60 PC	SPOKANE	63/42 C	AUCKLAND	63/52
JACKSONVILLE	82/50 S	PHILADELPHIE	61/50 C	ST. LOUIS	65/56 C	BANGKOK	88/75
KANSAS CITY	63/48 PC	PHOENIX	86/61 PC	SYRACUSE	58/43 C	PÉKIN	66/45
KEY WEST	84/72 PC	PITTSBURGH	64/50 C	TAMPA	87/63 PC	BOMBAY	90/75
LAS VEGAS	84/55 S	PORTLAND, ME	54/37 C	TOLEDO	60/45 C	DAMAS	81/54

DJAKARTA	88/73	DUBLIN	57/45
HONGKONG	81/73	EDIMBOURG	55/43
JERUSALEM	81/55	FRANCFORT	157/45
MANILLE	88/73	GENÈVE	57/46
NEW DELHI	90/64	HELSINKI	46/37
RIYAD	90/61	ISTANBUL	68/55
SÉOUL	66/45	KIEV	54/41
SHANGHAI	72/57	LISBONNE	72/57
SINGAPOUR	88/73	LONDRES	57/45
SYDNEY	72/56	MADRID	68/48
TAIPEH	81/66	MOSCOU	46/37
TEHERAN	75/54	NICE	70/54
TOKYO	70/56	OSLO	46/36
EUROPE		PARIS	61/46
AMSTERDAM	57/48	PRAGUE	55/41
ATHÈNES	75/59	ROME	72/55
BERLIN	55/41	ST-PÉTERSBOURG	46/37
BRUXELLES	59/45	STOCKHOLM	48/39
BUDAPEST	61/45	VIENNE	59/43
COPENHAGUE	54/43	VARSOVIE	55/41

JARDINAGE

L'éducation civique s'empare du compost de jardin

DENVER (Colorado)
de notre envoyée spéciale
En matière de compost, l'automne est une saison à ne pas rater : les feuilles mortes qui s'accumulent forment une matière idéale carbonée. Il ne reste qu'à ajouter la matière azotée, quelques épilures, le melon trop mûr, les trognons de pomme, et voilà. Retournez la pile, aérez, et vous obtiendrez en un mois un magnifique compost en pleine décomposition.

Vous n'avez jamais fait de compost ? Vous le ratez à tous les coups ? Pour les débutants ou ceux qui ont des problèmes de tirage (« Mon compost est une pile de contradictions », lisait-on l'autre jour dans le *Denver Post*), la municipalité de Denver propose un « programme d'éducation au compost de jardin ». L'idée est d'encourager les habitants à s'occuper eux-mêmes de leurs déchets au lieu d'encombrer les décharges. On recycle déjà beaucoup aux Etats-Unis. Il y a longtemps que l'on détruit les restes de cuisine dans les broyeurs des éviers ; longtemps aussi que l'on trie les déchets recyclables (l'équivalent de 50 000 anoraks de ski a été récupéré l'an dernier

à Denver sous forme de plastique). Restent les déchets végétaux, qui entrent pour 20 % dans la composition des poubelles locales. Si tout le monde recyclait ses feuilles mortes, ses vieilles salades et son gazon tondu, le poids des ordures ménagères serait diminué de 100 kilos par personne et par an, a calculé la mairie.

110 DEGRÉS

Dès la rentrée, les services municipaux ont commencé une campagne de presse pour annoncer les cours et promouvoir ce qui est devenu une activité civique, sinon un devoir (le cours est gratuit, c'est dire). Les médias ont multiplié les conseils et présenté la panoplie du parfait « composteur » : containers de décomposition de déchets en acier inoxydable pourvus de trous d'aération, fourches à ailettes pour retourner la pile, « thermos compostières » faites de polyéthylène recyclé... Il fut un temps où l'on entassait les déchets en vrac sur un tas de fumier au fond du jardin. Et l'on ne s'en occupait plus. Maintenant, l'approche est plus martiale. On met en boîte, on ajoute

des bactéries pour activer le travail... Le résultat est supposé constituer un terreau écologique, et de qualité.

L'an dernier, plus de 7 000 personnes ont participé à ce cours municipal. La pédagogie est active. Les élèves sont amenés à manier la pelle pour apprendre à sectionner les feuilles de laitue ou les peaux de banane (trçonner, c'est la clé du succès). Ils sont invités aussi à glisser la main dans les entrailles du monticule pour prendre la mesure de la fermentation en cours. « Tou-

Les règles de l'art

Quand il a été préparé dans les règles de l'art et qu'il est arrivé à maturité, le compost est d'une couleur foncée, sent bon l'humus, ne colle pas et se délite sous les doigts. Riche en matières organiques et en micro-organismes, il a la particularité d'activer les échanges entre les racines des plantes, dont il favorise l'émission, et les éléments nutritifs du sol, qu'ils y soient présents naturellement ou sous forme d'engrais ajoutés.

Le compost sera mélangé, à parts égales, avec la terre du jardin lors des plantations. Et ce, en toutes saisons. On pourra aussi l'utiliser pour améliorer la couche superficielle des sols ingrats, qu'ils soient trop sableux ou trop argileux. Dans le premier cas, le compost favorise la prolifération des micro-organismes nécessaires à l'assimilation des engrais et retient l'eau. Dans le second, il allège les terres trop compactes dans lesquelles de nombreuses plantes risquent l'asphyxie des racines.

chez. Là, oui, c'est chaud, n'est-ce pas ? » Un thermomètre planté dans la pile de déchets indique 110 degrés (Fahrenheit). « En avril, c'est très excitant. Vous retournez le compost et il y a de la fumée qui sort », explique Robin Chotzinoff, la professeuse. Robin Chotzinoff est certifiée « master composter », dit le badge accroché à son polo. Elle a reçu une formation de 40 heures en dix semaines. Elle est aussi l'auteur d'un livre récent, *Les gens qui transpirent*, consacré aux sportifs du dimanche, lequel

faisait suite à l'ouvrage, *Les Gens aux mains noires*, dédié aux jardiniers. Elle vit dans une maison de rondins, près de Denver. Elle est incollable sur les dimensions à donner à son compost (90 cm sur 90 cm : plus petit « ça ne cuit pas ») ou sur sa composition. (Viande : jamais. Coquilles d'œufs : oui. Poils de chat : oui, s'il n'est pas sous médicament. Serviettes en papier : oui. Coquilles de noix : difficile...)

LE « VERMICOMPOST »

La classe se tient au milieu des tournesols de l'un des 52 jardins communautaires de la ville. Un tour de table expose les motivations de la vingtaine de participants. Perles aux oreilles, chapeau de paille à ruban bleu, Nancy Corskin explique qu'elle a commencé presque par hasard avec « dix sacs de feuilles de pommier ». De fil en aiguille, elle en est venue à solliciter le café voisin, dont elle vient de recycler 20 kilos de marc. Le problème vient de son mari, qui n'est plus tout jeune lui non plus, et qui est un peu fatigué de devoir retourner la pile. D'autres élèves s'inquiètent des mauvaises herbes. « Faites-en du thé », con-

seille Robin. Du thé pour les plantes, bien sûr. « Elles adorent. »

La classe est plutôt destinée aux habitants possédant un jardin. Mais on peut aussi s'initier à la technique du compost d'appartement : le « vermicompost ». Les vers sont enfermés dans une caisse en bois. Il faut choisir de préférence des lombrics (en vente dans les magasins de pêche) et les installer sur un lit de terre et de papier journal (pas de magazines). Les vers sont des agents de compost dociles. Ils adorent le marc de café et mangent le filtre aussi.

Quant aux citoyens anti-compost, ils sont priés d'apporter leurs feuilles mortes aux stations municipales de recyclage (270 tonnes récupérées à l'automne dernier). Après Noël, la municipalité passera aussi ramasser les sapins (25 500 l'hiver dernier). Ils seront redistribués au printemps sous la forme de petits copeaux. On les répand à la base des arbres, ce qui leur fait un joli pied mais empêche, surtout, les mauvaises herbes de pousser.

Corine Lesnes

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											
XI											

HORIZONTELEMENT

I. Pourra bientôt reprendre sea, sun and sax. - II. Force organisée de chaque côté de l'Atlantique. Fait partie de la famille à Washington et à Paris. - III. F dans la fosse de Carnegie Hall. Lettres de Faulkner. Gros et gras comme un Américain. - IV. Pour se loger chez Tony mais pas chez Bill. Bon second, il aimerait prendre la première place. - V. Au bout du fil et derrière la cloche. Alphonse Capone et ses nombreux amis. - VI. Article. Fis couler. - VII. Bordure. Lettres du Monta-

na. - VIII. Mauvais chez Bill. Dans un cercle américain, mais ne fait pas un triomphe. Chapeau de cowboy. - IX. Norvégien joué dans le monde entier. Relève la cuisine française. - X. Doublé chez Hillary

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunschbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

et chez Bill. Accord à la Maison Blanche. Candidat en très mauvaise forme. - XI. Met plus haut. Nous chez eux. Entre sea et sun.

VERTICALEMENT

1. Fit son cirque après avoir massacré Indiens et bisons. - 2. Qui ne devrait pas bouger. - 3. Moins de deux mille pieds à Pékin. A, chez, sur... Edison sans ion. - 4. A la mode pour se loger au Village. Sur le desk. L'œil d'Hillary. - 5. Points de vue, images du monde. Personnel. Chevauché par les démocrates. - 6. Beaucoup l'ont quitté pour tenter l'aventure américaine. Points. - 7. Grande est celle des USA dans le monde. - 8. Petits cours, grandes retombées entre Canada et Etats-Unis. Dans Pittsburgh. - 9. Ceux de Valentine ont fait la traversée grâce à Maurice. Siffler au Congrès et sur les stades. - 10. Langue de chez nous. Rayée de la carte européenne. Fait mal aux Américains. - 11. Manque de tout même aux Etats-Unis.

Philippe Dupuis

Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corro
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

L'ART EN QUESTION

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Le plus profond sentiment humain

EN 1907, Alfred Stieglitz entreprend, en compagnie de sa femme et de sa fille, la traversée des Etats-Unis vers l'Europe. Fuyant la compagnie des passagers de première classe, dont il fait partie, il se promène seul sur le paquebot, et tombe en arrêt en apercevant la partie inférieure de l'entrepont : « La scène me fascina : un chapeau de paille rond ; la cheminée penchée à gauche, l'escalier penché à droite, la passerelle blanche avec les chaînes de ses rambardes : au-dessous, des bretelles blanches se croisant dans le dos d'un homme ; une machinerie circulaire ; et une vergue se découplant dans le ciel pour compléter un triangle. Je restai ensorcelé. »

Il se précipite pour aller chercher son Graflex. Il lui reste une seule plaque vierge : « Si j'avais pris ce que je voulais, ma photographie irait plus loin que tous mes clichés précédents. Ce serait une image établie sur des formes reliées entre elles et imprégnées du plus profond sentiment humain (...). Quand on (la) publia, j'eus le sentiment que, si toutes mes photos étaient perdues et



qu'il ne me restât plus que L'Entrepont pour me représenter, ce serait tout de même bien. »

Cette image est parue, en 1911, dans la revue dirigée par Stieglitz :

- Camera Notes ?
- Camera Work ?
- The American Photographer

Alfred Stieglitz (1864-1946)
« The Steerage (L'Entrepont) », 1907.
Photogravure, 19,7 x 15,8 cm
Paris, Musée d'Orsay

Solution des jeux en page 36

When Healing the Heart Means Hurting the Mind

By SANDEEP JAUHAR

James Haneman believes his surgeons sacrificed his mind in saving his heart. In 1989, Mr. Haneman had a law practice in New Orleans, earned a six-figure salary. Then he had a heart attack and surgery to bypass blockages in his coronary arteries.

He came through the surgery fine — physically. Since then, Mr. Haneman says, he has had memory problems and even simple tasks, like writing letters, elude him. His doctors told him the problems would be temporary. “They told me not to make any important decisions for a month,” he said.

But when he returned to work, he recalled, “I could study something and not be ready to say it the next day, particularly in the order it had to be presented.” The doctors told him to wait another month.

Frustrated, he turned to self-help tapes and books on memory enhancement. He tried computer exercises and reading nonfiction. But his problems persisted, and after two years he quit practicing law. “When you can’t remember anything, you can’t practice law,” he said.

Though Mr. Haneman is an extreme example, heart surgeons say he is not alone. Doctors say evidence is mounting that a small but significant number of bypass patients suffer cognitive impairment, like memory deficits and language problems, particularly if

they are on heart-lung machines.

These patients are apart from the approximately 2 percent to 5 percent of patients who suffer strokes after bypass surgery, a procedure 600,000 Americans undergo each year.

It is unknown how many patients suffer from cognitive problems. Studies suggest that from 10 percent to 50 percent or more of bypass patients do poorly on tests of memory, language and spatial orientation six months after surgery. These changes can persist for years, and in many cases are probably irreversible.

A significant number of these patients will have recognizable problems in their day-to-day lives. It is estimated that the total cost of these problems exceeds \$1 billion a year.

In part, experts say, the incidence of the problem is increasing because older, sicker patients are now being offered bypass operations. In the early 1980’s, the average age of bypass patients was about 58. Now, it is 66.

“As we operate on older and older patients, because of the accumulated burden of disease in their blood vessels, we’re seeing more neurological injury,” Dr. John Murkin (University of Western Ontario, Canada) said.

In part, experts say, the cognitive impairment itself is the result of stroke, particularly “ministrokes” that patients can suffer when fatty material is dislodged from the aorta, the body’s largest blood vessel, when it is clamped to shunt blood into a

After the Bypass

Some patients suffer cognitive problems after they have had bypass surgery, especially if they were connected to heart-lung machines during the operation.

THE OPERATION

In most bypass operations the heart is stopped. To maintain blood flow, the aorta is clamped on one side and blood is directed to a heart-lung machine to be oxygenated and returned through the unclamped side of the aorta.

THE POSSIBLE CULPRITS

1 IN THE HEART-LUNG MACHINE Blood tends to clot when it leaves the body. Clots might be pumped back into the body and reach the brain.

HEART-LUNG MACHINE

BLOOD IS OXYGENATED AND SENT BACK TO THE HEART

A AORTA IS CLAMPED

B BLOOD TO HEART-LUNG MACHINE

C BLOOD IS PUMPED BACK

D AORTA DISTRIBUTES BLOOD TO BRAIN AND REST OF THE BODY

2 IN THE AORTA Fragments of fatty material that coat the aorta wall might be loosened by the act of clamping and unclamping.

FAT **CLOTS**

THE CONSEQUENCE

The fat fragments or blood clots may block small blood vessels of the brain, disrupting the blood supply to the surrounding tissue.

DAMAGED BRAIN TISSUE
BLOCKED FLOW OF BLOOD
CLOTS OR FAT FRAGMENTS

The affected brain cells cannot communicate with the parts of the body they serve, resulting in loss of function.

Juan Velasco/The New York Times

heart-lung machine. Experts say there are probably several other contributing factors, including tiny blood clots or bubbles from the heart-lung machine, inadequate blood flow to the brain during surgery and brain inflammation.

Sometimes the cognitive changes can be a bit bizarre. “Suddenly the type of food or the type of restaurant they like changes,” said Dr. Mani Subramanian, chief of cardiothoracic surgery at Lenox Hill Hospital in New York City.

For Paul Wechsler, a 60-year-old

former architect who lives in New Jersey, the changes were not subtle or bizarre, just painful. “The bypass surgery knocked out a lot of my memory,” he said from his home, where he spends most of his days. “It changed my whole life around mentally.”

Thongs have moved so far into the mainstream that this mother is shopping for thongs for her daughter’s 18th birthday at a department in New York.



Barbara Alper for The New York Times

The Thong Is the Thing

By NANCY HASS

In the underwear department at a Kmart in an outer neighborhood of New York City, it was obvious where the action was. The aisles of billowy white panties were deserted. The racks of hip-hugger briefs stood virtually untouched. But a half-dozen women — from chubby teenagers in capri pants to middle-aged moms pushing full carts of housewares — were bravely shopping where few women had, until recently, shopped before: the thong section.

“I’m liking this one,” said Maria Mantalusa, 46, a nurse who was shopping with her niece Kim, 25. She held up a blue thong with white stripes — probably no more than three square inches of fabric — against her generous curvy hips. Her niece, whose array of thongs on little white plastic hangers already weighed down her index finger, said: “You can’t ever have enough of those.”

Was it only three years ago that Monica Lewinsky shocked the nation by flashing her thong at the president? Could that be the thumping bass of the rap artist Sisqo’s “Thong Song” piped through the sound system at the local mall?

Once the sole province of pubescent underwear models and Rio de Janeiro beach bunnies, thongs, it seems, have quietly made it into the mainstream. The thong is going from a flag

of sexual provocation to a common item in the lingerie drawer of even modest women.

Victoria’s Secret sold nearly 20 million thongs in 1999. Thongs and their even briefer counterpart, the G-string, now account for 40 percent of the underpants sold. Five years ago, it was only 10 percent. Even at Macy’s, where the average shopper is older — in her 30’s and 40’s — thongs make up 20 percent of the total sales for women’s underpants. That is a 100-percent rise in a year.

“I know it sounds unbelievable, but thongs have become the core of our business,” said Monica Mitro, a spokeswoman for Victoria’s Secret. “And it cuts across ages and body types.”

Victoria’s Secret is increasingly offering thongs in everyday styles, like polka dots and lily pad green. “Once it was the bolder girls who wore thongs,” Ms. Mitro said. “Now, that’s not true.”

The rise of the thong reflects a new exuberance that many American women now feel toward their bodies, experts say.

“I don’t think it has anything to do with clothing,” said Bobbi Queen, the underwear editor at Women’s Wear Daily. “First, there is enough body consciousness in this country in terms of women working out. Then there is enough indifference by overweight women about how they look. Then there’s a certain degree of exhibitionism. You put all that together and you get the thong.”

Lawn Mower Racing Overtakes Heartland

By PETER T. KILBORN

MANDAN, NORTH DAKOTA — Perhaps it is the tedium of watching the grass grow just to cut it down and watch it grow some more. Perhaps it’s just something about men and their motors. No one seems to know why it is happening now. But all across America, men have discovered new thrills at the throttle of the snail of gasoline-powered locomotion, the riding lawn mower.

From Bergholz, N.Y., to Buda, Tex., from Troy, Ohio, and Stillwater, Okla., to Cut Bank, Mont., Damascus, Ore., and this brawny town across the Missouri River from Bismarck, men and the rare woman are off to the races on souped-up, decal-coated riding mowers. Some as stocky as their machines themselves, they whip around dirt tracks at speeds routinely exceeding 30 miles an hour and sometimes 60.

“This is going to go over big time if somebody doesn’t get killed,” said Larry Freisz, 61, a fan at the races around a 480-foot dirt track at the Dacotah Speedway in this North Dakota town this past summer. Poking along at four or five miles an

hour in the solitude of the prairie west of Mandan, Mr. Freisz mows five acres of grass around his home, so he was taken by the speed of the machines here.

“Those two mowers over there?” Mr. Freisz said. “They’re just like mosquitoes. They’re here and they’re gone.”

The racing inspires puns. “The mow the merrier,” the United States Lawn Mower Racing Association advertises, in the “mowdowns” of the “mowlennium.”

Like stock car racing, a decades-old institution in many rural communities, lawn mower racing is becoming a regular sport. Local newspapers report the results. Local businesses sponsor many of the racers. Races in Oklahoma draw thousands of fans. Evidently starting in the late 1980’s as a Fourth of July event on wide subdivision streets, contenders are now organizing circuits and scheduling weekend races.

Donald Gienger, a machinist at an Ingersoll-Rand factory in Bismarck, formed the North Dakota Lawn Mower Racing Association only last year. He scheduled six events across the state this year. Other circuits have formed in Georgia, Alabama, Oklahoma, Texas, Washington



Will Kincaid for The New York Times

In towns across America, lawn mower racing has caught on.

State and upstate New York.

One secret of the racing’s growth is its economics. The mowers are cheap, opening a new horizon for the adrenaline-enriched and mechanically inclined. Most are long-retired machines that racers rebuild to meet four or five levels of classification, from stock racers that still cut grass, but race with blades removed, to “factory experimental” machines on which the platforms intended to cover the blades are strictly decorative.

Wayne Storick, a 35-year-old laborer, bought his mower for \$100. “I cut my grass with it and then tore it apart,” he said. “I put a centrifugal clutch in it” so he doesn’t have to shift gears. “I made my own intake manifold and cam shaft.” He

installed an external oil pump and brakes from a snowmobile.

“I’ve always liked working with engines,” said Mark Steinwand, 33. “I like making stuff go as fast as it can.” A machine operator at the Ingersoll-Rand plant, Mr. Steinwand bought his mower from a farmer. “He pulled it out of his tree rows. I got three lawn mowers from him. I gave him \$50 for all three.”

To enter, contestants pay a small fee, \$15 or \$25. There are no purses and typically no betting. “We have no desire for filthy lucre,” said Larry Sandoval, 62, who edits the newsletter of a racing group in Stillwater.

Bruce Kaufman, a public relations man and president of the national association, said, “We race for trophies, bragging rights and glory.”

American Influences Move Yoga Into Mainstream

By ANN POWERS

LENOX, Mass. — Many of America’s masters recently descended upon the Kripalu Center for Yoga and Health here for a conference on “The New American Yoga.”

Virtually anyone who has bought a book or video, attended a workshop, or unfurled a mat in a major studio would have recognized someone here. This was as close to a summit meeting as yoga has come.

Erich Schiffmann of Los Angeles, the star of a best-selling yoga video featuring Ali McGraw, declared the conference a “power spot.” Sharon Gannon and David Life, the founders of the favored rock star hangout, Jivamukti Yoga in New York City, came to teach.



Fred LeBlanc for The New York Times

Americans use the yoga mat instead of a therapist’s couch.

The group represented the scope of approaches, from sweaty “strong” yoga to tension-melting restorative poses, that are taking yoga beyond the confines of the counterculture to the mainstream of American fit-

ness. They came to stretch and breathe with eager students. They also came to discover what their approaches had in common, and how they might add up to a definition of American yoga.

These leading lights had one thing in common: none were of Indian descent. Most had studied with Indian masters, but as they devised their own styles, the Americans mixed their knowledge with native experience to create the wide-ranging approach that has caught on today.

“In the 60’s and 70’s, a number of swamis came to the U.S., and there was an emphasis on the spiritual side of yoga,” said Kathryn Arnold, editor of Yoga Journal. “They’ve all gone away, basically, or they’ve really aged. And there’s been this inheritance of the yoga by the Americans themselves.

And so we are redefining it.”

Yoga Journal says that 12 million people practice hatha yoga, the physical limb of a system that also includes ethics, breath work and meditation. Instructors here have combined strains of Indian yoga to suit modern American tastes.

To say American yoga is just aerobics with chanting misses a large reason for its popularity. For many, the practice is spiritual, or at least psychological. Americans use the yoga mat as a therapist’s couch, and often, as a church pew.

“Our culture really likes the physical stuff,” said John Abbott, publisher of Yoga Journal. “We’re all ingrained from the earliest age that it’s good to do exercise. And then you find this, wow, this is more than exercise. This is something about living.”

CINÉMA C'est le rêve de tout producteur : un film au succès mondial, dont les profits s'envolent en quelques semaines, dont les produits dérivés s'arrachent, et auquel on peut

donner une suite. ● DEPUIS *Les Dents de la mer*, en 1975, *Star Wars*, *Jurassic Park*, *Titanic* ou *X-Men* ont réussi ce pari, avec une recette simple : des effets spéciaux, de l'action, mais peu

d'humour (difficile à exporter) et de violence (pour éviter une restriction aux mineurs). ● LA PRODUCTION n'est toutefois pas une science exacte. Le président de la Fox, Bill Mecha-

nic, a dû démissionner après le naufrage du dessin animé *Titan A.E.*, cet été. Il avait auparavant supervisé la production de *Titanic*, dont personne n'attendait de telles performances.

● SELON Jean-François Camilleri, directeur général du distributeur Gaumont - Buena Vista, l'industrie du cinéma « a su faire son autocritique » et limiter les coûts de production.

Hollywood cherche la formule du film rentable à tous coups

Les studios américains les appellent des « blockbusters » : des superproductions au succès mondial, aux recettes colossales. Les ingrédients de base : une idée simple déclinable en série, beaucoup d'action, autant d'effets spéciaux et une armée de produits dérivés

LOS ANGELES

de notre correspondante

Blockbuster ? Vous avez dit blockbuster ? Les studios américains ne parlent plus que de *blockbuster*, un terme américain qui signifie littéralement « bombe de gros calibre ». Ce serait donc la guerre à Hollywood... On fait remonter aujourd'hui le premier blockbuster à 1975, année de la sortie des *Dents de la mer*. Réalisé par Steven Spielberg, le film inaugurerait une ère de la production hollywoodienne fondée sur une montée rapide des recettes, en quelques semaines, alors qu'elle s'établissait auparavant sur plusieurs mois. La petite idée qui fait très peur - des baigneurs innocents, un requin méchant - fut le premier grand succès international du réalisateur, dont le nom est associé à la formule de la superproduction à l'américaine.

Un quart de siècle plus tard, la croissance du marché international, qui représente aujourd'hui plus de 50 % des recettes d'un film américain, fait du blockbuster une nécessité économique pour Hollywood. C'est la formule qui doit faire recette sur tous les continents en fonctionnant sur le plus petit dénominateur culturel commun. Il s'agit donc rarement d'une comédie (l'humour voyage peu et se traduit mal). Le blockbuster se cantonne aux films d'action ou d'aventure, en privilégiant les effets spéciaux. Avec 1,5 milliard de dollars de recettes engrangées à ce jour, *Titanic*, de James Cameron, est le roi incontesté du genre (et de loin la plus sentimentale incarnation du blockbuster), suivi par les *Star Wars*, les *Terminator*, les *Batman*, les *Jurassic Park*, c'est-à-dire des séries déclinées en plusieurs épisodes, contredisant le principe que le cinéma serait une industrie de prototypes.

Le blockbuster est une idée très simple, qui coûte beaucoup d'argent et doit en rapporter encore davantage. Le premier ingrédient de sa recette, c'est le *high concept*, une idée aussi forte qu'élémentaire, qui doit attirer un public saturé d'images. Robert Altman l'a démontré dans *The Player*, en ridiculisant l'exercice de l'argumentaire, cet art de vendre un film à un producteur, vite fait, bien fait. Steven Spielberg, passé maître en l'exercice, explique lui-même la corrélation entre un sujet de film qu'on peut énoncer simplement et sa réussite : « Si quelqu'un peut me raconter l'idée en vingt-cinq mots ou moins, ça va faire un sacré bon film. J'aime les idées, surtout les idées de film, qu'on peut tenir dans ses mains. »

« Un blockbuster, c'est quand un film a du succès et qu'il y a plein d'argent sur le compte en banque ! », relativise Scott Neeson, vice-président exécutif de Twen-



« *Star Wars* » (ici le récent « *Episode 1* ») a maintenu sa présence commerciale grâce aux nombreux gadgets qui inondent le marché depuis la sortie du premier opus, en 1977.

tieth Century Fox International. Si tout le monde la cherche, personne ne prétend détenir la formule magique. D'ailleurs, si les studios savaient identifier un blockbuster dès sa naissance, Fox n'aurait sûrement pas partagé avec Paramount les droits du film *Titanic*.

Scott Neeson a supervisé la sortie de *X-Men*, un des tout derniers blockbusters hollywoodiens, qui a encaissé 241 millions de dollars dans le monde depuis sa sortie en juillet. Le responsable de la Fox

énumère ainsi les éléments qui ont fait d'*X-Men* un succès : « Le film est basé sur la bande dessinée la plus vendue aux USA. Cette histoire de bons et de méchants mutants est un concept facile à saisir. Ajoutez à cela la qualité des acteurs comme Ian McKellen, Anna Paquin et le talent de Bryan Singer, et on a un événement. C'était pareil avec *Independence Day*, où le concept de base était que notre planète est attaquée par des extra-terrestres. » Depuis *Autant en emporte le vent*, et comme l'a prouvé plus récem-

ment *Jurassic Park*, le roman à succès de Michael Crichton, et *Les Dents de la mer*, Hollywood sait transformer un best-seller en blockbuster.

Mais *X-Men* présentait une difficulté sur le marché international, où la bande dessinée est moins populaire. En France en particulier, l'interdiction de la publicité télévisée pour le cinéma constituait un handicap supplémentaire, car un film de science-fiction se vend principalement sur sa force visuelle, difficile à traduire sur une sim-

ple affiche. « Cela aurait pu poser un problème, mais le film est déjà un événement. » Car *X-Men* est arrivé auréolé de son succès au box-office américain, qui devient en soi un argument de vente.

Mission : impossible, en revanche, est une franchise plus ancienne. Sa suite signée John Woo a largement rempli ses objectifs, avec 215 millions de dollars de recettes aux USA, et plus de 500 millions de dollars dans le monde. Lancée aux Etats-Unis en 1966, diffusée jusqu'en 1990, constamment rediffusée depuis, la série télévisée éponyme offrait une image de marque immédiatement identifiable pour le public américain ou étranger, et constituait donc une rampe de lancement publicitaire très commode, sans parler de la présence de Tom Cruise. Dans la confection d'un blockbuster, le marketing du studio intervient dès la phase de développement du projet, afin de jauger le potentiel de vente de tous les éléments du film, et de suggérer des modifications qui en fassent un produit plus facile à vendre. Et cela qu'il s'agisse du scénario, des acteurs, de la musique ou encore des accords promotionnels et du merchandising possible.

Star Wars est l'exemple du blockbuster qui, grâce aux soins diligents de George Lucas, a maintenu une présence commerciale avec ses jouets, figurines et autres gadgets qui ont inondé le marché. Cette intégration complète des services marketing dans le mécanisme de fabrication d'un long-métrage est aussi peu commentée par Hollywood que le seraient des secrets nucléaires. « Le marketing

joue un rôle important dans le processus car, au final, c'est ce qui va transformer votre produit en recettes », concède-t-on pudiquement à la Fox.

Le blockbuster a pris une importance accrue depuis l'intégration des studios dans des groupes de communication. Un film doit faire travailler les divisions édition, musique et interactive (jeux vidéo en particulier) de son groupe. Dans le cas d'Universal et de Disney, propriétaires de parcs de loisirs, leurs productions doivent laisser

Un film doit faire travailler les divisions édition, musique et interactive de son groupe, voire pouvoir s'intégrer dans un parc de loisirs

la possibilité de créer une nouvelle attraction. *Jurassic Park* avait été produit dans cette perspective. En outre, un accord commercial avec une chaîne de restauration est indispensable pour lancer une machine aussi importante.

Avant de lâcher leurs monstres, les studios redoutent les autorisations limitées qui peuvent être attribuées à leurs films. Une classification « R » (« restricted », c'est-à-dire une interdiction aux mineurs non accompagnés) peut anéantir les chances d'un film au box-office. Le film avec un index « R » qui a rapporté le plus d'argent cette dernière décennie est... *Pretty Woman*, avec « seulement » 330 millions de dollars de recettes ! D'où l'importance pour les majors d'obtenir un simple classement « PG-13 » (les mineurs de moins de 13 ans doivent être accompagnés). D'où, aussi, les négociations, voire les arrangements, qu'on soupçonne entre certains studios et les autorités.

On peut difficilement comprendre autrement le classement « R » d'*Il faut sauver le soldat Ryan*, qui aurait probablement, sans le nom de Spielberg, hérité d'une interdiction stricte aux moins de 17 ans. On parle désormais de « PG-13 agressif » : *X-Men* tombe dans cette catégorie. « La formule gagnante pour un film à succès, c'est le film d'action "PG-13 agressif", parce qu'il plaît aux mômes de 8, 9 ou 10 ans », déclarait récemment Joe Roth, ex-président des studios Disney. S'il est en plus simple, fort et visuel, il a toutes les chances de gagner beaucoup d'argent.

S. Bd

Claudine Mulard

Le président de la Fox survit à « Titanic », mais sombre avec « Titan A. E. »

LE CINÉMA d'animation est devenu l'un des secteurs les plus rentables de l'industrie hollywoodienne. Sur les vingt-cinq meilleures recettes de la dernière décennie, on trouve dix longs métrages d'animation. *Le Roi lion*, sorti en 1994, a généré 1,3 milliard de dollars de recettes (presque autant que *Titanic*). *Mulan*, *Mil et Une Pattes*, *Toy Story*, tous sortis des usines Disney, ont réalisés des résultats presque aussi fracassants.

Warner, DreamWorks et Fox ont tenté ces quatre dernières années de disputer ce monopole à Disney. La Fox avait pris un bon départ avec *Anastasia*, pour échouer lamentablement avec *Titan A. E.*, un dessin animé de science-fiction qui s'est transformé en véritable accident industriel. Le film, qui aurait coûté 75 millions de dollars, plus le double en frais de sortie et de publicité, n'en a rapporté qu'une vingtaine sur le territoire américain lors de sa sortie à la fin du mois de juin...

Trois jours plus tard, Bill Mechanic, président de la Fox, qui a supervisé au cours de son règne *Titanic*, *Independence Day* et *Star Wars : épisode 1*, donnait sa démission. *Titan A. E.* a sérieusement déprécié les résultats de la société de Rupert Murdoch pour son quatrième trimes-

tre fiscal, tandis que les studios d'animation bâtis par la Fox à Phoenix ont été fermés du jour au lendemain.

Titan A. E. visait un marché plus âgé que celui de l'animation classique, espérant drainer un public masculin de seize à vingt-cinq ans. « *Titan A. E.* a rencontré une trop forte résistance des adolescents les plus âgés à aller voir un dessin animé », explique-t-on à la Fox en faisant mine de s'étonner. Pourtant, toutes les enquêtes marketing montrent que ce segment du public est précisément celui qui délaisse les films d'animation. Une donnée dont Bill Mechanic avait conscience et qu'il s'est efforcé de contredire.

« LE TITRE LE PLUS CONFUS DE L'ÉTÉ »

Cet entêtement ne le rend pas nécessairement moins compétent que ses confrères. Des analyses marketing tout aussi pointues montraient qu'un film de trois heures comme *Titanic*, sans stars (Leonardo DiCaprio était encore peu connu), avec une fin connue de tout le monde et des frais de production dépassant les 200 millions de dollars, ne pourrait jamais être un succès. On connaît la suite.

Les médias américains ont avancé d'autres

explications pour l'échec de *Titan A. E.* « Le film a le titre le plus faible et le plus confus de l'été », écrit *The Wall Street Journal*, qui remarque que personne n'a compris le sens de « A. E. » (« after earth ! », soit « après le déluge »). Le choix d'un titre n'obéit pas à des critères scientifiques. Apparemment, les studios, qui testent minutieusement tous les aspects d'un long métrage, ne le font qu'en interne pour leurs titres. *Titan A. E.*, pour le public, c'était l'anti-*Dents de la mer* : on ne comprend rien, on ne voit rien ! Et le dessin animé a eu le malheur de sortir le même week-end que *Shaft*, un film au concept simple et dont le titre - le nom d'un héros black - ne laisse aucun doute sur le sujet du film.

On peut hasarder une autre explication. *Titanic* aurait déjà dû, si l'on se fie aux prévisions des spécialistes, coûter son poste à Bill Mechanic. *Titan A. E.* est presque l'exact homonyme de *Titanic*, l'homophonie étant quasiment parfaite. *Titanic* avait démenti la plupart des théories de marketing. *Titan A. E.* n'a fait que les confirmer. Bill Mechanic a finalement obtenu son naufrage.

Des recettes colossales

● **L'été 2000** a rapporté aux studios 3 125 milliards de dollars de recettes en salles en dix-huit semaines, contre un total de 3 279 milliards en 1999.

● **Une dizaine de films** ont passé la barre des 100 millions de dollars et mérité le titre de *blockbusters*. Avec 213 milliards de dollars de recettes, *Mission : Impossible 2* arrive en tête, talonné par *Gladiator* (183 millions), *En pleine tempête* (176 millions) et *X-Men* (151 millions).

● **21 films sortis aux Etats-Unis** entre le 21 avril et début septembre ont réalisé plus de 50 millions de dollars de recettes.

● **La vente** de ces films aux networks et aux chaînes du câble rapportera 385 millions de dollars.

● **Les revenus** de la vidéo et du DVD atteindront, aux Etats-Unis, environ 8,8 milliards de dollars. Les studios toucheront une somme équivalente sur l'ensemble des marchés étrangers.

Jean-François Camilleri, directeur général de Gaumont - Buena Vista

« Notre objectif premier reste la salle de projection, pas les parcs d'attraction »

« Vous vous occupez de la distribution en France des films produits par le studio Disney. La sortie d'un blockbuster demande-t-elle au distributeur français une attention particulière, comparée à d'autres films plus modestes ?

- La différence est plus quantitative qu'autre chose. Un film ambitieux sur le plan de ses entrées signifie un budget de promotion plus important, qui peut aller jusqu'à 8 millions de francs, avec une combinaison de salles très importante. Le bouche-à-oreille fonctionne déjà pour une grande partie du public, ce qui rend le travail plus simple.

- Y a-t-il une stratégie pour sortir un blockbuster ?

- D'un point de vue stratégique, nous nous appuyons sur les résultats du film aux Etats-Unis, sachant que son succès aura une inci-

dence sur sa carrière dans les autres territoires.

» Un blockbuster implique en général la présence d'une ou plusieurs stars, qui modifient notre plan de lancement et nécessitent qu'on leur fasse rencontrer un maximum de journalistes. Ce type de film permet également de signer plus facilement des accords avec des maisons d'édition ou des fabricants de jouets, puisqu'il s'agit d'un film à fort potentiel.

- Le chiffre d'affaires réalisé par ce genre de film sur le front des droits dérivés est parfois plus important, ou du moins plus rentable, que les recettes en salles. La salle ne se transforme-t-elle pas ici en produit d'appel ?

- On ne peut pas dire que la salle soit coupée d'enjeux plus importants, car elle déclenche tout le reste. Elle demeure la première pierre

de l'édifice. Les produits dérivés rapportent moins d'argent depuis quelques années. Ce sont la vidéo et la télévision qui ramènent le plus d'argent à une franchise.

» L'époque où *Le Roi lion* ou *Pocahontas* faisaient un malheur sur les droits dérivés est révolue. *Armageddon* ou *Sixième sens* se sont révélés de grands succès sans produits annexes. Le meilleur moyen de valoriser des productions pareilles est de tabler sur des comédiens connus et un budget de production confortable.

- Recevez-vous une pression particulière de la part de votre maison mère pour réaliser un chiffre minimum d'entrées sur ces grosses productions ?

- Nous n'avons jamais une pression telle qu'un échec du film en France serait assimilé à une catastrophe. Ce n'est pas comme si un film avait coûté 5 millions de dol-

lars et devait absolument rapporter la même somme.

» Nous sommes par contre informés très en amont de l'existence du film de manière à planifier notre travail, mais il s'agit encore une fois d'une pression très différente de celle que je peux me mettre sur un film comme *Endurance*, où le travail du distributeur peut véritablement faire la différence.

- La stratégie de Buena Vista/Disney est de développer au maximum ses parcs d'amusement et d'initier des films susceptibles de créer plus tard une attraction. Cette synergie a-t-elle des effets sur votre travail ?

- Aucun. Ce n'est sans doute pas le cas aux Etats-Unis, mais à Euro-Disney il y a très peu d'attractions inspirées de franchises. Cela ne nous détourne pas de l'objectif premier, qui est la salle.

- Le coût de production de plus en plus élevé des blockbusters peut-il menacer à terme l'équilibre financier des studios ?

- Si l'ensemble d'une chaîne ne peut pas analyser ses erreurs, elle se trouve en danger. Depuis *Water-world* en 1995, qui a coûté 200 millions de dollars, aucun film américain n'a atteint un tel budget, sauf peut-être *Dinosaur* et *Pearl Harbour*, qui sortira l'été prochain.

» C'est à mon sens le signe d'une industrie qui a su faire son autocritique. A une époque, investir 100 millions de dollars sur un film comme *Dick Tracy* était un vrai défi artistico-financier, mais sur *Mission : impossible 2*, c'est du marketing stratégique. »

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Renzo Piano remporte le concours pour le siège du « New York Times »

En confrontant Frank Gehry, Cesar Pelli, Norman Foster et le coauteur du Centre Pompidou, le quotidien a créé un événement architectural

NÉONS, informations, couleurs, action. Un grand journal a donné son nom au carrefour le plus vibrant, jour et nuit, de New York, la ville qui ne dort jamais : Times Square. Broadway ne devient vraiment le quartier des théâtres, du spectacle et de la communication qu'à partir de cette place-carrefour. A l'angle formé avec la 7^e Avenue, le square a pris le nom du *New York Times*, fondé en 1851, qui s'y installait, en 1905, dans un édifice triangulaire, phare aujourd'hui invisible sous une surenchère d'écrans publicitaires clignotants.

Depuis 1913, le siège du quotidien est situé sur la 43^e rue : un immeuble d'une centaine de mètres de haut, agrandi à plusieurs reprises, avec un hall habillé de marbre vert et sombre dû aux derniers intervenants, Shreve, Lamb et Harmon (1947). Développement du groupe et nouvelles technologies exigent aujourd'hui un nouveau *building*.

Autour, le quartier est en profonde transformation, un chantier engagé depuis une dizaine d'années. On attendait du *New York Times* un signal architectural. Le voici avec le choix de Renzo Piano, retenu, le 13 octobre, parmi quatre grandes signatures de la scène internationale dont les projets ont été présentés à la mi-septembre.

Deux Américains : le Californien Frank Gehry, auteur du musée Guggenheim à Bilbao ; le New-Yorkais Cesar Pelli, qui a réalisé de nombreux ensembles de bureaux depuis vingt ans, notamment au sud de Manhattan. Deux Européens : le Britannique Norman Foster, habitué des altitudes depuis la tour dressée à Hongkong pour la banque centrale ; et le plus parisien des Italiens, Renzo Piano. Celui

qui, après le Centre Pompidou, à Paris, a transformé le port de Gènes, dessiné le nouveau centre de Berlin et, aux Etats-Unis, plusieurs musées, sans être encore entré dans l'univers des gratte-ciel.

En plaçant la compétition à ce niveau – trois des quatre finalistes ont reçu le prix Pritzker, la plus haute récompense en architecture –, et en ne fermant pas les frontières du concours aux non-Américains, le *New York Times* se montrait à la hauteur de sa mission culturelle et du rôle qui est le sien dans l'image de la ville. Une cité où la construction immobilière dans sa brutalité ne s'embarrasse plus toujours d'exigence esthétique.

Les exceptions sont d'autant plus remarquées, et l'on se souvient du succès unanime qui salua l'inauguration, en 1999, de l'immeuble dessiné pour le groupe LVMH par Christian de Portzamparc, une œuvre qui redonnait un élan dynamique à l'architecture new yorkaise.

DEUX CENTES MÈTRES DE HAUT

Dans Manhattan, la partie est rude. La rénovation du quartier des théâtres voit s'affronter intérêts publics et privés, et le changement d'échelle des masses construites a conduit à des formes souvent difficiles à comparer aux silhouettes qui ont fait la skyline de l'ancien New York.

Le critique américain Paul Goldberger s'en plaignait récemment dans un article du *New Yorker*, observant que ni le groupe de presse Reuters ni la maison d'édition Condé Nast, deux géants dans leurs domaines respectifs, n'avaient réussi, avec leurs sièges sociaux, à créer l'événement.

L'ambition du *New York Times*,

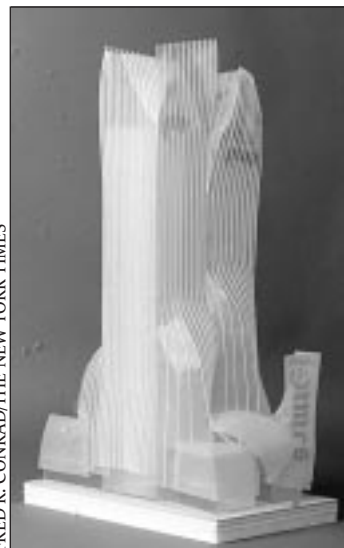
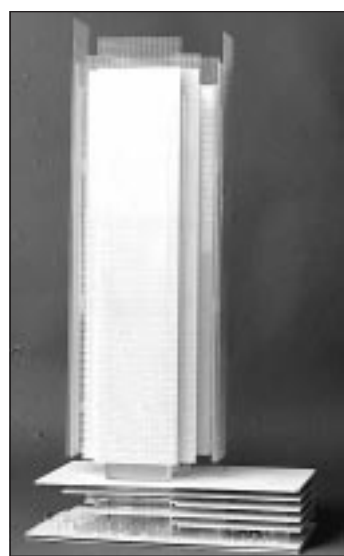
elle, ne fait pas de doute. Avec ce concours, ses dirigeants voulaient choisir un auteur avec qui mettre au point, entre la 40^e et la 41^e rues, une tour haute de plus de deux cents mètres, soit 130 000 mètres carrés de bureaux, dont le journal occuperait environ la moitié.

La confrontation des quatre projets est parlante : chaque équipe y a imprimé son style. On remarque que les règlements d'urbanisme imposent un premier parallélépipède qui couvre le terrain sur plusieurs niveaux. Ensuite, chacun donne forme à l'élévation.

Un triangle affirmé, pour l'équipe de Norman Foster, où apparaît en losanges la structure métallique conçue par l'un des architectes qui apprécient et maîtrisent le mieux l'acier. Le polyèdre tracé par l'agence de Cesar Pelli, bien au fait des arcanes de la politique locale, n'affirmait ni pointe ni triangle, et se démarquait du style chapeau pointu qui avait fait son succès du côté du World Trade Center.

Quant à Frank Gehry, on ne fait pas appel à lui pour tracer des lignes droites : il s'amuse à tordre la silhouette de son immeuble en la modelant comme une sculpture de papier mâché mais la verticale restait le but du jeu. Pour se donner le poids du réel, l'homme de Santa Monica (Californie) s'était associé à la puissante agence de Chicago, Skidmore Owings and Merrill.

Renzo Piano, lui, a choisi de donner une forme élégante, distinguée, à sa recherche de la légèreté, de la fluidité et de la transparence, et propose une façade feuilletée, en plusieurs plans décalés, décollée d'un socle lui-même assez ouvert sur la rue. Urbanité affirmée et modernité parfaitement



De gauche à droite et de haut en bas : la façade feuilletée de Renzo Piano, le triangle métallique de Norman Foster, les lignes courbes de Frank Gehry et le polyèdre de Cesar Pelli.

maîtrisée. En organisant cette confrontation, le *New York Times* a gagné sa place dans l'histoire des concours pour des grands journaux, exercice flatteur et souvent spectaculaire, comme le fut celui du *Chicago Tribune* au début du XX^e siècle.

Jusqu'en 1997, année où l'impression du quotidien fut complètement transférée en banlieue, on entendait monter des sous-sols de la 43^e rue, le ronronnement majestueux et ponctuel de ses rotatives,

tout de suite après le bon à tirer, moment d'émotion offert à l'effort collectif.

Cent ans après la première installation à Times Square, une nouvelle flamme monumentale indiquera bientôt à la ville que c'est là qu'on publie, selon la devise du journal, « tout ce qui mérite d'être imprimé ». Cette fois sous la signature d'un architecte européen et sous le signe de l'ouverture au monde.

Michèle Champenois

Eminem, éminent rappeur blanc, cracheur de venin et créateur de scandales

COMME ELVIS PRESLEY, Marshall Mathers – ou Eminem, de son nom de star – a grandi dans un quartier pauvre (Elvis, dans la moiteur de Tupelo, Mississippi ; Eminem dans la froidure de Detroit, Michigan), en bordure de ghetto. Comme avec le King, sa fascination pour le chant et la culture noirs ont déterminé une vocation ; comme lui, il est devenu la première véritable star blanche d'un genre dont la crédibilité s'enracinait jusque-là quasi exclusivement dans la communauté afro-américaine.

L'un était le roi du rock'n'roll, l'autre est aujourd'hui la plus grande vedette du rap outre-Atlantique. Mais là où Presley construisait sa carrière sans la participation de ceux qui l'avaient inspiré, Eminem ne s'entoure que de complices artistes et producteurs noirs. Même parfum, pourtant, de soufre et de scandale. L'Amérique des années 50 s'offusquait des incitations sexuelles d'« *Elvis the pelvis* », celle des années 2000 s'effraie de se reconnaître dans le flot des

grossièretés et des provocations de ce lundion provocateur.

Le phénomène Eminem – dix millions d'exemplaires de *The Marshall Mathers LP*, son deuxième album, vendus dans le monde, dont 1,7 million écoulés aux Etats-Unis, lors de la première semaine de sa mise en vente – pourra s'interpréter comme un progrès dans les relations intercommunautaires aux Etats-Unis. Les héros noirs de la culture hip hop, le mode d'expression rap, ne connaissent plus de frontières raciales.

A la suite de pionniers comme les Beastie Boys, 3rd Bass ou Rage Against The Machine, les petits Blancs ont compris qu'ils pouvaient décliner leur mal de vivre et leurs fantasmes hédonistes par le biais de la culture de rue afro-américaine. Jamais d'ailleurs les fusions entre rap et rock n'ont été aussi fréquentes. Symboliquement, le succès d'Eminem est le fruit de la collaboration de ce fils de prolo blanc avec Dr Dre, star californienne, initiateur, au milieu des années 80, du

gangsta-rap à la tête du groupe NWA (Niggers With Attitude).

Mais ces prises de parole n'annoncent pas que de bonnes nouvelles pour le pays d'Al Gore et George W. Bush. Rappeur virtuose, ayant façonné un style qui n'appartient qu'à lui, Eminem mitraille, avec une agilité surréaliste, des bouquets de venin et d'ordures. De sa voix pointue, il vanne à tout va et crache son fiel, avec une verve d'adolescent psychopathe qui ne sait pas faire le tri entre son inspiration trash, ses souffrances et les clichés de l'Amérique la plus intolérante.

HOMOPHOBIE ET MYSOGINIE

Le gamin qui a grandi dans une caravane, élevé par sa mère (dont il dit en chanson – d'où un procès – « 99 % de ma vie, on m'a menti/j'ai découvert un jour que ma maman prenait plus de drogue que moi »), le souffre-douleur d'une école (battu au point de tomber dans le coma) quittée trop tôt pour cause de paternité, prend sa revanche,

bombe le torse et déraile. Comme si homophobie et misogynie – sanctifiées par la réussite commerciale – lui donnaient plus de crédibilité dans le milieu hip hop. Dans cette provocation de bazar perce aussi un cynisme désespéré, autant marqué par la fierté d'une réussite « malgré tout » que par le dégoût de soi et l'aveu de sa vulnérabilité.

Mis en spectacle par l'industrie de la musique et des médias, son mode de vie flirte avec l'autodestruction. Consommation massive de drogue, violence conjugale, flingue pointé sur le manager d'un groupe concurrent qui l'aurait traité de « pédé », coups de crosse de revolver sur le crâne d'un videur qui aurait embrassé sa femme, lui vaudront dans les semaines à venir des ennuis avec la justice. Pour l'instant, libéré sous caution pour 10 000 dollars, interdit de sortie de territoire, le rappeur est en instance de jugement.

Stéphane Davet

Ces jeunes collectionneurs qui font flamber le marché de l'art contemporain

Les New-Yorkais dépensent des fortunes dans les galeries, dont certaines s'inquiètent d'un retour de la spéculation

NEW YORK

de notre envoyé spécial

Le dessin s'intitule *Ouvertures de septembre*. Il représente une foule grouillante et dense entassée dans des galeries d'art et la rue qui les sépare. Il est de Nicole Eisenman, a été publié en 1999 dans la revue électronique *Artnet*, et demeure l'un des meilleurs symboles de ce que ressent l'amateur d'art à New York aujourd'hui : tout, sauf la solitude. Les vernissages des galeries de Chelsea, de Soho ou de Tribeca réunissent des groupes compacts, plusieurs centaines de personnes qui se retrouvent, au fil des soirées, d'un étage à l'autre, se saluant chez Sonnabend – en attendant l'ascenseur, ou dans le très raide escalier ; se croisant dans le nouvel espace gigantesque de Gagosian, sur West 24th Street ; se disant au revoir chez Gavin Brown. Pour se retrouver le lendemain, comme durant le week-end du 23 septembre, « *Elsewhere* », c'est-à-dire à Brooklyn, où des centaines de visiteurs venus de Manhattan en navettes spéciales assistaient aux expositions et aux débats proposés par les trente-deux nouvelles galeries de Greenpoint, un quartier qui monte. Bref, entretenant l'illusion que, dans la

Grosse Pomme, tout le monde se connaît.

Apparemment, les New-yorkais aiment l'art. Surtout quand il est frais : un artiste débutant peut sans vergogne afficher ses premiers essais à 10 000 dollars (près de 11 000 euros) pièce, c'est un prix normal pour un jeune. Lors des ventes aux enchères, à l'automne et au printemps, les New-Yorkais sont prêts à dépenser beaucoup plus. En novembre 1999, en trois jours, ils avaient acheté pour 74,5 millions de dollars (68,7 millions d'euros, 451,2 millions de francs) d'art contemporain. En mai 2000, il y a eu 60,4 millions de dollars d'échangés (environ 64 millions d'euros). Encore ne s'agit-il que des ventes publiques. Le produit des ventes privées est généralement estimé à dix fois ces montants. Ce qui fait dire à l'historien de l'art Paul Ardenne que, si New York ne ressent pas le besoin d'organiser un Salon, comme Bâle, Madrid ou Paris, c'est que, là-bas, la foire est permanente.

Wall Street demeure le vivier des nouveaux jeunes acheteurs. Tobias Meyer, le spécialiste de l'art contemporain de Sotheby's à New York, a trente-sept ans. Ses clients aussi. Philippe Ségalot, de Chris-

tie's, confirme : « *Sur certaines pièces, nous avons dix enchérisseurs, dont la moitié ont moins de quarante ans. Au-dessus de 1 million de dollars, ils ne sont plus que cinq...* » Cette inconscience de la jeunesse choque certains marchands qui, déjà, ne peuvent plus suivre. Pour le galeriste de Manhattan Edward Nahon, cité par le *New York Times*, « *c'est le début d'un marché malsain. Il y a tout simplement trop d'argent dans le circuit* ».

AFFLUX DE FRANÇAIS

Car le marché privé est méfiant : les galeristes, qui se souviennent de la spéculation des années 80, hésitent à vendre à des inconnus des œuvres qu'ils pourraient être tentés de proposer ensuite aux enchères, réalisant, sur le dos des marchands, une jolie plus-value. Le nouveau venu n'a donc plus d'autre choix que d'acheter l'objet de son désir en vente publique : les prix s'en ressentent, et le serpent se mord la queue. « *C'est une conjonction magnifique, estime Tobias Meyer dans le New York Times. Il y a la rareté des œuvres et une grande accumulation de richesses au cours des deux dernières années.* »

L'art contemporain flambe donc

à New York, qui demeure la capitale de ce marché et attire les artistes du monde entier : plusieurs Français s'y sont installés. Arman, depuis des décennies, mais aussi Bernard Venet, et, plus récemment, Brigitte Nahon ou encore Ghada Amer, qui fit ses premières armes à Paris. Le flux est d'autant moins prêt de se tarir que l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris a organisé un intelligent programme d'échange et que bon nombre de ses étudiants, séduits par l'endroit, y sont restés. C'est le cas, par exemple, de la céramiste Nadeige Choplet.

Fait nouveau : les clients les rejoignent : 40 % des acheteurs des ventes publiques sont européens. Des particuliers, mais aussi des marchands, comme le Londonien Anthony d'Offay, et les conseillers de gros collectionneurs, comme le Suisse Simon de Pury, ou le Français, établi à Genève, Marc Blondeau. Les Français sont donc de plus en plus nombreux à faire leurs courses à Manhattan. Comme tous les Européens, ils rapatrient ensuite leurs emplettes via Londres, où la TVA à l'importation n'est que de 2,5 %, contre 5,5 % en France. A New York, elle n'existe

pas. Pas plus que le droit de suite, ou celui de reproduction : on comprend donc mieux que le meilleur de la production artistique contemporaine file là-bas.

L'offre locale ne suffit déjà plus : la demande est telle que les Américains n'hésitent plus à franchir l'Atlantique pour faire leur marché. Les responsables de la FIAC, qui ouvre le 24 octobre, ont été contactés par une noria impressionnante de collectionneurs yankees désireux de s'y rendre. Le galeriste Jérôme de Noirmont attend quatre de ses clients, qu'il qualifie lui-même de « *majeurs* ».

Mais les prix ne sont pas les mêmes : en France, il demeure difficile de vendre une œuvre au-dessus de 100 000 francs. Aux Etats-Unis, non. Et pas seulement parce qu'un collectionneur américain peut, s'il la donne à un musée, déduire intégralement la valeur de l'œuvre de ses impôts. En Amérique, acheter de l'art contemporain reste aussi socialement valorisant que de rouler dans une voiture européenne, et de faire semblant d'avoir lu les philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari.

Harry Bellet

Juliette Binoche va jouer Harold Pinter à Manhattan

L'ACTRICE Juliette Binoche fera ses débuts sur scène aux Etats-Unis dans *Betrayal* (*Trahisons*), une pièce ancienne (1978) de Harold Pinter. Elle y interprète le personnage d'Emma. Ses partenaires devraient être Liev Schreiber et John Slattery. Le Britannique David Leveaux, qui avait dirigé la pièce à Paris, au théâtre de L'Atelier l'an dernier, assure la mise en scène.

« *Preview* » à partir du 20 octobre et générale le 14 novembre au Roundabout (American Airlines Theatre), 231 W 39th St, Suite 1200. Tél. : 719-93-93 ; www.roundabouttheatre.org

DÉPÊCHES

■ **LITTÉRATURE** : la dernière sélection des vingt auteurs retenus pour les **National Book Awards** de l'an 2000 a été rendue publique. Dans la catégorie fiction, on trouve Joyce Carol Oates pour *Blonde* (en français chez Stock). Elle a déjà remporté le prix en 1970 pour *Them* (*Eux*, Stock) et a été quatre fois finaliste entre 1968 et 1990. Susan Sontag est aussi sélectionnée pour *In America* (*En Amérique*, éd. Christian Bourgois). Elle a déjà été finaliste en 1967. Dans la catégorie essai, sont cités Jacques Barzun, 90 ans – l'auteur de plus d'une trentaine de livres –, pour *From Dawn to Decadence, 500 years of Western Culture*, Alice Kaplan pour *The Collaborator: the Trial and Execution of Robert Brasillach*, ou encore Patrick Tierney pour *Darkness in El Dorado: How Scientists and Journalists Devastated the Amazon*.

■ **BANDE DESSINÉE** : Charles Schulz, le créateur de *Snoopy* et de *Peanuts*, mort à l'âge de 77 ans, en février, donnera son nom à une patinoire de Saint-Paul, Minnesota, ville où il passa son enfance. Les élus du comté de Ramsey ont pris cette décision et envisagent de décorer le stade avec certains des personnages de la fameuse bande dessinée, en hommage à son créateur qui fut joueur et fan de base-ball.

■ **CINÉMA** : la crainte d'une grève illimitée des acteurs agite le monde du cinéma et de la publicité à Hollywood. Devant la perspective d'avoir à renégocier les conventions collectives au printemps 2001, avant le 1^{er} mai pour les scénaristes et avant le 30 juin pour les acteurs, l'association des producteurs américains redoute que ces catégories professionnelles n'utilisent la menace de la grève. Les syndicats ont déclaré ces craintes prématurées. Elles se fondent sur la longue grève des acteurs de publicité, en conflit depuis le 1^{er} mai sur le montant des rémunérations lors des rediffusions multiples.

■ **MUSIQUE** : Ricardo Muti ne sera pas le prochain directeur musical de l'Orchestre philharmonique de New York. Après avoir été considérée comme acquise, sa nomination a été repoussée, le chef italien n'acceptant de réserver que quelques rares semaines par an à la formation nord-américaine.

■ **Le compositeur et écrivain Ned Rorem** fait paraître un nouveau volume de son journal, suite à une série d'écrits légendaires qui ont souvent défrayé la chronique, depuis le fameux *Journal parisien*, paru en 1966, où les travers de la société parisienne du début des années 50 étaient brocardés d'une plume sans pitié.

■ **GOÛTS** : George W. Bush aime les paysages traditionnels de l'Ouest américain que peint Tom Lea, un artiste de El Paso, Texas. Al Gore est plus éclectique, avouant son goût pour Van Gogh et Christo. Il aime aussi des vedettes de l'art actuel comme Chuck Close et Red Grooms. Le mensuel *Artnews*, qui a mené l'enquête dans son numéro d'octobre (<http://www.artnews.com>), précise que le candidat Bush apprécie modérément l'idée de subventions publiques pour les arts. Al Gore, lui, est un peintre raté : il a suivi neuf ans de cours à la St. Alban School de Washington et réalisait des tableaux abstraits. Il continue à pratiquer l'aquarelle et la tempera, en amateur.

History for Sale: Vintage Photographs Go on the Market

By MARGARETT LOKE

The recent offerings at auction and in galleries of vintage prints from the picture archives of The New York Times and The Daily News has raised a provocative issue: does it matter that newspapers and magazines are selling the original prints from their archives?

Vintage prints — photographs made shortly after the images were taken — are highly prized in today's photography market. Age, superior photographic paper and superior printing technique combine to give them a special glow. Even signs of handling, like crop marks, add to their value.

Advocates of the sales argue that today's technology allows the digital storage of images, making the hard copies, or prints, superfluous. Digitizing and maintaining picture collections cost money, they say, which the sales will help defray. Because newspapers are in the business of news gathering, the valuable old prints are better off going to collectors and museum professionals, who know how to care for them.

But to critics of such sales, what is at stake is history itself. Newspapers and magazines can make any number of prints from their negatives, they say, but a new print will lack the palimpsest of the past. The front of a vintage print often shows the wear and tear of use. Its

back is usually a patchwork of markings: dated stamps recording each publication, notations by the photographer or editor handling the print, captions written by hand or taped or pasted on.

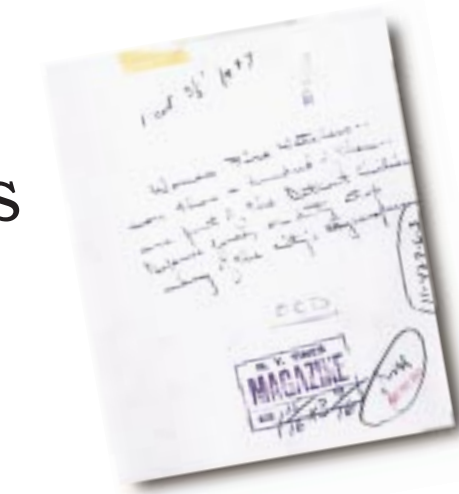
"Late last year," said Eric Meskauskas, director of photography at The Daily News in New York, "there were some heated arguments within the paper about selling off history."

Two million images in the Daily News picture library have been digitized. (They can be viewed at www.dailynews-pix.com.) "We have a wonderful history of New York in our photo archive," Mr. Meskauskas said. "We need to raise the profile of our archive, and one way to do it is through auctions, gifts, exhibitions and books."

The New York Times began digitizing the five million prints in its archive in 1996. To commemorate the Times's centennial that year, 300 photographs from the archive, including many vintage prints, were given to the Museum of Modern Art.

With the publication of the book "The Century in Times Square" last year, The Times began exhibiting Times Square-related photographs from its archive at galleries around the country. At each of the traveling exhibitions, the newspaper has offered vintage prints for sale; so far 10 have been sold for a total of about \$36,000.

In November, The Times will show vintage photographs, in-



The New York Times, above; Harry Hamberg/The Daily News, left

An inflatable King Kong on the Empire State Building, circa 1983, left; an undated New York Times photo, above; the back of the Times picture, top, with the stamps and writing from when it was used in the newspaper.

cluding original prints of Dorothea Lange and Lewis Hine, from its 100-year-old photo archives at Paris Photo 2000.

During Paris Photo, which will be Nov. 15-19 at Le Carrousel du Louvre, about 50 vintage images from the early part of the 20th century will be on display. The prints are "working

photos" used in the publication of The Times; many have a caption and the complete history of their use on the back.

Given the current value of these prints, it seems almost inconceivable that they were once routinely discarded at many newspapers because there was no room for them.

Fred Ritchin, associate professor of photography and communications at New York University and director of Pixelpress, which creates documentary-photography Web sites, questions the idea that scanned images make the original old prints superfluous.

"One of the things that hap-

pened in analog media, such as prints, is that they evolve over time," he said. "They turn yellow, they turn brown, whereas scans never change. So that, in a sense, history is frozen. You can argue that you can scan an ancient manuscript, but no one will argue that it's the same as having the ancient manuscript."



David Corio for The New York Times

Rave dancing is taken seriously at places like Twilo, a nightclub in New York City, where two dancers used lightsticks as props.

For Die-Hard Ravers, the Dancing Matters

By SHAYNA SAMUELS

Ravers are getting a lot of attention lately, especially for a community that has been an underground phenomenon for more than a decade.

In the past year, performers like Moby and the Orb have started selling Calvin Klein jeans and Volkswagens; Sony Pictures Classics released the movie "Groove," depicting an all-night rave in San Francisco; and Ecstasy, the popular euphoia-inducing drug, has been at the center of a national debate over stiffer penalties.

But despite all the publicity, one element of raves has gone unmentioned: the dancing.

Ravers from around the country acknowledged in recent interviews that their high-energy, free-form dance steps are difficult to describe. They

acknowledge that drugs are an integral part of the rave scene. But there are also devoted ravers, known as "straight-edgers," who get their high from the music and the dancing.

"Rave dancing is not choreographed," said Wyoming Telford, a 23-year-old from Seattle who has been going to raves for seven years. "You don't count steps, you don't have to work with other people, and you're not trying to evoke a story line. It's a pure transmutation of energy."

Though raves originated in Europe in the late 80's, the dance style is a distinctly American contribution. Most ravers are part of a community devoted to the hippy-esque mantra known as PLUR: Peace, Love Unity and Respect.

Of current dance styles, rave most closely resembles break dancing. Both emerged out of American youth culture, name-

ly hip-hop and raves, and both thrive on the democratization of dance, the notion that anyone can participate or perform.

Many of the moves in rave dancing descended from hip-hop. Liquid, for example, is a version of a hip-hop technique called popping and locking, in which a dancer moves an invisible ball of energy, held between both hands, quickly and seamlessly around the upper body. A more basic technique is the Nordictack, jokingly named after the cross-country skiing motion one makes on the so-named exercise machine.

Also popular at raves is Batting, in which a circle forms around individual dancers for a friendly competition.

Many ravers say they had no interest in dancing until they first heard electronic music. Then they couldn't stop.

"One day it hit me that this

music, and the way that I move to it, expresses who I am as a person," said Lucy Kafanov, an 18-year-old Manhattan raver who has an outfit for dancing that consists of a green fluorescent wig, knee-length flannel shirt and extra-large pants. "That is why I dance. It allows me to release myself in a safe and beautiful way."

Like most dancers, Ms. Kafanov views rave dancing as a form of self-expression. And like other dancers, ravers combine their interpretations of movement with techniques they pick up by watching others.

"Rave dancing is like folklore," says Angela Lin, 30, a graphic designer from San Francisco who was an extra in "Groove." "You learn a move from someone you see at a club, and you pass it on to another person that you won't even know is watching you."

FILM REVIEW

'Pollock' Captures Artist's Mad Genius

By STEPHEN HOLDEN

Ed Harris's powerful biographical film "Pollock" may be the first movie about a painter to transcend the gushy clichés found in movies that try to unravel the mysteries of artistic creation. It helps, of course, that Jackson Pollock, the Abstract Expressionist giant whom Mr. Harris portrays with a riveting blend of pent-up passion and unleashed physicality, threw his entire body into his work.

And the scenes of Pollock standing over a giant canvas and creating his famous drip paintings in graceful swooping gestures as the camera discreetly dances around him offer a visceral thrill similar to watching a brilliantly choreographed action-adventure sequence.

Because it's art that's being

made, there's an added emotional kick. What we're witnessing isn't a succession of exploding cars, but an utterly convincing release of pure feeling deployed with the concentration and discipline of a natural athlete executing an unparalleled feat after years of preparation. There's also an added element of magic, of conjuring, as something emerges out of nothing, and the blank canvas at Pollock's feet is transformed into a thickening, swirling, emotionally charged tangle of color. In preparation for the film, Mr. Harris spent several years trying to learn to duplicate Pollock's painting technique.

No actor is better suited than Mr. Harris to portray the artist, who knew Tennessee Williams and was said to have been an inspiration for Stanley Kowalski, the instinctive brute who gal-

vanizes "A Streetcar Named Desire." And in "Pollock," the tense domestic clashes between the artist and his wife, the painter Lee Krasner (Marcia Gay Harden), are subtly staged to recall the electrifying chemistry of Marlon Brando and Kim Hunter in the film of "Streetcar."

More than any contemporary actor, Mr. Harris has always resembled the young Brando in his projection of an archetypal manliness devoid of vanity, the kind of guy whose swagger doesn't have a trace of affectation. This highly intelligent actor may lack the young Brando's poetic quality, but he is so good at embodying unself-conscious masculinity that he has often seemed imprisoned in stereotypes of the stoic, square-jawed all-American Joe.

In the film's saddest scene, Pollock, who has been labo-



The Film Society of Lincoln Center

Ed Harris captures Jackson Pollock's turbulent energy on film.

riously going through the motions of Action Painting for a film showing him in the throes of creativity, realizes that what's he's doing is phony and at that instant senses that his most important work is behind him. He abruptly and deliberately ends two years of absti-

nence by pouring booze down his throat and turning into a monster in a matter of minutes.

For the remainder of his short life he is both a celebrity and a self-loathing alcoholic. In making "Pollock," Mr. Harris, put on more than 30 pounds and a beard to play the bloated, dis-

sipated artist in his final years. The movie suggests that the car crash in which he and one of two female companions died in 1956 was a deliberate suicide run.

The film was featured at the New York Film Festival in September; it is scheduled to open in France next year.

One of the film's biggest triumphs is its richly shaded portrayal of the complicated Pollock-Krasner relationship. A blunt-spoken bohemian woman from Brooklyn, Krasner, who instigated the affair, knew early on that Pollock was a genius and became his tireless champion. But she was no doormat. She knew what she wanted and had no trouble standing up to her turbulent husband.

"Pollock" reminds us that great art isn't about creating beauty out of misty-eyed Hallmark moments but about discovering and communicating messy truths that spill all over the place, just like the lives of the artists driven to uncover them.

« L'éthicien » fait la morale sans donner de leçons

Depuis février 1999, Randy Cohen délivre des conseils moraux adaptés à la vie quotidienne dans une chronique que publie le magazine de fin de semaine du « New York Times ». Questions variées, réponses diverses

N'Y AURAIT-IL pas un peu de place dans la presse pour l'éthique ? Sur le ton de la légèreté et de l'air du temps, le *New York Times Magazine* a créé en février 1999 une chronique appelée « *The Ethicist* ». C'est une rubrique de conseils de morale, façon courrier du cœur. Les lecteurs écrivent pour poser une question. Randy Cohen, moraliste appointé, leur répond, sur un ton assez second degré. La rubrique témoigne d'une certaine confusion des valeurs. En matière d'éthique, les Américains semblent se poser sans complexe les questions les plus variées.

B.B., de Washington : « *A mon club de gym, il y a une femme qui est maigre comme un squelette, et pourtant elle s'entraîne pendant des heures. Elle a l'air de se faire du tort, peut-être de se tuer. Le club doit-il intervenir ? Il pourrait être poursuivi s'il lui dénie le droit d'être membre. Et moi, est-ce que je dois juste la regarder maigrir à vue d'œil ou est-ce que je devrais aller lui parler ?* » (Pourquoi ne pas l'aborder, répond en substance Randy Cohen. Le fait qu'une femme aussi émaciée passe autant de temps sur une machine de musculation peut laisser penser qu'elle fait tout pour se faire remarquer.)

D'autres lecteurs font part de dilemmes similaires. I. F. S., de New York : « *Il pleuvait un après-midi et je suis entrée dans une boutique où j'ai laissé un parapluie de marque près de la porte. Quand j'ai voulu ressortir, mon parapluie avait disparu. J'ai pris un autre parapluie de marque. Ai-je bien fait ? Aurais-je dû prendre un parapluie de qualité*

moindre ou aurais-je juste dû me faire mouiller ? » (Se faire mouiller, tranche sans hésiter Randy Cohen. S'être fait voler quelque chose ne justifie pas que l'on vole quelqu'un d'autre.)

Faut-il parler ? Se taire ? C'est la question qui revient le plus souvent, constate Randy Cohen. En allant à la bibliothèque, Michael Hoke, de Washington, a levé une combine : « *La bibliothèque autorise l'emprunt de douze magazines par jour. Pour contourner cette règle, il y a un homme qui emploie des immigrants russes à emprunter les documents pour lui. Il leur donne à peine quelques dollars. Il viole l'esprit du règlement et les lois sur le salaire minimum. Quelle est mon obligation éthique envers ces immigrants qui ont pro-*

DANS LA PRESSE

LE JOURNAL DU DIMANCHE Gilles Delafon

■ L'explosion au Proche-Orient s'impose désormais dans la campagne présidentielle américaine. Et embarrasse sérieusement les protagonistes, le républicain George Bush et le démocrate Al Gore. Au coude à coude dans les sondages, ils se seraient bien passés d'avoir à manipuler une telle dynamite à trois semaines du scrutin. Au cours de leur second débat, tous deux ont estimé que seul Arafat pouvait mettre fin à la violence. Solidarité avec Israël oblige. Ils ont toutefois évité de condamner ouvertement les Palestiniens pour ne pas se départir du rôle d'« honnête médiateur » que l'Amérique entend

The New York Times Magazine

blement besoin de cet argent ? » (Informez les Russes des lois sociales, conseille Randy Cohen. « *Mais je n'appellerais pas la police* », ajoute-t-il.)

TABAGISME ET SAVONNETTES

Nombre de questions concernent les conflits d'intérêts. « *Je suis membre du conseil d'administration d'une institution gériatrique qui a été approchée par une compagnie de tabac qui souhaite faire une donation. Je ne pense pas qu'accepter encouragerait le tabagisme : rares sont les pensionnaires qui fument encore.*

Qu'en pensez-vous ? » (Pas question ! s'indigne Cohen. Il n'y a pas d'argent pur.) Autre problème, professionnel, soulevé par Davidson Giogliotti, de Floride : « *De temps en temps, quelqu'un, dans une réunion, décide d'invoquer les faveurs de Dieu pour la réussite d'un projet commercial. Tous les participants sont censés baisser la tête et dire "Amen". Je ne suis pas très religieux et je sens le début d'une intimidation. Que faire ?* » (En parler à votre chef, estime Randy Cohen. C'est à lui de mettre en œuvre un règlement qui protège les droits de tous les employés.)

Corine Lesnes

jouer. Bel exercice d'équilibriste. Stérile. Hillary Clinton, elle, n'a pas eu ces précautions. Candidate à New York, où le vote juif est déterminant, la First Lady a carrément mangé son chapeau. Elle, qui déclarait il y a peu que les Palestiniens avaient droit à un Etat et faisait la bise à Souha Arafat, s'aligne désormais en première ligne des manifestations pro-israéliennes.

L'ARCHE

Salomon Malka

■ Il faudra revoir certains clichés qui courent dans le cinéma américain, notamment la vision du juif orthodoxe dans les films de Woody Allen : invariablement, une sorte de bouffon chevelu et barbu. Désormais, il faudra s'y faire, un juif orthodoxe – ultra-minoritaire au

sein du judaïsme américain (15 % du judaïsme, quand les réformés comptent 36 % et les conservateurs 47 %) – peut devenir demain vice-président des Etats-Unis d'Amérique. Certes, il s'agit d'un judaïsme orthodoxe éclairé, « light », moderne, ouvert, qui prône l'avortement et les vertus morales. Les interprétations de Joseph Lieberman sur ce qu'il peut faire ou ne pas faire sont beaucoup plus libérales que celles de beaucoup de juifs orthodoxes. Mais enfin, c'est un juif pratiquant, qui mange kasher et consulte son rabbin, qui va peut-être entrer à la Maison Blanche. L'opinion ne s'émue pas. 76 % des Américains estiment que la religion du candidat n'affectera pas les votes, 11 % estiment que c'est un « plus », et 6 % que c'est un « moins ».

L'EXPANSION

Thomas Meurice

■ L'Amérique devrait être en pleine fièvre électorale. Au lieu de quoi, elle semble hésiter entre indifférence et mépris. Il y a, conviennent les experts, trois bonnes raisons à cela. D'abord, l'insolente prospérité de la première économie mondiale a balayé le besoin de changement qui avait porté Bill Clinton à la Maison Blanche en 1992. Ensuite, l'affaire Monica a sérieusement diminué son envie de se précipiter vers les urnes. (...) Enfin, dans ce contexte, seule une campagne éblouissante menée par deux candidats charismatiques aurait pu sauver la mise. On en est loin. (...) Ni George W. Bush, ni Al Gore ne sont parvenus à faire de leur programme économique un atout électoral.

SUR LA TOILE

FRACTURE NUMÉRIQUE

■ Selon un rapport publié par la fédération américaine des consommateurs (CFA), 53 % des foyers américains sont connectés à Internet. Les non-connectés sont en majorité issus des milieux les plus pauvres. La CFA s'inquiète de la persistance de cette « fracture numérique » qui vient aggraver le handicap des couches déjà défavorisées. — (Reuters.)

VIE PRIVÉE

■ Le FBI, le département de la justice et l'ITAA (Information Technology Association) ont lancé une campagne nationale en direction des enseignants pour les sensibiliser à la cybercriminalité et les inciter à en parler à leurs élèves. L'objectif final est de convaincre les jeunes Américains que les systèmes de protection de la vie privée sur Internet et le cryptage des messages personnels sont inutiles, dangereux pour la sécurité publique et surtout immoraux.

NUMBER ONE

■ Yahoo.com reste le site américain le plus fréquenté avec plus de 59 millions de visiteurs uniques en septembre 2000. Au troisième trimestre, Yahoo a réalisé un bénéfice net de 81 millions.

www.crazy-bitch.com

Comment devenir célèbre grâce à ses mésaventures sexuelles



rant de l'affaire et envoient des messages de sympathie. David lance alors sur le Net un appel pour recueillir les témoignages d'hommes et de femmes victimes de drames similaires. Il reçoit aussitôt un déluge d'histoires terrifiantes venues de tout le pays. Il crée alors

un club en ligne, se trouve un logo (une femme-serpent brandissant un poignard) et fait imprimer des tee-shirts, qu'il vend 12 dollars pièce. Entre-temps, il a réussi à faire arrêter son amie en l'attirant dans un piège imaginé par la police... Devenu célèbre grâce à Inter-

net, David est invité à participer à l'émission de radio de l'animateur vedette Howard Stern : il explique qu'il était obligé de tromper son amie, car elle refusait de pratiquer certaines caresses intimes, alors que la secrétaire n'avait pas ce genre de réticences. C'est la gloire. Un groupe de rap inspiré par l'incident écrit une chanson pour raconter l'histoire en détail : « *Il faut faire savoir à toute la nation/Que la garce a même pissé sur sa PlayStation.* » L'émission de radio et la chanson sont téléchargeables gratuitement en MP3 sur crazy-bitch.com.

Les internautes sont à présent invités à voter pour décider du sort de la coupable : David doit-il la faire condamner comme une criminelle ? Doit-il simplement demander le remboursement des dégâts, qu'il estime à 50 000 dollars ? Doit-il retirer sa plainte et oublier l'incident ? David a promis de tenir compte des résultats du sondage.

Yves Eudes

Christian Colombani

Ils débarquent !

par Luc Rosenzweig

DEPUIS que le monde est monde, c'est-à-dire depuis l'arrivée de la télévision dans la quasi-totalité des foyers, les séries américaines sont des repères de mémoire très efficaces. On dira aisément : « *C'était au temps des Incorruptibles, de Dallas ou de Starsky et Hutch* » pour évoquer un temps où les moins de vingt ans étaient plus souvent scotchés devant la télé que plongés dans leurs livres de classe... Aujourd'hui, magie de la technique, les personnes sévèrement câblées ou majestueusement parabolisées peuvent remonter ou descendre le temps des séries, passer d'Eliott Ness aux maillots de bains rouges trop petits de deux tailles de Pamela Anderson.

Mais il leur est encore impossible de se projeter dans le futur feuilletonnesque d'outre-Atlantique dont le débarquement sur nos plages ne devrait pas tarder. Telle, jadis, Geneviève Tabouis à la radio, nous vous dirons donc : « *At-*

tendez-vous à savoir... » qu'une certaine Max, héroïne de *Dark Angel*, un feuilleton réalisé par James Cameron, l'homme de *Titanic*, née de manipulation génétique, recherche sa mère désespérément, et écabouille au passage tous les hommes qui s'avisent de lui faire du gringue. Féministe et terrifiant... L'amour, toujours l'amour... mais comment le trouver dans la grande ville inhumaine ? Cette angoisse atteint même les golden boys and girls de Wall Street qui étaleront leurs frustrations et leurs états d'âmes dans *The Street*.

Mais que valent leurs tourments au regard de l'angoisse fondamentale de l'héroïne de *Boston public*, qui a pour cadre une université chic de la Nouvelle Angleterre : cette jeune enseignante est catastrophe car elle n'arrive que 7^e sur la liste des professeurs avec lesquels les étudiants auraient envie de coucher ! On nous informe aussi qu'un vieux professeur fait scan-

dale en voulant forcer une de ses étudiantes à porter un soutien-gorge. Nous sommes maintenant éclairés sur les raisons profondes de la fuite des cerveaux européens vers les universités américaines, où il se passe des choses aussi palpitantes !

Nous ne résistons pas, enfin, à la tentation de vous présenter l'argument central de la nouvelle série produite, sur NBC, par Aaron Spelling, l'homme de *Dynasty* et de *Beverly Hills*, tel que nous le transmet l'espion de l'Agence France Presse à Hollywood : « *Victoria Principal, qui jouait Pamela dans Dallas, a fort à faire pour contrer les visées machiavéliques de la nouvelle femme de son ex-mari, Yasmine Bleeth, une des pulpeuses héroïnes d'Alerte à Malibu. Casper van Dien, tout en muscles, est le fils de Victoria Principal, mais aussi l'ex-amant de Yasmine, qui a épousé son père, mais est enceinte du fils.* » Les héritiers de Pagnol devraient demander des dommages-intérêts.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2000 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 001MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031 ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom Prénom

N°rue Ville

Code postal [] [] [] [] [] []

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N°rue Ville

Code postal [] [] [] [] [] []

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99[€]ttv/mn)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

La bannière starisée

Par Pierre Georges

LE DERNIER film américain vu, par une nuit sans lune, en rasant les murs, tant grande était notre honte et effroyable notre culpabilité de collaborer avec les envahisseurs culturels et les fauteurs de guerre hollywoodiens, c'était *Space Cowboys*. Ou l'art, très jeune nation, d'accommoder les vieux en les satellisant !

C'était formidable. Plein les yeux, plein la gueule, plein les oreilles ! Le siège de l'antique et merveilleux cinéma Max Linder décollant en Dolby stéréo vers l'hospice azur des vieilles tiges astronomiques. C'était génial aussi, plein de bons sentiments, comme une tartine sucrée-salée, orange amère, sur la vitalité des seniors déjà gris et encore verts, sur les ressources insoupçonnées et la dernière farce de ce gang d'expérience négligeant les menus outrages de l'âge.

Si l'on devait verser dans quelque approche psychanalytique de la chose, ce film avait toutes les allures d'une ultime et cosmique érection, dans tout le saint-frusquin cap-kennedien de l'affaire. Mais tel n'est pas là le propos. Et encore moins le projet. Et nous faut ici parler des Etats-Unis, ce qui serait assez présomptueux pour quelqu'un qui ne les connaît pas autrement que par vue-dire. Car, mises à part quelques explorations et expéditions ponctuelles, genre *JO*, Los Angeles, et escale à Dallas, c'est, comme dirait l'autre, très loin l'Amérique.

Et très proche, heureusement, par une longue éducation cinématographique. Car autant le préciser ici, sans remords, ni scrupules, nous aimons le cinéma américain comme nous-même, parce qu'il fut, et depuis belle lurette, en nous-même. Un ami fidèle au poste, un compagnon de voyages, un émerveillement tou-

jours constant. Nulle repentance donc, sur ce chemin étoilé d'Hollywood : enfant, on se rêva en Gary Cooper encore jeune, adolescent on se serait voulu James Dean, adulte on jaloua Charlton Heston, Paul Newman et tous les autres malfaisants trop séduisants. Et aujourd'hui on déteste, avec admiration, Clint Eastwood pour avoir si bellement vieilli.

Une Amérique de rêve, en somme, permanente comme le cinéma du même nom. Une Amérique rêvée, comme un enchantement durable, un sentier balisé de mille et mille cailloux blancs. Qu'y faire ? On ne peut passer un demi-siècle, être enfant de la guerre, leur devoir ce que l'on leur doit, la Libération avant le « *go home* » rituel, et sortir indemne d'un si long charme et d'une si longue vie de couple.

Une Amérique rêvée, bien loin de l'Amérique réelle. Pavée de mille westerns, de mille comédies, de mille superproductions ou moins super productions. De mille stars aussi et non des moindres. Voulez-vous qu'on parle de Marilyn ou de Rita-Gilda, ou de Katharine, de Jane ou de Julia ? De mille souvenirs émerveillés, Chaplin, Laurel et Hardy, ces films enchanteurs de Lubitsch ou de Capra, ces chevauchées sans fin dans l'Ouest sur la selle de John Wayne, cet Humphrey mastic, cet Homme tranquille, ce Ben Hur, cet Apocalypse Now, ce Vol au-dessus... toutes ces choses qui se bousculent et dans le plus aimable désordre au portillon des souvenirs.

Notre vie, à nous Français, qu'on le veuille ou non, fut aussi marquée, enchanteresse pédagogie du cinéma, par une manière d'éducation américaine. En somme, la bannière étoilée s'est starisée en fiction. Et l'on entend bien que cela dure !

Le revenu moyen des ménages atteint un niveau record

LE REVENU annuel moyen des ménages américains a atteint 40 816 dollars en 1999, son plus haut niveau jamais enregistré, dépassant l'inflation pour la cinquième année consécutive, selon les chiffres du recensement 2000. Ce revenu moyen constitue une progression de 2,7 %, après ajustement de l'inflation, par rapport à 1998.

La proportion d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 12,7 % en 1998 à 11,8 % en 1999. Dans la répartition des revenus par groupes ethniques, le revenu moyen des ménages noirs est celui qui a le plus progressé. Avec 27 910 dollars par an, il reste cependant très en dessous du revenu moyen national. La seule inégalité à s'être creusée au cours de la même période est celle des salaires entre hommes et femmes. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ACCIDENTS** : les accidents de trottinette ont connu une augmentation alarmante depuis le début de l'année, signale la commission sur la sécurité des produits de consommation. Selon un rapport de cette agence fédérale publié début septembre, 4 000 accidents ont été signalés en août contre 500 seulement en mai. Les enfants de moins de quinze ans représentent neuf victimes sur dix. La plupart des blessures ne sont que des coupures et des hématomes, mais 30 % des accidents ont abouti à des fractures. - (AP.)

■ **HISTOIRE** : environ 150 personnes d'origine indienne ont été interpellées, samedi 7 octobre, alors qu'elles tentaient d'empêcher une marche organisée à Denver (Colorado) à la mémoire de Christophe Colomb. Les Américains célèbrent la mémoire du navigateur par un jour férié tous les deuxièmes lundis d'octobre. Mais les organisations indiennes protestent car elles estiment que l'explorateur, loin d'être le héros décrit par l'historiographie européenne, a réduit les Indiens en esclavage, les a pillés et ensuite décimés. - (AFP.)

■ **FAIT-DIVERS** : une fillette âgée de trois ans et demi et pesant 54 kilos a été retirée à la garde de ses parents, à Albuquerque, et confiée aux services sociaux du Nouveau Mexique. Le juge des enfants a estimé que la santé de la petite Anamarie Martinez-Regino était en jeu et que ses parents s'étaient montrés incapables de contrôler son poids. - (AP. New Mexico Channel. com)

Solution des jeux de la page 29

MOTS CROISÉS

Horizontalement

I. Bill Clinton. - II. Union. Nièce. - III. Fa. Fn. Fat. - IV. Flat. Al Gore. - V. ATT. Truands. - VI. Le. Déversas. - VII. Orée. Ona. - VIII. Bad. Arc. Hat. - IX. Ibsen. Epice. - IX. LI. Yes. Bshu (Bush). - XI. Levé. WE. Sex.

Verticalement

1. Buffalo Bill. - 2. Inaltérable. - 3. Li. At. Eds. - 4. Loft. De. Eye. - 5. CNN. TE. Ane. - Arvor. SW. - 7. Influence. - 8. Niagara. Pb. - 9. Tétions. Hiss. - 10. Oc. RDA. Ache. - 11. Nécessiteux.

L'ART EN QUESTION

Alfred Stieglitz était directeur de la revue *Camera Work* (1903-1917). C'est dans cette revue qu'a été publié *The Steerage* (L'Entreport), en octobre 1911.

Les Blancs hispaniques deviendront en 2005 la première minorité des Etats-Unis

Les Latinos, les Asiatiques et les Noirs sont majoritaires en Californie

LE MÉLANGE ethnique n'est plus ce qu'il était aux Etats-Unis, selon une série d'estimations du Bureau du recensement. Les Blancs hispaniques (d'origine latino-américaine) et les Asiatiques sont les franges de la population qui ont le plus augmenté au cours des dix dernières années au point d'influencer les stratégies électorales des responsables politiques du pays. Le gouverneur de l'Etat du Texas et candidat républicain à l'élection présidentielle du 7 novembre, George W. Bush, ne manque pas une occasion de s'exprimer en espagnol, et le candidat démocrate Al Gore multiplie les déclarations à l'attention d'une minorité largement acquise (61 %) au Parti démocrate.

En 2005, les Américains hispaniques deviendront la première minorité du pays. Au cours de la dernière décennie, leur nombre a augmenté de 44,9 % pour atteindre 32,4 millions de personnes, soit presque l'équivalent de la population d'un pays comme l'Argentine. Pendant la même période, la population venant d'Asie et du Pacifique atteignait 10,5 millions, soit une croissance de 50 %. Dans les deux cas, l'immigration explique cette forte croissance.

Cela étant, les Blancs d'origine anglo-saxonne demeureront la prin-

cipale composante du pays et des 275 millions d'Américains. Leur nombre est de 196,7 millions (+ 4,4 %), soit 71,5 % de la population totale. Les Hispaniques forment 11,8 % de la population totale et les Asiatiques, 3,8 %.

Ces augmentations relatives du poids des Américains d'origine latino-américaine et des Asiatiques ont eu pour conséquence de réduire les parts relatives des Noirs et des Indiens dans l'ensemble du pays. La minorité noire reste la plus importante mais pour peu de temps (cinq ans), avec 33,4 millions (+ 14,2 %), représentant 12,2 % de la population américaine totale. Les Indiens américains ne représentent, avec un peu plus de 2 millions, que 0,7 % de la population et demeurent les grands oubliés des Etats-Unis.

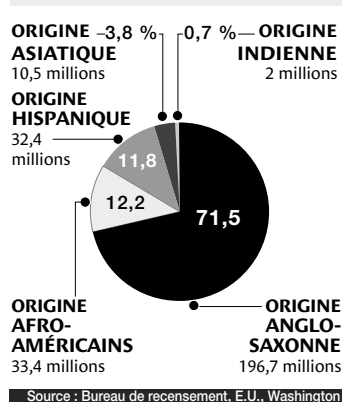
Par ailleurs, les dernières enquêtes ont montré que les Hispaniques et les Asiatiques se comportent comme des minorités dynamiques. Elles votent de plus en plus, au point de constituer une base électorale cohérente. Au fur et à mesure qu'elles intègrent la société américaine, ces minorités s'impliquent davantage dans la vie locale et nationale, revendiquant une plus grande représentation dans les instances politiques. Entre 1994 et 1998, le

nombre d'Américains hispaniques qui ont participé aux élections au Congrès est passé de 500 000 à quatre millions de votants, sur une population totale de 6,5 millions d'électeurs (soit 5 % de l'électorat).

Le nouveau poids des Latinos et

275 millions d'Américains

RÉPARTITION DE LA POPULATION AMÉRICAINE TOTALE en %



des Asiatiques est particulièrement visible en Californie où, pour la première fois, les minorités sont devenues la majorité de la population de l'Etat. 31 % des 33 millions d'habitants de l'Etat sont d'origine latino-américaine, 12 % d'origine

asiatique et 7 % sont noirs. Aujourd'hui, les Blancs d'origine anglo-saxonne représentent moins de 50 % de la population totale de l'Etat.

Les implications économiques, politiques et culturelles sont déjà parfaitement visibles en Californie, mais se vérifient également dans les Etats où les flux migratoires sont forts. La présence massive d'immigrants ne parlant pas l'anglais augmente le risque de frictions au sein de la population et les problèmes raciaux liés à l'immigration restent difficiles dans les Etats du Sud-Ouest américain, en particulier en Californie, où subsiste une forte hostilité vis-à-vis des Mexicains dont 14 millions sont installés aux Etats-Unis.

Entre 1845 et 1848, le Mexique a perdu la moitié de son territoire, soit 2,4 millions de kilomètres carrés et cédé le Texas, le Tennessee, le Nouveau-Mexique, l'Arizona, l'Utah, le Nevada, la Californie et une partie du Colorado et du Wyoming au profit des Etats-Unis. D'une certaine manière ce fort accroissement de la population hispanique dans le sud-ouest des Etats-Unis prend des airs de reconquête pour les Mexicains et pour tous les Latinos du continent.

Alain Abellard

Une génération de nouveaux chefs cuisine « made in USA »

AUX ETATS-UNIS, la gastronomie fait recette. Dans l'ensemble du pays, les grands chefs sont devenus des stars. Désormais, l'Amérique petit-déjeuner d'un cappuccino et d'un croissant dans l'un des cafés de la chaîne Starbucks, achète des produits importés dans des *gourmet stores*, s'abonne à la chaîne thématique Cable Food Network, découpe les recettes du magazine *Food and Wine*, répond au questionnaire du guide Zagat sur les restaurants, s'initie aux grands crus dans le *Wine Spectator* ou consulte en ligne les recommandations du guide Parker.

Les Américains ont retrouvé le goût du pain - de la baguette, bien sûr -, aboutissement d'un travail initiatique commencé dans les années 60 par Julia Child avec son livre culte *The Art of Mastering French Cooking* et son émission « French Chefs ». Julia Child, qui fête ses quatre-vingt-huit ans, n'aurait plus besoin de traverser l'Atlantique pour interviewer les grandes toques. De New York à San Francisco, des stars sont nées, prenant le relais d'Alice Walters, qui inventait, en 1971 à Berkeley, dans son restaurant Chez Panisse, la nouvelle cuisine américaine.

Citons, parmi beaucoup d'autres chefs américains, Charlie Palmer et son restaurant Aureole, Larry Forgioni (An American Place, à Chicago), Charlie Trotter, Rich Bailey, à La Nouvelle-

Orléans, Emeril Lagasse (Emeril's) ou Susan Spicer (Bayona), à Los Angeles, Wolfgang Puck (Spago), Joachim Splichal (Patina), Nobu Matsuhisa (Nobu) ou enfin Tom Keller (The French Laundry) dans la Napa Valley. Les bases de leur cuisine sont souvent françaises - la plupart ont fait leurs classes en France -, mais agrémentées d'ingrédients locaux, de recettes régionales, voire d'influences exotiques.

CREUSET CULINAIRE

« On peut parler de creuset culinaire, explique David Rozengarten, critique gastronomique sur Cable Food Network. *L'Amérique est un pays d'immigrés et la cuisine reflète cette diversité. Il y a eu la mode italienne ; aujourd'hui le Mexique et la Chine sont à l'honneur.* » Charlie Palmer, auteur du livre *Great American Food*, parle de cuisine américaine innovante. Lui-même, propriétaire d'une ferme à Peekskill, dans l'Etat de New York, sert dans son restaurant new-yorkais des fromages américains au lait cru. Paul Prud'homme (Kpaul's Kitchen, à La Nouvelle-Orléans) a remis au goût du jour la cuisine cajun-créole et l'art d'accommoder le gombo. Susan Spicer, la voyageuse, a fait de la sauce indonésienne au soja sa spécialité, et Nobu Matsuhisa, ancien « chef sushi », a réussi à convertir le Tout-Hollywood au poisson cru.

Créatifs, encouragés par cet engouement

pour la gastronomie, certains de ces chefs vedettes sont aussi des hommes d'affaires avisés. Plus de 300 000 foyers américains regardent l'émission de télévision quotidienne d'Emeril Lagasse, « Emeril Live », et son exclamation favorite, « Bam ! », est devenue le cri de ralliement de ses fans. Ses quatre livres de cuisine sont des best-sellers, ses six restaurants servent 2 000 couverts par jour, et le magazine *Forbes* a estimé son revenu annuel à 2,4 millions de dollars en 1999.

Nobu Matsuhisa a essaimé ses sushis d'ouest en est jusqu'en Angleterre, avec le Nobu de Londres, ouvert en 1997. Une réservation au Nobu de New York, créé avec l'acteur Robert De Niro, est une denrée rare ; à tel point que le chef a créé Next Door Nobu, pour les non-initiés. L'Autrichien Wolfgang Puck sert ses pizzas aux stars chez Spago, décline son concept à Las Vegas, Chicago, Mexico, a créé les Wolfgang Puck Pizza Cafés et une ligne de pizzas surgelées. Quant au Lyonnais Daniel Boulud, outre ses deux restaurants de Manhattan, il est associé dans Payard Patisserie, salon de thé qui ne désemplit pas. Il a aussi pris le temps de lancer un service de traiteurs Feast & Fêtes... quand il ne prépare pas les dîners de Bill Clinton à la Maison Blanche.

Pascale Richard

Des statistiques sur la peine de mort « troublent » Janet Reno

NEW YORK

de notre correspondant

La récente publication d'un rapport sur l'application de la peine de mort au niveau fédéral a mis dans l'embarras l'attorney général des Etats-Unis, Janet Reno. La ministre de la justice s'est déclarée « profondément troublée » par les résultats de cette étude qui révèle que, dans 75 % des cas où le parquet fédéral a requis la peine de mort au cours des cinq dernières années, l'accusé était membre d'une minorité ethnique. Plus précisément, dans plus de la moitié des cas, l'accusé est noir, alors que la communauté noire ne constitue que 12 % de l'ensemble de la population américaine.

L'attorney général adjoint, Eric Holder, lui-même noir, a indiqué, pour sa part, qu'il ne pouvait « s'empêcher d'être personnellement et professionnellement perturbé par ces chiffres ».

Le trouble de Janet Reno est cependant limité. Selon elle, ces statistiques ne conduisent pas à douter de la validité juridique des condamnations ni à croire à des erreurs judiciaires. Les disparités raciales et géographiques relevées ne justifient donc pas, de son point de vue, l'instauration d'un moratoire sur la peine de mort, comme cela s'est fait dans l'Illinois. Elle se contente de demander qu'une étude plus large soit

menée pour déterminer dans quelles mesures les « préjugés » contribuent à ces inégalités. « Nous devons nous assurer que tous les accusés qui comparaissent devant notre système judiciaire sont traités d'une manière juste et égale », a-t-elle précisé. Et elle a chargé Eric Holder de superviser une étude comparative du recours à la peine capitale par les parquets des Etats fédérés et par le parquet fédéral.

La peine de mort est beaucoup plus répandue dans les Etats américains, dont 38 sur 50 l'ont rétablie depuis que la Cour suprême

les y a autorisés en 1976, qu'au niveau de l'Etat fédéral, qui n'est compétent en matière pénale que dans certaines circonstances bien délimitées. Elle n'a été rétablie au niveau fédéral qu'en 1988, et aucun condamné n'a encore été exécuté, bien que son champ d'application ait été considérablement étendu par le Congrès en 1994.

Mais, si les opposants à la peine de mort font valoir depuis longtemps l'inégalité des chances dans des Etats comme le Texas, la Floride ou la Virginie, où les

Noirs et les pauvres sont représentés de manière disproportionnée dans les couloirs de la mort, on imaginait les magistrats et procureurs nommés par l'Etat fédéral plus soucieux d'éviter ce type d'abus.

DES HABITUÉS

En réalité, le rapport du département de la justice montre que les procureurs fédéraux qui requièrent la peine de mort sont des habitués et qu'ils contribuent à une disparité géographique dans l'application de la peine capitale. Environ 40 % des affaires dans lesquelles la peine de mort a été requise étaient jugées dans cinq des 94 circonscriptions judiciaires du pays. En outre, les procureurs fédéraux les plus enclins à réclamer la peine de mort contre un accusé siègent dans les Etats où les exécutions sont les plus courantes, comme le Texas, la Virginie et le Missouri.

« Comme nous le craignons, les mêmes défauts qui entachent l'application de la peine de mort dans les Etats prévalent aussi dans le système fédéral, a commenté le sénateur démocrate Russ Feingold. *Le temps est venu de suspendre les exécutions et de charger une commission soigneusement choisie de se pencher sur ce problème.* »

Sylvie Kauffmann

LITTÉRATURE ● ESSAIS

LE FEUILLETON

DE PIERRE LEPAPE

« Comment améliorer les œuvres ratées ? », de Pierre Bayard, et « L'Écriture du désir », de Belinda Canone page II



DOMINIQUE SAMPIERO
page III



MANUEL RIVAS
page IV

L'ARIOSTE

page V



LA CHRONIQUE

DE ROGER-POL DROIT



Flairer le vrai, sentir le bien page VII



CINÉMA
page IX

Autopsie d'une poupée blonde

Blonde, elle ne l'était pas. « Beauté meringue pédezouille native de L.A. », elle était passée entre des mains expertes. Ses cheveux avaient été décolorés, lavés, permanents, puis séchés avec un appareil rugissant « comme une machine à administrer des électrochocs ». Visage passé à la vapeur et badigeonné de crème, corps baigné, huilé, épilé, poudré, parfumé, maquillé, ongles vernis, Norma Jean Baker fut métamorphosée, adulée, gorgée de Nembutal. Idolâtrée. Epinglée : « Monroe à vie. » Avant elle, il y avait toujours eu une blonde. Il y avait eu Harlow, Lombard, Turner... maintenant l'Actrice blonde, c'était elle. Unique ? Piégée.

En épigraphe de ce pavé de près de mille pages consacré à Marilyn, Joyce Carol Oates a placé cette citation de Jean-Paul Sartre : « Le génie n'est pas un don mais l'issue qu'on invente dans les cas désespérés. » Elle précise, aussi, d'emblée, sa démarche, totalement fictive, radicalement psychologique : « la synecdoque en est le principe ». Des amants, problèmes médicaux, avortements, tentatives de suicide et rôles cinématographiques de Marilyn, elle n'a gardé que quelques-uns, symboliques. Des poèmes consignés par la star dans son journal intime, elle n'a reproduit que deux vers : « A l'aide à l'aide !... » Les autres sont inventés. Comme les interviews, témoignages. La citation d'Arthur Miller (« La rencontre d'une pathologie individuelle et de l'appétit insatiable d'une culture de consommation capitaliste. Comment comprendre ce mystère ? Cette obscurité ? ») est apocryphe. Le chapitre intitulé « Les œuvres complètes de Marilyn Monroe », comme le reste, est purement imaginaire.

Oates inscrit le destin de son héroïne dans la philosophie de Charles Darwin : en vertu de la théorie du naturaliste, Marilyn se serait teinte en blonde pour se camoufler, s'adapter à l'environnement de son époque, et survivre. « N'y a-t-il pas une véritable grandeur dans ce qu'une infinité de belles et admirables formes sorties d'un commencement si simple n'ont pas cessé de se développer et se développent encore. (1) » Roman avant tout, dans lequel Oates affronte audacieusement l'éternelle question du rapport entre l'éthique et l'esthétique, *Blonde* prend donc pour objet une icône, celle qui confia un jour que, « à Hollywood, la vertu d'une fille compte beaucoup moins que sa coiffure. On est jugé sur l'air qu'on a, pas sur ce que l'on est. On

La romancière

américaine

Joyce Carol Oates

a fait de Marilyn Monroe

l'héroïne d'un conte

de fées qui tourne

au cauchemar

vous paie mille dollars pour un baiser et cinquante cents pour votre âme. Je le sais, parce que j'ai assez souvent refusé la première proposition. Pour la seconde, j'attends toujours. »

Blonde est un conte de fées qui vire au cauchemar, un récit de Dickens aux couleurs kafkaïennes, un rêve de poupée aux cheveux d'or où les beaux ténébreux se changent en diables, une fable gothique, surréaliste. Pour exprimer les songes et les désillusions de celle que Hollywood traita comme une pute, celle qui fut

Jean-Luc Douin

condamnée « à chercher dans les yeux des autres la confirmation de sa propre existence », celle qui, dit Oates, « fut complice de sa propre exploitation, qui ne s'extirpa jamais de la machine à broyer, qui accepta son calvaire », la romancière donne libre cours à une prose sauvage, parfois paroxystique, parfois primitive comme celle de Kerouac, souvent pulsionnelle, gonflée de la rage de tout dire, l'innocence comme la crudité. Telle un médecin légiste, elle scrute le mental d'une gamine marquée à vie par la magie des salles obscures, ses hérésies familiales et ses soumissions « à la voix sombre de l'univers ».

L'enfance de Norma Jeane est ce qui passionna Oates, avant tout. Au départ, elle pensait s'arrêter quand la baby-doll atteignait dix-neuf ans. « C'est dans la prime enfance que se forge le talent des acteurs-nés à improviser des rôles, pour affronter un monde perçu comme un mystère. » Avant d'être surnommée Marilyn, « elle » n'existe pas, et, comme l'écrit Oates, « rien n'est plus dramatique qu'un fantôme ». Dotée d'une mère cinglée, camée, promise à l'hôpital psychiatrique, qu'elle tentera en vain de cloner (en recherche perpétuelle d'un bébé qu'elle s'invente sous forme d'une poupée fétiche ou qui reste mort-né dans son ventre, irrémédiablement fœtus), et d'un père inconnu, dont elle fera un dieu, qu'elle passera sa vie à chercher (elle appelle ses maris et ses amants « papa »), Norma Jeane erre dans une cité de sable, proie de l'Apocalypse, otage du catéchisme de l'Église du Christ scientiste, « effrayée de

son ombre comme si c'était un serpent ».

Bombe sexuelle à quinze ans, sans le savoir, elle vit la féminité comme une crucifixion, la menstruation comme une nécessité d'expulser un poison, le sexe comme une abomination (Oates dépeint son éducation sexuelle, les viols conjugaux, la menace des « gros engins » mâles avec une violence rare). Elle est façonnée en « bonne chrétienne qui ne fume pas, ne boit pas, et lit la Bible », en bonne ménagère friande de préparer des sandwiches rituels à son « porte-bite » de mari : « Mortadelle, fromage et moutarde sur un pain blanc épais. Tranches de viande arrosées de Ketchup... Elle glissait dans son panier-repas des mots doux décorés de guirlandes de cœurs à l'encre rouge. » Un rôle qui ne lui convient pas : elle fréquente un club de théâtre et rêve d'être « regardée » comme elle est : « Si je pouvais ôter mes vêtements. Si je pouvais paraître devant vous nue comme Dieu m'a créée, alors... alors vous me verriez ! » Dans une scène magnifique, alors que la gloire l'a déjà déflorée, « la blonde » se fait passer pour une certaine Gladys (le prénom de sa mère) dans un cours, déguisée en petite secrétaire timide, aux yeux baissés. Elle lit un poème métaphysique, si joliment qu'elle s'attire les compliments du professeur et des autres étudiantes... qui la démasquent : « Vous êtes Marilyn Monroe. » Effrayée, elle tente de fuir. Tous la félicitent, elle supplie : « Laissez-moi... Je ne suis pas celle que vous v... voulez. » Expression de douleur, prière, résignation sur son visage.

Déshabillée, elle le sera. *Blonde* ne lésine pas sur les séances de strip-teases privés ou publics que lui imposent ses « prédateurs », sur les humiliations subies (à corps consentant) par ce « morceau de viande appétissante à commercialiser », sur les ignominies perpétrées (contre son gré) par des « chacals » à la sexualité brutale. Ainsi cette nuit (« Porno soft ? ») avec le président qui l'agrippe par la nuque, guide sa tête vers son bas-ventre : « Elle perdit conscience et se réveilla quelque temps plus tard quand un autre homme, un inconnu, la pénétra avec vigueur ; un homme pressé, comme un jockey sur une jument ; un homme nu sous la ceinture, pénis s'enfonçant aveuglément en elle... et elle le repoussa faiblement en essayant de murmurer "Non ! Non ! Non ! s'il vous plaît ! Ce n'est pas juste." Elle aimait le président et personne d'autre, c'était injustement profiter de son amour. »

Tous ne sont pas si monstrueux. Brando, par exemple, dit Le Prince, qui l'appelle « Ange », lui offre les *Pensées* de Pascal ; ou Arthur Miller, qui apparaît comme la conscience



KOBAL COLLECTION

morale du roman. Tous ne sont pas répliques fidèles de ce à quoi nous habituèrent les biographies de Marilyn. Ainsi Oates étire-t-elle un épisode ailleurs négligé : l'idylle avec Cass, le fils Chaplin, et Eddy G. Robinson J.-R. Trio infernal, bisexuel, parfois orgiaque, porté sur les drogues. Par là, comme par ses clin d'œil à Freud et à Stanilavski, Joyce Carol Oates explore une fois encore l'ambiguïté des identités. *Blonde* faillit s'appeler *Geminis* : variation sur « les jumeaux tragiques », natifs Gémeaux, l'obsession

du double qui parcourt toute son œuvre (2). Marilyn, ici, est aussi Alice passant de l'autre côté du miroir, la Lolita qui n'a jamais connu son visage ni son corps de l'intérieur, sauf en reflet. Et l'on mesure, à lire Joyce Carol Oates, combien un roman peut briser des glaces. *Blonde*, confesse-t-elle, est parti d'une photographie de Marilyn « qui ressemblait à ma mère », et s'acheva « pendant l'agonie de mon père. Ce livre m'a littéralement tuée... ». Elle a percé aussi le secret de la résurrection : « Mais son moi

profond transparaisait. Une âme pure. C'était beau, et ça n'avait pas de nom. »

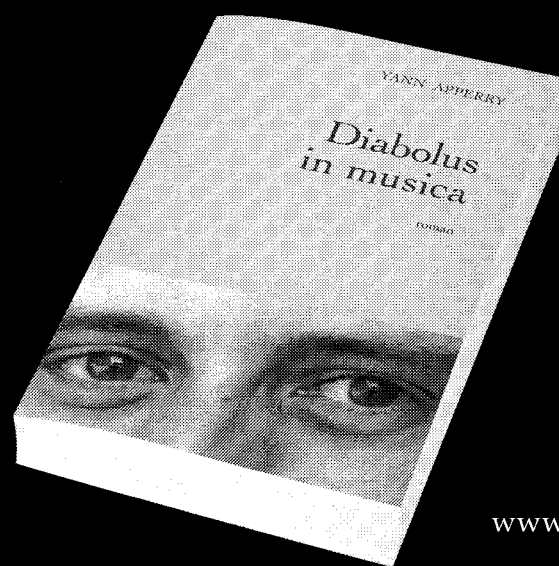
(1) *L'Origine des espèces*.

(2) Et en particulier dans *Double délire*, thriller signé de son pseudonyme, Rosamond Smith (Belfond, 420 p., 119 F [18,14 €]).

BLONDE
de Joyce Carol Oates.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Seban,
Stock, 984 p., 169 F (25,76 €).

“Un écrivain lumineux”

Philippe-Jean Catinchi
Le Monde





Rafistolages et bricolages

COMMENT AMÉLIORER LES ŒUVRES RATÉES ?

de Pierre Bayard.
Minuit, 176 p., 98 F (14,94 €).

L'ÉCRITURE DU DÉSIR

de Belinda Canone.
Calmann-Lévy, 130 p., 79 F (12,04 €).

Pierre Bayard est un professeur de lettres plein d'astuce et de ressource. Il sait entrer chez les grands écrivains par des portes dérobées et visiter les cuisines, les lingerie et les salles d'eau plutôt que de s'en tenir à la traditionnelle description guidée des pièces d'apparat. Il a donc vu des choses, sur Romain Gary, sur Laclós, sur Maupassant, sur Proust, sur le roman policier que les autres n'avaient pas vues, et du même coup réorienté un tantinet le regard de la critique (1).

Ce même art du contre-pied permet aujourd'hui à Pierre Bayard d'arpenter un territoire de la réflexion à peu près complètement inexploré, mais dont on pressent les multiples richesses : les œuvres ratées. Qu'est-ce qui fait qu'un livre est dit raté ? Comment les plus grands écrivains – pour ne pas parler des autres qui ont tout raté – ont-ils pu, le temps d'un livre, parfois davantage, perdre le secret de leur réussite ? Ce qui amène évidemment à réfléchir sur la réussite, mais à la manière dont la théologie négative parlait de Dieu, le définissant par tout ce qu'il n'était pas. La plénitude de l'œuvre réussie résiste à l'analyse : elle est belle simplement et on l'aime. Le ratage restaure l'indispensable distance critique, comme la réflexion sur la laideur ouvre un chemin privilégié à la définition de la beauté, comme l'étude du crime aide à mieux comprendre l'idée de la loi.

Bayard choisit donc dans notre littérature treize œuvres d'écrivains reconnus qu'il considère comme catastrophiques ou consternantes. Quatre romans : *Fort comme la mort* de Maupassant, *Jean Santeuil* de Proust, *Le Bonheur fou* de Giono, *L'Amour de Duras* ; trois œuvres poétiques : *L'Olive* de Du Bellay, *Dieu* de Hugo et *Moulin premier* de Char ; trois épopées : *La Franciade* de Ronsard, *La Henriade* de Voltaire et *Les Martyrs* de Chateaubriand ; deux pièces de théâtre : *Don Garcie de Navarre* de Molière et *Héraclius* de Corneille ; enfin un texte à caractère autobiographique : *Les Dialogues* de Rousseau. Première difficulté de méthode : l'incohérence du corpus. Bayard jette dans le même sac d'opprobre des œuvres qui ont été condamnées par leur auteur lui-même et d'autres qu'ils ont fièrement revendiquées ; des textes unanimement sifflés par leurs contemporains et d'autres qui ont été lus avec intérêt sinon avec passion pendant plusieurs siècles ; des ouvrages de jeunesse encore tout gourds de maladroites et d'emprunts et des livres de maturité qui viennent comme d'étranges accidents s'intercaler entre deux chefs-d'œuvre. Rassemblement confus et hétéroclite qui exclut toute commune mesure et donc toute théorie dotée d'un minimum d'objectivité qui naîtrait de la comparaison.

Cette théorie, en réalité, Pierre Bayard la possède déjà au fond de son sac avant tout examen. Elle est conforme à la croyance psychanalytique, et les ratages lui servent moins d'inspiration que de vérification. A un moment de sa démonstration, Bayard, en freudien de stricte obéissance, la résume ainsi : « Une œuvre réussie est d'abord vécue comme telle parce que son lecteur y reconnaît inconsciemment les traits de sa propre fantasmagorie. Et elle sera en revanche perçue comme ratée dès lors qu'il n'y identifie pas des éléments de son univers intérieur ou les identifie dans des conditions de formulation qui ne lui conviennent pas. » Bayard insiste : « Parler d'une œuvre comme réussie, c'est d'abord dire en quoi elle nous émeut sur un plan inconscient, c'est-à-dire combien nous reconnaissons dans la fantasmagorie qui la sous-tend des éléments de notre propre imaginaire. Toutes les raisons plus ou moins objectives que nous pouvons être amenés ensuite à faire valoir pour justifier notre appréciation – comme la qualité esthétique de tel trait formel – ont surtout une fonction de mécanisme de défense, pour dissimuler que nous sommes avant tout sensibles dans une œuvre à ce qui nous concerne nous-mêmes. » « Une prime de plaisir », écrivait déjà Freud. C'est vraiment court.

L'hypothèse de Pierre Bayard est-elle juste, est-elle fautive ? On est tenté de dire que ça n'a pas d'importance en comparaison de la déception que l'auteur nous inflige. Nous étions partis à la découverte d'un continent vierge, du cimetière sauvage des auteurs fourvoyés, des réputations accidentées, des défaillances, des fiascos, des courses folles droit dans le mur, et nous nous retrouvons, après un rapide effeuillage des textes, cinq lignes ici, dix là, sur les terres popotes des débats académiques et des bavardages adjacents tournant et retournant la vieille antienne de l'art et de l'inconscient. Auteur inconscient recherche inconscient de lecteur.

Nous n'avons pas avancé d'un pas alors que nous rêvions de longues randonnées. Les lecteurs de J. B. Pontalis et de ses délicates incursions de psychanalyste dans le magasin de porcelaine de la littérature jugeront même que nous avons reculé. La seconde partie du

Tandis que Pierre Bayard, après un très bref diagnostic, tente de redonner (sans succès) un peu de souffle à des œuvres littéraires ratées, Belinda Canone disserte sur le couple écriture-désir

livre, celle où Bayard, après avoir fait sa tournée des éclipsés et diagnostiqué les maux dont ils souffrent, entend, fort de sa médecine, leur redonner un semblant de santé, confirme que nous sommes passés à côté de la question. Ça pourrait être discutable, paradoxal, scandaleux, c'est insignifiant. Loin d'améliorer ces textes réputés mal fichus, abscons, boursoufflés ou fastidieux, la chirurgie pratiquée par le docteur Bayard leur ôte les derniers traits qui pouvaient encore nous les rendre attachants. Ils étaient moches, peut-être ; ils deviennent sans visage.

On comprend aisément pourquoi. Un auteur, affirme Pierre Bayard, ne réussit une œuvre que lorsqu'elle lui ressemble. Parfait, mais à quoi ressemble-t-il ? A ce que nous montrent de lui ses chefs-d'œuvre. Ravages de la tautologie : dès qu'un écrivain s'éloigne de ce que l'état actuel de la tradition littéraire considère comme sa « voix », il rate son coup. Voltaire, par exemple : il a écrit des dizaines de milliers de pages qui ont enthousiasmé tous ceux de ses contemporains qu'elles ne mettaient pas en rage. Mais le sens commun d'aujourd'hui veut qu'entre ses cent visages, celui des *Contes*, l'ironie critique, soit le seul réussi. Pour améliorer *La Henriade* devenue illisible, il suffit donc de transfuser ce poème épique d'une bonne dose de malice. Et comme Voltaire – c'est en tout cas ce qu'affirme Bayard – ne savait pas faire des vers, on réécrira en prose la malheureuse *Henriade*, cette fois bel et bien anéantie : privée de son sens (2).

Il y avait pourtant de belles expériences de littérature potentielle à tenter. Mais comme pour donner plus de consistance encore à sa thèse qui veut que les meilleurs auteurs soient capables de productions aberrantes, il semble que Pierre Bayard se soit ingénié à rater ce livre sur le ratage.

Consacré lui aussi à la création littéraire et à la fabrication des œuvres, *L'Écriture du désir* ne cherche pas l'originalité. Belinda Canone, qui est également un auteur de romans, affirme au dos de son ouvrage qu'il lui semble « qu'on n'a pas assez dit comment l'activité d'écrire s'enracine dans le désir parce qu'elle en est une manifestation essentielle ». On peut avoir de bon droit l'impression contraire et constater que depuis le surréalisme au moins le couple écriture-désir est l'inévitable de tous les raouts critiques à la mode. On se souvient de l'envoi par lequel Roland Barthes terminait son *Barthes par lui-même*. Cela s'appelait « Et après ? » : « Quoi écrire maintenant ? Pourrez-vous encore écrire quelque chose ? – On écrit avec son désir, et je n'en finis pas de désirer. » Le discours dominant sur l'écriture n'a guère changé depuis.

Belinda Canone file donc la métaphore amoureuse avec assiduité, mais aussi avec énergie. Quelqu'un qui se réclame de l'énergie vitale paraît toujours sympathique. Il va bravement de l'avant, le sourire aux lèvres et la jouissance au corps quand tant d'autres gémissent, se traînent dans leurs scrupules et dans leurs réflexions, coupent les cheveux de la muse en quatre et passent tellement de temps à analyser l'amour qu'il ne leur en reste plus pour le faire. *L'Écriture du désir* ne s'embarrasse pas de trop penser. Belinda Canone aime écrire, elle en éprouve du plaisir et elle compte bien qu'il restera dans ses livres assez de présence de ce plaisir pour que le lecteur le partage à son tour. L'optimisme se contente de choses simples, c'est sa force.

Belinda Canone est moins heureuse lorsqu'elle reproche à la littérature contemporaine de ne pas partager ses fraîches voluptés et de trop s'interroger sur elle-même. C'est un procès vieux comme la littérature qui mérite davantage que des lieux communs – l'artiste somnambule qui ne sait pas ce qu'il a écrit, la conversion au bonheur, l'écrivain qui « invente » ses mots –, des théories bricolées et des polémiques superficielles. Le propre du désir est de n'avoir aucune leçon à donner. Mais c'est un travers largement partagé que de revendiquer le caractère universel de son expérience et de ses interprétations.

(1) *Le Paradoxe du menteur*. Sur Laclós (1993), *Maupassant, juste avant Freud* (1994), *Le Hors-jet*. Proust et la digression (1996), *Qui a tué Roger Ackroyd ?* (1998) ont paru aux Editions de Minuit. Il était deux fois Romain Gary (1990) aux PUF.

(2) Ceux qui ne considèrent pas comme « une évidence » que les textes en vers ne réussissent pas à Voltaire liront avec plaisir le florilège poétique réuni par Jean Dagen sous le titre *La Muse philosophe*. Soixante-dix textes en vers de Voltaire, des grands discours sur *L'Homme au dard des épi-grammes* (éd. Desjonquères, 178 p., 100 F [15,24 €]).

Goncourt à perpétuité

SACRÉ GONCOURT !

de Pascal Lainé.
Fayard, 186 p., 85 F (12,95 €).

C'est un pamphlet en forme de dialogue à la Diderot, placé sous le signe de cette phrase du *Neveu de Rameau* : « Si ce n'est pas de la gloire, c'est du bouillon. » Cela se passe, de nos jours, dans le jardin du Palais-Royal, entre un vieux critique littéraire d'un journal de province – venu rencontrer à Paris d'anciens lauréats Goncourt – et le signataire du livre, Pascal Lainé, Prix Goncourt voilà un quart de siècle pour *La Dentellière*. En le lisant, on est tour à tour irrité, voire exaspéré, et emballé, séduit. C'est donc un exercice réussi.

Comment Pascal Lainé pourrait-il vraiment parler de son destin d'écrivain, de ce malentendu, qui, lui ayant valu un prix et beaucoup d'argent inattendu (donc beaucoup d'ennuis ensuite pour payer ses impôts), a transformé sa vie, son travail, son image, d'une manière qui ne lui convient pas ? Au milieu des années 70, un homme de trente ans, très doué, qui a déjà écrit deux romans, s'amuse. Il écrit « une histoire à l'eau de rose » ; « dans laquelle, dit-il, je voulais atteindre à un tel niveau de niaiserie, à un tel sommet de conventionnel, qu'on ne pourrait pas manquer d'apercevoir mon intention : déranger, justement, provoquer, faire sourire... Mais il paraît qu'on a pleuré dans les chaumières ! ». Et il s'est trouvé un jury si friand de romans réalistes, si ancré dans un dix-neuvième siècle racomni, pour en faire le prix Goncourt 1974.

Lorsqu'on a compris cela, on pardonne à Pascal Lainé une certaine aigreur, contre les critiques, les jurés, les lecteurs, contre cette société qui lui demandait d'écrire à perpétuité des *Dentellières*... Et on aime sa colère, sa vigueur, parfois même on approuve sa rancœur.

Jo. S.

Mystères d'écrivains

La sociologue Nathalie Heinich enquête sur l'identité des créateurs et Michel del Castillo se lance dans la bataille du prêt payant

ÊTRE ÉCRIVAIN

Création et identité
de Nathalie Heinich.
La Découverte, 368 p., 160 F (24,39€).

DROIT D'AUTEUR

de Michel del Castillo.
Stock, 180 p., 82 F (12,50 €).

Pourquoi les écrivains hésitent-ils tant lorsqu'on les interroge sur leur profession ? « Quand on vous demande ce que vous faites dans la vie, qu'est-ce que vous répondez ? » La sociologue Nathalie Heinich constate que, « à cette question apparemment simple, les réponses sont étonnamment compliquées ». Sur dix-sept écrivains, demandeurs d'une bourse au Centre national des lettres (CNL), trois seulement répondent : « écrivain », à la rubrique « Activités professionnelles ». Un auteur explique même : « La première fois où j'ai vu associés mon nom et le mot écrivain, ça a été sur une lettre reçue des impôts. »

Un an après *L'Épreuve de la grandeur* (La Découverte) consacré à l'impact des prix littéraires, Nathalie Heinich tente par sa méthode de « sociologie compréhensive » d'approcher les processus d'établissement de l'identité d'écrivain. Il n'est pas sûr, au terme du livre, que le questionnement sociologique soit suffisant pour percer les mystères de la création. Mais, par ce livre comme par ses précédents – sur la littérature ou l'art –, Nathalie Heinich contribue à démythifier le statut imposant du créateur.

La sociologue s'emploie d'abord à ne pas appliquer de critères littéraires, et même à « ne pas se préoccuper – paradoxalement – de littérature, autrement dit de ne pas prendre en compte la qualité de l'œuvre des écrivains interrogés, l'authenticité, ni la

valeur de leur écriture : les mauvais écrivains ont droit ici à la parole au même titre que les bons. » Elle présente donc une galerie d'écrivains d'aujourd'hui, toujours anonymes, du « romancier à succès » (pour qui « le plus gros pépin c'est la poésie : en termes commerciaux, c'est la catastrophe ! »), au « romanchel » (« Les écrivains sont des êtres merveilleux, ou les gens qui sont des artistes. Les gens comme ça devraient être des seigneurs »), en passant par la « mystique » (« Être écrivain, c'est un état pour moi, plus que des livres ») ou le « polygraphe » (« On ne peut pas se contenter d'être un artiste au sens éthéré du terme : il faut être un professionnel de l'écriture. C'est un métier »).

Son livre s'appuie sur une enquête réalisée pour le CNL à la fin des années 80. Nathalie Heinich y ajoute les considérations de grands classiques sur la création littéraire (Flaubert, Kafka, Pessoa, Blanchot...) et des textes plus récents. Le contraste entre l'anonymat des premiers et la notoriété des autres est parfois gênant.

DOUBLE MOUVEMENT

Le statut de l'auteur s'accomplit, selon elle, au terme d'un double mouvement défini comme « une montée en singularité », suivie d'« une montée en objectivité ». Un écrivain cherche à se distinguer, d'abord de tous les autres, ensuite des autres écrivains : « le créateur » doit être « non seulement personnel et novateur, mais aussi "le seul" ». Le surgissement de l'inspiration est capital : « Je ne sais pas d'où ça vient, mais ça sort », « C'est par derrière que les choses m'arrivent ». D'autres privilégient le travail. La solitude du créateur a besoin d'être confrontée à la reconnaissance du public, par la publication, la notoriété ou la postérité. C'est la « montée en objectivité ».

Nathalie Heinich n'a pas cherché à poser des conclusions péremptives. Elle défend au contraire sa méthode de sociologie descriptive et compréhensive, pour mettre un terme à « la mauvaise réputation dont pâtit tout sociologue avant même de commencer une enquête auprès des créateurs ».

Convaincra-t-elle Michel del Castillo ? Il n'aime pas la sociologie. Il trouve un exemple de cette mauvaise influence du « sociologisme » dans la querelle du prêt payant, qui s'est emparée du monde de l'édition, au printemps dernier, et qui ferait le bonheur d'un ethnologue. Michel del Castillo a signé la pétition de 288 écrivains qui demandent la reconnaissance de leurs droits d'auteur. Ce débat technique a suscité passions, excès et injures. Certains auteurs opposants au droit de prêt (Laclavetine, Pennac, Onfray, etc.) ont énervé le modéré Michel del Castillo, au point qu'il consacre un livre pour leur répondre. « Encore quelques plaidoiries de cette encre et les écrivains couleront dans le ridicule. »

Fallaît-il en faire un livre ? La position de Michel del Castillo est en gros celle du rapport de Jean-Marie Borgez, sorti en 1998 et bien vite enterré, car il allait trop loin pour les bibliothécaires et pas assez pour les éditeurs. Il y ajoute des erreurs, en écrivant par exemple que le prêt est payant dans la plupart des pays européens. « Nous n'en sommes plus à une approximation près, il est vrai », constate-t-il. C'est dommage car il a un diagnostic cinglant sur certaines dérives (« l'inflation de livres accompagne l'abaissement de la littérature ») et sa position nuancée par rapport au sujet peut faire avancer le débat, pour défendre « le droit d'être un auteur, rien qu'un auteur, livré pieds et mains liés à ses lecteurs ».

Alain Salles

La langue et son enjeu

Par la voix de l'écriture, Olivier Rolin met en évidence les dangers des moyens de communication

LA LANGUE

d'Olivier Rolin.
Verdier, 89 p., 58 F (8,84 €).

Peut-on encore parler ? La parole est-elle encore possible ? La langue nous est-elle encore accessible ? Le dernier livre d'Olivier Rolin est hanté par ces questions. Ce n'est ni un essai, bien que l'ouvrage se termine par le texte d'une conférence, ni un roman... Alors quoi ? Une conversation, comme on en rencontre dans l'œuvre de Diderot ; mais, à la différence de l'auteur du *Neveu de Rameau*, auquel on songe parfois, Olivier Rolin n'a aucune thèse à mettre en relief ni aucun avenir meilleur à annoncer. Campons le décor : autour d'une table de bistrot, une serveuse apparemment écervelée et un vague client de passage, un intellectuel dont on ne sait s'il est de haut vol ou à la manqué, entament une conversation qui peu à peu parvient aux rivages du dialogue. Un troisième personnage impose son bruit de fond : la télévision, pourvoyeuse de stéréotypes verbaux, machine à substituer en chacun de nous un discours anonyme à la parole singulière. Le déroulement de la conversation révèle cruellement qu'il est, par la faute de l'univers médiatique et publicitaire, arrivé quelque chose à la langue : un cataclysme qui a rendu la parole impossible, qui a coupé les langues, qui, à l'instar de cette bistrotière, a changé les humains en ventriloques.

La langue s'absentant : le « on » du discours anonyme s'installant à la place du « je » de la parole. Langue littéraire et langue populaire se taisent ; cette dernière est morte dans la servante, qui ne s'exprime plus que comme la télévision, les radios commerciales, la publicité, et les magazines « people ». Pourtant, la conversation se mue insensiblement en dialogue, une éducation réciproque : la mise à distance des

clichés permet aux deux personnages de délier leurs langues et la langue. L'imagination, la liberté, la fantaisie sont alors retrouvées ; ainsi cette conversation trace-t-elle la voie d'un salut pour ce qui paraît le plus perdu dans le monde, la langue. Mais ne nous leurrions pas : cette conversation est le produit de l'écriture. C'est l'écriture seule qui a trouvé le chemin de sortie de la ventriloquie. L'écriture seule a pu délier la langue.

Les moyens modernes de communication dissimulent une infinité de « lieux communs », qui sont les principaux ennemis de la littérature en particulier et de la langue en général. Cette constatation sert de point de départ au texte intitulé « Mal placé. Déplacé » qui clôt ce livre. Qu'est-ce qu'un écrivain ? Un être « privé de tout asile jusqu'à celui de lui-même » dans la mesure où « la littérature est essentiellement sans feu ni lieu » ! Pour Rolin, la littérature n'appartient ni à une place ni à un terroir, elle n'exprime ni une glèbe ni l'adhésion à une époque, elle ne traduit pas le bruit de son temps ; non, elle est atopique, elle est l'expérience de l'altération de la langue par laquelle les langues résonnent dans la langue de l'écrivain. Aussi loin du discours anonyme imposé à chacun par l'univers médiatico-publicitaire que du farouche intégrisme linguistique académicien, l'écriture, ce lieu non commun de nulle part, possède la puissance de sauver tout ce que la première partie du livre estimait perdu : la parole personnelle, singulière – l'écriture ayant libéré la parole –, la pensée, bref la langue redevenue possible.

Olivier Rolin s'est installé dans l'œil du cyclone qui ravage la langue, aussi bien pour méditer cette dévastation que pour (par l'écriture) y échapper. Le résultat en est un livre écrit à vif sur cette ligne de faille du monde moderne qu'est la question de la langue et dont dépend la simple possibilité d'être un humain.

Robert Redeker

Le modèle au grand cœur

Dominique Sampiero choisit l'année de la mort de Matisse, 1954, pour un récit à deux voix où alternent les souvenirs prêtés à l'artiste et les carnets attribués à Lydia, son modèle et son assistante

L'ODALISQUE
de Dominique Sampiero.
Flammarion, 200 p., 100 F
(15,24 €).

Matisse l'a photographiée à l'ouvrage, en salopette, juchée sur un escabeau devant ses toiles : c'est d'abord en tant qu'aide d'atelier pour son immense panneau, *La Danse*, qu'il a engagé, à Nice en 1932, Lydia Delectorskaya, qui deviendra son modèle, son assistante, et passera vingt-deux ans auprès du « patron », jusqu'à sa mort en 1954.

« En bref, qui je suis », résume Lydia dans la préface de son bel album, *Henri Matisse... l'apparente facilité* (éd. Maeght), qui rassemble les peintures de 1935 à 1939. Fille unique d'un médecin russe, née en 1910 à Tomsk, ville dont le nom « pour les Français évoque Michel Strogoff », orpheline à douze ans, lycéenne en Mandchourie, mariée à dix-neuf ans à Paris avec un émigré russe qu'elle quitte un an plus tard, elle se trouve à Nice, fort démunie, lorsque, engagée par le peintre, elle devient bientôt garde-malade de M^{me} Matisse.

« Je n'étais pas son type », précise-t-elle à propos de Matisse : c'est une de ses attitudes familières, la tête couchée sur les bras croisés, appuyés sur le dossier d'un siège, qui frappe soudain le peintre – une pose qu'il fixe en 1935 dans une toile, *Les Yeux bleus*, et qui, revenant comme un leitmotiv, signale la présence de Lydia comme modèle presque exclusif pendant ces cinq années. « L'intérêt émotif » du peintre se révèle à travers les lignes qui forment l'architecture des tableaux. « C'est peut-être de la volupté sublimée, commente Matisse en 1939, ce qui n'est peut-être pas encore perceptible pour tout le monde. »

Hier instituteur et directeur d'école maternelle – une experien-



Lydia Delectorskaya en 1936

ce dont il a nourri le scénario de *Ça commence aujourd'hui*, film réalisé par Bertrand Tavernier –, auteur de plusieurs recueils de poèmes (1), de fragments autobiographiques (2) et d'une belle évocation des paysages du Nord (3), Dominique Sampiero a choisi l'année 1954 – celle de la mort de Matisse et celle de sa propre naissance dans le Nord, dont il est, comme le peintre, originaire – pour une fiction à deux voix, où alternent les souvenirs prêtés à l'artiste et les carnets attribués à Lydia. Un Nord dont Sampiero aime évoquer la drache, « une pluie de refus, de lumière tassée dans les

ornières », une bruine où les formes deviennent hésitantes. De ce pays de « taiseux », de son enfance économe, le vieil artiste a gardé le goût de l'ordre, de la frugalité et du silence.

« Je voudrais vivre comme un moine, dans une cellule, pourvu que j'aie de quoi peindre sans soucis ni dérangement. » Un lever à 6 heures pour disposer de toute la lumière possible. Des matinées consacrées à la peinture. Un seul repas : « Depuis dix à douze ans maintenant, (...) je me suis aperçu que le repas du midi me suffisait. C'est un vrai plaisir de manger lorsque l'on a faim. » Le violon pour seule

« récréation » : voilà le mode de vie qu'indiquent ces rares confidences de Matisse, rapportées en 1976 dans la revue *Macula*, que Sampiero incorpore à son texte.

Il règne une atmosphère de « salle d'opération » dans l'atelier où, Matisse dessinant, Lydia, sa plus proche assistante, passe des instruments ou déplace des papiers selon ses directives, en gestes calmes, précis, méthodiques. De Lydia, observatrice sans égale du peintre et du processus créateur de l'œuvre, Dominique Sampiero a fait un beau personnage romanesque au dévouement attentif.

Il souligne sa pudeur et sa timidité de jeune modèle, son efficacité et sa discrétion dans les rituels quotidiens – le thé, la détente en compagnie des chats. « Matisse me donne une existence, un désir que je ne me connaissais pas. Les vides et les pleins réveillent des images de mon enfance (...). A force de fixer le peintre, je vois son visage changer lui aussi. » Enfin sa présence fidèle pour adoucir les ultimes angoisses, accompagner les derniers moments, avant de s'effacer, de laisser la place aux proches.

Quarante-quatre ans plus tard, en 1998, Lydia, vêtue de noir, se suicide dans sa baignoire, après avoir offert deux magnifiques toiles de Matisse au Musée Pouchkine de Moscou et au Musée de l'Hermitage à Saint-Petersbourg. Sampiero rend un émouvant hommage à la « modeste dame de compagnie qui a offert à ce créateur plus que toute femme aurait consacré à un amour. Sa conviction. Sa générosité désintéressée. Sa vie entière. »

Monique Petillon

- (1) *De La Vie pauvre* (La Différence, 1992) à *La Claire Audience* (Le Cherche Midi, 1995).
(2) *Le Temps captif* (Flammarion, 1999).
(3) *Epreuve de l'air* (Editions du Laquet, 1998).

L'enfant de vérité

Hélène Cixous et le fils né sans être né : un récit rare sur les non-dits de l'amour maternel

LE JOUR OÙ JE N'ÉTAIS PAS LÀ
d'Hélène Cixous.
Galilée, 190 p., 125 F (19,06 €).

Les romanciers actuels aiment les histoires vraies. Leur propre histoire ou celle de criminels qui les délivre de leurs fantasmes meurtriers. On aurait tort de croire ces confessions repentantes. Le chemin n'est plus de croix. La fiction devient un constat sans revendication, l'écoute sincère de l'intime. Les femmes – surtout les femmes – disent enfin le monde souterrain où le désir se heurte à la douleur, l'amour à l'échec. Ces thèmes choquent les hommes – depuis la nuit des temps aveuglés par l'aventure – qui se détournent des alcôves et des chambres de clinique où se trame la séparation des sexes.

Hélène Cixous met son écriture atypique au service d'un récit difficile : la mort à vingt-deux ans d'un enfant mongolien, le sien, son aîné, disparu le jour de la naissance d'un autre enfant : « J'aurais pu penser qu'il allait mourir, mais c'était impossible, j'aurais pu l'imaginer, l'espérer, mais cela ne m'est jamais venu à l'esprit, je craignais pour sa vie (...) mais cela ne m'est jamais venu à l'esprit, mourir. Justement parce qu'il était né. Il avait eu cette force de ne plus n'être. »

Autour de la mère, le chœur familial : « Le silencieux regard de la tribu des morts. Moi aussi je regarde la scène. Dans cette scène je suis morte. Dans l'arène mon frère se cabre en poussant des hennissements de défi. » Il y a surtout la mère de la narratrice (la mère de l'écrivain) qui raisonne et montre l'avenir d'un doigt prometteur.

Le jour où je n'étais pas là est un grand roman. L'écriture d'Hélène Cixous a toujours été maniaque, précise, douce et tonique : un creuset ori-

ginal où se mêlent les échos de Virginia Woolf, Nathalie Sarraute et... Simone de Beauvoir. Ici, la phrase devient lumineuse, claire, comme purifiée (plus accessible par le grand public, pourquoï ne pas le dire ?). L'humour y calme toujours les ténébres mais les jeux sur les mots (mongolien = enfant, niais = nié = nouveau-né = nouveau nez) se font plus rares dans ce texte multiple, irradiant d'une lucidité exacerbée : « Sans avoir jamais rien vécu nous souffrons / De n'avoir jamais eu que ce que nous n'avons jamais eu à perdre. »

Le récit est autobiographique, apparemment centré sur le moi. Hélène Cixous brosse néanmoins une histoire de l'humanité secrète, celle des femmes une fois de plus. Dans la clinique de la mère (« le moulin à enfants »), en Algérie, où, inquiètes, les femmes arabes viennent accoucher de « l'enfant certifié, surtout le premier l'enfant coûte que coûte » et qui a coûté si cher de soumission matrimoniale, le dialogue emplit l'envers des murs. Cixous aborde tous les sujets ancrés dans la pénombre des sérails mais elle immerge son texte dans le mouvement plus vaste de la perte et de l'espoir. Et ce n'est pas le royaume ou le pouvoir perdus que chantent les hommes avant la revanche, mais le deuil intérieur, le chemin qu'il faut remonter de la culpabilité à la liberté.

Hélène Cixous éternise des thèmes d'actualité. Le lecteur s'associe à l'écrivain, pénètre dans le texte, prudent comme un enfant qui s'avance au-dessus des précipices, chaque pas inventé, pied précautionneusement posé sur de successifs flots de vérité. Dans le mouvement sûr d'une même phrase, elle dit la conscience, l'inconscient, les relations mère-fille, les silences de l'entourage, la violence de la mémoire, le sursaut du défi, l'épreuve de la terreur. Les mots d'Hélène Cixous détiennent cette vertu particulière de rendre intelligible donc rassurant le vacarme des vivants arrêtés au bord de la mort.

Hugo Marsan

Leçon de vie

Jean-Marc Aubert nous entraîne dans un road-movie philosophique sous le signe de Marc Aurèle

TAMBOURS BLANCS
de Jean-Marc Aubert.
Stock, 208 p., 98 F (14,94 €).

Humour grinçant, situations cocasses, imagination débridée, personnages décalés, jeux narratifs, érudition riieuse... A ces traits d'écriture, les lecteurs de Jean-Marc Aubert auront reconnu les ingrédients qui composent, depuis *Aménagements successifs d'un jardin, AC... en Bourgogne*, son premier recueil de nouvelles (1) à *Kurtz* (2), son sixième roman, une œuvre inventive et pleine de fantaisie. Mais, aussi familier soit-on, une question se pose dès que reparait ce diable de romancier : quelle travaille romanesque a bien pu surgir, cette fois, d'un esprit qui aime tant revisiter le genre ? Après *Bambous*, et sa fresque épique aux allures de « phytoroman » (3) ; après *Kurtz*, singulière et troublante parade amoureuse, l'auteur d'*A ma petite famille* (que Stock a eu l'heureuse idée de rééditer) nous entraîne, avec *Tambours blancs*, dans un road-movie philosophique placé sous les auspices de Marc Aurèle.

Dès les premières pages qui s'ouvrent sur une scène de tempête saisissante, l'empereur stoïcien, par la voix du héros, donne la direction du récit : « N'agis point comme si tu

devais vivre des milliers d'années. L'inévitable est sur toi suspendu. Tant que tu vis, tant que cela l'est possible, agis en homme de bien. » Car l'inévitable est bien là pour les deux corps soudés qui se débattent au milieu des flots déchaînés. L'inévitable, c'est l'image du naufrage d'une famille et la mort d'une femme et de son bébé. Ce pourrait être aussi l'envie d'en finir pour le mari qui vient ainsi de tout perdre, sauf Ben, son petit garçon accroché à ses épaules. Sa seule raison de vivre désormais. Alors dans un dernier sursaut, Jean-Paul s'arrache à la torpeur et devient sauveur.

Sauveur Desrozeaux, comme il se rebaptise une fois sortie de la tourmente. Une nouvelle identité pour concevoir une nouvelle vie. Pour s'arracher à la douleur du passé. Il faut donc partir, changer de décor, « même si, remarque-t-il lucide, "voyager n'est pas guérir l'âme". Mais Sénèque n'avait pas *Power Wagon* ». Lui si, et avec cet engin hybride, mi-tank, mi-voiture dont le romancier détaille avec une précision digne d'un manuel technique toutes les fonctionnalités, Sauveur trouve l'instrument parfait adapté à son concept d'« autonomie totale ». Concept vite écorné par une première virée rocambolesque dans la campagne bretonne et un petit tour en prison. Secondé par son ami Marc Aurèle, frère d'infortune, ancien boxeur reconverti en garagiste jonglant aussi bien avec les clés de 12 que les *Pensées* de son homonyme, Sauveur change de cap et vire plein sud. Au terme de ce voyage, dont on ne dévoilera pas les péripéties, nos aventuriers philosophes trouveront leur bout du monde : un éden accroché aux montagnes de l'Atlas, où chacun, aux sons des tambours blancs, pourra réapprendre à vivre avec l'inévitable.

Christine Rousseau

- (1) Albin Michel, 1983.
(2) Fayard, 1998.
(3) Fayard, 1996, et LGF n° 14386

Le désir du désert

Un an de solitude aux confins du désert : c'est le pari du dernier roman de Morgan Sportès

SOLITUDES
de Morgan Sportès.
Seuil, 159 p., 89 F (13,57 €).

Le premier et superbe roman de Morgan Sportès : *Siam* (1982) est le livre mère qui enfantera les suivants. *Rue du Japon* (1999) en est le vecteur passionnel, intimiste et parisien. *Solitudes* raconte l'exil en Algérie de l'écrivain qui se consacre à l'écriture de *Siam*. Le dépassement engendre la découverte de soi.

Solitudes (au pluriel) met en jeu un triple pari. Le romancier ausculte l'Algérie des années 80 avec la clairvoyance cruelle dont il usa vis-à-vis de l'Asie dans *Siam* ou *Pour la plus grande gloire de Dieu* : les anciens colonisés adoptent à leur tour l'oppression dont ils ont souffert. *Solitudes* raconte aussi le quotidien d'un homme sans repères, étranger dans une bourgade hostile où la mesquinerie des tractations sociales occulte la splendeur du décor. Enfin – c'est l'intérêt premier du livre –, il décrit la solitude d'un homme qui sacrifie son existence à l'écriture, met un an de sa vie entre parenthèses, assujéti à la discipline qu'il s'impose – harcelé par les servitudes du quotidien – afin de découvrir la liberté et la jouissance de l'imaginaire.

Solitudes brasse tant de thèmes périlleux qu'il peut effrayer le lecteur actuel, en ces temps où l'on masque la dégradation morale sous le consensus de quelques apitoiements de bon aloi. Sportès ose dire que la misère, le désir bafoué et le plaisir réprimé inventent autant sinon plus de laches que la richesse et le bien-être. Mais tout cela ne serait que litanies (certes pleines d'humour et de dérision) si Sportès n'affrontait avec une impitoyable sincérité sa propre propension à la déchéance.

Le narrateur, « pauvre ermite de Ksar Saïda », est professeur de français dans le désert des hauts plateaux algériens. Les collègues européens attendent de quitter le pays,

les élèves brimés par la rigueur islamique s'engouffrent, fatalistes, dans les illusions nationalistes, les voisins sont sympathiques et fourbes. Les Français de Tiaret (la ville voisine) se partagent entre amertume ou engagement révolutionnaire puéril. Le narrateur découvre l'envers des comportements, les sornioises manœuvres pour contourner les interdits sexuels, le poids de la bureaucratie et de la religion. Bordels cachés, marché noir des denrées prohibées : les habitants de Ksar Saïda se complaisent dans l'infantilisme des tricheries permanentes. Une cafetière d'abord introuvable puis explosive est pour le prof la représentation caricaturale de cette énergie bêtement dépensée. Sportès est un fascinant « voyeur » des bassesses humaines, lucide et pourtant fraternel, jusqu'à suggérer qu'on paie cher et longtemps l'accès à la liberté.

Mais au-delà de ce thème audacieux, écrit par un Français qui n'a aucun lien ni ancien ni présent avec l'Algérie, c'est la solitude de l'écrivain, seul aux confins du désert, qui est le vrai sujet du livre : « *Etrange est l'équilibre qui s'établit entre la page blanche, la machine à écrire, le corps, l'esprit, secrète osmose, jeu de vases communicants, alchimie. Ce que je mangeais aussi bien (...) passait, après une mystérieuse digestion, dans mon écriture. Sang et semence se mêlaient à mon encre.* »

Que deviennent l'amour, la solidarité, l'égalité dans un pays surpeuplé d'hommes qui cachent leurs femmes, où la frustration sexuelle déclenche les plus aberrants comportements (jusqu'à délirer à la vue de fesses masculines à l'écran !), dans un pays où les adultes sont désresponsabilisés ou embrigadés ? Miracle de la littérature, c'est dans ce climat de dérégulation que le narrateur écrit son plus beau roman.

H. Ma.

★ Signalons la parution en poche de *La Dérive des continents* (Points-Seuil, n° 775).

Ma vie folle

Richard Morgiève

Ton corps

PAUVERT

Avec ce diptyque Richard Morgiève balaie tout le spectre du mal de vivre avec la douceur extrême de celui qui vacille au bord du gouffre.

Christine Ferrand
Livre Hebdo

Un corps à corps verbal avec son lecteur. (...) Morgiève touche le nerf, comme un câble à haute tension.

Bertrand Leclair
Quinzaine Littéraire

Ecrivain de la mémoire et de l'enfer, toujours prêt à croire, à aimer et à souffrir. D'une intégrité incandescente.

Nelly Kapriélian
Les Inrockuptibles

Pourvu que le chant du poète résonne. Un livre qui n'affiche pas son prix car sa valeur est inestimable.

Marie-RoseGuarnier
Librairie des Abbesses, Page

Deux livres superbes où la sincérité fait loupe sur sa vérité d'homme.

Didier Jacob
Le Nouvel Observateur

Son écriture entraîne avec la vitesse et l'ivresse du derviche tourneur. Vertigineux.

Martine de Rabaudy
L'Express

ECRIVAINS

pour vos envois
de manuscrits
renseignements :

Editions LA BRUYERE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.16.43

Qu'on est bien...



Dans ces bras-là Camille Laurens

« Dans ces bras-là est un livre magnifique. Qui, par un prodigieux tour de passe-passe, devient, au fil de la lecture, un roman pour les hommes et sur les femmes. Tout y est vie. Tout y est juste. »

Marie-Laure Delorme – *Le Journal du dimanche*.

« Ce roman-là a toutes les chances d'être aimé. Il est beau et intelligent. Il est drôle et généreux, rusé et sincère. Il va vite. »

Claire Devarrieux – *Libération*.

« Il s'agit d'amour. C'est donc léger, cruel, haletant, éreintant, pudique, enchanteur, nostalgique. »

Didier Jacob – *Le Nouvel Observateur*.

« Il y a de ces voix que l'on écoute comme une récompense. La voix de Camille Laurens est de celles-là. »

Edmonde Charles-Roux – *La Provence*.

« Par une savante et très réfléchie construction, sautant à pieds joints au-dessus de l'obstacle de l'autobiographie, elle construit un vrai roman, avec intrigues et personnages – les hommes bien sûr – tous les hommes d'une femme. »

Patrick Kéchichian – *Le Monde*.

« ... on ne se lasse pas de suivre Camille Laurens dans cette fugue éblouissante d'une Alice émerveillée au pays des mots, de la séduction et des mystères de l'altérité. »

Michèle Gazier – *Télérama*.

« On l'entend, on l'écoute, sa voix captive. Elle s'impose sans crier, sans forcer, avec une espèce d'implacable douceur. »

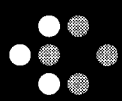
Dominique Bona – *Le Figaro*.

« Des clichés? Pas un seul. On s'émerveille à notre tour d'une telle justesse. C'est la fraîcheur même de l'intelligence amoureuse qui trouve ici sa propre voix. »

Michel Crépu – *L'Express*.

Roman

304 p., 120 F



P.O.L

www.pol-editeur.fr

Manuel Rivas se joue des frontières

Après le volcanique « *En sauvage compagnie* », le Galicien change de ton. Dans la veine du « réalisme magique » d'un García Márquez, il mêle histoire d'amour et luttes fratricides dans l'Espagne franquiste

LE CRAYON DU CHARPENTIER (O Lapis do carpinteiro) de Manuel Rivas. Traduit de l'espagnol (galicien) par Ramón Chaó et Serge Mestre, Gallimard, « Du monde entier », 178 p., 98 F (14,94 €).

Sur son territoire à lui, là où s'épanouissent les fleurs singulières de sa prose et de sa poésie, c'est la Galice. Pas tant la Galice réelle, bien que cette région du nord-ouest de l'Espagne lui fournisse à la fois son relief et son histoire, le nom de ses bourgades et celui de ses héros, non : la « Galice inventée », comme il l'appelle lui-même, la seule qui l'intéresse vraiment. Manuel Rivas, l'un des écrivains les plus prometteurs de son pays, vit au cœur d'un univers qui n'a d'Espagne qu'un nom sur les cartes. Comme d'autres – et parmi les plus grands, Arno Schmidt, par exemple –, ses récits se rattachent toujours au même carré de terre, sans en faire le moins du monde un écrivain régionaliste. Car c'est dans les contrées infiniment plus larges de l'imaginaire, dans les palais feuillus du rêve et du fantastique, que se ramifient les textes de cet auteur de quarante-trois ans.

Couronné par divers prix prestigieux (entre autres, le Prix de la critique, en 1990, le prix Torrente-Ballester et le Prix national de l'Espagne, en 1996), Manuel Rivas est un abolitionniste dans l'âme. Les frontières ? Pour quoi faire, si ce n'est pour servir de tremplin à l'esprit de fronde et à la superbe de ceux qui prétendent les ignorer ? Originaire d'une région frontalière, puisque la Galice jouxte le Portugal, il sait sans doute que ces bornes sont à la fois bien concrètes et totalement abstraites. Preuve en est donnée par la langue galicienne, si proche du portugais, dont Manuel Rivas a



FRANCESCO GATTONI POUR « LE MONDE »

fait son outil pour la fiction – quitte à se traduire lui-même en castillan, comme il l'a très bien effectué pour son deuxième roman (*En sauvage compagnie*, Métailié, 1997). Dans un bel article donné au *Monde diplomatique* (novembre 1999), le romancier se souvient de projets d'enfance qui pulvérisaient, à l'avance, les périmètres étroits. Du temps de son premier âge, dans un quartier situé « à l'extrême pointe maritime de la Corogne », les garnements à qui l'on demandait ce qu'ils comptaient faire plus tard répondaient, en chœur : « Emigrer ! » Evoquer les frontières, donc, afin de mieux les

transgresser. L'un des lieux du dernier roman de Rivas se nomme Fronteira, comme pour donner le ton d'une histoire installée à cheval sur une autre frontière, pas aussi étanche qu'il y paraît : celle qui sépare la magie de la réalité.

Une fois posés ces deux mots, l'idée vient forcément d'un parallèle avec le « réalisme magique » de Gabriel García Márquez. Parlant de la culture de sa région, Manuel Rivas a fait la remarque lui-même : « On pourrait, non sans quelque ironie, suggérer-t-il, développer la thèse selon laquelle le "réalisme magique" de Gabriel García Márquez trouve sa source chez la grand-mère

galicienne de l'auteur. » Comme chez le romancier colombien, les légendes, les chants traditionnels et toute une culture populaire viennent alimenter l'imaginaire du jeune Galicien. Mais en se rapprochant d'un réalisme magique à la Márquez, Rivas a partiellement perdu la grâce rugueuse et débridée qui remplissait de lumière *En sauvage compagnie*, ce roman pourtant sombre et même ténébreux. Quelque chose s'est assagi, en même temps que s'apaisait la folle explosion de sonorités, de personnages et de mystères qui faisait le grand charme de ce précédent livre. *Le Crayon du charpentier* n'est pas aussi surprenant – et parfois inconfortable à lire – qu'*En sauvage compagnie*, ni aussi éblouissant.

Reste, bien sûr, le talent d'un auteur qui sait introduire de la poésie non seulement dans ses phrases, mais dans sa façon de considérer le monde. Son histoire, enracinée dans la période qui suit le coup d'Etat franquiste, met en scène des individus que rien n'arrête, aucune frontière, puisque leur imagination travaille : le somptueux docteur Da Barca, sa fiancée la belle Marisa Mallo et le garde civil Herbal – celui qui entend, dans le creux de son oreille, la voix d'un peintre anarchiste auquel il a « fait exploser la tête » sur commande. « L'important, c'est de voir ce qu'il y a à voir, voilà ce qui est important », explique le peintre à Herbal. Et tel est aussi le dessein de l'auteur, qui nous donne à voir une histoire d'amour et de luttes fratricides, où les couleurs jouent un rôle essentiel. Pas seulement le blanc, associé à la mort, mais tous les coloris par lesquels le corps humain, les sons et même les sentiments se fondent dans l'immense berceau de la nature. Comme pour célébrer un puissant hymne écologique, où le plaisir d'être au monde l'emporterait sur la haine et le chagrin.

Raphaëlle Rérolle

Gao Xingjian, écrivain français de langue chinoise

Hors des courants et des modes, ainsi se présente l'œuvre du nouveau Prix Nobel. Originale, inventive, pleine d'audace, elle n'a d'autre impératif que l'art de la langue

Comment caractériser l'œuvre de Gao Xingjian ? Le nouveau Prix Nobel (1) n'a jamais été assurément un adepte du courant néoréaliste, resté prédominant en Chine, même après le dégel de la fin des années 70. Son *Essai sur les techniques du roman moderne* de 1981, qui lui valut d'être une des principales cibles de la « campagne contre la pollution spirituelle » de l'époque, est un réquisitoire contre le réalisme-socialiste de la période maoïste, mais aussi contre les « romans de la réforme » qui véhiculent souvent le même manichéisme en inversant les rôles : les héros positifs du passé sont devenus des brutes obtuses et leurs victimes des personnages bienveillants et attendrissants.

Pour le reste, Gao Xingjian, dramaturge, romancier et peintre, est inclassable et tient à le rester : « Que ce soit en politique ou en littérature, je ne suis d'aucun courant », écrit-il dans un recueil de textes consacrés à la création littéraire et artistique. Et de s'étonner que les critiques chinois l'aient tour à tour catalogué de « moderniste », de promoteur du « théâtre de l'absurde », de tenant de l'école de la « recherche des racines », enfin tout simplement de « réactionnaire » lorsqu'il écrit *La Fuite*, à la suite des événements de Tiananmen du printemps 1989, alors qu'il est déjà en France.

L'œuvre de Gao Xingjian est bien unique et originale. Il voudrait ses écrits le plus proche possible de ce qu'il appelle la « littérature froide » (*leng wenxue*), une littérature qui ne saurait être un pur « produit de consommation », qui n'aurait « aucun rôle social ou politique à jouer », qui « ne devrait en aucune manière s'occuper des lecteurs », une sorte de « littérature littéraire », comme l'appelait Barthes.

Pour atteindre cet objectif, Gao

Xingjian n'hésite pas à s'inspirer du nouveau roman lorsqu'il cherche à aseptiser la forme du récit, à adopter une écriture dénotative débarrassée de métaphores, comme dans certains récits du recueil *Une canne à pêche pour mon grand-père*, notamment le dernier, « Instantanés », un de ses plus beaux textes. Il emprunte aussi beaucoup aux techniques du « nouveau théâtre » qu'il connaît très bien pour avoir traduit en chinois Adamov, Beckett et Ionesco. Dans « L'Arrêt d'autobus », un usage singulier du monologue polyphonique conduit à une diversité des codes et à une simultanéité d'un discours disjoint parfaitement réussi.

THÉORIE DU FLUX

Mais ce qui marque avant tout l'œuvre de Gao Xingjian, c'est cette « ingéniosité langagière qui a ouvert des voies nouvelles à l'art du roman et du théâtre chinois » dont parle le communiqué de l'Académie de Suède. Dès le début des années 80, l'auteur réfléchit à cet « art de la langue » qui est pour lui la définition même de la littérature. L'idée, certes, est ancrée dans la tradition esthétique chinoise et a été reprise par les théoriciens de la création littéraire des années 1920 et 1930, mais aussi par des auteurs contemporains (Wang Zengqi, Bei Dao, A Cheng). Gao Xingjian, toutefois, est le seul à en faire un impératif aussi catégorique (« La littérature ne peut être que l'art de la langue »), ce qui l'entraîne à développer la théorie du « flux de la langue », en référence à ceux qui avaient adopté, au début des années 1980, celle du « flux de la conscience ».

Il cherche d'abord à réaliser ses objectifs dans la langue du théâtre, qu'il souhaite sonore, à l'instar de celle de la poésie classique que les lettrés qualifiaient de « peinture invisible mais sonore ».

Il sent bien néanmoins que le roman est un meilleur terrain d'expérimentation, que la « prose des essais » (*sanwen*), fût-elle narrative, peut et doit être travaillée. « Écrire de la fiction, c'est vraiment écrire de la langue. » Et il se lance dans la rédaction de *La Montagne de l'âme* qu'il met sept ans à achever, de 1982 à 1989.

Cette langue, il la souhaite dépourvue de toute influence occidentale qui la brouille. A la différence des pionniers de la « révolution littéraire » des années 20 qui préconisaient une occidentalisation de la langue chinoise pour la rendre plus expressive, Gao Xingjian récupère exclusivement les héritages chinois : les différents styles du chinois classique, les registres écrits et surtout parlés de la langue contemporaine (mandarin et dialectes).

La pauvreté morphologique du chinois (absence de conjugaison sur les verbes, d'une distinction entre singulier et pluriel sur toutes les catégories, d'une marque de genre pour les pronoms, etc.), les changements d'ordre des mots pour des raisons d'ordre discursif et pragmatique, les possibilités tout à fait grammaticales de dispenser les phrases de sujets, sont autant de caractéristiques qui ne sont pas des handicaps. Elles sont vues, au contraire, pour Gao Xingjian, comme des atouts exceptionnels.

Le résultat de ce travail sur la langue, sévère et difficile (« La langue est comme une boule de pâte dans laquelle passent des phrases ; dès qu'on les abandonne, c'est comme si on pénétrait dans un bourbier dont on aura le plus grand mal à sortir ») est proprement étonnant. Dans *La Montagne de l'âme*, mais aussi dans *Le Livre d'un homme seul*, l'auteur accorde une grande importance aux symétries sémantiques et à la musique des mots, il alterne avec bonheur le rythme sec de la phra-

se chinoise classique, généralement brève et répugnant aux enchevêtrements (relatives et complétives), avec des longueurs insolites. Il n'hésite pas non plus à malmenier la syntaxe, en restant dans le cadre d'une langue qui autorise bien des souplesses, et dont il se réjouit qu'« elle [fasse] souvent la nique à la logique ».

Du grand art, assurément, qui éveille chez le lecteur des résonances dans les centres de la sensibilité esthétique, et que les traductions françaises de Noël et Liliane Dutrait ont parfaitement restitué. Cela ne pouvait pas non plus laisser insensible le linguiste sinologue Göran Malmquist, membre de l'Académie suédoise et traducteur de Gao en suédois.

Les Nobel ont bien couronné cette année un des écrivains chinois les plus originaux du XX^e siècle, dont les audaces et la force créatrice sont comparables à celles d'un Lu Xun, d'un Mao Dun ou d'un Lao She.

Alain Peyraube

(1) voir la double page dans *Le Monde* daté samedi 14 octobre.

GERARD NAMER

HALBWACHS
et la mémoire sociale

ROUSSEAU :
Sociologue de
la connaissance

Ed. de L'Harmattan

L'Arioste, l'œil du créateur

ROLAND FURIEUX

de Ludovico Arioste.
Traduit de l'italien
par Michel Orcel,
préface d'Italo Calvino.
Seuil, édition bilingue, deux
volumes, 970 p., et 1 162 p.,
195F (29,73 €) chaque volume.

En matière de littérature, classique est l'écrivain dont l'œuvre passe d'une génération à une autre, pas fatalement à la suivante. Souvent, on s'abstient de le lire parce que l'on croit en avoir attrapé l'essentiel par ouï-dire. Aussi, celui qui lit un poème classique sans rien savoir de la réputation de l'auteur, et le lisant attentivement, n'y découvrirait, n'y constaterait pas le tiers des beautés.

Or on peut dire que le classicisme, dans les grands poèmes du passé, est la conquête d'un terrain organisé de la langue, où la pensée se sacrifie peu à peu à la mesure du vers – au rythme.

On a beaucoup oublié au fil du temps, au fil des siècles : même les plus grands créateurs ont failli disparaître : Dante (1265-1321), dont la grandeur de la *Comédie* fut tout de suite reconnue, célébrée dans toutes les universités de la Péninsule, mais dont la gloire n'aura cessé de réduire, et jusqu'à subir de fréquents éreintements au XVI^e siècle. Ailleurs, Shakespeare (1564-1616) fut considéré comme un barbare des planches. Son œuvre, soutenue plus tard par John Dryden et ensuite par Samuel Johnson, allant se heurter à l'incompréhension de Voltaire.

Or tous les grands artistes « irréguliers » ont été ramenés à leur gloire par l'Europe romantique : Shakespeare par Goethe et Chateaubriand ; Dante, Pétrarque, l'Arioste, le Tasse, par Vittorio Alfieri (1749-1803), par Leopardi (1798-1837), et, pour le principal, par Ugo Foscolo (1778-1827), le grand redécouvreur de l'Arioste.

Ludovico Arioste est né à Reggio-Emilia, le 8 septembre 1474 et il est mort le 5 juillet 1533, à Ferrare, où ses parents s'étaient instal-

Hector Bianciotti

lés avec leur marmaille – dix enfants. Il y suivit les cours de l'université, échoua dans ses études de droit, et entama ses études de prédilection : les « humanités ».

C'était l'époque magnifique de la Renaissance, et Ludovico, comme tout le monde, fit ses débuts en littérature avec des vers latins ; mais bientôt il préféra la langue vulgaire – avait-il lu Dante ? – car, disait-il, « être l'un des premiers parmi les écrivains toscans vaut mieux que devenir le second parmi les latinistes ».

Par besoin, par nécessité, sans la moindre ambition, il entra au service du cardinal Hippolyte d'Este — que le pape Jules II détestait —, et il resta avec lui quatorze ans. En même temps il rédigeait le *Roland furieux*, qu'il fit paraître en 1516, consacrant ses dernières années à cultiver son petit jardin et à polir sans cesse son poème, dont une vingtième édition remaniée sortit des presses un an avant sa mort. Déjà, son œuvre s'était répandue au-delà des frontières : Shakespeare ne l'aura pas ignorée, et non plus Cervantès qui, dans le *Quichotte*, dit qu'avec deux sous de langue toscane on peut comprendre l'Arioste... Quant à Robert Burton, il le cite dix-neuf fois dans sa fameuse *Anatomie de la mélancolie*.

Le véritable et presque miraculeux « inventeur » de l'Arioste est Ugo Foscolo, et c'est à lui que l'on doit la toute première analyse du *Roland furieux*, illuminée de remarques irréfutables sur la surprenante technique du poète, à la fois naturaliste et très élégamment raffiné.

Ugo Foscolo : « Il enivre la fantaisie, il veut que nous ne voyions que ce qu'il voit : palais aériens, fées, l'anneau qui rend invisible celui qui le porte, le cheval ailé, la montée de la lune, et tant de locutions étranges qui chez d'autres poètes nous amusent et à la fois nous font éprouver

Traducteur de Leopardi, poète, romancier et essayiste, Michel Orcel a retrouvé le « ton » de l'original italien du « Roland furieux ». Il restitue ainsi cette langue « copieuse et noble, vigoureuse et correcte » dont parlait Ugo Foscolo à propos de l'œuvre, publiée en 1516, par l'Arioste

de la compassion pour la crédulité de la foule, tandis que l'Arioste, lui, les montre comme des créations fantastiques appartenant vraiment à la Nature. (...) Il place les mots là où, dans la phrase, ils résonnent mieux ; et il les fonde en une langue nouvelle, copieuse et noble en même temps, vigoureuse, et correcte. »

A peu près à la même époque, Hegel, pour sa part, note dans son *Esthétique* : « L'Arioste amuse particulièrement par l'infinie complication des destinées et des dénouements ; l'entrelacement fabuleux des rapports fantastiques et de situations absurdes, avec lesquels le poète joue aventureusement jusqu'à la légèreté : il n'y a pas d'extravagance ni de folie évidente que ses héros ne prennent au sérieux. »

Or, parmi les romantiques, les nouveaux lecteurs savants de l'Arioste, Leopardi se montre le plus subtilement critique – au sens noble du terme : il dit, par exemple, que la puissance et la fécondité de l'imagination sont deux qualités distinctes, et que l'une peut exister sans l'autre ; que l'imagination d'Homère et de Dante était puissante ; et que celle d'Ovide et de l'Arioste est surtout féconde...

Le genre imaginaire lui semble, en fin de compte, arbitraire, mais de nature à éblouir comme l'a fait, de façon superbe, l'Arioste, tout en étant plus facile que l'expression profonde du sentiment, « car le cœur est un juge prompt, subtil et exigeant, aussi bien de la vérité que de la fausseté, du naturel ou de l'invention, de la fiction et de l'enchantement ».

Du point de vue de la composition, Leopardi voit dans le *Roland furieux* une succession de sujets différents et presque de poésies différentes : il n'est pas fait sur un plan conçu et organisé dès le début : « Un Homère, un Arioste, ne sont plus faits pour notre temps ni, à mon sens, pour les temps à venir. (...) Et je soutiens qu'aujourd'hui nous ne serions pas charmés comme nous le sommes par l'Arioste si le Roland furieux avait été écrit et publié cette année. Il s'ensuit que le plaisir donné par une œuvre de poésie, d'art, d'éloquence, ou de quoi que ce soit qui relève du beau, croît en proportion de l'âge et de la réputation de cette œuvre. »

A juste titre, Italo Calvino soulignait le défaut de tout préambule au *Roland furieux*, qui commence par cette déclaration : « C'est un poème qui fait suite à un autre poème, lequel continue un cycle d'innombrables poèmes : le Roland furieux est une œuvre unique dans son genre et peut être lu – je devrais dire : doit être lu – sans aucune référence à des livres précédents, ou postérieurs ; c'est un univers en soi, où l'on peut voyager de long en large, entrer, sortir et se perdre. » Hélas ! Il ne serait pas courtois de dissimuler au lecteur l'existence du *Roland amoureux* de Mateo Maria Boiardo (1441-1494), dont le seul vrai sujet, qui procure une sorte d'unité au poème, est l'amour pour lequel on entreprend des guerres féroces, et l'on abandonne sa patrie pour le fantôme fugitif d'une femme...

Le *Roland furieux*, de l'Arioste, commence à peu près où s'arrête le *Roland amoureux* de Boiardo : guerre au pied des Pyrénées entre chrétiens et Maures, amour de

Roland pour la belle princesse Angélique... Et une foule de personnages qui suscitent, en apparence, des luttes et des drames, lesquels ne font qu'enrichir de poèmes le canevas romanesque propre au goût de l'époque.

Le *Roland* de l'Arioste, connaît surtout l'amour de la poésie, de la musique des vers, qui ne donnent pas toujours la primauté ni à l'histoire racontée, ni aux idées.

Depuis Foscolo, les analyses du *Furieux* n'ont plus cessé. Ainsi, Francesco De Sanctis (1813-1883), le plus grand critique italien du XIX^e siècle : « Il n'y a pas de morale sérieuse, religieuse ou politique (chez l'Arioste)... Son sérieux n'est pas réel, mais entièrement esthétique. (...) Ludovico n'a rien à affirmer et non plus à nier. (...) Il y a en lui la certitude que son labeur est, artistiquement, aussi sérieux que le travail d'Homère, de Virgile ou de Dante ; et, à la fois, la conscience d'un travail simplement artistique, et par conséquent, du point de vue de la réalité, une plaisanterie. »

Enfin, après De Sanctis, le grand Benedetto Croce (1866-1952) : « L'ironie de l'Arioste, semblable à l'œil du Créateur qui regarde le mouvement de la création, de toute la création, l'aimant sur un pied d'égalité, dans le bien et dans le mal, dans le grandiose et dans l'infime, dans l'homme et dans le grain de sable, parce qu'il l'a entièrement créée, et ne recueillant que le mouvement, l'éternelle dialectique, le rythme et l'harmonie. »

De même que dans les éditions les plus anciennes de Dante prédomine le commentaire théologique, cinq siècles plus tard (!), le commentaire historique, et de nos jours, le commentaire esthétique, chez l'Arioste triomphe désormais la pure beauté du vers, et l'étude de ses procédés stylistiques : le registre parlé, le lyrique, le tragique, et bien d'autres, parfois dans la même strophe.

On a pu traduire en prose le *Furieux* lorsque le lecteur trouvait son plaisir dans le prodigieux enchaînement de situations fantastiques, et que le héros – ce n'est qu'un exemple – se promenait dans les rues de Ferrare et parcourait en même temps la lune du même pied léger.

Mais, à présent, il fallait que le vers et sa cadence prennent le dessus. Et, comme le disait Antoine Berman, la traduction « vraie » est celle qui est « adéquate » à tel moment – et que même si le traducteur pense que son œuvre n'est qu'un pâle reflet, qu'un écho de l'œuvre véritable, le traducteur doit toujours vouloir « faire œuvre ».

Certes, toute traduction de poésie est un acte de foi, mais parfois le traducteur capte l'essence du poème, cerne le noyau, le lecteur pouvant alors ressentir la « consistance immanente » de la version en dehors de tout rapport avec l'original.

Comme disait l'autre, établir d'emblée de toute nouvelle combinaison de mots est obligatoirement inférieure à l'écrit original, c'est établir au départ que le « brouillon 9 » est obligatoirement inférieur au « brouillon H », étant donné qu'il n'y a, en fait, que des brouillons : « L'idée qu'un texte peut être "définitif" relève de la religion ou de la fatigue. »

Poète, romancier, essayiste, Michel Orcel est un traducteur hors de pair et – avec Jacqueline Risset – l'un des plus audacieux qui soient dans le domaine italien, si l'on pense à sa traduction des *Chants* de Leopardi, incomparable, et, maintenant, celle du *Roland furieux*, avec ses deux mille six cent quarante-huit vers, dont la mesure infaillible restitue le « ton » de l'original, c'est-à-dire, l'essentiel.

En guise d'exemple : Leopardi, dans son *Journal*, a ce mot en lisant la strophe 65 du premier chant de l'Arioste : « Cette strophe divine ! » Ce n'est pas la plus belle, loin de là, parmi les trois cent trente et une du poème : Leopardi aimait le sixième vers à cause de l'épithète « lontan » – lointain. Une pitoyable traduction française la réduit ainsi : « Tel le laboureur abasourdi et stupéfait/Après que la foudre a passé se relève/Du lieu où l'énorme fracas/L'a couché



Portrait de l'Arioste attribué à Titien

près de ses bœufs tués / Il regarde, dépouillé de ses ramures et déshonoré/Le pin qu'au loin, il avait l'habitude de voir./ Tel se redressera le Païen resté sans cheval/Angélique étant présente à sa triste aventure. »

En revanche, Michel Orcel traduit en poète : « Comme le labou-

reur tout étourdi./ Quand est passée la foudre, se relève/Du lieu où le fracas cèste, auprès/de son bétail occis, l'avait jeté, et contemple sans feuilles, sans ramures./ Le pin qu'il aimait voir au loin naguère./ Tel se leva le païen dessellé./ Angélique assistant à la mêlée. »

Certains traducteurs sont supé-

rieurs à d'autres uniquement parce que leur acuité auditive est supérieure : ils captent le rythme et la mélodie, c'est-à-dire, les éléments qui différencient la littérature du langage utilitaire. Michel Orcel possède ce don qui s'apparente au levain qui fait lever la pâte.



Photo: F.R.

ALICE FERNEY

LA CONVERSATION AMOUREUSE

roman

Ce que dépeint longuement Alice Ferney, avec délicatesse, dans un style éminemment classique, c'est ce qu'elle nomme « la conversation amoureuse » : toutes les étapes de la séduction (...). L'apprentissage de la complicité.

Jean-Luc Douin,
Le Monde des livres.

Le roman est transporté par ce chant, cette incantation de l'âme amoureuse et de la chair saisie.

Patrick Grainville,
Le Figaro littéraire.

ACTES SUD

Passion à la dérobée

D'un humour très noir

Aleille, l'héroïne de Valérie Sigward, dérange l'ordre social et l'ordre mental

Marché de dupes

Alexandre Kauffmann raconte des histoires de paumés mais évite tous les pièges du genre

Sud funeste et troublant

ZENA de Nathalie Bauer. JC Lattès, 240 p., 115 F (17,53 €).

MON AMANT OTRADEK d'Isabelle Phanal. Denoël, 188 p., 95 F (14,50 €).

COMME UN CHIEN de Valérie Sigward. Julliard, 142 p., 99 F (15,09 €).

C'est une histoire simple d'amour et de tristesse qui se cache sous ce titre d'inspiration kafkaïenne. Madame à un amant, il est marié ailleurs. Il consacre à l'amour de brefs séjours, puis il reprend le train. Sa maîtresse pense à lui, elle est heureuse, elle souffre : « *Je vis de temps en temps avec un homme qui vient de temps en temps vivre avec moi. (...) Je n'ai pas plus à réclamer, assurément, que contre le travail lancinant de la mer qui en alternance revendique et se rétracte en frôlant.* » C'est tout. Mais c'est raconté avec une rigueur admirable dans un premier roman, sans forfanterie ni vulgarité.

Mieux : c'est peint, car il n'y a pas d'action à narrer. Il n'y a qu'un homme à examiner, à toucher, à sentir ; que des attitudes, des défenses, des réflexes, des partis pris masculins à faire apparaître ; que des instants à saisir : dîners en ville, bricolage, sommeil quasi conjugal, départs. Le reste vient tout seul : les bouffées de mélancolie d'une intermittente de l'amour (« *Il disait lui-même : on rentre à la maison, et tantôt j'étais heureuse, tantôt je l'aurais giflé* »), le doute des solitudes (« *Mon amant n'est pas suffisamment là pour que je puisse ne pas toujours être une femme exceptionnelle, et je sens que je n'y parviendrai pas longtemps* »), l'impression enfin, ou la conviction refusée, qu'on ne pourra jamais saisir l'homme insaisissable. L'écrivain, pourtant, réussit brillamment là où la maîtresse échoue : dans une prose éblouissante, qui fait éclater les phrases et triture les mots pour en extraire un surcroît de sens, Isabelle Phanal a fixé son homme à jamais. Et l'on applaudit à cette réussite.

Jean Soublin

Dans le monde d'Aleille, le bien et le mal n'existent pas, toutes les frontières sont floues, y compris celles de son propre corps. Le rapport d'Aleille aux autres, au temps, à l'espace, n'est pas celui des gens « normaux ». Aleille a trente-deux ans, elle ne parle pas. Elle a « *la maladie* ». Autisme ? Maladie mentale jamais nommée ? On ne sait. Elle vit depuis qu'elle a dix ans dans la « *Grande Maison* ». Aleille ne dit rien à personne, mais elle se parle beaucoup. Et c'est son récit que nous lisons dans ce premier roman, *Comme un chien*, sec, sans concession. Aleille, forcément, n'est pas portée au sentimentalisme, son univers est brut. Elle observe, elle décrit et elle agit, toujours de manière inattendue aux yeux des gens « normaux ».

Elle n'en peut plus, dit-elle, de vivre au milieu de tous ces « *châtés* ». C'est le jour de son anniversaire, on va encore lui faire « *la bonne vieille blague du gâteau piqué de bougies qui ne s'éteignent jamais* ». Elle sort de la maison, se réfugie dans le garage. Il y a des bidons étranges, pleins d'un liquide au goût bizarre, à la consistante poisseuse. Juste à côté, un briquet... facile d'imaginer la suite. Aleille sort du garage en feu et se précipite dans le bassin du jardin. Cela la sauvera. Tous les autres mourront. Elle s'enfuit et le lecteur à sa suite. Errance cocasse, en dépit de l'horreur de ce qui est arrivé et qui ne peut pas l'atteindre vraiment. On finit par la ramener chez ses parents, qu'elle a surnommés « *Niagara* » – la mère, qui pleurerait tout le temps en venant la voir à la « *Grande Maison* » – et « *Papillon* » – le père, qui cligne sans arrêt des paupières. Grave

perturbation de l'univers familial, matière idéale pour une histoire terrible.

Valérie Sigward n'est pas restée sagement sur les rails du premier roman convenu, souvent un peu autobiographique, sentimental ou « *générationnel* ». Elle a pris le risque de proposer à son lecteur un voyage en compagnie de ce personnage hors norme à tout point de vue. Aleille ne possède pas l'ordre mental qui permet de s'adapter à l'ordre social. Tout ce qu'elle est dérange : le quotidien de ses parents, de ses voisins, la tranquillité des courses au supermarché, l'ordonnement des flacons dans la salle de bain – n'a-t-elle pas jeté d'un coup tout le « *blou lagoun* » de sa mère dans la baignoire ? Les enfants des voisins, eux, la trouvent plutôt marrante. N'ont-ils pas eux aussi, censément « *normaux* », un projet fou, qu'ils mettent à exécution : l'ainé coupe le petit doigt de son cadet. Tout cela décrit froidement, avec détails, par Aleille, impitoyable.

L'écueil d'un tel sujet, surtout pour une débutante, était de faire un livre simpliste, caricatural. De prendre le parti de son héroïne sans souligner les failles, les ambiguïtés, les difficultés. De faire comme si « *la maladie* » – c'est Aleille elle-même qui la désigne ainsi – n'existait pas, comme si tout était affaire de convention sociale, de difficulté à supporter des individus « *différents* ». Valérie Sigward a su très bien éviter ce danger. Son livre est subtil et juste. Elle sait parfaitement doser la drôlerie, l'angoisse, l'humour – très noir –, la cruauté et la tendresse. Après un tel début, il ne sera peut-être pas facile de rebondir, de changer d'univers, de construire une histoire nécessairement, au départ, moins exceptionnelle. Quoi qu'il en soit, Valérie Sigward a su créer une attente, ce qui est déjà, pour un premier roman, une belle réussite.

Josyane Savigneau

MAUVAIS NUMÉRO d'Alexandre Kauffmann. Arléa-1er/mille, 186 p., 95 F (14,48 €).

Le premier livre d'Alexandre Kauffmann (vingt-cinq ans) est une réussite. Ce *Mauvais numéro* qui semble écrit par un auteur chevronné à tout du numéro gagnant, même s'il peut poser problème en cette rentrée littéraire car il ne se prévaut pas de l'étiquette roman et n'est pourtant pas, à proprement parler, un recueil de nouvelles habituel. Alexandre Kauffmann a rassemblé cinq textes, cinq contes de notre temps, dans le cadre unique de Madagascar et il a choisi ses personnages parmi les *loosers* et plus particulièrement ceux condamnés à l'extrême misère. Ces cinq histoires peuvent se lire comme les chapitres de la chronique des paumés qui hantent les marges et les interstices de la vie visible, à Manandouana en particulier, où survivent par miracle des hommes et des femmes oubliés par la société.

Ils ont en commun le manque absolu d'argent qui engendre la pratique de minables magouilles. Mais leur capitulation difficile, leur entêtement à espérer, donnent à ces cinq récits une violence... amicale qui, paradoxalement, reconforte le lecteur. Cette tonalité affective est d'autant plus intéressante que l'auteur ne cherche jamais à nous attendrir. Il décrit, il raconte mais il ne juge pas. Ce qui est en jeu, c'est la brutalité sèche des relations entre désespérés, la cruauté redoutable des exclus, la haine qui permet de supporter l'échec. Si nous « *participons* », c'est que nous nous identifions au perdant et l'espérons enfin vainqueur.

Dans cet univers de la totale dépression, il n'y a pas de morale mais une hiérarchie : le vaincu est bafoué par les rescapés, le faible est trahi par les minables, la tête de

Turc porte le poids de la déchéance collective. Ces héros de la fatalité sociale sont d'autant plus attachants qu'ils rêvent toujours de gagner enfin à la loterie de la vie.

Haja, un enfant orphelin, n'a plus que son pitbull à aimer. Il s'associe à un jeune malfrat qui décide d'engager le chien dans des combats rémunérateurs (« *Les Museaux* »). Raza sort de prison, s'acquitte avec une prostituée et démarre une petite fortune grâce à une misérable loterie de rue qu'il fabrique de ses mains : un policier lui rafla l'argent gagné dans la journée (« *Le Tourniquet* »). Le bar de Fara n'a plus de clients. Elle organise un immense cocktail afin d'attirer les nantis de la ville. La foule des pique-assiette, des ivrognes, des snobs et des putains de luxe dévalise le bar et la ruine (« *La Couleur mate* »).

Alexandre Kauffmann raconte la morgue des riches, la fausse soumission des pauvres, la lutte des classes, l'impitoyable cirque de l'argent, la faim, la mauvaie bouffe, l'ivresse à bas prix et aussi, parfois, lumière tragique dans ces ténèbres des sentiments mort-nés, la beauté d'une toute jeune fille, Jeanne, dans une très belle nouvelle : « *La Gorge* ». Mais Kauffmann ne tombe dans aucun des pièges de la compassion ou du prosélytisme. Il ne sépare pas l'or de l'ivraie, suggère simplement sa sympathie pour les laissés-pour-compte. Il regarde, fouille le fond des cœurs. Il nous laisse conclure.

L'auteur maîtrise parfaitement ses intrigues : dialogues vifs, rythme du récit, sens de la chute. Il évoque avec talent une ambiance et sait communiquer l'intense sensation de réalité. Couleurs, odeurs, voix se mêlent jusqu'à rendre palpables la saleté, le délabrement des corps, la puissance des muscles, la tension inquiète des visages, toute la beauté secrète des êtres les plus défavorisés.

H. Ma.

Tant pis pour le Sud, déploierait la chanson. Cette résignation accablée est-elle vraiment le lot de Zéna, Calabraise que l'impasse où s'enferment les siens entraîne dans d'autres mondes, d'autres climats, Québec ou Aveyron, quand elle ne la livre pas à l'illusoire répit d'une navigation sans escales ? Le Sud. Terre dure et inflexible où les rêves se calcinent avant même un début d'accomplissement. « *Je n'avais jamais tenté de réagir. J'avais accueilli la mort de ma mère, l'absence de mon père puis le suicide de Joe comme une fatalité* », admet, lucide, Zéna, lorsqu'elle assume enfin de fuir, d'affronter ce qu'elle simplifiait en destin pour excuser son renoncement au rêve. Son amie Julia l'impressionnait par son assurance crâne, ses mensonges, sorte d'« *embellies, comme des déchirements de ciel bleu* », seules capables de donner un sens à la vie. N'allait-elle pas, en quête d'un amour qui se dérobo, consulter l'Albanais, médium suspect et nécessaire pour pactiser avec le sort ? Sa voix « *couleur de folie, ou comme elle le disait elle-même, "de la terre quand elle gronde, hennit presque, s'ébroue tout entière"* » lui fait rêver de carrière internationale. Mais le Sud se joue des tremblements de chair et Zéna s'éloigne du cratère maléfique, dont seul le souvenir à distance se fait secourable. Nello, l'ami de Joe, la retrouve-t-il qu'un « *plaisir subtil s'insinuait comme une liane autour de [S]on angoisse* ».

Traductrice inspirée, Nathalie Bauer nous offre, avec ce beau portrait d'une âme remontée des enfers ordinaires, un roman attachant, d'une légèreté vive comme ces vagues de champagne dont Zéna rêve face à la mer.

Philippe-Jean Catinchi

BANDE DESSINÉE

● par Yves-Marie Labé

Pour mémoire

AUSCHWITZ

de Pascal Croci. Ed. du Masque, « Atmosphères », 92 p., 85 F (12,95 €).

Raconter Auschwitz en bande dessinée ? Comment décrire la peur violente, le froid extrême, le sadisme des nazis et la désespérance des déportés, les chambres à gaz et les cheminées, dont les volutes chargent l'air du camp ? Raconter Auschwitz par le biais forcément soupçonnable d'un médium plutôt dévolu – selon ceux qui le dédaignent ou l'ignorent – à la narration d'aventures de flics privés, d'aventures western ou de Gaulois batailleurs, avait quelque chose d'irréalisable, voire de sacrilège. Il a d'ailleurs fallu cinq ans à Pascal Croci, l'auteur de cet album hors normes (92 pages en noir et blanc), pour mener à bien ce projet de document fiction et, surtout, trouver un éditeur. Un projet qui n'aurait jamais vu le jour s'il n'y avait eu, auparavant, cette brèche ouverte par la fameuse BD animalière en deux tomes de l'américain Art Spiegelman, *Maus* (Flammarion, 1998), qui nécessita elle aussi plusieurs années de travail et de quête d'un éditeur.

Pascal Croci, qui s'était consacré jusqu'ici à la BD historique et religieuse, s'est lancé dans cette idée folle, et risquée, après avoir vu ou revu plusieurs

documentaires et films sur la déportation des juifs et l'holocauste, dont *La Porte de l'enfer*, *La Liste de Schindler* ou *Shoah*. Il n'a pas voulu faire œuvre personnelle, mais s'ancre à la mémoire de ceux qui étaient passés par ce camp de la mort ou par d'autres, comme Dachau. « *Je ne suis ni historien ni documentaliste, j'ai voulu être le témoin de mes témoins* », dit-il, en citant à la fin de l'album plusieurs de ceux-ci, membres pour la plupart de l'Amicale d'Auschwitz et, le cas échéant, en rajoutant des extraits d'entretiens qu'il eut avec eux, qu'il s'agisse de Kazimierz Kac (qui sert de fil conducteur au récit sous le nom de Kazik), de Maurice Minkowski, de Charles Baron ou de Renée Eskenazi.

Tous ces témoins, tous ces survivants, avouent eux-mêmes avoir ressenti a priori quelque méfiance à l'égard du traitement d'un tel sujet par la BD. Mais l'approche de l'auteur et de l'éditeur, le réalisme très documenté du récit, le souci d'authenticité et, enfin, la confiance établie entre les divers protagonistes, ont été les plus forts. D'autant que l'album ne ravive pas seulement la mémoire, mais la lie à l'actualité la plus récente, en l'occurrence les exactions commises lors du dernier conflit au Kosovo, en ex-Yougoslavie.

Le récit débute d'ailleurs dans cette région, Kazik et son épouse, traqués par les milices serbes, se remémorent leur arrivée puis leur vie à Auschwitz, où leur petite fille sera gazée. Leur récit est rythmé par trois des événements centraux, historiquement fondés, qui marquèrent la vie du camp : la venue de Tchèques mis en quarantaine à côté des déportés juifs avant d'être eux aussi victimes de la Solution finale, la construction d'une rampe et l'épidémie de typhus. Ce qui est montré ou suggéré à travers les yeux de Kazik et de Cessia, c'est l'horreur de la déportation, l'attente de la mort à l'entrée des chambres à gaz, les expériences de Mengele... Le récit fourmille de réalisme : poupée abandonnée, déporté qui doit sa survie aux dessins qu'il esquisse sur le courrier des gardiens nazis, interminables séances d'appel du camp, « *travail* » terrible des Sonderkommandos...

Ces pages en noir et blanc – un choix dû à la gravité du thème –, et ces dessins crayonnés puis encrés offrent la vision de corps et de visages défaits,

exsangues, aux yeux gigantesques – « *on ne voyait d'abord que les yeux dans le visage des déportés qui revenaient de l'enfer* », souligne un des témoins interrogés par Pascal Croci. Effrayant mais toujours lourd d'émotions, cet album-événement est aussi porteur d'un indicible cri à la liberté et au respect de l'homme, et rend sobrement mais magnifiquement hommage au million de morts d'Auschwitz.

● GEMMA BOVERY, de Posy Simmonds.

Posy Simmonds pourrait être l'alter ego britannique de Claire Bretécher, mais une Claire Bretécher qui revisiterait les grands classiques de la littérature. Car la trame de ce roman graphique de Posy Simmonds, francophile et grande admiratrice de Flaubert, découvert à l'âge de seize ans, est tissée à partir de *Madame Bovary*. Gemma Bovary (initiales GB...), seconde épouse de Charles, se débat dans un Londres infernal, entre les sarcasmes de la première épouse de son mari, les frasques de ses deux rejetons et le souvenir à la fois énamouré et agacé de son amant, Patrick Large, chroniqueur gastronomique au magazine branché *CitiZone* – une escapade qui lui a fait prendre quelques kilos. Gemma va convaincre Charles de quitter la Grande-Bretagne pour une ferme normande, supposée incarner le paradis, loin de cette « *famille recomposée* » qu'elle hait de plus en plus.

Passé les premiers émois et les premières joies de « *l'étranger* » – quel charmant pays que celui qui est capable d'offrir trente-cinq pains différents ! –, elle y découvre l'ennui et son cortège : les amis casse-pieds, l'indifférence des Français, le manque d'argent, la pluie et ses remugles ruraux, puis l'adultère avec un jeune aristocrate sans le sou mais plein de morgue et de fougue, Hervé de Bressigny. Tout cela entre voyages en Combi VW, crème pour le corps, régime amincissant, dessous supposés sexy, mensonges aux autres et vérité sur soi-même. Cette moderne *Madame Bovary*, plus anglaise que la Tour de Londres même si elle a troqué crinoline et corset pour gros pull de laine et jeans, connaîtra bien sûr le drame, comme son aînée française.

Ce qui frappe dans ce roman en BD, c'est son humour ravageur, cette critique décapante des comportements de pacotille véhiculés par certains magazines féminins, cette plongée intime dans l'éternelle insatisfaction petite-bourgeoise, croquée par une écrivain et une dessinatrice qui n'a ni le dialogue ni le trait dans sa poche – Posy Simmonds est dessinatrice vedette en Grande-Bretagne où elle collabore notamment au *Guardian*. Pour raconter ce récit du XIX^e siècle transposé à notre époque, l'auteur use d'un subterfuge romanesque qui fait mouche : le conteur n'est autre que le boulanger du village, Joubert, un peu amoureux et donc un peu jaloux de la fantasque Gemma, qui la piste à travers champs et routes, et la dévoile à travers son journal intime, dérobé à son mari. Mais ce Joubert n'est pas un boulanger comme les autres : auteur d'une thèse, il se pique de culture livresque et transforme chaque événement en chapitre d'un roman vécu.

L'album qui laisse loin derrière lui les fades *Journaux de Bridget Jones*, vaut aussi par sa facture. D'un format oblong, il offre d'un beau papier et une maquette étonnante, qui mélange la BD contemporaine, avec dessins et bulles dans lesquelles s'insèrent les dialogues, à des commentaires courant sous les cases, comme le pratiquaient les premiers BD allemandes ou suisses du début du XX^e siècle. Le trait en noir et blanc, à la fois précis et caressant, de Posy Simmonds donne une aura de romantisme moderne à ses personnages. La BD de *Gemma Bovary* a déjà été un succès en Grande-Bretagne – 20 000 exemplaires vendus –, et vient de sortir en poche. Après sa version française, elle devrait bientôt être publiée en Italie (Denoël, 106 p., 150 F [22,86 €]).



DENOËL & D'AILLEURS

Nordique, ironique, poétique

Les coups du siècle

“Imaginez Flaubert revu et corrigé par Claire Brétécher”
Julian Barnes

www.denoel.fr

L'ART D'AIMER LA SCIENCE
de Pascal Nouvel.
Préface de François Jacob.
PUF, « Science, histoire et société », 168 p., 118 F (17,99 €).

L'ÉTHIQUE MISE À NU PAR SES PARADOXES, MÊME
de Paul Audi.
PUF, « Perspectives critiques », 178 p., 98 F (14,94 €).

On a longtemps cru que la vérité avait son royaume. Elle existait quelque part, inoxydable et superbe. Il appartenait aux esprits humains de se frayer un chemin jusque-là, et de contempler. Avec le bien, il en allait de même. Indépendant de nos caprices, de nos créations et de nos désirs, indifférent à nos égoïsmes et à nos penchants, il subsistait par lui-même, éternel et souverain. Nous pouvions y conformer nos actions, régler sur lui nos vies, nullement le fabriquer. Il n'était pas plus en notre pouvoir que le vrai. La science et la morale, le savoir et l'agir, devaient donc se conformer à des modèles intangibles et extérieurs. Pour les discerner comme pour les mettre en application, les seules voies praticables étaient celles de la raison. Avec la logique pour guide et l'entendement comme unique moyen de transport, il était possible de cheminer dans le monde des idées comme dans celui des valeurs.

Il convient d'en parler au passé : ces horizons assurés ont disparu depuis belle lurette. Et l'on n'a pas fini de mesurer les conséquences de cet évanouissement, ni de tâtonner sur leur emplacement déserté. Car le relativisme ne tient pas, et mène au pire. Décréter que tout se vaut sous prétexte que rien n'est vrai, ou encore que tout acte se justifie si un désir porte à l'accomplir, revient à célébrer l'illusion d'un univers chaotique et insensé. Pour sortir d'embarras, les chemins sont étroits. Sans doute convient-il de prêter attention à la manière dont émergent, du point de vue de l'individu, découvertes



scientifiques et décisions éthiques. A ce changement de perspective deux livres, par ailleurs fort différents, incitent aujourd'hui.

Pascal Nouvel s'intéresse aux sentiments des scientifiques. Quels motifs poussent un homme à prêter durablement une attention passionnée à la résolution d'un problème de physique, de chimie ou de biologie ? Quels ressorts affectifs transforment son intelligence en « taupe monomaniacale », pour reprendre l'expression d'Einstein utilisée par François Jacob dans sa préface ? Ces questions sont généralement mises à l'écart. Seul compte le résultat, dit-on, et il n'a rien à voir avec les états d'âme du découvreur. Le savoir scientifique

est objectif, impersonnel, répétable, contrôlé. Emotions et fantasmes accompagnant le processus de découverte passeront donc à la trappe. Insignifiantes scories, destinées aux poubelles... Eh bien non, justement pas, insiste Pascal Nouvel, qui a suivi une double formation de biologiste et de philosophe. Il convient au contraire de rappeler combien la science, raisonnable dans ses points d'arrivée, ne l'est pas dans son parcours.

Pour celui qui la poursuit, une recherche – aussi « dure » qu'on voudra – est tissée de plaisirs et d'angoisses, de moments d'attente et d'exaltation, de perplexité éperdue et d'obstination luttueuse. Pascal Nouvel le rappelle en observant à la loupe une des gran-

des découvertes du XX^e siècle : la structure en « double hélice » de l'ADN par James Watson et Francis Crick, en 1953. On possède en effet un récit personnel de Watson, décrivant en détail ses espérances et émotions tout au long de cette quête (1). L'élément déterminant, selon Pascal Nouvel, fut « l'attention passionnée » que Watson portait à la répartition spatiale des nucléotides, ainsi que l'intense « volonté d'avoir raison » qui l'animait. Il va de soi que cela ne saurait suffire : on peut être passionné par une erreur, tenter de convaincre les autres tout en ayant tort. Une connaissance scientifique ne se fabrique pas sans le support, et le butoir, d'une réalité objective. Mais les chemins qui y condui-

Que faire des émotions des scientifiques au sein de leur recherche ? Que dire de l'éthique, qui devrait se vivre sans paroles ? Remarques récentes sur des paradoxes anciens

sent supposent une forme de séduction non rationnelle. Aimer un argument, être attiré par une hypothèse, regarder les données sous un angle imprévu, faire preuve si besoin est d'une certaine désinvolture à l'égard de la raison, ces attitudes paradoxales appartiennent au processus de découverte. Ce ne sont pas les seules. Il faudrait encore considérer le sérieux comme un jeu, et le savoir comme un plaisir capable d'intensifier la vie.

Ces paradoxes ne sont pas très éloignés, dans le fond, de ceux qui constituent, selon Paul Audi, la possibilité singulière de l'éthique. Rappelons que pour ce philosophe, dont la pensée s'affirme de livre en livre, l'éthique n'est pas du tout la morale. Cette dernière est liée au jugement, au sens des valeurs, à la question des règles. La morale peut et doit être formulée, et justifiée théoriquement, et mise en application pour que la vie se plie à ses impératifs. Tout autre est l'éthique, selon Paul Audi. Elle n'a rien à faire des normes et des discours, ignore le devoir, et se confond avec ce qu'on fait de soi. Peut-être le plus grand paradoxe : la conversion radicale de l'éthique est un mouvement de la vie en elle-même, non pas un arrachement vers un quelconque monde extérieur. « Tu es la tâche », disait Kafka, dont Paul Audi creuse ici la pensée paradoxale. Cette tâche

consiste à être soi de plus en plus, à se rassembler, à s'assurer que l'on ne s'est pas caché quelque part ailleurs, à l'extérieur, dans le monde.

Ce nouveau livre prolonge et précise les analyses conduites dans *Supériorité de l'éthique* (2). Il fait mieux comprendre comment Paul Audi, dans le sillage de Schopenhauer et de Wittgenstein, voit le bien dans l'acte d'une vie en accord avec elle-même et non dans un objectif vertueux s'imposant du dehors. Sans doute pourrait-on faire remarquer que la vie est spontanément violente, cruelle, égoïste, voire allégrement destructrice. Ce qu'on nomme communément « éthique » est destiné à entraver ce débordement annihilant. Le travail de *L'éthique mise à nu...* consiste justement à défaire cette objection. Ces analyses ne sont pas résumables en quelques phrases. Indiquons seulement certains jalons principaux. Au commencement sont le désespoir et la solitude, donnés avec l'existence même. Cette situation est à retourner, à transformer en jouissance du seul fait de vivre. L'essentiel est alors d'avoir la force suffisante pour se réjouir de la vie, et pour devenir capable d'endurer le bonheur. Le paradoxe le plus difficile à concevoir est celui d'une transformation interne de cet égoïsme en attention à l'autre.

Le rapprochement de ces deux livres est fortuit. Ils évoquent malgré tout une éventualité. On en parlera au conditionnel, comme pour décrire des mondes à inventer. Une pensée sensible se ferait jour, mixte d'objectivité et de subjectivité. Les duretés des vieux mondes s'estomperaient. Les vies cesseraient d'être morcelées. Idées et sentiments ne vivraient plus séparément. Ce serait bien. On peut rêver.

(1) J.-D. Watson, *The Double Helix, a personal account of the discovery of the structure of DNA*, 1968.

(2) Voir « Le Monde des livres » du 4 avril 1999. Une édition revue et corrigée de cet ouvrage vient de paraître aux PUF dans la collection « Quadrige » (304 p., 78 F [11,89 €]).

Une décennie d'horreurs

Relatant ses souvenirs de goulag, Kang Chol-hwan éclaire sur la réalité du régime nord-coréen

LES AQUARIUMS DE PYONGYANG
Dix ans au goulag nord-coréen de Kang Chol-hwan et Pierre Rigoulot.
Robert Laffont, 238 p., 109 F (16,62 €).

Parmi les instants d'intense émotion qu'ont procurés les JO de Sydney figure indiscutablement le défilé derrière un même drapeau des athlètes des deux Corées. Aucun pays au monde n'avait, et de loin, atteint un tel degré d'isolement, porté à un tel sommet le bourrage de crâne et le culte de la personnalité que celle du Nord. Mais il faut croire que tout a changé aujourd'hui. En tout cas, Kim Jong-il, le fils et successeur du Grand Leader Kim Il-sung, s'est lancé dans une offensive de charme tous azimuts.

S'agit-il d'une véritable conversion, ou d'une comédie ? Staline, modèle révérend de Kim père et fils, avait su se faire séduisant, pendant la dernière guerre, au point que Roosevelt le voyait se muer en « gentleman chrétien » ! La terrible famine dont souffre aujourd'hui la Corée du Nord peut être suffisante pour amener son maître à montrer patte blanche sans rien changer quant au fond à ses ambitions, comme à la réalité de son régime, sur laquelle on ne sait toujours pas grand-chose. Les souvenirs de goulag que nous offre aujourd'hui Kang Chol-hwan et que Pierre Rigoulot a très intelligemment mis en forme ajoutent beaucoup à notre connaissance. Ils sont donc les bienvenus, même si le titre, *Les Aquariums de Pyongyang*, évidemment imaginé pour faire vendre, n'a guère de rapport avec le sujet du livre.

Ce n'est pas en effet sa passion pour les aquariums, même s'il a réussi à en sauver provisoirement un, qui a entraîné l'arrestation et la déportation – alors qu'il avait

neuf ans – de l'auteur de cet ouvrage, mais le fait qu'il appartenait à une famille jugée collectivement suspecte. Pourquoi ? Mystère. Elle faisait partie de la minorité coréenne du Japon, et était revenue au pays sous l'impulsion de la grand-mère, communiste acharnée qui avait été un moment députée à l'Assemblée nationale. Aucun membre de cette famille n'est passé en jugement. Elle aura vécu, jusqu'à sa libération dix ans plus tard, dans un vaste espace montagneux d'où l'on ne tentait de s'échapper qu'en risquant sa vie. On y trouvait des villages avec leur école, une mine d'or, une carrière de gypse, une sorte d'esplanade où avaient lieu, fréquemment, des exécutions auxquelles la population était tenue non seulement d'assister mais de participer en jetant des pierres sur les cadavres. Les conditions d'hygiène et d'alimentation étaient telles que la mortalité était extrêmement élevée.

Kang ne se contente pas d'évoquer cette atroce décennie. Il raconte avec précision les conditions de son évasion de Corée du Nord, via la Chine. Il y a séjourné quelque temps avant d'aller se fixer à Séoul, où il milite en faveur de tous ceux qui, de plus en plus nombreux, fuient le régime de Pyongyang et sa misère. Loin de partager l'enthousiasme si répandu suscité par les sourires de Kim Jong-il, il estime que ceux-ci devraient plutôt nous désoler, dans la mesure où ils signifient « qu'il se sent rassuré quant à l'avenir de son pouvoir et qu'il compte continuer à l'exercer dans le même mépris des droits de l'homme les plus élémentaires ». Il n'est que trop vrai qu'à vouloir libéraliser son pouvoir, un dictateur a les plus grandes chances de le perdre. A voir cependant s'étendre la corruption, au fur et à mesure que deviennent un peu plus poreuses les portes longtemps hermétiques du paradis des Kim, on ne prendrait pas de trop gros paris sur son avenir.

André Fontaine

ASSIA DJEBAR

PRIX DE LA PAIX 2000

Après Yachar Kemal, Mario Vargas Llosa, Jorge Semprun... les éditeurs et libraires allemands ont décerné à Assia Djebar le Prix de la Paix.

ALBIN MICHEL
www.albin-michel.fr



ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

Hume, notre contemporain

LA LIBERTÉ ET LA LOI

Les origines philosophiques du libéralisme de Lucien Jaume.

Fayard, 388 p., 140 F (21,34 €).

Poursuivant son travail d'archéologue du libéralisme, Lucien Jaume élargit son propos. Dans un précédent ouvrage publié en 1997 (1), il s'était attaché à rendre compte des seules variations de la pensée française entre Germaine de Staël, Benjamin Constant, François Guizot, Lamennais et Lacordaire. Cette fois, le parcours est beaucoup plus ambitieux, puisque nous voici promenés de Bossuet à Rawls en passant par Montesquieu, Locke, Hume, Kant, pour ne citer que les principaux tableaux de cette superbe exposition – forcément incomplète, c'est la loi du genre. Jaume rejoue ici tous ses gains précédents, et l'on ne peut qu'admirer la prise de risque, même si l'on s'essouffle à le suivre dans une chevauchée presque fantastique qui fait peu de concessions au lecteur.

En prenant une vue cavalière de ce livre, dont l'auteur nous donne lui-même l'exemple, il ressort que Hume est la figure dominante de cette histoire étrange. Le défrichement du terrain avait déjà été entrepris par Gilles Deleuze il y a presque un demi-siècle (2). Ici, et c'est le grand mérite de Jaume, le génie précurseur du philosophe écossais du XVIII^e siècle peut se comparer « en direct » à des esprits de même envergure. Disons même qu'il paraît plus grand que ne le voudrait sans doute notre auteur qui, ne cachant pas son penchant pour Kant, cherche chez ce dernier un antipoison au virus humien.

L'Écossais, en effet, rejetant toute intervention d'un *deus ex machina*, la Nature, Dieu, etc., a eu l'ambition de restituer par une genèse purement immanente la fabrication des règles par la société. Mais du même coup en remontant en deçà de l'instance de toute normativité, l'Écossais remonte en deçà de tout sujet proprement dit. Pour lui, le sujet est une fiction, puisqu'il se constitue de la succession des perceptions dont l'unité fait problème. « Notre moi, ose-t-il écrire, indépendamment de la perception de tout autre objet, n'est rien en réalité. » Ou encore : « Les esprits humains sont des miroirs les uns des autres. » Le vrai sujet est donc le corps social conçu comme le jeu d'interactions permanentes, qui se régule indépendamment de l'État. La main invisible, formulée plus tard par Adam Smith, se lit dans le filigrane de ces pages bouleversantes, caparçonnée de quelle puissance, de quelle complétude !

Jaume en déduit logiquement que la liberté selon Hume est celle du futur « libéralisme économique ». Dès lors l'essentiel du droit naît hors de l'État, qui au lieu d'en être le producteur en devient le garant. Hume annoncerait « le triomphe du monde de l'économie (mondialisation) qui soumet de façon croissante la politique à ses impératifs » – formule un peu grosse pour une plume aussi fine que celle de notre auteur.

Au libéralisme économique, Jaume veut opposer un libéralisme politique dont Kant serait le champion. Le « tournant kantien » viendrait à bout du « renversement empiriste » de Hume en prônant l'émancipation politico-morale de l'individu, sujet de droit et de jugement, et sa protection par l'universalité de la loi. Message qu'il faudrait rappeler avec d'autant plus d'urgence que cette universalité est mise en cause par la montée en puissance de droits de plus en plus différenciés. On aurait perdu de vue, selon notre auteur, la fécondité de la loi pour la liberté humaine. Pour Kant, le sentiment n'est pas le fondement de l'obligation. Celui-ci réside dans le commandement que, librement, la raison s'adresse à elle-même, et où elle se reconnaît elle-même. Ainsi le condamné à mort doit-il se féliciter de son châtement (Montesquieu, Hegel).

Si l'on refuse de faire de la moralité le consentement à ce qui nous est prescrit par la religion ou par la société, il faudra rendre compte du fait, prévient Jaume, que « à la fois la moralité est ce qui nous commande et ce en quoi rien ni personne ne nous commande ». Belle formule ! Mais l'on suivra moins facilement l'auteur lorsqu'il nous dit que Kant introduit une « causalité de la raison pure pratique ». A moins que l'on y voie l'aveu qu'il n'existe qu'une seule sorte de raison – aveu que l'on trouve déjà, soit dit en passant, dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs*. Kant serait tombé lui-même dans le piège où se serait fait prendre, selon lui, Hume et les autres philosophes écossais (Adam Smith, notamment), à savoir d'avoir confondu civilisation et moralité. Et certes il est bien vrai que « d'une suite d'expériences en matière de raffinement et de civilisation on n'extraira jamais la morale ni même le droit », comme le dit Jaume. Mais alors, que deviennent la raison pratique et l'éthique kantienne ? Quoi qu'il en soit, le procès fait à Hume est injuste, car s'il est un penseur qui a échappé au piège de la *naturalistic fallacy* (déduire le devoir-être de l'être), c'est bien l'auteur du *Traité de la nature humaine* pour qui la raison est « complètement impuissante » sur le plan de la morale.

Passons. Et revenons à la question telle qu'elle est formulée par Kant dans l'un des brouillons du *Conflit des facultés* : « Pourquoi un monarque n'a-t-il jamais osé déclarer franchement qu'il n'avait que faire du concept du droit, pure et simple pédanterie ? » Vieille interrogation. Déjà un précepte enseignait aux Romains qu'« un augure ne saurait croiser un augure sans rire ». Réponse de Jaume : « On peut parler autant que l'on voudra de "politique des apparences" et l'on peut même soutenir que le peuple aime à être trompé, il reste que les gouvernés ont leur propre source de jugement et qu'ils recherchent aussi le droit et la liberté. » Soit ! Mais au terme d'un siècle « des plus grandes horreurs et des plus grands périls », doit-on seulement entendre Kant nous dire que « le sujet non rebelle doit pouvoir admettre que son souverain veut ne pas commettre d'injustice envers lui » ? L'appel d'un Condorcet à « faire aimer la loi » est-il encore audible ?

En comparaison, par son individualisme sans sujet, typique de la post-modernité, par son âme obscure à elle-même, Hume est bien notre contemporain.

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

LA QUESTION DE L'ÉTAT EUROPÉEN

de Jean-Marc Ferry. Gallimard, « NRF-essais » 320 p., 129 F (19,66€).

Depuis le printemps, la discussion sur une éventuelle Constitution européenne a été relancée. Beaucoup de projets « techniques », organisant la répartition des pouvoirs entre les instances existantes de l'Union, ou les instances à créer, ont été proposés de divers côtés. Des hommes politiques, hostiles à l'idée même de Constitution, qui ne se recrutent pas tous chez les « souverainistes », ont avancé une objection en forme de syllogisme : une Constitution est la loi fondamentale d'un Etat ; l'Union européenne n'est pas un Etat ; donc l'Union européenne ne saurait avoir une Constitution. Jean-Marc Ferry ne se laisse guère impressionner par ce type de raisonnement simpliste. Professeur à l'Université libre de Bruxelles, il pose « la question de l'Etat européen » pour en esquisser une théorie, ne serait-ce que pour aboutir à une conclusion en forme de paradoxe : l'Etat européen en gestation est, dit-il, un Etat sans Etat. « Je dirai, écrit-il, qu'un Etat européen peut se profiler comme une construction juridique sans Etat, si l'on entend le mot "Etat" au sens conventionnel d'une monopolisation de la souveraineté ; mais que cette construction juridique ne saurait cependant pas s'en tenir à structurer un marché, car elle devra y inclure l'organisation d'un espace public. »

Comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, les dirigeants européens sont en train de façonner une Constitution sans le savoir, sans le vouloir, ou sans le reconnaître. L'Europe n'est déjà plus seulement un marché qui serait aban-

POLITIQUE

● par Thomas Ferenczi

LES CULTURES POLITIQUES DES FRANÇAIS

sous la direction de Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau. Presses de Sciences-Po, 426 p., 228 F (34,76 €).

Au moment où l'on s'interroge sur les relations des Français avec la politique et sur le décalage qui paraît séparer leurs attentes de « l'offre » de leurs dirigeants, l'ouvrage codirigé par Pierre Bréchon, Annie Laurent et Pascal Perrineau, respectivement chercheurs à Grenoble (CIDSP), Lille (Craps) et Paris (Cevipof), vient à point nommé. Sur cette question fondamentale pour la démocratie, il fournit une série d'informations et d'analyses riches et éclairantes. En étudiant les « cultures politiques » des Français, c'est-à-dire les croyances, les représentations, les valeurs qui définissent leur attitude à l'égard du pouvoir et de l'action collective, les vingt-trois auteurs apportent en effet de nombreuses clés qui permettent de mieux comprendre les évolutions et recompositions en cours.

Celles-ci ne traduisent pas nécessairement une indifférence à la politique, comme on le dit parfois en invoquant la montée de l'individualisme et du repli sur la vie privée. Elles dénotent plutôt une insatisfaction à l'égard de ses formes actuelles et de ses acteurs. Ainsi le déclin de la participation électorale, dont l'abstention massive au référendum sur le quinquennat est l'exemple le plus spectaculaire, ne signifie pas que les non-votants se désintéressent tous de la vie publique. Il existe deux catégories d'abstentionnistes, expliquent Jérôme Jaffré et Anne Muxel, ceux qui sont

RELIGIONS

● par Henri Tincq

UN SIÈCLE DE L'ÉGLISE DE FRANCE 1900-2000

de Pierre Pierrard. Desclée de Brouwer, 250 p., 130 F (19,82 €).

LE CHÊNE ET LA FUTAIE

Une Eglise avec les hommes de ce temps de Gabriel Matagrin.

Entretiens avec Charles Ehlinger, Bayard, 446 p., 180 F (27,44 €).

Pierre Pierrard s'impose comme l'un des principaux historiens du catholicisme français. On connaissait ses travaux inspirés par sa relation passionnée avec le nord natal, avec le monde ouvrier et avec le judaïsme. Sur le XX^e siècle finissant de l'histoire de l'Eglise, il livre aujourd'hui la meilleure fresque qu'on puisse imaginer, compte tenu de l'ampleur du sujet, du nombre des enjeux politiques et intellectuels soulevés et des querelles d'interprétation, encore brûlantes.

Avec talent, clarté, souci de justice plus que d'érudition, Pierre Pierrard ne craint pas d'embrasser cent ans qui ont plus transformé l'Eglise et la société en France que les trois siècles précédents. Il parvient à dégager des lignes de force qui ne devraient choquer aucune des sensibilités d'aujourd'hui. Non pas que ce « siècle » d'histoire de l'Eglise manque de convictions. Pierrard n'a jamais fait mystère de sa préférence pour un catholicisme libéral et social. Mais son parti pris est moins celui d'une thèse que d'une synthèse.

L'une des trajectoires de ces cent ans est la « libération ». Le catholicisme français du XX^e siècle se libère du pouvoir temporel grâce à un régime de lai-

Théorie de l'Union politique

donné aux libres forces de l'échange. « A travers les fatras des décisions, règlements, directives et les traités en chaîne, s'élabore une Constitution bien réelle de l'Union, écrit-il. Le résultat politique ne s'en délive qu'après-coup. » Au lieu de refuser une Union politique, les « républicains » devraient s'en émouvoir et militer pour la création d'un Etat démocratique européen qui ne serait pas la simple extrapolation de l'Etat national à l'échelle européenne mais une construction *sui generis* que Jean-Marc Ferry appelle tantôt « Etat des peuples unis », tantôt « fédération d'Etats souverains » ou encore « Etat de droit cosmopolite », voire « Etat métanational », c'est-à-dire une unité symbolique au-delà des nations. La Constitution européenne devrait tenir compte à la fois des droits des individus et des droits des Etats. Le droit public de l'Union apparaîtrait « comme une synthèse du droit interne et du droit international ». Jean-Marc Ferry remarque que, déjà, les citoyens européens peuvent faire sanctionner leurs droits auprès des tribunaux européens, le cas échéant, contre l'Etat national dont ils sont les ressortissants.

Une des questions posées par l'Union politique est celle de la souveraineté. Jean-Marc Ferry considère que l'Union est « l'instance publique sous l'égide de laquelle les Etats membres exercent leur souveraineté, mais à condition qu'un tel exercice soit désormais concerté entre eux ». Ceux qui ne pourraient ou ne voudraient subordonner leur souveraineté à cette concertation pourraient toujours quitter l'Union.

L'autre question est celle de la nation et du peuple, et de leurs rapports entre eux. Si une nation européenne est une contradiction en soi, un peuple d'Europe peut-il exister à travers la diversité de ses nations ? Car ces nations sont les fonde-

ments de l'identité européenne, le modèle selon lequel l'espace européen s'est structuré. L'auteur n'oppose pas la « crispation nationale » des souverainistes républicains, plus proches qu'ils ne veulent bien l'admettre des tenants du communautarisme, au « patriotisme de la Constitution » prôné par les partisans de la théorie postnationale. Pour lui, il s'agit d'une bataille intérieure au républicanisme entre le « républicanisme national » et le « républicanisme cosmopolite ». Il propose la formation d'une « communauté politique européenne », reposant sur un « espace public européen », comme « médiation entre la société civile et l'Etat », entre « la société civile et le triangle institutionnel » constitué par le Parlement européen, la Commission et le Conseil. « L'espace public (dans lequel les médias ont un rôle fondamental et, selon Jean-Marc Ferry, un rôle organisé, à jouer) est donc à tous égards l'élément dont l'union politique européenne a besoin. »

Si cet espace public se crée entre un marché libéral et un Etat qui ne sera ni fédéral, ni supranational, ni a fortiori national, l'Europe pourra prétendre à une existence politique, à une cohérence éthique et à une légitimité démocratique. Restera alors à définir les critères d'appartenance à cet ensemble. Ils ne sauraient être uniquement constitutionnalistes, c'est-à-dire conformes à des principes universels (Etat de droit), sinon la communauté politique ainsi définie ne connaîtrait pas de frontière. Jean-Marc Ferry rappelle que les critères dits de Copenhague, qui ont été adoptés par le conseil européen de juin 1993 et qui sont opposés aux candidats à l'adhésion, sont à la fois constitutionnels, utilitaristes et communautaristes. Ces critères ne règlent pas le problème, mais ils délimitent un espace qui sera peut-être un jour une Union politique européenne.

Des citoyens insatisfaits

« hors jeu » et ceux qui sont « dans le jeu ». Ces derniers « se situent plutôt dans une logique d'implication active à l'égard de la société ». Ce sont des citoyens contestataires, souvent jeunes et diplômés, qui ne méconnaissent pas l'importance de la politique mais rejettent, à un moment donné, les choix que leur soumettent les différents partis.

Pourquoi cette contestation a-t-elle pris de l'ampleur ? Parce que, soulignent les trois codirecteurs de l'ouvrage, les manières de penser se sont profondément transformées en France sous l'effet de plusieurs chocs – ceux de la mondialisation, de l'Europe, des flux migratoires – mais aussi de l'élévation du niveau d'études et de la libéralisation des mœurs, alors que l'ordre politique demeure largement « articulé sur les vieilles cultures politiques » et qu'il rend difficile « l'expression de nouvelles cultures ». Ainsi s'est créée une forte « tension » entre les aspirations renouvelées des Français et l'immobilisme du système qui est chargé d'y répondre.

Les mutations qui affectent le comportement des électeurs sont de nature diverse. C'est, par exemple, la volonté, de plus en plus répandue, de « faire primer le principe de liberté individuelle et d'épanouissement personnel sur le respect des normes transcendantales et héritées de la tradition (notamment religieuse) » : Grégory Derville montre en particulier comment ce processus creuse le fossé entre les jeunes et les vieux, selon que l'emporte la « permissivité » ou la « répressivité ». C'est aussi, dans le domaine économique, la mise en cause de la légitimité de l'intervention de l'Etat : Jean-Luc Richard note à ce sujet l'hétérogénéité croissante des électors des grands partis, qui brouille les repères. Autre variable aux conséquences importantes, décrite par Marinette

te Sineau : la « révolution » féministe, qui crée une culture spécifique, marquée, entre autres, par un certain scepticisme envers la démocratie, une forte résistance au léninisme, un attachement persistant à la religion.

Les identités respectives de la droite et de la gauche ont été altérées par ces multiples changements. Colette Ysmal pour la première, Michel Hastings et Sylvie Strudel pour la seconde soulignent la fragmentation idéologique des deux camps. Dès lors se pose la question de la représentation des Français, d'un côté ou de l'autre, par les actuelles formations politiques. Mentionnons également l'émergence d'une culture protestataire « éprise de radicalité », qui a repris quelques forces au cours de l'hiver 1995. Celle-ci entretient avec la population un lien complexe et ambigu : ainsi Guy Groux met-il l'accent sur les « jeux d'interaction et de distanciation » entre l'opinion et le « mouvement social ».

Ces quelques exemples – auxquels on pourrait ajouter le chapitre consacré par Nonna Mayer à l'opposition entre indépendants et salariés et, parmi ceux-ci, entre salariés du privé et salariés du public – mettent en évidence les nouveaux cliques qui divisent les Français et la façon dont ils se conjuguent avec certaines constantes, que les auteurs attribuent en grande partie aux mécanismes institutionnels, tels le mode de scrutin ou l'organisation partisane.

Au-delà de l'attitude des hommes politiques à l'égard de leurs mandats, c'est, on le voit, le fonctionnement de la démocratie sous ses divers aspects qui est en cause. On comprend mieux que les électeurs aient boudé les urnes lorsqu'ils ont été interrogés sur la seule durée du mandat présidentiel. C'est l'ensemble du système qui appelle une sérieuse révision.

L'Eglise dans le siècle

cité et de « séparation » dont il a tiré profit, après l'avoir beaucoup combattu. Il se libère du nationalisme « belliqueux et antisémite » de Charles Maurras après la condamnation par Rome de l'Action française (1926), dont les thèmes ressurgiront toutefois sous Vichy. Il se libère du cléricalisme : Pierre Pierrard conte l'émergence d'un laïcat organisé, autour de l'Action catholique en particulier, rompant avec « cette absence des chrétiens aux événements de l'Histoire », qui consternait Jacques Maritain. L'Eglise se libère enfin du rêve de « reconquête » qui a prévalu jusqu'à Pie XII et de ce catholicisme de « certitudes » que Pierrard voit ressurgir dans certaines initiatives de Jean Paul II et du cardinal Ratzinger.

Mais à quel prix de telles « libérations » ? Combien de cris et de crises, de fureurs et de douleurs ont accompagné ces mutations ! Le récit de Pierrard n'ignore aucune des condamnations romaines, aucune des grandes batailles (des écoles catholiques aux prêtres-ouvriers), aucune des grandes intuitions d'un Sangnier, d'un Mounier, d'un Maritain pour rapprocher l'Eglise de la société. Combien d'écrivains, de philosophes, de théologiens (Congar, Chenu, de Lubac...) ont frayé avec ce siècle, contribuant à l'insertion du catholicisme français dans le jeu laïque et démocratique, à son renouveau exégétique, pastoral, liturgique dont l'apothéose fut le concile Vatican II au début des années 60.

Les vingt dernières années, celles de Jean Paul II, sont un peu sous-estimées. Sans doute l'historien répugne-t-il à se prononcer sur une histoire en train de se faire. Ou estime-t-il que les lignes de force depuis Vatican II n'ont pas fondamentalement changé, avec une exigence accrue de pluralisme, d'œcuménisme, d'approfondissement intellectuel et spirituel. Mais ce siècle catholique se termine aussi dans

un contexte de détachement accru de la société, à qui l'Eglise semble de plus en plus étrangère.

Né en 1919, Gabriel Matagrin n'ignore aucune de ces sinuosités. Aujourd'hui retiré, il fut, du concile aux années 80, l'une des personnalités majeures de l'épiscopat français. « J'ai vu s'effondrer le catholicisme de mon enfance et de ma jeunesse », écrit-il, mais il n'éprouve aucune nostalgie. Au contraire, il se réjouit d'avoir appartenu à la génération qui a bénéficié de tous les courants du renouveau biblique, liturgique, patristique, œcuménique, etc. Son livre d'entretiens passionnants avec Charles Ehlinger n'est pas un album de souvenirs. C'est l'itinéraire d'un homme et d'un catholicisme qui, avec intelligence et prophétisme, ont su affronter les mutations culturelles et théologiques des années 50 et 60.

Ses pages les plus foisonnantes racontent l'histoire d'un concile, Vatican II (1962-1965), dont M^{re} Matagrin, ami de Paul VI, fut l'acteur et dont le seul tort, à l'entendre, fut d'avoir eu raison trop tôt. Contre les catholiques traditionalistes, il soutient que le concile n'est pas responsable des crises qui ont affaibli l'Eglise et qu'il a raison d'imputer aux fractures de la société et de la culture après 1968. « Fils » de Pascal et de Mounier, proche de Gaston Fessard et d'Henri de Lubac, M^{re} Matagrin est l'archétype de l'évêque des années 60 engagé dans les débats sociaux et politiques de l'Hexagone. Mais il fut le premier à prévenir son Eglise des risques de dérive liés à une trop grande proximité avec les militants communistes.

Ses pages sont pleines de lucidité sur l'avenir d'une Eglise catholique dont il se méfie des emportements progressistes autant que des risques de « retour en arrière » et des tendances centralisatrices

(1) *L'Individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français* (Fayard, voir « Le Monde des livres » du 28 novembre 1997).

(2) *Empirisme et subjectivité. Essai sur la nature humaine selon Hume*, de Gilles Deleuze (PUF, 1953). L'ouvrage de référence de Didier Deleule est venu plus tard : *Hume et la naissance du libéralisme économique* (Aubier Montaigne, 1979).

PIERRE DUMAYET
rencontre
AUX CAHIERS DE COLETTE
le samedi 21 octobre
à partir de 17 h.
à l'occasion de la parution du livre
Récits d'un lecteur
(Ed. Pauvert)
23-25, rue Rambuteau, Paris 4^e
Tél. 01 42 72 95 06

VOUS AVEZ DES LIVRES À VENDRE ?
01 42 88 58 06
VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?
01 42 88 73 59
LE TOUR DU MONDE
filiale spécialisée de la Fnac

Marilyn Monroe actrice

Une biographie sérieuse de Barbara Leaming sur une grande professionnelle qui fut aussi l'icône et la martyre de la religion américaine : le cinéma

MARILYN, UNE FEMME

de Barbara Leaming
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Dominique Peters
et Marie-France Girod.
Albin Michel, 474 p.,
140 F (21,34 €).

Ne pas avoir d'opinion sur la mort de Marilyn Monroe, sur l'assassinat de Kennedy à Dallas, les deux événements symboliques majeurs des années 60, vous ferait vite passer, aux Etats-Unis, pour un analphabète. Dans les deux cas, le clivage s'opère sur la théorie du complot. S'il y a eu plus d'un tireur à Dallas, qui tirait les ficelles ? Si Marilyn n'a pas succombé à une surdose volontaire ou accidentelle, sur l'ordre de qui lui fut injectée la dose mortelle ? Les biographies américaines sont rarement écrites par un spécialiste, universitaire ou non, qui creuse son sujet, se tient au courant des travaux neufs, cherche encore des documents et des témoignages qui puissent infirmer ou confirmer sa thèse une fois celle-ci publiée. Et les auteurs font volontiers comme si leur livre était le premier sur le sujet ou devait éliminer tous les autres. Sur Marilyn, les thèses s'assèment comme dans un tribunal où les parties opposées peuvent superbement s'ignorer, du moment que le jury est muet, qu'il paye pour le spectacle et se fait son opinion sans avoir à la soutenir rationnellement.

En 1993, paraissait la biographie écrite par Donald Spoto qui exposait, concernant les relations de Marilyn Monroe avec le clan Kennedy et les circonstances de sa mort, ses relations avec son psychanalyste, le docteur Ralph Greenson, un faisceau de faits et une interprétation psychologique convaincante (1). Sa conclusion recoupait celle de l'enquête de la police de Los Angeles : mort par surdose médicamenteuse. Mais elle différait sur le point du « probable suicide ». Spoto concluait à un accident dont le principal responsable était le docteur Greenson. Cinq ans plus tard, sans apporter de témoignages crédibles, un

livre à sensation, *Marilyn Monroe : enquête sur un assassinat*, reprenait la thèse déjà ancienne de l'assassinat par les hommes de Kennedy qui voulaient se saisir du carnet rouge dans lequel la star, entichée du Président et de son frère l'Attorney General, consignait des secrets d'Etat obtenus sur l'oreiller. Et l'on put voir alors, dans une émission prétendument sérieuse diffusée par France 2, l'auteur, flanqué d'un affabulateur notoire, Robert Slatzer, qui prétend avoir épousé Marilyn en secret au Mexique en 1952 et avoir gardé jusqu'à la fin sa confiance. Cette thèse délirante était soutenue sans que lui soit opposé par les participants au débat autre chose que le scepticisme de bon aloi qu'il s'agit de garder dès qu'on a affaire à une figure mythologique. Ils n'avaient pas lu Spoto, ou ne s'en souvenaient plus, ou n'accordaient à la question aucune espèce d'importance. Il fallait simplement que le spectacle continue.

HISTOIRE D'UNE AMBITION

Barbara Leaming n'a rien d'un vautour. Biographe aguerrie par ses livres sur Katherine Hepburn (1995), sur Bette Davis, sur Orson Welles (traduit en français, 1986), elle ne reconstruit pas Marilyn Monroe à partir de ses douloureuses dernières années, de ses amours de star en détresse, de sa mort désespérante. Son livre, qui n'est pas sans défauts (2), raconte de façon passionnante une ambition professionnelle de fer qui a transformé une starlette désemparée en une très grande actrice de cinéma, intelligente et drôle, une star comme il n'y en a plus eu après elle, un *sex symbol* universel qui exerce aujourd'hui encore une attraction aussi forte qu'à l'époque de *Les Hommes préfèrent les blondes* et de *Sept ans de réflexion*.

Leaming est moins intéressée par la construction du mythe que par la production, la fabrication, la diffusion des films, leurs enjeux économiques, politiques, idéologiques, artistiques, les formidables combats qu'a constitués chacun d'eux, pas seulement pour Marilyn, mais pour



1957 : « Le Prince et la Danseuse »

l'industrie cinématographique, et pour la culture américaine en général. Le titre français du livre, *Marilyn : une femme*, avec sa connotation féministe, est réducteur. En anglais, *Marilyn Monroe* disait implicitement les trois : la femme, l'actrice, le mythe. L'apport vraiment neuf de Leaming provient de documents auxquels elle a eu accès et qu'elle exploite intelligemment : les archives de la 20th Century Fox déposées à l'Université de Californie, à Los Angeles, des documents concernant la Commission sur les activités anti-américaines et les procès auxquels ces auditions de témoins sous serment ont abouti, le plus souvent pour refus de livrer des noms, comme ce fut le cas pour Arthur Miller, le dernier des trois époux de Marilyn Monroe.

Pour lui, le dramaturge célèbre, la star a mis sa propre carrière en péril, en toute connaissance de cause, et avec une réelle générosité. La relation triangulaire Elia Kazan-Marilyn Monroe-Arthur Miller trouve ainsi un éclairage sous lequel on aperçoit mieux l'entremêlement du politique, de l'érotique et de l'artistique.

Sur le plan affectif, Marilyn Monroe souffrait certes d'un déficit d'amour qu'aucun homme ne pouvait combler. Ce déficit originel, couplé à une vive sensualité, l'a fait, consciem-

ment ou non, érotiser toutes ses relations professionnelles. Son désarroi de femme qui ne se sentait exister que dans le regard des autres la laissait totalement démunie quand elle n'y lisait plus le désir. Ainsi ses rapports avec Laurence Olivier sur le plateau d'un film qu'elle produisait elle-même, *Le Prince et la Danseuse*, tournèrent à la catastrophe quand il crut bon de lui intimer avant une scène dans laquelle elle se débrouillait mal : « Sois sexy ! » Tout son combat d'actrice avait été de sortir du rôle de Marilyn Monroe, *The Girl*, la blonde explosive et nunuche qu'elle avait créée avec un humour merveilleux, une sensibilité extrême et la complicité de grands metteurs en scène, comme Howard Hawks, Billy Wilder et Joshua Logan. Ce qu'elle voulait obtenir du studio où elle se sentait méprisée, par Darryl F. Zanuck tout particulièrement, c'était sa reconnaissance en tant qu'actrice. C'est ce désir aussi qui la jeta sous l'emprise de Lee Strasberg, le maître de l'Actors Studio, auquel Leaming donne le rôle du gourou sadique, mû par son seul intérêt.

SUICIDE

Elle prend, en revanche, la défense du docteur Greenson, en s'appuyant sur ses archives et sur celles d'Anna Freud, à laquelle il était lié. Selon elle, Greenson franchit les règles déontologiques de la psychanalyse parce qu'il ne pouvait faire autrement avec une patiente aussi psychodépendante des drogues et de sa propre personne de substitut paternel. Son suicide aurait été un appel à l'aide qu'elle lui aurait lancé et que seul un malheureux concours de circonstances l'a empêché d'entendre à temps. On aurait souhaité qu'elle discute de front la thèse de Spoto, qui ne reposait pas seulement sur l'analyse du contretransfert massivement amoureux et incontrôlé du psychana-

lyste pour sa patiente mais aussi sur le listing des appels téléphoniques lancés du domicile de Marilyn Monroe, la nuit du 4 au 5 août 1962. Leaming fait justice des ragots concernant une liaison de Marilyn avec Robert Kennedy (3). L'implication de la Maison Blanche dans la mort de Marilyn est réduite à néant, mais continuera sans doute à nourrir les fantasmes « factoides » de ceux qui, comme Norman Mailer il y a vingt-sept ans, comme Joyce Carol Oates aujourd'hui, veulent encore profiter de la chair blonde d'une actrice qui s'est dévorée elle-même sous l'œil avide de nos dieux caméras.

Si Barbara Leaming pouvait s'accorder avec Joyce Carol Oates et son roman qui fantasme à mort et chevauche à cru la vie vécue de Marilyn, ce serait sur l'idée que le cinéma est la religion américaine et que Norma Jeane Baker, l'enfant sans père, la fille d'une mère schizophrène, a été de cette religion la catéchumène docile. Elle en devint, sous le nom de Marilyn Monroe, la prêtresse rebelle et pourtant idolâtrée. Elle en est morte martyre et en reste aujourd'hui la sainte aux yeux embués des fidèles que nous sommes, et l'icône principale de l'Eglise qui s'est bâtie en consommant son corps délicieux, magnifique, pitoyable et à jamais glorieux.

Michel Contat

(1) D. Spoto, *Marilyn Monroe : la biographie*, Presses de la Cité. Voir « Le Monde des livres », 14 mai 1993.

(2) Pourquoi, par exemple, affirmer que Joshua Logan a coupé, dans *Bus Stop*, la scène où Cherie (Monroe, dans la plus longue réplique de sa carrière) raconte sa vie et ses espoirs à sa voisine de bus, quand n'importe quel spectateur peut vérifier qu'elle s'y trouve bel et bien ?

(3) C'est ce qu'établit aussi l'ouvrage d'Evan Thomas, *Robert Kennedy : His Life*, paru cet été chez Simon & Schuster.

Jeanson, « juge et partie »

Pour le trentième anniversaire de sa mort, René Chateau présente l'une des figures du cinéma français : scénariste, dialoguiste, pacifiste, journaliste

JEANSON PAR JEANSON

de René Chateau.
Ed. René Chateau
La Mémoire du cinéma français
(72, rue Lauriston, 75116 Paris),
636 p., 149 F (22,71 €).

De *La Dame de chez Maxim's* d'Alexander Korda (1932) à *L'Homme à la Buick*, de Gilles Grangier (1967), Henri Jeanson a été scénariste, dialoguiste, ou les deux à la fois, de quatre-vingt-quatre films français, dont un *Lady Paname* qu'il réalisa lui-même en 1949. Avec une seule interruption en 1939. Né avec le XX^e siècle, le 6 mars 1900, Jeanson mourut le 6 novembre 1970. Il n'était pas d'un âge avancé, n'avait rien perdu de sa verve, de son mordant, mais les cinéastes de la « nouvelle vague » et les critiques très attachés au modernisme du cinéma d'auteur, avec lesquels il avait rompu des lances, l'avaient déjà, en quelque sorte, enterré. Pour Jeanson, il l'avait dit, répété, l'auteur d'un film était celui qui l'écrivait, le « metteur en scène » n'étant qu'un exécutant. L'oubli suivit, sauf pour quelques-uns de ses meilleurs dialogues : *Pépé le Moko*, *Hôtel du Nord*, bien sûr (« *C'est la première fois qu'on me traite d'atmosphère* »), *Entrée des artistes* (6, Jouvet !), *Boule de suif*, *Fanfan la Tulipe*, etc.

Cet oubli, René Chateau a voulu l'effacer, et montrer à tous ceux qui, comme lui, cultivent dans tous les domaines la « mémoire du cinéma français », la véritable personnalité d'un homme qui fut aus-

si polémiste, auteur dramatique, critique de radio et de cinéma, n'hésitant pas, en ce qui concerne le cinéma, à être, comme on disait, « juge et partie ». Mais, avec son tempérament artiste, son esprit libre, anarchisant si l'on veut, pamphlétaire à tous crins, Henri Jeanson n'a jamais cédé à ce qu'on n'appelait pas encore le « politique correct ».

PACIFISTE

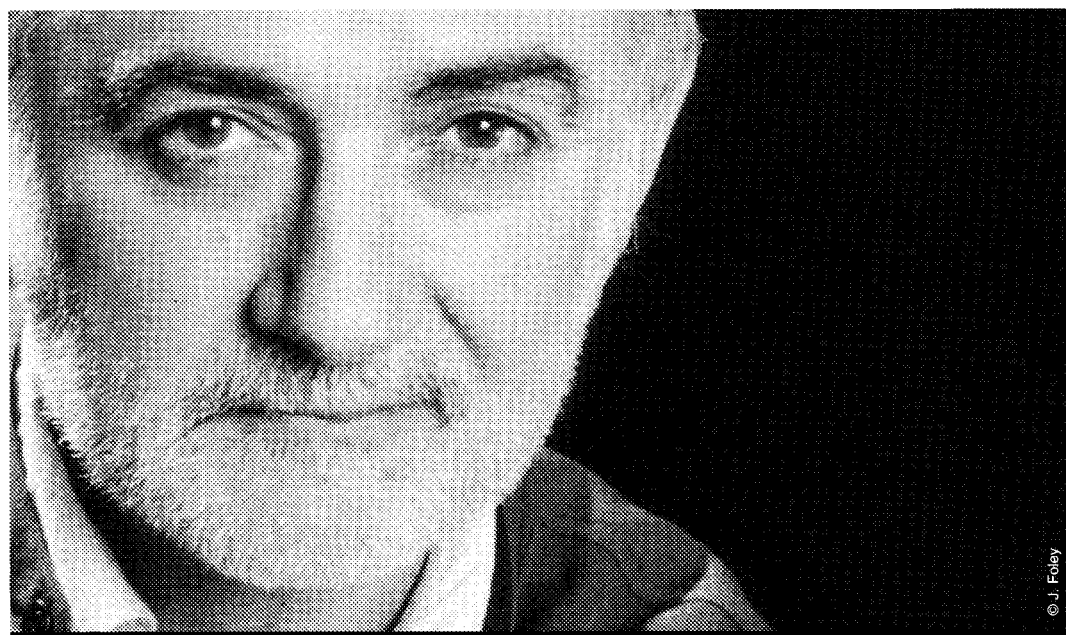
Partisan, en 1937, de l'intervention en faveur des républicains dans la guerre civile espagnole, il se révèle, deux ans plus tard, pacifiste. En 1938, il écrit : « *J'ai toujours tenu l'antisémitisme pour l'une des plus viles manifestations de la bête humaine. Je me suis toujours élevé, en dépit de ma servilité bien connue, contre la bêtise ou la canaillerie de certains producteurs. Mais je ne crois pas que la bêtise et la canaillerie soient des produits juifs.* » La même année, il prend, dans un article, la défense d'Henri Grynspan, le jeune juif qui a abattu, à l'ambassade d'Allemagne de Paris, l'attaché von Rath. Contre toute prudence diplomatique, ce qui lui vaut, en correctionnelle, une condamnation de dix-huit mois avec sursis, pour apologie du meurtre !

En novembre 1939, à la suite d'un article pacifiste, il est arrêté, à la demande d'Edouard Daladier, et condamné à cinq ans de prison pour excitation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste. Il n'en fera que huit mois... On le retrouva, fin 1940, directeur du journal *Aujourd'hui*, dans lequel, selon ses

propres termes, il s'évertuait à « *contrer la propagande allemande* » et publiait, sous des pseudonymes, des articles de journalistes israéliens. Au bout de deux mois et demi, la position étant intenable, il démissionna. En 1941, il fut arrêté après une campagne que menait contre lui *Je suis partout*. Il écrivit alors pour le cinéma dans la clandestinité.

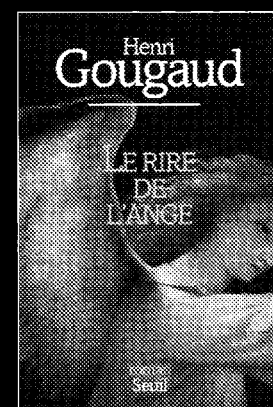
On constatera, à lire le livre, que ses manifestations, parfois contradictoires, d'indépendance, de désobéissance, d'anticonformisme, continuèrent après la guerre, et toute sa vie. Comme il l'avait fait pour *Audiard par Audiard* publié en 1995, René Chateau a rassemblé des citations de dialogues, des portraits, des souvenirs et des témoignages pour ou contre Jeanson et - c'est la partie la plus importante de l'ouvrage - des articles écrits par Jeanson, pour *Le Canard enchaîné*, à diverses époques, *La Flèche*, *Le Merle blanc*, *Le Cra-pouillot*, *Paris-Press*, *L'Aurore*... Il y disait, avec la même passion, ses goûts et ses dégoûts, ses amitiés et ses haines. Antistalinien, il traitait, en 1948, Aragon de « *poète du Guépéou* ». Fin 1947, d'une polémique terrible avec Sacha Guitry, il était sorti vainqueur, ses traits d'esprit vachards surpassant ceux du maître. Mauvaise foi, outrances, humour cruel, changements d'opinions déconcertants, on veut bien. Mais, peu à peu, à la lecture des textes, on découvre une sensibilité profonde et comme écorchée et un grand talent littéraire dont les dialogues de films n'étaient que le plus brillant aspect.

Jacques Siclier



Henri Gougaud

LE RIRE DE L'ANGE



Deux gaillards s'en vont sur les routes. Un ange les accompagne, figure inoubliable, plein d'indulgence pour les faiblesses des hommes. Entre conte et roman, Henri Gougaud nous enchante.

www.seuil.com
Editions du Seuil

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● **Fin de grève chez Hachette.** Les représentants en grève d'Hachette Livre ont repris le travail, lundi 16 octobre, après quatre semaines de grève (« Le Monde des livres » du 13 octobre). Les représentants de la branche littéraire générale et de la grande diffusion protestaient contre une restructuration commerciale. Après plusieurs rencontres infructueuses avec la direction, les représentants ont renoncé à leur mouvement sans avoir obtenu d'avancées significatives. Confrontés aux mutations prochaines de leur métier, les représentants ont constaté qu'une grève d'un mois n'avait pas eu de conséquences très sensibles sur les commandes des livres. La réforme mise en place par Hachette devrait entrer en vigueur en 2001.

● **Havas lance ePocket.** Havas va ouvrir en novembre le « premier site de téléchargement de contenus numériques multi-plateformes lancé par un éditeur européen ». Le site www.epocket.fr présentera une centaine de titres d'auteurs français, en puisant principalement dans les œuvres éditées par Havas poche. Ces ouvrages pourront être téléchargés directement à partir du site sur des PC et des assistants numériques personnels. Havas a souligné la mise en place d'une « sécurisation maximum » afin de préserver les droits d'auteur et d'empêcher toute copie illicite. Il sera notamment impossible d'imprimer et de « copier-coller ». Pour Jean-Claude Dubost, PDG d'Havas poche, il s'agit d'« investir pour apprendre, avant de monter en puissance et intégrer complètement le numérique dans les activités de l'édition papier ». Les livres en téléchargement seront au même prix que les livres papier.

● **Renaud Camus, le retour.** Six mois après les polémiques déclenchées par son journal de l'année 1994, *La Campagne de France* (Fayard), Renaud Camus va publier plusieurs ouvrages en novembre. Son journal de l'année 1995, *La Salle des pierres*, va paraître chez Fayard, après une lecture juridique de son éditeur, qui avait retiré le précédent volume de la vente avant de le republier sans les passages contestés. L'éditeur habituel de Renaud Camus, POL, publie *Ne lisez pas ce livre !*, qui reprend en partie le texte publié sur son site Internet, *Vaisseaux brûlés*. Enfin, après avoir essayé de nombreux refus d'éditeurs, le journal de « l'affaire Renaud Camus » sortira sous le titre *Corbeaux* aux éditions Impressions nouvelles (7, rue Taclat, 75020 Paris), dirigées par Marc Avelot.

● **Paul Smaïl chez Denoël.** Le prochain roman de Paul Smaïl initialement prévu chez Calmann-Lévy sous le titre *Ali le Magnifique*, paraîtra en janvier chez Denoël. Le livre, partiellement inspiré par l'affaire Rezala, devait être l'événement fort de la rentrée littéraire de Denis Bourgeois, PDG de Calmann, limogé en juin. Le nouveau PDG, Jean-Etienne Cohen-Séat, avait demandé à l'auteur – dont l'identité n'est pas connue – de modifier des passages. Celui-ci a préféré chercher un nouvel éditeur.

Précision

Le diptyque de Wilton, illustrant la « une » du « Monde des livres » du 13 octobre, est conservé à la National Gallery, à Londres.

Tapis rouge pour les revues

Dans le cadre de « Lire en fête » s'est tenue la dixième édition du Salon de la revue

C'est un Salon d'un genre un peu particulier, qui s'est tenu, pour la deuxième année, dans un lieu lui-même peu ordinaire, l'Espace Tapis rouge –, un ancien grand magasin avec de belles galeries, dont la construction date de 1784 – rue du Faubourg-Saint-Martin, juste en face de la mairie du 10^e arrondissement. Ce Salon de la revue, dixième du nom, a donc rassemblé, dans le cadre de « Lire en fête » les 14 et 15 octobre, des amateurs qui, par définition, ont un esprit curieux et ouvert, du moins peut-on le supposer ou l'espérer.

L'association organisatrice de cette manifestation se consacre, depuis quinze ans, moins à promouvoir les revues qu'à créer à leur bénéfice un espace d'information et de mémoire. *La Revue des revues*, qui en est l'émanation, est ainsi devenue, grâce à Olivier Corpet et André Chabin, une des bonnes publications d'histoire thématique. L'importance des revues, aussi bien dans les débats d'idées que dans la formation des grands (ou moins grands) courants

littéraires, était bien sûr connue ; personne n'aurait songé à leur contester ce rôle. Mais la collection de *La Revue des revues* donne un contenu à cela, en écrivant l'histoire, souvent peu connue, des revues et des « revuistes ». Dans le même esprit, la publication de catalogues, regroupant le signalement des revues classées par thèmes – création littéraire, bulletins d'amis, revues d'art, de sciences humaines... –, fournit aux chercheurs des informations utiles. Et surtout que l'on ne peut trouver ailleurs. Parution de cette année : le rassemblement de 143 revues d'histoire, critique littéraire, linguistique et de bibliographie (1).

Quatre cents revues, dont cent nouveaux exposants, sont venus cette année à l'Espace Tapis rouge, qui, avec 3 000 à 4 000 visiteurs, a connu une affluence record. Le regroupement des revues par discipline ou centre d'intérêt – psychanalyse ou organes des sociétés « dix-huitiémistes » – a rendu la circulation des visiteurs plus aisée d'un étage à l'autre. La présence de quelques « gros », comme Gallimard, a été appréciée.

Ainsi que celles d'Artpress et de *Commentaire*. Quant aux « petits » et aux « jeunes », leur santé, par définition précaire, ne les empêche nullement de montrer leur désir : celui d'exister, toujours aussi nombreuses. Enfin, quatre revues – *Grèges*, *Passages d'encre*, *Les Cahiers interpestifs* et *La Voix du regard* – ont proposé des accrochages d'œuvres picturales.

Les débats qui ont eu lieu au cours de ces deux journées – « Revues et citoyenneté », « Le peuple dans tous ses états », « Le XVIII^e siècle en revues »... – ont montré, à divers égards, la place qu'occupent les revues dans le champ intellectuel. Différentes des journaux et des magazines, ces publications, lorsqu'elles choisissent par exemple de faire une place à la critique, imprimant à la vie culturelle un dynamisme réel.

Patrick Kéchichian

(1) Ce numéro (60 F [9,15 €]), ainsi que les précédents, peut se trouver au siège de l'association, 9, rue Bleue, 75009 Paris, tél. 01-53-34-23-23.

L'art romanesque
au pied des Carpates

Quels sont aujourd'hui le bilan et les perspectives du roman en Roumanie post-communiste ? Comment prend naissance le souffle épique qui le porte et le dynamise ? Peut-on créditer le roman d'une dimension prophétique ? A quelles attentes devrait-il répondre ? Que peut le romancier face à la critique et dans quelle mesure contribue-t-elle à sa reconnaissance publique, au progrès de son art ? Certains nostalgiques se sont même demandés si le roman ne doit pas être porteur de « roumanité ». Ce sont là seulement quelques-unes des interrogations soulevées lors d'un colloque consacré au destin du genre romanesque dans ce pays, l'un des plus fermés, il y a dix ans encore, de l'Europe communiste – et, par ailleurs, si longtemps prisonnier de la mythologie cocardière, entachée de xénophobie, d'un petit cordonnier semi-analphabète devenu « führer » des Roumains.

Organisée du 5 au 8 octobre par le ministère de la culture, l'Union des écrivains de Roumanie et la revue hebdomadaire *Contemporanul*, *Ideea europeană* (Le Contemporain, l'idée européenne) à Sinaia, ancienne résidence royale sur le versant méridional des Carpates, la réunion bénéficiait de la participation de prosateurs et de poètes, d'universitaires et de critiques venus de Bucarest, des plus importantes villes de province mais aussi d'Allemagne et de France. Selon le critique Alexandru George, malgré les fractures et le dirigisme intervenus après la communitarisation du pays, une filiation se manifesterait toujours entre une certaine production romanesque des années 30 et celle d'après. Ainsi rapproche-t-il les textes de Max Blecher (publiés chez Nadeau) du splendide roman d'Alexandre Vona, *Les Fenêtres murées* (Actes Sud), écrit en 1947, en avance sur son temps et resté inconnu pendant un demi-siècle.

Nicolae Breban, l'un des plus importants romanciers du pays, directeur de *Contemporanul* et initiateur de la rencontre de Sinaia, se situe loin d'une littérature que

certain n'hésitent pas à qualifier d'« élitiste pour un « public averti ». Se réclamant de Dostoïevski et de Thomas Mann, comme le prouvent ses romans publiés en France chez Flammarion (1), il considère que le souffle épique prend naissance à la faveur du déchément des personnages atypiques qui reviennent en force dans les proses dites post-modernes. D'autres intervenants mettaient en évidence le caractère prophétique du roman en invitant à la relecture des fictions d'Orwell et de Huxley.

Sami Damian, universitaire installé à Heidelberg, rappelait l'irruption du fantastique dans les textes de Dumitru Tsepeneag (2) et de Mircea Cărtărescu (3), mais également l'obsession du complot cosmique, de la conspiration universelle, des sectes énigmatiques qui se dégage de la plupart des romans actuels ; et pourtant, le grand livre tant attendu de l'après-communiste n'a pas encore vu le jour en cette Roumanie où la situation de l'écrivain devient chaque jour un peu plus précaire, où l'aide à la création s'amenuise, où le simple achat d'un roman devient un problème insoluble pour la plupart des lecteurs, qui se tournent vers les prestations souvent médiocres de la télévision. Malgré ces conditions déplorables, une nouvelle génération de romanciers s'affirme aujourd'hui. Ainsi l'étonnant Alexandru Ecovoiu, lauréat du Prix de l'Union des écrivains, Daniel Bănulescu, romancier d'une capitale déliquescence, Cătălin Târlea, chroniqueur du passage des saisons, ou bien Radu Aldulescu, auteur de la plus singulière fiction-vérité inspirée par le régime communiste déclinant ; enfin, le regretté Mircea Nedelciu, mort à l'âge de quarante-neuf ans, dont les premières nouvelles viennent d'être traduites en français (4).

Edgar Reichmann

(1) *En l'absence des maîtres*, L'Annonciation, Don Juan.

(2) *Hôtel Europa* et *Pont des Arts* (POL).

(3) *Le Rêve* (Climats), *Orbitor* (Denoël).

(4) *La Danse du coq de bruyère*, suivi de *Problèmes d'identité* (EST et l'Esprit des péninsules).

Le Salon de la transition

Le Salon du livre de Bordeaux, qui s'est achevé dimanche 15 octobre, devait être le Salon du renouveau. Organisée autour du thème « L'écrivain et la ville », l'édition 1999 – la première dans le nouveau Hangar 14, sur les quais – avait laissé amers les visiteurs, exposants et partenaires (*Le Monde* du 22 octobre 1999). Certains libraires girondins ayant même menacé de ne pas participer à l'édition 2000, l'association organisatrice devait régler de nombreux problèmes : parkings insuffisants, logistique grippée, organisation critiquée, accueil défaillant.

Les organisateurs devaient aussi répondre aux interrogations de la Chambre régionale des comptes. Laquelle, dans sa lettre d'observations de juin 2000, reprochait un bilan financier « relativement dégradé » et un manque de mesure des retombées du Salon. Elle soulignait également « l'absence d'un système fiable de comptage des visiteurs » : sur les 100 000 visiteurs, nombre avancé, « le seul chiffre connu avec certitude concerne les 12 365 entrées payantes en 1999, (...) en constante diminution depuis quelques années ».

Avec du retard, une équipe renouvelée, sous la direction de Xavier Delmas, ancien responsable technique du Salon du livre de Paris, et de Geneviève Andueza, déléguée de l'association Librairies atlantiques, a souhaité « inverser la vapeur ». La mairie de Bordeaux, l'un des principaux bailleurs de fonds, n'a pas lésiné en termes de communication, et la logistique a été améliorée. Autre nouveauté, le Salon s'est projeté dans différents lieux, avec d'autres modes d'expression. Une enquête devrait dire, en novembre, si visiteurs et exposants sont repartis satisfaits de cette 14^e édition. Déjà, des éditeurs et des libraires affichent le sourire : « Les auteurs étaient ravis de l'accueil et les gens ont plus acheté que l'an dernier », assure Emmanuelle Lavoix, représentante d'Actes Sud dans le Sud-Ouest. D'autres s'interrogent sur l'avenir : « C'est un Salon de transition, estime Poppy Deschamps, libraire à Mont-de-Marsan et coprésidente des Librairies atlantiques. Mais le concept est un peu à bout de souffle, même si, j'avoue, il est difficile de réinventer les choses. »

Claudia Courtois

AGENDA

● **LES 20 ET 21 OCTOBRE.**

FAULKNER. A Rennes, l'université Rennes-II propose une journée internationale William Faulkner, intitulée « Faulkner's Major Years », autour d'intervenants venus d'Italie, des Etats-Unis, de France ou du Japon (à partir de 8 heures, bâtiment de la présidence et auditorium de l'université, 6, av. Gaston-Berger, Rennes, rens. : 02-99-14-14-49).

● **DU 20 AU 22 OCTOBRE. FÊTE DU LIVRE.** A Saint-Etienne, la Fête du livre propose un « tour du monde en 80 langues » (animations, spectacles, cafés littéraires, lectures et conférences-débats aux quatre coins de la ville, rens. : 04-77-49-39-00, www.mairie-st-etienne.fr).

● **DU 20 AU 22 OCTOBRE.** BUTOR. A Châteauroux se tient une exposition consacrée à l'écrivain Michel Butor, cette « Butoria-

de 2000 » se prolongeant avec un Salon de lecture autour de l'auteur et un « parcours littéraire » rassemblant manuscrits, photos, documents personnels (à partir de 9 h 30, à la Médiathèque, 47, rue Nationale, Châteauroux, rens. : 02-54-08-34-32, communication@ville-chateauroux.fr).

● **DU 24 AU 28 OCTOBRE. PARLEMENT INTERNATIONAL DES ÉCRIVAINS.** A Annecy est lancé le spectacle *La Bibliothèque censurée*, conçu comme une interrogation sur les rapports littérature/politique, sous la forme d'un parcours, avec pièces brèves, performances et rencontres d'écrivains, autour des textes, entre autres, d'Antonio Tabucchi et Salman Rushdie (tous les soirs à 20 heures, Bonlieu scène nationale, 1, rue Jean-Jaurès, Annecy, rens. : 04-50-33-44-11).

● **LE 25 OCTOBRE. POÉSIE.** A Toulouse, les soirées culturelles de Supaero proposent une lecture-rencontre avec le poète Serge Pey, à

l'occasion de la publication des *Aiguiseurs de couteaux*, aux éditions des Polinaires (20 h 30, salle des thèses de l'Ensa/Supaero, 10, avenue Edouard-Belin, et le lendemain à la librairie Ombres blanches, rens. : 05-62-17-81-07).

● **LE 27 OCTOBRE. HISTOIRE.** A Paris, le CNRS et l'Ehess s'associent pour un débat sur le thème « Ecrire l'histoire de l'Etat en France, XIX^e-XX^e siècles », avec, notamment, les historiens Henri Rousso et Marc Olivier Baruch (de 10 heures à 13 heures, Ehess, amphithéâtre, 105, boulevard Raspail, 75006).

Duras, biographie.



Laure Adler
Marguerite Duras

folio

FRANÇOIS VALLEJO

PIROUETTES
DANS LES
TENEBRES

« Un franc ravissement, chargé d'une pointe d'érudition, de drôlerie, avec pour seuls artifices l'imprévu, l'inattendu. Voilà un cadeau qui n'est pas commun. »

J.C. RENARD,
Le Magazine littéraire

ÉDITIONS
Viviane Hamy

VIENT DE PARAÎTRE



Une grand-mère magicienne. La fraîcheur éternelle de l'enfance, ou le parcours initiatique des contes et des légendes du monde entier. L'auteur constate que profanes, mythologiques ou sacrées, leurs sources sont uniques.

85 F

Éditions de l'Orme

Distribution Sté Nlle Distique, 28600 Luisant - Fax : 02.37.30.57.12